MAIRIE DE PARIS

N° 7-8 - Vendredi 25 septembre 2009
Imprimé sur papier recyclé

BULLETIN MUNICIPAL OFFICIEL

VILLE DE PARIS



Raymond MESNILDREY - Mairie de Paris

Débats du Conseil de Paris

Séance des lundi 6, mardi 7 et mercredi 8 juillet 2009

http://www.paris.fr

Abonnement annuel : 10,80 euros. Prix au numéro : 1 euro. Les paiements sont effectuées par chèque bancaire ou postal à l'ordre du TRESOR PUBLIC et adressés à la "Régie de la Caisse intérieure - Service des Publications administratives - Bureau 262 - 4, rue de Lobau - 75196 Paris cedex 04". Pour les réclamations, changements d'adresse et renouvellements, prière de joindre la dernière étiquette d'abonnement.
Jouve, 11, boulevard de Sébastopol 75001 Paris *ISSN 0151-8291*

La séance est ouverte à neuf heures cinq minutes, sous la présidence de M. Bertrand DELANOË, Maire de Paris, assisté de Mmes Marie-Laure HAREL, Emmanuelle BECKER, M. Gauthier CARON-THIBAULT et Mme Hélène BIDARD, secrétaires de séance.

M. le Préfet de police est présent en séance.

Ouverture de la séance.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Mes chers collègues, la séance est ouverte.

Condoléances.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Mes chers collègues, mardi 30 juin, un avion de la compagnie "Yemenia" s'est abîmé au large des Comores avec 153 passagers à bord. Nous avons appris avec une très grande émotion que cinq agents de la Direction de la Propreté de la Ville se trouvaient sur ce vol.

(Les Conseillers se lèvent).

Je tiens à saluer leur mémoire en rappelant ici leurs noms : M'sa Toiybou, Aboubacar Charif Hamidou, Yakoub Ibrahinna, Al-Hadade Abdou Nourou et Brinod Beurard.

Plusieurs dizaines d'agents de notre collectivité ont perdu dans ce drame des membres de leur famille. C'est donc un deuil pour toute notre Ville. Aux familles et aux proches des victimes, à leurs collègues aussi, je dis au nom de Paris notre solidarité et notre profonde émotion. Nous sommes à leur côté dans cette épreuve et j'invite notre assemblée à observer une minute de silence en hommage à toutes les victimes.

(L'Assemblée, debout, observe une minute de silence).

J'ajoute sur ce point que les adjoints concernés, François DAGNAUD, Maïté ERRECART, Véronique BEDAGUE sont en train de travailler, non seulement sur un hommage que nous rendrons mais aussi sur toute l'aide que nous pouvons apporter aux familles des personnes décédées, à ceux dont un membre de la famille a disparu, et nous essayons par plusieurs moyens qui sont actuellement étudiés d'être vraiment à leurs côtés, y compris très concrètement pour être clair.

Adoption de comptes rendus.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Mes chers collègues, le compte rendu intégral de la séance des lundi 11 et mardi 12 mai 2009 a été publié au Bulletin municipal officiel.

Le compte rendu sommaire de la séance des lundi 8 et mardi 9 juin 2009 a été affiché.

Y a-t-il des observations sur ces documents ?

Il n'y en a pas.

Ils sont donc adoptés.

Dispositif mis en place par rapport à la grippe A.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je voudrais brièvement vous dire quelques mots de notre dispositif par rapport à la grippe A. Comme vous le savez, mes chers collègues, depuis un peu plus de trois mois, le monde est confronté à une nouvelle menace : le virus H1N1, responsable de la grippe A.

A ce jour, l'Organisation mondiale de la santé a répertorié près de 80.000 malades dans le monde et 330 décès ont été enregistrés. La France est frappée depuis le début du mois de mai : 333 cas ont été recensés sur l'ensemble du territoire, dont 60 à Paris qui est la Ville la plus touchée.

Des cas groupés sont apparus dans plusieurs de nos écoles, entraînant par mesure de précaution la fermeture temporaire des établissements concernés. Aujourd'hui, je tiens à le dire, tous ces enfants se portent bien. Et je salue dans la gestion de chacune de ces situations la très bonne coordination entre la mairie centrale et les mairies d'arrondissement.

Au moment présent, alors que nous abordons la période des vacances scolaires, où en sommes-nous ?

Nous savons que le virus H1N1 est très contagieux. Mais nous savons aussi qu'il est pour l'instant, dans la plupart des cas, relativement bénin. Les modalités de la lutte contre cette maladie, les mesures de prévention et le travail d'information relèvent de la responsabilité de l'Etat.

La Ville collabore étroitement avec les services du Ministère de la Santé et avec la Préfecture de police pour mettre en œuvre toutes les dispositions nécessaires. Aujourd'hui, les autorités sanitaires ont décidé d'alléger les dispositifs et de réserver l'hospitalisation aux cas les plus graves.

Cependant, nous maintenons plus que jamais notre attention et notre réactivité, d'autant plus qu'une mutation du virus demeure possible. En lien avec la D.D.A.S.S., nous mettons en place des procédures afin de faire face à l'apparition de symptômes chez les enfants qui cet été fréquenteront nos centres de loisirs, et nous avons sensibilisé à ce sujet les personnels des crèches parisiennes.

Nous devons aussi tenir compte du fait que les voyages très nombreux en été sont propices à la propagation des virus et que des millions de touristes visiteront Paris dans les deux mois qui viennent.

D'autre part, pour la prochaine rentrée scolaire, nous veillerons à renforcer les mesures d'hygiène dans l'ensemble de nos écoles et nous suggérons aux enseignants d'insister auprès des enfants sur l'importance de quelques règles quotidiennes simples très efficaces pour ralentir la diffusion du virus.

Et comme il faut être prêt à toutes les hypothèses, nous participons activement sous l'autorité de l'Etat à l'élaboration du Plan blanc élargi. J'ai d'ailleurs écrit le 11 mai dernier à M. le Préfet de police que je veux remercier pour son implication personnelle. Je lui ai fait part de ma préoccupation et je lui ai demandé que soit accélérée la mise en place des dispositifs. Nous devons en effet être en mesure d'affronter une éventuelle pandémie à l'automne.

Notre Municipalité a déjà identifié les 180 écoles qui pourraient, le cas échéant, servir de centres de consultation ambulatoire. En outre, 20 centres de coordination sanitaire et sociale, un par arrondissement, seront opérationnels à la rentrée. Et nous établissons avec chaque direction de la Ville un plan destiné à garantir en toutes circonstances la continuité des fonctions essentielles du service public parisien.

Mes chers collègues, rien aujourd'hui ne justifie l'affolement, mais notre mobilisation est totale et nous suivons l'évolution de la situation avec la plus grande vigilance.

J'ai adressé vendredi un courrier pour faire le point aux vingt maires d'arrondissement, ainsi qu'à l'ensemble de l'Exécutif municipal et à tous les élus du Conseil de Paris. J'adresserai aussi une note à tous les conseillers d'arrondissement de Paris. Il s'agit de faire un point général et de préciser les dispositions à prendre.

En lien avec l'Etat, nous veillons dans le calme à ce que tout soit fait pour informer et protéger les Parisiens. Je tenais à vous donner ces informations ce matin et je vous remercie.

Discussion budgétaire commune Ville et Département. 2009, DF 56 - Rapport de présentation du budget supplémentaire de 2009.
- Budget supplémentaire d'investissement et de fonctionnement de la Ville de Paris pour 2009.
- 1° - Budget d'investissement.
- 2° - Budget de fonctionnement.
Vœu déposé par l'Exécutif relatif aux relations financières entre l'Etat et la collectivité parisienne.
Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à des audits sur la situation budgétaire et financière de la collectivité parisienne et sur la gestion des personnels.
Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif au développement d'indicateurs permettant de mesurer la situation sociale des Parisiens.
Vœu déposé par le groupe "Les Verts" relatif à l'accession des plus modestes au logement locatif privé.
Vœu déposé par le groupe "Les Verts" relatif au maintien de la Bibliothèque Vaugirard.
Vœu déposé par le groupe "Les Verts" relatif à la valorisation du critère "amélioration de la qualité" pour le développement du bio dans la restauration scolaire.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Si vous le voulez bien, nous allons maintenant passer au point principal, du moins le premier, car il y a beaucoup de points très intéressants dans cette longue séance. Il s'agit donc du budget supplémentaire.

Mes chers collègues, depuis 2001 nous nous sommes tenus à une règle : Paris n'a qu'un seul budget, c'est celui que notre Assemblée vote au mois de décembre. C'est une garantie de transparence pour les citoyens, de cohérence pour les élus, et de constance pour l'administration.

La vocation du budget supplémentaire est donc bien d'effectuer, au milieu de l'année, les ajustements qui s'imposent.

Dans une période d'incertitude comme celle que nous traversons, il est indispensable de maintenir la solidité de ces repères. Le budget supplémentaire 2009 ne dérogera pas à cette règle et les équilibres votés il y a sept mois par le Conseil de Paris ne seront pas bouleversés.

Ils seront, en revanche, adaptés à une exigence et à une contrainte.

L'exigence, c'est la nécessaire réponse à une crise qui semble s'installer dans la durée.

La contrainte, c'est la chute de nos recettes de fiscalité immobilière qui nous conduit à réviser encore nos prévisions à la baisse. Nous passons de 700 à 550 millions d'euros, ce qui représente une diminution de 36 % par rapport aux 856 millions d'euros de 2008.

Pour autant, je veux le dire, il est hors de question de renoncer à la solidarité, au mouvement, à l'ambition et à la créativité dont notre ville a besoin. Les actes que nous posons aujourd'hui doivent, en effet, répondre aux urgences, notamment sociales, mais aussi assurer le dynamisme de notre collectivité maintenant et pour l'après-crise.

Nous réaffirmons donc avec force nos priorités. D'abord, le logement social, pour lequel nous ajoutons au compte foncier 30 millions d'euros, mais aussi le développement durable avec, par exemple, la décision d'acheter au moins 250.000 ampoules basse consommation. Car contribuer à inventer de nouveaux modes de développement, c'est aussi une façon d'anticiper le rebond.

Répondre à la crise, c'était du reste déjà l'enjeu du budget primitif établi en décembre. Notre ville, comme notre pays, commençait alors à être frappée par une secousse économique et sociale, dont les premières victimes sont non seulement les plus fragiles mais aussi les classes moyennes, guettées parfois par une véritable précarisation.

L'aggravation de cette crise et la hausse brutale du chômage nous conduisent aujourd'hui à accentuer nos efforts de solidarité. Nos dépenses sociales sont ainsi augmentées de 29 millions d'euros, dont 15 pour nous préparer à la hausse, hélas inéluctable, du nombre de R.M.istes.

Nous inscrivons 9 millions d'euros au titre du R.S.A. mis en place le 1er juin dernier. Il concerne 115.000 Parisiens.

D'autre part, nous augmentons de 2,5 millions d'euros les dépenses consacrées à l'allocation personnalisée d'autonomie. Et, pour soutenir les fonctionnaires de notre collectivité, quand ils sont confrontés à des difficultés particulières, nous prévoyons 1,2 million d'euros pour l'hébergement de nos agents.

Toujours pour la solidarité, mais aussi pour l'innovation, pour la création, nous avons décidé de maintenir notre effort d'investissement. Sur six ans, nous investirons 8,4 milliards d'euros, ce qui représente en moyenne annuelle une augmentation de 18 % par rapport au mandat précédent, au cours duquel l'investissement avait déjà doublé par rapport à la période 1995-2001.

Dans le cadre de ce budget supplémentaire, nous portons nos dépenses d'investissement pour 2009 à un total de 1,7 milliard d'euros dont 200 millions de dépenses équilibrées par des recettes.

Cette évaluation tient compte de l'application de la convention FCTVA que j'ai signée le mois dernier avec le Ministre de la Relance et au terme de laquelle l'Etat ramène de deux ans à un an le décalage du remboursement de la T.V.A.

Oui, c'est un an de retard au lieu de deux ! C'est bien !

Toutes les nouvelles inscriptions prévues dans ce budget supplémentaire obéissent à une exigence : mobiliser encore principalement notre capacité d'autofinancement. Nous continuerons à le faire malgré les difficultés.

Car les difficultés sont bien là. J'ai évoqué la chute très importante des droits de mutation.

Un seul chiffre nous permet de mesurer l'ampleur du phénomène.

Les résultats du mois de juin 2009 sont inférieurs de 30 % à ceux de juin 2008.

L'évolution de cette situation dans les mois qui viennent…

M. Jean-François LAMOUR. - On vous avait prévenus !

M. LE MAIRE DE PARIS. - … dépendra de celle du marché immobilier, par définition imprévisible. Nous devons donc être prudents et savoir faire des choix.

Nous proposons ainsi dans ce budget supplémentaire 23 millions d'euros d'économies.

Cet effort porte sur les dépenses administratives, par exemple, la documentation, sur les dépenses dites de représentation, notamment les frais de mission, ou encore sur les subventions versées à certaines associations quand leur situation financière le permet.

Bien entendu et j'insiste, il s'agit là d'un ajustement du budget 2009 et non d'une préfiguration du budget 2010.

Ce premier train d'économies a donc vocation à être poursuivi et amplifié avec la même exigence de sérieux et dans le respect scrupuleux de nos engagements.

Dans le même esprit, nous avons réduit au strict nécessaire les dépenses nouvelles prévues en matière de fonctionnement courant. Leur progression est limitée à 14 millions d'euros.

Mais comprenons-nous bien : en toutes circonstances, nous veillerons à la qualité du service public municipal. Nous allons même l'améliorer. C'est ainsi que 6 millions d'euros de crédits nouveaux sont inscrits pour la propreté.

Enfin, conformément à notre volonté de renforcer les moyens des mairies d'arrondissement, nous ajoutons 3,6 millions d'euros pour les Etats spéciaux.

Mes chers collègues, ces décisions s'inscrivent dans un contexte général dont je n'ai pas besoin de vous rappeler les contraintes. Notre pays est entré en récession et le Gouvernement, pour y faire face, a choisi d'alourdir considérablement les déficits, d'ignorer les exigences de la justice sociale...

M. Jean-François LAMOUR. - Le R.S.A. ?

M. LE MAIRE DE PARIS. - … et de faire reposer sur les générations futures le poids de son imprévoyance.

(Protestations sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

Aux effets de cette fuite en avant, il faut ajouter, pour ce qui concerne toutes les collectivités locales et tout particulièrement Paris, un phénomène qui s'installe comme une norme : le désengagement de l'Etat.

(Protestations sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

Oui, j'insiste et j'insisterai jusqu'à ce que les Parisiens retrouvent ce qui leur est dû.

Quand nous demandons à l'Etat de solder le passif qu'il a accumulé envers notre collectivité, ce n'est pas une requête exorbitante, c'est l'affirmation d'un droit.

Permettez-moi, en effet, de vous citer ce passage extrait d'un texte que nul ne devrait considérer comme accessoire, puisqu'il s'agit de la Constitution de notre République. Article 72, alinéa 2 révisé en 2004 : "Tout transfert de compétences entre l'État et les Collectivités territoriales s'accompagne de l'attribution de ressources équivalentes à celles qui étaient consacrées à leur exercice.

Toute création ou extension de compétences ayant pour conséquence d'augmenter les dépenses des Collectivités territoriales est accompagnée de ressources déterminées par la loi". Fin de citation.

Il n'y a rien à ajouter à cela, sauf peut-être un chiffre : 312 millions d'euros.

M. Jean-François LAMOUR. - 312 maintenant.

M. LE MAIRE DE PARIS. - C'est le total des sommes dues par l'État aux Parisiens au 31 décembre 2008. Il inclut notamment 28 millions d'euros pour le transfert de la compétence transport aux Collectivités locales, 35 milliards d'euros, nous dit-on. Si on nous donnait ne serait-ce que ces 28 millions d'euros dont il est incontestable qu'ils sont dus, et puis, 36 millions d'euros pour le financement des couvertures du périphérique ou encore 82 millions pour la réforme des conditions d'assujettissement de France Télécoms à la taxe professionnelle. Et la dette contractée envers notre département à la suite du transfert du RMI est de 119 millions d'euros.

Mes chers collègues, nous ne devons pas nous y résigner. Et c'est avec une certaine gravité, mais avec détermination et combativité, qu'une fois de plus, au nom des Parisiens, je demande à l'État de faire preuve de ce minimum de loyauté.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste et élus du Parti de gauche, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

Mes chers collègues, dans les circonstances présentes, nous avons besoin de toutes les énergies. Je remercie l'ensemble de l'Exécutif et les quatre groupes de la majorité municipale pour leur esprit de responsabilité. J'adresse un témoignage particulier de reconnaissance et de confiance à M. Bernard GAUDILLÈRE.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste et élus du Parti de gauche, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

Je sais l'immense difficulté de sa tâche. Je sais aussi avec quel désintéressement il s'y consacre et c'est pour Paris une chance de pouvoir compter sur sa compétence et son exigence.

Aujourd'hui, j'ai la certitude, en vous présentant ce budget supplémentaire, que face à la crise, nous demeurons constants dans nos engagements, sérieux dans notre gestion, dynamiques dans notre démarche et, toujours, plus que jamais, solidaires.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste et élus du Parti de gauche, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

Je vous rappelle, mes chers collègues, que nous examinons donc les budgets supplémentaires de la Ville et du Département. Et je vous rappelle que c'est dans le débat général qu'est évoqué tout ce qui concerne les vœux.

Je donne d'abord la parole à M. Ian BROSSAT.

M. Ian BROSSAT. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire, chers collègues, ce budget supplémentaire est l'occasion de réaliser un certain nombre de réglages qui permettent de dégager nos principales priorités. Avec ce budget supplémentaire, nous viendrons en aide aux plus fragiles et aux plus précaires, en cohérence avec le programme que nous nous sommes engagés à mettre en œuvre.

Je le conçois, ce mélange de pragmatisme et de vision à long terme des solidarités a de quoi surprendre, tant il est vrai que nous vivons en des temps étranges où l'État fait l'exact contraire avec un admirable entêtement et cela au mépris de nos services public, de notre système de santé et de l'équilibre financier du pays. La méthode n'est pas moins mesquine puisqu'il le fait en puisant dans les caisses des Collectivités locales à Paris comme ailleurs, mais j'y reviendrai.

Je veux commencer par saluer l'effort de notre Ville, et ce budget supplémentaire en témoigne, en faveur des plus démunis et de ceux qui sont les plus touchés par la crise. Je veux parler ici des dépenses supplémentaires en ce qui concerne l'A.P.A., le Plan grand froid, l'hébergement social des agents en difficulté, mais aussi et surtout du R.M.I. et du R.S.A.

De manière générale, vous le savez, le groupe que je préside a des réticences en ce qui concerne le R.S.A. Pourtant, notre Ville le met en œuvre, c'est la loi, et c'est bien normal. Je déplore néanmoins que ce dispositif encourage les bas salaires et le temps partiel, et qu'il dévalorise considérablement la valeur du travail de tous les salariés car pour reprendre une formule qu'affectionne la droite, "il y a la valeur travail" dont on nous rebat les oreilles, mais nous n'oublions pas la "valeur du travail".

Ainsi, nous abonderons le budget supplémentaire de la Ville de presque 9 millions d'euros pour le R.S.A., sachant dans le même temps que la prévision des dépenses, en ce qui concerne le R.M.I., a été réévaluée de 15 millions supplémentaires. Au total, ce sont 60.000 personnes de plus que Paris va aider l'année prochaine.

Je veux également saluer la constance de la Ville de Paris qui maintient un programme ambitieux d'investissements. C'est essentiel car c'est ce que nous avons promis aux Parisiennes et aux Parisiens en 2008. En ces temps de crise, les habitants de notre Ville ont plus que jamais besoin d'équipements et de services publics. C'est ainsi que nous réaliserons notre objectif d'égalité et de mixité sociale pour Paris.

Au mois de décembre prochain, nous discuterons les grandes lignes du budget pour 2010. Nous aurons fait le bilan de la baisse des droits de mutation et de l'érosion de nos recettes, en général. Et je veux croire que, malgré les difficultés, les économies sans doute nécessaires, nous ne changerons pas les grandes lignes de nos engagements.

Je veux dire notamment aux personnels de la Ville de Paris que le groupe communiste et élus du Parti de gauche sera particulièrement vigilant, en ce qui les concerne. La Droite, elle, rêve de coupes sombres et d'un régime sec, je le sais, mais je maintiens que nous n'avons pas vocation à réaliser les rêves de la droite. Nous nous battrons pour que les effectifs des personnels de la Ville de Paris ne diminuent pas au prétexte d'une rationalisation de nos dépenses de fonctionnement, ce serait une dramatique erreur.

D'une part, ce serait un signal déplorable envoyé à tous les salariés dans un contexte généralisé de crise économique et de baisse du prix du travail, cela irait contre toutes nos convictions; d'autre part, quand on considère les projets de la Ville en termes d'équipements et de services publics, ce serait irresponsable, ce serait reprendre à notre compte le leitmotiv secret du Gouvernement : promettre toujours plus et faire toujours moins. Nos missions sont suffisamment difficiles, ne les rendons pas impossibles.

Difficiles, en effet, nos missions le sont d'autant plus que l'État - et Monsieur le Maire, vous l'avez dit tout à l'heure - l'État, loin de collaborer avec la Ville pour assurer aux Parisiennes et Parisiens plus de solidarité et plus de services, cherche par tous les moyens à nous mettre des bâtons dans les roues. A l'évidence, si l'État s'acquittait enfin des dettes qu'il doit à la Ville, nous ne serions pas dans la même situation. Vous le savez, c'est un combat que le groupe communiste et élus du Parti de Gauche mène depuis longtemps et je suis heureux que l'Exécutif propose un vœu aujourd'hui qui va dans le même sens.

Rappelons- le, 312 millions d'euros, c'est l'équivalant de 60 nouvelles bibliothèques, de 16 nouvelles piscines, de 63 crèches supplémentaires. Autant d'équipements que nous ne pouvons pas construire parce que l'État ne s'acquitte pas de ses dettes.

Dans cette affaire, tout se passe en réalité comme si Mme LAGARDE s'improvisait magicienne. Elle dérobe l'argent des Parisiennes et des Parisiens et voudrait que cela ne se voit pas. Le problème, c'est que la ficelle est un peu grosse et que les talents de prestidigitation de Mme LAGARDE ne font pas illusion bien longtemps. Et si vous permettez de filer la métaphore plus longtemps, je dirai que Mme LAGARDE, c'est un peu Garcimore, l'humour en moins.

Alors, Monsieur le Maire…

(Protestations sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

… je profite de ce débat pour redire aux élus de droite de rappeler à Mme LAGARDE les 312 millions d'euros qu'elle doit aux Parisiennes et aux Parisiens puisqu'elle ne daigne pas participer à nos travaux. Ce n'est pas la première fois, vous le savez très bien, même si un événement la retient aujourd'hui. Toutefois, on ne peut pas dire que sa constance dans nos travaux ait été particulièrement frappante.

Voilà, je vous remercie.

Evidemment, les élus de mon groupe voteront avec enthousiasme ce budget.

(Applaudissements sur les bancs des groupes Communiste et élus du Parti de Gauche, socialiste, radical de gauche et apparentés, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci, avec la touche supplémentaire d'enthousiasme ; cela me donne de l'énergie.

La parole est à M. Jean-François LAMOUR.

M. Jean-François LAMOUR. - Merci, Monsieur le Maire.

Je répondrai tout d'abord à M. BROSSAT.

Si Mme LAGARDE n'est pas là, c'est qu'elle défend les intérêts de la France partout dans le monde et qu'elle trouve des solutions pour régler la crise.

(Protestations sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste et élus du Parti de gauche, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

M. LE MAIRE DE PARIS. - S'il vous plaît, non ! Je ne suis pas d'accord avec vous ! Si un Ministre est occupé par ses fonction d'Etat...

M. Jean-François LAMOUR. - Et surtout, je la préfère à sa place plutôt que d'avoir une gauche plurielle dont on voit bien aujourd'hui qu'elle n'a aucune solution pour régler la crise, qu'elle ne sait pas comment faire et qu'elle passe son temps à s'écharper...

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

… plutôt que d'aider notre pays à proposer des solutions et à préparer le rebond.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Le bonheur ne va peut-être pas durer longtemps de ce point de vue.

M. Jean-François LAMOUR. - Monsieur le Maire, depuis que vous avez tracé les grandes orientations budgétaires pour 2009 - c'était en octobre dernier -, l'économie mondiale s'est installée dans la récession, Paris n'a pas été épargnée et vous n'avez rien fait : aucune trace dans vos communications des enseignements à tirer de ces alertes, aucune trace d'une réelle prise de conscience de la situation, ni de la nécessité qui en découle d'une meilleure utilisation de l'argent des Parisiens.

La seule réponse apportée depuis la rentrée aux difficultés de notre Capitale, dont vous êtes, je le répète, en grande partie responsable, c'est l'augmentation massive des impôts prévue en 2009 et en 2010. Les Parisiens apprécieront.

Et pourtant, lors de votre précédente mandature, vous avez bénéficié d'un contexte exceptionnel, tout d'abord grâce à l'augmentation du marché immobilier qui a fait entrer dans les caisses de la Ville plus de 5 milliards de recettes fiscales supplémentaires. Quant aux dotations de l'Etat, contrairement à ce que vous affirmez, elles ont progressé de 360 millions. Et dans le même temps, la dette contractée par la Ville a augmenté d'un milliard d'euros. Ce sont donc près de 6 milliards d'euros supplémentaires dont vous avez disposé.

Alors, bien sûr, vous avez saupoudré : augmentation de subventions aux associations, vous avez augmenté les dépenses de fonctionnement, en particulier en matière de personnel (plus de 10.000 agents supplémentaires), vous avez fait couler beaucoup de bitume dans les rues de Paris, mais pour quelle amélioration concrète ?

Vraiment, est-ce que les Parisiens ont observé ces améliorations dans leur vie quotidienne, que ce soit dans le domaine des services de proximité, des équipements publics, de la propreté, des activités périscolaires réduites à leur plus simple expression ?

Rien ne justifie une telle dérive des dépenses, si ce n'est votre imprévoyance.

Vous avez eu un comportement de cigale, le contraire du bon manager que vous vous targuez d'être : mauvaise gestion, absence d'anticipation, absence de vision, telles sont les trois caractéristiques de votre management et vous n'en assumez aucune.

Votre principal argument est de reporter la responsabilité de vos difficultés sur le prétendu désengagement de l'Etat à l'égard des collectivités territoriales.

Il n'en est rien, car, concrètement, ces dotations - je le rappelais tout à l'heure - ont augmenté de près de 360 millions d'euros de 2001 à 2007, soit près de 35 % d'augmentation.

Et pour répondre précisément à certaines de vos prétendues accusations, en 2009, le Département de Paris devrait percevoir, au titre des compétences transférées, 354 millions d'euros, dont une large part consacrée au R.S.A.

Et faut-il vous rappeler également qu'en transférant le bénéfice des droits de mutation à la collectivité, l'Etat vous a fait le plus beau cadeau qui soit. Ces droits sont passés de 400 millions en 2001 à plus de 900 en 2007 ; vous en avez profité à plein et vous êtes aujourd'hui bien mal placé pour critiquer le mode de financement des collectivités locales, mais au-delà de vos accusations, qui s'apparentent plutôt à de la défausse et à de la politique politicienne bien peu glorieuse en ces temps de grande difficulté, vous n'avez aucune vision pour Paris, aucune vision de l'après-crise, rien à proposer, vous êtes à la remorque du Président de la République et du Premier Ministre.

Après neuf mois de difficultés économiques, de multiples réunions organisées uniquement avec votre Exécutif, sans, bien sûr, y avoir associé l'opposition, vous nous révélez aujourd'hui un plan laborieux de réajustement de prévisions de recettes.

Il tient en six lignes imprécises et contestables, notamment quant au secteur concerné par la baisse des subventions. Aucune véritable stratégie ne se dégage de ce plan, aucune priorité n'est déterminée, aucun choix n'est fait sur les secteurs stratégiques qui prépareront l'avenir, aucune vision pour l'avenir de Paris.

Nous constatons que vous prévoyez un plan d'économie de 23 millions d'euros, maigre récolte au regard des 150 millions d'euros d'augmentation du budget de fonctionnement.

Je vous rappelle l'amendement budgétaire que nous avions déposé en décembre 2008 ; il proposait de ramener l'augmentation des taxes locales de 9 à 4,5 % et de supprimer la taxe foncière départementale. Il fallait équilibrer le manque de recettes, alors nous avions prévu une baisse de 35 millions sur les charges de personnel, une baisse de 45 millions sur le fonctionnement des services, dont 10 millions sur les subventions de fonctionnement, 10 millions également de baisse sur les charges financières, 50 millions de baisse sur l'autofinancement et, enfin, moins 20 millions sur le fonctionnement des services départementaux. C'est cela, Monsieur le Maire, une bonne politique budgétaire, responsable et économe, qui ne matraque pas le pouvoir d'achat des Parisiens.

Quant à votre plan d'économie relatif aux subventions aux associations, il concerne en particulier celles destinées à l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation. C'est cela que vous appelez la créativité ? Alors là, Monsieur le Maire, je suis consterné ! Nous sommes bien loin du milliard annoncé à grand renfort de trompettes par M. MISSIKA en juin 2008. Est-ce l'option stratégique que vous proposez ? Est-ce ainsi que vous avez préparé le Paris de demain, le Paris vitrine mondiale du savoir-faire et des technologies de pointe ?

Et vous assommez, dans le même temps, le commerce et l'artisanat, démontrant à nouveau que vous ne préparez pas la croissance de demain. Ces domaines sont vitaux pour l'avenir de Paris. Vous avez rendu le plus mauvais des arbitrages.

Quant à la transparence, que vous avez souhaité incarner, et dont vous en avez fait d'ailleurs votre qualité politique majeure depuis le temps, 18 ans, on repassera, elle est toujours virtuelle et particulièrement dans le domaine des subventions aux associations.

Plus que jamais, Monsieur le Maire, la Municipalité doit se mobiliser pour sauvegarder et développer le commerce de proximité.

Les P.M.E. sont un atout décisif dans le soutien à l'économie et à la reprise. Plutôt que de réduire les subventions dans ce domaine, vous devriez être à l'écoute de celles et ceux qui investissent à Paris. C'est pour cela que nous vous demandons d'organiser un Conseil parisien des entrepreneurs d'avenir, à l'instar de ce qu'a fait l'Assemblée nationale le 4 juin dernier.

Après l'avoir longtemps ignorée, l'Exécutif municipal semble dépassé par la crise et se contente de proposer des "mesurettes" en matière de réduction de dépenses.

Nulle part, vous n'évoquez, par exemple, une remise en question des opérations les plus coûteuses telles que le financement de la rénovation du stade Jean Bouin à hauteur de 170 millions, financée exclusivement en puisant dans les poches des contribuables parisiens. Alors là, Monsieur BROSSAT, vous pouvez aussi compter le nombre de crèches qui ne sont pas réalisées à cause de cet investissement. C'est l'exemple type de ce qui devrait être fait grâce à un partenariat public/privé.

Monsieur le Maire, il faut rationaliser les dépenses. Cela impose la responsabilité et l'engagement de tous les acteurs, cela exige une vision de l'après-crise, une vision pour guider la Capitale. Tôt ou tard, Monsieur le Maire, il faudra répondre de vos mauvais résultats et puisque vous ne le faites pas devant l'opposition, ce sont les Parisiens qui vous le demanderont avec force.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Madame BACHE, vous avez la parole.

Mme Marinette BACHE. - Monsieur le Maire, le budget supplémentaire qui nous est soumis aujourd'hui permet d'ajuster le budget primitif voté en décembre 2008 tout en gardant sa logique volontariste et solidaire.

C'est le renforcement, dans un contexte de crise, des priorités de la Municipalité.

Commençons par cela, car c'est l'évidence et la nécessité. Ce budget supplémentaire prend en considération la baisse significative des droits de mutation qui nous est annoncée depuis plusieurs mois, et ce à hauteur de 150 millions d'euros. Malgré cela, Paris tiendra ses engagements et continuera ses actions de solidarité envers les plus démunis.

Cette crise touche aussi les revenus moyens. Les études montrent que la précarisation s'installe et se généralise en Ile-de-France. En cascade, les C.D.D. remplacent les C.D.I. et les emplois aidés remplacent les C.D.D.

Ainsi, les moyens budgétaires que prévoyait le budget primitif sont augmentés de 29 millions d'euros.

Ce budget supplémentaire prévoit de dépenser 15 millions d'euros pour faire face à l'augmentation des allocataires du R.M.I. et 8,9 millions pour la mise en œuvre du R.S.A. Elle prévoit également 2,5 millions d'euros supplémentaires pour les dépenses de l'A.P.A. et prend en compte le logement de ses agents en difficultés.

Paris ne se contente pas, pour autant, de mener une politique de solidarité. L'emploi reste son deuxième axe pour lutter contre la crise. Je rappelle ici les 56 millions d'euros pour le programme départemental d'insertion voté en février dernier qui permet la mise en œuvre d'une vraie politique de retour à l'emploi.

Pour rester une ville dynamique, une ville qui pense son avenir, Paris continue à investir.

Ces investissements permettront notamment de donner vie aux engagements que nous avons pris devant les Parisiennes et les Parisiens. Le logement reste une priorité affichée et budgétée.

J'insisterai également au cours de notre séance sur la délibération qui permettra aux Parisiens de continuer à avoir accès au prêt parcours résidentiel et au prêt logement 0 %, une autre façon, solidaire celle-ci, de lutter contre la crise immobilière.

L'école, ensuite, avec la construction de nouveaux établissements, restructurations, travaux d'entretien, etc. Paris investit dans l'avenir. Voilà un sujet sur lequel le Gouvernement pourrait s'inspirer au lieu de programmer 16.000 suppressions de postes à l'Education nationale.

L'effort sera poursuivi dans la petite enfance dont le rapport de la mission d'information et d'évaluation démontre les progrès obtenus depuis 2001.

La politique courageuse menée depuis neuf ans par notre majorité, qui consiste à combler progressivement le fossé qui avait été creusé entre les arrondissements de l'Est et du Nord de Paris avec ceux du Centre et de l'Ouest ne subit pas le contrecoup de la situation économique. Investissements localisés, investissements dans les secteurs de la culture et du sport, politique de réhabilitation des quartiers, comme la Z.A.C. "Batignolles", poursuite du tramway et de la requalification de la périphérie parisienne sont toujours à l'ordre du jour, et ce, malgré le désengagement flagrant de l'Etat.

Je note également le réaménagement du quartier des Halles, projet qui dépasse largement Paris et concerne toute notre agglomération, preuve que notre ambition est toujours présente.

Après l'investissement, le fonctionnement.

La Ville a toujours voulu gérer sainement son budget. La baisse des droits de mutation qui s'est accélérée a contraint la Ville à engager un premier train d'économies. Elle l'a fait intelligemment, sans perdre de vue ses objectifs.

Pendant que le chef de l'Etat va faire payer des intérêts d'emprunt à l'ensemble des citoyens pour disposer de l'argent dont il a fait cadeau aux détenteurs de son bouclier fiscal, pendant qu'il fait supporter la précarisation aux salariés pour imposer sa politique en faveur de ces amis nantis, la Ville, elle, opte pour une gestion plus solidaire avec des dépenses maîtrisées.

Comme d'habitude, Nicolas SARKOZY fait le contraire de ce qu'il dit : il prétend faire une politique de relance tandis qu'il amplifie sa politique d'austérité ; il annonce le non-renouvellement de dizaines de milliers d'emplois dans la fonction publique et les services publics alors qu'il serait nécessaire de renforcer ces outils nationaux pour lutter contre la crise. Le président du groupe U.M.P. vient de dire qu'il voulait faire la même chose pour la Ville.

Nicolas SARKOZY réduit la voilure de l'Etat au point de faire peser plus de 300 millions d'euros sur notre Municipalité. A ce sujet je laisserai à Mme CAPELLE le soin de dire au nom de notre groupe pourquoi nous voterons le vœu de l'Exécutif.

Je souligne que notre Ville, elle, ne supprimera pas un seul emploi ; elle n'accentuera pas la crise. Et ainsi, la Ville continuera de se donner les moyens humains lui permettant de mener à bien ses engagements.

Pour conclure, lorsque j'entends le chef de l'Etat dire à propos de la réforme des collectivités locales, je cite : "Nous ne nous déroberons pas devant l'effort qui sera demandé à toutes les collectivités, on ne peut exiger de l'Etat d'être seul face au défi gigantesque qui consiste à faire de l'économie une économie de production…

M. LE MAIRE DE PARIS. - Il faut conclure.

Mme Marinette BACHE. - Ce qui est en cause, c'est la même Nation, le même citoyen, le même contribuable. L'effort doit être partagé".

Nous estimons qu'à Paris, notre part de marché a été remplie. Au Gouvernement de remplir la sienne, et je demande à Mme LAGARDE de prendre sa plus belle plume pour que le chèque qui lui a été transmis par mon collègue président du groupe communiste soit signé, et si possible que ce chèque ne soit pas comme la langue employée par le Gouvernement, en bois !

(Applaudissements sur les bancs des groupes du Mouvement républicain et citoyen, socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste et élus du Parti de gauche et "Les Verts").

M. LE MAIRE DE PARIS. - La parole est à M. POZZO di BORGO.

M. Yves POZZO di BORGO. - Monsieur le Maire, mes chers collègues.

Envers et contre tous, vous continuez à tenir le même discours alors que la situation économique et financière de Paris n'a cessé de se détériorer depuis que votre majorité est arrivée au pouvoir il y a huit ans.

Nous aurions dû aujourd'hui avoir un débat de fond car rarement un budget supplémentaire aura aussi été important que celui-ci. Nous ne disposons que de cinq minutes en ce qui concerne notre groupe.

Comment ne pas penser que vous cherchez à cacher le problème de l'augmentation brutale des impôts des Parisiens ?

Dès décembre 2008, le professeur Christian SAINT-ÉTIENNE avait souligné qu'il était impératif que l'Exécutif présente ses comptes consolidés. Seul un tel exercice de transparence constitue une base sérieuse de discussion budgétaire. Faute de mieux, nous n'avons rien reçu, sauf ce matin et j'y reviendrai, et nous avons dû nous livrer nous-mêmes à un exercice de simulation.

Nous sommes obligés de constater que l'épargne de gestion consolidée de la Ville et du Département devrait tomber 690 millions d'euros en 2007 à 485 millions d'euros en 2008, pour atteindre moins de 50 millions en 2009, ce qui conduira à une épargne brute négative.

Cela aurait, et aura pour conséquence que l'endettement consolidé notamment, devrait passer de 2,3 milliards en 2008 à 2,6 milliards en 2009, soit une multiplication de la dette par 2,4 depuis 2001.

Ce matin, à 8 heures, j'en remercie M. GAUDILLÈRE, vous avez enfin envoyé un fax sur les comptes consolidés, dans lequel vous nous indiquez que l'épargne nette sera entre 230 et 300 millions d'euros cette année. Là-dessus, vous précisez également que seront introduits les 98 millions d'euros de T.V.A. versés par l'Etat ; c'est "one shot" : ce sera cette année, mais pas l'année prochaine.

Quelle que soit la finesse des chiffres, des pesanteurs lourdes caractérisent votre budget. La première de ces caractéristiques est que le compte d'épargne diminue régulièrement. Il ne sera peut-être pas négatif cette année malgré nos simulations, mais sûrement l'année prochaine ou dans deux ans.

L'appel à la dette, ces dernières années, au rythme moyen de 250 millions d'euros par an, expliqué par une explosion des besoins de financement d'investissement, et compte tenu du rythme de réalisation des projets, fait que les charges de paiement resteront durablement contraintes.

Paris, Monsieur le Maire, est confrontée à un effet de ciseaux en raison de l'augmentation des charges liée à la réalisation de lourds projets d'investissement et de dépenses de fonctionnement non maîtrisées, menées concomitamment, et lancées dans une période faste d'abondance de recettes fiscales, sans tenir compte des cycles, parallèlement à la baisse des recettes fiscales reflétant la baisse du nombre des transactions et celle des valeurs concomitamment à une évolution durablement modérée des contributions de l'État.

L'impact de ce coût de ciseaux est puissant, et il risque de conduire à une dérive des comptes d'autant que, comme nous l'avons souligné à maintes reprises au sein du groupe U.D.F. et au Nouveau Centre, la rupture n'est pas actuelle. Elle était inscrite dans les choix de gestion de votre premier mandat, dans la hausse non maîtrisée des dépenses dans tous les domaines.

Pour ne prendre qu'un exemple, vous avez laissé dériver de manière irresponsable les dépenses de fonctionnement à un rythme de plus de 5 % par an en moyenne par rapport à 2001. En ayant fait le choix du confort et des dépenses somptuaires, vous vous trouvez maintenant dans l'obligation de rétablir l'équilibre d'exploitation et vous choisissez la seule stratégie qui se présente à vos yeux, la plus facile, vous y foncez, à savoir des augmentations fiscales considérables, celles déjà votées dans ce budget.

Les Parisiens vont en découvrir le choc violent en septembre, quand ils recevront leur première feuille d'impôt, et ceci dans un contexte économique tendu de croissance rapide du chômage.

Tout ceci et tout cela est assorti d'un discours lénifiant sur la maîtrise des dépenses de fonctionnement qui est ridicule au vu de la situation : 23 millions d'euros sur un budget de 7 milliards.

Il peut y avoir une autre stratégie. Je ne sais si elle est centriste, U.M.P. ou socialiste : elle me semble de bon sens. Si vous pouviez l'écouter sans œillères idéologiques, elle consiste à un recalibrage du programme d'investissement nécessaire pour soutenir la relance de la croissance.

Un examen du compte d'investissement et des projets en cours est nécessaire pour en évaluer la dynamique. 1.700 millions d'euros, c'est tout à fait bien. Mais pour ne prendre qu'un exemple, sans parler du stade Jean Bouin, nous sommes troublés dans ce compte-là par votre persistance à introduire l'acquisition d'immeubles dans ces comptes d'investissement.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Le logement social !

M. Yves POZZO di BORGO. - Je sais bien, mais c'est à tort que vous les mettez dans la ligne budgétaire des investissements.

Tous les économistes vous le diront : ils constituent un investissement non productif. Faites une pause dans ces achats pendant un an ou deux, le temps espéré que la croissance reparte.

Monsieur le Maire, le contexte est particulièrement difficile. Il est difficile pour vous de vous remettre en cause, mais au nom des Parisiens, prenez conscience qu'il faut arrêter temporairement ces dépenses excessives qui vont déstabiliser les comptes de cette Ville.

Le temps me manque, Monsieur le Maire, nous ne pouvons que vous inviter à ne pas conduire les Parisiens à payer deux fois la facture en ayant moins de services publics de qualité et plus d'impôts. Ce budget supplémentaire que vous nous imposez est un ajustement sommaire sur le fond comme sur la forme.

(Applaudissements sur les bancs des groupes Centre et Indépendants et U.M.P.P.A.).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Monsieur le Président, ce n'est pas moi qui fixe le temps de parole mais la Conférence d'organisation, à laquelle, j'imagine, vous participez.

Deuxièmement, je respecte votre position mais j'assume un vrai désaccord de fond. Nous voulons pouvoir garder plus de Parisiens dans leur ville, en accueillir. Ce n'est pas un hasard, cher Président, si Paris a perdu 170.000 habitants en une quinzaine d'années et s'il en a regagné depuis huit ans plus de 50.000. Voilà. Ce n'est pas sans rapport avec cette politique du logement que j'assume, mieux, que je revendique.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

La parole est à M. Jean-Pierre CAFFET.

M. Jean-Pierre CAFFET. - Merci, Monsieur le Maire.

Mes chers collègues, j'ai tout d'abord envie de vous dire que pour mon groupe le budget supplémentaire dont nous débattons ce matin s'inscrit dans une stratégie municipale claire, active et déterminée.

De quoi s'agit-il ? De faire face à la crise qui ravage notre pays, bien sûr, mais aussi de préparer l'avenir de Paris. Et enfin, de gérer au mieux les finances de la Ville en limitant son endettement pour ne pas compromettre le futur, contrairement à ce que fait le Gouvernement au plan national. J'y reviendrai.

J'ajoute que ce budget supplémentaire, qui est une pièce importante dans la mise en œuvre de cette stratégie, est conforté par un grand nombre de délibérations soumises à ce Conseil, qui seront particulièrement utiles aux Parisiens.

Faire face à la crise tout d'abord. Parce que la crise est devenue sociale, le budget supplémentaire se devait d'en tenir compte. C'est chose faite, puisque les dépenses de solidarité y augmentent d'une trentaine de millions d'euros. Au-delà de cet effort, je veux mentionner le renforcement de nos politiques en faveur de l'emploi que nous examinerons en Conseil général avec les délibérations relatives au Programme départemental d'aide à l'emploi et à l'initiative de la Municipalité, connu sous le vocable de Carrefour pour l'emploi.

Je veux aussi évoquer l'augmentation de 50 % des aides aux Parisiens souhaitant devenir propriétaires dans le cadre du prêt Paris Logement 0 % qui permettra de soutenir un marché de l'immobilier particulièrement déprimé.

Préparer l'avenir ensuite, c'est évidemment le rôle de l'investissement. Je me réjouis donc qu'il augmente de 100 millions d'euros, ce qui prouve à l'envi que nos engagements sont tenus. Et c'est un autre motif de satisfaction que de voir dans ce Conseil, hors budget supplémentaire, le soutien accru de la Municipalité à l'innovation et aux pôles de compétitivité destinés à renforcer l'attractivité de l'Ile-de-France.

Et que dire de l'engagement de Paris à hauteur de 470 millions d'euros dans le plan de mobilisation pour les transports franciliens soutenu par la Région, sinon qu'il tombe à point et qu'il n'attend plus qu'un financement complémentaire de l'Etat.

Gérer au mieux les finances de la Ville enfin, bien entendu, car en réduisant les recettes de la Ville, et notamment les droits de mutation, la crise nous oblige à réaliser des économies. Dans ce budget supplémentaire, elles s'élèvent à 23 millions d'euros. Et ce dont mon groupe se réjouit, c'est qu'elles n'entament en rien le service rendu aux Parisiens.

C'est dans cette voie qu'il faudra persévérer, dans celle d'un effort accru sur nous-mêmes, dans celle d'une juste répartition des efforts, afin de continuer à rendre encore plus performant le service public municipal.

Dernier motif de satisfaction, c'est celui de la diminution de l'autorisation d'emprunts d'environ 200 millions d'euros par rapport au budget primitif. Certes, cette diminution provient d'un report de 2008, mais ne boudons pas notre plaisir, la Ville s'endettera beaucoup moins qu'on pouvait le supposer en décembre dernier.

A ce stade de mon intervention, je ne peux pas rester sans réagir au propos de la Droite de ces derniers jours.

Au fond, que nous reproche la Droite parisienne ? L'imprévoyance de la Municipalité, nous dit Mme LAGARDE, à longueur de colonne dans le quotidien "La tribune".

Je renvoie le compliment à Mme LAGARDE - qui n'est pas là mais le message lui sera passé -, je renvoie le compliment à Mme LAGARDE qui, avec son collègue du Gouvernement Eric WOERTH, entrera peut-être dans l'histoire pour avoir réussi le tour de force, sans doute sans précédent sous la V République, de faire adopter en décembre 2008 une loi de finance assortie d'un déficit de 52 milliards d'euros, et à se représenter devant le Parlement à deux reprises en moins de trois mois avec deux collectifs budgétaires où finalement le déficit a doublé pour être porté à 104 milliards d'euros. Et le Ministre des comptes nous annonçait il y a quelques jours que c'était probablement 140 et non pas 104. Et c'est vous qui nous parlez d'imprévoyance !

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

Imprévoyance encore, qui va vous conduire à devoir augmenter les impôts en 2010, nous dit M. LAMOUR, feignant d'ignorer que cet ajustement fiscal était clairement énoncé dans le contrat que nous avons proposé aux Parisiens en mars 2008 et qui a été, faut-il le rappeler, ratifié par près de 60 % d'entre eux.

Dégradation spectaculaire des comptes de Paris, nous dit dans un communiqué M. SAINT-ETIENNE qui sonne le tocsin pour conclure gravement en demandant la division par deux des crédits consacrés aux préemptions pour le logement social.

Avec ces réactions de la Droite parisienne, tout est dit.

Ce que je crois, c'est qu'elles ne visent qu'à masquer la réalité de la politique de la Droite. Et cette réalité, c'est que depuis deux ans la Droite a renoué avec son vieux démon, celui de la rente symbolisée par le paquet fiscal et par son refus obstiné d'organiser une vraie relance, comme l'ont fait bon nombre de pays européens.

Mais il y a pire, car à la rente la Droite ajoute la dette.

Vous nous accusez de ne pas avoir pris la mesure de la crise, mais votre réponse à vous à la crise, c'est la dette. Deux dettes, devrais-je dire.

La dette cachée honteuse, celle que l'Etat transfère aux collectivités locales en se défaussant sur elles, et qui fait l'objet d'un vœu particulièrement bienvenu de l'Exécutif, mais aussi la dette visible, assumée, qui met potentiellement en péril la solvabilité de la Nation, et à coup sûr l'avenir des générations futures.

Croyez-moi, il ne s'agit pas là d'un fantasme de ma part, c'est au contraire un constat lucide, tiré par le Président de la Cour des comptes que l'on ne peut tout de même pas soupçonner de faire le jeu de l'opposition et qui lui a quelques motifs de sonner le tocsin.

Que nous dit-il ? D'abord, je le cite, "que l'idée selon laquelle la France s'en tirerait mieux que ses voisins est trompeuse et que les déficits actuels accumulé par le pays sont plus importants que ceux de l'Allemagne, dont le plan de relance est pourtant significativement plus élevé". Il nous dit aussi, je le cite encore, "que l'emballement exceptionnel de la dette pourrait remettre en question la signature de la France". Il nous dit surtout, et je le cite une dernière fois, "qu'on néglige - et ce on s'adresse au Gouvernement - les conséquences concrètes et inévitables de la dérive des finances publiques sur la vie des Français".

Et pourtant, insensible à ces avertissements comme à ceux de sa majorité, insensible parce que soumis aux caprices du prince, le Gouvernement va continuer à accumuler de la dette en lançant un emprunt national dont personne - le prince lui-même non plus d'ailleurs - ne connaît ni l'ampleur, ni l'affectation, ni surtout les modalités de rémunération.

Ce qui est d'ores et déjà clair, c'est que seuls les Français les plus aisés pourront y souscrire tout en bénéficiant très probablement d'avantages fiscaux. Je disais il y a quelques minutes qu'à la rente vous ajoutiez la dette. Nous saurons bientôt avec les modalités de cet emprunt si à la dette vous associez la rente. Pour ma part, j'en fais le pari.

Tout cela pour vous dire, chers collègues de la Droite municipale, que vous n'êtes pas particulièrement bien placés pour nous donner une leçon de bonne gestion. Nous, nous ne prendrons pas le risque de mettre la Ville en faillite, situation de l'Etat selon le Premier Ministre lui-même, ce qui ne l'empêche pas de continuer à creuser allègrement les déficits.

Cela étant dit, nous sommes conscients que la période que nous traversons appelle de l'audace. De l'audace dans le dynamisme des politiques municipales comme dans les réformes de structures au profit des Parisiens.

Ce budget supplémentaire, comme bon nombre de délibérations soumises à ce Conseil, en est une illustration. La voie existe donc, même si elle est étroite.

Sachez, Monsieur le Maire, que dans cette voie vous pourrez compter sur votre soutien indéfectible.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci beaucoup.

La parole est à M. Sylvain GAREL.

M. Sylvain GAREL. - Merci, Monsieur le Maire.

Le vote sur ce budget supplémentaire intervient, vous l'avez rappelé, dans un contexte de crise où la Ville de Paris fait face à des difficultés budgétaires importantes. La diminution du nombre de transactions immobilières assèche le flux des droits de mutation et oblige, chose nouvelle, à un ajustement du budget primitif de notre Ville à la baisse.

Une première surprise, cependant !

Alors que vous nous aviez annoncé au printemps dernier une situation singulièrement préoccupante des finances de la Ville, nécessitant selon vous, dès ce budget supplémentaire, d'envisager des économies drastiques, le budget proposé ne prévoit finalement que des corrections et des baisses assez marginales : 23 millions d'euros sur un budget total de près de 7 milliards d'euros, ce qui ne représente que 0,5 % du budget de fonctionnement de la Ville.

Cela s'explique par différents facteurs ponctuels, que vous avez rappelés et sur lesquels, donc, je ne reviendrai pas, ainsi que sur la difficulté réelle d'imposer en cours d'exercice des économies trop importantes.

Nous voterons, bien évidemment, ce budget supplémentaire proposé, mais cela n'écarte en rien la nécessité d'envisager, avec gravité et attention, les mesures d'économies et les réformes structurelles nécessaires pour le budget 2010 et les budgets suivants.

Le groupe "Les Verts" partage, bien sûr, ce point de vue, mais pour des raisons sensiblement différentes.

Je tiens à rappeler, et nous ne cessons de le dire, que, pour les élus de notre groupe, cette crise que traversent l'ensemble de la planète et notre ville n'est en rien un incident de parcours conjoncturel. Si tel était le cas, nous pourrions penser cette crise uniquement en termes d'économies possibles, à court ou à moyen terme, en attendant une hypothétique reprise ou rebond. Ce n'est pas le cas ; cette crise est véritablement structurelle, il n'y aura pas de retour à la croissance, comme en rêvent beaucoup à droite mais aussi encore à gauche.

C'est une crise économique et financière, sociale et environnementale, ce qui exige donc, pour chacun d'entre nous, de changer nos pratiques et notre mode de vie, et les élus doivent, par conséquent, changer les pratiques et les priorités de notre Ville.

Cela doit se traduire dès maintenant dans les choix budgétaires de la Municipalité.

Avant de développer cela plus avant, permettez-moi de rappeler une constante qui a animé notre groupe depuis plusieurs années concernant les finances municipales. Depuis 2001, le groupe des élus "Verts" n'a cessé de demander que d'autres principes de fonctionnement dans les finances de la Ville soient mis en place, pour ne pas dépendre des droits de mutation, pour mettre en place une fiscalité plus juste, pour décider une hausse d'impôts plus tôt, bien avant celle annoncée pour 2009, pour imaginer de nouvelles sources de recettes, pour limiter au maximum les dépenses inutiles et les gaspillages. En temps de crise, cette exigence n'est plus seulement nécessaire, elle est devenue indispensable.

C'est le sens des propositions que nous avons faites lorsque, au printemps dernier, vous avez demandé à tous les groupes de la majorité municipale de formuler des propositions, afin de réaliser des économies budgétaires, et qu'à notre demande, vous avez associé, cette fois, à cette réflexion les présidents de groupe de la majorité municipale, dans le but de recueillir leurs propositions budgétaires respectives.

A cette occasion, le groupe "Les Verts" a fait diverses propositions.

M. Jean-François LAMOUR. - Cela s'est arrêté là !

M. LE MAIRE DE PARIS. - Vous voulez faire le budget avec moi ?

M. LAMOUR est étonné que l'on prépare le budget municipal avec la majorité.

Donc, il fait semblant de s'étonner ! Il n'a absolument pas envie d'élaborer le budget avec nous ! C'est normal, c'est la démocratie !

M. Sylvain GAREL. - En termes de recettes, nous avons demandé d'instaurer une fiscalité locale plus juste et plus écologique.

En termes de dépenses de fonctionnement, nous avons proposé de diminuer certaines des subventions, versées notamment aux clubs sportifs professionnels, ce qui, par ailleurs, permettrait de davantage soutenir le sport amateur qui en a bien plus besoin.

Et d'ailleurs, à ce sujet, les premières annonces d'une baisse de près d'un tiers de la subvention du P.S.G. l'année prochaine est un premier pas significatif que nous tenons à saluer.

Nous nous sommes exprimés et avons voté contre la subvention pour le Pavillon français à l'exposition universelle de Shanghai pour des motifs à la fois politiques et économiques, une subvention quand même de 500.000 euros. Il serait également souhaitable, par exemple, de renoncer aux opérations de communication, notamment pour essayer de vendre aux Parisiens la construction de tours soi-disant écologiques et qui ne le seront jamais.

Ce ne sont que quelques exemples.

La Mairie de Paris et leurs élus doivent, bien entendu, également participer à cet effort d'économies en diminuant leurs frais de représentation. Des gestes ont été faits en ce sens, mais il en reste à faire et nous proposons de nouveau de supprimer les voitures de fonction pour les maires d'arrondissement. C'est une proposition que nous avons faite, qui, malheureusement, a été repoussée lors du précédent Conseil de Paris et c'est aussi une proposition qu'applique Jacques BOUTAULT, le maire "Vert" du 2e, le seul à ce jour de la Capitale.

Cependant, et pour finir sur ce sujet, en termes de réductions de dépenses, les choix sont cruciaux.

Ainsi, si nous nous réjouissons, comme vous, que "Nuit blanche", qui connaît un succès incontestable à Paris et ailleurs, soit maintenue, il semble regrettable de renoncer à l'opération "Paris : 3 jours, 3 euros", opération cinématographique qui permettait à de nombreuses familles modestes, ne partant pas en vacances - et elles seront sans doute encore plus nombreuses cette année -, d'aller au cinéma au cœur de l'été.

Enfin, en termes de dépenses d'investissement, le groupe des élus "Verts" a proposé de renoncer à certains projets qui semblent encore plus inacceptables en temps de crise, lorsque la priorité doit être mise sur les questions sociales, environnementales et de solidarité. Nous pensons aussi à Autolib' (80 millions d'euros et sans doute davantage), à l'extension de Roland Garros (20 millions d'euros), à la rénovation du stade Jean Bouin (170 millions) et, cerise sur le gâteau, au projet de vidéosurveillance. Et, à ce titre, grâce à une note de M. Georges SARRE, si l'on ne connaît pas encore le coût pour la Ville de Paris du plan "1.000 caméras", le coût total annoncé est de 250 à 300 millions d'euros, ce qui est vraiment exorbitant, et le coût pour la Ville de Paris, avec les exonérations de redevance et les aménagements de voirie prévus, dépassera de très loin les modestes économies proposées par ce budget supplémentaire !

Dans ce contexte de crise, il semble nécessaire de reporter également certains investissements prévus, car l'investissement qui est financé par l'emprunt a un coût et pèse donc sur le budget de fonctionnement.

Cependant, il n'est, bien entendu, pas question de renoncer à l'emprunt et aux investissements. Il est, au contraire, crucial de privilégier ou d'envisager les investissements qui, générant des économies pour la Ville et les utilisateurs...

M. LE MAIRE DE PARIS. - Monsieur GAREL, concluez, s'il vous plaît, et gérez les choses entre les six présidents de groupe avant les séances.

M. Sylvain GAREL. - Il est, au contraire, crucial de privilégier ou d'envisager les investissements qui, générant des économies pour la Ville et les utilisateurs, permettront la conversion écologique de notre ville et la prépareront à l'après-pétrole, la rendant ainsi plus robuste face aux crises.

Ainsi, lorsque l'on voit, dans ce budget supplémentaire, les charges générales progresser de 14 millions d'euros dont 5 millions pour les fluides, c'est-à-dire essentiellement l'électricité et le chauffage, il est évidemment urgent d'accélérer les investissements pour mieux isoler les bâtiments de notre ville. C'est écologiquement et économiquement responsable. Et cela est vrai dans de nombreux domaines.

Nous aurons l'occasion d'aborder ces différentes questions dans le cadre de la préparation cet automne du budget primitif 2010, processus auquel, Monsieur le Maire, nous espérons être associés encore davantage.

Pour finir, concernant ce budget supplémentaire proposé, je souhaiterais noter l'importance aux yeux de notre groupe, en ces temps de crise que de nombreux Parisiennes et Parisiens subissent de plein fouet, de réaffirmer, par des choix budgétaires clairs, les priorités incontournables pour notre Municipalité que sont la solidarité, la redistribution des richesses et la qualité de la vie, surtout à l'heure où le Gouvernement poursuit une politique inacceptable, que vous avez rappelée et sur laquelle je ne m'étendrai pas.

Si la Ville de Paris ne peut pas tout faire et ne peut pas se substituer à l'Etat, elle doit faire mieux et plus pour ceux qui ont le moins.

Pour véritablement aider les Parisiens en ces temps de crise, nos priorités absolues sont : la protection des plus fragiles, la création d'emplois durables et non délocalisables, les investissements générateurs d'économies...

M. Jean-François LAMOUR. - A quoi servent les conférences ?

M. Sylvain GAREL. - … l'élaboration de nouveaux dispositifs de solidarité et d'aide aux plus démunis…

M. Jean-François LAMOUR. - Cela sert à quoi, Monsieur le Maire ?

M. Sylvain GAREL. - Je conclus.

Des dispositifs de solidarité et d'aide aux plus démunis, comme la carte "Fruits et légumes" ou les Ressourceries, par exemple.

L'économie sociale et solidaire est aussi un outil important pour proposer un mode d'entreprendre plus solidaire et plus démocratique.

Enfin, dans le cadre de cette réflexion sur les finances de la Ville, il convient de rappeler que le personnel de la Ville ne peut être la variable d'ajustement des politiques budgétaires. L'administration parisienne a besoin de personnels qualifiés et en nombre suffisant.

De plus, la crise touche tout autant les agents de la Ville de Paris que les autres habitants de notre ville et il faut en tenir compte.

Monsieur le Maire, comme vous l'avez dit, c'est donc lors de l'élaboration du budget 2010 que les décisions les plus importantes sans doute de la mandature vont être prises.

"Les Verts" seront au rendez-vous.

Merci.

M. LE MAIRE DE PARIS. - François DAGNAUD, je voudrais vraiment que les décisions de gestion du temps soit assumées solidairement par les six Présidents de groupe car moi je suis embarrassé. Quand quelqu'un déborde trop, on croit que je suis un dictateur, si je l'empêche de parler; mais M. POZZO di BORGO, Mme BACHE ont dû s'arrêter quand même au bout de 5 minutes 30 et là, c'est plus de 8 minutes.

N'en faites pas une histoire, il m'est arrivé de rajouter du temps au groupe U.M.P.P.A., et beaucoup.

Est-ce que je peux demander que, sous l'autorité de François DAGNAUD, les six Présidents de groupe s'engagent sur un temps ?

M. François DAGNAUD, adjoint. - Je voudrais simplement confirmer, Monsieur le Maire, que les temps de paroles ont été décidés en conférence d'organisation avec l'assentiment des six groupes présents.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je vous suggère, avec votre gentillesse habituelle, de faire preuve d'autorité.

La parole est à M. LEGARET.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Monsieur le Maire, mes chers collègues, habituellement le budget supplémentaire, c'est un ajustement. Mais vous nous avez bien dit ce matin, Monsieur le Maire : ce n'est pas un budget. En fait, c'est une façon d'apporter des réponses aux questions posées.

Et là, il y a une question posée et une question de taille, moins 300 millions sur les recettes des droits de mutation par rapport aux recettes 2008. Question : moins 300; réponse : moins 23. Moins 23 de dépenses qui seraient, paraît-il, réduites. Le moins que l'on puisse, c'est que le compte n'y est pas. Qui paiera la différence ? Le contribuable, bien sûr.

Le contribuable paiera et, d'ailleurs, vous nous l'avez également annoncé, vous nous l'aviez déjà dit, lors du vote du budget primitif 2009, il y aura une augmentation comparable pour le budget 2010, poursuivre et amplifier - vous nous avez répété tout à l'heure - poursuivre et amplifier aussi bien sur l'insuffisance des économies que sur l'excès des dépenses. Le contribuable paiera, il découvrira d'ailleurs, en recevant les feuilles d'imposition en octobre, l'ampleur du matraquage 2009 et en 2010, après le matraquage, le coup de grâce.

Votre volonté est de ne rien changer à votre mauvaise gestion. Vous avez laissé déraper le fonctionnement de la Ville et la seule variable d'ajustement, c'est la fiscalité et c'est le prix que le contribuable devra payer.

Vous avez encore un peu de chance parce que, et le contribuable par voie de conséquence a de la chance, vous avez réussi à trouver dans les fonds de tiroir 300 millions de report des cumuls d'exécution.

Et Bernard GAUDILLÈRE nous a dit en 1ère Commission : "C'est, finalement, une somme comparable à celle que l'on retrouve les années précédentes". Ce n'est pas tout à fait exact puisque j'ai recherché dans le compte administratif et, fin 2007, ce n'était pas 300 de plus, c'était 587 de plus. Donc, ces soldes d'exécution ont pratiquement réduit de moitié, symbole parfait de votre mauvaise gestion. Mais, vous nous dites : "Tout cela, ce n'est pas la faute de la Ville, ce n'est pas la faute du Département, c'est la faute de l'État." C'est un argument dont vous avez déjà amplement usé et on a bien compris que vous n'aviez pas l'intention de changer d'argumentaire de sitôt.

Ce qui est d'ailleurs un peu curieux, car, vous me permettrez de vous le rappelez, Monsieur le Maire de Paris, lorsque vous étiez Président du groupe socialiste, vous avez toujours soutenu les réformes mises en œuvre par les gouvernements socialistes lorsqu'elles siphonnaient les recettes de la collectivité parisienne.

Je voudrais rappeler que pour le seul exercice 89/90, avec la réforme du S.D.R.I.F., la réforme de la D.G.F. et le prélèvement des recettes du P.M.U., en une seule année, la collectivité parisienne a comptabilisé 125 millions de recettes perdues. Cela ne vous a pas ému et vous avez naturellement, chaleureusement, soutenu ces opérations parce qu'elles provenaient d'un Gouvernement qui avait vos faveurs.

Alors, vous nous dites aujourd'hui : "On a fait les comptes, on a fait les comptes non pas depuis 2001, mais depuis 2004." C'est un peu subtil, d'ailleurs, parce qu'on se dit : "Mais pourquoi pas depuis 2001 depuis que vous êtes Maire ?" Peut-être d'abord parce qu'il y avait eu un Gouvernement socialiste jusqu'en 2002, ce qui explique déjà, peut-être, une année de décalage; mais je crois que la vraie raison, ce n'est pas cela. En 2004, il y a bien eu une réévaluation de la fraction de la T.I.P.P. qui a été effectuée par l'État après le vote du compte administratif du Département.

Vous, vous arrêtez les comptes à partir de 2004 et vous faites naturellement des comptes assez mirobolants qui font apparaître ces 312 millions d'euros. J'ai essayé de comprendre et j'ai repris de mon côté l'évolution des concours de l'État depuis 2001. 2001-2008 : si on prend simplement les chiffres des comptes administratifs, vous avez +25 % de concours de l'État à la Ville et au Département.

Pendant ce temps, l'inflation, sur les mêmes années, cumulée a été de 14,7 %. Donc, en faisant exception des transferts de charge, vous avez bénéficié de 109 millions supplémentaires de décalage par rapport à l'inflation.

Je voudrais aussi rappeler que les droits de mutation ont littéralement explosé. Ils étaient de 400 millions comme le rappelait Jean-François LAMOUR en 2001, ils ont atteint le quasi milliard à la fin de l'année 2007. Les droits de mutation, je le rappelle également, sont un transfert de recettes qui date de 1983 destiné à compenser les dépenses sociales.

J'ai repris également dans leur linéarité les dépenses sociales depuis 2001 et j'ai rapporté l'évolution des droits de mutation. Le chiffre que j'obtiens - mais je serais heureux, d'ailleurs, de faire un exercice contradictoire et après tout, que les séances de la 1ère Commission servent à cela -, c'est +349 millions.

Vous avez 349 millions de recettes supplémentaires depuis 2001 des droits de mutation sur les dépenses réelles transférées des dépenses sociales, selon les critères de 1983. Plus 109 millions de bonus sur l'inflation; plus 349, cela fait 458 millions perçus de la part de l'État. Ajoutez à cela les 98 millions de contrat sur le remboursement anticipé de l'année de FCTVA, cela fait quand même pas mal d'argent et c'est, à mon avis, très éloigné de vos 312 millions de recettes.

Mais, après tout, puisque nous avons une discussion et un différend, que ce différend soit tranché par une autorité extérieure. C'est la raison pour laquelle nous déposons un vœu qui réitère notre demande de faire effectuer, par un organisme indépendant, un audit; que l'on pose les questions et que l'on demande à ce cabinet indépendant d'évaluer strictement cette question de la dette État/collectivité parisienne.

Nous prenons nous un engagement moral, c'est que dès que cette expertise sera faite, nous voterons tous les ajustements qui découleront de cette expertise extérieure. Vous avez parlé de loyauté tout à l'heure, Monsieur le Maire, je crois que l'on ne peut pas faire une proposition plus loyale, plus transparente et j'espère que vous la soutiendrez.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. LE MAIRE DE PARIS. - La parole est à M. Julien BARGETON.

M. Julien BARGETON. - Monsieur le Maire, chers collègues.

Le budget supplémentaire, effectivement, est un exercice d'ajustement et de modification du budget primitif que nous avons adopté en décembre dernier. Si ce budget supplémentaire reste limité dans son montant, il se doit de répondre aux réalités nouvelles engendrées par la crise économique qui nous frappe aujourd'hui.

Toutefois, une gestion prudente et sérieuse permettra d'amortir cette situation, sans remettre en cause les priorités affirmées au mois de décembre. Quelle meilleure illustration pour ce programme d'investissements préservé que, par exemple, l'inscription d'autorisations de programme pour des établissements de Petite Enfance dans le 20e arrondissement.

S'agissant de la première de nos priorités, la solidarité, d'autant plus essentielle que la crise est devenue sociale, comme le soulignait le Maire dans sa présentation, le groupe socialiste a déposé un vœu n° 4 demandant une réflexion sur le développement des indicateurs parisiens, afin de pouvoir les diffuser et de pouvoir piloter et adapter au mieux notre action.

Je ne rappellerai pas que, dans ce budget supplémentaire, nous avons ajouté 29 millions d'euros de crédits nouveaux qui viendront renforcer notre action. Dans le domaine social, d'ailleurs, je citerais aussi le lancement de l'ambitieux programme "Facile Famille" destiné à mettre en œuvre l'engagement fort sur le compte famille.

Ces mesures illustrent notre volonté de répondre à la crise par des actions innovantes et non par une fuite en avant dans des décisions d'allégements fiscaux sans cohérence qui mettent gravement en péril les finances publiques, allègements fiscaux d'autant plus inefficaces qu'ils se font au bénéfice des plus favorisés.

Et que dire de la décision unilatérale de suppression de la taxe professionnelle qui va peser lourdement sur les budgets des Départements, alors que la mauvaise compensation du R.M.I. et du R.S.A. au mépris de la Constitution s'élève désormais à une dette de 120 millions d'euros, bientôt 130 millions d'euros ?

Oui, il y a eu des compétences transférées, quelques dotations transférées, mais les dotations n'ont pas été transférées au niveau des dépenses engendrées.

C'est donc dans un contexte bien défavorable que nous menons une politique sociale volontariste. L'Etat devrait nous y aider plutôt que de tailler dans les recettes des collectivités locales.

J'ajoute que, par exemple, M. LAURENT, le Maire de Sceaux, s'est aussi étonné, dans un article récent, du peu de concertation à laquelle a donné lieu la réforme de la taxe professionnelle.

La majorité n'est pour rien dans cette crise économique et sociale, elle ne partage pas la façon dont la Droite ici dans l'opposition la gère au Gouvernement, mais face au bouclier fiscal de M. SARKOZY, nous répondons, à notre niveau, bouclier social dans le respect et la cohérence de nos priorités ; c'est pourquoi nous voterons avec sens des responsabilités et sens de la solidarité ce budget supplémentaire.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste et élus du Parti de gauche, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

La parole est au Président BRAVO.

M. Jacques BRAVO, maire du 9e arrondissement. - Merci.

Monsieur le Maire, chers collègues, je viens d'écouter les collègues de l'opposition municipale ricaner sur la situation économique, sur la baisse des droits de mutation ; j'ai envie de leur dire qu'ils se préparent un drôle d'avenir, d'abord parce qu'ils n'écoutent par leurs propres maires d'arrondissement. Je suis sidéré de voir le décalage entre les débats de notre Conseil et la réaction de tous les maires de France, de toutes couleurs politiques, sur le désengagement de l'Etat, le transfert des charges et l'impact négatif que tout cela aura sur les finances locales.

J'observe que ces mêmes collègues se réfèrent sans arrêt à l'Etat, dont on peut dire maintenant que c'est la collectivité française la plus mal gérée du territoire. L'Etat est la collectivité publique, en matière de déficit et d'endettement, la plus mal gérée de France.

Chers collègues de l'opposition municipale, vous continuez à pratiquer ce double langage que je ne cesse de dénoncer : dans les arrondissements, il faut dépenser plus, mais quand vous êtes ici, au Conseil de Paris, il faut faire des économies et baisser les impôts. Il faudrait, un jour, que vous vous régliez sur ces problèmes. Vous êtes inaudibles !

Je saisis juste l'occasion, dans le peu de temps dont je dispose, pour saluer une initiative que je trouve extrêmement importante pour l'avenir : la création de la Direction des achats. C'est une mesure stratégique pour toute collectivité, y compris pour la nôtre.

Je voulais simplement vous dire que l'ardoise de la dette de l'Etat envers les Parisiens ne cesse de s'alourdir, non seulement parce que l'Etat doit de l'argent à la Ville, mais aussi parce que le Gouvernement se refuse à agir efficacement contre cette crise.

Avec Bertrand DELANOË, nous avons choisi une politique volontariste, avec un budget qui prévoit une hausse de 29 millions du budget de solidarité, et de 100 millions du budget d'investissement.

Plus que jamais, Monsieur le Maire, nous ne laisserons pas les élus de droite importer dans notre Conseil une agitation qui prétend lutter contre une crise qu'ils alimentent eux-mêmes.

Merci.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste et élus du Parti de gauche, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci beaucoup.

Je vais proposer à l'adjoint aux finances de nous donner son point de vue. Il a la parole.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, au nom de la 1ère Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

J'ai lu depuis quelques jours et j'ai entendu ce matin toutes sortes de réactions de nos collègues et de la presse sur le budget supplémentaire et je suis très heureux d'avoir l'occasion de faire une réponse globale et peut-être aussi de répondre à certaines critiques que je trouve vraiment très infondées.

Je commencerai par énoncer une lapalissade : le budget supplémentaire n'est pas, n'est jamais le budget primitif, le budget annuel, parce que le budget annuel, c'est un exercice très complexe, très approfondi : on liste les besoins, on classe les priorités et on traduit l'ensemble de la politique en termes financiers.

Le budget supplémentaire - d'ailleurs, M. LEGARET l'a reconnu il y a un instant - est un ajustement, ajustement des recettes, ajustement des dépenses, mais il ne peut pas être un bouleversement et vous pouvez d'ailleurs le vérifier en vous penchant sur tous les budgets supplémentaires des années précédentes.

Donc nous avons ajusté l'épure du budget primitif dans quatre domaines fondamentaux : les recettes, les économies, les dépenses indispensables et l'investissement.

Nos recettes d'abord.

La recette la plus commentée, parce que son évolution est actuellement défavorable, ce sont les droits de mutation. Nous avions prévu un recul de 20 % ; il est nettement plus accentué depuis le début de l'année, -29 % à la fin de juin. Par prudence, nous retenons -35 % par rapport à 2008, soit -150 millions par rapport au budget primitif.

Je note au passage, puisque l'opposition nous fait souvent le grief d'être incompétent en matière de prévision, que cette estimation a été ratifiée par M. LEGARET dans "La Tribune" de vendredi dernier.

Je réponds au passage à M. le président LAMOUR sur l'accusation qui a été tant de fois portée contre nous, à laquelle j'ai tant de fois répondu, mais à laquelle je répondrai aussi longtemps et aussi souvent qu'il sera nécessaire. Non, Monsieur LAMOUR, nous n'avons pas gaspillé les droits de mutation de la première mandature ! Les droits de mutation de la première mandature, qui ont été effectivement très élevés, nous ont permis de beaucoup investir. Si nous avons beaucoup investi sans nous endetter ou en nous endettant très modérément, c'est à l'épargne que nous le devions et cette épargne, nous ne l'avons dégagé principalement que grâce aux droits de mutation.

Cette accusation est infondée ; merci de m'avoir donné l'occasion de le redire et, je le répète, je le dirai tant qu'il le faudra.

Mais cette diminution des droits de mutation a peut-être masqué quelques bonnes nouvelles et quelques recettes qui ont évolué plus favorablement, la taxe professionnelle, par exemple, dont le rendement est estimé à 30 millions de plus que ce qui était prévu, ce qui relativise les discours de l'opposition sur le déclin économique de Paris et sur l'inexorable transformation de notre Ville en Ville musée à l'image de Venise.

Non, non, l'économie parisienne n'est pas en déclin, ce chiffre le prouve abondamment, et la politique de la municipalité et de Christian SAUTTER en matière d'économie et d'emploi n'y est peut-être pas pour rien.

Pour les autres recettes, qui évoluent à la hausse, je vous renvoie à la communication. Au total, ces recettes, hors droits de mutation, augmentent de 55 millions d'euros.

Enfin, la troisième recette de ce budget supplémentaire, c'est tout simplement, comme tous les ans, le report du compte administratif que vous avez voté le mois dernier.

Je m'étonne des chiffres avancés par M. LEGARET, je redonne les miens que je viens de vérifier, qui sont absolument certains et que je suis prêt à prouver. Le report de 2006 était de 303 millions d'euros, le report de 2007 était de 302 millions d'euros et le report de 2008 est de 277 millions d'euros.

La somme de ces trois éléments (-150 + 55 + 280) aboutit à une recette de 185 millions d'euros.

Nous aurions pu nous en tenir là et financer ce que nous avions à financer avec cette somme, mais il n'en était pas question pour deux raisons très simples que je voudrais expliquer, parce que la pédagogie en matière budgétaire me paraît importante.

D'abord, parce que le report de l'année précédente, c'est, en quelque sorte, le fonds de roulement de la Ville et que dépenser le fonds de roulement, épuiser le fonds de roulement en cours d'exercice, pour une collectivité comme pour une entreprise, c'est le plus sûr moyen d'entrer dans une impasse.

Deuxièmement, parce qu'en matière budgétaire, nous pensons qu'il vaut mieux prévoir que subir et que dans l'incertitude où nous sommes de l'évolution de nos recettes, nous avons pensé qu'il fallait initier une politique plus économe. C'est d'ailleurs une forme de réponse aux critiques de l'opposition qui, imperturbablement, quoi que nous fassions, ironise sur notre prétendue propension irrépressible à la dépense.

Donc j'aborde le deuxième sujet, c'est-à-dire les économies.

J'ai entendu ce plan d'économies se voir reprocher par un membre de l'opposition d'être "dérisoire" et, par un autre de nos collègues, celui-là de la majorité, d'être une "montagne qui avait accouché d'une souris".

Je crois, quant à moi, qu'il n'y a ni montagne, ni souris, il y a un plan tout à fait sérieux d'économies.

Je ne trouve pas que dégager sur six mois une économie de 23 millions, ce qui correspond, en année pleine, à 50 millions, c'est-à-dire 1 % de notre budget de fonctionnement, soit négligeable.

Réduire les subventions de 5 millions d'euros, alors que les adjoints ont légitimement promis la reconduction de nombreuses subventions au cours du premier semestre, cela n'a pas été facile, mais nous l'avons fait, et je signale au passage à M. LAMOUR que nous ne l'avons pas fait en ciblant tel ou tel secteur, nous l'avons fait, au contraire, en essayant de répartir notre effort sur l'ensemble des secteurs.

Quant aux autres économies, elles ont porté, grosso modo, sur ce qu'on appelle le train de vie de la Ville, les communications, les études, les réceptions, et elles s'élèvent à 18 millions.

Rien de tout cela n'est négligeable et ce plan a surtout le mérite d'exister et non pas d'être virtuel comme le plan d'économie de l'U.M.P., auquel M. LAMOUR et M. LEGARET font constamment référence.

Je pourrais avoir la cruauté de commenter ligne à ligne les cinq lignes du plan d'économie que nous avait soumis l'U.M.P. au mois de décembre. Je n'en ai pas le temps, mais peut-être le prendrai-je un jour. Et je me contenterais de citer un seul point : la diminution de 10 millions de frais financiers, que d'ailleurs M. LAMOUR a répété il y a un instant.

Mais, Monsieur LAMOUR, où avez-vous trouvé la baguette magique qui permet de diminuer brutalement les frais financiers ? Nous empruntons peu, certes, mais quand nous empruntons nous payons les frais financiers. Et si cette baguette magique existait, je pense que Mme LAGARDE s'en servirait pour diminuer les 54 milliards d'euros que coûte la dette de l'Etat.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

En revanche, il est un point sur lequel je suis en parfait accord avec divers intervenants de la majorité comme de l'opposition : ce plan d'économie n'est qu'un prélude qui devra être approfondi, comme l'écrit la communication du Maire et comme il l'a rappelé dans son intervention au début de notre séance.

Je passerai rapidement sur les dépenses que nous finançons avec une partie des ressources et des économies que je viens de mentionner. On peut les résumer en deux blocs.

Une trentaine de millions de dépenses sociales : R.M.I., R.S.A., A.P.A., Plan grand froid, aide aux agents de la Ville en difficulté. Et je crois que le Maire l'a dit avec beaucoup de clarté, ce qui me permet de ne pas y revenir longuement, nous n'économisons pas, nous n'économiserons pas sur ces dépenses de solidarité envers les Parisiens les plus démunis.

Et puis, par ailleurs, une trentaine de dépenses diverses : 6 millions d'euros sur la propreté, 4 millions d'euros sur la gestion des équipements locaux de proximité et d'autres dépenses qui figurent dans la communication à laquelle je me permets de vous renvoyer. Je constate d'ailleurs qu'aucune de ces dépenses, n'a été remise en cause même parmi nos censeurs les plus vigilants, et j'en conclus qu'aucune n'était superflue.

Venons en au quatrième et dernier point, c'est-à-dire les investissements.

Je vous rappelle qu'au budget primitif, nous avions inscrit 1.600 millions d'euros, dont 200 équilibrés en recettes, et nous avons décidé de porter cet investissement à 1.700 millions d'euros en utilisant le remboursement du F.C.T.V.A., résultant de la convention que vous avez récemment approuvée.

J'insiste sur ce point, la collectivité parisienne lutte contre la crise par un investissement nettement supérieur au montant de la mandature précédente. Et je crois d'ailleurs que l'opposition n'a guère de motif de nous le reprocher puisque c'est une politique qui est plutôt encouragée par le Gouvernement qu'elle soutient.

Je crois en vérité que ce qui nous est reproché n'est pas tant le volume des investissements que leur répartition, c'est-à-dire pour parler clairement l'ampleur du programme de logements sociaux. De ce point de vue-là, je voudrais remercier avec beaucoup d'effusion M. SAINT-ETIENNE, dans la dépêche AFP du 2 juillet, et M. POZZO di BORGO dans son discours aujourd'hui, pour l'avoir dit clairement. Parce que cette divergence sur les logements sociaux, il faut bien le dire, un certain nombre des membres de l'opposition ne l'assume pas clairement pour des raisons évidentes. Mais voilà au moins deux membres de l'opposition qui ont été francs.

Oui, Mesdames et Messieurs, la Droite n'aime pas le logement social. Elle ne veut pas du logement social.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

(Mouvements divers sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - C'est intolérable. Vous en avez fait combien de logements sociaux depuis 2001 ? Comparez le nombre de logements sociaux avant et après 2001 à Paris !

M. LE MAIRE DE PARIS. - Acceptez. Tout à l'heure, j'ai entendu des choses énormes et je n'ai pas protesté. Vous êtes très susceptible.

Allez, Bernard GAUDILLÈRE.

M. Jean-François LAMOUR. - Ce sont des accusations mensongères.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Et alors ? Ce que vous avez dit tout à l'heure, c'était totalement…

M. Jean-François LAMOUR. - C'était la réalité.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Voilà ! Quand M. LAMOUR parle, c'est la vertu et le vrai. Quand nous nous parlons c'est nécessairement politicien, démagogique et mensonges.

M. Jean-François LAMOUR. - C'est exact.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Et il me dit c'est vrai, en plus !

(Rires).

Keep cool ! Bernard GAUDILLÈRE conclut.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, rapporteur. - J'ai encore quelques mots à dire, Monsieur le Maire.

Juste un mot à M. LAMOUR, parce que je me souviens très bien qu'un jour il m'a dit : ce n'est pas vrai, la Droite n'attaque jamais le logement social. Un jour, Monsieur LAMOUR, vous devriez vous inviter au Conseil du 10e arrondissement : il n'y a pas une seule séance, vous m'entendez, pas une seule séance, où la Droite n'attaque pas les délibérations sur le logement social.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

J'observe pour en revenir à des données proprement budgétaires, et qui celles-là ne sont pas polémiques, que Paris continue à maîtriser sa dette, puisque nous profitons de ce budget supplémentaire pour diminuer de 200 millions d'euros l'autorisation d'emprunt que vous aviez votée en décembre dernier.

Je passe sur l'évolution de la dette de l'Etat. Je crois que Jean-Pierre CAFFET en a longuement parlé tout à l'heure. Tout de même, remémorez-vous que la dette de l'Etat augmente aujourd'hui, un grand journal vient de titrer sur ce sujet, d'un milliard d'euros chaque jour. Et l'analyse de la dette de l'Etat, l'analyse de son caractère devenu sans cesse plus insupportable pour les frais de fonctionnement de l'Etat, elle ne vient pas de nous, elle vient de quelqu'un que vous auriez du mal à récuser puisque, voyez-vous, Monsieur LAMOUR, je l'ai vu siéger à votre place pendant deux ans : il s'agit du premier président de la Cour des comptes.

Avant de conclure, je vais évoquer en deux mots le vœu de l'Exécutif. Pourquoi ai-je écrit ce vœu sur les relations financières entre l'Etat et les collectivités territoriales ? Je l'ai fait tout simplement parce que ce sujet est un sujet de polémique depuis plusieurs années, et que dans les sujets de polémique les discours ne sont pas toujours des modèles de rigueur intellectuelle.

J'ai toujours été frappé des dénégations de l'opposition qui nous explique à longueur d'interviews que nos accusations sont fausses. J'ai voulu expliquer, ligne à ligne, sujet par sujet, de manière extrêmement pédagogique, chacun des points sur lesquels les trois gouvernements de droite successifs ont spolié les Parisiens. Je crois y être parvenu, et je vous ferai remarquer que dans les discours de l'opposition aucun des chiffres qui figurent dans ce vœu n'a été contesté.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Si.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, rapporteur. - On nous a sorti d'autres chiffres mais on ne nous a jamais dit…

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Vous ne m'avez pas écouté !

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, rapporteur. - Si je vous ai très bien écouté, Monsieur LEGARET.

On ne nous a pas dit : votre chiffre sur le R.M.I. est faux, votre chiffre sur l'A.P.A. est faux, votre chiffre sur le Grand Palais ou autres est faux. Pas du tout.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Vous avez oublié les droits de mutation.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, rapporteur. - Les droits de mutation, je me suis exprimé tout à l'heure.

Je regrette à nouveau que l'opposition se contente sur ce point capital de discours généraux, car ainsi elle reconnaît de fait la réalité de ce que j'ai établi.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Pas du tout.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, rapporteur. - Je conclus en disant que la Ville de Paris est confrontée, comme sans doute toutes les autres collectivités, à une conjoncture à ce point défavorable qu'il ne me semble pas que l'on en ait connu une telle depuis la Libération. Elle est confrontée à ce qu'il faut bien appeler la déloyauté de l'Etat dans ses relations financières avec Paris.

Face à cette situation difficile, nous avons une attitude responsable, une attitude budgétaire à la fois d'économie et de volontarisme sur les dépenses de fonctionnement qui nous semblent adaptées, ainsi que sur les dépenses d'investissements qui nous semblent indispensables.

Voilà, Monsieur le Maire, la conclusion qui me permet d'espérer que le Conseil de Paris, unanime peut-être, approuvera ce budget supplémentaire.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci de votre excellente intervention, mais je pense que la démocratie a besoin de débats et donc de diversité, et je ne cherche pas à créer l'apparence d'un consensus quand il n'existe pas.

Nous allons maintenant mettre successivement aux voix les budgets d'investissement et de fonctionnement par chapitre, puis globalement suivant la nomenclature qui vous a été distribuée, les Etats spéciaux, les budgets spécifiques et le budget spécial de la Préfecture de police.

Je vous rappelle qu'il n'y a plus de reprise de parole et lorsque ce sera nécessaire, je demanderai à M. GAUDILLÈRE s'il émet un avis simplement favorable ou défavorable sur des vœux.

Nous commençons par le budget supplémentaire de la Ville de Paris, le projet de délibération DF 56, sur lequel une lettre rectificative et six vœux ont été déposés.

Je mets d'abord aux voix, à main levée, la lettre rectificative n° 1.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La lettre rectificative n° 1 est adoptée.

Je mets maintenant aux voix, à main levée, le projet de vœu référencé n° 2 déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de vœu est adopté. (2009, V. 207).

Maintenant, concernant le vœu référencé n° 3 déposé par le groupe U.M.P.P.A., j'imagine qu'il est maintenu, et si j'ai bien compris, l'avis est défavorable.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, rapporteur. - Défavorable.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Maintenant, quel est l'avis de l'Exécutif sur le vœu référencé n° 4 déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés ?

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, rapporteur. - Favorable.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je mets donc aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2009, V. 208).

Le vœu référencé n° 5 déposé par le groupe "Les Verts" est-il maintenu ?

M. Sylvain GAREL. - Oui.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Quel est l'avis de l'Exécutif ?

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, rapporteur. - Défavorable.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe "Les Verts", assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Maintenant, concernant le vœu référencé n° 6 déposé par le groupe "Les Verts". Est-il maintenu ? Oui.

Votre avis, Monsieur GAUDILLÈRE ?

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, rapporteur. - Défavorable.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe "Les Verts", assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Quel est votre avis, Monsieur GAUDILLÈRE, sur le vœu référencé n° 7 déposé par le groupe "Les Verts" ?

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, rapporteur. - Favorable.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe "Les Verts", assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2009, V. 209).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Mes chers collègues, je vous invite maintenant à vous prononcer, à main levée, sucessivement, sur la section des autorisations de programme (mission par mission) et sur la section de crédits de paiement (chapitre par chapitre), puis globalement sur le projet de délibération DF 56-1°, relatif au budget d'investissement de la Ville de Paris pour 2009, tenant compte de la lettre rectificative, dont je vous donne lecture :

"Le Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal,

Vu la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité et notamment son article 44 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment le Livre III, Titre 1er "Budgets et comptes", chapitre II, article L. 2312-2 et L. 2312-3 ;

Vu la délibération du 24 mars 1997 optant pour le vote par nature ;

Vu la délibération des 15, 16 et 17 décembre 2008 arrêtant le budget d'investissement de la Ville de Paris pour 2009 ;

Vu la décision modificative n°1 de la Ville de Paris en date du 6 et 7 avril 2009 ;

Vu le projet de délibération en date du 23 juin 2009 par lequel M. le Maire de Paris soumet à son approbation le projet de Budget supplémentaire de la Ville de Paris pour 2009 ;

Sur le rapport présenté par M. Bernard GAUDILLÈRE, au nom de la 1ère Commission,

Délibère :

Article premier.- Le budget supplémentaire d'investissement de la Ville de Paris pour 2009 est arrêté comme suit :

- à la somme de 7.375.354.070,24 euros en ce qui concerne les autorisations de programme, selon l'état annexé (récapitulation générale des autorisations de programme en dépenses et en recettes) ;

- à la somme de 2.614.445.161,19 euros en recettes et en dépenses en ce qui concerne les crédits de paiement.

Art. 2.- Le montant de l'autorisation d'emprunt est minoré de 181.486.494 euros. Celui-ci est ramené de 706.088.399 euros à 524.604.905 euros."

(Voir annexe n° 2).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Nous passons au vote de la section d'autorisations de programme.

Missions organiques :

Je mets aux voix, à main levée, la mission 01000 : "Cabinet du Maire".

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 02000 : "Secrétariat général de la Ville de Paris".

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 03000 : "Inspection générale".

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 04000 : “Secrétariat général du Conseil de Paris”.

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 05000 : “Systèmes et technologies de l’information”.

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 06000 : “Information et communication”.

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 08000 : “Prévention et protection”.

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 09000 : “Affaires juridiques”.

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 10000 : “Ressources humaines”.

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 11000 : “Délégation à l'événementiel et au protocole”.

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 13000 : “Achats, logistique, implantations administratives et transports".

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 14000 : “Décentralisation et relations avec les associations, les territoires et les citoyens”.

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 15000 : “Politique de la Ville et de l'intégration”.

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 21000 : “Patrimoine et architecture”.

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 23000 : “Espaces verts et environnement”.

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 30000 : “Familles et petite enfance”.

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 34000 : “Action sociale, enfance et santé”.

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 40000 : “Affaires culturelles”.

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 50000 : “Finances (services communs)”.

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 51000 : “Finances”.

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 55000 : “Développement économique et emploi”.

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 60000 : “Urbanisme”.

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 61000 : “Voirie et déplacements”.

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 64000 : “Propreté et eau”.

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 65000 : “Logement et habitat”.

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 80000 : “Affaires scolaires”.

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 88000 : “Jeunesse et sports”.

La mission est adoptée.

Missions transversales :

Je mets aux voix, à main levée, la mission 90000 : “Dons et legs”.

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 90001 : “Etudes”.

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 90002 : “Grands projets de rénovation urbaine”.

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 90003 : “Action en faveur des personnes handicapées”.

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 90004 : “Opérations sous mandat”.

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 90005 : “Schéma directeur informatique”.

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 90006 : “Compte foncier”.

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 90007 : “Avances de trésorerie”.

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 90010 : “Subventions d'équipement”.

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 90011 : “Avances sur marché”.

La mission est adoptée.

Je mets aux voix globalement la section des autorisations de programme.

La section est adoptée.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Nous passons maintenant à la section des crédits de paiement, dépenses de l'exercice 2009, puis aux recettes de l'exercice 2009.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Nous passons au vote des crédits de paiement, dépenses de l'exercice 2009.

Dépenses d'équipement :

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 204 : “Subventions d'équipements versées”.

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 21 : “Immobilisations corporelles”.

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 23 : “Immobilisations en cours”.

Ce chapitre est adopté.

Dépenes financières :

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 27 : “Autres immobilisations financières”.

Ce chapitre est adopté.

Dépenses d'ordre d'investissement :

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 041 : “Opérations patrimoniales”.

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 001 : “Résultat antérieur reporté”.

Ce chapitre est adopté.

Recettes de l'exercice 2009.

Recettes d'équipement :

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 13 : “Subventions d'investissement”.

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 16 : “Emprunts et dettes assimilées”.

Ce chapitre est adopté.

Recettes financières :

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 10 : “Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)”.

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 1068 : “Excédents de fonctionnement capitalisés”.

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 27 : “Autres immobilisations financières”.

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 024 : “Produits des cessions d'immobilisations”.

Ce chapitre est adopté.

Recettes d'ordre d'investissement :

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 021 : “Virement de la section de fonctionnement”.

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 040 : “Opérations d'ordre de transferts entre sections”.

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 041 : “Opérations patrimoniales”.

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix globalement la section des crédits de paiement.

La section est adoptée.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je vous propose maintenant de vous prononcer globalement, à main levée, sur le budget supplémentaire d’investissement de la Ville de Paris pour 2009.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le budget supplémentaire d'investissement de la Ville de Paris pour 2009 est adopté. (2009, DF 56-1°).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Mes chers collègues, nous passons au vote du budget supplémentaire de fonctionnement de la Ville de Paris pour 2009, projet de délibération DF 56-2°. Je rappelle que le vote se fait par nature et suivant les chapitres, puis par vote global.

Je mets aux voix, à main levée, chapitre par chapitre, puis globalement, le budget supplémentaire de fonctionnement de la Ville de Paris pour 2009, tenant compte de la lettre rectificative, dont je vous donne lecture :

"Le Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité ;

Vu la délibération du 24 mars 1997 optant pour le vote par nature ;

Vu les délibérations des mois de décembre 2008 et avril 2009 arrêtant le budget de fonctionnement de la Ville de Paris pour 2009 ;

Vu le projet de délibération en date du 23 juin 2009 par lequel M. le Maire de Paris soumet à son approbation le projet de budget supplémentaire de la Ville pour 2009 ;

Sur le rapport présenté par M. Bernard GAUDILLÈRE, au nom de la 1ère Commission,

Délibère :

Article premier.- Le budget supplémentaire de fonctionnement de la Ville de Paris pour l'exercice 2009 est arrêté comme suit :

- Dépenses 5.311.599.490,07 euros

- Recettes 5.311.599.490,07 euros

Conformément à la vue d'ensemble et à la présentation croisée par fonctions annexées à la présente délibération.

(Voir annexe n° 3).

Art. 2.- M. le Maire de Paris est autorisé à procéder à l'intérieur d'un même chapitre aux virements de crédits rendus nécessaires par l'insuffisance de certaines dotations constatée au cours de l'exécution du budget."

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je vous demande de vous prononcer sur les dépenses de l'exercice 2009. Dépenses de gestion courante :

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 011 : "Charges à caractère général".

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 012 : "Charges de personnel et frais assimilés".

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 014 : "Atténuation de produits".

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 65 : "Autres charges de gestion courante".

Ce chapitre est adopté.

Dépenses réelles de fonctionnement :

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 67 : "Charges exceptionnelles".

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 022 : "Dépenses imprévues".

Ce chapitre est adopté.

Dépenses d'ordre de fonctionnement :

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 023 : "Virement à la section d'investissement".

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 042 : "Opérations d'ordre de transferts entre sections".

Ce chapitre est adopté.

Recettes de l'exercice 2009 :

Recettes de gestion courante :

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 013 : "Atténuation de charges".

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 70 : "Produits des services, du domaine et ventes diverses".

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 73 : "Impôts et taxes".

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 74 : "Dotations et participations".

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 75 : "Autres produits de gestion courante".

Ce chapitre est adopté.

Recettes réelles de fonctionnement :

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 76 : "Produits financiers".

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 77 : "Produits exceptionnels".

Ce chapitre est adopté.

Recettes d'ordre de fonctionnement :

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 002 : “Résultat antérieur reporté”.

Ce chapitre est adopté.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je vous propose maintenant de vous prononcer globalement, à main levée, sur le budget supplémentaire de fonctionnement de la Ville de Paris de 2009.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le budget supplémentaire de fonctionnement de la Ville de Paris de 2009 est adopté. (2008, DF 56-2°).

2009, DF 58 - Individualisation des autorisations de programme votées au budget supplémentaire d'investissement de la Ville de Paris pour 2009.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DF 58 relatif à l'individualisation des autorisations de programme votées au budget supplémentaire d'investissement de la Ville de Paris pour l'exercice 2009, tenant compte de la lettre rectificative n° 1.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2009, DF 58).

2009, DF 57 - Budget supplémentaire des états spéciaux des arrondissements pour 2009. - Adoption des états spéciaux d'arrondissement et ventilation des dépenses par chapitre et par nature.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Nous passons au vote du projet de délibération DF 57 concernant le budget supplémentaire des Etats spéciaux d'arrondissement pour 2009. - Adoption des Etats spéciaux d’arrondissement et ventilation des dépenses par chapitre et par nature, sur lequel la lettre rectificative n° 8 a été déposée.

Je mets d'abord aux voix, à main levée, la lettre rectificative n° 8.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La lettre rectificative n° 8 est adoptée.

Je mets maintenant aux voix, à main levée, le projet de délibération DF 57, tenant compte de la lettre rectificative n° 8.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2009, DF 57).

2009, DF-DRH 55 - Créations, suppressions, transformations d'emplois et répartition par grade de certains corps dans les services municipaux pour 2009.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DF-DRH 55 relatif aux créations, suppressions, transformations d'emplois et répartition par grade de certains corps dans les services municipaux pour 2009.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2009, DF-DRH 55).

2009, DALIAT 26 - DF 23 - Budget supplémentaire du Service technique des Transports automobiles municipaux pour 2009.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DALIAT 26 - DF 23 relatif au budget supplémentaire du Service technique des Transports automobiles municipaux pour l'exercice 2009.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2009, DALIAT 26 - DF 23).

2009, DPE 37-DF 21 - Budget annexe de l'assainissement de la Ville de Paris. - Budget supplémentaire pour 2009.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DPE 37 - DF 21 relatif au budget supplémentaire du budget annexe de l'assainissement de la Ville de Paris pour l'exercice 2009.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2009, DPE 37 - DF 21).

2009, DPE 36-DF 22 - Budget annexe de l'eau de la Ville de Paris. - Budget supplémentaire pour 2009.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Nous passons au vote du projet de délibération DPE 36 - DF 22 concernant le budget supplémentaire du budget annexe de l'eau de la Ville de Paris pour l'exercice 2009, sur lequel la lettre rectificative n° 9 a été déposée.

Je mets aux voix, à main lévé, la lettre rectificative n° 9.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La lettre rectificative n° 9 est adoptée.

Je mets maintenant aux voix, à main levée, le projet de délibération DPE 36 - DF 22, tenant compte de la lettre rectificative n° 9.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2009, DPE 36 - DF 22).

2009, DEVE 108- DF 24 - Budget supplémentaire du fossoyage pour l'exercice 2009.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DEVE 108 - DF 24 relatif au budget supplémentaire du fossoyage pour l'exercice 2009.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2009, DEVE 108 - DF 24).

2009, PP 62 - Décision modificative n° 1 du budget spécial de la Préfecture de police pour 2009.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération PP 62 relatif à la décision modificative n° 1 du budget spécial de la Préfecture de police pour 2009.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2009, PP 62).

Mes chers collègues, nous passons en formation de Conseil général, la séance est suspendue.

Suspension et reprise de la séance.

(La séance, suspendue à dix heures cinquante cinq minutes, est reprise à onze heures dix minutes, sous la présidence de Mme Anne HIDALGO, première adjointe).

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Mes chers collègues, je vous propose de reprendre la séance.

Vœu déposé par le socialiste, radical de gauche et apparentés relatif au respect du droit d'asile.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 15 dans le fascicule, déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, relatif au respect du droit d'asile.

La parole est à M. Patrick KLUGMAN.

M. Patrick KLUGMAN. - Merci, Madame la Maire.

Le 16 avril et le 4 mai dernier, le Préfet de police a été condamné par le Tribunal administratif de Paris qui l'a sommé de cesser de porter une atteinte, manifestement illégale, au droit d'asile. Depuis le mois de mars, la Préfecture s'est soudainement mise à refuser le renouvellement de centaines de titres de séjour, au motif que les demandeurs ne justifiaient pas d'hébergement stable. Sont particulièrement concernés les ressortissants pakistanais et sri lankais, pourtant menacés de persécution dans leur pays d'origine.

Dépourvus du document refusé, les demandeurs se trouvent privés de leurs droits économiques et sociaux puisqu'ils ne perçoivent plus l'allocation mensuelle d'environ 320 euros qui est en général leur seul moyen de subsistance. En outre, toutes les démarches officielles, comme le retrait des courriers recommandés, s'en trouvent évidemment mises à mal.

Parce que le droit d'asile est un droit garanti par la Constitution, qu'il est déplorable qu'il faille l'intervention du juge pour en garantir le respect par un représentant de la République, les élus du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés demandent au Maire de Paris d'interpeller M. Eric BESSON, ministre de l'Immigration, afin qu'il veille au respect de ce droit constitutionnel qui contribue à faire de la France la patrie des droits de l'Homme.

Je vous remercie.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci beaucoup, Monsieur KLUGMAN.

La parole est à Mme Pascale BOISTARD.

Mme Pascale BOISTARD, adjointe. - Merci, Madame la Maire.

Je réponds donc à la place de Mme BENGUIGUI qui est retenue à l'étranger et qui s'en excuse.

Comme vous le savez, le droit d'asile est un droit garanti par la Convention de Genève de 1951 dont la France est signataire. En plus de bafouer les droits élémentaires de ces populations déjà traumatisées par la guerre, les massacres, les tortures, le refus d'enregistrer une demande d'asile ou de renouveler le titre de séjour, met donc la France en contradiction avec le droit international.

Il faut bien comprendre de quoi l'on parle. Il s'agit de personnes persécutées et menacées dans leur pays d'origine. Elles ont réussi à venir en Europe, elles n'ont pas été renvoyées, comme l'exige la procédure de Dublin, dans le pays par lequel elles sont entrées dans l'espace Schenguen et où l'asile n'existe pas toujours comme en Grèce, par exemple, où arrivent un grand nombre d'Iraniens et d'Irakiens.

Ces personnes ont réussi à déposer une demande de reconnaissance du statut de réfugié à l'Office de protection des réfugiés et apatrides.

Alors que leur dossier est en cours d'instruction, la Préfecture refuse le renouvellement de leur titre de séjour pour des raisons d'hébergement, alors même qu'elles n'ont pas le droit de travailler et n'ont qu'une petite allocation pour survivre.

Nous devons être vigilants et combatifs, engagés quant à l'application des droits dans la vie réelle. C'est pourquoi je remercie M. KLUGMAN d'avoir déposé ce vœu, et je donne un avis favorable à ce vœu.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci beaucoup, Madame BOISTARD.

Monsieur Renaud VEDEL, pour le Préfet de police, vous avez la parole.

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - La demande d'asile connaît depuis plusieurs mois à Paris, comme en France, une très forte augmentation et les décisions d'octroi du statut de réfugiés ont très fortement progressé plus que proportionnellement. Plus d'une demande sur trois obtient une réponse positive et la France est ainsi l'un des pays européens, en termes de demandes d'asile, les plus en avance.

Pour mémoire, les services parisiens reçoivent près d'un quart des demandes déposées en France, soit 3.800 autorisations provisoires délivrées l'an dernier et 15.000 récépissés. La Préfecture de Police est très attachée à maintenir un accueil de qualité et elle est la seule Préfecture à avoir un centre de rétention dédié, doté d'une cellule de 30 agents qui sera d'ailleurs déplacée dans des nouveaux locaux très fonctionnels et très modernes en janvier 2010.

Toutefois, au cours des derniers mois, sur le fondement des textes en vigueur, la Préfecture a été amenée à refuser de renouveler certains récépissés à des personnes qui demeuraient en proche ou lointaine banlieue et, donc, non à Paris. Ces refus de renouvellement ont été contestés par le juge et ont concernés moins de 30 personnes, alors que 5.000 décisions d'accord ont été prises depuis le début de l'année et qu'entre 30 et 40 % des demandes de récépissé traitées relèvent de la compétence d'une autre Préfecture d'Ile-de-France, engorgeant le dispositif parisien.

Je tiens à préciser que ces décisions de refus n'avaient en aucun cas pour effet de priver ces personnes de leurs droits puisqu'elles ont déjà pu déposer une demande d'asile devant l'OFPRA et également faire valoir leurs droits à l'accès aux prestations sociales.

Mes services ont naturellement pris soin de renouveler systématiquement ces récépissés pour les personnes en situation de grande précarité, même lorsque leur hébergement en structure d'agence était situé hors de Paris. Néanmoins, la Préfecture a pris acte des décisions du juge administratif. Huit décisions seront donc appliquées et renouvelées. Je tenais à faire ces précisions afin de montrer que le droit d'asile est fortement respecté par la Préfecture.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2009, V. 214).

2009, DPVI 60 - Subvention à l'association "Génériques" menant des actions spécifiques pour favoriser l'intégration des étrangers à Paris par la valorisation de leurs cultures d'origine ou de la mémoire de l'immigration. - Montant : 37.000 euros. - Signature d'une convention de mise à disposition de locaux avec cette association.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DPVI 60 relatif à l'attribution d'une subvention à l'association "Génériques" menant des actions spécifiques pour favoriser l'intégration des étrangers à Paris par la valorisation de leur culture d'origine ou de la mémoire de l'immigration.

Madame PIGEON, vous avez la parole.

Mme Frédérique PIGEON. - Merci.

L'association "Génériques", en effet, œuvre à une meilleure connaissance des phénomènes migratoires en France et dans le monde, et elle avait pour Président Saïd Bouziri, décédé brutalement le 23 juin dernier. C'est à cet égard que nous souhaitons particulièrement nous exprimer.

Saïd Bouziri a porté pendant des années le combat exigeant pour les libertés publiques et la cause des étrangers. En 1972, sous la menace d'une expulsion, il mène la première grève de la faim à l'église Saint-Bernard, appuyé par un Comité de soutien animé notamment par Sartre, Foucault, Deleuze et Mauriac, l'Union locale CFDT, les églises du quartier Barbès, 1.300 signatures de citoyens. Si l'on peut regretter une telle extrémité, cette action fut fondatrice des luttes des sans papiers, débouchant, après 1981, sur des régularisations, le droit d'association pour les étrangers et la carte de séjour de 10 ans.

Saïd Bouziri a marqué ces dernières années de son engagement. Trésorier de la section de Ligue des droits de l'Homme du 18e, membre du Comité central de la LDH, fondateur de l'association "Radio Soleil Goutte d'Or", moteur de la vocation citoyenne, défenseur de la démocratie et de la justice dans le monde arabe et, en particulier, dans sa Tunisie natale, et en première ligne dans le combat contre la politique menée au nom de l'identité nationale, il était et restera une figure de l'engagement citoyen. Nous gardons le souvenir d'un homme chaleureux, exigeant et à l'écoute.

Nous pensons avec émotion à son épouse Faouzia, à sa fille, à sa petite fille ainsi qu'à toute sa famille. Avec Pascale BOISTARD, ajointe au Maire de Paris, je tenais à saisir l'occasion de ce projet de délibération pour lui rendre hommage.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste et élus du Parti de gauche, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci, Madame PIGEON.

Je crois que le rappel du travail, de la mémoire et du combat de Saïd Bouziri, était tout à fait indispensable ce matin. En effet, nous pensons beaucoup à sa famille et surtout à tout ce qu'il a apporté à ce combat pour les libertés.

Je donne la parole à Mme BOISTARD.

Mme Pascale BOISTARD, adjointe, au nom de la 6e Commission. - Je vous remercie, Madame la Maire, et je remercie Frédérique PIGEON d'avoir su retracer en quelques mots cet engagement, l'engagement d'un homme qui a toujours combattu pour faire vivre les droits de l'homme, mais aussi pour faire vivre la mémoire de l'immigration à Paris.

Je tenais à souligner que par cette délibération, et une autre viendra à la rentrée, la Ville de Paris s'engage pour justement permettre à l'association "Génériques" de continuer à préserver cette histoire de l'immigration à Paris, mais aussi pour permettre de mettre en place un projet qui verra le jour en novembre 2009, normalement à la Cité nationale de l'histoire de l'immigration, à travers une exposition qui s'intitule "Un siècle d'affiches sur l'histoire de l'immigration maghrébine".

Je vous remercie.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci beaucoup.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DPVI 60.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2009, DPVI 60).

Vœu déposé par les groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste et élus du Parti de gauche et du Mouvement républicain et citoyen relatif à la régularisation administrative des travailleurs sans papiers.
Vœu déposé par le groupe communiste et élus du Parti de gauche relatif aux travailleurs sans papiers qui occupaient la Bourse du Travail.
Vœu déposé par le groupe "Les Verts" relatif à l'expulsion des sans papiers de la Bourse du Travail.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Nous passons à l'examen des vœux référencés n^{os} 16, 17 et 18 dans le fascicule, déposés par les groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts", relatifs aux travailleurs sans papier.

C'est un débat groupé.

Je donne la parole à M. Pierre AIDENBAUM.

M. Pierre AIDENBAUM, maire du 3e arrondissement. - Madame la Maire, la demande de régulation administrative des travailleurs - je dis bien des travailleurs - sans papier est une cause noble, touchant aux principes fondamentaux des droits de l'homme et du citoyen, constitutifs de nos valeurs républicaines.

L'écart, on le sait, entre le niveau de vie des populations du nord et celles du sud de notre planète s'est creusé inexorablement, et a encore été aggravé par la crise. Aux portes de l'Europe viennent s'échouer des embarcations de fortune avec à leur bord des femmes, des hommes et des enfants, fuyant la misère dans laquelle ils sont réduits. Nombreux sont ceux qui n'ont jamais atteint le rêve de pouvoir simplement subsister.

Une fois ici, c'est une autre réalité qui s'ouvre à ceux qui ont eu de la chance d'en réchapper : les petits boulots de misère, les conditions de vie précaires et indignes, vouées le plus souvent à la clandestinité, aux compromis et à l'exploitation. C'est une société à étage de travailleurs pauvres qui se développe. Ils contribuent, ces travailleurs néanmoins et nous le savons, au développement de notre pays.

Nous avons assisté à des drames tragiques qui se sont noués sur l'absence de papiers : suicides ou fuites désespérées parce qu'on est venu frapper à la porte, l'angoisse, la peur au ventre. Les reconduites à la frontière et les séparations sont un lot quotidien. Je rappellerai simplement l'histoire dans le 3e arrondissement de cette maman chinoise, deux enfants de moins de quatre ans, expulsée et dont les enfants sont restés sur le territoire.

Aujourd'hui, nous nous trouvons face au "Collectif des travailleurs sans papier 75", qui depuis quatorze mois mène une lutte pour obtenir une régularisation administrative. Déterminés ils sont, parce que c'est le seul horizon d'entrevoir une vie meilleure intégrée dans notre société.

Nous ne pouvons demeurer sourds à ces revendications. Combien de drames humains faudra-t-il compter pour infléchir une politique stricte d'immigration choisie, selon l'expression de notre président de la République, mais politique injuste et inhumaine, contraire aux valeurs de la République ?

Alors, j'ai l'honneur de vous présenter ce vœu au nom des groupes communistes et Parti de gauche, du Mouvement des citoyens et du groupe socialiste et radical de gauche et apparentés, destiné au Préfet de police tendant à ce que ce dernier examine instamment les moyens de procéder à une régularisation administrative de ces travailleurs.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste et élus du Parti de gauche, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci beaucoup, Monsieur Pierre AIDENBAUM.

Je donne la parole à M. Ian BROSSAT.

M. Ian BROSSAT. - Merci, Madame la Maire.

Chacun le sait, le 23 juin dernier a vu l'évacuation des travailleurs sans papier qui occupaient la Bourse de travail, et on a entendu beaucoup de choses dans ce débat. On a mis en cause beaucoup de monde. Et j'ai entendu, en particulier au sein de la majorité municipale, certains mettre en cause des militants et des responsables de la CGT.

Par avance, et si vous me le permettez, je voudrais le dire : je pense que dans cet hémicycle, personne n'a fait autant que les militants, que les responsables de la CGT pour la cause des travailleurs sans papier, parce que précisément ces militants, ces responsables de la CGT, qui ont donné ces derniers temps toute leur énergie, toute leur force dans ce combat, ont permis de rappeler qu'on a d'abord affaire à des salariés, à des travailleurs et ont permis à des salariés et à des travailleurs français de comprendre que leur sort est lié au sort de ces travailleurs sans papier.

Alors, on pourra évidemment revenir sur les événements, sur l'évacuation, etc., mais je pense qu'il fallait le rappeler par avance pour éviter qu'on entre dans des polémiques inutiles. Et le grand avantage de ce vœu, c'est précisément qu'il rappelle que la responsabilité de cette situation repose d'abord sur le Gouvernement, sur sa politique d'immigration injuste et inefficace, et c'est tout le sens de ce vœu qui vise à ce que nous interpellions le Préfet de police sur le sort de ces travailleurs sans papier.

Je vous remercie.

Mme Anne HIDALGO, adjointe, présidente. - Merci beaucoup, Monsieur BROSSAT.

Monsieur BOUTAULT, vous avez la parole.

M. Jacques BOUTAULT, maire du 2e arrondissement. - Madame la Maire, chers collègues, je voudrais tout d'abord m'associer à l'analyse et aux propos qu'a tenus Pierre AIDENBAUM sur les conditions qui amènent des travailleurs à venir en France et en Europe pour vendre leur force de travail, souvent à bas prix, aux entreprises et à certains employeurs parfois peu scrupuleux, qui s'appuient sur cette force de travail peu chère pour réaliser des opérations et souvent des profits colossaux qui sont très peu redistribués, et pour lesquels les travailleurs sans papier restent sans droits, malgré leur contribution importante à la vie économique de notre pays.

Certains de ces travailleurs sont payés de la main à la main, sont dans des situations de très grande précarité, notamment parce qu'ils ont des emplois précaires, ce qui implique des logements également précaires. Et c'est une partie de ces travailleurs sans papiers isolés qui se sont retrouvés depuis le 2 mai 2008 dans la Bourse du travail dans le 3e arrondissement.

On pourrait débattre de la pertinence de l'occupation de la Bourse du travail. Néanmoins, ces travailleurs salariés particulièrement précaires y avaient trouvé refuge, disaient-ils, notamment parce qu'il est effectivement vrai que par ailleurs la C.G.T., depuis quelques années, défend avec beaucoup de conviction la régularisation des travailleurs sans papier en France.

Malheureusement, c'est aussi une réalité, ce syndicat, en tout cas ses dirigeants parisiens, ont fait le choix d'expulser manu militari, violemment, par l'intermédiaire d'une milice cagoulée, armée de bâtons, de barres de fer, de gaz lacrymogènes, une partie des sans papiers qui occupaient ce lieu historique des combats des travailleurs salariés.

Ce faisant, je crois que la C.G.T. a particulièrement choqué beaucoup de salariés, y compris ceux syndiqués au sein de la C.G.T. Il est hypocrite de passer ces faits sous silence et de dire que nous ne sommes pas, nous démocrates non violents, choqués par cette façon de faire.

C'est la raison pour laquelle je pense qu'il est aujourd'hui urgent de se mettre tous autour d'une table, C.G.T. compris, CSP 75 compris, Ville de Paris compris, Préfecture compris, représentants du Gouvernement, pour trouver rapidement une solution au problème qui est posé aujourd'hui de ces personnes qui depuis le 24 juin campent sur le boulevard du Temple dans des conditions d'hygiène absolument déplorables et pour lesquelles il est urgent de trouver une solution.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Veuillez conclure, parce que vous êtes à plus de trois minutes, alors que vous avez une minute pour présenter le vœu. Merci.

M. Jacques BOUTAULT, maire du 2e arrondissement. - Je conclus.

Trois solutions. La première de ces solutions est que le Gouvernement régularise le séjour de ces personnes qui sont en lutte depuis plus de deux ans. C'est la première solution...

La deuxième solution, c'est d'apporter des conditions pour que ces personnes puissent continuer leur lutte dans les meilleures conditions, et puissent trouver un lieu d'hébergement avec la Ville de Paris, puisque je rappelle que la Ville de Paris est propriétaire des murs…

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Vous exagérez, Monsieur BOUTAULT.

M. Jacques BOUTAULT, maire du 2e arrondissement. - Je n'ai pas le temps de vous dire la troisième proposition : elle est dans le vœu et je vous y renvoie.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Je vais donner la parole à Mme BOISTARD, puis à M. VEDEL.

Mme Pascale BOISTARD, adjointe. - Je tiens à préciser pour M. BOUTAULT, qui n'est pas au courant de l'investissement des élus de la Ville de Paris, et notamment du Maire de Paris, sur cette question, depuis près de 14 mois, que dès leur première sollicitation, le Maire de Paris a saisi le Préfet de police le 24 avril 2008, pour soutenir les demandes de régularisation de ces travailleurs sans papiers.

Les représentants de la "CSP 75" ont ensuite été reçus à l'Hôtel de Ville le 20 mai 2008. Par la suite, trois réunions ont eu lieu à l'Hôtel de Ville, entre les représentants de la mairie et le "CSP 75".

Bertrand DELANOË a toujours soutenu à Paris les familles sans papiers dont les enfants sont scolarisés et les travailleurs sans papier, en lien avec tous les acteurs sociaux mobilisés, notamment des collectifs de sans papiers, la CGT, RESF, etc.

Constatant la lenteur du processus de régularisation, il a donc interpellé à plusieurs reprises, depuis juin 2008, le Préfet de police de Paris et le Ministre de l'Immigration. J'ai moi-même écrit le 26 janvier 2009 au Préfet de police pour qu'il étudie avec bienveillance les 700 demandes de régularisation qui m'avaient été présentées par la "CSP 75".

Le 3 juillet dernier, le Maire de Paris a de nouveau écrit à M. le Préfet de police pour lui demander de trouver une solution positive à la situation difficile que connaissent ces travailleurs qui occupent l'espace public à proximité de la Bourse du travail, et qui attendent une réponse favorable.

La mairie du 3e, comme le dit le vœu de Pierre AIDENBAUM et des groupes communiste et MRC, en accord avec la Ville de Paris, a veillé à leur procurer des moyens de première nécessité.

Il revient néanmoins aujourd'hui, Monsieur BOUTAULT, je vous le dis, à l'Etat et au Gouvernement de répondre à ces personnes sur leurs papiers mais aussi sur leur logement d'urgence, car c'est bien d'une compétence de l'Etat dont il est question. Ce matin, nous avions un débat budgétaire concernant les compétences et le désengagement de l'Etat, et on peut constater encore ici qu'il y a un désengagement de l'Etat par rapport à la politique qui est menée par le Gouvernement lui-même, parce que lorsqu'on conduit une politique, il y a des conséquences, et nous en voyons les effets aujourd'hui.

J'émets donc un vœu favorable au vœu n° 16 qui me semble réunir toutes les préoccupations de la majorité de cette Assemblée, et je demanderai au groupe communiste de retirer son vœu et au groupe "Les Verts" de retirer aussi le sien.

Je vous remercie.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci, Madame BOISTARD.

Monsieur le Préfet de police, vous avez la parole.

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - Comme d'autres associations de défense des personnes en situation irrégulière, la "Coordination 75" est reçue très régulièrement par les services de la Préfecture de police depuis plusieurs mois.

Les responsables de la Coordination sont ainsi reçus chaque mois par la Direction de la police générale. Une méthode de travail a été arrêtée en juillet 2008 pour permettre une réponse adaptée de l'administration aux demandes d'admissions exceptionnelles au séjour. Ainsi, la Coordination établit une fiche individuelle synthétique qui présente les principaux éléments de la demande et cette fiche est ensuite examinée de la manière la plus rigoureuse par les services.

Les résultats, depuis juin 2008, sont significatifs. Ainsi, la Coordination a soumis 488 fiches individuelles - pas 1.300, pas 700, mais 488 - qui ont toutes fait l'objet d'un examen attentif. 282 personnes qui réunissaient les conditions d'ancienneté ont été convoquées pour examen et ainsi, 126 ont été admises au séjour. 33 dossiers sont en cours de traitement à ce jour, et 123 ont été refusés car ne remplissant pas les conditions habituelles.

En accord avec le cabinet du Ministre de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement solidaire, le Préfet de police est disposé à faire examiner rapidement les nouvelles fiches de situation qui pourraient être transmises par la "Coordination 75". Les personnes concernées, dès lors qu'elles justifient d'une ancienneté suffisante sur le territoire français, seront donc convoquées et les services sont prêts à travailler durant l'été, entre le 15 juillet et le 15 septembre, pour examiner encore 200 ou 300 cas particuliers personnels.

Par ailleurs, nous augmenterons autant que nécessaire le rythme des rencontres avec la Coordination.

En revanche, la Préfecture de police sera soucieuse de faire respecter les normes du droit du travail et d'éviter de favoriser indûment des filières économiques qui pourraient être tentées de contourner les règles protectrices de la protection sociale en recourant systématiquement à la main-d'œuvre irrégulière quand la proportion d'étrangers en situation régulière au chômage est très élevée dans notre pays, et particulièrement dans la Capitale.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci, Monsieur VEDEL.

Une explication de vote de M. GIANNESINI.

M. Jean-Jacques GIANNESINI. - Après que la C.G.T., syndicat très proche du parti communiste, ait viré manu militari les sans papiers de la Bourse du travail, le parti communiste dépose un vœu en essayant de mettre la responsabilité sur le Gouvernement.

Je dois dire que je suis assez sidéré de la façon de faire. La bonne façon de faire aurait dû être, de la part du parti communiste, de faire profil bas, mais non ! Plus c'est gros, mieux cela passe !

Pour se faire pardonner par les droitsdel'hommistes, le parti communiste tente de se défausser sur le Gouvernement. Le Gouvernement, lui, en la matière, est très clair : c'est le pragmatisme qui prévaut. Chaque dossier est étudié. C'est au cas par cas, en fonction de critères simples et justes, notamment si la personne peut s'insérer professionnellement pour être en capacité de loger et de faire vivre dignement sa famille par ses propres revenus.

Quant au parti communiste, qui défend en la matière ses amis de la C.G.T., il n'est pas aussi efficace dans sa façon de défendre quand il s'agit d'autres lieux occupés par les sans-papiers.

Alors, je donne un conseil aux sans-papiers : n'occupez plus les locaux qui appartiennent à la C.G.T. ou au parti communiste. Vous serez expulsés sans ménagement, voire plus !

Enfin, je noterai au passage le silence assourdissant de la presse, des bien-pensants, du Maire de Paris, de la majorité municipale pour dénoncer ces actes graves qui se sont déroulés à la Bourse du travail. Peut-être est-ce parce que la C.G.T. est majoritaire dans le syndicat de la presse ?

Si de tels actes avaient été perpétrés, mes chers collègues, par la police, ou par d'autres personnes proches du Gouvernement, on aurait entendu aussitôt la majorité municipale crier au fascisme. Là : silence radio. Pour toutes ces raisons, nous voterons contre ce vœu qui, je dois le dire, est plutôt malvenu.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - On va vérifier que vous ayez bien toutes les connexions Internet et que vous recevez bien tous les communiqués, notamment du Maire, parce qu'à l'évidence ils ne vous sont pas parvenus.

Monsieur GAREL, vous avez la parole pour une explication de vote.

M. Sylvain GAREL. - Merci, Madame la Maire.

Il ne reçoit pas non plus ceux des "Verts", qui ont condamné immédiatement l'utilisation de la violence pour exclure les sans-papiers de la Bourse du travail.

Il faut le redire, oui, la principale responsabilité c'est celle de la politique du Gouvernement, qui pousse au désespoir des centaines de milliers de sans-papiers, qui sont conduits à souvent faire des actions pas forcément toujours très réfléchies, et l'occupation de la Bourse du travail n'était pas une bonne idée, mais voilà…, des gens sont dans le désespoir, dans la misère, et ils se raccrochent à ce qu'ils peuvent.

Autre chose qu'il faut dire, et c'est pour cela que nous ne voterons pas le vœu présenté par Ian BROSSAT, c'est que pour nous, il n'est pas possible de voter un vœu sur cette question, qui ne dénonce pas la violence qui a été utilisée par la C.G.T. lors de l'expulsion des sans-papiers. La violence, dans les combats démocratiques, est inacceptable. Nous pouvons d'autant plus le dire que pendant huit mois, il y a quelques années, le local des Verts a aussi été occupé par des sans-papiers pendant très longtemps. Nous avons négocié tous les jours, et je faisais partie de ceux qui ont négocié. Au bout de huit mois, nous avons réussi à convaincre les gens de quitter notre local sans qu'un seul coup soit échangé. Je pense que c'est cette démarche qu'il faut adopter. Je pense que ce n'est pas servir le mouvement des sans-papiers, ce n'est pas servir le syndicalisme français ni la CGT que de ne pas condamner cette expulsion violente, qui d'ailleurs, cela m'est revenu par beaucoup, a surpris et choqué en premier lieu les syndiqués de la C.G.T.

Je vous remercie.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Monsieur BROSSAT, vous avez la parole.

M. Ian BROSSAT. - Juste deux mots pour répondre à M. GIANNESINI, je crois que pour vous, le parti communiste est un amour de jeunesse. Il ne faut jamais renier ses amours de jeunesse, Monsieur. Je vous ai entendu dire à l'instant une chose qui est quand même ahurissante, nous expliquer que la responsabilité dans cette affaire repose sur la C.G.T. C'est quand même extraordinaire ! Est-ce à vous que je dois apprendre que les régularisations, ce n'est pas la C.G.T. qui les donne, quoi que puissent en dire les uns et les autres.

Vous avez en revanche dit une chose très juste. Vous avez dit : il ne faut pas que les sans-papiers occupent les sièges du Parti Communiste ou de la C.G.T. et là-dessus, vous avez tout à fait raison, ce n'est pas une bonne idée. Il est dommage que d'après ce que j'ai entendu ici ou là, certains aient incité, et plutôt des gens venant de votre bord, les sans-papiers à occuper la Bourse du travail pour se décharger de ce dossier.

Vous feriez mieux, dans ce dossier, de balayer devant votre porte, Monsieur GIANNESINI.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci.

Il n'y a pas d'autre explication de vote, donc je mets aux voix le vœu…

M. Jean-Jacques GIANNESINI. - J'ai été mis en cause !

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Mais non, vous n'avez pas été mis en cause ! Cela suffit ! Admettez que dans le débat politique, on puisse ne pas être d'accord et que ce ne soient pas des mises en cause personnelles.

(Protestations sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

Je mets donc aux voix, à main levée, la proposition de vœu référencée n° 16 déposée par les groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche et du Mouvement républicain et citoyen, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2009, V. 215).

Concernant le vœu n° 17, Monsieur BROSSAT, le maintenez-vous ?

M. Ian BROSSAT. - Nous retirons notre vœu et nous nous associons au vœu que Pierre AIDENBAUM a présenté tout à l'heure.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci beaucoup.

Maintenez-vous le vœu n° 18 ? Oui.

Je mets donc aux voix, à main levée, la proposition de vœu référencée n° 18 déposée par le groupe "Les Verts", assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Vœu déposé par Mme Danielle SIMONNET, M. Pierre MANSAT, Mme Frédérique CALANDRA et les élus du groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, soutenu par la majorité du Conseil du 20e arrondissement et adopté à l'unanimité, pour des sites de relogement temporaire des résidents des foyers de travailleurs migrants.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 19 dans le fascicule, déposé par Mme CALANDRA et le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, relatif aux sites de relogement temporaire des résidents des foyers de travailleurs migrants.

En l'absence de Mme SIMONNET et de Mme CALANDRA, Mme BOISTARD va répondre.

Mme Pascale BOISTARD, adjointe. - Je remercie le 20e de me permettre ce matin de faire un point sur le plan de réhabilitation des foyers de travailleurs migrants.

Je tiens, tout d'abord, à rappeler qu'en 2005 le Maire de Paris a courageusement décidé de reprendre le pilotage de ce plan auparavant assuré par l'Etat, afin que la réhabilitation de 25 foyers soit engagée d'ici 2014 et permette ainsi à leurs résidents de retrouver des logements individuels et autonomes dignes.

La réhabilitation de ces foyers nécessite l'engagement des mairies d'arrondissement de Paris, de toutes les mairies d'arrondissement de Paris, afin de trouver des lieux, terrains, pour permettre de disposer à la fois de logements supplémentaires permanents, en compensation des pertes de capacité dues à la réhabilitation de certains foyers, mais aussi de logements temporaires pour le relogement des résidents le temps que les travaux soient effectués dans leur foyer.

Sans ces deux clefs, le plan de réhabilitation des foyers ne pourra aboutir.

Depuis plus d'un an, Jean-Yves MANO et moi-même conduisons plusieurs concertations avec les maires d'arrondissement pour rechercher de nouveaux sites, et même si nous voyons au fur et à mesure des solutions se dessiner, celles-ci sont encore insuffisantes.

C'est pourquoi je profite de ce vœu pour vous alerter sur cette situation et réinsister sur la contribution de l'ensemble des mairies d'arrondissement et leur rappeler que les résidents de ces foyers sont tous des Parisiens à part entière.

Le Maire de Paris, lors de sa communication sur le logement, le 21 avril 2008, en appelait à la responsabilité des maires d'arrondissement. Je me permets aujourd'hui de réitérer cette demande.

Il s'agit d'une ambition partagée ; mettons tout en œuvre pour la réaliser. C'est pourquoi je donne un avis favorable au vœu du 20e arrondissement qui, j'en suis sûre, préfigure un grand investissement de cet arrondissement dans ce plan de réhabilitation.

Merci.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci.

Mme la maire du 20e arrondissement souhaitait s'exprimer. Je lui donne la parole.

Mme Frédérique CALANDRA, maire du 20e arrondissement. - Très rapidement, Mme BOISTARD a tout dit, c'est simple, c'est un peu comme en matière de logement social, les travailleurs migrants dans nos arrondissements sont logés dans des conditions indécentes qui sont un héritage assez triste du passé. Si nous souhaitons mettre fin à cela, il se pose une question de solidarité parisienne. Cela concerne tous les arrondissements, pas seulement les arrondissements de l'Est parisien par exemple, ou du Sud-Est.

Il faut donc trouver des lieux de relogement ou des lieux de desserrement, mais en tout cas des lieux qui permettent de mettre en œuvre le plan de réhabilitation, de rénovation et de construction de nouveaux foyers ; c'est une question de dignité, c'est une question de droit des travailleurs migrants et c'est une question aussi de respect pour nous-mêmes et vis-à-vis de nos électeurs.

Encore une fois, cette solidarité doit s'exprimer au niveau parisien, puisque les travailleurs migrants travaillent dans tout Paris et au-delà.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci, Madame CALANDRA.

Des projets sont d'ailleurs en cours dans le 15e et le 17e arrondissement, ce qui va tout à fait dans le sens de votre intervention.

Monsieur GAREL, vous avez la parole pour une explication de vote.

M. Sylvain GAREL. - Merci, Madame la Maire.

Bien sûr, nous allons voter ce vœu, parce qu'il est effectivement très important de régler cette question ; l'indignité des logements de la plupart des travailleurs migrants dans ces foyers est absolument inadmissible.

Je dois dire que je suis toujours surpris qu'à chaque fois, à Paris - sans doute ailleurs, mais parlons de Paris -, qu'il y a des gens exclus ou très exclus à loger, à accueillir, c'est toujours le même problème, personne n'en veut.

C'est vrai avec les travailleurs migrants, c'est vrai avec les Roms - on l'a vu au dernier Conseil -, c'est vrai avec les biffins, c'est vrai avec les toxicomanes, c'est vrai que toutes ces populations, personne n'en veut, tout le monde dit : "il faut régler le problème, mais on n'en veut pas chez nous, parce que notre arrondissement est déjà trop pauvre, ou parce qu'il n'y en a pas chez nous et ils vont être mal reçus, etc." Il y a toujours des bonnes raisons pour ne pas vouloir accueillir ces personnes.

Je pense que quand on est de gauche, on doit accueillir ces gens et même si c'est difficile, même si c'est compliqué, c'est notre solidarité.

Si les arrondissements de droite veulent le faire, qu'ils le fassent, mais en tout cas, on ne peut pas dire : "c'est parce que les arrondissements de droite ne veulent pas le faire qu'on ne le fait pas".

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Bien ! Je crois que nous sommes tous d'accord.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par Mme CALANDRA et le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2009, V. 216).

2009, CAS 1 - Actualisation du Règlement Municipal des Prestations d'Aide Sociale Facultative.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Nous passons à l'examen du projet de délibération CAS 1 relatif à l'actualisation du Règlement municipal des prestations d'aide sociale facultative.

Je donne la parole à Mme BOULAY-ESPERONNIER.

Mme Céline BOULAY-ESPERONNIER. - Merci, Madame le Maire.

Le projet de délibération CAS 01 a une conséquence majeure pour la petite enfance. En effet, il supprime juridiquement l'A.P.P.E.A.M., prestation que la Ville ne verse plus depuis 2004, dans l'illégalité d'ailleurs, puisque celle-ci restait inscrite dans le règlement municipal. L'A.P.P.E.A.M. est l'allocation pour la garde chez une assistance maternelle.

Je rappelle les faits.

Consécutivement à la mise en place par le Gouvernement RAFFARIN de l'époque de la prestation d'accueil du jeune enfant, la P.A.J.E., et les dispositifs financiers l'accompagnant, qui offrent un véritable mode de garde alternatif à la crèche collective, la Ville de Paris a supprimé début 2004 l'A.P.P.E.A.M. et l'A.P.P.E.G.D., sans, pour autant, faire délibérer le Conseil de Paris.

Un an plus tard, à la suite d'interventions répétées à chaque Conseil de Paris par le groupe U.M.P., la Ville mettait en place "PAPADO" -Paris Petit à Domicile -, mais ne poursuit pas l'aide aux familles qui souhaitaient faire garder leur enfant chez une assistante maternelle agréée.

La Ville, ce faisant, réalise une économie de 10 millions d'euros, mais quid de l'aide aux familles, complémentaire de l'aide de l'Etat ? La Ville avait évalué le coût de "PAPADO" à 2,3 millions d'euros ; il s'avère être, en fait, de 1,1 million d'euros, par parenthèse, là où l'A.P.P.E.A.M. et l'A.P.P.E.G.D. constituaient un effort de 12,3 millions d'euros.

Pour illustrer mon propos, 2.500 familles parisiennes ont recours à une assistante maternelle. Les familles dont les revenus sont inférieurs à 3.800 euros sont toutes perdantes de 39 à 382 euros mensuels.

D'autre part, la transformation de l'A.P.P.E.G.D., allocation pour la garde à domicile, en "PAPADO", ouverte à la garde à domicile selon les critères sociaux, a pour conséquence qu'une famille de deux enfants dont les revenus sont inférieurs à 4.100 euros perçoit une allocation de 300 euros, ce qui laisse une part comprise entre 20 et 55 % de leur budget consacrée à la garde de leurs enfants. Il va sans dire que cela les exclut obligatoirement du dispositif. Toutes les familles de trois enfants, quels que soient leurs revenus, ont perdu entre 160 et 382 euros par mois.

Madame le Maire, 15.000 enfants sont sans solution de garde à Paris. N'est-il pas donc plus que jamais temps de multiplier et encourager le nombre et la diversité des modes de garde en aidant les familles pour qui, en temps de crise, de surcroît, ces aides sont vitales.

Je vous remercie.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - La parole est à Mme Olga TROSTIANSKY pour vous répondre.

Mme Olga TROSTIANSKY, adjointe, au nom de la 6e Commission. - Madame la Maire, je pense qu'il y a un malentendu et peut-être une confusion par rapport à ce projet de délibération, puisqu'on parle, dans ce projet de délibération, de l'allocation "Paris logement familles monoparentales" qui va permettre, avec la mise en place du R.S.A., que les allocataires parents isolés puissent en bénéficier.

Par rapport à l'intervention qui vient d'être donnée, je voulais juste dire que l'allocation complémentaire à l'A.G.E.D. a été supprimée parce que l'A.G.E.D. a été supprimée. Depuis déjà quelques années, on a mis en place une nouvelle allocation qui est l'allocation de garde à domicile "PAPADO", qui marche bien, qui a été mise sous conditions de ressources mais des conditions de ressources assez larges puisque des familles avec des ressources assez importantes peuvent en bénéficier.

Un mot par rapport à ce projet de délibération.

Si vous le permettez, les allocataire de l'A.P.I. étaient autrefois exclus de cette allocation "Paris logement familles monoparentales" parce qu'elle était immédiatement déduite de leurs revenus minimum versés par la C.A.F. et leur entrée dans le R.S.A. permet à ces familles de bénéficier de nouveaux droits dont celui des aides facultatives de la Ville. Plus de 1.000 personnes pourraient être concernées par cette allocation, pour un coût d'à peu près 1,5 million d'euros.

Je voulais vous dire qu'il s'agit d'un réel progrès qui permet vraiment de maintenir dans le logement des populations, des familles en leur évitant éventuellement de vivre dans des centres d'hébergement ou des hôtels.

Je voulais vous rappeler que 26 % des familles parisiennes sont des foyers monoparentaux, contre 17 % au niveau national. On a un nombre d'allocataires de l'A.P.I. qui n'est pas très important, 4.000, mais ces allocataires vont pouvoir bénéficier de cette allocation "Paris logement familles monoparentales" ou de l'allocation complémentaire de la Ville de Paris, qui était autrefois réservée aux R.M.I.stes, si celle-ci est plus avantageuse pour la famille, dès lors qu'un contrat d'insertion a été signé. Voilà les éléments de réponse que je voulais donner sur ce projet de délibération.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci, Madame TROSTIANSKY.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération CAS 1.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2009, CAS 1).

Vœu déposé par M. Gauthier CARON-THIBAULT, Mme Sandrine CHARNOZ et les élus du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, relatif à la mise en œuvre d'une expérimentation de prévention des expulsions locatives.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 20 dans le fascicule, déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, relatif à la mise en oeuvre d'une expérimentation de prévention des expulsions locatives.

Je donne la parole à M. Gauthier CARON-THIBAULT.

M. Gauthier CARON-THIBAULT. - Merci, Madame la Maire.

Mes chers collègues, comme vous le savez, la Ville de Paris développe une politique ambitieuse en matière de financement du logement social, mais nous avons voulu également entamer une politique alternative, afin de diversifier l'offre de logement pour les plus modeste.

C'est pourquoi nous avons développé "Louez Solidaire" et l'Agence immobilière à vocation sociale qui, en contrepartie d'avantages fiscaux, offrent un loyer plus bas que le niveau des loyers du marché. Nous n'avons aujourd'hui pas à rougir du bilan de ces deux types d'opération car, pour l'instant, 300 logements sont rentrés dans le dispositif et c'est, du coup, 300 foyers parisiens qui vivent dans de meilleures conditions.

Aujourd'hui, il est important d'aller plus loin et de tester le système d'intermédiation locative à travers la reprise des baux par des associations, pour éviter des expulsions de familles qui commencent à s'acheminer vers des dettes accumulées et qui sont trop lourdes. Somme toute, en proposant à ces propriétaires de s'éviter une procédure juridique coûteuse et longue, bien souvent, nous pourrions sans doute prévenir de multiples expulsions.

En l'occurrence, Madame la Maire, ce vœu vise à demander l'étude de la faisabilité ainsi que de l'opportunité de la mise en place d'une telle intermédiation locative et que ces résultats soient rapportés devant la 6e Commission du Conseil de Paris pour réussir à la mettre en place sur le territoire parisien.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci beaucoup.

Je donne la parole à Mme TROSTIANSKY.

Mme Olga TROSTIANSKY, adjointe. - Madame la Maire, face à une crise du logement particulièrement marquée en Ile-de-France, notre collectivité se mobilise pour développer une offre diversifiée et mettre en place des actions innovantes en matière d'accompagnement social et de médiation locative.

Monsieur CARON-THIBAULT, comme vous le soulignez, le dispositif "Louez Solidaire et sans risque" a révélé toute sa pertinence pour sortir les familles des hôtels, en leur permettant d'accéder à un logement temporaire, mobilisé sur le parc privé et d'être accompagnées pour préparer l'entrée dans le parc social.

La Municipalité n'a pas, dans ses prérogatives, la possibilité de bloquer l'évolution des loyers ni de geler les expulsions.

Néanmoins, la création d'une Agence immobilière à vocation sociale, A.I.V.S., marque également notre volonté d'agir concrètement pour garantir à chacun le droit à vivre dignement dans son logement.

A la fin de la dernière trêve hivernale, le Gouvernement avait effectivement annoncé des mesures préventives pour maintenir les locataires dans leur logement, en visant la mobilisation de 5.000 logements en intermédiation dans le cadre du Plan de relance de l'économie. A ce jour, Madame la Maire, aucune initiative de l'Etat n'a été lancée sur notre territoire, pourtant exposé à un marché locatif hostile aux plus défavorisés.

Compte tenu des évolutions législatives incitant l'expérimentation en matière d'intermédiation locative, compte tenu des engagements précurseurs affirmés par le Maire de Paris lors du premier Conseil de cette mandature et, enfin, compte tenu de notre expérience acquise avec "Louez Solidaire" et A.I.S.V., nous allons demander aux services de la Ville et du Département de se rapprocher des services de l'Etat pour étudier la mise en œuvre d'une troisième expérimentation allant encore plus loin dans la prévention des expulsions.

Cette expérimentation permettrait, en effet, de financer des organismes capables de se substituer temporairement à des locataires de bonne foi en situation d'impayé et assignés en expulsion, en reprenant la gestion de leur bail dans le parc privé.

Par ailleurs, mes chers collègues, je souhaite rappeler que cette période de vacances estivales se distingue par l'application des décisions de justice rendant effectives les expulsions des familles, particulièrement celles avec des enfants scolarisés et notamment celles s'ayant vu reconnaître le droit au logement opposable.

Face au non-respect des principes constitutifs des lois en direction du logement des plus démunis, face aux situations familiales dramatiques et au-delà des effets d'annonce, nous agissons pour les actions de solidarité qui nous font tous progresser.

Ainsi, mes chers collègues, Madame la Maire, je vous propose de voter ce vœu présenté par le groupe socialiste et apparentés.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci beaucoup, Madame TROSTIANSKY.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2009, V. 217).

Vœu déposé par M. Daniel VAILLANT et les élus du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, relatif à la création d'un carré aux biffins porte Montmartre.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 21 dans le fascicule, déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, relatif à la création d'un carré aux biffins, porte Montmartre.

Je donne la parole à Mme Frédérique PIGEON.

Mme Frédérique PIGEON. - Madame la Maire, merci.

Il s'agit, en effet, de soutenir ce dispositif qui a été mis en place dans le 18e arrondissement et que toutes les mesures soient prises pour qu'il puisse se mettre en place dès la rentrée 2009, afin de délimiter clairement et strictement un espace économique aux biffins, afin de proposer un accompagnement social original et inédit aux populations précaires et volontaires avec l'aide d'une association, afin de rendre aux habitants de la porte Montmartre l'espace public qui leur est dû et afin de lutter plus efficacement contre la vente à la sauvette.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci.

La parole est à Mme TROSTIANSKY pour répondre.

Mme Olga TROSTIANSKY, adjointe. - Madame la Maire, depuis des années, voire même des siècles, les biffins pratiquent dans le 18e arrondissement une activité de vente de produits de récupération, en marge des Puces de Saint-Ouen. Conséquence de la crise économique que nous traversons, ce sont désormais chaque semaine plusieurs centaines d'hommes et de femmes, travailleurs pauvres, "R.M.istes", retraités qui viennent vendre des objets de récupération pour quelques euros autour de la porte Montmartre.

Je veux d'abord préciser que nous parlons bien des biffins et non des vendeurs à la sauvette qui revendent des objets volés ou encore de la nourriture ou des médicaments.

Devant les spécificités de ce public en très grande précarité, il nous a fallu imaginer des solutions innovantes encadrant cette activité et tenant compte des attentes des habitants. Nous allons donc confier à une association une mission expérimentale sur un an, spécifique au 18e arrondissement, avec comme objectif d'organiser l'activité d'environ 300 biffins en prenant en compte les aspects économiques, sociaux et environnementaux des personnes. Le projet est travaillé avec l'association "Sauve-qui-peut", qui regroupe biffins et habitants, afin de s'adapter au plus près aux besoins de chacun.

Il ne s'agit en aucun cas d'encourager une économie informelle, ni de créer un nouveau "marché aux puces" mais bien de mettre en place un sas d'insertion amenant les personnes suivies à sortir à terme de cette activité. Pour ce faire, la Mairie de Paris aménagera un espace d'une centaine de places sous les piles du pont de la Porte Montmartre. Les travaux de nettoyage, marquage au sol des emplacements et éclairage démarrent cet été. L'association fournira un bus à vocation de café social, lieu d'échanges et de convivialité, mais aussi d'entretiens individuels avec un travailleur social.

La convention avec l'association fera l'objet d'un projet de délibération qui sera soumis au vote de notre Assemblée en septembre prochain. Ces différents éléments vous donnent toute garantie que nous mettons tout en œuvre pour que le carré "aux Biffins" voit le jour en octobre. Et c'est donc bien volontiers que je vous propose d'adopter le vœu présenté par Daniel VAILLANT, Frédérique PIGEON et les élus socialistes.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci beaucoup.

J'ai une explication de vote de M. BOURNAZEL, pour le groupe U.M.P.P.A.

M. Pierre-Yves BOURNAZEL. - Merci, Madame le Maire.

Nous allons, bien sûr, voter le vœu de M. VAILLANT parce qu'il faut bien une délimitation de l'espace pour les Biffins, mais je voudrais quand même dire avant que les habitants de la Porte Montmartre ont subi ces derniers mois de véritables agressions, des agressions parce au départ, il y avait les Biffins, mais il y a eu des vendeurs à la sauvette (50, puis 100, puis 200) qui ont laissé le samedi, le dimanche et le lundi, ce quartier dans des états inadmissibles; des agressions physiques, des agressions verbales, de la saleté et des habitants préoccupés parce qu'ils ne pouvaient plus profiter de leur quartier, qu'ils ne pouvaient plus sortir de chez eux, des habitants qui ne pouvaient plus, Madame TROSTIANSKY, malheureusement, parfois aller dans le parc adjacent du square Binet.

Nous voterons ce vœu pour que ce soit organisé pour les Biffins et nous saluons aussi le travail de la Préfecture de Police en matière de sécurité car ces dernières semaines, cela devenait vraiment insupportable et heureusement qu'il y a également eu une action en matière de sécurité.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci, Monsieur BOURNAZEL.

Explication de vote de M. Ian BROSSAT, pour le groupe communiste.

M. Ian BROSSAT. - Merci, Madame la Maire.

Je voudrais moi aussi saluer ce vœu et tout le travail mené par mes collègues élus du 18e qui travaillent à la constitution de ce carré des Biffins, en partenariat avec la Mairie de Paris depuis déjà un certain nombre de mois, et saluer cette idée d'un carré des biffins parce qu'il y a deux enjeux.

Il y a d'abord le développement de ce marché des Biffins qui connaît un accroissement considérable depuis plusieurs mois, et il y a le besoin d'officialiser cette activité.

Et, dans le même temps, il y a effectivement un quartier, la Porte Montmartre, qui subit des dégradations, qui n'en peut plus, et un risque d'explosion dans ce quartier, si on laisse la situation perdurer et si on n'organise pas l'activité des Biffins.

Voilà tout le sens de ce projet et je crois que nous nous honorons en le mettant en place.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci beaucoup, Monsieur BROSSAT.

Je mets donc aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée à l'unanimité. (2009, V. 218).

2009, DASCO 61 - Evolutions et fixations tarifaires des activités périscolaires.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DASCO 61 relatif aux évolutions et fixations tarifaires des activités périscolaires, sur lequel l'amendement n° 22 a été déposé par l'Exécutif.

Madame Liliane CAPELLE, je vous donne la parole.

Mme Liliane CAPELLE, adjointe. - Merci, Madame la Maire.

Effectivement, de nombreuses activités sont proposées aux jeunes Parisiens scolarisés pendant le temps scolaire, le temps périscolaire et pendant les vacances. Jusqu'à maintenant, les parents des enfants scolarisés se perdaient dans une multitude de chèques à mettre dans de multiples enveloppes. Cette délibération propose la mise en place d'une facturation unique quel que soit le nombre d'activités, quel que soit le nombre d'enfants scolarisés.

De plus, la multiplication des moyens de paiement facilitera tout simplement la vie des Parisiennes et les Parisiens qui pourront opter soit pour un paiement en numéraire, soit par chèque, soit par paiement en ligne, prélèvement en ligne ou encore en utilisant les tickets CESU. De plus, cette nouvelle façon de faire nous permettra d'être plus réactifs en cette période de crise car, pour les familles qui subiront une perte de ressources brutales, une rétroactivité tarifaire pourra être appliquée.

Enfin, dans le cadre de la facture unique, le rythme de facturation sera modifié, ce qui permettra aux familles de pouvoir, dans un premier temps, régler celle-ci tous les deux mois, puis mensuellement au lieu de tous les trois mois actuellement pour le centre de loisirs, l'étude surveillée et les ateliers bleus. Il faudra porter attention aux familles dont les enfants scolarisés en maternelle sont uniquement inscrits au goûter récréatif et qui paient déjà mensuellement, afin de ne pas les pénaliser durant la période temporaire. Enfin, lorsqu'aujourd'hui un enfant n'est pas présent lors d'une séance d'étude surveillée ou d'atelier bleu, et ce même s'il n'est pas responsable de cette absence, la séance est tout de même facturée.

Une étude expérimentale sera menée pour les enfants de trois arrondissements parisiens dont les parents ne règlent actuellement que le forfait mensuel de 6 euros, afin de déterminer quel impact financier aurait la suppression de ce plafond.

Pour conclure, l'effort de la municipalité est d'autant plus bienvenu que la crise touche, bien évidemment, les plus faibles financièrement et qu'une nouvelle fois, la majorité municipale permet à cette catégorie de ne pas être exclue, pour des raisons financières, de ce type de prestation.

Vous l'aurez compris, Monsieur le Maire, les élus de mon groupe et moi-même voterons ce projet de délibération.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci beaucoup, Madame CAPELLE.

Je donne la parole à Mme Colombe BROSSEL pour vous répondre.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe, au nom de la 7e Commission. - Merci, Madame Liliane CAPELLE.

Je n'ai pas-grand-chose à répondre puisque tout a été dit ou presque sur ce projet de délibération. En effet, nous avons souhaité, à l'occasion de ce projet de délibération, que la réalité de la situation que vivent les familles parisiennes soit partie intégrante de notre réflexion et de notre action. C'est ce qui a guidé nos choix.

Je rajouterais juste une chose, c'est que nous allons arrêter de facturer les classes à Paris pour les enfants, puisque ce sont des activités qui bénéficient à environ 250 classes au cours de l'année scolaire, des activités de 6 à 12 séances sur des thématiques qui sont culturelles, autour de la citoyenneté, autour de la pratique de la science.

Oui, oui, Christophe GIRARD, nous faisons plein de choses sur les activités culturelles ensemble.

Et ce sont des activités sur le temps scolaire, donc, il nous paraissait tout à fait normal que ces activités ne soient plus facturées aux familles. C'est le seul point que je pourrais rajouter, en vous remerciant, Madame CAPELLE, pour votre intervention.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci beaucoup, Colombe BROSSEL.

Je mets aux voix, à main levée, le projet d'amendement n° 22 déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet d'amendement n° 22 est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DASCO 61 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération amendé est adopté. (2009, DASCO 61).

2009, DASCO 83 - Fixation pour l'année scolaire 2009/2010 des tarifs de restauration scolaire pour les caisses des écoles des 1er, 2e, 3e, 4e, 5e, 6e, 7e, 8e, 9e, 10e, 11e, 12e, 13e, 14e, 15e, 16e, 17e, 18e, 19e et 20e arrondissements.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DASCO 83 relatif à la fixation pour l'année scolaire 2009/2010 des tarifs de restauration scolaire pour les caisses des écoles des 1er, 2e, 3e, 4e, 5e, 6e, 7e, 8e, 9e, 10e, 11e, 12e, 13e, 14e, 15e, 16e, 17e, 18e, 19e et 20e arrondissements, sur lequel l'amendement n° 23 a été déposé par l'Exécutif.

Je donne la parole à Mme Catherine BRUNO.

Mme Catherine BRUNO. - Merci, Madame la Maire.

Au-delà de la fixation pour l'année scolaire 2009/2010 des tarifs de restauration dans les écoles, je m'interroge sur l'exposé des motifs de ce projet de délibération indiquant une éventuelle harmonisation des tarifs de restauration scolaire à Paris.

En effet, les caisses des écoles sont des établissements publics communaux présidés par le maire d'arrondissement. Leur statut est régi par une loi de 1869. Donc, seule une loi peut modifier leur statut. L'uniformisation des tarifs de l'ensemble des caisses des écoles de Paris ne peut se faire sans l'assentiment des maires qui président chacun la caisse des écoles de leur arrondissement.

L'imposer unilatéralement me paraît être, de la part de la Mairie de Paris, un abus de pouvoir. Mais ce qui me choque le plus, c'est qu'au moment où la Mairie de Paris se targue de vouloir décentraliser ses pouvoirs au profit des maires d'arrondissement pour être au plus proche des habitants de l'arrondissement, voilà bien une recentralisation sournoise qui en dit long sur les véritables intentions de la Mairie de Paris. L'uniformisation à Paris n'a pas de sens car Paris a une population diversifiée et il faut tenir compte des spécificités démographiques et sociologiques de chaque arrondissement.

En outre, il faut s'interroger sur la possibilité de concilier cette soi-disant harmonisation avec les modes de production propre à chaque caisse dont le fonctionnement peut être différent. Pour les unes, il s'agit de cuisine faite sur place dans des centres de cuisson comme dans le 15e, pour d'autres, de cuisine centrale, de délégation de service public, de liaison chaude ou froide.

Or, qui mieux que la caisse des écoles présidée par le maire d'arrondissement peut vérifier que la restauration scolaire assure la bonne santé des enfants qui déjeunent tous les jours dans les écoles de leur arrondissement, en veillant à l'équilibre nutritionnel des repas et à la qualité des aliments servis.

Dans le 15e arrondissement, à chaque comité de gestion, à chaque rencontre avec le chef de cuisine, lors de chaque déjeuner que nous faisons régulièrement dans les restaurants scolaires avec le maire du 15e, nous insistons sur l'introduction des aliments issus de l'agriculture biologique au moins une fois par semaine en voulant aller plus loin, comme le préconise le Grenelle de l'Environnement, dans la mesure du développement des filières bio qui, pour le moment, ne peuvent fournir la demande que nous voudrions atteindre.

Nous insistons également sur l'apprentissage d'une alimentation équilibrée en mettant en place dans le cadre du dispositif Paris Nutrition Santé un partenariat avec l'hôpital Necker pour un plan de prévention de l'obésité.

Toutes ces actions ont un coût que nous devons prendre en compte dans le budget de la caisse des écoles. Car notre but est bien d'équilibrer notre budget.

Pour en revenir à la tarification des restaurants scolaires, nous approuvons bien sûr les tarifs proposés dans ce projet de délibération, avec des tarifs applicables dans le 15e, où nous avons fait le choix de passer à huit tarifs en restant dans une moyenne raisonnable, en n'augmentant pas les tarifs les plus bas et en étalant de façon raisonnée les tarifs de 5 à 8.

Malgré tous ces efforts, nous ne sommes pas récompensés, puisque notre subvention contractuelle, qui était la plus basse de tout Paris, va tout simplement être supprimée.

Alors, nous serons vigilants aux propositions éventuelles d'harmonisation des tarifs de la restauration scolaire car nous estimons que c'est au maire d'arrondissement de prendre la responsabilité de cette affaire.

Les parents, la communauté scolaire, savent que c'est la caisse des écoles, sous la responsabilité du Maire, qui met tous ses efforts à offrir une prestation de qualité aux enfants des écoles de l'arrondissement tout en gérant au mieux un budget important et en pratiquant des prix raisonnables et adaptés à leur population.

Je vous remercie.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Monsieur Romain LÉVY, vous avez la parole.

M. Romain LÉVY. - La lecture de ce projet de délibération m'a conduit à me poser un certain nombre de questions qui m'ont permis de comprendre toute la justesse de la réforme engagée devant aboutir, pour la rentrée 2010, à une harmonisation des tarifs de restauration scolaire dans un objectif de justice sociale et d'égalité de traitement sur l'ensemble du territoire parisien.

En effet, si le mode de calcul des quotients familiaux des caisses des écoles des 1er, 2e, 3e, 4e, 5e, 7e, 8e, 9e, 10e, 11e, 12e, 13e, 14e, 15e, 18e, 19e et 20e arrondissements est identique à celui de la Caisse d'allocations familiales de la Ville de Paris, il apparaît que seuls les 6e, 16e, et 17e arrondissements n'ont pas choisi, cette année encore, le même mode de calcul, en permettant notamment la soustraction du loyer ou du prêt d'accession à la propriété du montant payé. Quand on connaît le prix de l'immobilier dans ces arrondissements on comprend immédiatement l'impact et les conséquences d'une telle décision.

Les mêmes 6e, 16e, et 17e arrondissements ajoutent à cela de n'avoir que cinq tarifications au lieu des huit employées par l'immense majorité des autres arrondissements, et qui permettent de bien mieux tenir compte de la proportionnalité du quotient familial.

Elle permettent, en effet, de balayer de manière plus large l'éventail des revenus et donc de faire payer les familles au prix le plus juste au sein d'un même arrondissement.

Il y donc une rupture de l'égalité de traitement des familles dans ces arrondissements, mais également à revenu égal vis-à-vis des familles des arrondissements appliquant le coefficient CAF.

Si je prends l'exemple de l'arrondissement où je suis élu, le choix opéré par le maire du 6e arrondissement est particulièrement choquant car, et je vais concrètement faire la comparaison avec les autres arrondissements, il aboutit à pénaliser lourdement les familles les plus modestes ainsi que les classes moyennes.

Je m'explique en prenant deux exemples précis : si vous habitez dans le 12e, dans le 10e, ou dans le 11e, ou même le 7e arrondissement, et que votre quotient familial est inférieur ou égal à 234 euros, vous ne paierez que 0,15 centimes par repas.

Toutefois, si vous avez la malchance d'habiter dans le 6e, avec le même quotient familial, il vous en coûtera 2,20 euros par repas, soit quasiment 15 fois plus.

Second exemple tout aussi frappant : le 6e arrondissement a fait le choix, puisqu'il ne prévoit pas de tarif particulier à un quotient supérieur à 610 euros, de vous faire payer la même somme, que votre quotient atteigne 610 euros ou qu'il dépasse les 2.100 euros, soit 3,80 euros par repas.

Faisons à nouveau une petite comparaison avec les autres arrondissements parisiens. Si vous habitez dans le 10e arrondissement et que votre quotient familial est inférieur ou égal à 959 euros, vous paierez 2,65 euros par repas. Mais il existe encore quatre tarifs vous conduisant, si votre quotient familial est supérieur à 2100 euros, à payer 4,25 euros par repas.

Si vous habitez dans le 3e arrondissement et que votre quotient familial est inférieur ou égal à 959 euros, vous paierez 2,90 euros, et il existe encore quatre tarifs vous conduisant, si votre quotient familial est supérieur à 2.100 euros, à payer 4,05 euros par repas.

Je pourrais continuer encore longtemps ce type de comparaisons mais je pense que vous aurez compris aisément l'objet de mon indignation. Elle est encore renforcée par le fait que le compte financier de la caisse des écoles du 6e fait apparaître régulièrement des excédents qui pourraient, me semble-t-il, conduire à faire un effort plus important en direction des familles aux revenus les plus modestes de l'arrondissement.

Alors, Madame la Maire, j'approuve votre volonté d'harmoniser les tarifs de restauration scolaire, vos objectifs de justice sociale et d'égalité de traitement sur l'ensemble du territoire parisien et je ne peux que vous encourager à poursuivre la concertation engagée avec les maires d'arrondissement, les parents d'élèves et les acteurs concernés, de façon à modifier les tarifs de la restauration scolaire pour la rentrée 2010, en poursuivant les objectifs qui sont les vôtres : établir des tarifs homogènes sur tout le territoire parisien pour les écoles et pour les collèges, revoir la grille tarifaire et les montants de façon à ce que les taux d'effort des familles soient équivalents en respectant l'équilibre financier des caisses, enfin en tirer des conséquences sur le mode de subventionnement des caisses des écoles, afin de mieux prendre en compte les ressources réelles provenant des contributions familiales.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci beaucoup, Monsieur LÉVY, pour cette information utile.

Madame Colombe BROSSEL, vous avez la parole.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe, au nom de la 7e Commission. - Merci aux deux intervenants qui me permettent de redire quelques mots sur l'harmonisation des tarifs de restauration scolaire.

Vos mots sont durs, Madame BRUNO : "abus de pouvoir" "imposition unilatérale". Je vais me permettre de répondre de façon beaucoup plus douce. Ceci n'est pas une surprise. Oui, nous ferons une harmonisation des tarifs de restauration scolaire à Paris.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste et élus du Parti de gauche, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

Je vous en remercie.

Nous le ferons sans prendre personne en traître, puisque nous l'avons dit et affirmé pendant la campagne électorale, il y a de cela un peu plus d'un an, et donc c'est un sujet dont nous avons débattu avec l'ensemble des électeurs parisiens. Et nous le ferons parce que, contrairement à ce que vous disiez, Madame BRUNO, l'uniformisation des tarifs à Paris a du sens.

Elle a du sens parce que si les familles sont différentes, une famille, qu'elle perçoive le R.S.A. dans le 15e arrondissement ou dans le 19e arrondissement, perçoit la même chose à la fin du mois. Elle a du sens parce qu'une famille qui gagne le SMIC gagne le même montant qu'elle habite le 10e arrondissement ou le 17e arrondissement, et la justice sociale ne s'arrête pas aux frontières des arrondissements. C'est pour cela que nous ferons une réforme qui nous permettra d'uniformiser les tarifs de restauration scolaire dans les écoles et dans les collèges.

Une fois que j'ai dit cela, et qui n'est en rien une surprise - je me suis exprimée sur ce sujet, au-delà de ce que je disais sur la campagne électorale, au dernier Conseil de Paris donc ne faisons pas comme si on redécouvrait mois après mois les sujets - , je le ferai et je l'ai dit à l'ensemble des maires d'arrondissement que j'ai rencontrés, et je le dirai à l'ensemble des maires d'arrondissement que je continuerai à rencontrer.

Je ferai ceci en discussion avec les maires d'arrondissement. Il n'est absolument pas possible que cette réforme se fasse en mettant les caisses des écoles en difficulté, et je ne souhaite pas mettre les caisses des écoles en difficulté. C'est pour cela que je conduirai cette réforme en discutant avec les maires d'arrondissement, présidents de caisses des écoles.

Nous le ferons avec une échéance qui sera septembre 2010. Je vous donnerai rendez-vous à ce moment-là pour que nous puissions voter, je l'espère ensemble, ce qui permettra aux enfants des familles parisiennes d'avoir un traitement égal sur l'ensemble du territoire parisien.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci beaucoup, Madame BROSSEL.

Je mets aux voix, à main levée, le projet d'amendement n° 23 déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet d'amendement n° 23 est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DASCO 83 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération amendé est adopté. (2009, DASCO 83).

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la prévention des poux dans les écoles parisiennes.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 24 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif à la prévention des poux dans les écoles parisiennes.

Cela n'avait pas été signalé, mais je donne volontiers la parole à M. MENGUY pour les poux dans les écoles.

M. Jean Baptiste MENGUY. - Mes chers collègues, ce vœu, dans un premier temps, peut prêter à sourire mais il suffit d'aller à la rencontre des parents dans les écoles pour comprendre l'importance de cette question et les interrogations que ceux-ci peuvent se poser pour la bonne santé et l'hygiène de leur enfant.

Nous le voyons aujourd'hui, la question de l'hygiène à l'école est de plus en plus importante, qu'il s'agisse des conditions de traitement des problèmes comme de la prévention. La question des poux à l'école en fait partie et il convient, je le crois, en tant qu'élu et responsable d'une collectivité de s'en occuper.

Très rapidement, compte tenu de l'évolution de la pédiculose, et de problèmes que cela peut rencontrer, le vœu demande deux choses. Qu'une information réaliste, circonstanciée et actualisée, soit apportée aux parents. Je rappelle que les poux ont subi une évolution génétique qui fait qu'ils sont de plus en plus résistants aux traitements existants. Et également que l'étude en cours, menée à l'hôpital Tenon - je tiens à saluer l'excellent travail du professeur CHOSIDOW sur cette question - puisse permettre de trouver des nouveaux traitements, et que nous puissions envisager d'aller plus loin pour avoir une lutte efficace contre les poux et envisager si possible une seconde étude, forte des résultats de la première qui sera publiée.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Madame Colombe BROSSEL, vous avez la parole.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe. - D'abord, sachez que c'est un sujet qui nous tient très à cœur. Avec Jean-Marie LE GUEN, nous sommes extrêmement mobilisés sur la question des poux.

Je donne un avis favorable à votre vœu, il n'y a aucun problème. Je redis juste ce que j'avais dit en 7e Commission. J'avais d'ailleurs proposé que le porteur ou le signataire du vœu prenne contact avec moi entre la réunion de la 7e Commission et aujourd'hui parce que deux ou trois petites choses à mon avis auraient pu être discutées et réécrites différemment.

Je rappelle évidemment que la politique de prévention que vous appelez de vos vœux existe déjà. Je donne évidemment un avis favorable à votre vœu. J'aimerais bien que l'on ait une discussion ensuite un peu technique sur les poux, pour savoir très exactement par rapport à ce qui existe déjà, ce que vous souhaiteriez que nous fassions réellement en plus. On aura cette discussion en marge du Conseil de Paris.

En tout cas, un avis extrêmement favorable à votre vœu, évidemment.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci, Madame BROSSEL.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2009, V. 219).

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif au maintien des postes RASED actuels et à la création des postes en nombre suffisant pour garantir une aide spécialisée à tous les élèves qui en ont besoin dans le 17e arrondissement.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 25 dans le fascicule, déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, relatif au maintien des postes RASED actuels dans le 17e arrondissement.

Je donne la parole à Mme Isabelle GACHET.

Mme Isabelle GACHET. - Merci, Madame le Maire.

Cinq postes RASED sont aujourd'hui menacés dans le 17e arrondissement. Cela concerne les écoles primaires des Epinettes, Capitaine Lagache, Colonel Moll et du groupe scolaire Saint-Ouen.

Alors même que de nombreux enfants du 17e sont d'ores et déjà privés de cette aide suite aux fermetures successives de postes ces dernières années, cette baisse supplémentaire n'est pas acceptable. Je rappelle que ces aides spécialisées RASED permettent de réduire les inégalités entre les élèves, de parer aux difficultés d'apprentissage et aux troubles du comportement et d'apporter l'intervention d'un psychologue ou d'un éducateur en soutien au travail des enseignants.

En février dernier, la mobilisation générale a permis d'obtenir le maintien de la moitié des 72 postes que le Rectorat prévoyait de supprimer. Nous savons que le Gouvernement a affiché de son côté sa volonté de supprimer près de 3.000 enseignants spécialisés en plus des 6.000 postes d'enseignants du premier degré.

Nous souhaitons affirmer ici l'absolue nécessité de maintenir les cinq postes RASED dans le 17e et de garantir à tous les élèves du 17e qui en ont besoin une aide spécialisée de qualité. Nous aurions souhaité que la maire du 17e s'associe à cette mobilisation en faveur des élèves les plus fragiles du 17e, sans succès malheureusement.

Je vous en remercie.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci, Madame GACHET.

Madame BROSSEL, vous avez la parole.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe. - Merci à Mme GACHET et aux élus du 17e de pointer la question des postes RASED. Au-delà du 17e arrondissement, cette question se pose sur tout Paris et d'ailleurs sur le territoire national.

Le Gouvernement a tort, parce que les RASED sont des réseaux utiles, et utiles aux enfants, aux enfants les plus fragiles, ceux qui ont justement besoin d'être accompagnés. Et la politique de réduction du nombre de postes de RASED, sous couvert d'ailleurs de compenser ce déficit d'accompagnement par l'aide personnalisée, est une erreur. Et une erreur que nos petits Parisiens, pour ne parler que des Parisiens, vont payer cher dans les années à venir.

Nous avions eu l'occasion dans cet hémicycle, que ce soit le Maire de Paris, Pascal CHERKI ou moi-même, de dénoncer cette politique du Gouvernement, de dire à quel point elle était dangereuse. Merci donc de continuer à porter le flambeau.

Evidemment, je ne peux que donner un avis favorable à votre vœu, et surtout nous appeler collectivement à rester extrêmement vigilants, car les élèves les plus fragiles, les plus en difficulté, sont bien évidemment ceux sur lesquels nous devons porter notre attention, pour que l'école soit réellement l'école pour tous et l'école de l'égalité des chances.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci, Madame BROSSEL.

Je mets aux voix ce vœu n°25 sur les postes RASED dans le 17e arrondissement, mais c'est valable pour tout Paris.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2009, V. 220).

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'école 99 rue Olivier de Serres (15e).
Vœu déposé par l'Exécutif.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Nous examinons maintenant les vœux référencés n° 26 et n° 26 bis dans le fascicule, déposés par le groupe U.M.P.P.A et l'Exécutif, relatifs à l'école 99 rue Olivier de Serres, dans le 15e arrondissement.

Je donne la parole à M. MENGUY.

M. Jean-Baptiste MENGUY. - Merci, Madame la Maire.

Juste avant de présenter ce vœu, j'écoutais avec attention Mme BROSSEL. J'en conclus, Madame BROSSEL, que le Gouvernement a tort lorsque Luc CHATEL - j'en parlais encore avec ma collègue Valérie HOFFENBERG - annonce qu'il va pérenniser les A.V.S. et qu'il a fait adopter un amendement en ce sens et avec un travail qui sera prolongé pour les RASED.

Donc j'en conclus que vous considérez que le Gouvernement a tort sur ces questions.

Rapidement le vœu n° 26, c'est franchement une situation absolument ubuesque : l'école 99 Olivier de Serres doit faire l'objet d'un grand projet de restructuration. Elle a été présentée à la communauté scolaire et aux élus par la D.A.S.C.O. et les techniciens, notamment M. HENNEKINNE qui assure, certes par intérim, le poste de directeur de la D.A.S.C.O. - vous en conviendrez, ce n'est pas n'importe qui. Et dans la continuité logique, c'est un processus - Mme HIDALGO en Conseil d'arrondissement l'avait d'ailleurs rappelé, donc finalement tout le monde est d'accord - que nous avons souhaité présenter au conseil de quartier concerné devant les habitants au sein de l'école.

Trois jours avant, nous avons été informés par la Mairie centrale et par les services de la D.A.S.C.O. que personne ne viendrait présenter ce projet et qu'il était reporté. On se doute bien que vu les difficultés financières que la Ville rencontre, il y a des choix budgétaires compliqués à faire pour vous, et qu'il ne serait présenté qu'en septembre.

C'est tout simplement inacceptable. C'est inacceptable sur le fond, parce que vous faites des coupes budgétaires, même en matière éducative, ce qui révèle vraiment l'urgence dans laquelle vous vous trouvez, et c'est inacceptable sur la forme parce que vous n'avez daigné envoyer personne de la D.A.S.C.O. pour expliquer aux habitants pourquoi nous étions obligés de changer l'ordre du jour du conseil de quartier, lequel me semble-t-il est une instance d'information pour les habitants tout à fait importante.

C'est pourquoi, sur la forme comme sur le fond, nous présentons ce vœu afin que le projet puisse aboutir et que, Madame BROSSEL, vous ayez un minimum de respect et pour les élus du 15e et pour les habitants de cet arrondissement qui ont besoin d'un niveau éducatif et de bâtiment au moins raisonnable et que vous arrêtiez de mépriser à chaque fois à travers de telles procédures notre action, et en tout cas les familles parisiennes.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste et élus du Parti de gauche, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Madame BROSSEL, alors vraiment, sur une situation ubuesque !

Mme Colombe BROSSEL, adjointe. - Monsieur MENGUY, j'adore quand vous vous faites porte-parole du Gouvernement !

Oui, Luc CHATEL a reculé, et c'est très bien, parce que parfois le Gouvernement sent bien que certaines situations ne peuvent pas être traitées uniquement à l'aune de la R.G.P.P., et que mettre à la porte 30.000 personnes - nous avions eu l'occasion d'avoir un débat là-dessus au dernier Conseil de Paris - qui accompagnent des enfants porteurs de handicap, c'était un peu compliqué.

Je me permets d'ailleurs de vous rappeler que nous avions voté un vœu, et qu'il me semble que le groupe U.M.P.P.A. avec grand courage s'était abstenu sur cette demande de maintien de postes. Alors, bravo pour cette défense du Gouvernement, Monsieur MENGUY, mais parfois assumez le aussi dans vos votes, ce serait tellement plus honnête intellectuellement.

(Protestations sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

On va continuer sur le vœu. Un mot sur le projet et un mot sur le vœu. Un mot sur le projet : il y a donc un projet de restructuration du groupe scolaire 99 rue Olivier de Serres, qui nécessite la mise aux normes du service de restauration, l'extension des capacités d'accueil et la mise en accessibilité.

Ce projet est un projet de restructuration d'une école, mais au-delà de cela un projet de restructuration beaucoup plus global qui a un impact sur le quartier et qui implique évidemment d'avoir un certain nombre de projets calés qui concernent des questions d'urbanisme, qui concernent des questions de logement, qui concernent des questions d'espaces verts et plus largement d'espaces publics.

Donc, c'est pour cela - j'ai eu d'ailleurs cette conversation en direct avec le maire du 15e - qu'effectivement il ne nous paraissait absolument pas opportun d'aller présenter aux habitants, et d'ailleurs non pas à l'ensemble des habitants mais aux conseils de quartier, un projet qui n'est pas calé, car si le projet de restructuration de l'école l'est, l'ensemble du projet urbain ne l'est pas.

Evidemment, dès que M. GOUJON m'a alertée sur cette question, je l'ai rassuré sur le fait que dès que les arbitrages sur l'ensemble du projet seraient rendus, nous serions évidemment en mesure, avec l'ensemble des élus concernés, car je ne suis pas seule à avoir une responsabilité en la matière, de mener la concertation avec l'ensemble des habitants du 15e, au-delà du conseil de quartier, parce que cette école a un projet autour du développement durable, et que l'ensemble du projet pourrait être extrêmement valorisé de ce point de vue, si bien que cette affaire intéresse l'ensemble des habitants du 15e, au-delà du simple conseil de quartier.

C'est pour cela que je vous demanderai de retirer votre vœu, sinon, j'appellerai à voter contre, et c'est pour cela que j'ai évidemment déposé un vœu de l'Exécutif que j'appelle mes collègues à voter.

Je terminerai juste par un mot. Monsieur MENGUY, vous me parlez de respect pour les familles du 15e arrondissement, vous me parlez de respect pour la communauté éducative du 15e arrondissement, Monsieur MENGUY, je me permets de vous rappeler - vous n'étiez pas là, vous n'avez pas pu le voir - que très récemment, dans le 15e arrondissement, un certain nombre d'élus étaient présents le soir, la nuit, le matin, pour informer les parents de ce qui se passait dans les écoles Cardinal-Amette et Dupleix et je crois qu'en matière de respect pour les habitants du 15e arrondissement, la majorité municipale n'a pas à rougir.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci beaucoup, Madame BROSSEL, pour ces rappels.

Vous aviez déjà pris trois minutes pour présenter votre vœu. Je suppose que l'explication de vote sera plus rapide.

M. Jean-Baptiste MENGUY. - J'ai été mis en cause et je peux quand même répondre...

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Vous avez une tendance à vous sentir mis en cause !

M. Jean-Baptiste MENGUY. - Mais arrêtez de faire une présidence à la carte, Madame HIDALGO, cela suffit, franchement !

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Quand on n'est pas d'accord sur le fond, il ne s'agit pas de mise en cause personnelle. Ne vous sentez pas ainsi agressé !

M. Jean-Baptiste MENGUY. - Mais c'est ridicule, Madame HIDALGO ! Mais c'est ridicule ce que vous faites !

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - … M. MENGUY qui a été mis en cause, lui qui a parlé de mépris en parlant du travail de Colombe BROSSEL…

Rapidement, Monsieur MENGUY !

M. Jean-Baptiste MENGUY. - Franchement, Madame BROSSEL, ce que vous venez de dire sur ma présence ou mon absence à l'école est parfaitement ridicule et n'a aucun sens. Si vous voulez qu'on commence à faire du pointage des présences ou des absences, on n'a pas fini. Franchement, ce n'est pas comme cela qu'on sert les habitants du 15e arrondissement.

Vous n'avez pas répondu au vœu qu'on a déposé. En tout cas, a minima, envoyer quelqu'un pour expliquer pourquoi le projet ne serait pas présenté était la moindre des politesses.

Ce vœu bis est quand même un peu à côté de la plaque, alors que le projet a été présenté à la communauté éducative et aux élus, Madame BROSSEL, vous ne pouvez pas dire le contraire ; il a été présenté par M. HENNEKINE lui-même. Il faut que vous vous mettiez d'accord à la DASCO, parce qu'on a l'impression que cela flotte et tangue pas mal !

Franchement, ce sont des procédés qui ne mènent à rien.

J'invite évidemment tout le monde à adopter le vœu du groupe U.M.P.P.A.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de vœu est adopté. (2009, V. 221).

Vœu déposé par MM. Jean-François LAMOUR, Philippe GOUJON, Jean-Baptiste MENGUY et les élus du groupe U.M.P.P.A. relatif aux perspectives de capacité d'accueil des écoles du 15e arrondissement.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 27 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif aux perspectives de capacité d'accueil des écoles du 15e arrondissement.

Monsieur MENGUY, vous avez la parole.

M. Jean-Baptiste MENGUY. - Nous avons présenté ce vœu concernant le quartier circonscrit à la Porte de Versailles/Convention/Lecourbe, parce qu'un certain nombre d'ensembles de logements sont en passe de réalisation, ce qui va amener de nouvelles familles et des nouvelles demandes d'accueil scolaire.

On le voit, les effectifs dans les écoles de ce secteur sont déjà tendus et si rien n'est prévu, cela impactera également sur les écoles de quartier des quartiers avoisinants.

La demande est simple : qu'on puisse commencer à mettre à l'étude la création d'une nouvelle école. D'ailleurs, le Maire du 15e en avait parlé avec l'ancienne directrice de la DASCO, qui lui avait confirmé ce besoin.

Après un échange avec des fédérations de parents d'élèves sur un certain nombre d'autres sites, nous avons convenu que ce vœu devait également porter sur la préparation de l'impact sur les écoles des quartiers. C'est la raison pour laquelle ce vœu a une approche plus globale sur le quartier du Sud pour la création de l'école, mais également sur les conséquences que cela pourrait avoir sur les autres quartiers du 15e.

Je vous remercie.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Madame BROSSEL, vous avez la parole.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe. - Merci.

Je vais donner un avis défavorable à ce vœu, car s'il pose une question qui est pertinente, il arrive tout de suite à la réponse et nous n'avons pas, aujourd'hui, la réponse.

La question pertinente, c'est effectivement que nous avons certainement besoin de nous poser la question des effectifs scolaires dans le 15e aujourd'hui, demain et dans un demain plus lointain de moyen et de long terme.

Néanmoins, la situation dans le 15e est un peu moins sombre que vous ne le décrivez et nous sommes plus près des nuances de gris qu'uniquement du blanc ou du noir, puisque s'il y a effectivement des endroits où des surcharges peuvent se faire sentir, il y a également des endroits, un certain nombre d'écoles, où les effectifs sont en baisse, des classes ont été fermées et des locaux scolaires sont aujourd'hui disponibles.

Avant d'arriver à la solution, car je ne pense absolument pas que nous puissions aujourd'hui affirmer qu'il faille une nouvelle école dans le quartier Porte de Versailles/Convention/Lecourbe et qu'il faille l'implanter dès maintenant, je pense que nous devons d'abord faire avec le Rectorat et la mairie du 15e un premier travail d'état des lieux qui recense les besoins, là également où nous avons de la souplesse et il y a, pour ce faire, avant la création d'une nouvelle école, un outil que sont les périmètres scolaires. C'est un travail sur lequel je me suis engagé auprès du maire du 15e à ce que nous le fassions, mais le vœu arrive, me semble-t-il, à une réponse, alors que nous ne sommes absolument pas en mesure de savoir si les éléments de réponse seront ceux-ci.

Oui, le travail sera engagé, mais je ne peux évidemment pas, au regard de ce que je viens de vous dire, donner un avis favorable au vœu, mais bien entendu, nous entamerons le travail tranquillement à la rentrée.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci, Madame Colombe BROSSEL.

Monsieur MENGUY, vous avez la parole.

M. Jean-Baptiste MENGUY. - Juste cinq secondes, Madame BROSSEL, j'entends tout à fait ce que vous dites et je vous confirme que le vœu est présenté exactement dans cet esprit. Si, éventuellement, vous pouviez plutôt donner un avis favorable, parce que c'est vraiment dans l'esprit des arguments que vous avez développés…

On ne dit pas que c'est pour la prochaine rentrée, on dit que c'est vraiment pour amorcer un travail de diagnostic et d'anticipation sur l'évolution de la situation.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Je pense que Mme BROSSEL a été très claire sur la nécessité aussi de faire le point sur toutes les classes fermées qui pourraient être rouvertes, ce qui accroîtrait aussi les capacités d'accueil des enfants, pas uniquement dans le 15e arrondissement, mais dans d'autres arrondissements également.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Vœu déposé par M. Jean TIBERI, Mme Chantal BACH et M. Christian SAINT-ETIENNE relatif au maintien d'une classe de petite section à l'école maternelle du 15 bis, rue Buffon.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 28 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif au maintien d'une classe à l'école maternelle 15 bis, rue Buffon dans le 5e arrondissement.

Madame Marie-Chantal BACH, vous avez la parole.

Mme Marie-Chantal BACH. - Merci, Madame le Maire.

C'est un vœu présenté par Jean TIBERI, Christian SAINT-ETIENNE et moi-même relatif au maintien d'une classe de petite section à l'école maternelle du 15 bis, rue Buffon.

Les craintes émises par les familles du 5e, le corps enseignant et les associations ont fait que le maire du 5e a reçu toutes ces personnes, a pris contact avec la directrice de l'école et a saisi toutes les autorités académiques qui lui ont garanti que si à la rentrée prochaine, 2009-2010, les effectifs constatés à ce moment-là le rendaient nécessaire, la classe supprimée à l'école maternelle 15 bis, rue Buffon serait immédiatement rétablie.

Nous émettons le vœu que les autorités académiques rétablissent la classe supprimée à l'école maternelle 15 bis, rue Buffon.

Je vous remercie.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci.

Je donne la parole à Mme BROSSEL.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe. - Merci, Madame, d'avoir soulevé cette question qui, d'ailleurs, fait l'unanimité au sein du Conseil du 5e, puisque je crois que ce vœu a été adopté à l'unanimité.

C'est un sujet dont je me suis entretenue avec le maire du 5e il y a de cela quelques semaines. C'est un sujet légitime. Les parents d'élèves ont été reçus à mon cabinet il y a de cela quelques jours. C'est un sujet sur lequel j'ai déjà interpellé le Recteur, parce que la demande me paraît tout à fait fondée, et c'est un sujet sur lequel j'ai eu l'occasion d'échanger vendredi avec l'inspecteur d'académie du 1er degré, qui a d'ailleurs lui-même reçu les parents en délégation mercredi ou jeudi derniers et nous avons, me semble-t-il, de grandes chances de voir cette demande conjointe de la communauté éducative, des élus du 5e arrondissement et de la Mairie de Paris, aboutir.

En tout cas, sachez que j'avais relayé cette demande dès après en avoir parlé avec le maire du 5e et après avoir reçu les parents d'élèves.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci.

Je vais donner la parole à Mme Lyne COHEN-SOLAL pour une explication de vote.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe. - Merci, Madame la Maire.

Je voulais juste prendre la parole pour dire que ce vœu avait été déposé devant le Conseil d'arrondissement du 5e par le groupe "Paris, un temps d'avance", qu'il avait été voté à l'unanimité par le 5e arrondissement.

Je regrette simplement que le maire du 5e n'ait pas eu la simple courtoisie de le signaler.

Je voulais dire que, puisque c'est nous qui l'avions déposé en arrondissement du 5e, nous le voterons en Conseil de Paris.

Juste à part ce petit panégyrique sur l'action du maire du 5e arrondissement, au dernier considérant, nous avions rédigé le texte de ce vœu, que nous voterons, bien sûr.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci beaucoup, Madame COHEN-SOLAL.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2009, V. 222).

2009, DJS 375 - Subvention à l'association "Les P'tits Poulbots Oeuvre des Gosses de la Butte Montmartre" (18e). - Montant : 2.000 euros.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Nous examinons le projet de délibération DJS 375 relatif à l'attribution d'une subvention de 2.000 euros à l'association "Les P'tits Poulbots Oeuvre des Gosses de la Butte Montmartre" (18e), sur lequel l'amendement n° 29 a été déposé par l'Exécutif.

Je donne la parole à M. BROSSAT.

M. Ian BROSSAT. - Merci, Madame la Maire.

Cette délibération me donne l'occasion de saluer le travail qui est mené par l'association des "Les P'tits Poulbots". Je voudrais la saluer pour deux raisons : d'abord, parce que cette association poursuit avec énergie une tradition montmartroise de longue date, et puis aussi parce que cette association rayonne au-delà de la seule butte Montmartre et permet à des enfants d'autres quartiers du 18e de participer à ses activités.

Lorsque j'avais appris au départ qu'il était envisagé de diminuer cette subvention, je l'avais regretté et je suis heureux que, par le biais d'un amendement de l'Exécutif, on permette de maintenir la subvention de cette association qui continuera donc ses activités dans le 18e.

Je vous remercie.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci, Monsieur le Président.

Je donne la parole à M. Pierre-Yves BOURNAZEL.

M. Pierre-Yves BOURNAZEL. - Merci, Madame le Maire.

De la même façon, je voudrais saluer le travail des "P'tits Poulbots" qui font, dans l'ensemble du 18e arrondissement, pas simplement à Montmartre, un travail considérable, qui sont une vitrine pour nous, pour notre arrondissement. Ils participent à nombre d'animations et beaucoup de jeunes de quartiers populaires participent à cette association.

Je suis heureux que M. JULLIARD ait put revoir, grâce à un amendement de l'Exécutif, le montant de leur subvention bien méritée.

Je vous en remercie.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci beaucoup.

Je vais donner la parole à M. JULLIARD pour vous répondre.

M. Bruno JULLIARD, adjoint, au nom de la 7e Commission. - Merci, Madame la Maire.

Trois mots pour dire qu'il s'agissait, en réalité, d'une simple erreur de communication entre la Mairie de Paris et la mairie du 18e, puisque nous avons revu, avec le maire du 18e, l'ensemble des subventions jeunesse pour réévaluer un certain nombre de montants. Et là, c'était une simple erreur de communication entre la Mairie de Paris et la mairie du 18e.

J'en profite pour saluer l'enthousiasme partagé et conjugué de MM. BROSSAT et BOURNAZEL pour cette subvention, enthousiasme tout à fait mérité, en effet, puisque c'est une excellente association qui fait un travail excellent à Montmartre.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Le président du groupe "Les Verts" souhaitait faire une explication de vote ?

M. Sylvain GAREL. - Nous allons aussi voter, avec le même enthousiasme, cette erreur de communication !

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Bien. Alors, vive "Les P'tits Poulbots", puisqu'ils font l'unanimité au Conseil de Paris !

Je mets aux voix, à main levée, le projet d'amendement n° 29 déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet d'amendement n° 29 est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DJS 375 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération amendé est adopté. (2009, DJS 375).

2009, DFPE 6 - Approbation et signature par la Société Immobilière d'Economie Mixte de la Ville de Paris (SIEMP), mandataire de la Ville, d'un avenant au marché de maîtrise d'oeuvre conclu pour la réalisation d'une crèche collective de 66 places et d'un logement de fonction intégrés à un immeuble de logements sociaux, 14-20, impasse Truillot (11e).
2009, DFPE 7 - Approbation et signature d'un avenant au marché de maîtrise d'oeuvre conclu par la SIEMP pour la réalisation d'une crèche collective de 66 places et d'un logement de fonction intégrés à un immeuble de logements étudiants, 3-5, rue Neuve, sur les lots B3 et B5 du secteur d'aménagement "impasse Dupuy" (18e).

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Nous examinons le projet de délibération DFPE 6 relatif à l'approbation et à la signature par la Société immobilière d'économie mixte de la Ville de Paris (S.I.E.M.P.), mandataire de la Ville, d'un avenant au marché de maîtrise d'œuvre conclu pour la réalisation d'une crèche collective de 66 places et d'un logement de fonction intégrés à un immeuble de logements sociaux, impasse Truillot dans le 11e arrondissement.

Monsieur LÉVY, vous avez la parole.

M. Romain LÉVY. - Merci, Madame la Maire.

J'interviendrai directement sur les deux projets de délibération DFPE 6 et DFPE 7.

C'est effectivement sous ma double casquette que j'ai souhaité intervenir, tout d'abord en tant que membre de la Mission d'information et d'évaluation sur l'accueil des enfants de moins de 3 ans, qui a rendu le rapport dont nous débattrons demain, mais aussi comme président de la S.I.E.M.P.

En effet, la S.I.E.M.P. et la Mairie de Paris ont engagé un partenariat permettant de développer une offre en équipements d'accueil à destination de la petite enfance qui est en phase avec les attentes toujours croissantes des Parisiens. Et j'ai souhaité porter devant notre Conseil témoignage du dynamisme de ce partenariat.

En effet, depuis le mois de septembre 2007, ce ne sont pas moins de trois haltes-garderies et quatre crèches qui ont été livrées, soit 330 places créées en près de trois ans. Trois projets de nouvelles crèches, totalisant 160 berceaux, sont en cours de réalisation et verront le jour à l'horizon 2012. Deux de ces projets nous sont soumis aujourd'hui.

Le premier, situé au 14-20, impasse Truillot, dans le 11e arrondissement, prévoit la réalisation d'une crèche collective de 66 places et d'un logement de fonction. Cette opération traduit deux lignes forces de notre action : la mixité fonctionnelle de nos opérations (crèche associée à de l'habitat) et notre engagement en faveur du développement durable. En effet, cet équipement sera intégré à un immeuble prévoyant 13 logements sociaux (9 PLUS, 2 PLAI, 2 PLS) et ses principes constructifs s'inscriront en pleine adéquation avec les exigences du Plan Climat de Paris, tel que le souligne le présent projet de délibération.

Le second est situé au 3-5, rue Neuve, dans le 18e arrondissement, et prévoit lui aussi la réalisation d'une crèche collective de 66 places et d'un logement de fonction. Tous deux seront intégrés à un immeuble prévoyant 13 logements étudiants, également respectueux des mêmes principes que l'opération précédente.

En tant que président de la S.I.E.M.P, je me réjouis de ce partenariat qui, je le pense, présente pour notre ville un certain nombre d'avantages.

Celui, tout d'abord, d'une collaboration très étroite avec le bureau des travaux de la DFPE, qui intervient très en amont du projet. En effet, dès qu'une opportunité foncière se présente, nos équipes étudient la faisabilité de la réalisation de tels équipements. Qu'il s'agisse de réhabilitation d'immeubles ou de construction neuve de logements, nous étudions la possibilité d'intégrer dans notre programmation une crèche ou une structure multi-accueil.

Ainsi, nous avons pu développer ce type d'équipement dans des secteurs de la Capitale présentant un déficit en termes de structures d'accueil et qui connaissent une croissance démographique soutenue depuis ces dix dernières années.

Nous avons pu ainsi livrer :

- dans le 12e arrondissement, au 8, impasse Barnier, une halte-garderie de 30 places ;

- dans le 13e arrondissement, au 37-39, rue Vergniaud, une halte-garderie de 30 places au sein également d'une opération de construction de 9 logements sociaux ;

- dans le 18e arrondissement, une halte-garderie de 30 places, au 13-15, rue Caillé, dans un secteur en pleine mutation dont l'aménagement est confié à la S.I.E.M.P. ;

- dans le 19e, au 164-166, boulevard de la Villette, 60 berceaux seront encore intégrés à une opération de construction de 30 logements ;

- et dans le 20e, rue Pixérécourt, une crèche de 60 berceaux, une autre rue des Lyanes et boulevard de Ménilmontant, une crèche de 60 berceaux sera également intégrée à l'immeuble de 18 logements étudiants.

La S.I.E.M.P, comme vous pouvez le constater, garantit l'insertion des équipements pour la petite enfance dans des projets d'aménagement globaux, intégrant une mixité des fonctions, tant à l'échelle de l'immeuble que de l'îlot.

Cette approche permet de doter nos quartiers des équipements publics nécessaires à la qualité de vie des Parisiens, de favoriser l'attractivité de certains secteurs, tout en y consolidant le lien social.

Afin de ne pas être plus long, je ne m'étendrai pas également sur l'intérêt de faire appel à un opérateur unique sur un projet mixte.

Voilà, Madame la Maire, sans être plus long, ce dont je souhaitais porter témoignage à l'occasion du vote de ces deux projets de délibération.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci beaucoup.

La parole est à M. NAJDOVSKI.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, au nom de la 7e Commission. - Merci. Je serai très bref.

Je remercie Romain LÉVY d'avoir attiré l'attention sur ce partenariat fructueux que nous avons avec la S.I.E.M.P sur des projets d'équipements de la petite enfance. Les deux délibérations que nous votons aujourd'hui illustrent ce partenariat.

Nous avons, par ailleurs, un autre partenariat en cours, toujours avec la S.I.E.M.P, sur un immeuble de la rue du Sentier dans le 2e arrondissement, où nous traitons à la fois l'insalubrité du bâtiment et la création d'un nouvel équipement d'accueil de la petite enfance.

Nous faisons d'une pierre deux coups et ce partenariat va se poursuivre, y compris avec les autres bailleurs sociaux. En tout cas, nous sommes très contents que ce type de projets puisse aboutir.

Je vous remercie.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci beaucoup.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DFPE 6.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2009, DFPE 6).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DFPE 7.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2009, DFPE 7).

2009, DFPE 141 - Signature d'une convention et d'un avenant avec l'association "Gan Ménahem" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective "Léa Frankforter" et du jardin d'enfants "Sinaï" (18e). - Montant : 226.273 euros.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DFPE 141 relatif à la signature d'une convention et d'un avenant avec l'association "Gan Ménahem" pour l'attribution d'une subvention de 226.273 euros pour le fonctionnement de la crèche collective "Léa Frankforter" et du jardin d'enfants "Sinaï", dans le 18e arrondissement.

Monsieur GAREL, vous avez la parole.

M. Sylvain GAREL. - Merci, Madame la Maire.

On va la faire courte cette année parce que c'est un sujet récurrent, même si les choses - je dois le reconnaître - évoluent un peu. Elles évoluent d'abord parce que Christophe NAJDOVSKI, l'adjoint au Maire en charge de ces questions fait tout pour qu'elles évoluent, et que Violaine TRAJAN, adjointe aussi à ces questions dans le 18e a aussi beaucoup bougé pour que cela change dans ces crèches communautaires, qu'elles ne deviennent pas complètement fermées à d'autres.

Cela étant, pour l'instant, ce qui a changé essentiellement à "Gan Ménahem" dans le 18e - puisqu'apparemment dans les deux autres crèches de ce groupe, dans le 17e et le 20e, rien n'a changé et, pour l'instant, les subventions sont heureusement bloquées -, c'est le discours du rabbin PEVZNER qui se montre plus ouvert parce qu'il sent la détermination de la Ville beaucoup plus forte à faire en sorte que sa crèche puisse s'ouvrir à des personnes de toute confession ou sans confession.

Mais, pour l'instant, malheureusement, l'évolution - et Pascal JULIEN qui suit ce dossier dans le 18e l'a fort bien montré lors du dernier Conseil d'arrondissement - est seulement dans les paroles et, dans les actes, cela tarde à se mettre en place.

Pour cette raison, nous allons encore continuer à voter contre cette subvention cette année, en espérant ne pas avoir à le faire l'année prochaine, soit parce que, faute d'évolution, la Ville aura pris la bonne décision, c'est-à-dire de ne plus subventionner ces crèches, soit parce que - ce qui serait la meilleure solution - le rabbin PEVZNER aura compris la détermination de la Ville et aura décidé d'ouvrir ses crèches à tout le monde.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Madame GOLDGRAB, vous avez la parole.

Mme Laurence GOLDGRAB. - Merci, Madame la Maire.

La position du Parti radical de gauche sur le financement des établissements confessionnels à caractère communautariste a déjà été exprimée dans cette enceinte à de nombreuses reprises, lors de la mandature précédente et lors de cette mandature. Nous réaffirmons que nous ne sommes pas opposés au fait d'apporter un concours financier public à une structure qui s'affiche confessionnelle, à condition qu'elle rende un service d'intérêt général, un service public et qu'elle ne valorise pas le communautarisme.

Or, la plupart du temps, ces crèches n'accueillent pas tous les enfants domiciliés à Paris, sans distinction de leur appartenance religieuse. Elles n'ouvrent pas tous les jours et ne participent pas aux commissions d'attribution des places en mairie d'arrondissement.

Cette année, encore, la crèche "Gan Ménahem" n'ouvrira pas durant la totalité des jours ouvrables, puisqu'elle ferme ses portes au moment des fêtes juives, et n'accueillera pas un nombre significatif d'enfants sans lien avec la religion. Je crois qu'un seul est prévu à la rentrée, mais encore ce n'est pas sûr. Elle ne répond donc ni à l'impératif d'universalisme ni à l'impératif de continuité du service public.

Enfin, le communautarisme ne cesse de gagner du terrain dans notre société, ce que nous déplorons. Il nous appartient d'être particulièrement vigilants pour ne pas favoriser le repli identitaire. Le communautarisme est un danger, il enferme les individus dans une vision fermée du monde. La connaissance de l'autre ne peut avoir lieu que si les communautés décident de ne pas se fermer les unes aux autres.

Chacun a le droit de vouloir appartenir à un groupe dans lequel il se reconnaît, mais c'est le refus de s'ouvrir aux autres qui devient inquiétant. Nous exprimons ici une conviction profonde et nous demandons qu'elle soit respectée, si elle n'est pas partagée. Nous ne voterons donc pas cette délibération tant que, dans les faits, la crèche n'aura pas prouvé qu'elle accueille effectivement un nombre significatif d'enfants issus d'autres confessions et qu'elle accepte de remplir pleinement son devoir de service public.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci.

Monsieur BROSSAT, vous avez la parole.

M. Ian BROSSAT. - Merci, Madame la Maire.

En septembre dernier, nous avions déjà abordé la question controversée des subventions attribuées à certaines crèches gérées par des associations confessionnelles. Le moins que l'on pouvait dire à ce moment-là, c'est que certaines ne respectaient pas le principe de laïcité auquel nous sommes tous attachés et Laurence GOLDGRAB vient de le dire.

C'est pourquoi nous avions apprécié - je parle du groupe communiste - la détermination de l'Exécutif municipal qui avait présenté à l'époque un vœu proposant de demander des garanties à ces associations. Ce voeu marquait une inflexion salutaire. La ville que nous voulons est, en effet, une ville dans laquelle la diversité ne crée pas du repli communautaire mais, tout au contraire, du brassage, du métissage et de la rencontre. Les crèches dont nous parlons mettent l'inverse en pratique. Elles séparent les petits Parisiens, elles les isolent.

La délibération qui nous est proposée aujourd'hui est, en réalité, un compromis. Aux crèches qui ont fait un geste, nous devrions accorder une subvention, aux autres, non. Jusque là, rien d'anormal. Mais de quel geste parle-t-on exactement ? Les deux établissements gérés par "Gan Ménahem" dans le 18e arrondissement dont je suis élu, ces deux établissements sont-ils aujourd'hui plus ouverts à l'autre, plus ouverts à la différence ? Font-ils en sortent d'accueillir n'importe quel petit Parisien, quelle que soit son origine, quelle que soit sa culture et quelle que soit la religion de ses parents ?

Nous savons bien qu'il n'en est rien dans les faits. Nous savons bien que l'environnement pédagogique proposé par ces établissements est fermé, qu'il est univoque. C'est donc un compromis qui ne nous satisfait pas car il nous paraît important de tenir bon. Qu'on ne nous explique pas, parce que j'entends souvent cet argument, qu'il y aurait d'un côté ceux qui défendent les intérêts des enfants et ceux qui ne les défendraient pas au nom de principes anciens et renvoyés au passé.

La réalité, c'est que l'intérêt de ces enfants, l'intérêt de tous les enfants, de ceux qui aujourd'hui fréquentent les crèches loubavitch, comme de tous les autres, c'est d'être dans un environnement où ils puissent rencontrer d'autres gens que ceux qu'ils ont l'habitude de voir dans leur cadre familial. C'est l'intérêt de tous les enfants : le brassage, le métissage, autant de valeurs qu'on ne retrouve pas dans la gestion de ces crèches.

Toutes ces raisons font que, dans un contexte de remise en cause de la laïcité par le Président de la République, nous considérons qu'il faut continuer à tenir bon et nous voterons contre cette délibération.

Je vous remercie.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci.

La parole est à M. Pierre-Yves BOURNAZEL.

M. Pierre-Yves BOURNAZEL. - Merci, Madame le Maire.

Nous avons entendu trois orateurs de la majorité. Ce sont vraiment des vieux débats et des vieux schémas idéologiques. Il faudrait peut-être parler, Madame GOLDGRAB, Monsieur BROSSAT, des enfants et des familles. Vous en parlez peu. Sans cette subvention, où iraient les enfants qui sont accueillis dans cette crèche qui fonctionne très bien ?

De manière unanime, chacun reconnaît qu'un travail pédagogique formidable est mené envers les enfants, et les familles qui en sont satisfaites. Je regrette simplement que la majorité socialiste qui a voté avec nous cette subvention à la mairie du 18e arrondissement, ne défende pas le travail qui est fait par la Rabin PEVZNER ici dans cet hémicycle.

J'aimerais entendre les élus socialistes qui ont voté cette subvention avec moi, la défendre dans ces murs. Je trouve dommage qu'encore une fois ce soit l'extrême gauche et les radicaux qui sur ces bancs viennent dénigrer un travail formidable qui est mené envers les enfants et les familles de cet arrondissement.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Monsieur NAJDOVSKI, vous avez la parole.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, au nom de la 7e Commission. - Merci, Madame la Maire.

Comme cela a été justement rappelé, nous avions déjà eu ce débat en septembre dernier au sujet d'un certain nombre d'associations gestionnaires d'établissements de la petite enfance et nous avions voté à l'unanimité du Conseil de Paris, un vœu de l'Exécutif qui prenait un certain nombre d'engagements.

Parmi ces engagements, il y avait le fait que la Ville de Paris allait s'assurer de la participation de toutes les associations gestionnaires de crèches à la commission d'attribution des places en crèche de l'arrondissement, pour leur permettre de coordonner leur politique d'attribution de places, conformément aux engagements qui sont pris par les associations. C'est l'article 9 des conventions qui lient la Ville avec les associations.

Par ailleurs, la DFPE devait s'assurer de la domiciliation parisienne des enfants admis, puisqu'il avait été avéré qu'un certain nombre d'associations n'accueillaient pas d'enfants parisiens, ce qui était contraire à l'article 16 de la convention. Là encore, il s'agissait de vérifier ceci.

Le travail que j'ai fait ces derniers mois s'effectuait à l'aune de ce vote. Cette délibération, qui figure à l'ordre du jour aujourd'hui, nous permet de faire un point d'étape justement sur ces questions. Les positions des uns et des autres sont connues. Je voudrais rappeler, concernant l'association "Gan Ménahem", dans le 18e arrondissement, quelles sont les évolutions que nous avons pu constater ces derniers mois dans le partenariat entre l'association et la Ville.

Tout d'abord, les directrices des établissements assistent aux commissions d'attribution de l'arrondissement. Elles donnent les listes des enfants admis. Huit enfants inscrits par la mairie ont été admis dans leur crèche. Il faut rappeler que sur ces huit enfants, six étaient par ailleurs inscrits au niveau de la crèche, deux autres n'avaient pas fait cette démarche et sur ces deux autres familles, l'admission a été refusée par l'une des familles en raison du caractère spécifique de la crèche en question.

Par ailleurs, l'ouverture le vendredi après-midi est assurée.

C'est donc à l'aune, à la fois de ces évolutions notables que nous avons pu constater dans le 18e arrondissement et de la mise en œuvre du vœu de l'Exécutif que cette délibération vient devant vous aujourd'hui. Comme cela a été rappelé pour d'autres associations, pour lesquelles il n'y a pas eu d'évolution notable, la Ville de Paris exige des évolutions, à savoir l'application des engagements qui sont pris par les associations dans la convention qui les lie à la Ville.

C'est à l'aune de ces engagements que ces délibérations seront étudiées. Je vous demande, au nom de l'Exécutif, de bien vouloir approuver cette délibération, qui ne concerne que la subvention pour l'année 2009, sachant que d'ici à la fin de l'année, nous allons reconventionner avec l'ensemble des associations gestionnaires d'établissements de la petite enfance. Ce sera aussi l'occasion de faire le bilan de la convention actuelle et de voir si les associations tiennent leurs engagements.

Je vous remercie.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci beaucoup, Monsieur NAJDOVSKI.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DFPE 141.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2009, DFPE 141).

2009, DFPE 337 - Approbation des modalités de passation et d'attribution de marchés sur appel d'offres ouvert européen ayant pour objet la fourniture et livraison de matériels de puériculture et de poussettes pour les établissements de Petite Enfance de la Ville de Paris (2 lots) pour les années 2010 à 2014 et signature des marchés.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Nous examinons le projet de délibération DFPE 337 concernant l'approbation des modalités de passation et d'attribution de marchés sur appel d'offres ouvert européen ayant pour objet la fourniture et livraison de matériels de puériculture et de poussettes pour les établissements de Petite Enfance de la Ville de Paris (2 lots) pour les années 2010 à 2014 et signature des marchés.

Madame BLUMENTHAL, vous avez la parole.

Mme Michèle BLUMENTHAL, maire du 12e arrondissement. - Merci, Madame la Maire.

Ce projet de délibération concerne 430 établissements municipaux, crèches, haltes-garderies, jardins d'enfants, répartis sur les 20 arrondissements de Paris.

Ce marché en deux lots sera attribué en Conseil de Paris avant la fin de l'année pour un lot 1 correspondant à du matériel de puériculture : biberons, tétines, assiettes, poubelles spéciales couches, thermomètres de bain, matelas de change, transats, sièges coques et nids d'éveil et un lot 2 correspondant à la fourniture et au montage de poussettes simples ou doubles.

Cette délibération est importante pour deux raisons. La première est que cet appel d'offres doit répondre à trois critères : les prix, la qualité technique de l'offre mais aussi et surtout la qualité environnementale de l'offre. La Ville de Paris, afin de réduire le plus possible son empreinte écologique, impose la mise en place de critères environnementaux sur l'ensemble de ses procédures de passation et d'attribution de marchés.

C'est pour cela que les offres seront jugées pour 75 % sur les actions du candidat en faveur de l'environnement à toutes les étapes de production, et pour 25 % sur les propositions de produits ayant la plus faible incidence écologique en termes de fabrication, d'usage et de traitement de fin de vie.

Cette préconisation reste primordiale au moment même où l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie précise, dans les résultats de la seconde campagne nationale de caractérisation des ordures ménagères, que les Français peinent à réduire leur importance, qui s'élève à 391 kg par personne et par an.

Par ailleurs, et c'est la seconde raison de l'importance qu'il faut accorder à ce vote, cela tient à ce que le Maire de Paris a souhaité aller au-delà dès conclusions, qui portent à controverse, du Ministère de la Santé, sur l'innocuité du bisphénol A dans les biberons.

En appliquant le principe de précaution et pour éviter tout risque lié à la présence de bisphénol, le Maire de Paris prend la décision de renouveler intégralement le stock de biberons au 1er janvier 2010, et ce, non seulement dans les établissements gérés par la Ville, mais aussi dans les centres de P.M.I., les pouponnières de l'Aide Sociale à l'Enfance, et dans les crèches gérées par l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris.

Cela représente 28.000 biberons, dont un tiers seront en verre, les deux tiers restant en plastique sans bisphénol, car si le verre reste moins cher que le plastique, pour des raisons de sécurité, il n'est pas utilisable par des enfants qui marchent ou se nourrissent sans l'assistance d'une personne adulte.

Merci.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci à vous, Madame BLUMENTHAL.

La parole est à M. ALPHAND.

M. David ALPHAND. - C'est un projet de délibération important parce que comme vient de l'indiquer Mme BLUMENTHAL, il concerne non seulement les biberons au bisphénol A qui seront remplacés dans les crèches et les établissements d'accueil des enfants parisiens, mais aussi toute une série de produits et d'équipements qui viendront enrichir ces établissements.

Je crois que de ce point de vue, nous avons une vraie responsabilité ici au Conseil de Paris, qui est celle de répondre aux attentes des parents qui correspondent aujourd'hui, pour beaucoup d'entre elles, au principe de prévention et de précaution qui doit s'appliquer dans le cadre de ce type de marché.

La commission d'appel d'offres applique d'ores et déjà un certain nombre de critères environnementaux dans l'achat de ces équipements.

Nous avons eu une réunion très intéressante la semaine dernière en 1ère commission concernant la politique d'achat de la Ville de Paris.

Le groupe U.M.P. considère que le critère environnemental doit être d'avantage privilégié qu'il ne l'est aujourd'hui, souvent à hauteur de 15 % dans les marchés publics, et que ce critère doit être doublé d'un principe de précaution, comme dans le cas des biberons que nous examinons aujourd'hui.

Bien évidemment, nous voterons cette délibération, mais avec cette attention et cette sensibilité toute particulière qui devra s'exprimer aussi dans le long terme.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci.

Monsieur Christophe NAJDOVSKI, vous avez la parole.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, au nom de la 7e Commission. - Je remercie les deux orateurs de leur intervention qui souligne à quel point l'engagement de la Ville en faveur du développement durable se traduit dans tous les domaines.

Concernant la question des biberons, vous le savez, la Mairie de Paris a pris la décision il y a déjà plusieurs mois de ne plus commander de biberons contenant du bisphénol A, au nom du principe de précaution.

D'ailleurs, je remercie M. ALPHAND et le groupe U.M.P. de soutenir l'Exécutif dans cette démarche et j'espère qu'il pourra également intervenir auprès de Mme BACHELOT pour lui dire à quel point cette décision que nous prenons à Paris est fondée et j'espère qu'il pourra la convaincre aussi du bien-fondé de cette décision.

Ce nouveau marché va permettre de remplacer dès janvier 2010 l'intégralité des biberons contenant du bisphénol par des biberons en verre pour un tiers d'entre eux ; cela concernera les enfants qui ne marchent pas et qui sont assistés par des adultes pour se nourrir. Pour les deux tiers des autres biberons, ce seront des biberons en plastique sans bisphénol.

Cette délibération est à rapprocher d'autres délibérations qui passent à ce Conseil, où le volet environnemental est particulièrement soigné. Il en est ainsi de l'appel d'offres du futur marché de textile, puisque tous les textiles avec lesquels les enfants seront en contact, que ce soient les draps, les bavoirs, les serviettes-éponges, seront des produits écolabellisés, afin de privilégier une origine biologique et/ou équitable. De même, l'appel d'offres du futur marché d'hygiène corporelle stipule, pour sa part, que les crèmes lavantes, laits de toilette et crèmes pour le change doivent être écolabellisés afin d'éviter tout risque de réaction allergique.

La politique d'achat de la Ville de Paris traduit cette volonté permanente d'améliorer la qualité sanitaire dans les établissements de la petite enfance.

Parallèlement, je ne reviendrai pas, évidemment, sur le fait que nous privilégions systématiquement la démarche de Haute Qualité Environnementale pour la réalisation de nouveaux bâtiments.

On peut peut-être également dire un mot sur la question de la qualité de l'air intérieur, puisque le laboratoire d'hygiène de la Ville de Paris vient de rendre un rapport rassurant sur la qualité de l'air intérieur dans les crèches. Ce rapport conclut, en effet, que "la qualité de l'air dans les crèches ne conduit pas à une exposition préoccupante des enfants vis-à-vis des polluants chimiques et microbiologiques mesurés". Seuls quelques cas, correspondant aux teneurs maximales observées en benzène et formaldéhyde, ont déjà fait l'objet d'une nouvelle visite et de mesurages complémentaires pour confirmer les niveaux d'exposition et rechercher la présence de sources potentielles d'émission.

Il reste encore du travail à faire, bien entendu, tout n'est pas complètement acquis, mais en tout cas, cette délibération montre à la fois l'engagement de la Ville de Paris et notre détermination à concilier développement durable et accueil des jeunes enfants.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci beaucoup, Christophe NAJDOVSKI.

Une explication de vote de M. GAREL.

M. Sylvain GAREL. - Je vais la donner à René DUTREY.

M. René DUTREY. - Merci, Monsieur le président. Merci, Madame la Maire.

En deux mots, on est sur le sujet typique où le principe de précaution nécessite d'être appliqué, parce qu'il y a une contradiction : le bisphénol A est dangereux, on ne sait pas jusqu'à quel niveau, on ne sait pas à quel seuil. Quand on est dans une telle situation, que les scientifiques ne sont pas unanimes, effectivement, on applique le principe de précaution et on retire donc ces biberons de la circulation.

Ce sujet de bisphénol A est certes beaucoup moins emblématique, mais est à mettre vraiment en parallèle avec le sujet des champs électromagnétiques et je souhaite que, vraiment, la Ville de Paris soit aussi exemplaire en matière de bisphénol A qu'en matière de champs électromagnétiques.

Je remercie l'Exécutif, en tout cas, pour cette belle application du principe de précaution.

Je vous remercie.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci, Monsieur DUTREY.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DFPE 337.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2009, DFPE 337).

Dépôt de questions d'actualité.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Mes chers collègues, je vous informe que nous sommes saisis de 6 questions d'actualité.

La première émane du groupe Communiste et élus du Parti de Gauche. Elle est relative au "maintien de la règle du repos dominical à Paris."

La deuxième question d'actualité est posée par le groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris et concerne "la place de Paris dans le Grand Paris."

La troisième question d'actualité, posée par le groupe M.R.C. à M. le Maire de Paris est relative à "la démocratie locale."

La quatrième question d'actualité émane du groupe Centre et Indépendants. Elle est ainsi libellée : "Quelle opportunité pour le CDG express ?"

La cinquième question d'actualité est posée par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés.

Je vous en donne lecture :

"Monsieur le Maire,

Selon une étude rendue publique mercredi 1er juillet dernier par le Fonds de financement de la Couverture maladie universelle, un quart des professionnels de santé parisiens refuse de soigner les patients les plus défavorisés. Des résultats obtenus par un testing auprès de 900 dentistes, médecins généralistes et spécialistes, qui corroborent ceux d'études antérieures. Les bénéficiaires de la CMU représentent près de 15 % de la population parisienne et la loi du 27 juillet 1999 pose clairement une obligation légale de soins.

Ainsi, près d'un quart des soignants parisiens, non seulement font fi de leurs obligations éthiques à l'égard des malades, mais se mettent en infraction avec la loi. La question de l'accès aux soins des personnes les plus défavorisées se pose de façon particulièrement aiguë à Paris, car 58 % des praticiens y sont en secteur 2, quand ils ne sont qu'un quart sur l'ensemble du territoire national.

La pratique massive du dépassement d'honoraire apparaît donc comme un obstacle à la bonne application de la loi. Il s'agit là d'un véritable défi en termes de démographie médicale, car le manque de médecins conventionnés du secteur 1 se fait croissant, l'accès aux soins de premiers recours se détériorant rapidement à Paris. Les patients les plus défavorisés sont ainsi repoussés vers un hôpital public déjà engorgé, et vers des centres de santé dont l'équilibre financier est fragile.

La crise économique que nous vivons, et dont nous ne mesurons pas encore l'ampleur des conséquences sociales, va aggraver ce phénomène.

De fait, nous devons déplorer que la loi "Hôpital, Patients, Santé et Territoires" n'apporte aucune réponse à ces difficultés. Or, c'est bien là un véritable enjeu en matière d'égalité d'accès aux droits, car la santé est un facteur insidieux d'inégalité : inégalités sociales, inégalités territoriales qui ne cesseront de croître si aucune solution n'est mise en œuvre. Le Gouvernement doit prendre ses responsabilités puisqu'il s'agit là de sa compétence.

C'est pourquoi, Monsieur le Maire, nous vous demandons ce qui peut être fait pour assurer que chacun sur le territoire parisien puisse être pris en charge conformément à ses besoins."

Enfin, la dernière question d'actualité, posée par le groupe "Les Verts" à M. le Préfet de police, concerne "les dérives des forces de l'ordre."

Mes chers collègues, nous suspendons la séance et nous nous retrouvons à 14 heures 45.

Suspension et reprise de la séance.

(La séance, suspendue à treize heures dix minutes, est reprise à quatorze heures quarante cinq minutes, sous la présidence de M. le Maire de Paris).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Mes chers collègues, la séance est reprise.

Examen des questions d'actualité.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Nous passons à l'examen des questions d'actualité.

I - Question d'actualité posée par le groupe communiste et élus du Parti de gauche à M. le Maire de Paris relative au maintien de la règle du repos dominical à Paris.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Nous passons à la question d'actualité du groupe communiste et élus du Parti de gauche.

La parole est à M. Ian BROSSAT.

M. Ian BROSSAT. - Merci, Monsieur le Maire.

Notre question d'actualité porte sur la règle du repos dominical à Paris.

Le 19 mai dernier, une nouvelle proposition de loi relative au travail dominical a été déposée à l'Assemblée.

Après trois tentatives échouées en 2004, 2007 et 2008, contre lesquelles des députés de tous bords se sont élevés, un nouveau texte, proposé par Richard MALLIÉ, devrait être examiné demain, mardi 7 juillet. Son titre - je vous le lis parce qu'il vaut le détour - est le suivant : "Proposition de loi réaffirmant le principe du repos dominical et visant à adapter les dérogations à ce principe dans les communes et zones touristiques et thermales, ainsi que dans certaines grandes agglomérations, pour les salariés volontaires."

Belle langue de bois, qui masque en réalité une mauvaise intention : celle de pousser encore un peu plus loin les feux de la déréglementation du marché du travail.

L'objet de cette proposition de loi, contrairement à la première partie de son intitulé, est en réalité d'étendre le périmètre des zones et des commerces où le travail du dimanche sera autorisé. La Ville de Paris est concernée en premier lieu, à travers notamment les périmètres d'usage de consommation exceptionnelle dans les agglomérations de plus de un million d'habitants, avec les quartiers des Champs-Élysées ou encore des grands boulevards.

Il est évident que ces demandes sont encouragées par l'obstination d'un gouvernement que le droit des salariés embarrasse. Il suffit de regarder l'exemple que donnent les fervents soutiens du travail le dimanche ou le soir, comme le groupe P.P.R. : près de 900 millions d'euros de bénéfices nets en décembre 2008, 1.900 suppressions d'emploi comme récompense aux salariés en février 2009, puis 418 millions d'euros distribués aux actionnaires en mai !

La crise économique place, plus que jamais, les salariés dans une dépendance économique vis-à-vis de leur employeur, comme l'a relevé la Cour d'appel de Versailles dans un arrêt de novembre dernier.

Cet arrêt de la Cour d'appel de Versailles nous rappelle que le volontariat des salariés ne peut être invoqué, qu'il n'est qu'une escroquerie visant à faire trimer ceux qui se donnent déjà beaucoup au travail.

Je voudrais signaler deux arguments supplémentaires.

D'abord, les familles des quartiers populaires, celles que d'aucuns culpabilisent à n'en plus finir, en expliquant qu'elles seraient démissionnaires, qu'elles ne s'occupent pas assez de leurs enfants, seront les premières à être contraintes à travailler le dimanche.

Et, enfin, cette déréglementation renvoie, en réalité, à une question de société, à savoir qu'il s'agit de se demander tout simplement si le seul loisir possible, à l'occasion d'un dimanche, c'est de faire du shopping. C'est, en réalité, à se demander si, au-delà du shopping et au-delà des magasins, il n'y aurait point de salut ! Est-ce que la culture, est-ce que le sport ne sont pas d'autres activités à privilégier à l'occasion du dimanche ?

Nous souhaiterions donc savoir, Monsieur le Maire, comment la Ville de Paris compte porter la parole commune de la majorité parisienne contre cette nouvelle tentative de déréglementation du repos dominical.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

La parole est à Mme Lyne COHEN-SOLAL.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Je crois que l'on peut dire, sans exagérer, que la caractéristique fondamentale de la proposition de loi dont vous parlez, cher collègue, qui va être discutée à partir de demain à l'Assemblée nationale, tient en un mot : imposture !

Imposture de ce texte qui ose se présenter comme, vous l'avez dit, réaffirmant le principe du repos dominical, alors qu'il vise tout simplement à la généralisation de l'ouverture des commerces et à la banalisation du travail le dimanche, au mépris de notre Code du travail.

Imposture aussi quand, depuis le sommet de l'Etat, on décide seul du devenir des villes facilement qualifiées de villes touristiques, où cette mesure s'imposera de droit.

Imposture encore pire à Paris, cas unique en France, où demain, sans aucune consultation des élus, le Préfet imposera seul et de sa propre autorité, la mise en œuvre de cette mesure qui s'appliquera à 100.000 commerçants et artisans et à leurs salariés. Parfait déni de démocratie à nos dépens, mes chers collègues, comme l'a écrit le Maire de Paris !

Imposture toujours, car pour tenter d'endormir l'opposition et une partie des parlementaires, même U.M.P., on affirme que ce texte se contentera d'acter les zones touristiques existantes et ne concernera que cinq grandes villes en France.

Or, si l'on additionne stations thermales et balnéaires, les périmètres d'usage de commerce exceptionnel, qu'on appelle "les Puces" désormais, ainsi que les zones frontalières, ce seront 6.000 des plus grandes communes françaises, qui concentrent l'immense majorité des salariés et leurs commerces, qui seront touchées par la généralisation de l'ouverture dominicale.

Dans la droite ligne des prises de position que nous n'avons eu de cesse de réaffirmer depuis huit ans au sein de ce Conseil de Paris, notre opposition à cette proposition de loi est donc totale et repose sur trois fondements.

D'abord, en faisant de Plan de campagne le laboratoire de la France de demain. Ce texte de Richard MALLIÉ, d'ailleurs député des Bouches-du-Rhône, consacre les fraudeurs et punit ceux qui, jusque-là, avaient été assez sots pour respecter la loi, finalement. Il s'agit d'une prime à la fraude, puisque la loi va se mettre en conformité avec des pratiques illégales aujourd'hui.

En deuxième lieu, notre conviction économique est la suivante : alors que l'on nous parle d'un effet relance de cette mesure, quel pouvoir d'achat supplémentaire les Français vont-ils pouvoir dépenser le dimanche ?

Hélas, ceux qui disposent encore d'un pouvoir d'achat ne feront jamais qu'étaler sur sept jours les achats qu'ils faisaient en six jours. Les rédacteurs de cette proposition de loi, aveuglés par des partis pris idéologiques refusent de comprendre que l'actuel succès des ouvertures dominicales tient précisément à leur rareté, rareté dans le temps, avec cinq dimanches ouverts par an, rareté dans l'espace, car l'attraction dans les zones touristiques tient au fait que les commerces restent fermés partout ailleurs.

Cette généralisation des ouvertures dominicales annonce la précipitation de la mort déjà programmée depuis l'adoption de la loi L.M.E. des commerces indépendants, donc de la diversité commerciale de nos centres-villes. Faisons très attention ! Les chambres des Métiers en particulier nous ont mis en garde sur la dangerosité de cette mesure. Voyez tout simplement à Londres comme l'évolution a été rapide. Il n'existe plus de commerces indépendants dans la capitale du Royaume-Uni depuis la généralisation des ouvertures les dimanches.

Enfin, qui a pensé au service public qui devait être assuré désormais le dimanche comme les autres jours de la semaine. La R.A.T.P. est-elle prête à payer le double de leur salaire les agents comme elle le fait aujourd'hui sur la base du volontariat pour le service réduit du dimanche ?

Et n'oublions pas que la majorité des employés du commerce sont des femmes, qu'en Ile-de-France, deux mariages sur trois se terminent par un divorce et que c'est souvent la mère qui a la garde des enfants. Quel système de garde dominicale serait susceptible de venir permettre à ces mères de gagner leur vie et de rejoindre leur poste de travail le dimanche ?

Bien entendu, nous refusons aussi cette nouvelle atteinte au droit du travail, comme l'a dit Ian BROSSAT.

Non contente d'opposer les territoires entre eux, le Gouvernement s'applique maintenant à opposer artificiellement les étudiants paupérisés et les travailleurs sans qualification.

On inscrit dans la loi le droit au refus pour les salariés. Belle affaire ! Comme s'il n'existait pas de rapport de force dans l'entreprise, comme si un salarié et son employeur étaient égaux, comme si la sélection entre les salariés acceptant de travailler le dimanche et ceux qui le refusent n'allait pas se faire dès l'embauche, comme si un salarié qui vit avec la peur du chômage pouvait refuser quoi que ce soit à son employeur.

Soyons clairs, mes chers collègues, la banalisation du travail le dimanche sera le signal de la banalisation des conditions de travail le dimanche ; cela, c'est sûr et certain !

Comme l'a écrit le Maire de Paris dans le communiqué publié en fin de semaine, nous avons souvent proposé de sortir de l'hypocrisie qui prévoit, dans les zones touristiques, l'ouverture de certains commerces seulement. Nous sommes prêts à réfléchir à la création d'une zone touristique autour des grands magasins à la condition expresse que les contraintes sociales soient respectées.

Mais maintenant, la proposition de loi Maillé vient imposer une approche purement idéologique, discrétionnaire et ultralibérale.

Comme l'a dit Ian BROSSAT, les citoyens ne sont-ils donc que des consommateurs ? N'a-t-on pas mieux à faire dans nos villes que d'acheter ? N'y a-t-il pas de place pour la culture, pour les loisirs gratuits, pour la famille, pour les liens sociaux ?

Quel genre de société, quelle politique de civilisation ce Gouvernement entend-il donc nous imposer ?

Et puis je voudrais vous dire, chers collègues de la droite, comment pouvez-vous accompagner un texte qui dénie aux élus de Paris un droit qui revient aux élus de Lyon, de Marseille, de Cannes, de Cabourg ou du Touquet ? Nous ne serions donc pas des élus de plein droit, nous n'aurions pas le droit de donner notre avis et de maîtriser ce qui se passe sur notre territoire ?

Non, nous n'aurons plus de droit de donner notre avis ; c'est clair !

Nous resterons attentifs au débat parlementaire qui va s'ouvrir, ainsi qu'à la rédaction finale de ce texte.

Mais s'il devait s'avérer que cette orientation générale demeure inchangée, nous ne manquerons pas de faire connaître aux commerçants et aux artisans indépendants parisiens les votes respectifs de leurs élus, j'en prends l'engagement et je vous en remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Mes chers collègues, je préfère croire que certains élus de Paris n'ont pas vu toutes les conséquences. C'est pourquoi je crois de mon devoir de souligner la gravité de certains enjeux.

Je passe rapidement sur les enjeux culturels de civilisation qui consistent à considérer que nous sommes dans une société où on n'aurait pas le droit, un jour par semaine, d'être en famille, avec ses amis, de pratiquer sa religion si on le veut.

Je suis désolé de vous dire que pour connaître les Parisiens, il y a beaucoup de Parisiens dans le 6e, dans le 15e qui n'ont absolument pas envie de voir leur quartier transformé en vaste zone commerciale sept jours par semaine et notamment le dimanche.

(Protestations sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

Deuxièmement, mais là, je passe vite, j'ai entendu des propos extraordinaires sur la régulation du capitalisme. Alors là ! On est dans la dérégulation la plus totale si tout Paris devient zone touristique où tout le monde peut ouvrir le dimanche.

J'ajoute un enjeu social que M. BROSSAT et Mme COHEN-SOLAL ont fort bien développé. Hier, il y avait un reportage sur FR3 Ile-de-France que vous devriez regarder, où on voyait un commerce alimentaire...

(Protestations sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

… où on voyait donc un commerce alimentaire dire clairement qu'il n'y avait pas un euro de plus le dimanche, que c'était le temps hebdomadaire de travail qui était réparti sur sept jours.

Mes chers collègues, il y a beaucoup plus grave et j'entends que nul Parisien n'ignore la gravité de ce que je crains. Démentez-moi dans vos votes dans quelques jours !

En 1975, le Président GISCARD d'ESTAING a fait sauter la tutelle préfectorale sur la Ville de Paris.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Il l'a créée.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je regrette, Monsieur LEGARET, vous ne connaissez pas l'histoire.

(Protestations sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

Vous devriez m'écouter…

C'est ce que je suis en train de dire, il a fait sauter la tutelle préfectorale.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Il l'a instituée, au contraire.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Non !

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Vous pariez combien ?

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je vous parie surtout que depuis 32 ans, après des siècles de domination préfectorale sur Paris, les élus locaux de droite et de gauche ont retrouvé leur légitimité démocratique.

Depuis 32 ans, les élus démocratiques de Paris de droite et de gauche ne sont plus sous tutelle préfectorale.

Ce texte de loi sur lequel les parlementaires de Paris vont avoir à se prononcer, rétablit sur Paris et sur aucune autre commune de France la tutelle du Préfet sur les élus locaux ; c'est un changement historique d'une gravité inouïe.

Que nous partagions les compétences avec la Préfecture de police en matière d'ordre républicain dans la capitale de la France, oui ! Mais vous qui me demandez de faire une police municipale qui affaiblirait la Préfecture de police, je vous le dis, pour étendre à tout Paris… Ecoutez-moi bien ! Actuellement, il y a sept zones à Paris où on peut ouvrir le dimanche et, comme l'a dit Lyne COHEN-SOLAL, on peut en discuter, mais tout Paris en zone commerciale ouverte le dimanche, mes chers collègues…

(Protestations sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

C'est la question !

Monsieur LAMOUR, je vous invite, en tant que parlementaire, à regarder le texte de loi ! Dans toutes les villes de France, le Conseil municipal sera consulté. Une seule ville en France est stigmatisée, le suffrage universel y est menacé.

(Protestations sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

C'est à Paris... Absolument ! Expliquez-moi, pour savoir si on doit ouvrir le dimanche, en quoi êtes-vous des élus locaux moins légitimes que ceux de Lille, Lyon, Bordeaux, Marseille ?

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste et élus du Parti de gauche, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

Chers collègues de droite et de gauche, vous êtes aussi légitimes pour représenter les citoyens de Paris que vos collègues de Bordeaux, de Marseille ou de Lyon.

Je vais conclure en vous disant que si la majorité parlementaire commet cet acte que, personnellement, j'assimile à une forfaiture - le mot est pesé figurez-vous - par rapport à la démocratie locale parisienne, là, il ne s'agit pas d'ordre public, il s'agit tout simplement du respect de la démocratie, je vous le dis mes chers collègues, y compris si je dois le faire contre vous, je défendrai bec et ongles le droit des élus du suffrage universel à Paris d'être respectés au même titre que tous les élus locaux de France !

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste et élus du Parti de gauche, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

II - Question d'actualité posée par le groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris concernant la place de Paris dans le Grand Paris.

M. LE MAIRE DE PARIS. - La parole est à M. COUDERT, pour la question d'actualité du groupe U.M.P.P.A.

M. Thierry COUDERT. - Monsieur le Maire, vous avez évoqué l'histoire. Précisément, il est des moments où il ne faut pas rater les marches de l'histoire.

Les Parisiens ont élu un maire, c'est-à-dire, en principe, un stratège, un visionnaire et un bâtisseur. Ils ont un administrateur de biens qui gère vaille que vaille, au jour le jour, le quotidien. Permettez-moi, puisque vous avez vanté la période de GISCARD sur Paris, de préciser que des Préfets comme Haussmann et Delouvrier avaient une grande vision à la fois de Paris et de l'Ile-de-France.

Qu'ils eussent un administrateur de biens à leur tête, c'eût été dommage en d'autres temps, mais c'est dramatique à un moment où le Président de la République amorce une démarche historique visant à rattraper les retards pris ces dernières années par Paris et l'Ile-de-France dans la compétition des métropoles du monde entier, et au moment où il mobilise l'intelligence internationale, à travers des équipes d'architectes pour prendre les meilleures idées là où elles sont.

Il est clair que dans ce registre, votre apport est modeste : la création d'un sympathique Rotary fondé d'ailleurs, comme tout club, sur le principe de l'exclusion puisque la majorité présidentielle y est désignée par la Gauche de manière très homéopathique. Aux uns, les sièges, aux autres, les idées. Après tout, pourquoi pas ?

Sur le fond, il est en effet à craindre que Paris ne souffre au sein du Grand Paris de votre absence de vision politique du territoire dont vous avez la responsabilité. Avant de savoir ce que vous voulez dans le Grand Paris et pour le Grand Paris, sujet qu'a évoqué le mois dernier notre collègue Pierre-Yves BOURNAZEL, il faudrait savoir ce que vous voulez vous-même pour Paris.

Votre premier mandat se caractérisait par quelques mesures phares en forme de patchwork et souvent de trompe-l'œil. Pour le deuxième mandat, le souffle créateur est retombé et on sent bien que vous vous êtes mis de vous-mêmes en situation de fin de gestion visant juste à mettre sur orbite votre Première adjointe. Et d'ailleurs, après ses déclarations de ce week-end, rassurez nous sur le fait que vous restez jusqu'à la fin de votre mandat. Je suis inquiet - que voulez-vous - de nature, le JDD m'a fait peur.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Vous ne pouvez pas vous passer de moi. Un seul être vous manque et tout est dépeuplé.

M. Thierry COUDERT. - Ah, mais, c'est l'être principal !

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je ne vous décevrais pas.

M. Thierry COUDERT. - Je n'en doute pas.

Quelle est aujourd'hui votre politique urbanistique ? Quelques tours vintage, des achats éparpillés et coûteux d'immeubles pour en faire des logements sociaux sans souci d'intégration dans les quartiers, des logements et des bureaux posés ci et là sur des terrains vacants ?

Quelle est vraiment la répartition que vous souhaitez sur le territoire communal ? Des activités économiques, culturelles, sociales ? On ne sait pas très bien.

Quelle est votre politique des déplacements ? Une dissuasion de la voiture par la congestion ? Ce qui augmente la pollution. Une politique commerciale du vélo qui ne s'accompagne pas d'une nécessaire politique en faveur du vélo avec de vraies pistes cyclables dédiées ? Un tramway qui doit être le seul au monde à ne pas être en centre-ville ? Une politique malthusienne des taxis ?

Quelle est votre politique culturelle ? Quelques coups intéressants, mais aucune ambition d'envergure ? Vous laissez là l'État mener seul le rayonnement culturel.

On pourrait continuer à l'infini. Il est urgent, Monsieur le Maire, que lors d'une prochaine séance, vous exprimiez clairement la stratégie que vous souhaitez voir développée dans tous les domaines pour que Paris ne soit pas le grand absent du Grand Paris mais en soit le moteur. Il serait dommage pour tous les Parisiens que faute d'avoir su inscrire l'ambition de Paris dans les projets visionnaires du Président de la République, on ait à regretter qu'en ce début du XXIe siècle, à la place d'un grand maire pour le Grand Paris, il ait fallu se contenter d'un petit maire pour un petit Paris.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je me demande vraiment pourquoi le Président de la République, dans ces interventions, salue plutôt le travail de "Paris Métropole". On lui dira que ce n'est qu'un petit club comme le Rotary.

Monsieur MANSAT, vous avez la parole.

M. Pierre MANSAT, adjoint. - Monsieur le Maire, chers collègues.

Effectivement, comme le faisait remarquer Jean-Pierre CAFFET, c'est un exercice difficile que de répondre à une question qui n'a pas été posée puisqu'on est plutôt devant un exercice d'exposé d'un point de vue politique. Mais, malgré tout, je vais essayer de dire quelques mots.

J'ai assisté, mais tout le monde peut en voir la vidéo, à l'intervention du Président de la République à La Défense il y a quelques jours. En fait, aucune proposition nouvelle n'a été formulée à cette occasion. Il s'agit plutôt de la reprise de ce qui avait été énoncé le 29 avril, sans précision sur le mode de gouvernance des projets ni sur leur financement. D'ailleurs même, nous pourrions partager la même question vis-à-vis du Président de la République en matière de gouvernance. Il annonce, par exemple, la création d'une structure, soit un établissement public, soit une société nationale à capitaux publics réunissant aux côtés de l'État, les collectivités locales chargées de mettre en œuvre les infrastructures de transport.

La question de cette nouvelle société pose, bien sûr, des questions très importantes : quel rapport avec l'autorité organisatrice des transports le S.T.I.F., par exemple ? Et quelle est la place des collectivités qui n'ont pas été jusqu'à ce jour associées à la réflexion autour de ce projet, alors qu'il est bien évident qu'elle ne peut pas voir le jour - cette société - sans le point de vue des collectivités locales ?

Je crois que, tout simplement, Paris est même, au contraire, à l'origine du développement de la pensée métropolitaine ces dernières années, avec des initiatives prises dès 2001 visant à instituer un lieu de dialogue et d'échanges entre élus des collectivités de la métropole, ce que tout le monde s'accorde à reconnaître comme une exigence, une exigence impérieuse, comme le dit d'ailleurs le Président de la République dans son discours du 29 avril : "Que Paris Métropole grandisse, je n'y vois que des avantages". Il faut donc bien entendre ce qui est formulé. Eh oui, absolument !

Par ailleurs, je crois que Paris a donné l'exemple de son dynamisme dans son apport à cette pensée métropolitaine. Nous accueillions avec mon ami Jean-Louis MISSIKA, vendredi après-midi, la Conférence territoriale du cône sud de l'innovation qui réunissait tout ce que le Sud de Paris peut réunir d'universités, de grandes entreprises, les Préfets des Hauts-de-Seine, du Val-de-Marne, les universitaires, les chercheurs, les grands laboratoires, pour travailler ensemble avec Paris à un projet de développement dans ce domaine.

De même, concernant la consultation du Grand Paris, nous attendons les nouvelles propositions concernant la suite qui sera donnée, puisque les premières qui nous avaient été faites pour la suite du travail coopératif dans ce domaine n'étaient, de toute évidence, pas satisfaisantes puisqu'on nous proposait la création d'un établissement public foncier d'aménagement, ce qui est quand même très loin de correspondre aux attentes intellectuelles et de pilotage politique.

Voilà, Monsieur le Maire, chers collègues, ce que je pouvais indiquer en réponse à ce qui n'était pas une question.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

Monsieur COUDERT, vous avez la parole.

M. Thierry COUDERT. - Je ne sais pas si c'était une question ou pas une question, mais, ce que vous faites n'est pas une réponse, en tout cas.

Je me réjouis néanmoins qu'aussi bien M. le Maire que M. l'adjoint, vous rendiez hommage au Président de la République et que vous attendiez beaucoup de sa parole et comme…

M. LE MAIRE DE PARIS. - Restons calme !

M. Thierry COUDERT. - Ah bon ? Pourquoi ? Parler du Président de la République, c'est perdre son calme ? Excusez-moi.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Vous pouvez être habitué aux thuriféraires, ce n'est pas vraiment notre culture, vous voyez ?

M. Thierry COUDERT. - Oui, mais entre être thuriféraire et être constructif, on peut choisir aussi la deuxième formule plutôt que d'être attentiste de ce que le Président indiquera. Donc, je vous recommande, si vous ne souhaitez pas effectivement être dans le "thuriférarisme", d'être dans le constructivisme et, à ce moment-là, de nous expliquer, lors d'un prochain débat, quelle est la politique, dans ses grandes lignes, en matière d'habitat, d'urbanisme, de transport, etc., que vous voulez développer dans le Grand Paris, car le Grand Paris est sans doute un grand mariage, mais encore faut-il savoir ce que chacun apporte dans la corbeille.

Pour l'instant, on a l'impression qu'à part apporter un concept et, puis, quelques élus dans une structure qui n'est certes pas d'un très grand concret, sur le fond, il ne se passera rien.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci, Monsieur COUDERT.

Je relève avec satisfaction la différence de tonalité de votre deuxième intervention. Sans doute Pierre MANSAT qui convainc beaucoup d'élus de droite et de gauche dans la métropole parisienne a-t-il eu de l'influence sur vous ?

Deuxièmement, sur ce dossier, je n'ai que des preuves de mon état d'esprit constructif. J'espère qu'on me donnera des occasions de continuer.

Troisièmement, ce qui n'était pas le cas de votre première intervention, je n'en ai pas parlé à Pierre MANSAT, mais dans les prochains mois, qu'il y ait un débat au Conseil de Paris sur la métropole parisienne ne me pose aucun problème et donc il convient de réfléchir pour voir quand cela, dans les six, huit mois qui viennent, pourrait prendre place. Ce serait une excellente idée. Il vaut mieux que vous posiez des questions, vous voyez. Cela vous réussit mieux.

III - Question d'actualité du groupe du Mouvement républicain et citoyen relative à la démocratie locale.

M. LE MAIRE DE PARIS. - La parole est à Mme Marinette BACHE, pour la question d'actualité du groupe M.R.C.

Mme Marinette BACHE. - Monsieur le Maire et Monsieur l'Adjoint, les élus de la majorité connaissent votre implication concernant la démocratie locale de proximité. Cela concerne la consultation populaire sur La Poste dont la date devrait être proposée ce jour par le Comité national de défense ou les rassemblements unitaires permettant l'émergence d'un débat citoyen. Vous avez été aux côtés de ceux qui souhaitent dialoguer et débattre, car sans débat, point de démocratie; sans débat, point de République.

Or, les organisations syndicales, associatives, les collectifs et comités de lutte n'ont que peu de moyens d'expression publique légale. Notre Municipalité est non seulement favorable à la démocratie de proximité mais souhaite la développer. Cela passe, bien sûr, par les comités de quartier, les CICA, les maisons des associations, etc., mais personne ne pense que la démocratie peut être le seul fait des institutions municipales. Les organisations syndicales associatives, politiques, les collectifs et comités de lutte ou de défense y contribuent également.

De plus en plus de rassemblements se produisent, de plus en plus de débats en contact direct avec la population ont lieu, que ce soit sur les services publics, la situation économique, l'environnement, l'emploi, l'industrie, jusqu'aux problèmes internationaux. Notre ville est la capitale de la France, il est logique qu'elle soit le centre de l'agitation civique et du débat public.

Or, l'affichage est de fait interdit dans notre Municipalité, car les endroits où l'affichage est libre ne sont que symboliques. Nos concitoyens ne peuvent donc être suffisamment informés des réunions et des débats qui ont lieu. S'ils le sont, c'est par un affichage sauvage, qui ne peut satisfaire ni les différentes organisations à l'initiative de ces débats, ni notre Municipalité qui vote fréquemment des vœux pour les soutenir.

De plus, les bénévoles sont soumis aux mêmes amendes que les colleurs professionnels inondant notre ville d'affiches pour différents concerts payants. Or, ces derniers n'ont rien à voir avec le débat public.

Monsieur le Maire, serait-il possible d'étudier la possibilité de multiplier les zones d'affichage libre par la pose de panneaux et de limiter l'autorisation d'affichage aux rassemblements et réunions publiques non mercantiles ? En effet, les affichages qui inondent nos rues sont trop souvent limités à des concerts payants.

Nous pourrions ensemble rechercher divers points d'affichage dont nous pourrions disposer.

Plus largement, pourrait-on étudier les possibilités légales pour que notre ville puisse favoriser, encore mieux qu'elle le fait, l'accès à des salles et à des lieux de rassemblement ? Est-il possible de mettre en place une saisine simple de la Ville pour que ces organisations puissent faire des demandes d'aide logistique et de lieu de rassemblement ? Cela faciliterait grandement nos rapports avec ces organisations qui aujourd'hui doivent s'adresser à de multiples interlocuteurs : les municipalités d'arrondissement, les différents cabinets de la Mairie centrale, le Service du protocole et, bien sûr, la Préfecture de police.

La complexité des circuits actuels peut, me semble-t-il, être simplifiée. Notre groupe est, bien sûr, tout à fait prêt à y travailler avec vous. Je crois que notre Municipalité et la démocratie auraient tout à y gagner.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci beaucoup.

La parole est à M. Hamou BOUAKKAZ.

M. Hamou BOUAKKAZ, adjoint. - Monsieur le Maire, mes chers collègues.

La question posée par le groupe M.R.C. m'offre l'opportunité de faire ici l'inventaire détaillé des moyens d'expression publique que la Ville de Paris est susceptible de mettre à la disposition des associations dotées de la personnalité juridique.

S'agissant des panneaux d'affichage, la Municipalité s'efforce depuis 2001 d'accroître leur nombre, en concertation étroite avec les mairies d'arrondissement.

En 2005, 70 panneaux d'affichage associatifs ont été installés, dans les 3e, 13e, 14e, 19e et 20e arrondissement. En 2007 et en 2008, 90 panneaux supplémentaires ont été déployés et la Ville de Paris poursuivra cet effort en 2009 par le déploiement de 142 panneaux.

Par ailleurs, les maires d'arrondissement procèdent également à l'achat de panneaux d'affichage, de même que les conseils de quartier, opportunément dotés de crédits d'investissement depuis 2001.

Vous voyez, cher collègue, que les efforts de la Ville de Paris pour développer l'affichage légal sont constants. Si le nombre de panneaux reste encore insuffisant et leur répartition inégale, il m'est particulièrement agréable de souligner que l'effort de la Ville pour développer l'affichage légal ne connaît pas de précédent dans un univers très contraint, tant par la réglementation que par la proximité de monuments historiques et les problèmes d'accessibilité de la voirie à tous et à toutes.

Il revient aux organismes ou comités qui souhaitent bénéficier d'un affichage légal d'en faire la demande soit à l'opérateur qui gère, pour le compte de Paris, l'affichage, à savoir Publilégal, soit aux mairies d'arrondissement, soit aux conseils de quartier.

Par ailleurs, la Ville prête son concours à l'organisation des élections professionnelles ou de représentants de parents d'élèves par la mise en place d'un affichage adapté près des lieux de passage ou des écoles.

La question du prêt de salles et de lieux de rassemblement dépend largement des capacités de la Mairie de Paris ou des mairies d'arrondissement. Elles ne sont, comme vous le savez, pas extensibles et nous nous efforçons de satisfaire le plus grand nombre de demandes en répondant plus particulièrement favorablement aux associations et organismes qui œuvrent dans le domaine social ou dans celui de la promotion de l'intérêt général.

L'objectif d'un guichet unique, s'il est louable, paraît difficile à atteindre parce qu'il briderait l'autonomie de décision des mairies d'arrondissement.

Par ailleurs, le logiciel SIMPA qui va être développé pourrait aider à la mutualisation des informations sur des événements qui vont être organisés.

Enfin, ce qui fait obstacle à ce guichet unique, c'est que, pour des nécessités d'ordre public, ces événements doivent être déclarés à la Préfecture de police, ce qui complexifie leur organisation.

En tout état de cause, vous pouvez compter sur moi et sur la détermination de tout l'Exécutif pour poursuivre dans cette voie inaugurée sous la mandature précédente, car l'effort de promotion de l'affichage légal est un effort auquel nous sommes très attachés et le contexte fait que les associations en auront de plus en plus besoin. Je reste évidemment à votre écoute, comme à celle de tous les élus, pour promouvoir tout ce qui relève de la démocratie locale, à l'image de ce que nous avons fait récemment avec les pratiques innovantes de la Conférence citoyenne et des études sur les formes urbaines.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci beaucoup.

IV - Question d'actualité du groupe Centre et Indépendants relative au projet CDG Express.

M. LE MAIRE DE PARIS. - La parole est maintenant à Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS, pour la question d'actualité du groupe Centre et Indépendants.

Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire, vous avez déféré au Tribunal administratif la déclaration d'utilité publique du projet CDG Express le 18 juin dernier. Nous ne reviendrons pas sur son motif que nous comprenons, mais saisissons cette opportunité qui nous est donnée de poser une question d'actualité pour appeler à la seule vraie question qui, selon nous, vaille vraiment, à savoir précisément : ce projet, est-il toujours, selon vous, selon nous tous ici réunis, opportun ? Pourquoi soutenir ou faire semblant de soutenir un projet dont l'obsolescence est une évidence ? Ce projet n'est pas né qu'il n'a déjà plus de raison d'être ! Qui peut dire le contraire ?

Depuis son lancement en 2000, le moins qu'on puisse dire est qu'il n'a pas beaucoup avancé. Le choix de le faire arriver gare de l'Est constituait d'emblée un vice de conception.

Pour autant, le besoin était, demeure et devient de plus en plus urgent à satisfaire. Celui-ci est double.

Il faut une liaison directe entre Roissy et le centre de Paris mais reliant aussi La Défense, ainsi que l'a rappelé le Président de la République la semaine dernière encore d'ailleurs, pour répondre aux attentes des usagers aériens et s'inscrire dans la logique du développement économique du Grand Paris.

Mais il faut aussi, je dirais avant tout, une amélioration rapide des conditions de transport des usagers du R.E.R. B.

Deux projets très récemment annoncés et dont la réalisation devrait être quasiment simultanée vont parfaitement répondre à ce besoin.

Le premier est celui du métro automatique de Christian BLANC, dont le tracé, appelé "grand huit", comprend une liaison Roissy-La Défense-gare Saint-Lazare en moins de 30 minutes. Celui-ci devrait être prêt pour 2017 et répond parfaitement à l'objectif initial de développement économique et de tourisme d'affaires.

Le second est le plan de modernisation de la ligne B nord du R.E.R. annoncé conjointement par la R.A.T.P. et la S.N.C.F. le 3 février dernier et dont l'échéance est fixée à 2012. Avec un doublement des voies et un investissement de 250 millions d'euros, coordonné par le S.T.I.F., il permettra une liaison directe Châtelet-gare du Nord-Roissy et c'est là encore une autre alternative au CDG Express.

Mais il permettra surtout d'améliorer le sort des usagers des trains de la vie quotidienne, une préoccupation majeure pour une ligne qui transporte près de 900.000 voyageurs chaque jour. La véritable attention que nous devons porter, elle est là, dans ce programme d'amélioration de la ligne B du R.E.R., plutôt que dans un projet à l'issue incertaine.

La Ville de Paris doit concentrer ses efforts sur ces trains que les Parisiens et tous les Franciliens empruntent dans des conditions aujourd'hui dégradées. La priorité s'impose d'elle même et à travers le S.T.I.F.

C'est le rôle de la Ville à veiller à ce que la S.N.C.F. respecte les engagements de ce programme.

Monsieur le Maire, je vous interroge. Dans ce contexte, et alors que les candidats à l'appel d'offres se retirent un à un, que pensez-vous réellement de l'opportunité du projet CDG Express ? Plutôt que de laisser traîner des discussions sur ce qui est devenu un serpent de mer, pourquoi ne pas dire clairement qu'il n'a plus lieu d'être ?

Même s'il s'agit d'un financement privé, il me semble que c'est là notre responsabilité d'élu de nous exprimer sur le fond du dossier, d'éviter que ne soit engagé un projet qui n'est pas viable, de tenter d'apporter une cohérence et une vision d'ensemble aux transports de la Région capitale.

Je vous remercie, Monsieur le Maire, pour votre réponse que j'espère sans détour.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

La parole est à Mme Annick LEPETIT.

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Madame CUIGNACHE-GALLOIS, je vais bien sûr vous répondre, mais je suis un peu étonnée que vous nous posiez la question sur l'opportunité de réaliser cette liaison entre Paris et l'aéroport de Roissy, puisqu'elle a été actée dans le cadre de notre Assemblée, et que le seul débat à l'heure actuelle concernant la Ville réside dans le fait ou non d'enfouir les voies ferrées du futur CDG Express au niveau de la porte de la Chapelle.

Je vous rappelle, mais vous le savez sans doute, que le projet CDG Express est un projet de l'Etat. Je vous invite donc à interroger toutes les personnes susceptibles de vous répondre, même si comme vous, je vois quelques contradictions au sein de l'Etat.

Concernant la Ville de Paris, la Ville a fait connaître sa position favorable sur le projet avec quelques réserves concernant les points suivants. Je vais les rappeler brièvement mais ils sont importants.

Tout d'abord, la nécessité de prévoir aux abords de la porte de la Chapelle l'enfouissement des voies ferrées de CDG Express, puisque le passage prévu en aérien aux abords de la porte de la Chapelle dégraderait évidemment les conditions de vie des riverains futurs, occupant les 500 nouveaux logements qui sont prévus à cet endroit.

Ensuite, les élus parisiens ont rappelé la nécessité de prendre en compte le projet d'extension du T3 dans le secteur de la porte de la Chapelle en planifiant bien évidemment le chantier pour qu'il y ait une bonne coordination entre les deux chantiers, celui de CDG Express, le futur, et bien sûr celui du T3 qui est en route.

Enfin les élus parisiens ont demandé l'assurance que soit réalisée, dans le cadre du projet, la liaison piétonne directe entre les gares du Nord et de l'Est.

L'enquête publique a donné lieu à un avis favorable assorti de deux réserves et d'une recommandation. L'une des réserves reprend intégralement la demande de la Ville de Paris, concernant l'enfouissement des voies ferrées au abord de la porte de la Chapelle. Le Préfet de Paris a transmis à la Ville de Paris l'arrêté interpréfectoral, déclarant l'utilité publique de l'opération.

Toutefois, le dossier annexé à cet arrêté ne reprenait pas la réserve de la commission. La Ville de Paris a alors décidé de faire un recours gracieux avant l'engagement de toute action. Ce recours gracieux est arrivé à échéance. Aujourd'hui, la Ville de Paris n'a pas d'autre choix que de déposer un recours contentieux au Conseil d'Etat. Cela a été fait le 17 juin dernier. Nous avons attendu l'expiration du délai sans que l'Etat n'ait jusqu'à aujourd'hui présenté de solutions concrètes à ce problème d'enfouissement des voies. Bien sûr, dès que l'Etat aura présenté des options compatibles avec les projets d'urbanisme et le bien-être des riverains, alors sans doute le contentieux pourra être retiré.

Voilà. J'espère que j'ai pu apporter quelques éclaircissements à vos interrogations.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

Oui, Madame CUIGNACHE-GALLOIS ?

Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS. - Ce n'est pas un éclaircissement. Tout ce que vous venez de nous dire, on le savait déjà, puisque nous en avons effectivement déjà débattu ici plusieurs fois dans cette Assemblée. J'espérais élever un peu le débat sur l'opportunité sur le fond du dossier. Je n'ai donc pas de réponse sur le fond du dossier. Je regrette qu'il ne nous soit pas permis d'élever le débat. Je regrette sincèrement parce que ce n'était pas du tout la question.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Chère Madame, nous sommes toujours prêts à élever le débat, d'autant que j'ai eu le sentiment en écoutant Annick qu'elle vous répondait sur le fond, mais manifestement vous ne vous êtes pas comprises.

V - Question d'actualité du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relative aux inégalités d'accès aux soins à Paris.

M. LE MAIRE DE PARIS. - La parole est à Mme Olivia POLSKI pour la question d'actualité du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés.

Mme Olivia POLSKI. - Monsieur le Maire, mes chers collègues.

Selon une étude rendue publique mercredi 1er juillet dernier par le Fonds de financement de la Couverture maladie universelle, un quart des professionnels de santé parisiens refuse de soigner les patients les plus défavorisés. Ces résultats obtenus par un testing auprès de 900 dentistes, médecins généralistes et spécialistes corroborent ceux d'études antérieures.

Les bénéficiaires de la CMU représentent près de 15 % de la population parisienne et la loi du 27 juillet 1999 pose clairement une obligation légale de soins.

Ainsi, près d'un quart des soignants parisiens, non seulement font fit de leurs obligations éthiques à l'égard des malades mais se mettent en infraction avec la loi. La question de l'accès aux soins des personnes les plus défavorisées se pose de façon particulièrement aiguë à Paris, car 58 % des praticiens y sont en secteur 2, quand ils ne sont qu'un quart sur l'ensemble du territoire national.

La pratique massive du dépassement d'honoraire apparaît donc comme un obstacle à la bonne application de la loi. Il s'agit là d'un véritable défi en termes de démographie médicale, car le manque de médecins conventionnés du secteur 1 se fait croissant. L'accès aux soins de premiers secours, de premiers recours se détériorant rapidement à Paris, les patients les plus défavorisés sont ainsi repoussés vers un hôpital public déjà engorgé et vers des centres de santé dont l'équilibre financier est fragile.

La crise économique que nous vivons, et dont nous ne mesurons pas encore l'ampleur des conséquences sociales, va aggraver ce phénomène. De fait, nous devons déplorer que la loi "Hôpital, Patients, Santé et Territoires" n'apporte aucune réponse à ces difficultés. Or, c'est bien là un véritable enjeu en matière d'égalité d'accès aux droits, car la santé est un facteur insidieux d'inégalité : inégalités sociales, inégalités territoriales qui ne cesseront de croître si aucune solution n'est mise en œuvre.

Le Gouvernement doit prendre ses responsabilités puisqu'il s'agit là de sa compétence. C'est pourquoi, Monsieur le Maire, nous vous demandons ce qui peut être fait pour assurer que chacun sur le territoire parisien puisse être pris en charge conformément à ses besoins.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

M. LE MAIRE DE PARIS. - Personnellement, je vous remercie d'avoir posé cette question, ce sujet me paraissant particulièrement essentiel.

Monsieur LE GUEN, vous avez la parole.

M. Jean-Marie LE GUEN, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Effectivement, cette préoccupation est aujourd'hui un sujet majeur. Les refus de soins posent des questions tout à fait importantes. Tant au plan de l'éthique qu'au plan de l'organisation des soins, cela nécessite une réponse forte.

Nous avons longtemps pensé qu'à Paris nous pouvions bénéficier d'une démographie médicale très importante et que ces problèmes d'accès aux soins n'étaient pas véritablement posés. On s'aperçoit aujourd'hui que, d'une part il y a une répartition très inégale des praticiens, et notamment des praticiens de premier recours, sur l'ensemble de la capitale et que l'Ouest parisien est effectivement très bien doté mais qu'il y a de véritables fragilités dans l'organisation des soins, notamment dans l'Est et dans le Nord-Est parisien.

Puis, bien évidemment avec la généralisation depuis un certain nombre d'années des dépassements d'honoraires, il y a des difficultés d'accès aux soins qui sont de plus en plus importantes.

Enfin, et c'est un phénomène peut-être un peu nouveau, un certain nombre de praticiens, d'une façon parfaitement scandaleuse, refuse tout simplement de prendre en charge des patients qui sont à la C.M.U., parce que justement la loi leur interdit de pratiquer des dépassements d'honoraires sur ces personnes, et parce qu'aussi peut-être ont-ils une réaction tout à fait inacceptable en termes de ségrégation.

Cela mène à s'interroger de ce point de vue sur l'éthique des professionnels de santé, et j'allais dire de l'ensemble des structures qui ont vocation à vérifier que notre système de santé et que ces professionnels de santé fonctionnent selon des éthiques.

C'est pourquoi nous avons décidé, la Municipalité parisienne, le Maire de Paris a décidé de saisir le Conseil de l'Ordre et les autorités publiques sur cette question pour qu'on connaisse l'engagement qui sera celui de ces structures pour faire vérifier qu'il y a bien une prise en charge sans aucune discrimination.

Le sujet est d'ailleurs d'autant plus inquiétant que vous avez sans doute suivi le débat sur la loi dite H.P.S.T. sur laquelle se greffait un certain nombre d'initiatives qui au départ n'étaient pas forcément inintéressantes, tant en termes de généralisation ou d'autorisation du testing, ce qui nous a permis de connaître la vérité aujourd'hui sur la situation, qu'en termes d'esquisses de limitation des dépassements d'honoraires.

Sur ces deux points, malheureusement, le débat parlementaire a vu reculer les fragiles engagements gouvernementaux, et nous sommes aujourd'hui revenus en arrière. Alors que se développent les dépassements tarifaires, il n'y a plus rien dans la loi qui soit de nature à conforter l'action des pouvoirs publics.

Il nous faut donc interpeller, il nous faut aussi agir. C'est pourquoi nous menons aujourd'hui une réflexion sur la problématique des centres de santé qui, vous le savez, ont sur le territoire de Paris, une action tout à fait décisive pour garantir un accès aux soins dans le cadre de tarifs opposables de la sécurité sociale.

En même temps, nous avons conscience que la Municipalité parisienne avec des moyens limités ne pourra pas se substituer complètement au désengagement de l'État et de la Sécurité sociale en la matière.

J'en conclurai sur ces éléments d'information qui vous iront droit au coeur à chacun d'entre vous présents sur ces bancs. Merci.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci beaucoup.

VI - Question d'actualité posée par le groupe "Les Verts" à M. le Préfet de police concernant les dérives des forces de l'ordre.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Nous passons à la dernière question d'actualité, la question d'actualité du groupe "Les Verts".

La parole est à M. CONTASSOT.

M. Yves CONTASSOT. - Question au Préfet de police.

Monsieur le Préfet, depuis plusieurs jours, des articles de presse relatent des études sur le comportement de la police parisienne. On a beaucoup parlé du commissariat du 18e ou de la fête des Tarterêts, qui a quasiment fini en scène de guerre.

La Justice a également été saisie à propos de policiers intervenant en civil lors d'une manifestation et incitant à des affrontements.

Le dernier article en date concerne les contrôles d'identité et repose sur une étude scientifique à partir de l'observation de 525 opérations de contrôle. Elle a mis en évidence "que les contrôles d'identité effectués par les policiers se fondent principalement sur l'apparence, non pas sur ce que les gens font mais sur ce qu'ils sont ou paraissent être". L'étude parle de profilage racial en totale contradiction avec la législation française et l'article 87-2 du Code de procédure pénale qui encadre les contrôles d'identité.

De même, on constate une augmentation de la saisine de la Commission Nationale de Déontologie et de Sécurité, qui passe de 12 dossiers traités en 2001 à 147 dossiers traités en 2008, soit une augmentation de 1.225 %.

Les avis de la C.N.D.S. sont éloquents et montrent l'aggravation des dysfonctionnements. Dans son dernier rapport, elle indique notamment que "la pratique du tutoiement, l'usage de paroles vexantes, ainsi que toute attitude d'être interprétée comme un acharnement discriminatoire sont à proscrire absolument".

Que dire encore de la façon dont ont été accueillies les familles des victimes de l'Airbus volant vers les Comores ! Alors qu'elles arrivaient à Roissy pour avoir des informations, elles ont été interpellées par la police qui a eu spontanément un réflexe de suspicion plutôt que de compassion.

Ces faits sont inquiétants car ils mettent en évidence le fossé qui se creuse chaque jour davantage entre la police et les citoyens. Les réponses apportées jusque là par le Gouvernement montrent leur inefficacité puisque depuis que M. SARKOZY s'occupe de ces questions de sécurité, les lois s'empilent les unes après les autres sans que rien ne change, ni sur le terrain des atteintes aux personnes, qui croissent d'année en année, ni sur l'amélioration des rapports entre la police et la société.

Il serait facile, évidemment, de dire que les dérives ainsi constatées relèvent seulement de comportements individuels fautifs. Certes, il existe dans la police comme ailleurs des brebis galeuses et quelques sanctions sont parfois prises, mais quand on en arrive à ce point de rupture, mot cher à notre omni-président, on ne peut plus parler de simple accumulation de fautes personnelles. Il est assez évident pour toute personne de bonne foi que le climat ultra sécuritaire voulu par l'ancien ministre de l'Intérieur et ci-devant président se traduit par un climat général qui favorise, voire encourage les bavures en tous genres.

L'exigence de rendement mise en avant, également auprès des forces de police, accroît encore évidemment ce risque de dérapage.

À l'évidence, des policiers, pas tous, agissent avec le sentiment d'une impunité totale, et la hiérarchie, quand elle entend reprendre les choses en main, n'est plus toujours obéie. J'ai pu le constater à mes dépens personnels il n'y a pas si longtemps et vous le savez.

Depuis quelques semaines, vous avez autorité, Monsieur le Préfet, sur l'ensemble des forces de police de Paris et des trois départements qui l'entourent. Vous êtes donc au premier rang des responsabilités en la matière.

L'article 12 de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen est ainsi libellé : "la garantie des droits de l'homme et citoyen nécessite une force publique. Cette force est donc instituée pour l'avantage de tous et non pour l'utilité particulière de ceux auxquels elle est confiée". Le code de déontologie comporte également nombre d'articles qui ne sont plus respectés par de plus en plus de policiers.

La question que je pose au nom du groupe des élus Verts est donc simple : que comptez-vous faire pour inverser ces courbes inacceptables ? Monsieur le Préfet, nous souhaitons que vous nous présentiez à l'automne un plan de travail pour enrayer ces dérapages et changer le climat délétère qui prévaut.

Des entreprises ont mis en œuvre des plans de formation pour lutter contre les préjugés discriminatoires et il existe même un label en la matière. Êtes-vous prêt, Monsieur le Préfet, à vous engager dans une démarche de ce type ?

Dans ce cas, nous serions à vos côtés pour redonner à la police le rôle qu'elle n'aurait jamais dû perdre de police citoyenne et républicaine. Si tel n'est pas le cas, vous savez par avance, hélas, que la situation ne fera qu'empirer et que les incidents seront non seulement plus fréquents mais de plus en plus graves.

Vous avez, Monsieur le Préfet, d'une certaine manière, cette alternative entre vos mains.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Monsieur le préfet de police, vous avez la parole.

M. LE PRÉFET DE POLICE. - Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les Conseillers, Monsieur le Conseiller, je me souviens que tout à l'heure pour une autre question on appelait à la sérénité. Il me paraîtrait nécessaire d'appeler effectivement à la sérénité.

La relation avec le citoyen, qu'il soit victime, témoin ou même auteur d'infractions, est au coeur de notre mission de service public et j'y suis personnellement très attaché.

Il est assez rare d'ailleurs que j'évoque des questions personnelles, mais ce qui me surprend d'ailleurs de la part de votre groupe, puisque vous me donnez des responsabilités particulières que je n'ai pas encore sur la Région, mais que j'ai eues et que j'ai exercées par rapport à l'ancien Ministre que vous avez cité, j'assume, ce qui est tout à fait naturel et normal, toutes les responsabilités qui m'ont été confiées et que j'ai exercées.

Il est bien évident que si les choses s'étaient passées comme vous le dites, je n'aurais pas exercé ces responsabilités. Je pense que vous connaissez la théorie des baïonnettes intelligentes dans l'administration française, je me la serai imposée.

Je ne m'attarderai donc pas sur la façon très caricaturale avec laquelle la réalité du métier de policier parisien et la chronique des événements sont restitués à l'opinion, y compris, ce qui est d'ailleurs dommage dans cette assemblée, par certain des représentants.

Je ne prétends d'ailleurs pas plus que tout soit parfait chez nous et qu'aucun progrès ne soit possible. Mais je le dis à nouveau puisque je l'ai signalé à titre personnel, je vous le dis franchement, Monsieur CONTASSOT, les critiques systématiques et disproportionnées sont blessantes pour les agents du service public qui ont besoin de motivation dans l'exercice d'un métier difficile. Puisque vous faites référence dans votre question à la notion de bonne foi, je pense qu'il faut qu'on soit tous de bonne foi.

Je souhaite vous rassurer : la police nationale, et tout particulièrement la police parisienne qui en fait partie, n'a jamais cessé d'être une police citoyenne et républicaine. Le fossé ne se creuse pas avec les citoyens. Peut-être se creuse-t-il effectivement avec quelques-uns de nos compatriotes qui n'ont pas su, qui n'ont pas reçu cette formation de citoyen, et croyez bien que je le regrette. Nous y travaillons dans cette ville dans le cadre du contrat parisien de sécurité que nous avons signé le 3 mars dernier avec le Maire, le Recteur et le Procureur de la République.

Par rapport à votre prise de position, je voudrais me fonder sur un double témoignage, qui est celui de notre travail, du travail que nous conduisons. Pour ma part, je suis ici depuis deux ans mais cela ne change pas grand-chose. En tout cas, depuis deux ans, j'ai organisé des réunions d'arrondissement. À l'heure où nous parlons, nous avons déjà fait 12 réunions et j'espère que nous finirons cette année le tour des 20 arrondissements où avec les services de police, avec les maires d'arrondissement, nous examinons la situation.

Je dois dire que je n'ai pas, et heureusement d'ailleurs, rencontré de critiques aussi acerbes que celle que vous avez ainsi exprimée.

Le deuxième témoignage, c'est dans le cadre de ce que Mme ALLIOT-MARIE avait souhaité précisément sur cette question des rapports entre police et population, lors des quatre réunions d'arrondissement que j'ai faites avec les maires d'arrondissement dans le 15e, le 17e, le 18e et le 20e, dans le 18e avec un ancien Ministre de l'Intérieur, nous n'avons pas rencontré ce type de difficulté, je le redis, fort heureusement.

Mais je vais répondre plus précisément sur votre argumentation.

S'agissant des contrôles d'identité, j'ai pris, comme vous, comme tout le monde d'ailleurs, connaissance de l'initiative et de la campagne de presse qui a été associée.

Je dois dire d'ailleurs, comme très souvent, que dans la presse, j'ai assez peu lu un certain nombre de chiffres qui me paraissent devoir être portés à la connaissance de cette Assemblée, car sur 550 personnes qui ont été interrogées et qui ont été repérées, pour ensuite donner leur témoignage, 3 % seulement de ces personnes ont considéré qu'il pouvait y avoir de la part de la police une démarche du type de celle que vous avez dite. 3 % sur 550, cela doit représenter 18 personnes ; je trouve que cela aurait mérité d'être signalé, de la même façon qu'on aurait dû signaler qu'effectivement, on interpellait peu ou on ne contrôlait l'identité que de peu de personnes de sexe féminin et de personnes plus âgées.

Mais néanmoins, comme je le disais tout à l'heure et comme je ne prétends pas que tout soit parfait chez nous, j'ai demandé à l'Inspection générale des services d'analyser ce document, de recevoir les auteurs, puisque nous ne les avons jamais vus, ces auteurs qui sont, pour partie, des membres du C.N.R.S. financés par l'important institut de M. SOROS - je ne sais pas si vous défendez aussi souvent M. SOROS qu'aujourd'hui -, afin de comprendre leur motivation et, d'autre part, d'expliquer à la fois nos méthodes de travail et nos objectifs.

Ce que je voudrais dire ici, c'est que depuis deux ans, nous avons noté un regain de violence, des bagarres commises notamment à l'aide d'armes prohibées. Tout le monde s'est ému et cette assemblée tout particulièrement et tout légitimement d'ailleurs, des conséquences graves de rixes ou agressions commises l'an dernier place Pigalle, Gare du Nord, aux Buttes Chaumont et, plus récemment, à la Foire du Trône, aux Halles, dans le quartier Dupleix (15e) ou sur le Champ de Mars.

Alors, pour prévenir ces violences, nous sommes amenés à pratiquer régulièrement des contrôles d'identité avec palpation de sécurité, afin de détecter et de confisquer ces armes. C'est en particulier le cas dans les créneaux sensibles le mercredi et le samedi après-midi.

Pour mener leur étude, les auteurs ont retenu trois sites à la Gare du Nord et deux aux Halles. Or, c'est un fait incontestable, ces deux quartiers sont les principaux théâtres de rencontre des bandes et des bagarres.

L'article 78-2 du code de procédure pénale qui encadre ces contrôles réalisés sous la houlette de l'autorité judiciaire dispose qu'ils ont pour objet la recherche d'infractions spécifiques et c'est bien le cas en l'espèce. Nous pensons donc, sous réserve de ce que nous pourrons voir lorsque nous rencontreront les auteurs de ce rapport, que nous sommes tout à fait dans le cadre de l'application de ce texte.

S'agissant de l'activité de la Commission nationale de déontologie, je trouve que là, Monsieur CONTASSOT, ce n'est quand même pas être tellement de bonne foi que de prendre le nombre de dossiers dont la Commission a été saisie - et je dis bien saisie - la première année de sa création et de comparer avec le chiffre de 2008 qui est obligatoirement plus important, d'autant qu'il n'y a pas que les services de Paris dans les chiffres que vous avez donnés, il y a les chiffres nationaux, il y a la pénitentiaire, il y a la gendarmerie et rien que pour la police nationale dont j'ai été le directeur général, il y a trois millions d'interventions par an…

Je suis vraiment tout à fait convaincu qu'opposer en permanence l'amélioration de l'activité et de la performance policière et les libertés publiques est un faux débat.

Une police qui n'interpelle que 16 % des délinquants est-elle véritablement de proximité ? Protège-t-elle si bien les libertés publiques ? Je ne souhaite pas, puisque vous avez également mis en cause l'efficacité des services de police depuis cinq ans, rappeler ce que j'ai eu l'occasion de dire et que je redirai ici sur les progrès qui ont été accomplis et je crois que personne ne les conteste.

Mais sur l'aspect déontologie, je puis vous assurer qu'aucun accommodement n'a été toléré avec la déontologie comme contrepartie d'une stratégie renforcée de lutte contre la délinquance.

J'ai même demandé, lorsque j'étais D.G.P.N., le renforcement de l'activité disciplinaire et notamment la réduction des délais de passage en conseil de discipline.

Cela dit, Monsieur le conseiller, l'exemplarité, le sens du service public, le sens de la relation avec le public sont des enjeux constamment renouvelés qui nécessitent un investissement dans le temps et tout au long de la carrière professionnelle.

Nous le faisons d'abord pour le recrutement, car il nous semble que le meilleur rempart contre les préjugés et les discriminations, c'est d'avoir un recrutement à l'image de la société, avec une exigence éthique particulière.

La police nationale s'honore d'être une institution républicaine aujourd'hui largement ouverte à la diversité. Quiconque a assisté à la sortie d'une promotion de gardiens de la paix peut d'ailleurs s'en convaincre, notre institution valorise mérite et promotion sociale.

Ensuite, la formation. Aussi bien les formations initiales que continues insistent longuement sur la déontologie et rendent concrets les enseignements au moyen de cas pratiques. Un engagement solennel est pris par chacun des fonctionnaires à la sortie de l'école.

Il est très important, comme vous l'avez vous-même signalé, que la hiérarchie, et notamment la hiérarchie intermédiaire, joue son rôle d'encadrement au quotidien. J'ai demandé à mon arrivée à la Préfecture de police qu'un travail soit engagé pour rappeler ces règles et je signerai, dans le cadre de l'élargissement des compétences de la Préfecture de police une instruction à la rentrée.

Voilà, Monsieur le conseiller, ce que je voulais vous dire. Il y a un travail de tous les jours à faire et si la situation était celle que vous décrivez, je n'attendrai pas l'automne pour agir.

C'est la raison pour laquelle je vous invite, Monsieur CONTASSOT, et les membres de votre groupe, si vous le souhaitez, à une réunion pour vous expliquer ce que nous faisons et ce que nous allons faire, car ce que vous avez évoqué est quelque chose, bien sûr, de très important pour l'image de la police et j'ai fait mienne l'année dernière, en publiant un "Liaison spéciale" sur mai 68, la très célèbre formule du Préfet GRIMAUD, pour lequel j'ai beaucoup d'admiration : effectivement, nous avons quelquefois des fonctionnaires, une minorité, qui ne se comportent pas bien et leurs gestes - c'était, en substance, ce que disait M. GRIMAUD - portent atteinte à l'institution policière toute entière.

Mais il faut que vous sachiez que la police parisienne, que la police nationale, est une police citoyenne et républicaine. Il faut également que vous sachiez que ce métier est un métier difficile, que nous avons beaucoup, actuellement, non pas tant des manifestations que nous encadrons, mais nous sommes confrontés, par exemple, à cette mode, contre laquelle, au demeurant, on ne peut s'élever, d'aller pique-niquer sur le pont des Arts, sur le Champs de Mars... Je trouve que c'est plutôt bien, mais pourquoi cela se termine-t-il dans des conditions qui font qu'un fonctionnaire, à deux heures du matin, est attaqué avec des tessons de bouteille ? Cela montre que nous agissons, que nous travaillons et que nous sommes aux côtés de la Ville pour obtenir des résultats.

Je crois qu'avant de jeter l'opprobre sur notre institution, il faut quand même réfléchir un instant, et je demande donc, comme c'était demandé tout à l'heure sur une autre question, un peu de sérénité.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Monsieur SARRE, vous avez la parole, mais je vous demanderai d'être bref parce que nous avons déjà consacré 25 minutes à une des six questions.

M. Georges SARRE, adjoint. - Monsieur le Maire, chers collègues, si, selon l'expression de Max Weber, "l'Etat a le monopole de la violence légitime", il s'agit, bien sûr, d'une action encadrée, proportionnée à la nécessité de faire respecter la loi et elle-même respectueuse des lois.

Il est indispensable que la police républicaine se comporte de manière exemplaire, car elle incarne non pas la force, mais l'ordre républicain également synonyme de liberté.

Personne n'entend donc fuir le débat sur tel ou tel agissement condamnable, dès lors qu'il est avéré, des forces de l'ordre.

Mais parler de dérive, c'est jeter l'opprobre sur l'ensemble des forces de l'ordre. Je m'y refuse en mon nom personnel et au titre de la délégation que j'ai reçu du Maire de Paris pour engager notre municipalité sur les enjeux de sécurité.

Je ne voudrais pas que nous tombions dans un regrettable discours "antiflic" méprisant les personnes et les fonctionnaires de police. Ils sont très encadrés par leur hiérarchie.

Si des brutalités et des violences sont commises, les policiers répondent de leurs actes au plan disciplinaire et, le cas échéant, judiciaire. Ce sont, ne l'oublions pas, des justiciables comme les autres. Leur travail est difficile, gardons-le en tête, non pas pour justifier quelques errements que ce soit, mais pour éviter les propos faciles tenus du banc de touche envers ceux qui risquent leur vie.

D'ailleurs, ce dont nous sommes certains, c'est bien des violences qui existent, oui, et dont les policières et les policiers sont victimes. Il faudra en parler autant que des fautes qui peuvent être commises.

Pour ma part, j'en parle et je voudrais ici assurer les 3.498 fonctionnaires de police, blessés à Paris et en Ile-de-France en 2008, de la solidarité de la Municipalité parisienne.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci, Georges SARRE.

Monsieur CONTASSOT, c'est vrai, vous avez la parole, c'est de droit.

M. Yves CONTASSOT. - En moins de deux minutes, comme c'est prévu au règlement.

D'abord, je n'ai pas dit "les fonctionnaires", j'ai dit "des fonctionnaires", Monsieur le Préfet. J'ai été très précis sur le fait que c'était une minorité. J'ai même parlé de quelques brebis galeuses qui existent dans la police comme dans toute grande structure. Donc, ce n'est pas moi qui ai fait un amalgame.

Et vous-mêmes avez reconnu que quelques personnes donnaient une image globale et, hélas, c'est la réalité. Vous nous avez proposé de participer à une réunion. D'accord et je vous propose, à mon tour, de participer avec nous, de manière tranquille, à quelques observations de comportements. Et on verra à l'issue de cela, si on peut se mettre d'accord sur ce qu'il convient de faire.

M. LE MAIRE DE PARIS. - C'est très bien, vous allez réfléchir ensemble dans la sérénité, j'en suis ravi.

Monsieur François DAGNAUD, de la même manière que ce matin, je vous ai suggéré que la Conférence d'organisation gère le consensus des six Présidents de groupe sur le temps, vous évoquerez aussi la question des questions d'actualité, de manière à ce que ce soit équitable pour chaque question d'actualité.

Merci.

Nous passons en formation de Conseil général.

La séance est suspendue.

Suspension et reprise de la séance.

(La séance, suspendue à quinze heures cinquante cinq minutes, est reprise à dix huit heures vingt cinq minutes, sous la présidence de M. François DAGNAUD, adjoint).

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Mes chers collègues, nous poursuivons nos travaux en formation de Conseil municipal et reprenons l'ordre du jour.

2009, DJS 177 - Signature d'une convention avec la Fédération Française de Triathlon pour l'attribution d'une subvention pour l'organisation du Triathlon à Paris le 28 juin 2009. - Montant : 35.000 euros.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DJS 177 relatif à la signature d'une convention avec la Fédération Française de Triathlon pour l'attribution d'une subvention de 35.000 euros pour l'organisation du Triathlon à Paris le 28 juin 2009, sur lequel l'amendement n° 30 a été déposé par l'Exécutif.

Monsieur VUILLERMOZ, souhaitez-vous en dire un mot ?

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, au nom de la 7e Commission. - Il s'agit d'un amendement technique visant simplement à rectifier une erreur de date.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Il est proposé d'en prendre acte.

Je mets aux voix, à main levée, le projet d'amendement n° 30 déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet d'amendement n° 30 est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DJS 177 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération amendé est adopté. (2009, DJS 177).

Je vous remercie.

Vœu déposé par M. Claude GOASGUEN et les élus du groupe U.M.P.P.A. relatif à la réfection du stade de la Muette.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous passons maintenant à l'examen du vœu référencé n° 31 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif à la réfection du stade de la Muette.

Je propose à M. Pierre GABORIAU de nous le présenter en une minute.

M. Pierre GABORIAU. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire, mes chers collègues, le Conseil de Paris a adopté en sa séance de mai 2008 le lancement d'un marché négocié relatif à la réfection en gazon synthétique du terrain de football à 11 du stade porte de la Muette utilisable en hockey sur gazon.

Ce terrain de jeux est le seul terrain de football à 11 de l'arrondissement, avec Wilmille, ayant obtenu une dérogation pour homologation au niveau district deuxième division. Il accueille ainsi toutes les fins de semaine des compétitions de la F.F.F. ou de la F.S.C.F.

Puis-je rappeler que le principal utilisateur du stade de la Muette est une association historique du 16e : "Les Enfants de Passy", forte de 500 membres pratiquant le football quotidiennement sur ce terrain.

Considérant que la Ville envisage d'affecter des créneaux horaires pour le hockey sur gazon au détriment du football sans information préalable des associations pourtant en pleine période d'inscription des adhérents pour la prochaine saison, ni information aucune auprès de la mairie du 16e, Claude GOASGUEN, député-maire du 16, et les élus du groupe U.M.P.P.A. émettent le vœu que soit exécuté la réfection en gazon synthétique du terrain de football du stade de Porte de la Muette, ainsi que le prévoit le délibéré 2008 DLS 242 adopté par le Conseil de Paris avec avis favorable du conseil d'arrondissement rendu à sa séance du 19 mai 2008, émettent le vœu qu'aucune modification ne soit apportée, a fortiori sans information préalable des associations utilisatrices aux créneaux concédés chaque saison sportive, et en particulier pour l'association "Les Enfants de Passy", principale utilisatrice du terrain, quelles que soient les difficultés rencontrées suite à la disparition en pleine saison sportive du terrain de hockey sur gazon du stade Jean-Bouin au profit de la S.A.S.P. "Stade Français Paris" qui, par ailleurs, par délibération de ce jour, va recevoir une subvention de 823.225 euros.

La crise n'est pas pour tout le monde. Dans une période d'économies forcées, les investissements 2010 dans les équipements sportifs de proximité doivent baisser de 10 % à 25 % selon les arrondissements d'après la présentation faite par la directrice des sports de la Ville, alors que dans le même budget, le projet de stade de rugby à Jean Bouin, plus que contesté, va coûter 150 à 170 millions d'euros.

Pour le 16e en particulier, le budget d'investissement 2010 est seulement de 10 % par rapport aux gros investissements.

En conclusion, merci d'accorder au sport de proximité, en particulier pour les scolaires, le budget qu'il mérite.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci de vos efforts, mais je rappelle que le respect des temps de parole tels qu'ils sont prévus au Règlement du Conseil n'est pas facultatif. La présidence est très souple mais il ne faut pas abuser de cette souplesse.

Pour vous répondre, la parole est à M. VUILLERMOZ.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint. - Je veux absolument confirmer à mon interlocuteur que la réfection en gazon synthétique du terrain de la Muette va se faire. Je ne suis même pas sûr qu'elle ne soit pas déjà commencée. Il n'y a aucun problème. Je vous apporte donc toutes les assurances quant au maintien d'un usage mixte football et hockey sur gazon de cet équipement. Il n'a jamais été question de le remettre en cause. Le stade de la Muette continuera donc à accueillir de nombreux clubs de football, et au premier chef l'association "Les Enfants de Passy".

Je réaffirme que les compétitions des deux fédérations, c'est-à-dire la F.F.F., et la F.S.C.F., continueront à se dérouler chaque week-end.

De même, puisque je vous l'ai déjà dit en Commission, le "Cercle féminin" de Paris continuera à disputer ses entraînements et ses compétitions de hockey sur gazon comme aujourd'hui.

En ce qui concerne l'octroi des créneaux du stade de la Muette pour la prochaine saison sportive, ils font l'objet en ce moment d'une notification selon la procédure traditionnelle aux clubs bénéficiaires. Ils sont conformes - je le redis - au vœu de la mairie du 16e arrondissement et n'opèrent aucune modification par rapport au planning de la saison qui vient de se terminer.

C'est ainsi que les deux utilisateurs prioritaires du site, "Les Enfants de Passy" en football, et le "Cercle féminin" en hockey sur gazon vont conserver l'intégralité de leurs créneaux.

Puisque vous m'avez aussi posé aussi une question qui ne se rattache pas au contenu de votre vœu, je vous affirme aussi qu'en matière d'investissements sur l'ensemble de la mandature, les crédits et les financements qui sont attribués au sport de proximité seront très importants et même supérieurs à ceux bénéficiant au sport de haut niveau mais, vous le savez, contrairement à ce que vous faites, je ne mets pas en opposition le sport de proximité et le sport de haut niveau parce qu'ils sont tout à fait complémentaires pour faire en sorte que le sport à Paris se porte bien.

(Manifestation sonore de M. Jean-François LAMOUR).

Je crois que M. LAMOUR ne pourra être que d'accord avec moi, même s'il pousse des cris d'orfraie, quand on pose ces problèmes-là !

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

C'est donc un avis défavorable sur le vœu ?

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint. - A partir du moment où les propositions que je fais vont totalement dans le sens du vœu, ce vœu n'a pas lieu d'être.

Je vous propose de le retirer ou, sinon, j'appelle à voter contre.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Monsieur GABORIAU, le retirez-vous ?

M. Pierre GABORIAU. - Je ne le retire pas, juste pour la deuxième partie, parce que je ne mets pas en opposition le sport de haut niveau et le sport de proximité, contrairement à ce que dit mon collègue Jean VUILLERMOZ, mais je veux surtout attirer l'attention sur la nécessité que les subventions au sport de proximité ne baissent pas, comme cela nous a été annoncé.

Pour cette raison, je le maintiens.

Merci.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Donc, Monsieur VUILLERMOZ ?

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint. - Ecoutez, cette partie qui a été énoncée n'est absolument pas dans le vœu. Je ne peux donc pas émettre un avis favorable à ce vœu.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Je crois que, sur le fond, M. VUILLERMOZ vous a apporté des éléments de réponse qui sont de nature à vous satisfaire.

M. Pierre GABORIAU. - Tout à fait.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Bien, alors retirez-vous votre vœu ?

M. Pierre GABORIAU. - Monsieur le Maire, je retire mon vœu et vous remercie de l'engagement que vous avez pris devant notre Assemblée.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci, Monsieur GABORIAU.

Donc le vœu n° 31 est retiré.

2009, DRH 37 - DFPE 341 - DDEE 186 - Signature d'une convention "Développement des formations aux métiers de la petite enfance" avec l'Académie de Paris et la Région Ile-de-France.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous examinons maintenant un projet de délibération triplement DRH 37 - DFPE 341 - DDEE 186 relatif à la signature d'une convention "Développement des formations aux métiers de la petite enfance" avec l'Académie de Paris et la Région Ile-de-France.

La parole est à M. Hermano SANCHES RUIVO.

M. Hermano SANCHES RUIVO. - Merci, Monsieur le Maire.

Mes chers collègues, la Ville de Paris développe depuis 2001 une politique ambitieuse en faveur de l'accueil des jeunes enfants. 5.800 nouvelles places d'accueil collectif ont été créées entre 2001 et 2008, et 4.500 nouvelles places le seront pendant la mandature 2008-2014.

Une telle ambition appelle un effort exceptionnel de recrutement et de formation de personnels de la petite enfance qui, en cette période de crise, offre un volant d'emplois pérennes et nombreux à destination des jeunes notamment qui sont tout particulièrement touchés par le chômage.

Il faut rappeler que, dès 2003, la Ville de Paris a créé une filière de formation au diplôme d'auxiliaire de puériculture par la voie de l'apprentissage. Cette nouvelle filière, soutenue par la Région Ile-de-France et l'Académie de Paris, permet à des jeunes l'accès à un diplôme réglementé, avec une possibilité de recrutement dans les établissements municipaux de la petite enfance.

Appuyée sur le schéma prévisionnel des besoins de recrutement de la Ville de Paris, cette convention a vocation à orienter la politique d'offre de formation, à suivre à l'échelle régionale le cadencement et la répartition de l'accroissement de l'offre de formation, pour être le plus en phase avec la réalité du terrain.

Par la convention tripartite soumise à votre approbation par ce projet de délibération, la Ville de Paris, la Région Ile-de-France et l'Académie de Paris s'engagent à mettre en œuvre les moyens nécessaire, chacune au titre de ses compétences, à l'augmentation progressive du nombre de personnes diplômées et qualifiées dans le secteur de la petite enfance.

Il s'agit bien de rapprocher les acteurs de la formation initiale et continue afin de poursuivre l'orientation volontariste de la Ville dans ce secteur. La Ville de Paris sera tout particulièrement active dans le secteur de l'apprentissage en augmentant le nombre de contrats offerts - ce sont 120 nouveaux jeunes apprentis qui seront accueillis par la Ville - et en intensifiant auprès des agents l'effort en faveur des validations de l'expérience professionnelle pour les deux diplômes les plus particulièrement demandés, à savoir ceux d'auxiliaires de puériculture et d'éducatrices de jeunes enfants.

Cette orientation participe de la promotion sociale et professionnelle des personnels, à laquelle l'Exécutif parisien attache une grande importance. Cette convention d'objectifs est l'aboutissement d'une démarche dont la Ville de Paris a pris l'initiative afin de se donner les moyens d'anticiper au mieux ses besoins.

On peut se féliciter du travail extrêmement constructif mené pendant près d'un an avec les services de la Région, de l'Académie et les trois directions de la Ville impliqués dans une telle convention, la DRH, la DFPE et la DDEE.

Je tiens à remercier nos services qui ont été performants et très mobilisés, ainsi que les trois adjoints concernés qui sont Christian SAUTTER, Maïté ERRECART et Christophe NAJDOVSKI.

Enfin, cette convention sera conclue pour cinq années, mais les trois co-signataires s'engagent à évaluer annuellement, au travers d'un comité de pilotage et de suivi, le niveau de réalisation des objectifs et leur éventuelle adaptation.

Pour toutes ces bonnes raisons, je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir adopter à l'unanimité ce beau projet de délibération.

Je vous remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Pour vous répondre, la parole est à M. Christophe NAJDOVSKI.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, au nom de la 7e Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

Je crois que notre collègue Hermano SANCHES RUIVO a tout dit, en fait. C'est vrai que le secteur de la petite enfance est confronté à un déficit de personnels formés à ces métiers, situation qui est d'ailleurs pour le moins paradoxale parce que nous sommes dans un contexte de chômage élevé chez les jeunes et, malgré les déclarations tonitruantes du Gouvernement sur le développement du secteur de la petite enfance, on ne voyait rien venir.

C'est pourquoi le Maire de Paris s'est adressé dès le 5 juin 2008, au début de la mandature, au ministre de tutelle pour demander que le nombre de places dans les écoles de formation, notamment dans les postes d'auxiliaire de puériculture, soit augmenté. Ce travail a été engagé en direction de la Région et de l'Académie de Paris et il aboutit aujourd'hui, donc, à la conclusion d'une convention pluriannuelle d'objectifs pour développer dans les cinq années qui viennent l'offre de formation initiale et continue dans le secteur de la petite enfance.

La Ville de Paris entend se donner, par cette convention, les moyens de sa politique ambitieuse en faveur de l'accueil collectif, tant sur le plan quantitatif que qualitatif.

Je tiens à remercier à nouveau M. SANCHES RUIVO pour son intervention, ainsi que la coopération de la Région et de l'Académie pour ce projet d'intérêt général.

Je vous remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DRH 37 - DFPE 341 - DDEE 186.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2009, DRH 37 - DFPE 341 - DDEE 186).

2009, DASCO 120 - Signature d'une convention avec l'Association Agir et Vaincre l'Autisme relative à l'utilisation de locaux scolaires municipaux situés 4, rue David d'Angers (19e).

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous passons maintenant à l'examen du projet de délibération DASCO 120 relatif à la signature d'une convention avec l'Association Agir et Vaincre l'Autisme relative à l'utilisation de locaux scolaires municipaux situés 4, rue David d'Angers (19e).

Madame RICHARD, vous avez la parole.

Mme Firmine RICHARD. - Monsieur le Maire, mes chers collègues, je voudrais juste profiter de cette délibération pour remercier la Ville ainsi que le Département pour leur engagement auprès des personnes atteintes d'autisme et leurs familles.

En effet, aider l'Association "Agir et vaincre l'autisme", qui gère l'école AVA dans le 19e arrondissement, illustre votre ouverture vers les méthodes innovantes de prise en charge de l'autisme, méthodes validées à l'étranger depuis longtemps, pratiquées très largement en Europe mais non reconnues en France.

Il existe 30 écoles AVA à Londres.

Depuis son ouverture en mars 2008, une dizaine d'enfants qui bénéficient de cette méthode à l'école AVA de la rue David d'Angers dans le 19e arrondissement, a pu accéder à la communication, se socialiser et quelques-uns sont scolarisés à temps partiel ou à temps plein dans les écoles de l'arrondissement.

Malgré le Plan autisme 2008-2010 mis en place par le Gouvernement avec une promesse de 4.000 places dans des structures adaptées, force est de constater qu'il en existe aujourd'hui très peu pour les enfants et encore moins pour les adultes.

Alors, oui, je vous remercie, Monsieur le Maire et Monsieur le Président, pour votre politique en faveur des personnes en situation de handicap et, vraiment, j'aurais souhaité que le Département de la Guadeloupe, dont je suis originaire, prenne exemple sur vous, car, là aussi, la demande est très, très importante.

Merci.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Pour vous répondre, la parole est à Mme Véronique DUBARRY.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, au nom de la 6e Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

Merci, Madame RICHARD, de votre intervention. Vous avez redit à quel point le Département et la Ville de Paris sont attachés à ces structures innovantes. Je ne suis pas une technicienne de l'autisme, donc je me refuse à choisir entre telle ou telle méthode.

Ce que je sais, moi, c'est que nous avons contribué, participé à la mise en place d'un certain nombre de structures qui, comme vous l'avez dit, auraient dû être à un moment donné prises en charge par l'Etat, puisqu'il s'agit d'accueil d'enfants en situation de handicap. Mais cette décision a très longuement tardé à venir.

Cela devrait être chose faite d'ici la fin de l'année, mais comme cela m'avait été annoncé à de nombreuses reprises, j'attends de voir que cela se fasse réellement avant de m'en féliciter.

Vous avez également mentionné - cela me paraît effectivement important - que ces enfants à un moment donné grandissent, puis vieillissent, et que là aussi nous devons apporter une réponse complète tout au long de la vie, avec l'ouverture à des activités, des structures adaptées, certes, mais aussi l'accès aux loisirs, l'accès à la culture, l'accès aux sports. Tout ce travail constitue le fil rouge de la politique menée en matière de handicap au niveau du Département et de la Ville.

Je serais bien évidemment tout à fait honorée que d'autres départements s'inspirent de ce que nous avons fait à Paris. Il n'y a rien de particulièrement révolutionnaire, il y a simplement une volonté politique d'accompagner la création de structures utiles et nécessaires.

J'espère que les échanges que nous pouvons avoir avec les départements concerneront celui de la Guadeloupe. Je me tiens évidemment à votre disposition. En tout cas merci beaucoup de votre soutien et de votre intervention.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DASCO 120.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2009, DASCO 120).

2009, DFPE 178 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "APETREIMC" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnment de la halte-garderie "Le Chalet" (10e). - Montant : 157.884 euros.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Chers collègues, nous passons à l'examen du projet de délibération DFPE 178 relatif à la signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "APETREIMC" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnment de la halte-garderie "Le Chalet" (10e), sur lequel l'amendement n° 32 qui a été déposé par l'Exécutif porte simplement sur la rectification du montant de la subvention proposée, à hauteur de 157.884 euros.

Cette précision étant faite, je mets aux voix, à main levée, le projet d'amendement n° 32 déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet d'amendement n° 32 est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DFPE 178 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération amendé est adopté. (2009, DFPE 178).

2009, DU 80 - Modification du calendrier de versement des sommes forfaitaires visées à l'article 2 du délibéré des 25 et 26 septembre 2006, délibéré approuvant la signature par M. le Maire de Paris de l'avenant à la convention d'affectation du 2 juillet 1991 concernant la restitution anticipée de la caserne Napoléon à la Ville de Paris.
Vœu déposé par Mme Dominique BERTINOTTI et les élus du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, relatif à la restructuration des locaux de la Ville de Paris, des 28, 30 et 32, quai des Célestins (4e).

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous examinons maintenant le projet de délibération DU 80 relatif à la Modification du calendrier de versement des sommes forfaitaires visées à l'article 2 du délibéré des 25 et 26 septembre 2006, délibéré approuvant la signature par M. le Maire de Paris de l'avenant à la convention d'affectation du 2 juillet 1991 concernant la restitution anticipée de la caserne Napoléon à la Ville de Paris, sur lequel le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés a déposé le vœu référencé n° 33 dans le fascicule.

Madame BERTINOTTI, vous avez la parole.

Mme Dominique BERTINOTTI, maire du 4e arrondissement. - A la suite de la libération de la caserne Napoléon par les services du Ministère de la Défense, qui se trouve sur la place Baudoyer, et après que la mairie du 4e arrondissement ait été consultée sur le devenir de cette caserne, il a été décidé, en accord, avec la Mairie de Paris, qu'il y ait effectivement un regroupement des services administratifs de la Ville de Paris, moyennant quoi, ces mêmes services administratifs libéreraient des immeubles qui se trouvent au 28, 30 et 32, quai des Célestins.

Nous avons conçu un programme, qui présente à la fois des innovations puisque c'est un programme intergénérationnel avec une résidence pour personnes âgées et une résidence pour jeunes travailleurs, conçues aux 30 et 32, quai des Célestins, et un immeuble de logements sociaux plus classique au 28, quai des Célestins.

Pourquoi ces options ? D'une part, parce que depuis 1978 il n'y a eu aucun nouvel établissement destiné aux personnes âgées, et d'autre part parce que nous sommes très déficitaires, en matière d'accueil des jeunes travailleurs. Enfin, nous sommes très en dessous du seuil de 20 % de logements sociaux dans le 4e arrondissement.

C'est le sens de ce vœu qui est présenté par la majorité, et que j'ai le plaisir de vous présenter, en précisant que cette opération devra être achevée avant la fin de la mandature.

Merci beaucoup.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci à vous.

Pour vous répondre, la parole est à Mme Anne HIDALGO.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, au nom de la 8e Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

Je voudrais émettre un avis favorable à ce vœu. Mme BERTINOTTI a bien rappelé les objectifs que nous partageons sur cette caserne Napoléon. Le programme, elle l'a évoqué : il y aura des logements familiaux, des logements sociaux intergénérationnels, la cuisine centrale du 4e arrondissement.

Mme BERTINOTTI est étroitement associée aux réunions tenues par le Secrétariat général, et je voudrais aussi saluer le travail que mes collègues, Jean-Yves MANO et Maïté ERRECART font sur cette opération.

En ce qui concerne les logements, ils seront développés par la SGIM avec un objectif de réalisation dans la mandature, et la cuisine centrale est réalisée directement par la Ville.

Nous sommes tous soucieux, et je voudrais le confirmer ici à Dominique BERTINOTTI, de respecter un calendrier, mais il faut vraiment que tous les services qui occupent ces locaux les aient quittés au plus tard courant 2011 pour qu'on puisse tenir ces délais qui nous tiennent à coeur.

Merci.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

La parole est à M. Vincent ROGER, pour une explication de vote.

M. Vincent ROGER. - Merci, Monsieur le Maire, chers collègues.

Ce vœu est l'occasion de revenir sur la tartufferie de l'Exécutif concernant la caserne Napoléon. Depuis 2006, nous savons que la Garde républicaine va quitter les lieux et ainsi libérer 5.300 mètres carrés.

Sous la précédente mandature, les représentants de votre majorité s'étaient engagés à mettre en place une large concertation sur l'aménagement des lieux, tout en ajoutant que ces 5.300 mètres carrés devaient être en partie ou en totalité utiles aux riverains.

J'ai bien évidemment à votre disposition le verbatim des déclarations des responsables de la majorité à l'occasion du Conseil d'arrondissement du 19 septembre 2006 et du Conseil de Paris des 25 et 26 septembre 2006. Je ne résiste pas à la tentation de citer Christophe GIRARD, qui lors de ce Conseil d'arrondissement expliquait : "Je prends ici l'engagement pour une partie du lieu. Je suis prêt à défendre un projet avec une dimension pédagogique, éducative et culturelle. Je pense à la possibilité d'avoir un conservatoire".

Trois ans après, chers collègues, que constatons-nous ? Il n'y a eu aucune concertation sur l'aménagement de la caserne Napoléon. De manière unilatérale, le Maire de Paris a décidé d'en faire des bureaux. On assiste donc à un troc mal ficelé entre le Maire de Paris et la Maire du 4e arrondissement. Je prends les 5.300 mètres carrés de la caserne Napoléon et je te donne les 4.000 mètres carrés du quai des Célestins.

Cette habileté va coûter cher aux contribuables. En effet, là où il y avait des bureaux, on va construire des logements, et là où il y avait des logements on va aménager des bureaux. C'est un défi à la logique que l'Exécutif a décidé de relever au détriment de la rationalité.

Pourtant, malgré les changements de position de la majorité sur le sujet, j'avais indiqué lors du dernier Conseil d'arrondissement que nous étions prêts à voter ce vœu. D'abord parce que nous manquons cruellement de logements pour les familles dans le 4e, ensuite parce que l'idée d'un lieu intergénérationnel est intéressante.

J'avais proposé un amendement consistant à mentionner que le programme de logements serait du P.L.S. afin de créer des logements pour les classes moyennes dans l'arrondissement. Cet amendement n'ayant pas été retenu dans la rédaction du vœu qui nous est présenté, nous nous abstiendrons.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Abstention de nos collègues du groupe U.M.P.P.A.

La proposition de vœu est adoptée. (2009, V. 223).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DU 80.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2009, DU 80).

Je vous remercie.

2009, SG 163 - Rénovation des Halles. - Signature d'avenants n° 1 à plusieurs marchés de prestations intellectuelles dans le cadre du réaménagement du quartier des Halles (1er).

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du projet de délibération SG 163 concernant la rénovation des Halles.

La parole est à M. Jacques BOUTAULT et Mme Anne HIDALGO lui répondra.

M. Jacques BOUTAULT, maire du 2e arrondissement. - Je voudrais attirer l'attention de notre Assemblée sur la réunion publique qui s'est tenue le 22 juin dernier, au cours de laquelle la quasi-totalité, en tout cas l'immense majorité, des intervenants s'est interrogée sur le calendrier de cette mise en œuvre de la rénovation des Halles. Les problèmes posés initialement concernaient la salle d'échange du R.E.R., les circulations et les voiries souterrraines. Ces questions étaient primordiales dans la mise en œuvre du projet et l'ont initié. Pourtant ces aménagements ne seront achevés qu'en 2016, après six ans de travaux. Et ces travaux vont démarrer par l'accessoire, c'est-à-dire la remise totale à plat du jardin alors qu'en réalité ce jardin ne nécessiterait que quelques aménagements. Puis on passera à la construction d'un centre commercial prestigieux entraînant des travaux dont les nuisances pour l'environnement et les riverains n'ont pas à être illustrées, vous les imaginez facilement.

Je souhaiterais que nous tenions compte des remarques qui ont été formulées par le public lors de cette réunion du 22 juin. Et que l'on repense le calendrier d'aménagement de ces travaux, qu'on parte de ce qui est essentiel aujourd'hui, notamment en raison des coûts importants que vont générer cette remise à plat du jardin et la construction de cette fameuse canopée, coûts très importants pour la Ville, puisqu'ils se montent à 680 millions d'euros. Il me paraîtrait plus pertinent de commencer par ce qui est urgent aujourd'hui, c'est-à-dire les transports en commun et les circulations souterraines.

Je vous remercie pour votre attention.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

La parole est à Mme Anne HIDALGO pour vous répondre.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, au nom de la 8e Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

Je crois que M. BOUTAULT est bien au courant de la situation, puisque, comme c'est normal, il a participé à toutes les réunions que nous avons eues sur le sujet ainsi qu'au vote de la délibération que nous avons adoptée ici il y a quelques mois.

D'abord, la réunion publique à laquelle fait référence M. BOUTAULT est une réunion publique dans le cadre de plusieurs enquêtes publiques organisée par un commissaire enquêteur ; le commissaire enquêteur va recueillir l'ensemble des avis et nous fera un rapport, comme il se doit légalement de le faire, en toute indépendance.

Je ne peux pas laisser dire que les travaux de voirie auraient été reculés pour n'être achevés qu'en 2016 parce que nous l'aurions décidé ainsi.

Je crois que M. BOUTAULT, comme tous ceux qui participent activement à ce dossier, savent qu'à la demande de la R.A.T.P. et du S.T.I.F., nous avons une programmation des travaux sur les voiries souterraines et sur, notamment, le pôle d'échange qui tient compte des demandes du S.T.I.F. et de la R.A.T.P. On ne va pas se substituer à eux pour définir un calendrier qui ne serait pas le calendrier qui leur paraît également acceptable.

Nous allons engager dès 2010 des travaux sur les voiries souterraines, puisque nous avons besoin de modifier un certain nombre d'espaces souterrains, de créer un nouvel accès, le fameux accès Marguerite de Navarre, mais là, je sais que M. BOUTAULT connaît par cœur ce sujet.

Donc, je ne peux pas laisser dire que nous ferions les choses en dépit du bon sens, en commençant par la surface pour finir par le sous-sol. Il sait très bien qu'en fait, ce chantier, on va l'attaquer par différents bouts ; on l'attaque par le jardin, par la canopée, par les travaux qui vont être faits dans le centre commercial, par la création de nouveaux espaces culturels et on l'attaque aussi, dans le même temps, par les voiries souterraines pour créer les espaces nécessaires à une meilleure desserte de ce site et un meilleur accès par les transports en commun pour les usagers des transports en commun.

Je ne doute pas que le commissaire enquêteur fera part de toutes les remarques des riverains. Il y a eu beaucoup de réunions, beaucoup de réunions de concertation avec un comité de concertation, avec un garant de la concertation sous la précédente mandature. Nous sommes maintenant dans une phase plus active où non seulement nous poursuivons les réunions de concertation et les groupes de travail avec les associations principalement concernées, mais où, en plus, l'enquête publique organise ses propres réunions.

Je crois donc que personne ne manque d'information ; en tous les cas, elles sont disponibles pour tous ceux qui veulent bien s'intéresser à ce sujet en toute bonne foi.

Je vous remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci pour ces rappels.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération SG 163.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Abstention du groupe "Les Verts".

Le projet de délibération est adopté. (2009, SG 163).

Je vous remercie.

Vœu déposé par le groupe "Les Verts" relatif à l'expérimentation de la baisse des seuils d'exposition aux ondes électromagnétiques.
Vœu déposé par MM. CHERKI et DUTREY relatif à l'expérimentation de la baisse des seuils d'exposition aux ondes électromagnétiques.
Vœu déposé par Mme VERON, M. BRAVO et la majorité du Conseil du 9e arrondissement relatif aux ondes électromagnétiques.
Vœu déposé par l'Exécutif.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous examinons maintenant les vœux référencés n^{os} 34, 35 et 36 dans le fascicule, déposés par les groupes "Les Verts" et socialiste, radical de gauche et apparentés, relatifs à l'expérimentation de la baisse des seuils d'exposition aux ondes électromagnétiques et Mme Anne HIDALGO, en répondant, présentera le vœu référencé n° 34 bis déposé en réponse à ces différents vœux.

Une minute, je me permets de le rappeler avec un peu d'insistance, pour la présentation de chacun des vœux.

Nous commençons par René DUTREY.

M. René DUTREY. - Résumer en une minute une bataille que les associations et "Les Verts" mènent depuis maintenant une dizaine d'années va être très compliqué, mais c'est pour cela que je vais parler beaucoup plus vite.

La téléphonie mobile est la première expérience sanitaire organisée à l'échelle totale qui touche tout le monde. Dans les autres scandales de santé publique, que ce soit le sang contaminé, l'amiante ou les éthers de glycol, cela ne concernait qu'une certaine partie de la population. Il se trouve, par exemple, que dans mon arrondissement, il y a plus de 100.000 portables, plusieurs dizaines, voire centaines, d'antennes relais ; toute la population est exposée.

Depuis des années, le groupe "Les Verts" porte au Conseil de Paris cette demande d'application et de mise en œuvre d'un seuil d'exposition de 0,6 volt par mètre dans la charte qui avait été imaginée à l'époque par Yves CONTASSOT et mise en place en 2002. Cette charte est venue combler une carence de l'Etat, car on est bien face à une prérogative de l'Etat en matière de protection des populations. Elle a tenté d'aller plus loin, mais force est de constater encore une fois dans ce dossier que les intérêts financiers priment sur la santé des populations.

L'objectif du groupe "Les Verts", aujourd'hui, encore une fois, est de faire appliquer ce 0,6 dans cette charte. Nous nous réjouissons du chemin parcouru, réellement. Pour me rappeler être intervenu sur ce dossier, sur ces mêmes bancs, il y a quelques années, où j'entendais des noms d'oiseaux voler tels : "obscurantistes, "Les Verts", vous voulez nous renvoyer à l'âge des cavernes !", aujourd'hui, je constate un certain consensus, je m'en réjouis ; l'important n'est pas d'avoir raison, il est bien de convaincre ; nous avons convaincu, j'espère assez pour, enfin, faire appliquer le principe de précaution à Paris.

Je vous remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Le vœu n° 35 va nous être présenté par M. Pascal CHERKI avec les mêmes contraintes de temps.

M. Pascal CHERKI, maire du 14e arrondissement. - Très rapidement, dans le prolongement de ce que vient de dire René DUTREY, c'est vrai qu'il y a une interrogation, une inquiétude, de la population par rapport au développement des antennes et à la question des seuils d'exposition.

Je veux quand même rappeler ici le travail considérable réalisé par la municipalité depuis 2001, le fait qu'on ait abouti à l'époque à 2 volts par mètre était déjà une avancée considérable ; on était précurseur par rapport à la plupart des autres villes.

Je regrette dans cette affaire que l'Etat ne prenne pas ses responsabilités. On a un Etat qui ne parle que de régulation, que de régulation, que de régulation, et dès qu'on est confronté à la nécessité d'établir une régulation parce qu'il y a des intérêts contradictoires à arbitrer entre, d'un côté, le fait qu'il y a un principe de précaution et une politique de santé publique et, de l'autre, le développement économique de la téléphonie mobile, tout d'un coup, l'Etat est aux abonnés absents.

Je ne dis pas que ce n'est pas compliqué d'établir un seuil qui soit un seuil scientifiquement prouvé, mais de toute manière, on est dans un domaine de politique, il s'agit d'avancer, on sait que les normes - je l'ai vu dans le domaine des chloramines - d'hier ne sont pas forcément les normes d'aujourd'hui et que les normes d'aujourd'hui ne seront pas celles de demain. Ce n'est pas pour autant que la puissance publique doit se défausser.

Je vais dire cela pourquoi ? Parce que, bien évidemment, du coup, la Ville se retrouve en première ligne et que les associations ont parfois le sentiment que c'est un problème entre la Ville et les associations, alors que c'est d'abord un problème entre l'Etat, les opérateurs, parce qu'on en a quand même…

S'il existait un service public de la téléphonie mobile avec un monopole, on ne serait pas dans ce système de concurrence qui pose les mêmes problèmes avec la multiplication des opérateurs qui se font concurrence entre eux. C'est un autre débat, mais cela aussi, c'est l'affaire de l'Etat.

Et, enfin, dernier élément, nous sommes dans une situation où il faut que nous discutions en vue d'élaborer, avec l'ensemble des acteurs de ce dossier, sinon un consensus, au moins une solution qui soit comprise et acceptée et c'est comme cela que l'on fabrique une solution publique.

Je me réjouis du vœu qui est présenté par l'Exécutif ; je pense qu'on avance. L'important, dans cette question, c'est que les portes ne se ferment pas, qu'on avance. Et nous souhaitons - j'en discutais avec M. DUTREY - que le 14e arrondissement soit compris parmi les arrondissements retenus pour l'expérimentation du seuil de 0,6 volt par mètre.

En fonction de la réponse de l'Exécutif, on se prononcera ou non sur le maintien de notre vœu avec René DUTREY.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Dernier vœu présenté, le n° 36 par Mme Pauline VERON.

Mme Pauline VERON. - Monsieur le Maire, le 9e arrondissement a adopté ce vœu à l'unanimité, je voulais quand même le souligner, dans un contexte où les élus du 9e arrondissement constatent également l'inertie du Gouvernement face à cette question. Ce dernier tarde à produire une réglementation qui permette de garantir protection de la santé et progrès technologique.

Compte tenu effectivement - comme l'ont rappelé mes collègues - de l'avis rendu par la Conférence citoyenne santé et société récemment sur ce sujet, compte tenu de ce qu'a fait déjà la Ville de Paris avec la charte de 2003 et une position vraiment très pilote en France sur ces questions, compte tenu des inquiétudes des habitants du 9e arrondissement et, plus particulièrement, de certains parents d'élèves sur un certain nombre d'antennes implantées à proximité des écoles et, notamment d'une école dans le 9e arrondissement, le Conseil du 9e a émis le vœu que le Maire de Paris saisisse le Gouvernement de cette question, afin que ce dernier assume sa responsabilité dans son domaine. Et également, le Conseil du 9e arrondissement souhaite - et j'en profite également pour le rappeler - que le 9e puisse être un lieu d'expérimentation d'abaissement du seuil à 0,6 volt et je me réjouis que le vœu de l'Exécutif ouvre des perspectives dans ce sens.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Très bien. Je vous remercie.

Pour répondre à ces trois vœux, la parole est à Mme Anne HIDALGO qui en profitera pour présenter le vœu n° 34 bis.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - Merci beaucoup, Monsieur le Maire.

Tout d'abord, merci aux collègues qui ont rappelé que la Ville avait été précurseur dès 2003 en installant cette commission et cette charte avec les opérateurs, avec les associations, qui, je crois, a été vraiment une base de travail qui nous a été enviée par beaucoup d'autres villes, et ceci, dans un contexte où la loi ne disait rien et où elle ne dit toujours rien sur le sujet.

C'est vrai que la Ville a été précurseur et que nous devons le rester parce qu'une exigence est posée par nos concitoyens.

Nous avons, dans les mois qui viennent, devant nous une mission importante : nous devons refaire, effectivement, cette charte avec notamment les opérateurs et les associations, la charte étant notre loi commune, c'est-à-dire notre loi de référence permettant de régler la question des implantations.

Vous vous en souvenez peut-être, mais nous avons prolongé jusqu'au mois de décembre la charte de 2003, que d'ailleurs Yves CONTASSOT, Alain LHOSTIS et Christian SAUTTER avaient portée très fortement au nom de l'Exécutif. Donc, nous avons décidé de la prolonger jusqu'à la fin de cette année et, bien sûr, dès septembre, nous allons engager le travail permettant de redéfinir les règles communes qui doivent nous permettre de fonctionner avec les opérateurs, non seulement les opérateurs de la téléphonie mobile mais aussi d'autres opérateurs qui interviennent sur cette question notamment des missions sur lesquelles nos concitoyens posent un certain nombre de problèmes et ont des inquiétudes.

Ceci afin de nous éclairer dans le travail que nous devons conduire, qui n'est pas un travail simple, parce que, aujourd'hui, nous le savons, les connaissances scientifiques ne permettent pas de dire à quel niveau il y a danger pour la santé ; les connaissances scientifiques et sanitaires ne permettent pas d'avoir une certitude, mais nous devons appliquer le principe de précaution qui nous est cher et, donc, nous avons essayé de nous entourer d'avis et notamment de faire cette conférence citoyenne. D'ailleurs, Denis BAUPIN, Jean-Louis MISSIKA, également Hamou BOUAKKAZ et Jean-Marie LE GUEN ont participé aux travaux de lancement et de suivi de cette Conférence de citoyens sur le thème : "Ondes, santé, société".

Cette conférence s'est achevée il y a quelques semaines. Les recommandations nous ont été remises et elles sont une source extrêmement importante pour nous de travail et de délibérations aujourd'hui. Le vœu que je vais présenter, bien sûr, s'inspire en grande partie de ces recommandations.

Cette Conférence citoyenne a permis à des citoyens, qui, pour la majorité d'entre eux, ne connaissaient absolument pas le sujet, de se faire un point de vue à partir d'exposés. Ils ont travaillé, et je crois qu'on peut leur rendre hommage, parce qu'ils ont sacrifié des week-ends, des soirées, pour examiner des points de vue controversés. A partir de là, ils ont émis 10 recommandations.

Ils nous ont fait une recommandation très importante en insistant pour que Paris soit exemplaire en tant que "ville numérique responsable". Et je crois que ce sont ces termes-là qui doivent nous guider dans notre action. Nous devons être exemplaires en tant que ville numérique responsable.

Les recommandations qu'ils nous font doivent nous permettre de tenir deux objectifs, en apparence contradictoires :

- l'objectif d'être cette ville numérique parce qu'on ne peut pas renoncer à être connectés avec le monde entier, à être à la pointe de l'utilisation des outils de communication moderne. D'ailleurs, si on renonçait à cela, Paris perdrait beaucoup de son identité et de sa vitalité, mais Paris doit être aussi une ville qui prend en considération les difficultés, nuisances, peurs qu'aujourd'hui ces ondes, ces nouvelles technologies génèrent, et qui je le redis, ne sont pas aujourd'hui analysées et validées par des données scientifiques. Mais j'insiste, comme vous l'avez fait les uns et les autres, sur la question du principe de précaution.

Donc, nous avons, dans ce vœu de l'Exécutif, pris en considération cette recommandation importante.

Dans les recommandations que nous font ces citoyens, il est dit notamment qu'ils souhaiteraient que l'on puisse créer, à l'image de ce qui existe pour d'autres sources de pollution - je pense à AIRPARIF -, que l'on puisse donc créer une autorité, une organisation indépendante qui soit crédible et légitime pour nous tous comme permettant de faire les mesures des ondes. Parce qu'on le voit bien, dans les problèmes qui nous opposent souvent, associations, opérateurs, élus, pour arbitrer sur des situations souvent très difficiles, la confiance dans la mesure qui est portée est une question essentielle.

Donc, dans les propositions et les recommandations que nous souhaitons mettre en œuvre au sein de l'Exécutif, et je crois que ce point de vue est partagé par tous, l'idée de mettre en place cette autorité indépendante est pour nous une idée fondatrice parce que c'est à partir d'une mesure crédible que l'on peut ensuite faire accepter des décisions par l'ensemble des protagonistes de ces affaires.

Il y a, bien sûr, la question du 0,6 volt par mètre qui est mentionnée. On le sait, ce chiffre est aujourd'hui inscrit dans notre inconscient collectif comme étant la norme à partir de laquelle il n'y aurait pas de risque de santé. J'insiste sur le fait que cette norme est inscrite dans nos inconscients collectifs, mais qu'elle n'est pas aujourd'hui mesurée scientifiquement. Mais toujours est-il qu'elle existe et nous avons bien entendu aussi la demande d'expérimentation permettant à terme, si ces expérimentations sont concluantes, que cela puisse devenir la norme, y compris dans la charte que nous devons négocier avec les opérateurs.

Sur cette norme de 0,6 volt, cet objectif à atteindre, je tiens à dire que nous ne sommes pas tous d'accord, et y compris au sein de l'Exécutif. Je respecte les positions qui sont exprimées. Je pense, par exemple, à Jean-Louis MISSIKA qui considère que, ce chiffre ne correspondant à rien de scientifiquement prouvé, ne devrait pas s'imposer à nous. Je respecte sa position. Je respecte aussi ceux qui disent : "Certes, ce n'est pas scientifiquement prouvé mais il faut néanmoins se donner des références communes et des valeurs communes."

La décision que nous avons prise au sein de l'Exécutif, tout en respectant les différences d'appréciation, c'est que le vœu de l'Exécutif fixe un objectif à atteindre dans le cadre d'expérimentations. Il faut que l'on voie quel est le périmètre de ces expérimentations, mais j'ai bien entendu les revendications d'un certain nombre d'arrondissements. Ils sont nombreux. Il y en a deux qui se sont exprimés ici aujourd'hui ; je pense au 14e et au 9e arrondissements, mais beaucoup d'autres arrondissements viennent régulièrement à la commission que je préside et à laquelle participent d'autres collègues, dont Denis BAUPIN.

Beaucoup d'autres arrondissements sont très présents sur ce dossier ; je pense au 12e, je pense également au 18e, au 20e arrondissement et je voudrais rendre hommage à l'équipe des élus du 20e arrondissement qui a su trouver une approche particulièrement efficace dans la discussion avec les opérateurs et avec les associations. Mais, donc, beaucoup d'autres arrondissements sont concernés.

Ceci étant, pour définir le périmètre de l'expérimentation, nous prendrons, bien sûr, en considération les demandes qui sont faites, et l'insistance des arrondissements qui se sont exprimés aujourd'hui ne nous aura pas échappé, mais je voudrais dire quand même aux autres que ce n'est pas parce qu'il ne se sont pas exprimé ici qu'ils seront oubliés du champ de l'expérimentation, l'expérimentation devant travailler, non pas uniquement sur la téléphonie mobile, mais aussi sur toutes les autres sources de rayonnements.

Alors, bien sûr, pour que ces expérimentations puissent avoir lieu et que la charte puisse être finalement une charte très innovante dans laquelle Paris serait à nouveau précurseur, nous devons engager un dialogue avec les opérateurs, et on n'arrivera pas sans dialogue avec les opérateurs. C'est pour cela que je ne suis pas favorable à l'idée de moratoire parce que, comment entrer dans une discussion pour élaborer des règles communes ensemble en fixant d'avance la règle et en gelant l'ensemble de ce qui existe aujourd'hui ?

Je crois donc qu'il faut donner des signes de confiance, des signes d'engagement. C'est ce que fait l'Exécutif à travers le vœu que je vous propose aujourd'hui, et il nous faut absolument arriver à travailler de façon efficace également avec les opérateurs.

Je pense que c'est possible. En tous les cas, on ne se lancerait pas dans cette aventure si ce n'était pas possible. C'est vrai que si, à terme, le 0,6 volt devenait notre référence commune, cela voudrait sans doute dire plus d'antennes avec des puissances moindres.

Mais il faut pour cela que nous ayons la discussion avec les opérateurs pour que nous puissions avancer avec eux.

Je voudrais dire aussi que ce vœu, et cela a été rappelé par les différents orateurs avant moi, relève de la part de l'État, si ce n'est un renoncement, du moins des effets de manche sans effets. Parce que ce Grenelle des ondes dont on nous disait qu'il allait parvenir à des résultats mirobolants, sur quoi a-t-il abouti ? Sur pas grand-chose, alors que toutes les villes de France - et je pense notamment à l'Association des maires des grandes villes de France - tous, nous avons demandé que l'Etat prenne ses responsabilités en fixant des références, ce qu'il n'a pas fait.

Ce n'était franchement pas la peine de faire tout ce cinéma pour n'aboutir à rien et laisser à nouveau aux collectivités le soin de décider, de gérer des conflits extrêmement vifs, parfois, entre les opérateurs, les associations, les riverains et les élus locaux, obligées d'arbitrer dans un champ sur lequel l'Etat ne nous a pas beaucoup aidés. Nous rappelons également cela dans ce vœu de l'Exécutif.

Et enfin, je m'engage vraiment à ce que ce travail soit collectif à la fois avec ceux qui participent aujourd'hui à la Commission sur les antennes-relais, mais aussi avec l'ensemble des groupes au Conseil de Paris, parce que les nouvelles références sur lesquelles nous devons aboutir doivent faire loi entre nous.

Sinon, nous en reviendrons à une situation dans laquelle c'est le rapport de forces qui prime, et je préfère de loin la loi, même si cette loi est celle que nous déterminons entre nous, et c'est le sens de ce vœu de l'Exécutif qui, si vous en êtes d'accord, se substitue aux vœux que vous avez présentés les uns et les autres.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Je vais maintenant me retourner vers les trois auteurs des vœux en leur demandant s'ils les maintiennent ou les retirent.

Dans l'ordre, le vœu n° 34, M. René DUTREY, le vœu n° 35, M. Pascal CHERKI, et le vœu n° 36, Mme Pauline VÉRON.

M. René DUTREY. - En deux mots, ce que je remarque et je m'en réjouis, je voudrais remercier Mme Anne HIDALGO, c'est que la position de l'Exécutif exprimée aujourd'hui n'est absolument pas la position de l'Exécutif exprimée en 2004, 2005 et 2006.

Cela a évolué dans le bon sens…

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - La question posée, c'est retrait ou maintien.

M. René DUTREY. - Tout n'a pas été dit, et j'aimerais juste que le sectarisme ne reprenne pas le dessus sur le débat de fond, qui était jusque là de qualité.

La deuxième chose est qu'il aurait été vraiment intéressant que M. MISSIKA soit là. Clairement, on ne va pas se cacher : il y a des avis différents. Il faut qu'à un moment on se mette autour de la table et faisons-le sereinement.

Le vœu de l'Exécutif sera voté par le groupe "Les Verts". Une seule chose nous préoccupe, c'est que ce vœu est entièrement au conditionnel. C'est un chef-d'œuvre de conjugaison que l'on devrait trouver dans le bled. Tout serait au futur, il serait parfaitement votable avec bonheur. Nous voterons le vœu de l'Exécutif, mais nous maintiendrons le vœu des "Verts".

Je vous remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Monsieur Pascal CHERKI, vous avez la parole.

M. Pascal CHERKI, maire du 14e arrondissement. - Ecoutez, j'en discutais avec M. DUTREY. A partir du moment où Mme HIDALGO a annoncé que le 14e ferait partie des territoires d'expérimentation, nous sommes prêts à retirer notre vœu et à attendre de voir ce que vont donner les résultats de l'expérimentation. L'ensemble des élus du 14e arrondissement, car il a été voté à l'unanimité, souhaitent une expérimentation et ont déjà une petite idée sur les résultats de l'expérimentation, mais comme l'important est que l'on avance tous d'un même pas, on est prêt à retirer ce vœu et à revenir à la rentrée, forts des résultats d'expérimentation, de notre détermination commune à faire bien avancer le dossier.

Merci.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Madame VÉRON ?

Mme Pauline VÉRON. - Compte tenu des perspectives qui sont ouvertes par le vœu de l'Exécutif, notamment sur les expérimentations territoriales, et j'ai bien entendu que Mme HIDALGO avait bien compris que le 9e souhaitait être pilote là-dessus, et du fait que cela annonce éventuellement, compte tenu de ces expérimentations, une introduction dans la charte de ce seuil à 0,6 volt, le 9e arrondissement retire son vœu au profit du vœu de l'Exécutif.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. GAREL, pour une explication de vote.

M. Sylvain GAREL. - C'est pour une explication de vote et une question. Si je comprends bien, tous les arrondissements qui le demanderont seront zones d'expérimentation ?

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - Non.

D'abord, il faut qu'on étudie... Ecoutez, d'accord, mais vous maintenez votre vœu et vous voulez que l'on dise que le 18e sera également concerné !

Je crois avoir été assez claire : nous engageons une démarche dans laquelle plusieurs arrondissements que nous connaissons bien : le 14e, le 9e, le 12e, le 18e, le 20e, sont extrêmement présents, notamment à travers les dossiers que je vois dans la Commission.

Nous allons déterminer à partir de ces éléments le périmètre de cette expérimentation.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - … qui pourrait peut-être aussi intégrer des quartiers, et pas des arrondissements dans leur totalité, bien sûr.

Madame HIDALGO, sur le vœu n° 34 maintenu, quel est l'avis de l'Exécutif ?

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - J'émets un avis défavorable sur le vœu des "Verts".

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Monsieur BERTHAULT ?

M. Jean-Didier BERTHAULT. - Très rapidement, on a du mal à comprendre la tournure que prend ce débat.

On dessine vraiment les contours d'une concertation à géométrie variable… dont on ne sait pas sur quels arrondissements elle portera. Un ? Deux ? Trois ? Vous en avez donné cinq. Nous aussi, on est candidats pour expérimenter dans le 17e, dans le 15e : ne vous gênez pas, ne vous censurez pas, Madame HIDALGO !

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - C'est un triomphe.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - Je ne censure absolument pas, mais je n'ai jamais vu un dossier en Commission, ni du 17e, ni du 15e, ni du 7e, ni du 5e.

C'est une réalité : investissez-vous dans le dossier et on verra bien, bien sûr.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous passons maintenant aux opérations de vote.

Nous commençons par le vœu n° 34 bis, présenté par l'Exécutif, bénéficiant du retrait des autres vœux et du soutien des auteurs du vœu maintenu.

Je mets donc aux voix, à main levée, le projet de vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de vœu est adopté à l'unanimité. (2009, V. 224).

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu référencée n° 34, déposée par le groupe "Les Verts", assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Vœu déposé par MM. Jean-François LAMOUR, Philippe GOUJON, Mmes Claire de CLERMONT-TONNERRE, Géraldine POIRAULT-GAUVIN et les élus du groupe U.M.P.P.A. relatif aux difficultés liées au chantier du centre commercial Beaugrenelle et à l'entretien de la dalle du Front de Seine.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous passons maintenant à l'examen du vœu référencé n° 37 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif aux difficultés liées au chantier du centre commercial Beaugrenelle et à l'entretien de la dalle du Front de Seine.

La parole est à Mme POIRAULT-GAUVIN.

Mme Géraldine POIRAULT-GAUVIN. - Merci, Monsieur le Maire.

Le quartier Beaugrenelle est depuis longtemps en pleine mutation, mais les habitants voient ce quartier et leurs conditions de vie se dégrader de plus en plus.

Les questions qui sont posées dans le vœu n° 37 sont très claires. Elles se posent, d'une part, au Maire de Paris qui a soutenu, autorisé, promu, le projet privé du nouveau centre commercial Beaugrenelle, et d'autre part, aux élus qui siègent au sein de la S.E.M. "PariSeine" qui a en charge la gestion de la dalle du Front de Seine.

Les problèmes recensés dans ce vœu appellent des réponses simples que nous avons le plus grand mal à obtenir. D'abord, quant à l'absence d'information sur le calendrier du chantier du nouveau centre commercial Beaugrenelle et sur les prochaines étapes, la mairie du 15e intervient auprès des investisseurs, mais nous n'avons pas d'information venant de la Mairie de Paris. S'agissant du non-respect des prescriptions de sécurité par les entreprises qui interviennent sur ce chantier, la mairie du 15e intervient, mais que fait la Mairie de Paris pour garantir les conditions de sécurité de ce chantier ?

Troisième point : la dégradation de l'entretien de la dalle du Front de Seine. Que fait la S.E.M. "PariSeine" de la subvention de la Ville de Paris et des charges des copropriétaires ? Parce que le résultat n'est pas du tout satisfaisant concernant l'entretien de cette dalle.

Le vœu a été présenté au Conseil du 15e arrondissement et, d'ailleurs, le Vice-président de la S.E.M. "PariSeine" a pris la parole. Il est pourtant en charge du dossier de Beaugrenelle mais n'a pas jugé utile de répondre aux questions, se déclarant incompétent sur le sujet...

Il a également été présenté en 8e Commission, mais nous n'avons pas obtenu davantage de réponse de la Première adjointe. Donc, nous entendons obtenir des réponses sur l'information des riverains quant au calendrier du chantier du centre commercial Beaugrenelle, concernant l'entretien de la dalle du Front de Seine et la sécurisation, concernant la sécurité des habitants, s'agissant des démolitions. Et, enfin, nous aimerions avoir des précisions sur le calendrier de l'ouverture du futur cinéma.

Je vous remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Pour vous répondre, la parole est à Mme Anne HIDALGO.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - Face à ce qui devient une obsession pour Mme POIRAULT-GAUVIN, c'est-à-dire qu'elle est contre, contre, contre, contre, tout ce que nous faisons dans le 15e et notamment à Beaugrenelle, je vais essayer de répondre sans obsession et avec objectivité et rationalité comme à chaque fois que je suis amenée à lui répondre.

Alors, d'abord, les questions qu'elle pose concernent, pour la plupart d'entre elles, l'opérateur commercial "Apsys", et, donc, il lui revient de poser les questions à l'opérateur commercial "Apsys", si elle n'a pas de réponse. Mais je sais qu'ils sont tout à fait disposés à répondre à tous leurs interlocuteurs élus, même à ceux qui n'ont pas soutenu le projet, parce que c'est normal, il faut vraiment répondre à tout le monde. Je pourrais intervenir pour qu'ils vous répondent, si jamais ils tardaient encore, mais cela m'étonnerait, ce n'est pas leur genre.

D'autres questions relèvent de la responsabilité de la S.E.M. "PariSeine" qui en est propriétaire. Et donc voici les quelques réponses que je peux vous faire. D'abord, les travaux de démolition du centre Beaugrenelle se poursuivent. L'ouverture du futur centre est prévue pour le printemps 2012, ce dont vous êtes parfaitement informée. La société "Apsys" qui est toujours invitée et représentée au conseil de quartier concerné, présidé par un adjoint au Maire du 15e a régulièrement l'occasion de donner toutes ces informations à la population, notamment dans le cadre de ce conseil de quartier.

J'ajoute que le calendrier figure aussi sur toutes les brochures qui sont très largement diffusées, présentant les futurs emplois liés au chantier, au centre Beaugrenelle, et tout cela est distribué aux habitants du 15e. Cela a été distribué d'ailleurs aux journées sur l'emploi que nous avons organisées le 16 mai dernier, donc l'information circule bien.

S'agissant de la conduite du chantier, bien sûr, il faut limiter au maximum les nuisances pour les riverains. Là aussi, des réunions ont eu lieu entre la DVD du 15e arrondissement - d'ailleurs, je les remercie parce qu'ils font un travail remarquable -, "Apsys" et aussi le commissariat du 15e. Il y a aussi des relations régulières entre "Apsys" et le Novotel Paris Tour Eiffel. Elles sont constantes, même si parfois parce qu'il y a un chantier et qu'il y a des difficultés, ce n'est pas facile, mais la SemParisSeine, et je salue à la fois sa Présidente, Seybah DAGOMA, et son vice-président, Claude DARGENT, intervient régulièrement pour faciliter les choses.

Pour répondre à votre question sur les cinémas, ces derniers sont liés à l'ouverture du centre commercial et ne sont absolument pas mis en cause. Il s'agit des cinémas Pathé qui vont s'installer avec 10 salles sur ce Front de Seine.

Enfin, en ce qui concerne la dalle du Front de Seine, la S.E.M. "PariSeine" a mis en place un programme général de réfection totale de la dalle en trois phases. Vous le savez, la première phase a été achevée et aujourd'hui, c'est un jardin suspendu. J'invite vraiment toutes celles et ceux qui ne sont pas allés depuis très longtemps sur la dalle Beaugrenelle à s'y rendre parce que la végétalisation que nous avons créée sous la précédente mandature rend très bien.

Et même si Mme POIRAULT-GAUVIN, lorsque nous avons inauguré cette première tranche, nous a fait savoir cet hiver qu'elle était très déçue parce que les plantes n'avaient pas encore poussé, eh bien, je tiens à la rassurer, les plantes, en plus, ont poussé.

Alors les deuxième et troisième phase, elles, vont pouvoir démarrer en 2010 et elles ont été présentées, là aussi, dans de très nombreuses réunions publiques, devant les Présidents de Tour, devant les riverains, devant le conseil de quartier. Et ces travaux concernent également la rénovation des accès. L'accès au niveau de la rue de l'Ingénieur Keller qui fait partie du domaine de la S.E.M. a été rénové, et l'ascenseur qui mène au niveau de la dalle est en service. Il rencontre encore parfois des difficultés, mais comme tous les ascenseurs ou escalators extérieurs. D'ailleurs, Mme de CLERMONT-TONNERRE qui est administratrice de la S.E.M. et première adjointe au Maire du 15e arrondissement a, bien sûr, toutes ces informations.

La dalle Keller, elle-même, est propriété de La Poste et pas de la Ville. Cela vous le savez aussi. Et sa rénovation ne pourra se faire qu'avec l'engagement de La Poste, la S.E.M. "PariSeine" assurant, quant à elle, le nettoyage ; des relations sont établies entre la S.E.M. et La Poste pour envisager des travaux de rénovation.

Je peux signer plusieurs fois, dater, tamponner cette réponse pour qu'elle puisse être consignée comme une réponse, je crois, précise à des questions précises et j'émets un avis défavorable à votre vœu, Madame POIRAULT-GAUVIN.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste et élus du Parti de gauche, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Mme Géraldine POIRAULT-GAUVIN. - Explication de vote.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Allez-y, c'est de droit, mais on avait compris, en gros, que vous vouliez voter votre vœu.

Mme Géraldine POIRAULT-GAUVIN. - Eh bien, vous avez parfaitement compris, et je voulais remercier la Première adjointe vraiment sincèrement parce que c'est la première fois depuis trois ans que nous obtenons des réponses précises à des questions précises. Je pense que ce changement de méthode doit être lié à son ambition nouvelle qui a été révélée ce week-end de remplacer le Maire de Paris.

Effectivement, il faut tirer les leçons du très mauvais résultat du parti socialiste aux dernières européennes dans le 15e…

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Là, c'est hors sujet, Madame POIRAULT-GAUVIN. Pardonnez-moi, ce n'est pas une explication de vote.

Mme Géraldine POIRAULT-GAUVIN. - … 12, 9 %. Effectivement, il fallait changer de méthode.

Donc, nous transmettrons les réponses aux habitants du 15e, mais je maintiens évidemment ce vœu.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Bien, le scoop aurait été que vous nous annonciez votre propre candidature, mais ce n'est pas ce que vous nous annoncez.

Mme Géraldine POIRAULT-GAUVIN. - Bien non !

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Ce sera pour plus tard.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Vœu déposé par M. Sylvain GAREL et les éluEs du groupe "Les Verts" pour maintenir ouvert au public le passage de la Sorcière.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 38 dans le fascicule, déposé par le groupe "Les Verts", relatif à l'ouverture au public du passage de la Sorcière.

M. Sylvain GAREL nous le présente très brièvement.

M. Sylvain GAREL. - Merci, Monsieur le Maire.

C'est un débat extrêmement local mais qui a fait couler beaucoup de salive et d'encre aussi sur la Butte Montmartre. Il s'agit tout simplement d'un des lieux les plus originaux et les plus caractéristiques de la Butte Montmartre, le seul vestige de ce qu'on appelle "maquis de Montmartre", qui est ce passage de la Sorcière, avec un rocher dit de la sorcière au milieu, qui est un endroit accessible à tous depuis toujours.

Ce passage appartient à une copropriété dont la Ville fait partie puisqu'un terrain de boules municipal représente 16 % de cette copropriété. Pour résumer, il y a eu des négociations pour essayer que la Ville finance les travaux liés à ce passage privé, mais ouvert au public, et d'une façon assez surprenante il y a quelques mois les copropriétaires se sont raidis, ont rompu les négociations et ont décidé de fermer ce passage.

Il y a eu des manifestations très importantes : 2.300 signatures de pétitions sur la Butte Montmartre pour que ce lieu reste ouvert. Nous avons donc déposé ce vœu qui a été adopté à l'unanimité dans le 18e pour demander que ce passage reste ouvert, et donc que la mairie du 18e rouvre les négociations avec les copropriétaires pour trouver une solution pour que ce lieu reste accessible à la fois aux riverains, mais aussi aux nombreux visiteurs qui visitent ce quartier.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

La parole est à Mme Anne HIDALGO.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - Je ne serai pas très longue. J'émets un avis favorable à ce vœu qui d'ailleurs a été voté à l'unanimité par le Conseil du 18e et dont Sylvain GAREL est à l'origine.

Avis favorable et nous ferons en sorte qu'il y ait un rapprochement avec les copropriétaires pour examiner les modalités pour que ce passage de la Sorcière reste ouvert au public.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci bien.

La parole est à M. BOURNAZEL pour une explication de vote.

M. Pierre-Yves BOURNAZEL. - Merci, Monsieur le Maire.

Oui, nous allons voter évidemment le vœu qui avait été présenté en Conseil d'arrondissement. Nous avions, nous, déposé une question orale allant dans le même sens.

Nous souhaitons évidemment ce que ce passage soit ouvert au moins la journée, pour que les riverains, notamment qui amènent leurs enfants à l'école de la rue Lepic puissent le faire à partir de l'avenue Junot, par exemple.

Nous le souhaitons évidemment aussi dans le cadre du respect de ce lieu dont un certain nombre de propriétaires exige la sécurité et l'entretien.

Mais nous avons appris ce matin, de la part des pétitionnaires, que la mairie d'arrondissement avait reçu de la part de la Ville de Paris un avis défavorable quant à l'engagement d'une procédure pour permettre que ce passage puisse être évidemment utilisable pour les riverains.

Je regrette que l'on n'ait pas d'explication, Madame HIDALGO, sur ce sujet. Pourquoi la Ville n'engage-t-elle pas la procédure dont M. VAILLANT avait fait la promesse en Conseil d'arrondissement de lundi dernier ?

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe "Les Verts", assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée à l'unanimité. (2009, V. 225).

Vœu déposé par M. Yves CONTASSOT et les éluEs du groupe "Les Verts" relatif à la dénomination d'un lieu en hommage à René Dumont.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 39 dans le fascicule, déposé par M. Yves CONTASSOT et les éluEs du groupe "Les Verts", relatif à la dénomination d'un lieu en hommage à René Dumont.

La parole est à M. Yves CONTASSOT.

M. Yves CONTASSOT. - Très rapidement, vous savez que René Dumont a joué un rôle très important dans la prise de conscience des problèmes environnementaux et écologiques en France et dans le monde.

Nous honorons sa mémoire une fois de plus. Il s'agit de faire en sorte que la coulée verte, à proximité de laquelle il a vécu pendant de très longues années, puisse porter son nom.

J'ai noté avec intérêt que Anne HIDALGO a elle-même dit qu'elle était de la génération René Dumont, donc je me félicite qu'effectivement on puisse parler de génération René Dumont,car cela montre à quel point il a marqué la pensée. Je trouve cela très bien.

Simplement, j'ai conscience qu'il y a un certain nombre de formalités à respecter, donc je souhaite sous réserve évidemment de l'avis de la mairie du 12e arrondissement et de la commission, que l'on adopte une orientation positive dans ce sens.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci de cet éclairage.

La parole est à Mme Anne HIDALGO.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Je crois que René Dumont a inspiré beaucoup de générations, et des générations qui étaient jeunes à l'époque, puisqu'il était quand même déjà assez âgé quand en 1974 il s'est présenté à l'élection présidentielle. Mais il est vrai que son discours et ce qu'il portait a, je crois, marqué beaucoup de générations et ouvert à la cause écologique beaucoup de jeunes et beaucoup de militants.

Ce que vous nous proposez aujourd'hui pose un problème : d'abord parce que le jardin d'agronomie tropicale, qui est au cœur du bois de Vincennes porte d'ores et déjà le nom de René Dumont. Il y a donc déjà une dénomination René Dumont.

Par ailleurs, il faut, pour respecter notre procédure, que nous passions par la Commission d'attribution des noms de rues. Elle doit être saisie sur la localisation et il est toujours difficile de localiser a priori, d'indiquer un lieu comme étant celui auquel on souhaiterait que le nom de la personnalité soit donnée, et donc c'est difficile aujourd'hui de donner un avis favorable à votre vœu.

En revanche, compte tenu de la personnalité considérable de René Dumont, je m'engage à ce que nous saisissions la Commission d'attribution des noms, et bien sûr à ce que nous demandions l'avis de la mairie et de la maire du 12e pour voir si un autre lieu ne pourrait pas se voir attribuer cette dénomination.

En tout cas, je m'engage à soumettre cette proposition à la Commission, mais je vous demanderai de retirer votre vœu aujourd'hui parce qu'il est beaucoup trop précis quant à la localisation. Un avis favorable serait un peu léger dans la mesure où tout ce travail de commission n'a pas été fait préalablement, et nous devons rechercher ensemble un lieu en respectant la procédure.

Vous le savez aussi, René Dumont, était un homme et pas une femme.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste et élus du Parti de gauche, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

Je continue et vous applaudirez peut-être puisque nous essayons de faire en sorte qu'il y ait beaucoup plus de noms de femmes dans les rues et dans les lieux parisiens. Donc la commission tient aussi compte de cela et c'est pourquoi je ne voudrais pas passer outre la saisine de la commission et je vous demanderai de bien vouloir retirer ce vœu, compte tenu de l'engagement que je prends de lui transmettre ce dossier.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. CONTASSOT.

M. Yves CONTASSOT. - J'entends bien, mais en même temps je suis un peu surpris de la réponse, je ne vous le cache pas.

D'abord, parce qu'on a eu ce débat sur plusieurs squares, qui ont été débaptisés au cours du précédent mandat : Roger Vincent, Kriegel-Valrimont, que des hommes. Quand j'avais objecté cela, on m'a dit : circulez, il n'y a rien à voir !

Je n'aimerais pas que quand il s'agit d'un homme écolo, on nous dise : "non, car c'est un homme" et que quand il s'agit d'autres hommes, selon leur histoire, leur appartenance et je ne veux pas en dire plus, cela soit possible. J'aimerais donc que ce ne soit pas le seul critère.

Deuxième élément, j'ai dit que je souhaitais que ce soit sous réserve que la mairie du 12e donne son avis, et que la commission soit saisie. On peut saisir une commission en lui disant : trouvez un lieu, ou on peut dire à une commission : réfléchissez pour voir si cet endroit est possible. Et c'est le sens du vœu que de dire : regardez si la coulée verte, c'est possible.

Si la commission nous dit que ce n'est pas possible, on est prêt à examiner un autre lieu. Mais ne disons pas a priori que ce ne sera pas là et qu'il faut trouver un lieu. Car nous le savons, dans ce genre de cas, on ne trouve pas de lieu. On peut reprendre tous les votes que l'on a faits depuis fort longtemps pour souhaiter des dénominations, s'il n'y a pas un lieu qui est proposé, cela ne débouche quasiment jamais.

Je souhaite que vous revoyiez l'avis défavorable en rappelant ces réserves, c'est-à-dire que l'on saisisse la commission en lui demandant de voir si c'est possible, et dans ce sens-là, si la commission nous dit que ce n'est pas possible, à ce moment-là que l'on réexamine le problème.

(Applaudissements sur les bancs des groupes "Les Verts", socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste et élus du Parti de gauche et du Mouvement républicain et citoyen).

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

La parole est à Mme Anne HIDALGO.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - Je suis d'accord avec la formulation qui vient d'être reproposée par Yves CONTASSOT. Je voudrais préciser et je rappelle systématiquement sur les noms de rue, le principe et l'objectif que nous avons de rééquilibrer et qu'il y ait plus de noms de femmes dans les rues de Paris, parce qu'elles sont à peine 2,5 % alors qu'elles ont fait l'histoire de Paris au moins à 50 % avec les hommes. La personnalité de René Dumont, même s'il y a déjà un site de ce nom dans le jardin d'agronomie tropicale, mérite, parce qu'il y a des personnalités qui ont plusieurs lieux dans Paris, qu'effectivement son nom puisse être étudié pour une localisation supplémentaire.

Sous réserve de l'avis de la maire du 12e et de la Commission, j'émets un avis favorable, compte tenu de l'échange que nous venons d'avoir.

M. Yves CONTASSOT. - Merci.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci à tous.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe "Les Verts", amendée par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée à l'unanimité. (2009, V. 226).

2009, DLH 91 - Octroi de la garantie de la Ville de Paris aux emprunts à contracter par la SGIM auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations en vue du financement complémentaire des programmes concernés par le remboursement anticipé des avances consenties par la Ville de Paris à la SGIM pour la réalisation de programme immobiliers à usage principal d'habitation.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous passons maintenant à l'examen du projet de délibération DLH 91 concernant l'octroi de la garantie de la Ville de Paris aux emprunts à contracter par la SGIM auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations en vue du financement complémentaire des programmes concernés par le remboursement anticipé des avances consenties par la Ville de Paris à la SGIM pour la réalisation de programme immobiliers à usage principal d'habitation.

La parole est à M. Jérôme DUBUS.

M. Jérôme DUBUS. - Monsieur le Maire, il s'agit, crise oblige, pour la Ville, de rendre un certain nombre de dispositions qui étaient faites pour que les locataires deviennent propriétaires plus attractives.

Je rappelle que le chiffre de logements vendus en 2008 n'a jamais été aussi bas à Paris : 330 logements seulement vendus. Je rappelle qu'il y a 10 ans, il y en avait 3.500. Vous voyez, la chute est vertigineuse. Elle n'est pas seulement liée à la crise, elle est liée aussi à toute une politique qui, bien évidemment, a été menée depuis 2001.

Alors, vous avez mis en place deux prêts qui sont le prêt "Paris logement" et le prêt "Parcours résidentiel" qui sont...

(Interventions hors micro).

On a interverti les deux.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Bien… Donc on s'en tient là ?

M. Jérôme DUBUS. - Non, on recommence tout.

(Protestations sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Là, honnêtement, il faut faire un peu attention à ce que l'on dit quand même ! Excusez-moi…

Monsieur DUBUS, vous avez la parole, mais je vous demande d'accélérer, parce qu'on a d'autres sujets à voir.

M. Jérôme DUBUS. - C'est bien le DLH 91, donc j'accélère…

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Comme indiqué quand je vous ai passé la parole, absolument !

M. Jérôme DUBUS. - S'il s'agit de la S.G.I.M., c'est la mise en œuvre du protocole voté fin 2008 qui permet à la Ville de toucher 110 millions d'euros de remboursements anticipés d'avances de la Ville à la S.G.I.M..

Je voudrais faire très rapidement trois remarques.

D'abord, le rôle que l'Etat joue dans cette affaire via la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer ce remboursement. Deux prêts ont été consentis à la S.G.I.M. pour un montant de 90 millions d'euros, pour rembourser la Ville qui, elle-même, garantira les prêts, plus un reliquat de 20 millions d'euros qui sont prélevés sur la trésorerie de la S.G.I.M. Donc l'Etat, contrairement à ce qui a été dit ce matin, joue son rôle : 90 millions d'euros, ce n'est pas rien !

Le deuxième point, au moment où les bailleurs sociaux ont besoin de fonds propres, il est plutôt curieux d'amputer de 20 millions d'euros la trésorerie de la S.G.I.M. De deux choses l'une, ou bien la S.G.I.M. avait une trésorerie dormante et à ce moment-là, elle est fautive de ne pas l'avoir employée, ou alors, en prélevant 20 millions d'euros sur sa trésorerie, on va compromettre le financement d'opérations futures pour ce bailleur social, alors que la S.G.I.M. a vocation à développer la construction et non pas à être une simple S.E.M. de gestion.

Le troisième point que je voulais souligner, c'est le conventionnement, car derrière cette opération, il y a un dossier de conventionnement de 623 logements supplémentaires, y compris dans le 13e arrondissement, qui n'est pas une zone de déficit de logements sociaux. Nous n'avons pas d'information sur ces perspectives de conventionnement, malgré nos vœux, malgré nos demandes répétées.

Une nouvelle fois, il s'agit de faire disparaître des logements qui sont destinés aux classes moyennes, puisque le financement exclut le P.L.S., alors qu'il est bien nécessaire pour maintenir la fluidité du parc.

Nous n'avons eu communication sur ce dossier d'aucune enquête sociale sur les ressources des locataires en place, aucune justification des choix, aucun élément sur la date d'application du conventionnement aux résidents et de ses effets sur les loyers et notamment sur l'application des S.L.S.

C'est donc, une fois de plus, la mise devant le fait accompli d'un conventionnement en PLUS, alors que, de mon point de vue et de notre point de vue, notamment dans le 13e, vous auriez pu imaginer un conventionnement en P.L.S.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. Jean-Yves MANO pour vous répondre.

M. Jean-Yves MANO, adjoint, au nom de la 8e Commission. - Monsieur DUBUS, je suis un peu étonné, parce que le projet de délibération concerne la garantie de la Ville à des emprunts consentis par la Caisse des Dépôts et ce n'est que cela. Tout le débat complémentaire a eu lieu dans une autre époque, c'est-à-dire au mois de décembre. C'est une délibération qui est la suite de la délibération du mois de décembre, sur la décision de conventionnement. Il n'y a pas de nouveauté sur le sujet. Vous avez déjà eu, sans doute, à vous exprimer au mois de décembre, à moins que cela ne vous ait échappé.

Je note toutefois que vous ne remettez pas en cause le principe même pour les S.E.M. de la Ville de rembourser des avances de la Ville qui étaient indexées sur des données inconnues, à savoir l'évolution de l'indice de la construction ; tout le monde pourra admettre que le fait de ne pas avoir de vision de l'évolution des prêts mettait les S.E.M. dans de vraies difficultés, que, d'autre part, ce n'est pas extraordinaire que la Caisse soit l'outil fondamental du logement social et qu'à ce titre, elle exerce, me semble-t-il, sa responsabilité en octroyant des prêts conformément à sa mission.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DLH 91.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2009, DLH 91).

2009, DLH 131 - Majoration temporaire du montant des aides "Prêt Paris Logement 0 %" (PPL 0 %) et "Prêt Parcours Résidentiel (PPR).
Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DLH 131 relatif à la majoration temporaire du montant des aides "Prêt Paris Logement 0 %" (PPL 0 %) et "Prêt Parcours Résidentiel (PPR), sur lequel le groupe U.M.P.P.A. a déposé le vœu référencé n° 40 dans le fascicule.

Je donne la parole à Mme Marinette BACHE pour commencer.

Mme Marinette BACHE. - Je vais être très rapide, Monsieur le Maire, mais je voudrais quand même dire quelques mots pour souligner ce projet de délibération qui, à mon avis, le mérite bien.

Comme j'ai souvent eu l'occasion de le dire en tant que présidente des élus du groupe M.R.C., la question du logement est, pour nous, une question centrale, avec, évidemment, en son cœur, le logement social.

Cependant, nous savons qu'à Paris, le foncier disponible est limité et que la question du logement gagnera à se concevoir dans le cadre métropolitain.

Nous connaissons également le désintérêt du Gouvernement pour tout ce qui touche à cette question, ainsi que les attaques portées par les réformes de Mme BOUTIN. Nous n'avons pas oublié la remise en cause du livret A qui était un instrument du logement social.

Or, aujourd'hui, chacun est bien conscient que la crise ne fait qu'amplifier les difficultés de ce secteur. Le nombre de demandeurs de logement social risque d'augmenter en même temps que le chômage, tandis que ceux qui sont locataires d'un appartement dans ce secteur auront besoin d'assurances solides pour le quitter.

Afin de répondre à ces difficultés illustrées, par exemple, par la baisse de 37 % des transactions à Paris entre mars 2008 et mars 2009, la municipalité parisienne propose donc, à travers cette délibération, d'augmenter de 50 % les montants des prêts logement 0 % et les prêts P.P.R. et ceci jusqu'au 31 décembre 2010.

Je voulais juste signaler que cette mesure me semblait susceptible d'aider les couches moyennes à libérer un logement social et à faire l'acquisition d'un logement, que c'était donc une bonne mesure et que les élus du M.R.C., bien évidemment, la soutiendront.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Je vous remercie.

La parole est à M. René DUTREY.

M. René DUTREY. - Ce projet de délibération, que le groupe "Les Verts" votera d'ailleurs, est vraiment de saine gestion. Il y a moins de dossiers déposés, donc on peut attribuer plus d'argent ; comme on peut attribuer plus d'argent, on ne sait pas quoi en faire. On se dit : c'est la crise, on va permettre à de nouvelles personnes d'accéder à la propriété.

Je reconnais que j'ai été un peu surpris par ce projet de délibération qui vise à un doublement, pendant six mois, du prêt à taux zéro pour les personnes qui veulent acheter.

Pour la réflexion, je vais vous faire quelques propositions de doublement par rapport à la crise. On pourrait doubler l'aide aux familles monoparentales pendant six mois, une sorte de quinzaine commerciale de la famille monoparentale. On pourrait doubler le R.M.I. aussi pendant six mois, comme cela, sur le même modèle. Il y a beaucoup d'aides que l'on pourrait doubler.

Pourquoi le fait-on pour l'accession à la propriété et pourquoi ne le fait-on pas pour les autres sujets ? C'est vrai que le projet propose, pour favoriser la reprise du marché, d'augmenter de 50 % les montants. Moi, je suis tout à fait pour favoriser le marché, mais je trouve que cette mesure aurait dû être équilibrée par d'autres mesures, pas obligatoirement de votre ressort, Monsieur MANO, mais d'autres mesures sur le même modèle de cette quinzaine commerciale, des aides sociales que nous aurons pu doubler pendant six mois pour permettre aux personnes en difficulté de passer le cap.

Donc, nous voterons cette délibération pour permettre aux gens concernés de passer le cap. Nous aurions souhaité qu'elle soit équilibrée par une délibération sur les locataires, une délibération sur les aides aux personnes, qui aurait pu être doublée pendant six mois sur ce même modèle.

Je vous remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous poursuivons avec M. Gauthier CARON-THIBAULT.

M. Gauthier CARON-THIBAULT. - Qui va faire court sur ce projet de délibération, Monsieur le Maire.

Juste, effectivement, ce projet de délibération est l'occasion de souligner le succès qu'a remporté le Prêt "Paris Logement", puisque 2007, c'est la distribution de 750 prêts par trimestre qui a pu être constatée par les services de la Ville.

Cependant, il faut effectivement prendre acte du fait que la crise économique impacte le marché de l'immobilier en l'asséchant et en rendant plus délicat pour beaucoup l'acquisition d'un appartement.

D'ailleurs, les cinq premiers mois de l'année 2009 ont vu une chute de 43 % du nombre de prêts versés par rapport à la même période en 2008.

Cette délibération est également l'occasion de souligner la justesse de l'action de la Ville de Paris en matière d'acquisition de logements pour permettre aux familles modestes de rester sur la Capitale, car, effectivement, si l'Etat a agi en ce domaine en augmentant son prêt à taux zéro et en étendant le Pass Foncier au secteur du logement locatif, force est de constater que ces mesures vont être d'un faible impact sur Paris, car elles ne concernent que le logement dans le marché neuf, alors que, sur Paris, le logement ancien concerne 99 % des acquisitions.

C'est donc ainsi que la Ville de Paris entend agir sur le front du marché de l'immobilier, afin d'enrayer l'impact de la crise que nous vivons, et je crois que c'est l'occasion aujourd'hui de s'en féliciter.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci beaucoup, Monsieur Gauthier CARON-THIBAULT.

Nous terminons avec M. Jérôme DUBUS qui en profitera pour présenter le vœu n° 40, qui a été déposé par son groupe.

M. Jérôme DUBUS. - Très rapidement sur ce sujet.

D'abord, je voudrais répondre à Mme BACHE en lui disant que l'Etat n'a jamais manqué à ses obligations vis-à-vis de la Ville de Paris en matière de logement. 145, 150 millions d'euros sont donnés par l'Etat à la Ville de Paris sur des opérations, chaque année, et il ne manque pas 1 euro !

Dire aujourd'hui que l'Etat ne respecte pas ses engagements en matière de logement, c'est totalement faux.

La deuxième chose que je voudrais répondre à M. DUTREY, c'est qu'en matière de logement, nous avions proposé, dans ce que vous appelez la Quinzaine commerciale du logement, le blocage des loyers de tous les locataires des bailleurs sociaux de la Ville de Paris et vous aviez refusé notre vœu. Donc, maintenant ne venez pas vous plaindre s'il n'y a rien pour les locataires !

En ce qui concerne le Prêt Paris Logement et le Prêt Parcours Résidentiel, d'abord, nous n'avons pas de bilan du Prêt Parcours Résidentiel. Nous l'avons pourtant voté au mois de septembre 2008, nous sommes maintenant au mois de juin 2009, et on devrait pouvoir normalement tirer un premier bilan.

La deuxième chose, c'est que vous pouvez augmenter tous les prêts, vous pouvez mettre en place tous les prêts de la terre avec des conditions formidables, s'il n'y a pas de produits en face, les prêts ne marcheront pas. Or, c'est ce qui se passe actuellement, il n'y a plus de produits en face.

J'ai rappelé tout à l'heure le chiffre de 330 logements neufs en accession à la propriété privée vendus en 2008, il y en avait 3.500 il y a dix ans. On se retrouve avec à peu près 10 % de ce qui faisait il y a 10 ans en matière de logement.

Alors, nous, pour être constructifs, nous vous faisons une proposition qui correspond d'ailleurs à ce que demande M. DELANOË, c'est-à-dire de mettre en place un produit qui permette aux locataires du logement social de devenir propriétaires. Cela s'appelle le P.S.L.A., c'est le Prêt Social Location Accession. Quand vous remboursez, vous remboursez vos échéances sous forme d'une location. Cela se fait maintenant dans toutes les villes, sauf à Paris.

Ce que nous demandons par ce vœu qui est rattaché à cette délibération, c'est que sur les 6.000 logements sociaux réalisés par an à Paris, nous puissions en faire 10 %, c'est-à-dire 600 par an, en P.S.L.A.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. Jean-Yves MANO pour répondre aux différents intervenants et donner l'avis de l'Exécutif sur le vœu présenté par M. DUBUS.

M. Jean-Yves MANO, adjoint, au nom de la 8e Commission. - Je vais commencer par remercier Mme Marinette BACHE et M. CARON-THIBAULT de leurs interventions soutenant la politique que nous menons en matière de logement et également en matière d'accession à la propriété.

En effet, c'est un succès, car depuis que ce produit a été lancé, vous le savez, près de 7.000 Parisiens ont bénéficié de ce prêt, dont 3.000 au cours de l'année 2008. Et nous voulons, face au ralentissement évident des transactions immobilières, permettre à des Parisiens d'accéder à la propriété, grâce à un coup de pouce supplémentaire.

Monsieur DUTREY, vous connaissez notre sens de la rigueur de gestion. Nous avions donc voté une enveloppe de crédits disponible pour le P.P.L. en début d'année. Cette ligne budgétaire n'étant pas consommée, étant donné la baisse effective des acquisitions, nous avons réfléchi à une ligne particulière pour donner un coup de pouce complémentaire venant compenser soit la hausse des taux d'intérêts, soit la frilosité des banques à prêter aux accédants à la propriété, car nous pensons que notre objectif de 3.000 en la matière est extrêmement intéressant.

Je ne comprends pas pourquoi M. DUBUS se focalise sur la notion d'accession uniquement dans le neuf. Vous savez très bien qu'il y a plus de 20.000 transactions à Paris en matière immobilière par an et que presque 3.000 en ont bénéficié au cours de l'année 2008.

Contrairement au Gouvernement qui focalise ses aides (Pass foncier) dans le neuf, la Ville de Paris offre une aide plus vaste puisqu'étendue à l'ancien, et donc plus efficace. Vous ne pouvez, me semble-t-il, tenir vos positions et devriez soutenir la nôtre.

Ce choix en matière d'accession quasi sociale à la propriété, est guidé par la raréfaction foncière sur le territoire parisien.

Aujourd'hui, vous connaissez l'objectif du Maire de Paris, de financer 40.000 logements sociaux sur la mandature. Cela laisse peu de place à la notion d'accession sociale à la propriété telle que vous la conceviez sous l'ère de M. TIBÉRI qui, en tout état de cause, n'a permis qu'à 700 privilégiés, sur toute la mandature, de bénéficier d'une accession à la propriété à prix préférentiel, sans maîtrise de la spéculation immobilière.

C'est pourquoi nous avons proposé et étendu notre système Prêt Paris Logement que nous défendrons haut et fort.

Je rejette donc le vœu que vous nous proposez.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci pour ces précisions.

Monsieur DUBUS ?

M. Jérôme DUBUS. - Simplement pour préciser à M. MANO que le P.S.L.A. n'existait pas sous M. TIBÉRI.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci de cette précision supplémentaire.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstention ?

La proposition de vœu est repoussée.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DLH 131.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2009, DLH 131).

Chers collègues, je vous remercie.

La séance est suspendue. Elle reprendra demain matin à 9 heures, avec un débat organisé sur le rapport d'information consacré à l'accueil de la Petite enfance à 9 heures.

Bonne soirée.

Suspension et reprise de la séance.

(La séance, suspendue à le lundi 6 juillet 2009 à vingt heures, est reprise le mardi 7 juillet 2009 à neuf heures cinq minutes, sous la présidence de M. le Maire de Paris).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Mes chers collègues, la séance est reprise.

2009, SGCP 6 - Rapport de la Mission d'information et d'évaluation sur l'engagement de la collectivité parisienne auprès des familles en matière d'accueil des jeunes enfants de moins de trois ans.
Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif à l'application de nouveaux horaires d'ouverture dans les nouvelles structures d'accueil et aux demandes de logements sociaux pour les personnels municipaux de la petite enfance.
Vœu déposé par l'Exécutif relatif à l'application de nouveaux horaires d'ouverture dans les nouvelles structures d'accueil et aux demandes de logements sociaux pour les personnels municipaux de la petite enfance.
Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif à l'harmonisation des commissions d'attribution des places en crèches.
Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif à la scolarisation des enfants de moins de 3 ans au mois de janvier.
Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif au fonctionnement des commissions d'attribution des places en établissement de la petite enfance.
Vœu déposé par les groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants relatif au rapport de la mission d'information et d'évaluation sur la petite enfance.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Mes chers collègues, nous examinons ce matin le rapport de la Mission d'information et d'évaluation sur l'accueil des enfants de moins de 3 ans.

Permettez-moi d'abord de saluer la vitalité démocratique de notre Assemblée, qui permet, sans souci de récupération, aux élus de tous bords d'évaluer ensemble nos politiques publiques et de proposer collectivement des améliorations.

C'est ainsi que le Conseil de Paris a décidé, à la demande du groupe U.M.P.P.A., ce que je ne chercherai pas à récupérer… Ce n'est pas l'ouverture, c'est la normalité du respect démocratique…

M. Jean-François LAMOUR. - De toute façon, on résistera.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Mais je ne comptais pas demander, Jean-François, donc !

M. Jean-François LAMOUR. - J'ai senti quand même.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Non, non, pas d'inquiétude !

Nous sommes donc, de ce point de vue-là, branchés sur la même longueur d'onde.

M. Jean-François LAMOUR. - J'ai cru percevoir une tentative quand même.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Non, c'était une illusion !

M. Jean-François LAMOUR. - Cela viendra !

(Rires).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Non, non ! Ou alors une déception peut-être que j'engendre tout d'un coup, mais… bon !

A la demande du groupe U.M.P.P.A., nous avons créé cette mission. Je veux souligner l'ouverture d'esprit qui a inspiré ces travaux sous la présidence de notre collègue David ALPHAND, avec pour rapporteur Anne-Christine LANG.

De nombreuses personnalités ont été auditionnées, des visites de terrain ont été conduites, les maires d'arrondissement ont, bien entendu, été consultés. Et les conclusions des travaux de la Commission ont été adoptées à l'unanimité de ses membres.

Où en somme-nous à Paris en matière de prise en charge des tout-petits ?

Notre ville compte actuellement 28.274 places d'accueil collectif pour les enfants de moins de 3 ans. De 2001 à 2008, ce sont 5.816 places qui ont été créées, ce qui représente un triplement par rapport à la mandature 1995-2001.

Mais ce n'est évidemment pas suffisant, car ce qui est en cause, c'est l'épanouissement des enfants, la sérénité des parents et la compatibilité entre vie familiale et vie professionnelle.

Aussi, nos objectifs pour la présente mandature amplifient la dynamique. 4.500 nouvelles places seront ouvertes d'ici 2014 et nous consacrerons dans les six ans qui viennent 400 millions d'euros en investissement aux structures d'accueil pour les petits Parisiens.

Pour nous adapter aux évolutions des besoins des familles et pour proposer un mode de garde à chacun, nous nous attachons également à la diversification de l'offre ; je pense notamment à la garde à domicile qui concerne plus de 10.000 enfants.

Nous devrons aussi simplifier les procédures et faciliter les démarches. C'est la responsabilité des Relais Information Familles dont la mission est de rassembler dans un même lieu l'ensemble des informations nécessaires à l'organisation de la vie quotidienne des parents.

Enfin, je souhaite insister sur l'importance dans ce domaine des enjeux du développement durable. Il ne s'agit pas seulement de construire et de faire fonctionner les établissements selon les normes Haute Qualité Environnementale. Nous le faisons et nous continuerons à le faire.

Mais nous veillons aussi à notre politique d'achat, avec une alimentation bio et une clause de réduction des emballages et des livraisons.

Dans le même esprit et parce que rien ne doit être laissé au hasard s'agissant de la santé des enfants, plus aucun biberon au bisphénol A ne sera utilisé à partir du début de l'année 2010.

Mais le rapport de la Mission petite enfance ne se borne pas à constater et à dresser un bilan, à la tonalité d'ailleurs positive. Il se conclut par 13 propositions.

Toutes ont retenu notre attention et je souhaite qu'elles soient rapidement mises en œuvre.

Je pense notamment à l'optimisation de l'attribution des places par les mairies. Partout, dans les 20 arrondissements, l'exigence de transparence doit être rigoureusement et scrupuleusement appliquée.

D'autre part, nous devrons renforcer la coordination entre tous les établissements, qu'ils soient municipaux ou associatifs, notamment pour la gestion des places.

Enfin, l'un des principaux obstacles à l'accueil des jeunes enfants demeure le nombre insuffisant de personnels qualifiés. J'attire une nouvelle fois l'attention de l'Etat sur la nécessité de développer les formations aux métiers de la petite enfance. J'avais d'ailleurs moi-même saisi en juin 2008 les ministres concernés ; hélas, j'attends toujours leur réponse.

M. ALPHAND et Mme LANG vont maintenant nous présenter les résultats de leurs travaux.

Je remercie les services de la Ville d'y avoir largement contribué.

Je salue la Caisse d'allocations familiales de Paris qui est pour nous un partenaire précieux.

Et je tiens à dire tout particulièrement ma gratitude à Christophe NAJDOVSKI pour le travail efficace et patient qu'il mène au service des Parisiens. Vous pourriez l'encourager.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

La petite enfance est bien une priorité de l'action municipale pour une ville chaleureuse, accueillante, ouverte à tous les âges de la vie.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

Avant de donner la parole aux orateurs inscrits, je voudrais que nous écoutions M. ALPHAND, puis Mme LANG.

Monsieur ALPHAND, vous avez la parole.

M. David ALPHAND. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire, mes chers collègues, en tant que président de la mission, je souhaite d'abord remercier les 14 conseillers membres de cette mission, et notamment Mme LANG, rapporteure.

Je dois avouer que j'ai littéralement infligé un rythme de travail très intense, presque inhumain, au cours des six derniers mois, à ces 14 conseillers de Paris, mais c'était pour la bonne cause - je fais ici mon mea culpa -, celle des familles parisiennes.

Nos débats ont été animés, parfois vifs, ils ont en tout cas permis de faire vivre la démocratie à Paris.

Je tiens également à remercier très vivement l'Inspection générale pour sa capacité d'analyse et sa réactivité ;

Les personnels de la DFPE pour leur engagement et leur sens du service public ;

Le Secrétariat général du Conseil pour son organisation sans faille ;

Et nos collaborateurs, bien sûr, pour leur disponibilité et leur aptitude à mettre de l'huile dans les rouages quand il le fallait ;

Je n'oublie pas le Maire de Paris, qui a su mettre en application sans délai le nouveau règlement du Conseil, et se mettre du même coup en risque, car risque il y avait.

Et le moins que l'on puisse dire, Monsieur le Maire, c'est que le bilan tiré de ces six mois de mission n'est pas à votre avantage.

Dans le secteur automobile, pour tester la solidité d'un véhicule, on procède à un "crash test".

Pardon de vous le dire, Monsieur le Maire, mais vous, vous avez raté votre "crash test".

Il y a, du rapport de la mission, en réalité deux versions.

Une version pour enfants, sans mauvais jeu de mots, cette version a été diffusée aux membres du Conseil et puis, comme pour tout ouvrage quelque peu licencieux qui se respecte, il y a une version pour adultes, car le principe de l'adoption à l'unanimité d'un rapport a ses limites.

C'est cette version pour adultes que je vais vous livrer et sur laquelle je vais m'attarder.

Quel en est donc son diagnostic. Les chiffres validés à l'unanimité par la mission sont accablants : 76.240 enfants de moins de 3 ans à Paris, pour 28.274 places d'accueil disponibles. Près de deux enfants sur trois sont donc dès le départ laissés sur le bord du chemin de l'offre d'accueil dans la Capitale. Comment en est-on arrivé là ?

Par manque de vision et de sens de l'anticipation.

(Protestations sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

A votre arrivée en 2001, Monsieur le Maire, vous n'avez pas su prendre la mesure du retournement de la dynamique de la natalité parisienne. 28.000 naissances en moyenne à la fin des années 1990 ; entre 31.000 et 32.000 dans les années 2000. Le robinet coulait de plus en plus fort, mais vous n'avez pas su le voir. Ajoutez à cela une gestion terriblement défaillante.

Un système informatique baptisé "Lucie", qui plante régulièrement, au point que les directrices de crèche en sont condamnées à ressortir leurs vieux cahiers à spirale pour prendre les inscriptions. Un véritable calvaire : "Lucie" s'est transformée en "Lucifer".

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

(Protestations sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

Désemparé devant les innovations technologiques, l'Exécutif parisien ne parvient pas plus à coordonner les initiatives sur le terrain.

Dans le 13e, par exemple, on "bidouille" dans son coin une base de données pour prévenir les parents par mail ou SMS. Heureuses sont les familles du 13e qui pourront en profiter, mais les autres ? Coincée entre des baronnies d'arrondissements amis mais très susceptibles, la mairie centrale renonce à son devoir de coordination, de recensement des bonnes pratiques, et de mutualisation des moyens.

Un renoncement qui se paie cher, mes chers collègues, car c'est le principe même de l'égalité devant le service public de la petite enfance qui est ainsi gravement remis en cause à Paris.

Comment remédier à ce gâchis ? Du travail de la mission se dégage une feuille de route claire.

Diversifier l'offre d'accueil : crèche interentreprises, micro-crèche, multi-accueil.

Sortir du dogmatisme et accepter d'expérimenter les jardins d'éveil pour les 2 à 3 ans avec un encadrement satisfaisant, soit un encadrant pour 8 à 12 enfants selon les activités au cours de la journée.

Généraliser l'ouverture des crèches municipales jusqu'à 19 heures pour enfin s'adapter aux besoins des parents actifs.

Mieux informer les familles, faire un effort de transparence.

Sortir de l'artisanat dans la recherche du foncier et mener une démarche systématique et ordonnée.

Les enfants sont une chance merveilleuse pour Paris, une richesse inestimable.

Alors, ne laissons pas leurs parents abandonnés à eux-mêmes, ne laissons pas les familles dans la galère, ne laissons pas les jeunes couples fuir Paris faute d'une place en crèche.

Merci.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Comme j'ai le sens démocratique, je vous remercie.

La parole est à Mme Anne-Christine LANG.

Mme Anne-Christine LANG. - Monsieur le Maire, mes chers collègues, à l'issue de six mois de travaux, d'une dizaine d'auditions et de nombreux débats, je me félicite que la première mission d'information du Conseil de Paris ait abouti à un vote unanime de l'ensemble de ses membres et que la qualité du travail accompli par la Municipalité parisienne depuis 2001 dans le domaine de la petite enfance fasse l'objet d'un tel consensus.

Non pas que nous devions bien sûr céder à un quelconque triomphalisme, enfin tout de même ! En dépit de tentatives un peu pathétiques, Monsieur ALPHAND, pour faire croire que tout ce que nous avons réalisé dans le domaine de la petite enfance depuis 2001 avait en fait été initié à partir de 1995, et que nous n'avons en définitive fait que poursuivre ce que vous aviez mis en place, il a bien fallu vous rendre à l'évidence, et les chiffres parlent d'eux-mêmes.

Vous avez livré un peu plus de 1.500 places d'accueil aux Parisiens ; nous en avons livré 5.816. Aujourd'hui, 50 % des moins de 3 ans bénéficient d'un accueil collectif à Paris, ce qui situe la Capitale bien au-dessus de la moyenne nationale.

Vous parlez d'insuffisance et d'imprévoyance. La Municipalité n'aurait pas anticipé l'augmentation des naissances à partir de 2000. Mais qui était le Maire de Paris à l'époque ? Je vous trouve bien sévère avec vos amis, Monsieur ALPHAND.

Vous avez à de nombreuses reprises contesté le nombre de places livrées dans la mandature alors même qu'un décompte scrupuleux de ces places était réalisé chaque année par l'Observatoire de la Création de places en crèche qui rendait public chaque année l'ensemble de ses travaux.

Vous arguez que la plupart des places que nous avons livrées étaient en fait à mettre à votre bilan car vous les aviez prévues, mais ce qui compte, Monsieur ALPHAND, c'est le nombre de places mises à disposition des familles, ce n'est pas le nombre de places prévues !

Car si vous allez par là et que nous adoptons le même mode de calcul en comptant les places qui étaient dans les tuyaux, comme on dit, à la fin de la mandature, nous atteignons le chiffre de 6.500. Je ne suis pas sûre que vous ayez intérêt à aller sur ce terrain, d'autant plus que cette bataille de chiffres, pour tout dire, finit par être un peu ridicule.

En définitive, et tout compte fait, si je vous entends bien, vos remarques sur l'engagement de la collectivité parisienne en faveur de l'accueil des 0-3 ans tiennent en une formule : "bon travail, doit poursuivre ses efforts dans la seconde mandature". Et c'est ce que nous ferons.

Car comme nous l'ont indiqué les maires d'arrondissement dans le questionnaire qu'ils ont bien voulu renseigner, enfin presque tous, puisque pour des raisons obscures, seul le maire du 16e n'a pas souhaité signer personnellement ce questionnaire, la demande en accueil collectif est plébiscitée dans tous les arrondissements.

Car qu'avez-vous à dire, finalement ? Qu'il faut amplifier et diversifier l'offre et qu'il faut refondre un système informatique devenu obsolète ? Nous sommes d'accord.

Qu'il faut mettre en place dans chaque arrondissement ce que vous appelez une "task force" pour chercher des locaux et terrains susceptibles d'accueillir des crèches ? Mais comment croyez-vous que nous ayons procédé jusqu'ici pour livrer plus de 10.000 places d'accueil en une décennie ?

Et en dépit de quelques coups tordus dont nous avons encore eu un exemple ce matin et d'un certain nombre d'initiatives personnelles, manifestement peu appréciées par les autres membres de l'opposition au sein de la mission, en dépit d'un regrettable cafouillage, au moment du vote, où vos amis ont demandé une suspension de séance quand ils ont découvert que vous souhaitiez y annexer une contribution personnelle qu'ils n'avaient pas lue, vous avez bien voté ce rapport et vous êtes donc bien solidaires de ses conclusions.

Non pas que nous n'ayons pas un certain nombre de points de désaccord que nous exposons longuement dans ce document et que mes amis développeront dans leurs interventions.

Oui, nous pensons que seules des commissions fréquentes peuvent garantir la transparence et l'équité de traitement entre les familles. Oui, nous pensons que cette commission n'a de sens que si tous les membres ont accès à tous les dossiers en attente sur chaque place, ce qui est tout à fait réalisable pour peu qu'on s'en donne les moyens. Et vous étiez d'accord avec ces propositions, enfin, avant de les soumettre à vos amis maires d'arrondissement.

Oui, nous pensons que tous les enfants du premier trimestre devraient pouvoir être scolarisés en janvier comme cela s'est fait pendant des années et comme cela continue à se faire très couramment partout en France.

Oui, nous continuerons à défendre l'école maternelle contre toutes tentatives de déstabilisation.

Oui, nous pensons que les jardins d'éveil, outre le fait qu'ils mettent en péril l'école maternelle, ne constituent pas à l'heure actuelle une priorité. Les maires d'arrondissement sont unanimes : la priorité, c'est de pouvoir proposer une place d'accueil aux enfants à l'issue du congé de maternité, de façon à ce que les femmes puissent recommencer à travailler, car c'est l'enjeu de la politique petite enfance comme nous l'expliquons de façon détaillée dans ce rapport.

La petite enfance, ce n'est pas une histoire de sieste et de couches-culottes comme nous l'avons entendu dire, ce n'est pas non plus simplement une histoire de coût, bien que vous nous ayez expliqué pendant des semaines, Monsieur ALPHAND, qu'il n'y avait que cela qui vous intéressait.

Mettre en place une véritable politique de la petite enfance en proposant des modes de garde nombreux et diversifiés, c'est permettre à toutes les femmes de mener à bien leur carrière professionnelle dans les meilleures conditions, sans avoir à consentir à un certain nombre de sacrifices, ce qu'elles sont aujourd'hui encore les seules à faire.

A cet égard, nous nous sommes rendu compte à l'occasion de la rédaction de ce rapport que nous manquions cruellement de données sur la réalité du travail des femmes. Si de nombreuses études ont été conduites par des chercheuses au niveau national, peu de chiffres sont disponibles pour Paris. Combien de femmes travaillent à temps partiel ? Combien sont en congé parental contraint ? Combien de femmes souhaiteraient pouvoir travailler ou retravailler après une interruption dans leur carrière

Afin de pouvoir évaluer précisément la demande, il nous a semblé intéressant de demander, dans le cadre des préconisations du rapport, que des études approfondies soient conduites sur cette question.

Je voudrais rappeler une seule donnée qui n'a pas été citée et qui est pourtant intéressante : l'arrivée des enfants dans un couple n'a strictement aucune incidence sur l'activité professionnelle des hommes, alors qu'elle entraîne une baisse considérable de l'activité des femmes pouvant atteindre 50 % pour les mères de trois enfants. Or, le pays n'a pas intérêt à ce que les femmes soient contraintes de cesser de travailler comme l'explique clairement Eric MORIN dans une étude qu'il a menée sur la Ville de Grenoble et qui nous a été présentée dans le cadre des auditions.

L'accueil des enfants en crèche a un effet positif sur la carrière professionnelle des femmes et entraîne une augmentation des richesses du pays ainsi qu'une réduction massive de la pauvreté infantile car il s'agit bien également de l'intérêt des enfants. L'accueil des jeunes enfants, en ce qu'il permet l'éveil, la socialisation et un bon développement psychomoteur de nature à favoriser les apprentissages, est aussi un facteur de justice sociale.

Les pays scandinaves qui ont fait le choix d'investir massivement sur l'accueil des très jeunes enfants et sur le travail des femmes sont aussi ceux où les enfants obtiennent les meilleurs résultats scolaires et où le taux de pauvreté est le plus bas.

C'est tout le sens de notre engagement et je suis heureuse qu'à travers le vote unanime de ce rapport sur la petite enfance, l'ensemble des élus y aient souscrit.

Je voudrais terminer par remercier très sincèrement la DFPE, tous les fonctionnaires et l'ensemble des collaborateurs qui n'ont pas ménagé leurs efforts pour parvenir à ce résultat.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste et élus du Parti de gauche, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

Maintenant, c'est le débat général et je donne la parole d'abord à M. Jacques BOUTAULT.

M. Jacques BOUTAULT, maire du 2e arrondissement. - Merci, Monsieur le Maire.

La politique de la petite enfance revêt une importance primordiale dans la vie des familles et particulièrement pour les femmes mères de famille. Car, en l'absence de prise en charge d'accueil ou d'aide à la garde d'enfants, ce sont encore quasi exclusivement les femmes qui font le sacrifice de leur carrière et de leur activité professionnelle comme cela vient d'être rappelé.

Le choix entre activité professionnelle et maternité est beaucoup moins difficile lorsque les pouvoirs publics, au nom de l'égalité femmes/hommes, s'impliquent et formulent des propositions pour l'accueil des moins de 2/3 ans. Notre Ville avait pris beaucoup de retard dans l'accueil des tout-petits. Bien sûr, aujourd'hui, à droite, on n'en est pas à une contradiction près et l'on se fait dans les discours le chantre de la garde d'enfants en dehors de la maison, dès la naissance. Mais je n'oublie pas que dans le 2e arrondissement, par exemple, le taux de service petite enfance était au plus bas avant 2001 parce que les élus considéraient qu'il était dans le rôle des femmes de garder les enfants à la maison tout simplement.

A Paris, sur la période 1995-2001, seules 1.881 places en crèche ont été livrées, contre 5.816 de 2001 à 2008. Notre Ville accuse encore un important retard au regard des besoins, retard qu'elle s'emploie depuis maintenant huit ans à rattraper en menant une politique que l'on peut qualifier de féministe et sociale. Car, en offrant la possibilité aux femmes de travailler, on lutte de surcroît contre la pauvreté. Ainsi que le souligne le rapport "Tabarot", l'emploi maternel réduit le risque de pauvreté et, en conséquence, le risque que les privations ne compromettent le développement de l'enfant.

Le groupe "Les Verts" du Conseil de Paris se réjouit que ce secteur soit un des secteurs prioritaires d'investissements pour la majorité municipale, investissements plus socialement utiles que d'autres, mais c'est un autre débat, et qu'il me semble indispensable de maintenir tant ils concourent à répondre à des besoins encore plus essentiels en période de crise. Que la mission diligentée par le Conseil de Paris soit relative à ce domaine souligne d'ailleurs, symboliquement, la place qu'occupe la petite enfance pour notre Ville.

La Commission a effectué un travail important d'audition d'intervenants et le rapport qui nous est soumis aujourd'hui prend en compte ce travail. Quels sont les enseignements de ce rapport ? Il nous apprend, premièrement, que les orientations prises depuis 2001 se traduisent par un investissement massif en faveur de l'accueil en structures collectives, sans pour autant négliger la diversification des modes d'accueil comme la garde à domicile ou le soutien aux assistantes maternelles.

L'effort consenti par la Ville de Paris pour l'accueil des tout-petits permet, en effet, aujourd'hui à près de la moitié des familles parisiennes ayant un enfant en bas âge, de bénéficier d'un mode d'accueil collectif : crèche, halte-garderie, jardin d'enfants. Cette situation place Paris très au-dessus de la moyenne nationale : 31 % des enfants parisiens de moins de 3 ans sont accueillis en crèche, contre 10 % en moyenne en France. L'accueil collectif est aujourd'hui aussi, ainsi que le souligne le rapport de la mission, un mode d'accueil plébiscité par les parents. Ce plébiscite est lié à la fois au coût relativement modéré pour les familles et à la qualité de l'accueil.

Cette situation crée toutefois une attente légitime des Parisiens qu'il faut s'efforcer de satisfaire. C'est pourquoi "Les Verts" ne peuvent qu'encourager la Municipalité à poursuivre l'effort de création de nouvelles places, et ils ne doutent pas que l'objectif de la Municipalité, pour la période 2008-2014, de livrer 4.500 nouvelles places sera atteint. Mais atteindre cet objectif suppose que des moyens en termes de personnel et, donc, de formation se situent à hauteur de cet enjeu.

Le développement de l'offre de formation s'avère ainsi essentiel. Il implique que l'Etat encourage le développement des formations pour l'ensemble des métiers de la petite enfance en y consacrant davantage de moyens financiers. Cette nécessité d'un engagement financier de l'Etat figure d'ailleurs parmi les recommandations qui concluent le rapport. A ce titre, nous nous réjouissons que la Ville ait pris l'initiative de proposer à la Région et à l'Académie une convention pluriannuelle dont l'objectif vise à développer l'offre de formation aux métiers de la petite enfance.

Nous tenons à souligner aussi que l'enjeu en matière de ressources humaines est de mieux faire coïncider le temps de présence du personnel avec celui des enfants. Cela suppose, si l'on en croit le rapport et sa recommandation n° 8, de se doter dans les plus bref délai d'un nouveau système de gestion d'information remplaçant le système "Lucie" inadapté aux besoins d'aujourd'hui et je crois que cette mesure fait consensus.

La qualité des services d'accueil est essentielle pour le développement de l'enfant. Et un consensus se dégage également parmi les professionnels de la petite enfance pour considérer, d'une façon générale, que l'attention qui est portée dès le plus jeune âge, l'adéquation aux besoins de l'enfant et la stabilité des personnes qui l'entourent sont des éléments essentiels à son bon développement cognitif, social et affectif.

Il faut donc fidéliser le personnel et s'assurer d'un taux d'encadrement des enfants suffisant. L'importance de ce taux d'encadrement nous conduit aussi à nous montrer défavorables au développement des jardins d'éveil tels que les préconise Nadine MORANO, la Secrétaire d'Etat. Ces structures accueillant des enfants à partir de 2 ans sont envisagées avec un taux d'encadrement d'un adulte pour 10 à 12 enfants, alors que pour la même tranche d'âge, ce taux d'encadrement est d'un adulte pour 8 enfants dans les crèches parisiennes.

Nous soutenons donc la Ville dans sa volonté de privilégier l'accueil des enfants de 0 à 3 ans dans des structures bénéficiant d'un taux d'encadrement répondant aux enjeux pédagogiques, sociologiques et éducatifs, nécessaire à une plus grande justice sociale et garantissant une meilleure égalité des chances.

La qualité de l'accueil ne doit pas être une variable d'ajustement budgétaire, que ce soit en termes d'encadrement, mais également en termes d'infrastructure.

La qualité des infrastructures est également primordiale. Tous les bâtiments qui vont être livrés à partir de 2010 par la Municipalité seront réalisés dans le cadre d'une démarche de Haute Qualité Environnementale.

Je rappellerai que la Haute Qualité Environnementale constitue un moyen de garantir une meilleure qualité de l'air intérieur, grâce notamment à des ventilations double flux et au choix de matériel non polluant.

De même, nous serons particulièrement vigilants sur l'application des objectifs énergétiques du Plan climat pour la construction des nouveaux établissements de petite enfance.

Toujours en matière environnementale, le groupe "Les Verts" se réjouit de la décision de la Ville de supprimer très rapidement les biberons au bisphénol A, appliquant ainsi le principe de précaution.

De même, nous nous félicitons de la progression de l'alimentation bio dans les repas servis aux plus jeunes des Parisiens. Depuis le début de l'année 2009, la part du bio s'est, en effet, accrue significativement dans les crèches pour atteindre 20 %. Nous souhaitons que cet effort soit poursuivi afin d'assurer aux tout-petits une alimentation de qualité et leur donner des habitudes alimentaires bénéfiques pour le développement de leur santé.

Concernant l'accueil des enfants en situation de handicap, ils se développent en milieu ordinaire et cela va dans le bon sens, dans un souci d'ouverture mutuelle de tous les enfants.

Je comprends bien que le développement de l'accueil dans tous les établissements municipaux ou associatifs de ces enfants nécessite des moyens en personnel et notamment des équipes pluridisciplinaires (psychologues, médecins, psychomotriciens), mais je pense que leur prise en charge pourrait, bien souvent, être plus simple et s'envisager dans le cadre des projets d'accueil individualisés qui pourraient être plus nombreux à condition de mieux sensibiliser les responsables d'établissement à la thématique de handicap.

Je ne voudrais pas conclure sans aborder la question de la démocratie et de la transparence. Au vu des résultats de l'expérimentation des 19e et 20e arrondissements, il s'avère que les conseils des parents constituent un support de démocratie participative innovant que les parents se sont très vite appropriés. Dans le 2e arrondissement, nous les avons créés dès le mois de janvier dernier.

Ces conseils permettent aux parents de participer à la vie de l'établissement et à la réflexion commune sur des initiatives ou projets et offrent une ouverture sur la vie des quartiers.

Compte tenu des résultats positifs de cette initiative, nous sommes très favorables à leur généralisation prochaine à l'échelle de Paris.

Enfin, concernant l'attribution des places en crèche, compétence des maires d'arrondissement, dans un souci d'égal traitement sur le territoire parisien, d'équité et de transparence, nous sommes très favorables à une homogénéisation de leur composition, de leurs critères d'attribution et des procédures menées d'un arrondissement à l'autre.

De même, je souhaite réaffirmer l'opposition ferme des "Verts" au financement municipal des crèches ne respectant pas les principes de laïcité et refusant de participer aux commissions d'attribution.

Nous plaidons notamment pour des commissions fréquentes et régulières, entraînant l'attribution des places au plus près de leurs disponibilités et la constitution de listes d'attente qui permet de réagir vite lorsqu'une place se libère.

Dans ce domaine, la participation active des associations aux commissions d'attribution, en présence d'un élu de la majorité et d'un élu de l'opposition d'arrondissement, permet de nouer des relations de partenariat très importantes.

Je précise que contrairement à ce qui est indiqué par erreur dans le rapport de la mission, le 2e arrondissement possède une commission d'attribution transparente de ce type depuis 2001.

Monsieur le Maire, chers collègues, pour finir, je formule le vœu que d'ici la fin de la mandature, tous les parents parisiens souhaitant faire garder leur enfant puissent enfin trouver une solution d'accueil près de chez eux correspondant à leurs moyens.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

La parole est à Mme Emmanuelle BECKER.

Mme Emmanuelle BECKER. - Merci, Monsieur le Maire.

Chers collègues, la mission d'information et d'évaluation de la politique municipale dans le domaine de la petite enfance nous invite aujourd'hui à réfléchir, non seulement sur le sort réservé aux petits Parisiens dans notre ville, mais aussi sur celui que l'on réserve à leurs parents et peut-être aux mères en particulier.

C'est l'occasion de regarder le chemin parcouru en quelques années, mais aussi d'imaginer les moyens appropriés à ce qui serait un progrès social dans son ensemble.

Les modes d'accueil collectifs sont le levier d'une formidable avancée démocratique. Ils participent à libérer les femmes comme les hommes, tout en garantissant un accueil de qualité destiné spécifiquement aux tout-petits.

Ainsi, il faut rappeler que les modes d'accueil, en particulier collectifs, sont un facteur d'émancipation. Bien évidemment, il s'agit tout d'abord d'une émancipation des femmes qui leur permet d'échapper à un rôle exclusivement domestique, une émancipation des femmes quel que soit leur milieu, afin que la maternité ne soit plus, pour nous, synonyme de retrait du marché du travail, de dépendance familiale ou encore d'isolement.

En effet, en l'absence de mode d'accueil adapté, les femmes sont souvent obligées de cesser leur activité professionnelle. Et comment cesser son activité professionnelle si l'on est un parent isolé, si l'on est seul pour subvenir aux besoins de sa famille, seul à lui proposer un avenir et une espérance ?

Une émancipation des femmes encore quand on leur donne, de fait, le choix d'échapper à une organisation familiale et à une sphère privée qui ne leur convient pas.

Pourtant, cette liberté matérielle en termes de temps et d'accès à l'emploi reste insuffisante si elle n'est pas accompagnée de l'assurance d'un accueil réussi et pensé autour de l'enfant.

C'est pourquoi il faut des équipes professionnelles et des espaces dédiés.

La confiance qui peut être accordée aux modes de garde est, en effet, essentielle. L'assurance qu'ils participent au développement et au bien-être de l'enfant offre, à l'évidence, un surcroît de perspectives à la famille toute entière. C'est ainsi que la parentalité peut prendre la forme d'un droit partagé, quels que soient les revenus d'une famille ou les formes de l'organisation familiale.

Pour garantir cette égalité d'accueil, seule une organisation publique saura être efficace. Pourquoi ?

Tout d'abord, parce que seul un service public de la petite enfance, par un système de progressivité de la participation financière, est en mesure de garantir la mixité sociale comme l'une des principales sources de richesse et d'apprentissage pour chacun. Ainsi, l'accueil du très jeune enfant n'est plus seulement relatif à son milieu social.

Ensuite, parce que seul un service public de la petite enfance peut garantir une égale qualité d'accueil, quels que soient les revenus de la famille, plutôt que la recherche de profits ou d'une rentabilité.

Ce service public de la petite enfance, nous l'appelons de nos vœux dans un contexte de pénurie de places d'accueil auquel il nous faut répondre.

La natalité se porte bien et les familles plébiscitent l'accueil collectif comme en témoigne le nombre de demandes formulées sur les arrondissements parisiens.

Mais comme chacun le sait, la France connaît depuis de nombreuses années un manque de places d'accueil. Les structures répondent à des normes strictes et coûteuses pour des raisons incontournables qui relèvent du bon accueil des enfants.

Ces projets requièrent donc, bien entendu, des investissements conséquents ou encore des espaces fonciers devenus rares dans notre Ville.

Ces difficultés n'ont pas empêché notre majorité municipale de se saisir du problème pour y répondre, plutôt que de rejeter la responsabilité sur les familles ou d'autres responsables politiques.

A cette pénurie, notre majorité répond avec courage par une politique volontariste de création de places d'accueil initiée sous la précédente mandature et que nous poursuivrons avec le même volontarisme.

Mais il est une autre pénurie connue depuis des années et qui revêt un caractère peut-être plus scandaleux ; il s'agit de la pénurie de personnel de la petite enfance.

Depuis des années, des métiers et des postes sont à pourvoir, du C.A.P. jusqu'aux diplômes de l'enseignement supérieur. Et alors qu'une grande partie de jeunes restent exclus du marché de l'emploi en France, les formations aux métiers de la petite enfance sont pratiquement inaccessibles aux jeunes qui n'ont pas les moyens de payer les écoles de formation.

Cette situation est connue, elle perdure depuis des années et l'Etat, cette année encore, feint de l'ignorer et poursuit la baisse de ses subventions pour la mise en œuvre des formations aux filières sanitaires et sociales.

L'Etat a la responsabilité de la formation initiale, l'Etat a la responsabilité des politiques de lutte contre le chômage et l'Etat ne fait rien, ou plutôt, si, le Gouvernement rêve une organisation à deux vitesses et au rabais.

Ainsi, les projets de déprofessionnalisation de l'accueil des enfants avec les jardins d'éveil, les projets d'obligation des collectivités au surbooking des structures sous peine de baisse ou de perte de subventions - je pense au taux des 120 % d'inscription par structure -, le tout, bien sûr, en rognant les taux d'encadrement.

Il s'agit là d'un abandon, l'abandon d'un espoir : celui du progrès social.

C'est pourquoi il est essentiel, a contrario, que nous poursuivions notre politique d'ouverture de berceaux à l'appui d'un investissement fort, afin de poursuivre une politique d'égalité d'accès.

J'entends bien les critiques rapides faites au secteur public qui serait trop cher, non rentable ou soi-disant déresponsabilisant. Cette petite musique est devenue bien familière ; nous la connaissons, mais elle est loin de la réalité, car nous savons que le progrès de notre société sera de garantir à chaque femme et à chaque homme, de façon égalitaire, la possibilité d'élever son enfant dans les meilleurs conditions et quelle que soit sa naissance, tout simplement pour que l'on ne puisse plus dire aujourd'hui ce que Beaumarchais faisait dire à son Figaro : que certains ne se donnent la peine que de naître.

Nous voudrions bien que tout le monde puisse être, en effet, un enfant ou un parent, au même titre que tous les autres.

Pour conclure, je voudrais également inviter la Municipalité à poursuivre son effort également scientifique et statistique, car cette mission d'information a pointé, en effet, des statistiques vieillissantes, en particulier en ce qui concerne les femmes. Cela mériterait un affinage, à l'évidence, et des évaluations régulières.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Madame ONGHENA, vous avez la parole.

Mme Anne-Constance ONGHENA. - Monsieur le Maire, avec mes collègues Delphine BURKLI, Martine MERIGOT de TREIGNY et Hervé BENESSIANO, nous nous félicitons qu'une première mission d'évaluation ait été constituée sous cette mandature à la demande de Jean-François LAMOUR.

Ce type d'initiative est important pour le fonctionnement de la démocratie. D'autres assemblées peuvent en attester. Nous avions besoin d'un premier rapport pour nous rendre compte de votre volonté de mettre en place un véritable outil d'évaluation des politiques publiques municipales.

Reconnaissez que le thème de la petite enfance n'est pas polémique. Nous aurions pu en demandant cette mission nous inscrire dans une perspective différente. Cela n'a pas été notre souhait pour laisser la place à la démocratie attendue et revendiquée par les Parisiens.

Nous attendions donc un rapport franc, exact et neutre. Force est de constater que cela n'a pas été le cas et je vais vous le prouver.

Votre rapport n'est pas neutre et comporte des inexactitudes, car les informations utilisées n'ont pas toujours été vérifiées. Le maire du 19e arrondissement dans les réponses au questionnaire a affirmé qu'il réunissait une commission d'attribution avec un élu de l'opposition.

Cette affirmation a été reprise dans le rapport. Or, cette affirmation est fausse, et je suis bien placée pour l'affirmer puisque je suis élue de cet arrondissement.

Autre exemple : les comptes rendus de visite ne reflètent pas la réalité du terrain. La lecture du compte rendu de la visite de la crèche du 9e laisse à penser que l'établissement est en bon état, or c'est faux.

Ensuite, les membres de votre majorité ont accueilli le tableau construit par l'opposition municipale, demandant des données chiffrées par des grognements. Il a été rendu tardivement, à moitié complété, dans un format inexploitable qui a demandé la re-saisie des données. Par ailleurs, certains arrondissements font valoir que ces données sont inexactes.

Alors soit vous ne connaissez pas les données de base du contrôle de gestion pour vos établissements, soit vous ne voulez pas communiquer les chiffres de peur peut-être qu'ils ne soient analysés.

Ensuite, le rédacteur du rapport n'a pas fait preuve de neutralité quand il a favorisé certaines opinions. Il est écrit que les familles parisiennes plébiscitent les structures collectives avec un taux supérieur de 10 % à la moyenne nationale. Cette affirmation est sans fondement quand on sait que votre politique est exclusivement axée sur les structures collectives. Les Parisiens ne peuvent pas évaluer objectivement les dispositifs non coordonnés par les services municipaux.

Les opinions de la majorité municipale sont présentées régulièrement tout au long du rapport sur l'ensemble des sujets. L'opinion de l'opposition est présentée une seule fois concernant les commissions d'attribution. Pourquoi ?

La stratégie politique de la majorité municipale n'est pas très claire. A quoi servent les vœux n° 11 et n° 13 qui reprennent les propositions du rapport ? Nous n'en voyons pas bien l'intérêt. Quant au vœu n° 10, je vous rappelle Monsieur le Maire, que votre cabinet s'est opposé à la proposition formulée par les membres de la mission de favoriser le logement des personnels des établissements de la petite enfance. Et maintenant cette proposition réapparaît sous la forme d'un vœu. C'est une technique politicienne qui n'a pas sa place dans ce type de mission.

Enfin, vos chiffres sont incohérents. Le rapport annonce un coût de fonctionnement moyen à la place de 11.529 euros. Les éléments chiffrés que votre administration a fourni permettent de calculer un prix de revient à la place de 12.850 euros. Alors les informations fournies aux membres de la mission sont-elles fausses ? Le rapport comporte-t-il des erreurs ?

En second lieu, dans un état d'esprit constructif, nous avons analysé les chiffres fournis par vos soins de manière à calculer un certain nombre de ratios. Nous avons d'ailleurs été bien étonnés que ces ratios ne soient pas utilisés tant ils sont la base d'une gestion saine.

Alors notre constat sur cette analyse : vous devez progresser. Vous devez progresser car on note un écart incompréhensible quant aux prix de revient d'une place entre les différents établissements d'un même arrondissement. Plus de 15.000 euros d'écart dans le 18e arrondissement, plus de 20.000 euros d'écart dans le 3e arrondissement.

Vous devez progresser également car le taux d'occupation est trop faible pour permettre la rentabilité. Vous annoncez dans le rapport un taux d'occupation de 80 %, or il est à peine de 74 %. Alors, au-delà des questions financières, ce chiffre veut tout simplement dire qu'un quart des places est vacant, alors que des milliers de familles attendent une place.

Vous devez progresser également car vos prix de revient moyens par arrondissement sont supérieurs aux prix de revient des structures associatives : plus de 1.000 euros en moyenne dans le 19e arrondissement.

La marge de progrès existe, il faut juste apprendre à piloter des budgets. Et quand on voit les cases vides dans le tableau de gestion rendu par votre majorité, on comprend mieux tout le travail qui reste à faire. A moins que les caves vides ne traduisent de la mauvaise volonté. Finalement je ne sais pas ce qui est pire.

Enfin, vous devez progresser car le taux de couverture aujourd'hui des habitants en places d'accueil collectif ne garantit pas l'égalité de traitement entre tous les Parisiens, et c'est profondément injuste. Les petits de tous les arrondissements et leurs familles doivent disposer des mêmes chances pour obtenir une place, or ce n'est pas le cas : l'arrondissement le moins bien doté compte 0,46 place par habitant ; l'arrondissement le mieux doté compte 1,4 place par habitant, soit trois fois plus de chance pour une famille de cet arrondissement d'obtenir une place. Je vous rappelle que les crèches sont un service public.

La conclusion de mon propos : une meilleure gestion et une meilleure équité entre les Parisiens sont les deux axes sur lesquels nous attendons des engagements de votre part et des résultats pour les Parisiens.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je ne voudrais pas trop commenter, mais à propos de cohérence, puisque vous en parliez, je ne comprends pas comment on approuve un rapport pour en dire ce que vous en dites.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste et élus du Parti de gauche, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

J'imagine que ni M. le Président ALPHAND, ni Mme la rapporteur LANG n'ont contraint qui que ce soit à voter ce rapport. Je l'espère. Rassurez-moi, il n'y a pas eu de menaces. Donc, sentez-vous libres. Vous êtes contre, cela ne me choque pas. Vous avez encore d'autres orateurs. Ne vous inquiétez pas. La parole est libre.

Madame Karen TAÏEB, vous avez la parole.

Mme Karen TAÏEB. - Merci, Monsieur le Maire, mes chers collègues.

Je voudrais tout d'abord remercier la rapporteur Anne-Christine LANG et le président David ALPHAND qui ont pris très à coeur cette mission, première du genre pour notre Conseil de Paris, mais aussi l'Inspection générale de la Ville de Paris qui en a assuré le secrétariat, avec le concours du Secrétariat général du Conseil de Paris, de la D.F.P.E. et de l'A.P.U.R.

Cette première mission nous a permis de faire un point précis sur les politiques menées en faveur de l'accueil des jeunes enfants de moins de 3 ans à Paris sur les périodes 1995 à 2001 et de 2001 à 2008, et nous pouvons d'emblée nous féliciter du travail mené en la matière par notre majorité.

Cette photographie à un temps T doit aussi nous permettre d'apporter des améliorations pour l'avenir car, disons le, c'est encore aujourd'hui au XXIe siècle, dans une métropole moderne et avant-gardiste à plus d'un titre, aux femmes et non aux hommes, que l'on demande de concilier vie professionnelle et vie familiale. Et c'est presque exclusivement l'activité professionnelle des femmes et non celle des hommes qui est impactée par l'absence de modes d'accueil des enfants.

Les élus que nous sommes savent pertinemment que les personnes que nous recevons en permanence, pour aborder la question des places en crèche, sont en grande majorité des femmes, dont la préoccupation première est : "comment vais-je faire sans place en crèche pour reprendre mon travail ?", suivie immédiatement par : "si je ne peux faire garder mon enfant, je vais perdre mon emploi".

L'étude réalisée à Grenoble montre que la création de 100 places de crèche permet de sauvegarder 15 emplois en équivalent temps plein, occupés par des femmes qui se seraient sinon arrêtées de travailler. Notons par ailleurs, comme le souligne le rapport, que le retour à l'emploi s'effectue le plus souvent sur un poste d'un niveau inférieur et plus précaire que celui occupé précédemment.

Paris n'est certes pas une exception en la matière, mais comme l'a souligné l'A.P.U.R. auditionnée le 12 mars, les familles parisiennes sont moins nombreuses, plus petites, plus souvent monoparentales et davantage isolées que les familles françaises dans leur ensemble. Entendez par là que l'aide par les grands-parents est moins facile et moins fréquente.

Les familles monoparentales forment plus d'une famille parisienne sur quatre, et pour 86 % des familles monoparentales la femme est le parent unique. De plus, le pourcentage des couples bi-actifs est à Paris nettement supérieur à la moyenne nationale avec 73 % contre 60 %. Cette donnée n'est pas sans effet sur la forte demande en matière d'accueil des enfants.

Si l'on se place du côté des enfants pour lesquels tout est imaginé pour un accueil de qualité, l'offre est multiple : cela va des structures collectives municipales et associatives aux modes d'accueil individuel, en passant par les crèches d'entreprises, fort appréciées mais encore trop peu nombreuses à Paris.

Comme l'a indiqué notre collègue Christophe NAJDOVSKI, lors de son audition, globalement plus d'un enfant sur deux de moins de 3 ans est accueilli en une structure collective à Paris contre 10 % en moyenne au niveau national. Des chiffres que nous aimerions bien sûr tous ici voir encore augmenter, mais la pénurie de surfaces disponibles pénalise à la fois la collectivité parisienne et les associations, ainsi que les assistantes maternelles qui ne peuvent pas toujours obtenir d'agrément faute de pouvoir remplir les conditions de logement exigées par la réglementation en vigueur.

Quand je dis nous, j'exclus évidemment les Michèle TABAROT et compagnie. Car pour la députée U.M.P., excéder une durée de trente heures hebdomadaire en collectivité avant l'âge d'un an serait susceptible, je cite : "d'aggraver les problèmes de comportement, tels qu'agressivité ou désobéissance". Un discours d'un autre temps qui déconsidère le travail des mères, pire, les culpabilise, un discours archaïque qui n'a aucun égard pour les professionnels de la petite enfance.

Pas étonnant de retrouver parmi les fervents défenseurs des jardins d'éveil la même Michèle TABAROT !

Une véritable remise en cause de l'école maternelle : la Secrétaire générale du Conseil départemental des associations familiales laïques, auditionnée également par la Mission, s'en est inquiétée et ne souhaite pas voir - je cite - " un cran de plus dans la préscolarisation, avec une entrée en maternelle à 4 ans" et, je dirais : nous non plus !

Nous sommes, en revanche, pour l'amplification de l'offre collective et la diversification des modes d'accueil et nous nous félicitons de ce qui a été fait depuis 2001, avec cet objectif pluriannuel de 4.500 places, non seulement tenu mais dépassé. Les moyens mis en œuvre au service de cet objectif se sont concrétisés dès 2002, avec un budget d'investissement de 19,74 millions d'euros, soit une progression de 80 % par rapport au budget primitif de 2001.

Entre 2001 et 2008, le troisième "contrat enfance" signé avec la C.A.F. et le début du quatrième "contrat enfance et jeunesse" en vigueur jusqu'en 2010 ont permis la création de 5.816 places. Ainsi, un peu plus de 28.000 enfants de moins de 3 ans étaient accueillis en 2008 en structures collectives à Paris, dont 1.800 porteurs de handicap ou souffrant d'une maladie chronique.

Un chiffre qui pourrait être amélioré et c'est une question que j'ai plusieurs fois posée lors de nos différentes réunions et auditions. Les réponses qui nous ont été fournies, trop rapides à mon goût, montrent qu'il y a un intérêt pour les enfants porteurs de handicap, mais que cela mériterait d'être approfondi, pour améliorer sensiblement la situation de ces enfants et de leurs parents, en attente d'une intégration au sein des structures d'accueil de la petite enfance.

Cela demande de toute évidence des moyens, un personnel qualifié et surtout notre vigilance politique. Je n'ai pas dit "volonté politique", car notre volonté n'est plus à prouver ; cela est même écrit en préambule du Règlement intérieur des crèches collectives, jardins d'enfants et jardins maternels - je cite - "pouvant accueillir, après avis du directeur de crèche et du médecin de la P.M.I., des enfants porteurs de handicap ou atteints d'une maladie chronique compatible avec la vie en collectivité".

Or, dans le rapport, je note que cela fait l'objet de quelques lignes dans lesquelles on peut lire : "Ceux-ci doivent s'efforcer d'accueillir des enfants en situation de handicap ou atteints d'une maladie chronique."

Que signifie "doivent s'efforcer" ? Ne faut-il pas spécifier "l'accueil des enfants porteurs de handicap et celui des enfants atteints de maladie chronique telle que l'allergie, le diabète ou l'épilepsie", pour donner une réponse adaptée aux uns et aux autres ?

On l'a bien compris, malgré notre volonté politique, cela n'est pas simple et je me félicite de savoir, comme nous l'a annoncé notre collègue Véronique DUBARRY en 6e Commission, que pourrait être envisagée la création d'un groupe de travail pour une véritable réflexion sur ce sujet. Combien d'enfants porteurs de handicap peuvent être accueillis dans les structures, pour quels types de handicap, la formation et la qualification du personnel, la place des parents d'enfants porteurs de handicap, le point de départ pour une intégration en milieu scolaire, le regard de l'autre… sont autant de questions à poser.

Si l'accueil collectif demeure la priorité, la Ville de Paris ne néglige pas pour autant l'accueil individuel, qu'il s'agisse :

- des assistantes maternelles, à travers notamment l'effort en faveur de leur formation ;

- de la garde à domicile, avec des aides telles que PAPADO. En 2007, 1.466 en ont bénéficié et près de 8.600 familles ont bénéficié de la P.A.J.E. versée par la C.A.F., au titre de l'emploi d'une auxiliaire parentale.

Si l'offre est variée, les commissions d'attribution sont plus que jamais un outil fondamental. Tous les arrondissements les ont d'ailleurs mises en place depuis 2001, à la différence près que certaines se réunissent tous les mois et d'autres une fois par an. Dans le 12e arrondissement, par exemple, dont la capacité d'admission en crèche municipale est de 1.493, la commission se réunit chaque mois depuis 2006.

Cette périodicité permet, comme le souligne Michèle BLUMENTHAL dans les réponses au questionnaire, non seulement d'avoir une meilleure vision de l'occupation des berceaux, de rencontrer très régulièrement l'ensemble du personnel de la petite enfance, mais aussi de répondre aux différents besoins en fonction des critères de priorité qui tiennent compte notamment de la situation sociale et familiale, du regroupement des fratries, du niveau de revenus ou de l'état de santé des enfants, de celui des parents, la mixité sociale étant, bien entendu, fondamentale.

Nous nous félicitons de voir l'amplitude des horaires augmenter. Il est prévu de mettre en place dans chaque arrondissement au moins une structure d'accueil ouverte entre 7 heures 30 et 19 heures, d'augmenter le nombre de places à horaires atypiques, ce qui est une très bonne chose pour les parents qui travaillent loin de leur domicile et pour lesquels c'est le véritable parcours du combattant.

Du point de vue des personnels, au 1er janvier 2009, les effectifs globaux de la DFPE s'élevaient à 7.100 agents. Pour faire face à la création de 4.500 places nouvelles, la Ville de Paris va devoir procéder à des recrutements massifs. Dans cette perspective, des campagnes d'informations ont été menées dans les écoles de formation parallèlement à une offre de bourses d'études d'un montant de 2.000 euros destinées aux élèves en cours de formation dans les écoles.

De plus, la DFPE met en œuvre l'acquisition de diplômes par la validation des acquis de l'expérience. Il en est ainsi pour le diplôme d'auxiliaire de puériculture.

J'en profite pour dire que les élus du M.R.C. se félicitent et voteront le projet de délibération concernant la signature d'une convention pluriannuelle pour le développement des formations aux métiers de la petite enfance, convention par laquelle la Ville, la Région et l'Académie s'engagent à mettre en œuvre les moyens qui favoriseront l'augmentation du nombre de personnes diplômées et qualifiées. L'Etat devrait, d'urgence, s'en inspirer !

Pour conclure, je voudrais dire un mot sur la propreté, l'hygiène et l'air qui règne dans nos crèches et qui fait souvent l'objet d'articles dans la presse et pour lequel un rapport a été rendu récemment, mais je dirai : aérez, aérez, aérez trois fois plutôt qu'une les établissements d'accueil de la petite enfance, même si, comme on nous a répondu lors de différentes auditions, ce n'est pas si évident, notamment en présence des enfants.

Je me félicite du principe de précaution que Christophe NAJDOVSKI a souhaité appliquer en matière de biberons au bisphénol A. Comme il le dit, il n'est pas nécessaire de prendre des risques inutiles.

Cela étant, nous sommes à la veille d'une pandémie de grippe A et nous avons vu à quelle allure elle pouvait se développer en milieu confiné, comme récemment dans cette école du 15e arrondissement. Je souhaite que les enfants des crèches soient aidés plusieurs fois par jour et plus que de coutume pour se laver les mains, un des rares moyens de prévention contre cette maladie virale qui risque de sévir gravement à l'automne.

Enfin, je voudrais féliciter et encourager toutes celles et tous ceux qui participent chaque jour à l'accueil des enfants, avec toujours le souci de leur bien-être, et donnent toute leur place à nos plus jeunes concitoyens.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes du Mouvement républicain et citoyen, socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste et élus du Parti de gauche et "Les Verts").

M. LE MAIRE DE PARIS. - Madame BRUNO, vous avez la parole.

Mme Catherine BRUNO. - Monsieur le Maire, mes chers collègues.

La Mission d'information et d'évaluation sur la petite enfance, dont nous étudions le rapport aujourd'hui, est une grande première dans notre Assemblée.

Elle a été mise en place le 2 février dernier, à l'instigation du groupe U.M.P.P.A., et je veux saluer cette initiative et remercier le président de mon groupe Yves POZZO di BORGO de m'avoir fait confiance pour participer à ces travaux.

Cette mission a permis un vrai débat démocratique, avec des échanges riches, quelquefois vifs, des auditions et des visites d'établissement très intéressantes. Grâce à elle, nous avons maintenant, de façon transparente, une photographie de la situation réelle de ce qui existe à Paris et des besoins pour répondre aux attentes des familles.

Ce rapport fera date parce qu'il nous a donné la possibilité d'avoir accès, notamment pour l'opposition municipale, à des renseignements et à des données que l'on a trop souvent du mal à obtenir dans leur globalité.

Ce rapport est un outil qui va obliger l'administration parisienne à être à l'écoute de la demande politique des élus de droite comme de gauche en matière de petite enfance et il pourra être utilisé à la fois par l'Exécutif et par les maires d'arrondissement.

La France dispose à la fois de l'un des plus forts taux de natalité au niveau européen, 1,92 enfant par femme, et de l'un des plus forts taux d'activité des femmes, environ 80 %. Nous pouvons collectivement être fiers du succès de notre dynamique familiale, avec notamment à Paris une augmentation des naissances.

Mais nous devons tenir compte d'un changement de la sociologie parisienne, avec un nombre croissant de femmes qui travaillent et veulent concilier vie familiale et vie professionnelle.

La question de l'accueil des enfants devient donc plus ardue pour les familles concernées et, d'après les données fournies par l'INSEE, on perçoit un faisceau d'informations convergeant vers une hausse des naissances. Dès à présent et dans cette perspective, il importe de soutenir la politique de diversification de l'offre proposée aux familles et d'être plus à l'écoute des problèmes de personnel d'accueil.

Dans mon premier commentaire, je souhaiterais attirer votre attention sur la nécessité d'être attentifs aux conditions de travail des personnels de la petite enfance. Depuis la fin des années 1990, l'augmentation des naissances, notamment en l'an 2000, avait provoqué, sous la mandature précédant votre arrivée aux affaires parisiennes, la programmation de nombreuses crèches municipales qui ont été ouvertes sous votre mandature.

Nous les avions initiées, vous les avez inaugurées. C'est la loi de l'alternance.

Mais vous ne pouvez pas toutes vous les attribuer !

Votre politique depuis 2001 visant à continuer à augmenter le nombre de places en crèche, ce que nous approuvons, ne doit pas s'arrêter à la construction mais doit s'accompagner d'une réflexion sur le recrutement d'un personnel adéquat et sur l'accompagnement et l'écoute de ces personnels.

La pénibilité du travail des personnels de la petite enfance doit être soulignée. A titre d'exemple, une auxiliaire peut être amenée à porter jusqu'à 800 kilos par jour en soulevant des enfants tout au long de la journée. Le travail demande une forte concentration, de la patience et de l'écoute, et peut conduire à une fatigue lourde en fin de journée.

De même, en cas de congé maladie, de maternité ou de vacances dans les crèches, il devient parfois très difficile d'effectuer un accueil sûr et de qualité, et les personnels se retrouvent dans l'obligation de travailler trop souvent à flux tendu.

Ces problèmes doivent être pris à bras-le-corps car l'absentéisme dans les établissements de petite enfance s'accroît dangereusement.

Les personnels ont également le sentiment qu'ils sont contraints à faire de la garde et non un véritable accueil d'enfant car les fonctions de pédagogie et d'éveil sont souvent sacrifiées.

Or, au sein des structures collectives, l'enfant n'est pas gardé, l'enfant et sa famille doivent être accueillis, entourés, accompagnés par un personnel qualifié : puéricultrices, éducatrices de jeunes enfants, auxiliaires de puériculture, personnels de service, pédiatres et psychologues.

On constate enfin que près de 50 % du personnel habite en lointaine banlieue parisienne. L'heure de rentrée de ce personnel à son domicile est donc très tardive, ce qui complique le bon équilibre de leur vie familiale.

Mon deuxième commentaire porte sur la diversification de l'offre d'accueil proposé aux familles.

Parallèlement au plébiscite traditionnel de la crèche collective et des haltes-garderies, l'élargissement de l'offre aux familles permet de donner davantage de liberté de choix aux parents. Il est important d'adapter l'offre d'accueil à la situation professionnelle ou personnelle des parents.

Selon que le père ou la mère travaille ou pas, qu'il a des horaires à plein temps ou à temps partiel, le mode d'accueil doit s'ajuster au plus près des besoins du ou des parents.

En outre, selon les quartiers et les arrondissements, les familles n'expriment pas forcément les mêmes besoins. Crèche familiale, crèche en appartement, crèche associative, mini-crèche, crèche d'entreprise, structure multi-accueil alliant un accueil permanent ou ponctuel, sont autant d'outils innovants qui permettent d'élargir et d'assouplir l'offre d'accueil à Paris.

La diversification passe également par une plus grande offre de crèche à horaires adaptés aux parents qui travaillent loin de leur domicile et peuvent difficilement arriver à 18 heures 15 chercher leur enfant.

La Mairie de Paris a trop tendance à se décharger sur les crèches associatives du soin de pallier les insuffisances de places en crèche municipale à horaires de fermeture plus tardifs le soir.

Même si la volonté est affirmée, la réalité est loin encore d'être à la hauteur des besoins.

J'aborde maintenant le troisième point de mon intervention. Il est d'ores et déjà nécessaire de préciser que le développement de l'alternative à la crèche, inévitable quand on en connaît les coûts d'investissement et de fonctionnement, passe par une véritable réflexion et le recours à des modes d'accueil moins plébiscités tels que les assistantes maternelles agréées ou les auxiliaires parentales, même si ces formules sont de plus en plus utilisées.

S'il est logique de diversifier l'offre, il conviendra sans doute de revaloriser la formule d'accueil individualisé qui présente, faut-il le rappeler, de nombreux avantages pour les jeunes enfants.

Pour les parents qui n'ont pas la chance d'avoir une place en crèche ou qui ont des horaires atypiques, les assistantes maternelles agréées par la P.M.I. et les auxiliaires parentales constituent une solution incontournable.

Les assistantes maternelles souhaiteraient dans ce sens, dès aujourd'hui, une vraie reconnaissance de leur métier, aussi bien s'agissant de leur formation, des avantages accessoires à celle-ci, que des conditions de leur exercice, notamment souvent d'un logement approprié à leur métier. Mais y a-t-il suffisamment d'encadrantes de la P.M.I. pour assurer un suivi personnalisé des assistantes maternelles agréées ? Je n'en suis pas certaine. Un agrément à plus de trois enfants est-il raisonnable ? Cela me paraît utopique au vu de la lourdeur de la responsabilité et de la difficulté d'organisation de la journée pour l'assistante maternelle.

La recommandation n° 7 du rapport, préconisant de développer les relais assistantes maternelles - R.A.M. -, qui permettent de mieux valoriser l'image de l'accueil chez les assistantes maternelles en rompant leur isolement, en renforçant leur professionnalisme et en rassurant ainsi les parents, est un point extrêmement positif.

S'occuper d'un enfant est une grande responsabilité qui exige aussi beaucoup de disponibilité pour l'enfant lui-même, ainsi que pour répondre aux attentes des parents employeurs.

Il est certain que la souplesse de la formule d'accueil chez une assistante maternelle présente des avantages, aussi est-il logique en contrepartie que le service soit rémunéré en conséquence. Il en va de l'attractivité de ce métier, insuffisamment considéré de nos jours, à l'image du statut de la mère au foyer.

Enfin, nous ne devons pas oublier les auxiliaires parentales qui s'occupent des petits au domicile des familles. Il s'agit là d'une spécificité essentiellement parisienne qui représente 13 % de l'accueil des enfants de moins de 3 ans à Paris.

Même si l'importance de ce mode de garde est à relier sans doute au nombre de familles disposant de revenus élevés, il convient de souligner que les considérations financières n'entrent pas forcément en ligne de compte, et il s'agit aussi souvent d'un choix par défaut généré à la fois par l'inadaptation des horaires, le manque de place dans les crèches municipales ou associatives.

Ce mode de garde, qui a doublé en 13 ans, doit faire l'objet d'une plus grande professionnalisation afin de constituer une alternative rassurante à la crèche. C'est un secteur créateur d'emplois que nous ne devons pas négliger.

Dans le temps qui m'est imparti, je ne peux malheureusement aborder tous les points que j'aurais aimé évoquer, comme la place de l'enfant en situation de handicap dans les établissements de petite enfance, l'amélioration d'une information transparente faite aux parents, la nécessité de logement pour les personnels de la petite enfance à Paris, mais nous aurons sûrement l'occasion d'y revenir.

Pour terminer, je tiens à dire tout l'intérêt que j'ai eu à participer à nos débats, conduits avec maîtrise, écoute et compétence par David ALPHAND, et avec une grande connaissance des problèmes de la petite enfance par Mme LANG.

Enfin, je voudrais rendre hommage au travail fait par l'inspection générale et par les services de la D.F.P.E., qui ont été disponibles tout au long de cette mission et nous ont apporté une aide très efficace dans notre travail.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes Centre et Indépendants et U.M.P.P.A.).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Chère Madame, je vous remercie beaucoup de votre intervention. J'en ai entendu y compris les aspects critiques, mais j'ai particulièrement apprécié un état d'esprit pluraliste et respectueux de la commission, tel que j'avais compris son travail, qui ne gomme pas nos différences, mais qui était plutôt exempt d'arrière-pensées politiciennes. Bien sûr, j'ai entendu certaines de vos critiques : c'est normal, mais l'état d'esprit était bien un état d'esprit tel que j'avais compris ce travail collectif.

Je vous en remercie.

La parole est à M. Daniel ASSOULINE.

M. Daniel ASSOULINE. - Merci, Monsieur le Maire.

Chers collègues, le rapport de notre mission fait état du désaccord apparu en son sein sur les questions évidemment liées de la scolarisation des enfants de 2, 3 ans et des jardins d'éveil.

Pour les élus de la majorité municipale, cette proposition de Mme MORANO est assez emblématique de la méthode politique du Gouvernement.

Il veut afficher une réduction des dépenses publiques en supprimant de nombreux emplois, en particulier dans l'Éducation nationale alors qu'il crée ou aggrave les problèmes sociaux et qu'il en transfère la gestion et les coûts aux collectivités locales et aux personnes privées.

Pendant plus de 11 ans, de 1990 à 2002, le niveau de scolarisation des enfants de 2 ou 3 ans est resté élevé dans notre pays. Il était situé au-dessus de 35 %. Et pour cause, à partir de 1989, la loi d'orientation pour l'éducation de Lionel JOSPIN a accordé une priorité à l'accueil des enfants de 2 ans dans les écoles situées dans un environnement social défavorisé en zone urbaine.

Le bien-fondé de cette disposition a été confirmé depuis par de nombreuses études et rapports.

Ils établissent que les conditions d'accueil de la petite enfance sont déterminantes pour les apprentissages ultérieurs, pour la réussite scolaire, et pour l'intégration. C'est particulièrement vrai pour les enfants des familles défavorisées à fort déficit culturel ou primo-arrivantes.

Comme vous le savez, ces enfants composent aujourd'hui l'essentiel des 15 % de jeunes qui sortent sans qualification de notre système éducatif. Ils sont promis pour la plupart à l'exclusion sociale dont on connaît les conséquences pour eux et pour la cohésion sociale.

A partir de la rentrée 2002, cette scolarisation commence à baisser irréversiblement : 28,8 en 2003, 26,5 en 2004, 24,5 en 2005, 23,4 en 2006, et finalement, 20,9 en 2007/2008… Et il serait difficile d'attribuer cette régression à autre chose que la volonté politique car, dans le même temps, on enregistre une véritable poussée démographique dès l'année 2000.

Il n'est pas sorcier de mettre en rapport ce recul de la scolarisation des 2-3 ans avec la baisse des moyens de l'enseignement du premier degré. Cette baisse de moyens est mécaniquement reportée, en premier lieu, sur les niveaux où la scolarité n'est pas obligatoire. Les enfants de moins de 3 ans en ont ainsi massivement fait les frais : 105.000 d'entre eux ne sont plus accueillis chaque année en petite section de maternelle. Je vous laisse calculer le nombre de postes d'enseignants et de personnels ainsi économisés.

Mais le Gouvernement ne semble pas vouloir en rester là. Déjà, dans plusieurs départements, c'est la scolarisation des enfants de 3 ans révolus qui est remise en cause et qui semble devoir servir de nouvelle variable d'ajustement des moyens du premier degré. C'est d'ailleurs la raison d'une campagne nationale de mobilisation lancée par la FCPE et le SNUipp qui s'inquiètent à juste titre du désengagement de l'Etat en matière d'accueil et de scolarisation des enfants de maternelle.

Je dois dire que la lecture du vœu que les élus de l'U.M.P.P.A. ont déposé sur ce sujet à ce Conseil ne peut que nourrir cette inquiétude. Ils demandent au Maire de Paris - je cite : "d'élaborer un schéma pluriannuel de développement des services d'accueil des enfants de moins de 6 ans". C'est sans doute votre façon, chers collègues, d'avoir un temps d'avance à Paris sur les projets du Gouvernement !

Cette chute de la scolarisation des moins de 3 ans est également observable à Paris, même si cette scolarisation y a toujours été anormalement faible. Sur la période 2002-2008, elle a été divisée par 2, passant de 4 % d'une classe d'âge à 2 %. Seulement 1.200 enfants de moins de 3 ans étaient scolarisés à la rentrée de 2008 alors qu'ils étaient plus de 2.500 à la rentrée de 2000. Et encore, une majorité l'est dans des quartiers plutôt favorisés de la Capitale et la moitié dans le privé.

En septembre 2004, un rapport des inspections générales d'Education nationale sur l'évaluation de l'Académie de Paris soulignait que - je cite : "Compte tenu des difficultés rencontrées par de nombreux élèves dans les circonscriptions et arrondissements socialement difficiles de la Capitale, cette lacune peut être considérée comme la première d'une série d'obstacles qui contrarient la scolarité des enfants les moins favorisés".

Au niveau national aussi, ce sont évidemment les enfants les plus défavorisés qui sont les premières victimes, dès leur plus jeune âge et au cours de leur cursus scolaire ultérieur, de ces choix politiques et budgétaires. Mme MORANO découvre aujourd'hui qu'il existe un déficit de 350.000 places d'accueil des jeunes enfants et qu'un tiers de ce déficit concerne les enfants de 2/3 ans. Comme par hasard, ce chiffre correspond à peu près au nombre d'enfants de moins de 3 ans qui ne sont plus accueillis en petite section de maternelle chaque année.

Elle nous propose d'y suppléer en créant des jardins d'éveil dont le coût reposerait essentiellement sur les collectivités locales et les familles. Son projet prévoit également un abaissement des normes d'encadrement des enfants telles qu'elles sont actuellement pratiquées dans nos crèches : un adulte pour 12, voire 15 enfants au lieu d'un adulte pour 8.

Ainsi, après avoir largement créé le problème, le Gouvernement demande aux collectivités locales et aux familles de le prendre en charge. Et les élus de l'opposition municipale s'indignent du refus de notre majorité de s'engager dans cette voie des jardins d'éveil. Que n'ont-ils demandé au Gouvernement de maintenir, voire d'augmenter le niveau de la scolarisation des enfants de moins de 3 ans ! Que n'ont-ils demandé au Gouvernement de chercher à améliorer les conditions de cet accueil en petite section de maternelle, en améliorant le taux d'encadrement avec des professeurs des écoles et des éducateurs de jeunes enfants et en renforçant les moyens de ces sections !

C'est ce que nous avons fait à plusieurs reprises et à travers plusieurs vœux comme celui que nous vous proposons aujourd'hui encore. La Ville de Paris a pris ses responsabilités. Elle s'est largement substituée au désengagement de l'Etat en matière d'accueil des enfants de 2/3 ans, en les accueillant dans des conditions optimales de qualité dans les crèches parisiennes. La mission a également été informée de l'effort constant et important de la Ville pour doter les établissements d'un encadrement suffisant. Mais pour recruter, il faut former et la formation des personnels de la petite enfance est un élément essentiel de la qualité de l'accueil.

Les discussions engagées par la Ville avec la Région Ile-de-France et l'Académie de Paris afin d'augmenter les capacités des personnels de la petite enfance viennent de déboucher sur une convention. Vous nous avez dit, Monsieur le Maire, avoir saisi de cette question les Ministres concernés, afin que les formations diplômantes soient développées, apparemment, sans succès.

Chers collègues, les élus socialistes et radicaux de gauche ne s'engageront pas dans la mise en place de jardins d'éveil. Non par principe, mais parce que nous ne voulons pas prêter la main au désengagement de l'Etat de l'école maternelle. Ce serait une nouvelle régression de grande ampleur de notre système éducatif républicain et de sa capacité à donner une chance de réussite à tous les enfants.

Mais puisque, malgré l'acrimonie de l'introduction de son Président, le rapport de la mission a été adopté à l'unanimité de ses membres, puisque son travail a été marqué par le souci de chacun d'entre nous d'établir un état sincère et honnête de la situation de l'accueil des petits-enfants dans notre Ville, puisque nous exprimons une préoccupation partagée de faire des propositions pour améliorer autant que possible cet accueil, j'invite tous les élus présents à voter le vœu par lequel nous demandons à l'Education nationale d'accueillir les enfants qui atteignent 3 ans durant l'année scolaire. Car quoi que l'on pense de ce qui pourrait être fait par ailleurs, cette mesure nous permettrait d'accueillir d'autres enfants dans les crèches parisiennes. Et ils en ont autant besoin.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste et élus du Parti de gauche, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

(M. Christian SAUTTER, adjoint, remplace M. le Maire de Paris au fauteuil de la présidence).

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci beaucoup, Monsieur ASSOULINE.

Donc, je donne la parole à Mme Danielle SIMONNET.

Mme Danielle SIMONNET. - Il y a quelques mois, la droite de notre hémicycle demandait une mission d'évaluation et d'information sur la politique municipale d'accueil des enfants de moins de 3 ans. C'est un domaine dans lequel notre majorité est active et volontaire pour garantir des droits nouveaux, mais pendant ce temps, que fait le Gouvernement ?

Le Gouvernement nous propose un nouveau droit opposable inapplicable, mais qui permettrait de déréglementer encore un pan de nos institutions collectives. Parce qu'il s'agit de quoi ? Il s'agit pour le Gouvernement de déréglementer les formations et les qualifications, déréglementer les taux d'encadrement. En somme, déréglementer l'exigence que nous avons pour l'accueil des tout-petits alors que ce dont nous aurions besoin, nationalement, c'est au contraire de l'impulsion d'un service public national de la petite enfance qui garantisse un autre niveau de financement de création de places en crèche en nombre suffisant pour satisfaire les demandes, qui garantisse un plan de formation national des personnels dont nous avons besoin, et qui garantisse l'égalité, la laïcité et, à terme, nous le souhaitons, la gratuité.

Au sujet de la laïcité, je vous renvoie au débat que nous avons eu hier. Ce débat, sachez que notre groupe, Communiste et élus du Parti de Gauche, le relancera tant que la Ville aussi financera des crèches à caractère confessionnel qui ne respectent pas les éléments du vœu que nous avions voté le 29 septembre 2008.

Alors, après tout, cette mission nous donne vraiment l'occasion de réaffirmer nos priorités, nos objectifs et les valeurs qui guident notre orientation politique, comme l'a fait Mme Emmanuelle BECKER. Et au regard des conclusions et des recommandations de la mission, notre groupe a déposé un vœu relatif aux commissions d'attribution des places en crèche. Car dans la mesure où nous visons l'égalité d'accès aux structures collectives mais où nous gérons également une situation, hélas, de pénurie, il nous semble essentiel que les Parisiennes et les Parisiens sachent comment sont attribuées les places dans les arrondissements. Le rapport de la mission d'évaluation est très instructif sur ce point. Nous avons relevé que certains arrondissements n'ont pas même indiqué la fréquence des réunions de commissions d'attribution.

Alors, bien entendu, une commission qui ne se réunit pas ou très rarement, eh bien, en fait, elle n'attribue pas les places en crèche, ce qui est pourtant sa mission. Alors, nous sommes pour l'harmonisation et la transparence des pratiques. Nous demandons donc un vœu qui va dans ce sens et qui pourrait servir de base de travail à une harmonisation et à un ajustement des pratiques. Car nous souhaitons formuler des propositions qui répondent à cette gestion de pénurie de places que les Parisiens connaissent. Les élus de notre groupe ont développé des expériences et des exigences dans ce domaine. Je pense en particulier à des élus du 20e arrondissement, adjoints à la petite enfance, sur déjà trois mandatures : Catherine VIEU-CHARIER, Arlette ZYLBERG et, en ce moment, Ariane CALVO qui se sont efforcées de renouveler l'organisation des commissions d'attribution de places en crèche.

Bien sûr, nous demandons avant tout que tous les arrondissements soient réellement dotés d'une commission d'attribution dont la composition, la fréquence de réunions et le fonctionnement soient fixés, mais aussi connus des familles comme des professionnels. Et nous pensons que ces commissions doivent être en mesure d'attribuer les places au regard d'un examen juste de toutes les demandes et pas simplement des plus visibles. Parce que, reconnaissons-le, sans cela que se passe-t-il ? Ce sont les familles qui ont un capital culturel et social pour faire le siège des crèches, le siège des permanences des élus pour faire entendre leur demande, qui arrivent à faire entendre leur demande alors que des critères de priorité dans l'attribution des places doivent être travaillés dans des instances nécessairement collectives.

Nous suggérons également la constitution d'une commission à part que nous avons appelée "Commission sociale", afin de traiter, dans les arrondissements, les urgences absolues, à la fois, dans la transparence mais aussi sur la base d'un anonymat qui préserve la confidentialité des situations parfois très lourdes des familles.

Ainsi, des enfants dont les parents traversent une situation très délicate, prenez l'exemple d'une entrée en prison, pourront accéder aux structures sans que la difficulté de leur histoire familiale n'accompagne leur entrée en crèche et sans que ce soit également - disons-le - toujours les mêmes crèches, en nombre réduit, qui acceptent d'accueillir les enfants aux histoires familiales plus difficiles. Alors, là encore, il s'agit pour nous de promouvoir un accueil respectueux et égal de l'ensemble des petits Parisiens et des petites Parisiennes et, dans un contexte hélas encore de pénurie malgré nos efforts importants, un accueil qui fasse preuve aussi de justice sociale.

Je vous remercie.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Madame SIMONNET, y compris d'avoir respecté votre temps de parole.

Je donne la parole à Mme Delphine BURKLI.

Mme Delphine BURKLI. - Merci, Monsieur le Maire.

Mes chers collègues, d'abord, je veux m'associer aux remerciements qui ont été formulés par le président de notre mission, David ALPHAND, remercier les services de la DFPE et de l'Inspection générale qui ont nourri nos réflexions tout au long de nos travaux.

Avec mes collègues du groupe U.M.P.P.A., je souhaiterais insister sur un point du rapport, celui du manque de reconnaissance de la Ville à l'égard des professionnels de la petite enfance qui se manifeste notamment dans trois domaines : leur formation et leurs conditions à la fois de travail et de logement.

D'abord, l'importance de la formation des personnels, qui est un préalable indispensable à la qualité de l'accueil des enfants. La formation est un levier essentiel ; aujourd'hui, il est insuffisamment utilisé.

Au sein de la DFPE, nous avons constaté qu'il existait peu de perspectives de formation et que les dispositifs tels que la validation des acquis de l'expérience, dite "V.A.E.", tardaient à se mettre en place.

De son côté, afin de répondre à ce besoin évident de formation, le Gouvernement a mis en place en début d'année un plan sur les métiers de la petite enfance, dont l'ambition est de valoriser ces professions pour attirer de nouvelles recrues, augmenter concrètement l'offre de formation, en tirant partie de l'ensemble des possibilités offertes par les V.A.E., l'apprentissage, ainsi que les formations initiales et continues.

Question : qu'est-ce que le Maire de Paris a mis en œuvre pour tirer profit de ces mesures gouvernementales ?

Au fil des semaines, les conditions de travail des personnels se dégradent : manque d'effectifs, de motivation, absentéisme grimpant, puisqu'on compte plus de 10 % des agents absents de leur poste de travail chaque jour.

Si l'on doit augmenter les structures d'accueil, comme c'est souhaitable pour s'adapter au mode de vie des parents d'aujourd'hui, l'augmentation des effectifs et la revalorisation de leur travail est indispensable.

Les syndicats ont ainsi précisé que la sécurité des enfants n'était pas assurée sur toute l'amplitude d'ouverture des établissements parisiens et je citerai la C.G.T. : même avec une équipe bien rôdée, le personnel peut se trouver, à certains moments de la journée, en difficulté.

Résultat : un turnover important des agents qui fragilise l'organisation des établissements de la petite enfance, des remplacements, en particulier à la suite de congés de maternité, qui tardent à se concrétiser, ce qui accroît la charge de travail pour les personnes présentes à leur poste.

Que fait donc le Maire pour améliorer l'accueil de ces enfants, attirer de nouvelles recrues et motiver le personnel ?

J'ajoute qu'il existe des disparités financières inacceptables entre les salaires proposés par certaines collectivités territoriales et par la Ville de Paris, ce qui accroît le départ des agents, qu'il n'est fait aucun cas d'un treizième mois de salaire ou d'un quelconque octroi de tickets restaurant ou d'indemnités de repas pour les agents, la plupart des agents de la petite enfance ne pouvant pas bénéficier des restaurants administratifs faute de temps ou compte tenu de leur éloignement.

Dans le vœu que la majorité propose pour élargir les amplitudes d'accueil des enfants, quid des compensations financières des personnels, quid de la prise en compte des personnels féminins qui y travaillent et qui sont souvent mères de famille ?

Aussi, en l'absence de considération pour le personnel, le groupe U.M.P.P.A. ne peut que s'abstenir sur ce vœu.

Troisième et dernier point que j'aborderai ici et qui joue sur la détérioration des relations entre la Ville et son personnel : la question de l'attribution de logement social.

Ils sont nombreux à Paris à habiter la petite, moyenne ou grande couronne, parce qu'avec moins de 1.000 euros par mois de salaire, il faut nous expliquer comment on peut assumer un loyer dans le parc privé à Paris.

Dans le 9e, par exemple, 22,7 % des agents résident dans Paris quand 78 % vivent dans la Région parisienne, voire même en province pour près de 9 % d'entre eux. Chaque jour, il faut donc compter entre deux et trois heures de trajet aller-retour minimum pour rejoindre son domicile et son lieu de travail. Cet éloignement se traduit par un absentéisme croissant et le départ des agents de la Ville pour près de 50 % d'entre eux par an.

Il est donc urgent de privilégier l'attribution de logements sociaux pour ceux qui servent en priorité les Parisiens et leurs enfants.

Monsieur le Maire, mes chers collègues, les professionnels de la petite enfance à Paris jouent un rôle essentiel dans l'épanouissement et la construction de nos jeunes enfants et le manque de considération qu'ils subissent est trop important pour qu'il soit pris à la légère, prenant aussi pour exemple certains conseils de parents qui peuvent entamer quelque peu l'autorité des directrices d'établissement.

Nous avons encore en mémoire les derniers mouvements de grève des personnels qui ont aussi pénalisé les parents qui n'ont pas pu faire garder leurs enfants, notamment ceux qui avaient le plus besoin de travailler.

Nous attendons de vous, Monsieur le Maire, des propositions concrètes pour améliorer les conditions du personnel, car il en va du bien-être des petits Parisiens.

Je vous remercie.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Madame BURKLI. Vous laissez moins de 10 minutes pour trois orateurs du groupe U.M.P.P.A.

Je donne la parole à Mme Halima JEMNI.

Mme Halima JEMNI. - Merci, Monsieur le Maire.

Lors de son installation, la Mission a souhaité analyser en détail l'action menée par la Ville de Paris sur les deux dernières mandatures. En effet, pour bénéficier d'un état des lieux précis et agir au mieux en faveur des familles, il est essentiel d'évaluer ce qui a été fait, de comparer.

Comparer, ce n'est pas simplement opposer des chiffres, c'est rappeler que les projets politiques ont leur importance, c'est démontrer que les résultats obtenus sont fonction de la volonté mise en œuvre par une municipalité. Ainsi, entre 1995 et 2000, 1.880 places ont été créées. Ces chiffres sont non seulement très faibles, mais ils masquent mal l'opacité et l'injustice qui les caractérisent.

Opacité tout d'abord, car malgré tous les efforts déployés par la Direction des Familles et de la Petite enfance et la Mission, aucune archive détaillée n'a pu être trouvée, aucune évaluation accessible n'a pu être consultée. L'absence de précisions sur les investissements réalisés a empêché la mission d'évaluer les dispositifs mis en œuvre par la Droite à l'époque.

Injustice aussi, car les places créées en nombre très insuffisant démontrent un déséquilibre criant entre les arrondissements. La répartition des places en crèches et haltes-garderies est très inégale et ne prend pas en compte la demande sociale des quartiers.

Que l'on en juge par ce simple chiffre : le 19e, un des arrondissements le plus peuplé et le plus jeune, présentait un taux de desserte de 48 % en crèches et 7 % en haltes-garderies. A l'inverse, le 5e, bastion du maire de l'époque, bénéficiait, quant à lui, de 86 % en crèches et de 70 % en haltes-garderies.

Si les données relatives à la mandature de Jean TIBERI sont rares, une chose est sûre : sa majorité n'a décidément pas fait de la petite enfance sa priorité et nous constatons, contrairement au président ALPHAND, qu'elle n'a pas anticipé le baby-boom parisien débuté fin 1999 et qu'elle a négligé honteusement l'accueil et l'avenir de nos enfants.

La situation que vous avez trouvée en 2001, Monsieur le Maire, était difficile à bien des égards : déséquilibre entre modes d'accueil, injustice criante entre arrondissements, gestion du personnel à moderniser.

Votre action s'est traduite par un effort quantitatif sans précédent, puisque 5.816 places ont été créées, tous modes d'accueil confondus. Vous avez ainsi triplé l'effort de la collectivité et permis aujourd'hui que Paris soit mieux dotée que la moyenne nationale. Vous avez veillé à réparer ces injustices territoriales en mettant l'accent sur les arrondissements manifestement déficitaires et, en particulier, les 10e, 15e, 17e, 18e, 19e et 20e arrondissements. Cette action déterminée a contribué à des résultats très sensibles, comme l'illustre l'exemple du 17e arrondissement où 20 places seulement avaient été créées en 1995 et 2001, alors que plus de 470 nouvelles places ont vu le jour depuis 2001.

Les données chiffrées très claires et précises parlent d'elles-mêmes dans ce rapport. A ce titre, je souhaite saluer, au nom de mon groupe, le travail exemplaire effectué par la DFPE pour nous apporter ces éléments, travail qu'elle a dû mener en un temps record.

Par ailleurs, nous savons que l'offre en matière d'accueil reste insuffisante, d'autant plus que Paris a un taux de natalité plus élevé que la moyenne, que les familles monoparentales y sont plus nombreuses et que les mères y travaillent plus qu'ailleurs. C'est pourquoi l'effort sera poursuivi et 4.500 places seront créées d'ici 2014.

Continuer de diversifier l'offre d'accueil reste aussi une priorité. L'effort de la Ville de Paris a porté et portera encore à la fois sur l'accueil collectif plébiscité par les parents, sur l'accueil par des assistantes maternelles et sur la garde à domicile, mais la diversité des revenus des familles selon les arrondissements entraîne le développement d'un mode d'accueil plutôt que d'un autre. Ainsi, le revenu médian dans le Centre et l'Ouest parisien, aux alentours de 60.000 euros, explique que la garde à domicile y soit plus développée que dans l'Est parisien dont le revenu médian est de moins de 30.000 euros.

Enfin, notre objectif n'est pas que quantitatif. Notre action s'est toujours inscrite dans une démarche de qualité.

Ainsi, nous avons fait le choix de la transparence, de l'implication des familles, de l'information des usagers, du recrutement et de la formation du personnel. Quel meilleur exemple donner que la création de deux R.I.F., neuf R.A.M., de six Maisons de l'enfance, des conseils de parents et, bien sûr, des commissions d'attribution des places en crèche.

A ce titre, j'aimerais rappeler à Mme ONGHENA que le 19e était un des arrondissements précurseurs en ce qui concerne l'installation des commissions d'attribution, que depuis 2001, y siège un élu de l'opposition et qu'en sept ans - je suis en charge de la petite enfance - je n'ai vu ce représentant qu'à deux reprises. Mais, Madame ONGHENA, je vous espère bientôt, puisque vous allez remplacer l'ancien représentant, plus assidue que vous ne l'avez été lors de cette mission.

Mme Anne-Constance ONGHENA. - Je n'ai jamais été nommé.

Mme Halima JEMNI. - L'objectif est de généraliser sous cette mandature ces outils, ce qui répondrait aux recommandations 4, 6, 7 et 11 du rapport.

Notre politique qualitative s'est aussi illustrée dans une action déterminée en faveur de l'environnement dans l'ouverture de la première crèche H.Q.E. en France. La crèche Hérold servira de modèle à toutes celles qui seront construites sous cette mandature.

Parler du qualitatif, c'est être au coeur des attentes des familles. A ce titre, la question des horaires d'accueil des enfants est essentielle et notre majorité a souhaité dès la précédente mandature entamer la réflexion à ce sujet.

Un travail important a été confié au Bureau des temps. A ce jour, et grâce aux partenariats avec le secteur associatif, plus de 2.000 places à horaires décalés sont désormais ouvertes. Ce partenariat doit être renforcé et amplifié dans cette mandature, d'autant plus que le secteur associatif applique la même tarification pour les familles que le municipal.

Aujourd'hui, un vœu de l'U.M.P. demande la renégociation des horaires d'ouverture de la majorité des établissements d'accueil de 8 heures à 19 heures.

La Droite fait preuve d'une hypocrisie totale puisqu'elle oublie de rappeler que c'est elle en 1995 qui a réduit les horaires d'ouverture des crèches. En effet, en 1995 notre politique d'horaires était de 7 heures à 19 heures, soit 12 heures. M. TIBERI, confronté à une grève générale, avait restreint cette amplitude à 7 heures 30 - 18 heures 30.

Nous réaffirmons aujourd'hui notre engagement de campagne stipulé dans le vœu n° 10 qu'une structure, de préférence nouvellement ouverte, ouvrira sur la base du volontariat du personnel dans chaque arrondissement, de 8 heures à 19 heures sans toucher pour autant à l'amplitude horaires de onze heures rendue obligatoire par le décret de 2000.

Un dernier mot concernant le personnel pour appuyer particulièrement la recommandation 9 du rapport qui demande à l'Etat d'augmenter le nombre de formations aux métiers de la petite enfance en y consacrant davantage de moyens.

Je voudrais rappeler aussi que le groupe socialiste souhaite encore dans son vœu n° 10 qu'une attention particulière soit portée aux demandes de logement des personnels de la petite enfance travaillant dans les établissements parisiens. Monsieur le Maire, nous savons que 16 % de votre contingent a été consacré aux agents de la Ville, que vous avez demandé aux maires d'arrondissement le même effort, mais nous voulons aussi attirer votre attention sur ces demandes tout en respectant le principe d'équité de traitement entre les différents agents de la Ville.

Merci.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste et élus du Parti de gauche, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Madame JEMNI. Vous laissez moins de quatre minutes à votre collègue.

Mme Anne-Constance ONGHENA. - J'ai été mise en cause.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Non, on n'engage pas de débat.

Si M. LAMOUR veut faire un rappel au règlement, il peut faire un rappel au règlement, mais pas vous.

Monsieur LAMOUR.

M. Jean-François LAMOUR. - Monsieur le Maire, les propos qui viennent d'être tenus sont totalement faux, puisque nous vous rappelons qu'une commission d'attribution a été mise en place sans la présence d'élus de l'opposition dans le 19e arrondissement. Ce que vous venez de dire est totalement faux, et nous en avons assez de voir en permanence nos propos remis en cause, alors qu'encore une fois ils sont basés sur la réalité du fonctionnement d'une soi-disant démocratie dans le 19e arrondissement.

Donc, ce n'est pas la peine de reprendre la parole derrière pour nous dire que vous avez fait appel à un élu de l'opposition dans le cadre de cette commission d'attribution parce que ce n'est pas vrai. Et c'est en permanence cela.

Monsieur le Maire, s'il vous plaît, faites en sorte que, quand ces propos sont tenus, ils tiennent compte de la vérité, alors que là encore une fois ils habillent une soi-disant démocratie locale.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Bien. Merci, Monsieur le Président. Je vous ai donné la parole pour ce rappel au règlement et je propose que nous continuions.

M. BENESSIANO, Mme BOULAY-ESPERONNIER et Mme DATI se partagent 10 minutes et 11 secondes. Un peu de solidarité vous aussi. Vous pouvez prendre les 11 secondes, Monsieur BENESSIANO !

(Rires).

M. Hervé BENESSIANO. - Merci, Monsieur le Maire.

En m'associant à David ALPHAND pour remercier la disponibilité des services de la DFPE et l'I.G.A.S., et dans la continuité des interventions de mes collègues Anne-Constance ONGHENA et Delphine BURKLI, auxquelles j'associe, même si elle ne prend pas la parole Martine MÉRIGOT de TREIGNY, permettez-moi de vous dire que la mission d'évaluation de la petite enfance a permis de mettre en évidence la très nette insuffisance de l'offre à Paris, et son caractère empirique.

Il ne s'agit pas de critiquer le passé plus ou moins long lointain, ou de faire preuve d'autosatisfaction. Je crois que ce n'est pas le but aujourd'hui. Mais de chercher à améliorer ensemble le système dans l'intérêt de tous les Parisiens.

En effet, fin 2008, 76.240 enfants de moins de 3 ans étaient recensés pour 28.274 places d'accueil collectif et de structures de petite enfance, soit une capacité d'accueil avoisinant les 45 %. Si l'on se réfère au total des enfants en listes d'attente déclarées à la mission par les vingt maires d'arrondissement parisiens - je rappelle à Mme LANG que j'ai dans les rapports la réponse au questionnaire du maire du 16e arrondissement, je l'invite à le regarder -, on atteint le chiffre vertigineux de 27.000.

En rapprochant ce chiffre des perspectives que le Maire de Paris et son adjoint à la petite enfance réitèrent en boucle pour la mandature 2008-2014, à savoir la création de 4.500 nouvelles places de crèche, il faudra six mandatures pour obtenir un équilibre entre l'offre et la demande et nous serons alors en 2044 !

Il n'est pas dans mon intention de critiquer cet objectif de 4.500 places - il est ambitieux, et je m'en félicite - mais de vous demander, au vu du bilan, de l'accompagner. C'est parce que nous savons que les coûts d'investissement et de fonctionnement des crèches sont élevés que nous vous proposons d'accompagner vos projets d'une diversification de l'offre en développant un choix plus souple et mieux adapté au mode de vie des Parisiens, dont les spécificités ont été soulignées dans de nombreux rapports.

Ainsi, sait-on que la garde parentale est moins pratiquée à Paris qu'ailleurs, du fait de la structure socioprofessionnelle des Parisiens ? Ainsi, sait-on que la demande d'accueil en structures collectives est élevée à Paris parce que les familles monoparentales sont particulièrement nombreuses dans la Capitale ? Ainsi, sait-on que la garde à domicile qui atteint 13 % du mode d'accueil des enfants est une spécificité parisienne car elle permet d'apporter aux parents, notamment des souplesses d'horaires que les structures collectives ou associatives n'apportent que trop peu ?

Face à ce constat, la rigidité actuelle ne permet pas de répondre à l'attente des Parisiens. Ainsi les crèches parentales, actuellement 500 places à Paris, trop peu connues, devraient être davantage soutenues et les partenariats avec les crèches d'entreprise trop peu nombreuses devraient être multipliés. Afin d'amplifier la diversité de l'offre d'accueil, les micro-crèches et le multi-accueil devraient être développés.

Le manque d'auxiliaires parentaux dont le corps de métier est encore balbutiant à Paris se fait cruellement sentir et ne répond pas aux demandes constatées dans les mairies.

De même les assistantes maternelles agréées, qui accueillent les enfants à leur domicile, sont trop peu nombreuses : 5 % du mode d'accueil, alors qu'il en faudrait deux ou trois fois plus. Pour répondre à cette pénurie, une politique volontariste consisterait à donner à ces professionnelles une priorité pour un logement adapté, une amélioration de leur formation, une revalorisation de leur métier.

Par ailleurs, pour s'inscrire dans la continuité des dispositifs existant en matière d'accueil de jeunes enfants, des jardins d'éveil pour les enfants de 2 à 3 ans devraient être expérimentés. Ils contribueraient à un accroissement de l'offre d'accueil collectif en libérant des places dans les structures collectives et chez les assistantes maternelles.

Voilà un certain nombre de propositions concrètes que nous vous invitons à inscrire dans un schéma pluriannuel de développement des services d'accueil des enfants de moins de 6 ans, comme l'article L. 214-2 du Code de l'action sociale et de la famille l'autorise.

Je voudrais aussi rappeler à M. ASSOULINE que la petite enfance correspond aux enfants des six premières années, et inclut bien entendu les écoles maternelles.

Ce schéma permettrait ainsi non seulement de faire l'inventaire des équipements, services et modes d'accueil, mais aussi de recenser la nature des besoins et de préciser les perspectives de développement ou de redéploiement nécessaires.

Cette dynamique en faveur du secteur de la petite enfance permettrait de réduire l'écart entre l'offre et la demande et de répondre au plus près à l'attente des Parisiennes et des Parisiens.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Monsieur BENESSIANO. Vous avez mangé la moitié du petit capital.

Je donne la parole à Romain LÉVY qui a un maximum de 4 minutes 30.

M. Romain LÉVY. - Merci. Je vais donc essayer de faire court. Je concentrerai mon intervention sur une question particulièrement sensible, celle des commissions d'attribution des places en crèche.

Toutefois, je tiens auparavant à déplorer la façon dont cette mission a été conduite d'une façon très personnelle par son président, ce qui l'a contraint assez souvent à être un peu seul sur ses positions, même parmi les membres de l'opposition municipale.

Je ne prendrai qu'un seul exemple, qui traduit bien l'état d'esprit dans lequel elle a été menée et l'impasse dans laquelle cela a failli nous conduire. En effet, alors que les auditions et nos débats ont été particulièrement riches, nous conduisant souvent à des analyses partagées, en témoigne encore le communiqué diffusé hier par le Nouveau centre, où l'on nous disait que Mme BRUNO soutiendrait le rapport voté à l'unanimité, où on nous disait que la plupart des constats faits par la mission avaient fait l'objet d'un consensus, et quand ce n'est ce n'était pas le cas, nous avions pris la peine de le mettre dans le rapport…

Alors, quelle ne fut pas notre surprise, alors que nous allions adopter à l'unanimité ce rapport, de voir le président nous demander de le voter et vouloir dans le même temps y annexer une contribution contradictoire d'une rare partialité. Avoir un président qui rédige d'une main un rapport, et de l'autre un contre rapport, et s'apprête à adopter les deux au même moment, vous conviendrez avec moi, outre l'aspect schizophrénique de la chose, que c'est pour le moins original, et traduit un état d'esprit qui me semble peu compatible avec ce que devrait être celui d'un président responsable d'une mission d'information pluraliste.

Ceci étant dit, revenons-en à l'objet de mon intervention, qui a fait l'objet d'un point de divergence fort entre la majorité et l'opposition municipale, à savoir la question de l'harmonisation des commissions d'attribution des places en crèche dans les arrondissements, notamment en termes de composition, de fonctionnement et surtout de fréquence de réunion.

S'il en existe aujourd'hui une dans chaque arrondissement, ce qui est un progrès notable quand on se réfère aux débats de la précédente mandature, où le simple fait de souhaiter ces commissions et leur transparence suscitait des réactions violentes sur les bancs de l'opposition, leur fonctionnement reste néanmoins loin d'être identique.

Pourtant, les familles parisiennes nous attendent sur ce point. Elles attendent de nous la transparence, des critères d'attribution clairs et l'égalité de traitement, quel que soit leur arrondissement de résidence. Ce sont ces principes, mais aussi le souci d'efficacité et de réactivité vis-à-vis des familles qui guident notre volonté d'harmoniser le fonctionnement de ces commissions.

Alors, je me réjouis que nous ayons réussi à faire accepter par l'opposition municipale, à force de persuasion, deux recommandations qui figurent dans notre rapport et qui permettront, si elles sont appliquées par l'ensemble des maires, d'améliorer l'offre d'accueil des enfants de moins de 3 ans.

Il s'agit des recommandations 2 et 3.

L'une a pour objet, afin d'éviter les doublons avec les listes d'attente pour les places en crèche, de faire en sorte que les dossiers de demande de place à temps partiel en halte-garderie et en multi-accueil, mais aussi en établissement d'accueil associatif, soient communiqués à titre d'information et même a posteriori aux membres de la commission.

L'autre demande, par souci de transparence, de rendre accessible l'ensemble des dossiers en liste d'attente à tous les membres de la commission d'attribution des places au moment de la réunion de celle-ci, car une commission d'attribution peut rapidement se résumer à un simple concept si sont entérinées, lors de ses réunions, les admissions d'enfant sans que l'on ait pu débattre de l'ensemble des situations ; je le sais particulièrement bien car je le vis dans le 6e arrondissement.

Si je me réfère toujours au 6e arrondissement, la simple application de ces mesures ne me contraindrait plus à boycotter, afin de ne pas la cautionner par ma présence, la pseudo commission mise en place par le maire, sous réserve toutefois que celle-ci soit enfin créée par une délibération votée en Conseil d'arrondissement, qui en fixerait la composition, la fréquence et les critères d'attribution.

Nous l'avons à plusieurs reprises demandé, et nous avons même déposé un vœu en ce sens, mais nous n'avons trouvé que refus et obstination de la part de M. LECOQ. Imaginez-vous qu'il nous est demandé actuellement de siéger sans même connaître le nombre de demandes existantes !

Tout cela nous semble naturel pour la majorité d'entre nous. Hélas, force a été de constater que l'opposition municipale nous a demandé de retirer, au moment de la finalisation des recommandations de ce rapport, sous la menace extrême de ne pas le voter, les propositions ayant trait à la transparence. Exit, la volonté de recommander de façon unanime que la composition des commissions d'attribution ainsi que leur fréquence de réunion soit adoptées par une délibération en Conseil d'arrondissement ! Devant un tel blocage, impossible d'aller plus loin dans nos préconisations en termes d'harmonisation et de transparence.

C'est pourquoi nous avons souhaité déposer un vœu qui précise notre volonté en ce domaine, un vœu qui demande, et je serai très rapide là-dessus, que toutes les commissions d'attribution des places fassent l'objet d'une délibération en conseil d'arrondissement ; que tout au long de l'année, celles-ci se réunissent aussi souvent que nécessaire afin d'attribuer immédiatement les places d'accueil collectif laissées vacantes afin d'en optimiser l'efficacité ; qu'elles attribuent également les places d'accueil en halte-garderie et en multi-accueil afin d'avoir une perception des besoins de l'arrondissement la plus complète et la plus transparente que possible ; enfin, qu'elles recherchent toutes les possibilités auprès des associations, sociétés gestionnaires d'établissements de la petite enfance bénéficiant de financements de la collectivité parisienne, de participer concrètement auxdites commissions d'attribution.

Alors, en conclusion, je vous demanderai, mes chers collègues, tout à l'heure, de bien vouloir adopter le vœu du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés.

Je vous en remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste et élus du Parti de gauche, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Monsieur LÉVY.

La parole est à Mme Céline BOULAY-ESPERONNIER.

Mme Céline BOULAY-ESPÉRONNIER. - Merci, Monsieur le Maire.

Mes chers collègues, ce rapport que vous nous présentez est un rapport abondant, intéressant à certains égards, mais très administratif malgré l'apparence qu'il souhaiterait donner : une réflexion consensuelle entre majorité et opposition.

Il faut bien reconnaître que de ce point de vue, les 104 pages du rapport ne sont pas une vraie contribution politique car elles n'ont pas su sortir des analyses d'ailleurs contestables pour arriver à une synthèse commune.

En effet, quel crédit doit-on accorder à ce document qui reprend les chiffres inscrits dans vos documents de campagne l'an dernier, dont on se souvient qu'ils étaient déjà contestés ?

D'ailleurs, en n'examinant que ce qui concerne le 16e arrondissement, je dois souligner que les chiffres présentés ne sont pas exacts. À la page 61 du rapport, les auteurs dénombrent 687 places en crèche collective là où il n'en existe que 516, ou encore 45 places en crèche familiale alors qu'il n'y en a que 36.

Je crains que la Mission n'ait fait que la moitié du chemin. Informative, certes, elle se devait aussi d'évaluer, ce qui nécessitait un regard critique et une analyse des informations administratives.

Or, que nous apprend ce rapport ? Beaucoup de choses que nous connaissons déjà. Il nous rappelle la situation précaire des familles parisiennes, ce que, sur le terrain, nous appréhendons depuis quelque temps.

Quelles sont ses propositions en réponse au désarroi des familles en attente de mode de garde pour leurs enfants ? La commande de deux études supplémentaires à l'A.P.U.R. pour mener une enquête sur les modes d'accueil alternatifs à la crèche et lancer une étude sur l'activité des Parisiennes et des Parisiens ?

Des études ! Encore des études ! Et l'urgence qui court dans les arrondissements. C'est de solutions dont ont besoin les familles.

Face à l'urgence, le conseil du 16e arrondissement s'est efforcé, dès le début de la mandature, de proposer différents lieux d'accueil : la Maison Blanche de la rue Boileau, une partie du Pavillon de l'Eau, la mairie, tous rejetés ! Chaque fois, les difficultés administratives empêchent la concrétisation des projets.

La mairie du 16e a créé le comité d'urgence de la petite enfance, associant des élus de tous les groupes, des associations, des structures privées, et les familles.

Grâce à cette initiative, près de 300 places sont en cours de négociation pour une ouverture dans les tous prochains mois.

Il nous a fallu nous débrouiller seuls en organisant une prospection systématique qui fait cruellement défaut. Il nous reste beaucoup à faire dans la recherche de solutions. C'est dans une politique foncière tournée vers cette priorité que les réponses devront être trouvées. Pour y parvenir, il est urgent d'inaugurer une structure dédiée à cet objectif unique, qui scrute sur l'ensemble du territoire parisien toutes les possibilités d'hébergement d'une crèche ou d'une halte-garderie. Car, dans sa recherche de foncier, la mairie de Paris ne considère pas la petite enfance comme une priorité.

C'est dès lors une véritable structure de choc qu'il faut mettre en place pour une politique d'urgence. À cet égard, la politique du logement n'a de sens que si on l'accompagne d'une politique de la garde d'enfant.

Par ailleurs, aucun mode de garde ne saurait être minimisé. Or, le rapport indique clairement, page 52, que vous refusez la diversification. La mairie de Paris soutient-elle suffisamment les associations, véritables partenaires des politiques locales qui développent les modes de garde alternatifs ?

Dans le même temps, dès la première occasion, vous avez démontré que la Ville ne fait pas le choix de développer les modes de garde alternatifs, et tant pis pour les familles qui attendaient un signe.

Pourquoi en effet avoir supprimé hier encore une prestation de près de 400 euros, l'A.P.P.E.-A.M., aux parents qui confient leur enfant chez une assistante maternelle agréée ?

Pourquoi ne pas inciter bien davantage le recours à la garde à domicile et permettre aux femmes pour qui l'activité professionnelle est vitale d'être assurées de la reprendre ?

Voilà autant de questions auxquelles nous attendons des réponses. Vous nous aviez promis un temps d'avance, force est de constater que les solutions, elles, ont pris beaucoup de retard.

Ce ne sont pas dans les études à répétition que l'on trouve le consensus et la détermination, mais bel et bien dans l'action.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Madame BOULAY-ESPÉRONNIER, d'avoir comprimé, accéléré votre exposé.

Il vous reste, Madame DATI, 3 minutes plus l'indulgence.

Mme Rachida DATI, maire du 7e arrondissement. - Merci, Monsieur le Maire.

Mes chers collègues, deux points semblent essentiels dans le contexte actuel sur l'enjeu et l'intérêt de la garde des très jeunes enfants.

Tout d'abord, la possibilité de continuer à travailler après avoir eu un ou plusieurs enfants doit être un choix pour une femme.

La France est quasiment le seul pays européen qui parvient à renouveler ses générations, et cette situation est largement due à la possibilité pour les Françaises de conjuguer maternité et travail.

Néanmoins, les possibilités de garde extrafamiliale sont encore largement insuffisantes à Paris. Elles touchent d'abord les ménages les plus modestes, puisque cela aggrave notamment leur situation en obligeant souvent un conjoint à cesser son activité.

Cette situation n'est pas enviable pour les femmes, même pour les femmes cadres, qui doivent choisir entre leur carrière et leur famille. La plupart des parents préfèrent les modes de garde collectifs. Ils y voient des avantages pour l'éveil de leurs enfants et la fiabilité de ce mode de garde qui repose sur une structure.

Le constat de carence à Paris est évident, comme en attestent d'ailleurs les demandes de place en crèche qui affluent de plus en plus dans les mairies d'arrondissement. Quand on ajoute à cela la difficulté à se loger, cela crée beaucoup de difficultés pour les familles. Il ne faut pas s'étonner ensuite que les familles quittent Paris !

Pour redonner confiance aux parents, nous devons agir avec méthode, afin de ne perdre aucune opportunité.

Je souhaite insister sur deux points de blocage : notamment le manque de foncier pour créer de nouveaux établissements, et la difficulté à recruter du personnel pour la petite enfance.

Lorsqu'on réalise une opération d'aménagement ou que l'on construit un nouveau quartier, il faut prévoir, dès le départ, les surfaces des crèches adaptées aux besoins des futurs habitants. Quant aux quartiers existants, il faut saisir l'occasion inespérée de la révision du P.L.U. ou des plans de sauvegarde et de mise en valeur du 7e et du quartier du Marais, pour qu'ils comportent des dispositions favorables à la création d'établissements pour la petite enfance.

Il y a un contre-exemple malheureux dans le 7e arrondissement, puisque cette logique n'a pas été respectée. Nous avons eu un refus au 38 boulevard de la Tour Maubourg, un refus de crèche en rez-de-chaussée au profit de logements qui ne seront pas très agréables parce que le site n'est pas très adapté pour des logements.

Dans le cadre du droit de préemption, le maire d'arrondissement devrait disposer d'informations plus précises, pour estimer la faisabilité de créations de crèches en appartement notamment.

Il faut également favoriser les crèches en entreprises ou interentreprises, par un règlement d'urbanisme adapté ou une fiscalité locale attractive.

Quant à la pénurie de personnel, elle tient d'ailleurs beaucoup à ce que les salaires proposés aux auxiliaires de puériculture les obligeraient à se loger trop souvent loin de Paris, avec des temps et des conditions de transport assez rédhibitoires.

Il faut également faciliter l'obtention de logements sociaux plus grands et donc plus adaptés, pour que les assistantes maternelles puissent garder davantage d'enfants.

Je souhaite, de plus, que l'on reconsidère la question des logements de fonction. Les crèches ne comportent souvent qu'un ou deux logements de fonction pour la directrice et la gardienne. Pourquoi ne pas en créer davantage destinés à toutes les catégories de personnel qui y travaillent ? En construisant quelques étages supplémentaires pour ces nouveaux logements de fonction, on s'assurerait ainsi de pourvoir les postes.

Un schéma pluriannuel de développement des services d'accueil doit ainsi être imaginé, globalement et à très long terme, pour favoriser l'attractivité de Paris, notamment pour les familles.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Madame DATI, d'avoir respecté un temps de parole très, très bref.

Et maintenant, le débat étant terminé, je donne la parole à M. Christophe NAJDOVSKI, pour répondre aux oratrices, aux orateurs et donner son avis sur les vœux qui ont été déposés.

Monsieur NAJDOVSKI ?

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, au nom de la 7e Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

Ce débat était très riche et très fourni.

Comme cela a été rappelé, cette mission est une première du genre et je suis heureux qu'elle se soit penchée sur la question de la petite enfance, qui est un vaste champ d'investigation et une question éminemment importante, qui pose à la fois la question de là place de l'enfant dans la ville mais aussi du rôle des parents et de la place aussi qu'occupent les parents - je pense en particulier aux femmes - dans notre société.

Le Maire de Paris a eu l'occasion de le rappeler ce matin, l'investissement que nous allons réaliser dans cette mandature en faveur du secteur de la petite enfance est extrêmement important, puisqu'il est d'un montant de 400 millions d'euros ; je précise bien : "400 millions d'euros" :

- 385 millions d'euros pour l'accueil de la petite enfance stricto sensu ;

- et 15 millions d'euros pour la P.M.I., la protection maternelle et infantile qui concerne évidemment aussi le secteur de la petite enfance. Donc cela montre aussi l'importance de l'engagement financier et budgétaire de la collectivité parisienne face à cette question extrêmement importante.

J'essaierai à la fois de faire des commentaires sur les différentes interventions et de répondre aux vœux qui ont été présentés, en disant tout d'abord à M. ALPHAND, qui a présidé cette commission, qu'il y a eu un rapport qui a été adopté à l'unanimité par l'ensemble des membres de cette commission et celle-ci a travaillé en toute transparence et toute indépendance avec les moyens qui lui ont été nécessaires.

Je vous avoue quand même que je suis un petit peu surpris que vous nous disiez qu'il y a une version pour adultes - dont on n'a pas été destinataires, d'ailleurs - dans laquelle vous feriez le constat accablant, et que je qualifierais plutôt de surréaliste, d'un déficit de places qui avoisinerait quelque 50.000 places. Vous rapprochez, en fait, le nombre d'enfants âgés de moins de 3 ans à un chiffre de places d'accueil que vous estimez à 28.274.

Je voudrais vous dire que, de deux choses l'une : soit vous présentez la réalité de manière volontairement tronquée, soit vous ne savez pas compter !

28.274 places, cela concerne d'abord uniquement l'accueil collectif. A ces 28.000 places d'accueil collectif, il convient d'ajouter :

- 6.200 enfants gardés par des assistantes maternelles ;

- 10.200 enfants gardés au domicile des parents dont les parents sont bénéficiaires de la prestation d'accueil du jeune enfant, la P.A.J.E. ;

- 1.200 enfants âgés de moins de 3 ans et scolarisés en maternelle. Même si ce chiffre est très faible à Paris, il existe tout de même.

Donc, nous avons au bas mot plus de 46.000 enfants qui bénéficient d'un mode d'accueil, et je dirais même, en réalité, plus car les 4.000 places en halte-garderie, en réalité, concernent 12.000 enfants puisque la halte-garderie, par définition, c'est un accueil temporaire à temps partiel. En moyenne, 3 enfants sont accueillis pour une place en halte-garderie ; nous avons 4.000 places ; cela signifie donc 12.000 enfants gardés, accueillis.

Donc, vous voyez, on ne peut pas simplement prendre des chiffres bruts, comme cela, faire des rapprochements sommaires, et en tirer des conclusions, comme le fait d'ailleurs, je trouve aussi très curieusement, M. BENESSIANO. D'ailleurs, je suis un petit peu surpris qu'un élu qui a votre expérience et qui connaît bien l'administration parisienne, présente les chiffres de cette manière. Vous nous dites qu'il faudrait six mandatures pour atteindre l'objectif d'avoir un accueil pour tous les enfants. Là encore, vous partez de chiffres qui sont complètement partiels et tronqués.

Dans ces conditions, évidemment, la capacité d'accueil n'est absolument pas celle que vous évoquez. Nous avons, au contraire, aujourd'hui, peu ou prou, deux tiers des enfants à Paris en âge d'être accueillis qui peuvent l'être, sachant que, sur les 76.000 enfants âgés de moins de 3 ans, il faudrait retirer ceux qui sont âgés de moins de 3 mois - ils doivent être quelque chose comme l'ordre de 6.000 - puisque, par définition, ils sont gardés par leurs parents dans le cadre du congé maternité.

Voilà pour cette question de chiffres. Je ne voudrais pas m'étendre trop là-dessus, mais, en tout cas, je voudrais rétablir quand même une certaine vérité des chiffres.

Monsieur BENESSIANO, puisque je vous répondais, vous évoquez la question de la diversification de l'offre. Je vous dirai que c'est ce que nous faisons déjà.

Vous évoquez la question de la garde à domicile. Nous avons déjà des formations qui sont prodiguées pour former des auxiliaires parentales. Une association qui s'appelle "La Clairière" dans le centre de Paris, offre déjà cette possibilité. Un travail est mené actuellement avec Christian SAUTTER, Seybah DAGOMA et Myriam EL KHOMRI, pour… analyser - on va dire - les possibilités d'essaimage de ce dispositif, de manière à former beaucoup plus d'auxiliaires parentales que nous ne le faisons aujourd'hui.

Vous évoquez la question des crèches parentales. Nous avons des projets de crèches parentales dans le 2e arrondissement, dans le 20e arrondissement et nous souhaitons soutenir tout à fait ce mode d'accueil, qui est relativement atypique mais auquel nous tenons absolument.

D'ailleurs, un audit est actuellement en cours par l'Inspection générale dont nous aurons bientôt les résultats. Il est clair que l'Exécutif souhaite tout à fait poursuivre le développement de ce mode d'accueil.

Vous évoquez aussi le partenariat avec les entreprises. Nous en menons également. Nous avons, dans le 8e arrondissement, ouvert une crèche au printemps dernier, qui est désormais ouverte aux habitants du 8e et du 16e, puisque sa localisation particulière fait que nous avons 28 places pour le 8e arrondissement et 6 places pour le 16e. Vous voyez que, là aussi, en termes géographiques, il n'y a pas de discrimination et que toutes les opportunités qui se présentent à nous sont étudiées avec attention.

Sur les assistantes maternelles, je voudrais quand même rappeler que, à la base, ce sont des professions libérales et que nous avons une situation particulièrement difficile à Paris, dans la mesure où l'exiguïté et la cherté des loyers font que ce mode d'accueil y est beaucoup moins développé qu'ailleurs. Mais le mode d'accueil collectif à Paris est nettement plus développé qu'ailleurs, avec un accueil en crèche qui est trois fois plus important que dans le reste de la France.

Pour ce qui est des assistantes maternelles, là encore, nous avons un dispositif consistant à les professionnaliser. Nous avons des Relais assistantes maternelles qui existent dans les arrondissements et nous allons en ouvrir deux nouveaux - un dans le 11e et un, je crois aussi, dans le 16e arrondissement - pour professionnaliser ces personnes, leur offrir des lieux où elles peuvent retrouver d'autres professionnels et partager ainsi leur expérience et se voir aussi prodiguer des conseils par des éducatrices de jeunes enfants ou des assistantes sociales. Nous avons également la question des crèches familiales pour laquelle je suis aussi tout à fait ouvert à toute proposition de développement de l'offre.

Donc, je peux vous dire qu'à Paris, en tout cas, nous avons une situation qui, sur le plan quantitatif, est de loin meilleure que celle que nous avons au niveau national. Je voudrais rappeler comme cela a été dit aussi que le nombre de places créées pendant la mandature 2001-2008 (5.816 places) est trois fois supérieur à celui de la mandature précédente, 95-2001, où 1.881 places avaient été créées. C'est dire si l'effort depuis 2001 est sans commune mesure avec celui qui existait précédemment. Quand j'entends dire que nous n'aurions pas anticipé une évolution démographique, je peux dire que le manque d'anticipation date plutôt des mandatures antérieures.

Que dire aussi du fait que le droit opposable à la garde d'enfants qui avait été annoncé par le Président de la République a été purement et simplement abandonné ? Aujourd'hui, au niveau national, les estimations, celles qui sont du rapport Tabarot, évoque un déficit de 320.000 places. La Caisse nationale d'allocations familiales évoque un déficit de 400.000 places.

On sait aujourd'hui que le Gouvernement a présenté un projet à terme qui permettra d'ici 2012, d'après les engagements qui ont été pris par le Gouvernement, de créer 200.000 places d'accueil, ce qui permettra au mieux de satisfaire la moitié des besoins qui sont exprimés aujourd'hui au niveau national.

La question de la bataille de chiffres ne mérite pas - je dirais - les caricatures qu'on a pu entendre ici ou là. Il reste encore du travail à faire aujourd'hui à Paris. Toutes les demandes ne sont pas satisfaites, nous le savons tous. La priorité est donnée aux arrondissements qui en ont le plus besoin. Mme ONGHENA a évoqué la question du 19e arrondissement.

Effectivement, le 19e aujourd'hui est beaucoup moins doté que le 5e arrondissement, par exemple.

En 2001, il faut savoir que nous partions d'un taux de service - c'est-à-dire le taux qui mesure l'ensemble des modes de garde rapporté au nombre d'enfants de moins de 3 ans - dans le 19e arrondissement, de 47 %, c'est-à-dire moins d'un enfant sur deux qui bénéficiaient d'un mode de garde en 2001, contre 121 % dans le 5e ; dans le 6e arrondissement, nous étions à 110 % ; dans le 7e arrondissement, nous étions à 105 %. Donc, voilà la réalité des faits.

(Applaudissements sur les bancs des groupes "Les Verts", socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste et élus du Parti de gauche et du Mouvement républicain et citoyen).

Et le travail qui a été mené depuis 2001, c'est un travail de correction des inégalités et des disparités territoriales, en donnant la priorité aux arrondissements qui en ont le plus besoin, et notamment le 19e où je sais que l'équipe est extrêmement dynamique.

Dans le 16e également, nous avons des projets d'ouverture. Nous avons un projet que nous avons débloqué récemment avenue de Versailles, vous le savez. Nous avons aussi un projet rue Erlanger qui va aboutir d'ici la fin de l'année. Nous avons la place Possoz, nous y travaillons avec Jean-Yves MANO où nous aurons également des logements. Nous avons la crèche de la gare d'Auteuil avec des logements sociaux. Et j'espère que les élus du 16e arrondissement soutiendront ces projets, je n'en doute pas, de manière à ce qu'ils puissent sortir avant la fin de la mandature.

Les efforts que nous faisons portent en priorité sur les arrondissements qui en ont le plus besoin. Je reconnais tout à fait que le 16e arrondissement a pu avoir un déficit en structures collectives par le passé. Il est vrai que d'autres arrondissements étaient mieux servis, je pense notamment au 5e.

Mme LANG a insisté sur la question du travail des femmes et le facteur de justice sociale. Je la rejoins dans cette préoccupation. C'est vrai que le développement des structures d'accueil, ce n'est pas simplement sous l'aspect quantitatif qu'on peut le juger, mais c'est aussi un moyen de permettre à des enfants d'être au contact d'autres enfants, de vivre une socialisation qui est particulièrement intense à cet âge-là, d'acquérir le langage sous le contrôle et la bienveillance de professionnels qualifiés à qui je souhaite rendre hommage aujourd'hui puisque, c'est un métier qui est particulièrement difficile. Cela a été souligné.

Effectivement, les métiers de la Petite Enfance sont des métiers extrêmement difficiles. C'est pour cela que, que ce soit sur la question de la formation, sur la question des conditions de travail ou des conditions de logement, les efforts que nous menons sont particulièrement importants.

Sur la question de la formation tout d'abord, je ne vais pas citer les chiffres des bourses que nous avons développées pour permettre aux personnels de préparer les concours d'entrée, de manière à leur permettre des perspectives professionnelles.

Nous développons également la validation des acquis de l'expérience, de manière, là encore, à permettre à des personnes qui travaillent depuis un certain nombre d'années et qui ont une expérience professionnelle de progresser dans leur métier.

Sur la question des conditions de travail, nous avons recruté depuis 2008. En moyenne annuelle, nous recrutons plus de 1.000 personnes dans les établissements à Paris. Nous allons avoir en septembre prochain, à nouveau, un nombre important d'auxiliaires de puériculture et d'éducatrices et éducateurs de jeunes enfants qui vont arriver dans les établissements parisiens. Je peux vous dire que nous sommes extrêmement vigilants.

La Ville de Paris offre une prime d'installation aux auxiliaires de puériculture à Paris pour fidéliser les personnels. D'ailleurs, cela nous est en quelque sorte reproché par les communes limitrophes de banlieue qui n'ont pas ce type de pratique sociale. Cela montre bien l'effort particulier que mène la Ville de Paris en la matière.

Sur la question du logement, comme cela a été rappelé, on a aujourd'hui 1/6e des logements sur le quota du Maire de Paris qui sont attribués à des personnels de la Ville de Paris et sur ce sixième, nous avons, auprès de Jean-Yves MANO, je l'ai déjà dit, j'ai particulièrement insisté pour que les personnels de la Petite Enfance soient particulièrement choyés, en tout cas, qu'on veille à étudier particulièrement attentivement leur demande et je sais qu'ils le sont.

J'insiste également auprès des maires d'arrondissement, je l'ai fait puisque je suis allé voir les 20 maires d'arrondissement, je devrais dire plutôt 19 puisque le maire du 5e ne m'a pas répondu. Les 19 maires que je suis allé voir, en tout cas, je leur ai dit à chacun de porter une attention particulière à leurs quotas de logements sociaux, de manière à permettre de rapprocher ces personnels de leur lieu de travail.

Je dirais peut-être un mot sur la question de l'accueil des enfants porteurs de handicap, pour répondre à Mme TAÏEB, pour vous dire qu'ils sont déjà pris en charge dans les établissements municipaux aujourd'hui. Il y a également des établissements associatifs qui sont plus ou moins spécialisés dans l'accueil d'enfants porteurs de handicap. L'idée, c'est véritablement d'intégrer les enfants qui sont en situation de handicap, comme d'autres enfants, dans les établissements municipaux.

Cela nécessite évidemment, bien entendu, des moyens spécifiques et nous y veillons, là aussi. Je verrai avec ma collègue Véronique DUBARRY, adjointe au Maire en charge des personnes en situation de handicap et la DFPE comment nous pouvons améliorer les attributions de places et notamment, comment au niveau des mairies d'arrondissement, on peut travailler à une meilleure prise en compte des demandes de parents ou d'enfants en situation de handicap. C'est un travail partenarial que nous mènerons avec la Maison départementale du handicap.

Catherine BRUNO a évoqué la pénibilité du travail des personnels de la Petite Enfance. Je la rejoins tout à fait là-dessus et c'est pour cela que la Ville de Paris ne souhaite pas expérimenter les jardins d'éveil.

S'agissant des jardins d'éveil tels qu'ils sont définis aujourd'hui, ce n'est pas le principe d'un accueil des enfants de 2-3 ans qui pose problème ; le problème, c'est que nous avons, comme cela a été dit par Mme SIMONNET notamment, une déréglementation au niveau des taux d'encadrement, puisque les jardins d'éveil tels qu'ils sont aujourd'hui, c'est jusqu'à 50 % d'enfants en plus par adulte. Quand on sait aujourd'hui quelle est la difficulté et la pénibilité du travail des auxiliaires de puériculture ou des éducateurs de jeunes enfants, ce type de projet va nécessairement, de notre point de vue, dans le sens d'une dégradation de la qualité de l'accueil et c'est la raison pour laquelle la Ville de Paris ne sera pas candidate à l'expérimentation de ces jardins d'éveil et c'est la raison pour laquelle, notamment, nous ne retiendrons pas cette proposition qui a été présentée dans un vœu du groupe U.M.P.

Sur le vœu de M. ASSOULINE relatif à la scolarisation des enfants de moins de 3 ans, l'Exécutif, et en particulier Colombe BROSSEL, est, bien évidemment, favorable à ce vœu.

Sur le vœu de M. LÉVY et du groupe socialiste relatif aux commissions d'attribution de places en crèche, l'Exécutif est favorable à ce vœu. C'est une prérogative des maires d'arrondissement que de mettre en place des commissions d'attribution pluralistes et transparentes. Néanmoins, un approfondissement de la transparence est encore possible par les différentes propositions contenues dans ce vœu. C'est pourquoi nous lui donnerons un avis favorable.

Pour ce qui est du vœu présenté par Emmanuelle BECKER, Danielle SIMONNET et les élus du groupe Communiste et du Parti de Gauche, l'Exécutif émet un avis favorable, mais propose deux modifications.

Dans un souci d'accès égal aux places en crèche, nous sommes favorables à ce qu'il y ait des critères de priorité communs dans les arrondissements ; c'est l'objet du premier alinéa de votre vœu.

Le deuxième alinéa évoque des critères communs mais aussi spécifiques et par cohérence, pour éviter toute ambiguïté, je vous propose de retirer cette référence à des critères spécifiques.

Vous proposez, enfin, dans le dernier alinéa, la mise en place d'une commission sociale chargée de traiter les urgences absolues en transparence et sur la base de l'anonymat. Ce dispositif qui est expérimenté dans le 18e et le 20e arrondissements mériterait au préalable d'être étudié et évalué avant d'être proposé aux autres arrondissements.

C'est pourquoi je vous propose de mettre à l'étude votre proposition et de retirer provisoirement le dernier alinéa de votre vœu.

Enfin, pour ce qui est du vœu d'Anne-Christine LANG et des élus du groupe socialiste, nous devons tenir compte de la demande des parents, mais aussi de l'éloignement du lieu d'habitation des personnels, en précisant que sur ce sujet, nous ne partons pas de rien ; il existe aujourd'hui 89 structures qui offrent 2.800 places à horaires décalés, soit jusqu'à 19 heures, soit au-delà de 19 heures, soit avant 7 heures 30.

Nous vous proposons un vœu de l'Exécutif qui propose d'examiner la possibilité d'appliquer les horaires d'ouverture de 8 heures à 19 heures pour les nouvelles structures sur la base du volontariat, mais en tenant compte du maillage existant et du dialogue social sur l'organisation du travail dans les établissements.

Pour conclure, Monsieur le Maire, je vous dirai que nous avons l'ambition d'avoir un véritable service public de la petite enfance à Paris, en garantissant, à terme, un mode d'accueil adapté à chacun.

Le rapport de la mission nous conforte dans cette orientation ; nous gardons le cap !

Merci.

(Applaudissements sur les bancs des groupes "Les Verts", socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste et élus du Parti de gauche et du Mouvement républicain et citoyen).

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Monsieur NAJDOVSKI.

Nous allons passer au vote sur les vœux.

Je me tourne d'abord vers M. CAFFET ; est-il prêt à retirer le vœu n° 10 en faveur du vœu n° 10 bis de l'Exécutif ?

M. Jean-Pierre CAFFET. - Merci, Monsieur le Maire.

Nous avions déposé un vœu demandant que sur la base du volontariat des agents - il n'est pas question de remettre cela en cause -, on puisse, dans un arrondissement, avoir un établissement de la petite enfance où soient appliqués les horaires de 8 à 19 heures et à la condition expresse que dans cet arrondissement, existent plusieurs projets de création de nouveaux établissements.

Nous considérions que c'était une demande somme toute assez modeste, au regard de ce que l'on peut supposer des aspirations et des besoins des Parisiens vis-à-vis de leur service public et, par ailleurs, de l'évolution des modes de vie.

Il se trouve que le vœu de l'Exécutif propose l'examen de cette possibilité dans le cadre, bien évidemment, du volontariat et du dialogue social. Le dialogue social ne vous a jamais fait peur.

Simplement, avant de retirer notre vœu, j'aimerais avoir l'assurance que l'examen de cette possibilité qui est évoquée dans le vœu de l'Exécutif soit assorti d'une volonté d'aboutir.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Je ne vois pas, Monsieur CAFFET, comment vous pouvez en douter, mais je vais demander à M. NAJDOVSKI de bien démontrer sa volonté d'aboutir en gardant le cap.

Monsieur NAJDOVSKI ?

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, rapporteur. - Notre volonté d'aboutir est totale.

M. Jean-Pierre CAFFET. - Je retire, dans ce cas, mon vœu.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Le vœu n° 10 est retiré.

Je mets donc aux voix, à main levée, le projet de vœu référencé n° 10 bis déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de vœu est adopté. (2009, V. 210).

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu référencée n° 11, déposée par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2009, V. 211).

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu référencée n° 12, déposée par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2009, V. 212).

Concernant le vœu référencé n° 13 qui a été déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, M. NAJDOVSKI a proposé des modifications. Madame SIMONNET, les acceptez-vous ?

Mme Danielle SIMONNET. - Nous acceptons les modifications et nous nous félicitons qu'un groupe de travail puisse étudier plus en profondeur la question de la commission sociale qui nous semble extrêmement importante.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - La bonne humeur règne !

Je mets donc aux voix, à main levée, la proposition de vœu référencée n° 13, déposée par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, amendée par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2009, V. 213).

Nous arrivons au vœu référencé n° 14 du groupe U.M.P.P.A. Quel est l'avis de l'Exécutif ?

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, rapporteur. - Défavorable.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Avec un avis défavorable…

Voulez-vous intervenir, Monsieur le Président ?

Je vous donne la parole.

M. Jean-François LAMOUR. - Pour vous dire que nous maintenons effectivement ce vœu, d'autant plus que M. NAJDOVSKI n'a même pas pris la peine de répondre à nos propositions, sauf pour un des paragraphes ; c'est un peu comme d'habitude, aucune de nos propositions ne fait l'objet soit d'une réponse, soit d'une prise en compte.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Monsieur le Président.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu référencée n° 14 déposée par les groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants, assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

(Rapport intégral publié dans le B.M.O. débats n° 7-8 bis).

2009, DU 137 - Réalisation d'une résidence étudiante par la RIVP sur une emprise du stade Jules Ladoumègue (19e).

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Maintenant, nous passons à l'examen du projet de délibération DU 137 concernant la réalisation d'une résidence étudiante par la RIVP sur une emprise du stade Jules Ladoumègue (19e), sur lequel l'amendement n° 41 a été déposé par l'Exécutif.

Madame FILOCHE, vous avez la parole.

Mme Léa FILOCHE. - Merci, Monsieur le Maire.

Mes chers collègues, le parc du logement étudiant connaît une situation particulièrement critique et doit faire l'objet de mesures spécifiques nationales et locales.

La mobilité géographique des étudiants, comme leur volonté d'accéder à plus d'autonomie, fait du logement un enjeu au cœur des problématiques étudiantes, d'autant plus que l'accès ou non à un logement est bien souvent déterminant dans le choix et la réussite des études. Une politique du logement étudiant doit s'appuyer en premier lieu sur le renforcement du parc de logements publics des C.R.O.U.S. en respectant les engagements pris en 2004 dans le cadre du plan "Anciaux".

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Aujourd'hui, seuls 7 % des étudiants peuvent être logés en résidence universitaire en France et ce chiffre tombe à 3 % en Ile-de-France.

La volonté affichée de la Mairie de Paris de permettre aux étudiants de bénéficier de meilleures conditions possibles pour mener et réussir leurs études se confronte, dans le même temps, à un choix de l'actuel Ministre de l'Enseignement supérieur de ne pas réhabiliter, ni même de conserver dans le giron de l'Etat la cité universitaire Jean Zay située à Antony dans les Hauts-de-Seine.

Pourtant, la résidence universitaire Jean Zay joue un rôle majeur dans le logement en Ile-de-France. Avec ses 2.100 chambres, elle représente la première résidence universitaire d'Europe et près de 16 % du logement étudiant en Ile-de-France. Un peu plus d'une centaine d'étudiants parisiens sont d'ailleurs concernés par la fermeture d'un des bâtiments en question.

Les résidents parisiens et franciliens attendent un plan de rénovation urgent que seul l'Etat peut assumer. Son absence serait d'autant plus choquante que l'Etat, par le biais du plan "Anciaux", s'était engagé à rénover 70.000 logements en résidences universitaires. Pour autant, la résidence universitaire d'Anthony n'a jamais été fixée comme une priorité.

C'est à l'occasion du prolongement du tramway 3 à la porte de la Chapelle que le stade Ladoumègue situé dans le 19e arrondissement, à la limite de la porte de Pantin, fait l'objet d'un projet d'aménagement qui s'inscrit dans le développement de l'agglomération parisienne.

La Ville prévoit donc de faire construire par la R.I.V.P. une nouvelle résidence universitaire d'environ 185 logements sociaux de type PLUS. Dix-neuf logements seront accessibles aux personnes à mobilité réduite et cette résidence bénéficiera du tramway, du métro, des bornes Vélib' et s'inscrira dans une démarche de développement durable.

Encore une fois, la Ville prend ses responsabilités en palliant les désengagements de plus en plus importants de l'Etat. Mais c'est une urgence que l'Etat, et notamment Valérie PÉCRESSE en premier lieu, assument leurs rôles dans la sécurisation des parcours universitaires, notamment en respectant ces engagements, au moins au niveau des logements étudiants.

Si Mme PÉCRESSE et le Gouvernement pensent que l'éducation coûte trop cher, ils peuvent toujours essayer l'ignorance, comme disait Abraham Lincoln, mais c'est face à d'importantes mobilisations et à d'importantes résistances que Mme PÉCRESSE et le Gouvernement risqueraient de se retrouver s'ils choisissaient cette voie.

Je vous remercie.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Madame FILOCHE.

Je donne la parole à M. MANO pour répondre et présenter l'amendement technique n° 41.

M. Jean-Yves MANO, adjoint, au nom de la 8e Commission. - Mme FILOCHE a saisi l'opportunité d'un amendement purement technique, pour mettre en avant la politique de développement du logement étudiant sur le territoire parisien.

Je la remercie bien évidemment puisque après 3.600 logements étudiants construits pendant la mandature, nous avons un engagement de 3.000 logements étudiants complémentaires. Ce sont des efforts financiers extrêmement importants de la Ville de Paris car ce ne sont pas uniquement les aides à la pierre de l'Etat en la matière qui permettraient de réaliser quoi que ce soit comme construction. Les efforts de la Ville de Paris pourraient être relayés au niveau, notamment, du Département des Hauts-de-Seine, où se situe la fameuse résidence étudiante Jean Zay sur la Ville d'Anthony.

La Ville d'Anthony a la chance d'avoir M. DEVEDJIAN comme premier adjoint, et M. DEVEDJIAN comme président du Conseil général des Hauts-de-Seine. Voilà donc une démarche positive à entreprendre vis-à-vis de lui-même pour voir si le Département des Hauts-de-Seine soutiendra ou non la vie étudiante dans la Région Ile-de-France.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Monsieur MANO.

Je mets aux voix, à main levée, le projet d'amendement n° 41 déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet d'amendement n° 41 est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DU 137 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération amendé est adopté. (2009, DU 137).

Vœu déposé par M. François VAUGLIN et les élus du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, relatif à la prévention de la surconsommation d'eau dans les copropriétés modestes.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 42 dans le fascicule, déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, relatif à la prévention de la surconsommation d'eau dans les copropriétés modestes.

La parole est à M. François VAUGLIN.

M. François VAUGLIN. - Merci, Monsieur le Président.

Nous l'avions évoqué lors du débat sur la remunicipalisation de la gestion de l'eau à Paris, l'un des enjeux est celui de l'accès des Parisiens à l'eau et la maîtrise de son coût, parce que le prix de l'eau représente une part importante dans le budget des ménages les plus défavorisés, pouvant s'élever à plusieurs pourcents.

Il nous semble donc important de rappeler cette réalité : en France, 20.000 ménages sont privés d'eau, parce qu'ils ne peuvent pas payer les factures et cette réalité existe aussi à Paris.

Il nous semble important que, dans le cadre de la rénovation et des politiques de rénovation de l'habitat, une attention particulière soit portée au bâti ancien, dont on sait qu'il présente des fragilités particulières : canalisations vétustes, installations fuyardes, collecteurs endommagés, etc., tout cela provoquant des surconsommations anormales.

Puisqu'une O.P.A.H. développement durable est en cours autour de la place de la République, le vœu que nous émettons est que celle-ci puisse intégrer cette préoccupation de la lutte contre les gaspillages d'eau, et que plus généralement la politique municipale prenne en compte cette préoccupation.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Monsieur VAUGLIN.

Monsieur MANO, vous avez la parole.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Oui, Monsieur VAUGLIN, vous connaissez notre souci permanent de suivre l'évolution du bâti parisien, à travers notamment la création d'un observatoire permanent du suivi des immeubles. Bien souvent, les dettes d'une copropriété sont liées à des fuites d'eau. En tel cas, des aides sont mobilisables au fin de reparer les fuites. Ce qui est un signe particulier de suivi de notre part, de façon très spécifique.

Bien évidemment dans le cadre des O.P.A.H, cela fait partie des missions des opérateurs désignés sur l'ensemble des secteurs parisiens. Mais au-delà des secteurs programmatiques ou pas, nous avons un souci permanent à travers l'observatoire. C'est donc bien volontiers que je réponds favorablement au vœu que vous nous proposez.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Monsieur MANO.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée à l'unanimité. (2009, V. 227).

Vœu déposé par M. Jacques BRAVO, Mme Pauline VÉRON et les élus du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, relatif à la transformation en logements sociaux des bâtiments d'habitation issus du parc immobilier de la Poste.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 43 dans le fascicule, déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, relatif à la transformation en logements sociaux des bâtiments de la Poste.

La parole est à Mme Pauline VÉRON.

Mme Pauline VÉRON. - Merci, Monsieur le Maire.

La Poste ayant informé la Ville de Paris de son projet de cession d'une part importante de son parc immobilier à Paris, parc immobilier affecté essentiellement à ses agents aux ressources modestes et le 9e étant concerné par ces cessions puisque trois immeubles appartiennent à la Poste dans le 9e arrondissement, et compte tenu du déficit de logements sociaux, notamment dans le 9e arrondissement, et de la volonté de la Municipalité de développer le parc social à Paris et en particulier dans le 9e, face à ce projet de cession, la Ville de Paris a exigé de la Poste que ce patrimoine soit cédé à un organisme de logement social.

L'objectif de ce vœu est que le Maire de Paris puisse engager les démarches nécessaires pour parvenir le plus rapidement possible à un accord avec la Poste sur la cession de ce patrimoine d'habitation à un bailleur social, qu'il mobilise les moyens nécessaires notamment financiers permettant l'intégration de ces logements qui ne sont pas actuellement des logements sociaux au parc social, dès cette année et de manière pérenne, notamment dans le 9e arrondissement.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Madame VÉRON.

Je donne la parole à M. MANO pour donner l'avis de l'Exécutif sur ce vœu excellent.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - C'est un vœu effectivement excellent qui met en évidence le patrimoine de différentes institutions et services publics dans notre ville. Dès la première mandature, nous avons pu négocier quelques opérations symboliques avec la Poste, dont notamment une rue Michel-Ange dans le 16e arrondissement que nous avons transformée en logement social bien évidemment.

D'autre part, les négociations en cours avec différentes instances de la Poste, notamment le secteur immobilier et des filiales immobilières de la Poste, nous permettent de vous annoncer que la Ville regarde avec intérêt le devenir d'un certain nombre d'immeubles regroupant 302 logements qui seront transformés au cours de l'exercice 2009-2010 en logement social.

Le 9e arrondissement est concerné par deux adresses : la rue Henri-Monnier et la rue Turgot puisque globalement parlant vous aurez 32 logements sociaux à ces adresses.

Je rajouterais en même temps que les foyers de la Poste, structures connues pour accueillir les postiers arrivant de province, ont fait l'objet d'une transaction avec Adoma qui gère sur le territoire parisien de nombreux foyers, gardant ainsi un caractère social.

Comptez sur notre vigilance la plus absolue pour maintenir le parc dans le logement social pérenne. C'est bien volontiers que je réponds favorablement à votre vœu.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Monsieur MANO.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2009, V. 228).

Vœu déposé par MM. Patrick BLOCHE, François VAUGLIN et les élus du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, relatif à la création d'un passage sous l'immeuble du 41, rue Richard-Lenoir.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 44 dans le fascicule, déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, relatif à la création d'un passage sous l'immeuble n° 41, rue Richard-Lenoir.

La parole est à M. VAUGLIN.

M. François VAUGLIN. - Merci.

C'est un vœu qui a été adopté à l'unanimité du Conseil du 11e arrondissement. Tout le monde connaît le gymnase Japy. Derrière ce gymnase, il y a une école au n° 33, rue Godefroy-Cavaignac et entre les deux un îlot séparé par cette rue Godefroy-Cavaignac qui est la rue Richard-Lenoir.

Il se trouve que cet îlot est très allongé, et pour rejoindre le gymnase depuis l'école, il faut remonter jusqu'à la place Léon-Blum ou jusqu'à la rue de Charonne, ce qui n'est pas pratique.

Il se trouve qu'en face de l'école nous avons créé un petit square et que la Ville, via la S.I.E.M.P. a acquis la propriété d'un immeuble au n° 41 rue Richard-Lenoir. Ce vœu est d'une simplicité enfantine, vous l'aurez compris, il s'agit de créer un passage qui permette de rallier le gymnase depuis l'école tout simplement via le 41, rue Richard-Lenoir. Et si nous faisons ce vœu, c'est parce que la S.I.E.M.P., travaillant vite et bien, a commencé les travaux de démolition et n'a pas encore pu intégrer la possibilité de créer ce passage.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Monsieur VAUGLIN.

Monsieur MANO, sur ce passage ?

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Sur le passage qui est cher à la mairie du 11e arrondissement, bien évidemment, c'est avec le plus grand intérêt que nous regardons les possibilités techniques sur le sujet, tout en étant conscients des contraintes imposées à la S.I.E.M.P., qui ne saurait en aucun cas assumer la responsabilité de la gestion future de ce passage, ni d'ailleurs assumer à elle seule les conséquences de ces choix nouveaux en matière d'organisation territoriale.

C'est pourquoi je soutiens le vœu déposé par la mairie du 11e, qui verra la Ville se prononcer de façon très claire sur l'aménagement de ce secteur.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Monsieur MANO.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée à l'unanimité. (2009, V. 229).

Vœu déposé par Mme Brigitte KUSTER, M. Jérôme DUBUS et les élus du groupe U.M.P.P.A. relatif aux critères d'attribution par la Mairie de Paris des logements sociaux de "Paris Habitat" dans le 17e arrondissement.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 45 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif aux critères d'attribution des logements sociaux de "Paris Habitat", dans le 17e arrondissement.

La parole est à M. Jérôme DUBUS.

M. Jérôme DUBUS. - Merci, Monsieur le Maire.

Depuis un certain nombre d'années, une commission centrale d'attribution a été mise en place dès le premier mandat de Bertrand DELANOË. Il se trouve qu'il y a également des commissions d'attributions dans les arrondissements, de droite comme de gauche, puisque maintenant nous avons une attribution partagée entre le Maire de Paris et le maire d'arrondissement sur le contingent de la Ville.

J'exclus le problème de la Préfecture, dont les attributions sont totalement fléchées sur la loi Dalo, ainsi que le 1 % qui a très peu d'attributions. Reste donc la partie Ville de Paris. Ce que nous constatons, c'est que - j'ai pris l'exemple du 17e, mais ce pourrait être le cas dans n'importe quel arrondissement - nous avons de moins en moins de demandeurs de logement du 17e qui bénéficient d'une attribution sur le contingent Ville de Paris.

Nous, dans notre commission d'attributions, nous attribuons dans le 17e 85 % à des gens qui sont dans le 17e arrondissement.

Je comprends bien que la commission centrale a évidemment un rôle de mutualisation entre les arrondissements, entre ceux qui ont beaucoup de parc social et ceux qui en ont moins.

Néanmoins, ce que nous demandons par ce vœu, c'est qu'il y ait au moins pour le 17e, et cela vaut pour l'ensemble des arrondissements, 50 % de demandeurs de logement issus du 17e arrondissement qui soient choisis par la commission centrale.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Monsieur DUBUS.

M. MANO vous répond.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Je n'ai aucun mal à répondre à M. DUBUS ce qu'est la loi et ce qu'est la pratique.

Vous le savez, Monsieur DUBUS, parce que vous êtes un fin connaisseur du dossier logement, nous n'avons pas la possibilité légalement d'imposer un pourcentage spécifique d'attributaires issus de l'arrondissement. Nous considérons que Paris est une unité en tant que telle et que l'ensemble des Parisiens ont le droit d'habiter n'importe quel arrondissement de Paris.

De plus, je rajouterai simplement qu'au moment où on discute du Grand Paris, le fait de se focaliser systématiquement sur son propre arrondissement manque peut-être d'envergure face à la problématique globale du logement sur le territoire de l'Ile-de-France.

Néanmoins, il y a la loi, les faits et la pratique concrète.

Sachez que la commission du Maire de Paris que je préside a attribué 54,25 % des logements du 17e à des demandeurs du 17e et 17,25 % à des gens qui travaillent dans le 17e arrondissement. Vous voyez que nous sommes très proches des scores, effectivement, de la mairie d'arrondissement. C'est pourquoi je pense que vous devriez être satisfait de la réponse qui vous est donnée, mais, en tout état de cause, comme le vœu tel qu'il est formulé est illégal, je ne peux, évidemment, lui donner un avis favorable.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Monsieur MANO.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.PA., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Vœu déposé par Mmes Brigitte KUSTER, Françoise de PANAFIEU, MM. Jérôme DUBUS, Jean-Didier BERTHAULT et les élus du groupe U.M.P.P.A. relatif à la situation des locataires du 228, rue de Courcelles dans le 17e arrondissement.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 46 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif à la situation des locataires du 228, rue de Courcelles, toujours dans le 17e arrondissement.

Monsieur DUBUS, vous avez la parole.

M. Jérôme DUBUS. - Je ne sais pas si ce vœu est illégal, mais, en tout cas, je vais quand même vous en donner lecture.

Ce qui est illégal en tout cas, c'est la position de la S.I.E.M.P. Un certain nombre de locataires du 228 de la rue de Courcelles, qui sont là, pour la plupart, depuis un certain nombre d'années, ont vu leurs logements reconventionnés en logements PLUS par une décision de la S.I.E.M.P.

17 d'entre eux ont déposé un recours contre leur bailleur social, tout simplement parce que - le Code de l'habitat est assez clair là-dessus, et cela figure d'ailleurs dans le recours -, cet immeuble n'aurait jamais dû pouvoir être conventionné, provocant ainsi l'application des surloyers de solidarité.

Nous demandons très clairement que :

- un, la S.I.E.M.P. renonce à cette application du surloyer de solidarité,

- et que, deux, elle repasse un reconventionnement en P.L.S. et non plus en PLUS, puisque ce sont des classes moyennes qui sont dans ces immeubles et que ces immeubles ont d'ailleurs été construits par la S.I.E.M.P. pour des classes moyennes.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Monsieur DUBUS.

Monsieur MANO, l'avis de l'Exécutif sur le vœu n° 46 ?

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Il y a donc deux éléments dans la demande de M. DUBUS.

M. DUBUS demande de reconventionner mais il sait bien que ce n'est pas possible ! On ne revient pas sur un conventionnement initial. Cela, il le sait bien.

Par ailleurs, il y a le problème de l'application ou pas du surloyer. D'abord, je note que, sur le fond, une fois de plus M. DUBUS et ses amis n'assument pas les conséquences des lois qu'ils ont votées. Le surloyer, il existe, vous l'avez voté, vous l'avez majoré fortement, il faut assumer !

Je constate que 21 ménages sur 140, sont assujettis au surloyer dans cet immeuble. La question de fond, c'est : oui ou non, la S.I.E.M.P. avait-elle le droit d'appliquer le surloyer ? Une action est en cours. Que la Justice passe et la S.I.E.M.P. appliquera les décisions de justice bien évidemment au moment opportun. La S.I.E.M.P. estime qu'elle est dans son bon droit, certains locataires estiment le contraire : attendons sagement la position de la Justice.

C'est pourquoi je ne pourrai donner une suite favorable à votre vœu.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Monsieur MANO.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.PA., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Vœu déposé par M. Ian BROSSAT et les élus du groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif au 116, rue Ordener dans le 18e arrondissement.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 47 dans le fascicule, déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, relatif au 116, rue Ordener.

La parole est à M. BROSSAT.

M. Ian BROSSAT. - Le 116, rue Ordener, situé dans le 18e arrondissement, est un hôtel qui est habité par de vieux migrants, aujourd'hui menacés d'expulsion, dans la mesure où la propriétaire souhaite se débarrasser de ces locataires pour transformer cet hôtel en hôtel de prestige, ce qui n'est évidemment pas le cas aujourd'hui.

Cela aurait des conséquences désastreuses pour ces habitants qui sont souvent souffrants et âgés.

Ce vœu vise deux choses.

D'abord, que le Maire de Paris interpelle le Préfet de police pour qu'il n'y ait pas d'expulsion avant que des solutions de relogement ne soient trouvées.

Et deuxièmement, que nous interpellions le Préfet de Paris pour que, justement, ces solutions de relogement puissent se dégager au plus vite.

Je vous remercie.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Monsieur BROSSAT.

Je donne successivement la parole à M. le Représentant du Préfet de police et à M. Jean-Yves MANO.

M. LE REPRÉSENTANT DU LE PRÉFET DE POLICE. - C'est un dossier sur lequel nous avons travaillé depuis plusieurs mois avec la Ville de Paris. L'ancienne exploitante, qui est âgée de 86 ans et qui a une faible retraite, a mis fin il y a deux ans à son exploitation et souhaitait donc pouvoir bénéficier du fruit de son travail.

Cela fait trois mois que nous avions averti que nous souhaitions faire l'opération. Pour l'instant, il y a eu un petit retard à l'allumage dans le relogement. Nous avons donc accordé un délai supplémentaire jusqu'à la fin août.

Par contre, je n'avais pas l'information de M. BROSSAT sur la destination future de l'immeuble. C'est un paramètre du dossier important. On va en reparler.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Monsieur MANO, vous avez la parole.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - C'est une adresse que nous suivons. Nous avons un constat selon lequel la propriétaire souhaitait mettre fin à son activité commerciale, mais ne souhaite pas, à ce jour, vendre cet immeuble, ou du moins voudrait le transformer en hôtel potentiellement commercial.

Nous regardons ce dossier avec intérêt et nous nous engageons à reloger un certain nombre de personnes, conjointement avec la Préfecture. À notre connaissance, 6 des 9 derniers occupants ont déjà été labellisés DALO et les autres sont sur le point de l'être également.

Nous avons potentiellement un solde de 6 à 9 occupants célibataires à reloger. Vous connaissez les engagements de la Ville de Paris en la matière. C'est pourquoi nous regarderons en même temps si cet immeuble pourrait présenter un intérêt particulier dans des conditions économiques acceptables, pour en faire un logement social ou une structure d'accueil - résidence sociale, pension de famille.

C'est pourquoi je répondrai favorablement au vœu que vous nous proposez.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Monsieur MANO.

Monsieur BOURNAZEL, vous avez la parole pour une explication de vote.

M. Pierre-Yves BOURNAZEL. - Nous allons voter ce vœu, comme nous l'avons fait au Conseil du 18e arrondissement.

Je préciserai simplement à M. BROSSAT que la propriétaire ne veut pas se débarrasser des locataires mais souhaite vendre. Il faut faire attention aux termes que l'on choisit. Cette dame a 86 ans, et il est normal qu'à un moment donné, elle souhaite mettre fin à son activité commerciale et vendre l'ensemble de son immeuble.

Nous votons pour le vœu et nous souhaitons que la Préfecture puisse intervenir pour reloger l'ensemble des locataires.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Un mot de M. BROSSAT ?

M. Ian BROSSAT. - Pour compléter les informations dont dispose M. BOURNAZEL, la propriétaire, à ce jour, ne souhaite pas vendre, elle souhaite modifier l'activité de cet hôtel et le transformer en hôtel de prestige. Je suis heureux de pouvoir informer M. BOURNAZEL sur ce dossier et je me réjouis que ce vœu soit voté à l'unanimité.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Monsieur BROSSAT. Vous voyez : à 86 ans, on peut avoir des projets à long terme.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée à l'unanimité. (2009, V. 230).

Vœu déposé par le groupe communiste et élus du Parti de gauche relatif à la réquisition de l'immeuble 69, rue de Sèvres.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 48 dans le fascicule, déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de gauche, relatif à la réquisition de l'immeuble 69, rue de Sèvres.

La parole est à M. CORBIÈRE.

M. Alexis CORBIÈRE. - Ce vœu concerne un immeuble au 69, rue de Sèvres, dans le 6e arrondissement.

Un immeuble d'une superficie de 250 mètres carrés, vide et inoccupé depuis 11 ans. Son propriétaire refuse de le mettre en location ou de le vendre à la Mairie de Paris, qui s'est déjà portée volontaire pour son acquisition.

Dans cet immeuble, sont installés depuis mars 2008, huit étudiants et jeunes actifs. Toutefois, le propriétaire, fort mécontent de cette occupation, a engagé une procédure judiciaire et les locataires ont été condamnés en août 2008 à 20.000 euros d'indemnités d'occupation et à 6.000 euros d'astreinte chaque mois s'ils restent dans les lieux.

Cette situation les met dans l'impossibilité de trouver une autre situation de logement alors qu'ils sont tous éligibles au logement social ou au logement étudiant.

La Ville de Paris s'est déclarée prête à réquisitionner l'immeuble mais la Préfecture, seule habilitée à autoriser cette réquisition, n'a pas donné suite à cette demande.

Voilà pourquoi, sur proposition de Ian BROSSAT et de tous les élus du groupe, nous demandons au Maire de Paris d'intervenir auprès du Secrétaire d'État chargé du logement et de l'urbanisme afin de lui demander d'agir en vue de la réquisition de cet immeuble et d'une solution favorable pour les huit étudiants et jeunes actifs.

Merci.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Monsieur CORBIÈRE.

Monsieur le représentant du Préfet de police ?

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - Juste une information : les anciens squatteurs ont rendu spontanément les clefs au commissariat la semaine dernière. Il n'y a donc plus de squat.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Monsieur MANO, vous avez la parole.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Certes, les anciens occupants ont rendu les clefs devant les menaces financières exorbitantes dont ils font l'objet. On peut toujours s'interroger de savoir pourquoi une pénalité financière de 20.000 euros a pu être infligée à ces occupants dans la mesure où on ne peut pas dire que la propriétaire subissait un manque à gagner, puisque c'était un immeuble vide depuis plus de dix ans. Il nous semblait que l'intérêt public était d'avoir une occupation, même par des jeunes, de cet espace vide.

La Justice est passée, certes, mais de façon un peu lourde à mon sens. C'est pourquoi le Maire de Paris, en son temps, a saisi le Préfet, comme le Premier ministre, avec le soutien de M. Étienne PINTE, chargé d'une mission sur le logement des jeunes, notamment en Région Ile-de-France.

C'est donc bien volontiers que nous continuons à appuyer la démarche des jeunes en cause, et nous soutenons le vœu déposé par le groupe communiste.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Monsieur MANO.

Une explication de vote de M. DUTREY.

M. René DUTREY. - Notre Conseil avait déjà été saisi sur proposition du groupe les Verts d'une demande de réquisition. Je rappelle la situation sociale des personnes concernées. Ces personnes ont toutes vu leurs comptes saisis, leurs bourses saisies. On leur demande plusieurs dizaines de milliers d'euros. Nous sommes face à une injustice profonde.

Quant à parler de remise spontanée des clés… quand on a 40.000 euros de condamnation avec des astreintes journalières, on devient très spontané.

Dans tous les cas, et je m'adresse entre autres à M. LAMOUR, au représentant du Préfet de police, cet immeuble de la rue de Sèvres est un symbole, le symbole d'une injustice, d'une propriétaire défaillante.

Si, sur ce sujet, on ne réussit pas à réquisitionner, ce serait étonnant. Le nouveau secrétaire d'État au logement va être interpellé au Sénat par Jean DESESSARD, sénateur, sur ce sujet.

Je souhaite que ce dossier puisse avancer. La réquisition est quelquefois un mot un peu dur mais il s'agit seulement de mobiliser des logements vides face à un propriétaire défaillant.

Merci.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe Communiste et élus du Parti de gauche, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2009, V. 231).

2009, DU 73 - "Bercy-Charenton" (12e) : objectifs poursuivis et orientations générales d'aménagement, définition du périmètre d'étude, modalités de la concertation publique, prise en considération de l'opération, lancement de marchés de prestations intellectuelles. - Signature d'une convention constitutive d'un groupement de commandes.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Nous passons maintenant à l'examen du projet de délibération DU 73 relatif à l'aménagement de la zone de Bercy-Charenton (12e), sur lequel les amendements n^{os} 49 et 50 ont été déposés par le groupe "Les Verts", et l'amendement n° 50 bis par l'Exécutif.

Le premier orateur inscrit est M. Christophe NAJDOVSKI.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint. - Le site de Bercy-Charenton est l'une des dernières grandes emprises foncières à Paris.

L'aménagement des 63 hectares de ce site situé au sud-est du 12e arrondissement engage notre collectivité à penser à un aménagement soutenable de ce véritable morceau de ville située à l'interface entre Paris et sa proche banlieue.

La dimension métropolitaine du site est d'ailleurs évidente, non seulement de par sa taille, mais aussi de par sa situation géographique. Les caractéristiques du site sont connues. Il s'agit essentiellement d'un no man's land qui constitue une barrière urbaine, d'une part entre le quartier de Bercy à Paris et celui de Bercy à Charenton - rappelons que nous sommes sur le territoire de l'ancienne commune de Bercy - et d'autre part, entre le 12e arrondissement et la Seine.

L'enjeu de l'aménagement de ce site est donc double.

En premier lieu, il s'agit de rétablir un lien entre Paris et Charenton, je devrais plutôt dire d'établir, et de désenclaver le quartier de Bercy aujourd'hui isolé.

Deuxièmement, il s'agit de retrouver le lien avec la Seine alors que la voie expresse isole Paris de son fleuve.

Comme l'a très justement noté l'A.P.U.R. dans une étude parue en 2007, Bercy-Charenton représente le chaînon manquant entre Paris et Charenton et entre le 12e et la Seine.

Ce diagnostic étant posé, nous devons penser à des orientations générales d'aménagement du site. L'heure est à la réalisation de la ville de l'après-Kyoto, avec la création d'un quartier rétablissant les continuités urbaines.

L'un des premiers objectifs à réaliser à court terme est le désenclavement du quartier de Bercy, dans le 12e. En effet, il est aujourd'hui impossible de rejoindre à pied le boulevard Poniatowski depuis le quartier de Bercy. C'est pourquoi le prolongement de la rue Baron-le-Roy doit impérativement être réalisé à court terme, au plus tard à l'échéance 2012, lorsque le tramway sera prolongé à l'est et que la station Baron-le-Roy sera ouverte.

Pouvez-vous nous indiquer, Madame la Maire, si ce prolongement sera réalisé d'ici 2012 ?

Je rappelle aussi la nécessité absolue que la portion de rue ainsi prolongée soit réservée à la circulation des piétons, des cyclistes et des bus et qu'en aucun cas elle ne puisse être ouverte au trafic de transit.

Nous approuvons également les orientations visant à créer de nouvelles liaisons piétonnes et cyclables sur le quai de Bercy, ainsi que la création d'une passerelle qui assurerait une liaison piétonne entre le boulevard Poniatowski et la place des Vins-de-France.

Un autre enjeu d'aménagement consiste à créer un quartier mixte de logements, d'activités économiques, d'équipements publics et de services urbains. Comme l'ont indiqué chacune des 10 équipes d'architectes qui ont travaillé sur l'appel à projets pour le Grand Paris, l'urbanisme du XXIe siècle, c'est celui qui reconstruit la ville sur la ville. Et la ville écologique du XXIe siècle, c'est une ville compacte. L'aménagement de Bercy-Charenton s'inscrit dans ce cadre.

"Les Verts" sont pour la ville compacte, pour la ville dense. C'est donc sereinement que nous abordons la question de la densité. Mais nous ne devons pas confondre densité et hauteur. Les quartiers et arrondissements les plus denses de Paris, comme le 11e arrondissement, par exemple, ne sont pas forcément les plus hauts. Or, vous annoncez, Monsieur le Maire que "ce site pourrait accueillir des immeubles de grande hauteur".

La Ville de Paris s'est engagée dans un plan climat très ambitieux.

Or, nous savons tous aujourd'hui que, dès lorsque l'on s'engage à construire des immeubles de grande hauteur, les consommations énergétiques s'envolent, ce qui est en contradiction flagrante avec les objectifs du plan climat.

Au-delà de cet aspect, c'est aussi la question de l'utilité des projets qui est en cause. Les immeubles de grande hauteur ne sont pas adaptés au logement, si ce n'est au logement de luxe, qui n'est pas une priorité pour la Ville de Paris. Ce n'est pas avec des immeubles de grande hauteur que l'on réglera la question du logement à Paris, et notamment du logement des plus modestes.

Par ailleurs, la construction d'immeubles de grande hauteur nécessite de dégager des espaces importants alentours, ne serait-ce qu'en raison de l'ombre portée par ces bâtiments, ce qui réduit d'autant les possibilités de construction à leurs abords immédiats. Plus de hauteur, cela peut signifier moins de densité.

C'est parce que nous sommes pour une ville dense, mixte dans ses fonctions, avec des bâtiments économes en énergie, voire à énergie positive, que nous promouvons un urbanisme à taille humaine, qui répond aux enjeux actuels de construction de la ville de l'après-Kyoto.

Enfin, je voudrais terminer par la dimension métropolitaine du site. A l'heure de Paris métropole, nous devons penser l'avenir des franges de Paris dans leur dimension métropolitaine. C'est ainsi que dans les orientations d'aménagement du secteur Bercy-Poniatowski inscrites au Plan d'Aménagement et de Développement Durable du Plan Local d'Urbanisme, il est envisagé des surfaces dédiées aux grands services urbains, notamment pour l'accueil de foires et de cirques, ainsi qu'un centre de tri des déchets issus des collectes sélectives.

Il est pour le moins curieux que la question de l'accueil de foires et de cirques ait disparu des orientations d'aménagement figurant à l'annexe 1 de la délibération.

(M. François DAGNAUD, adjoint, remplace M. Christian SAUTTER au fauteuil de la présidence).

C'est pourquoi j'ai proposé, avec les élus de mon groupe, un amendement reprenant les orientations d'aménagement telles qu'elles ont été adoptées au P.L.U.

Nous accueillons favorablement l'amendement que l'Exécutif a déposé en réponse à notre amendement que nous retirerons donc.

Dans ces conditions, nous voterons pour le projet de délibération, en rappelant que pour nous, un urbanisme écologique, favorisant la densité, ne nécessite pas de se lancer dans une course éperdue ou irraisonnée à la hauteur.

Je vous remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Nous poursuivons avec l'intervention de Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS, avec un temps de parole limité à cinq minutes.

Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire, mes chers collègues, il s'agit ici de délibérer d'un projet d'aménagement du site Bercy-Charenton qui représente 50 hectares, dont deux tiers appartiennent à la Ville de Paris et un tiers à Charenton-le-Pont.

D'un territoire enclavé, peu connu des Parisiens, Bercy est devenu un quartier reconnu et jouit d'une grande renommée, tout d'abord d'un point de vue culturel avec son cinéma, le P.O.P.B., d'un point de vue touristique avec le parc de Bercy, Bercy Village, mais aussi économique avec la gare de Bercy, les nombreuses entreprises implantées dans cette zone et le centre commercial Bercy 2 situé à Charenton-le-Pont.

Malheureusement, entre ces deux quartiers Bercy et Charenton-le-Pont, aucune relation urbaine ne s'était opérée jusqu'ici, malgré l'exceptionnelle situation de ce quartier. Il était temps, en effet, de prendre en compte la complexité de ce territoire et de proposer un aménagement approprié du lieu en y implantant tous les ingrédients d'un tissu urbain traditionnel.

De nombreux défis se présentent à nous : restructurer l'échangeur de Bercy, plus grand échangeur d'Europe, réaliser de nouveaux logements, prolonger la rue Baron-le-Roy vers Charenton, le centre commercial Bercy 2, le quai de Bercy et j'en passe.

Nous soutenons ce projet, mais souhaitons préciser un certain nombre de points. Nous ne souhaitons pas voir s'installer dans ce lieu la Foire du Trône, les cirques, l'usine de tri des déchets ou encore un parking pour la maintenance des rames de tramway et tout cela dans un univers dont les principes sont décrits dans cette délibération, c'est-à-dire des habitations, des logements sociaux, des commerces, des parcs, etc.

Nous serons intransigeants sur le besoin d'une étude globale sur l'aménagement de ce territoire ; 50 hectares, c'est une opportunité qui ne se représentera pas deux fois.

Cela semble une surface suffisamment conséquente pour construire un quartier vivant, un quartier dans lequel des commerces s'ajouteront aux habitations, où la place sera faite aux activités culturelles et sportives et surtout au respect des espaces verts.

Pour finir, nous souhaitons que soient intégrés à ce vaste projet les habitants du 12e et les habitants de Charenton-le-Pont, une concertation qui se fera en amont, mais aussi pendant toute la durée des travaux. La concertation est, en effet, la base de tous les projets ; c'est pourquoi nous nous permettons de préciser ici que les élus du groupe Centre et Indépendants souhaitent jouer un rôle actif dans ce projet, et en particulier les élus du 12e arrondissement.

Ce site représente un véritable attrait pour notre Ville de Paris et Charenton-le-Pont et nous avons à présent la responsabilité de faire vivre ce grand projet.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes Centre et Indépendants et U.M.P.P.A.).

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci, Madame.

Je donne la parole à Mme Michèle BLUMENTHAL, maire du 12e arrondissement.

Mme Michèle BLUMENTHAL, maire du 12e arrondissement. - Merci, Monsieur le Maire.

Aujourd'hui, l'étude porte sur un périmètre élargi par rapport au périmètre d'attente défini par le P.L.U. 2006, puisque la superficie est de 63 hectares.

Ce secteur Bercy-Charenton, au Sud-Est du 12e, traversé par les voies de chemin de fer, occupé par différents entrepôts situés au cœur de l'agglomération, recèle un potentiel important de mutation et de développement. Ce projet de dynamique et de continuité urbaine s'inscrit dans le cadre de Paris métropole.

Ce territoire constitue une des dernières opportunités foncières de la capitale, offre un potentiel d'aménagement de première importance. Il s'agit, en effet, d'un secteur stratégique dans la structuration de la métropole parisienne par sa situation à l'entrée de Paris, en bordure de la Seine, faisant face à l'opération "Paris Rive gauche", secteur Masséna-Bruneseau, à proximité du territoire de l'opération d'intérêt national Orly-Rungis/Seine-Amont.

Les objectifs actuels reprennent, en les complétant, ce qui figurait dans les orientations d'aménagement du secteur Bercy-Poniatowski. Il s'agit, d'une part, d'améliorer les liaisons entre les communes de Paris et de Charenton-le-Pont, d'autre part, de proposer une offre mixte de logements et de programmes à caractère économique, d'équipements publics accompagnant les logements et des services urbains, enfin de permettre l'accueil de nouveaux modes de transport en commun et de transformer l'environnement du site.

On y retrouve le centre de tri, le prolongement de la rue Baron-le-Roy, confirmé comme étant un des enjeux principaux du développement urbain de ce site, le désenclavement du quartier de Bercy. Enfin, la recherche d'un emplacement pour accueillir foires et cirques fait partie de l'étude.

Plus récemment, les réflexions se sont poursuivies au travers du groupe de travail sur les hauteurs. Le déplafonnement de 37 mètres a été voté par une délibération du 8 juillet 2008 relative au paysage urbain sur la couronne.

Ces réflexions relatives au paysage urbain sur la couronne ont mis en évidence que ce site pouvait accueillir des immeubles de grande hauteur et des programmes de logements pouvant aller jusqu'à 50 mètres. Les propositions ont montré que des variations de hauteur pouvaient faciliter une dynamique urbaine à l'articulation de Paris et de ses voisins à l'échelle de l'agglomération et que la cohabitation d'un quartier de grande qualité avec des services urbains était possible.

Cette réflexion sur le dépassement des plafonds des hauteurs, sans aller au-delà de 50 mètres pour le logement, se fera en concertation avec les habitants.

Dans le même temps, la Ville de Charenton-le-Pont a engagé une réflexion sur le quartier entourant le centre commercial Bercy 2 qui devrait aboutir à la création d'une Z.A.C. d'ici 2010. Une coopération s'est engagée entre Paris et Charenton-le-Pont afin de coordonner le développement urbain de part et d'autre du périphérique.

Les deux villes nourrissent des ambitions communes pour ce territoire marqué par la présence des infrastructures : en faire un véritable morceau de ville en y proposant une offre nouvelle et diversifiée de logements, développant des activités économiques, améliorant les liaisons entre Paris et Charenton.

Quelques jours après le lancement, le 25 juin, des Assises de la métropole, la dynamique commune dans laquelle s'engagent les deux communes pour la définition de ce projet ambitieux témoigne de la réalité de Paris métropole.

Les enjeux de l'aménagement du site sont de créer un morceau de ville nouveau, en intégrant les composantes du tissu urbain traditionnel, compatible avec les activités de logistique et de grands services urbains.

Ce quartier devra également être mieux desservi par les transports en commun, répondre aux exigences d'une grande qualité urbaine et environnementale, contribuer au rééquilibrage économique à l'Est de Paris.

Ces enjeux peuvent se traduire par les objectifs suivants :

- améliorer les liaisons entre les communes de Paris et de Charenton-le-Pont. Cette amélioration repose principalement sur la création d'une nouvelle voie de désenclavement dans le prolongement de la rue Baron Le Roy, qui reliera les quartiers de Bercy et de Bercy 2 à Charenton-le-Pont, permettant ainsi les échanges de proximité entre les deux communes et l'accès au boulevard Poniatowski et à la station de tramway Baron Le Roy opérationnelle en 2012 ;

- proposer une offre mixte de logements, de programmes à caractère économique, d'équipements publics et de services urbains. La proximité des infrastructures routières est bien adaptée à l'accueil de programmes d'activités, qui contribueront au développement économique et au rééquilibrage de l'emploi à l'Est de Paris. La création de ce nouveau morceau de ville devra, tout en tenant compte des contraintes du site, permettre la réalisation d'immeubles de logements en nombre suffisant pour créer une véritable mixité avec les immeubles à vocation économique ;

- faciliter l'accueil de nouveaux modes de transport en commun. Ce nouveau quartier ne peut se concevoir que si l'offre de transports en commun est améliorée, notamment grâce au prolongement de la rue Baron Le Roy, et par la création à terme d'une station de R.E.R. D en connexion avec le futur tramway parisien ;

- transformer l'environnement du site et des espaces publics. Aujourd'hui, l'image dégradée du site n'est pas compatible avec l'ambition d'un quartier de grande qualité urbaine. Une transformation des infrastructures routières existantes, comme l'échangeur de Bercy, est donc indispensable, en accompagnement de la mutation des terrains à l'instar de la requalification des boulevards des Maréchaux, avec l'extension du tramway.

Nous mettrons bien entendu en œuvre, tout au long du processus d'élaboration, une large concertation associant les habitants de Paris et de Charenton-le-Pont, notamment des quartiers riverains du site, les associations locales et parisiennes, les instances de la démocratie locale, les élus du 12e et ceux de la commune de Charenton, et l'ensemble du public concerné.

Ce processus associera également les services de l'Etat, la Région Ile-de-France, le Département du Val-de-Marne, les entreprises ferroviaires, ainsi que toutes les entités associées dans les procédures d'urbanisme : S.T.I.F., R.A.T.P., chambres consulaires, port autonome de Paris.

Cette délibération, dans son esprit, est bien la concrétisation de Paris Métropole.

Merci.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous terminons avec la prise de parole de M. Jérôme DUBUS.

M. Jérôme DUBUS. - Merci, Monsieur le Maire.

Comme vous le savez, comme les orateurs l'ont dit précédemment, ce secteur de Bercy-Charenton est actuellement très dégradé, très abîmé, avec un paysage urbain cisaillé par de grandes emprises ferroviaires, un territoire enclavé et qui est complètement difficile à adapter, à cause de ses infrastructures. Mais il a un potentiel !

Il a un potentiel très important dû à sa situation à l'entrée Est de Paris, à l'ouverture de l'A4 vers le secteur de Marne-la-Vallée en plein développement économique.

Au P.L.U., nous avons vu, et certains orateurs l'ont dit, que le secteur Bercy-Poniatowski avait été classé comme secteur d'aménagement. Il s'agit aujourd'hui d'une plus grande emprise, puisque nous débordons sur Charenton, avec un programme de 900.000 mètres carrés de S.H.O.N. et un programme intercommunal.

Cette délibération a pour objet de lancer la concertation publique sur cette opération d'aménagement et de passer un certain nombre de marchés, en collaboration avec Charenton.

Je ne vais pas préjuger de la concertation puisque nos élus du 12e y participeront largement. Je voudrais simplement faire quatre remarques sur le dossier qui nous a été soumis.

La première remarque concerne les programmes d'aménagement futur de chaque emprise : ce qui va se passer à Charenton et ce qui va se passer du côté de Paris.

300.000 mètres carrés sont prévus à Charenton, avec la création du nouveau Bercy sur 15 hectares.

Côté Paris, il reste donc 600.000 mètres carrés à aménager sur environ 40 hectares.

Quelle sera la répartition sur chaque commune entre bureaux et activités, entre bureaux et logements, puisqu'il s'agit au total, sur l'ensemble des deux territoires, de réaliser 450.000 mètres carrés de logements et 450.000 mètres carrés d'activités ? Plus de bureaux à Paris, plus de logements ? Nous ne le savons pas encore, bien évidemment, mais nous serons vigilants sur la répartition des surfaces et sur le choix du type de logement.

Je rappelle que le 12e arrondissement n'est pas une zone très déficitaire en matière de logement social, puisque nous sommes aujourd'hui à 16 % de logements sociaux, donc pas très loin des 20 %.

La deuxième remarque que je voudrais faire, c'est le problème de l'accessibilité de cette zone et de l'amélioration des transports.

Vont arriver sur cette zone 8.000 nouveaux habitants, 10.000 salariés, ce qui est énorme. Or, aujourd'hui, en matière de transports en commun, le compte n'y est pas pour la desserte de cette zone.

Je rappelle que cette zone est la porte d'arrivée de l'autoroute A4, avec une saturation totale, et que nous avons, à 8 kilomètres de l'emplacement aménagé, le plus grand bouchon d'Europe qui est le bouchon de Nogent-Joinville.

Il faudra donc concevoir des dessertes très fines entre Paris et Paris, bien évidemment, entre Paris et Charenton puisqu'il n'y en a pas aujourd'hui, mais surtout entre Paris et l'ensemble de l'Est parisien.

Cette amélioration des transports en communs nous semble la clef de la réussite pour cet aménagement. Nous serons donc, là également, très vigilants sur cet aspect, notamment également sur le fret ferroviaire : comment, où et quand, pour quelle desserte ; toutes les problématiques restent en l'état.

Le troisième point, c'est l'ambition que l'on veut donner pour cet aménagement. Je rappelle que le S.D.R.I.F. l'a prévu comme un pôle de rayonnement international, inclus dans Paris Sud-Est, enfin ce que l'on appelle le Paris Sud-Est Confluence, c'est-à-dire la réalisation d'un puissant centre administratif et financier comprenant "Paris Rive gauche", Charenton, Ivry et, à l'époque, Bercy-Poniatowski étendu à Charenton.

Il faut donc une grande ambition pour ce quartier, qui peut participer au rétablissement de l'équilibre emploi/habitat indispensable à la logique de développement durable, ce qui pose le problème de la compatibilité également avec les activités du cirque et avec la Foire du Trône sur ce site, pour lequel nous nous prononçons contre.

Bercy-Poniatowski-Charenton peut devenir un grand pôle économique d'avenir à la porte de Paris, mais il faudra lui donner une vocation précise, une spécialisation à fort caractère symbolique. Cet aménagement s'inscrit, en effet, dans les futurs pôles d'attraction de l'Ile-de-France, comme Massy-Saclay, comme Roissy-Plaine de France, comme Orly-Rungis ou Marne-la-Vallée. C'est dans cette nouvelle répartition des activités économiques que doit s'inscrire notre réflexion.

Quatrième point que je voudrais souligner rapidement : c'est le développement durable et la prise en compte de la partie écologique et environnementale sur cette emprise.

Nous avions proposé, lors de la campagne de 2008, que cet aménagement s'inscrive dans la perspective et la démarche d'un écoquartier, comme pour les Batignolles, comme pour la Z.A.C. "Pajol", comme pour la Z.A.C. "Rungis". Quatre grands écoquartiers écologiques à Paris au moins, ce n'est pas trop, c'est même une nécessité. Bercy-Charenton pourrait être le quatrième quartier et le premier quartier mondial écobusiness, y compris avec des tours ou avec des I.G.H., puisque les progrès opérés dans ce domaine peuvent laisser envisager des compatibilités thermiques avant 10 ans.

Inutile de se figer comme vous le faites, comme le font "Les Verts" sur la situation actuelle, il faut anticiper pour se projeter dans l'avenir.

Ce territoire, pour nous, est emblématique. Il doit servir de travaux pratiques à une ambition très claire : redonner continuité et qualité à des territoires fractionnés par des aménagements passés, fonctionnalistes mais qui n'étaient pas à visage humain.

Je vous remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Pour répondre à l'ensemble des intervenants, je donne la parole à Mme Anne HIDALGO.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, au nom de la 8e Commission. - Merci beaucoup, Monsieur le Maire.

Permettez-moi d'associer à mon propos Pierre MANSAT, avec lequel nous travaillons, bien sûr, étroitement sur tous ces territoires d'aménagement, qui sont les territoires du cœur de la métropole. Permettez-moi aussi d'associer Mme BLUMENTHAL, qui est intervenue et je lui apporterai des éléments de réponse, mais qui est, bien sûr, totalement impliquée avec nous dans la construction de ce nouveau morceau de ville.

Je remercie l'ensemble des orateurs d'avoir mentionné l'importance stratégique que revêt pour nous l'aménagement de ce nouveau quartier.

Je le disais, c'est un quartier qui est au cœur de la métropole parisienne et nous avons un devoir pour ce quartier-là, comme pour les autres quartiers qui sont déjà en aménagement, je pense à Clichy-Batignolles, je pense aussi bien sûr à Masséna-Bruneseau ou encore à Paris Nord-Est. Nous avons un devoir, une exigence.

D'abord, une exigence écologique. Elle a été rappelée. Je ne la mettrai pas au quatrième rang des priorités, mais au premier rang des priorités. Oui, ces quartiers que nous devons fabriquer ensemble, au sein de la métropole, qui sont des continuités entre Paris et des communes voisines, qui créent le lien, qui font l'unité de ce tissu urbain aujourd'hui fracturé, traversé par des zones laissées aux voies notamment de chemin de fer, laissées à toute la logistique urbaine, ces quartiers-là sont des quartiers dans lesquels nous devons affirmer notre ambition écologique, ce que nous allons faire en termes de construction de bâtiments, d'exigences que nous avons sur ces bâtiments, mais aussi toute la réflexion qu'on peut cataloguer dans la notion "d'éco-quartier", c'est-à-dire : nous devons, bien sûr, pour "Bercy-Charenton" comme nous le faisons notamment sur les autres secteurs, je pense à "Clichy-Batignolles", envisager les questions d'énergie, envisager la question de l'eau. Nous devons envisager la mise en place d'énergies renouvelables et une qualité des constructions qui soit non seulement compatible avec le Plan climat de Paris mais aussi, bien sûr, avec l'ambition que nous affichons régulièrement en ce domaine. Donc, l'ambition environnementale sera extrêmement présente comme elle l'est sur les autres secteurs d'aménagement.

Je fais simplement une petite parenthèse par rapport à ce qui est en train de se passer sur "Masséna-Bruneseau" - et Jérôme COUMET qui pilote avec moi et avec le Maire d'Ivry la concertation sur ce secteur le sait bien -, nous sommes très près, par exemple, sur "Masséna-Bruneseau", des caractéristiques d'un éco-quartier. Je pense que nous aurons un éco-quartier sur "Masséna-Bruneseau" et donc, bien évidemment, sur "Bercy-Charenton" comme cela a été demandé. Je sais combien, notamment, la Maire du 12e y est attachée. Je pense que nous irons vers un éco-quartier sur "Bercy-Charenton".

En ce qui concerne le programme d'aménagement, d'abord, c'est un programme d'aménagement que nous conduisons et que nous conduirons en lien étroit avec le Maire de Charenton. Nous travaillons très bien avec lui, nous avons déjà eu de nombreuses rencontres. Nos services, la Direction de l'Urbanisme de Paris, l'A.P.U.R. et les services de Charenton travaillent de façon très étroite déjà depuis plusieurs mois ensemble.

Nous le savons, en tous les cas, vous le savez peut-être, il y a déjà sur le secteur du Val-de-Marne une Z.A.C. présidée par le Préfet du Val-de-Marne. Nous faisons la liaison et la jonction entre le projet dans sa partie parisienne et le projet dans sa partie qui participe au développement du Val-de-Marne.

C'est un projet que nous construisons de façon extrêmement liée avec le Maire de Charenton. Et quand j'entends Mme CUIGNACHE-GALLOIS nous expliquer qu'il faudrait, finalement, mettre tout ce qui la dérangerait ailleurs, je lui dis que ce n'est pas comme cela qu'on envisage la métropole, ce n'est pas comme cela qu'on envisage désormais les relations entre Paris et les autres collectivités.

Une déchetterie ou des services urbains qui sont nécessaires aussi à l'écologie de notre ville ne peuvent plus être envisagés comme devant systématiquement se situer en dehors des frontières du périphérique, ce n'est pas possible. Nous devons travailler de façon efficace, intelligente et partenariale avec nos voisins.

Et donc, non, nous n'envisageons pas l'aménagement sur la partie parisienne comme devant extraire de Paris tout ce qui gênerait Paris. Parce que ce qui gêne Paris, c'est aussi ce qui est utile à Paris, et on ne peut pas imposer des contraintes permanentes à nos voisins. Il faut travailler ce secteur d'aménagement de façon beaucoup plus imbriquée entre Charenton et Paris. Et donc, cette vision métropolitaine suppose le respect de nos partenaires, et le respect de nos partenaires, c'est de discuter avec eux de l'ensemble de cet aménagement.

Nous avons la conviction, notamment avec le Maire de Charenton, que ces quartiers tant côté Charenton que côté Paris doivent être des quartiers mixtes. M. DUBUS nous dit : "Mais, quel va être le programme d'aménagement : logements, bureaux ?", parle de spécialiser ce secteur. Non, on ne va pas spécialiser le secteur. Nous voulons des quartiers de ville qui soient des quartiers de ville mixte, mixte dans la composition des populations. Eh, oui, Monsieur DUBUS, même à "Bercy-Charenton", nous défendrons l'idée qu'il faut 50 % de logement social. Voilà ! On continuera à défendre cette idée parce que c'est notre conception de la ville moderne, de la ville de l'après Kyoto.

Je pense d'ailleurs que cette conception est totalement partagée par les Parisiens et, au-delà, par les Franciliens. Si vous aviez participé - comme je vous y ai invité - aux réunions que nous avons organisées avec les Parisiens sur l'avenir de notre métropole, vous auriez vu que la question de la mixité est une question qui aujourd'hui s'impose à nous. C'est une exigence, ce n'est pas du tout un sujet de confrontation entre les Parisiens et même au sein de la population francilienne, c'est une exigence qu'il nous est demandé de mettre en œuvre, et nous la mettrons en œuvre.

Mixité dans la population, mixité dans les fonctions de la ville. La ville doit à la fois contenir des logements, donc, permettre à des gens d'y habiter; elle doit permettre à des gens d'y travailler ; elle doit permettre à des gens de s'y divertir, d'avoir les espaces publics, les espaces de respiration nécessaires. Parce que plus la ville est dense, plus l'espace public devient le lieu du partage et donc le lieu important que nous devons penser, que nous devons réfléchir pour permettre une qualité de vie. Donc, il y aura une mixité de fonction et, donc, il y aura des bureaux, du logement, notamment des logements sociaux.

C'est d'ailleurs ce que nous faisons dans les autres zones d'aménagement, je vous renvoie vraiment au travail fait sur "Clichy-Batignolles" ou "Paris Nord-Est" ou encore "Masséna-Bruneseau".

La question de l'accessibilité a été évoquée par plusieurs d'entre vous et notamment par Michèle BLUMENTHAL. Il est évident que construire un nouveau quartier dans Paris suppose que l'offre de transport avance avec le projet que nous avons pour ces nouveaux quartiers. Vous le savez, par exemple, après moult combats, nous avons, je crois, fait entendre raison, notamment aux autorités gouvernementales sur la nécessité, pour le secteur de "Clichy-Batignolles", d'avoir une offre de transport améliorée. Et Annick LEPETIT s'est suffisamment battue ici et ailleurs pour qu'effectivement, aujourd'hui, la certitude que la ligne 13 sera désengorgée nous permette de dire que nous accompagnons avec une offre de transport accrue ces nouveaux quartiers.

Je pense que sur "Bercy-Charenton" il en va de même parce que c'est un quartier très enclavé. Il faut, bien sûr, travailler cette liaison entre le 12e arrondissement, Paris, et Charenton, notamment la rue Baron-Leroy qui est effectivement la rue stratégique qui doit permettre cette liaison. Et bien sûr que le projet de desserte par le prolongement de la rue Baron-Leroy doit être un projet qui n'arrive pas à la fin, mais qui se fait en même temps que l'aménagement de ce quartier évolue et les délais doivent être des délais courts. Cela ne peut pas être à la fin de l'aménagement qu'on se pose la question de comment on relie Bercy et Charenton.

Donc, c'est un engagement que nous prenons d'avancer sur ce projet de rue Baron-Leroy, mais il y a aussi d'autres projets qu'il va nous falloir imaginer. L'arrivée du tramway va modifier profondément le paysage, va le pacifier, va créer des relations nouvelles. Mais nous savons qu'elles ne sont pas suffisantes parce qu'effecivement, aujourd'hui, il y a une coupure liée aux réseaux ferroviaires, en grande partie; liée à des dénivelés; liée au fait qu'il y a une autoroute en bordure de Seine. Et donc, la question des transports est une question absolument essentielle dans l'aménagement de ce nouveau quartier.

Beaucoup d'entre vous ont parlé des hauteurs; certains, positivement; d'autres, négativement. Je crois que c'est un débat qui est déjà bien rôdé entre nous. Je rappelle qu'en ce qui concerne les hauteurs, nous ne construirons pas de logements supérieurs à 50 mètres, nous nous y sommes engagés, et que, pour en avoir discuté avec certains, y compris élus Verts dans des concertations - je pense à "Masséna-Bruneseau" -, construire des immeubles de 50 mètres, c'est-à-dire de 15 étages pour y faire du logement ne me paraît pas un sujet de clivage très fort puisque là, on est quand même sur des immeubles qui ne relèvent pas de la réglementation immeubles de grande hauteur. Je pense que cela peut faire consensus dès lors que l'on respecte le Plan climat, en ce qui concerne ces constructions.

Pour la question des hauteurs, par exemple, grands services publics ou bâtiments accueillant des activités, c'est un sujet sur lequel, je crois, nous avons assez bien identifié les points de clivage. Nous travaillons de façon efficace et intéressante dans un certain nombre de quartiers pour lesquels nous avons - je pense notamment à "Masséna-Bruneseau" - engagé un déplafonnement du P.L.U.

La dernière réunion que nous avons eue la semaine dernière, en présence notamment d'Yves LION, l'architecte s'occupant de "Masséna-Bruneseau" montre qu'il y a des exemples réussis d'immeubles de grande hauteur qui, accueillant de l'activité de bureau, peuvent tout à fait être compatibles avec les exigences du Plan climat.

Nous avons eu une discussion très respectueuse et très intéressante, dans laquelle beaucoup de nos interlocuteurs, plutôt opposés aux immeubles de grande hauteur - je pense notamment à l'association "Tamtam" - ont bien précisé qu'il ne s'agissait pas pour eux d'une opposition systématique à toute idée d'immeuble de grande hauteur, mais que leurs exigences étaient une exigence de qualité urbaine, de qualité architecturale et de qualité environnementale.

Je crois que si on dépasse effectivement le sujet du point de vue des clivages qui pourraient être de nature théorique ou idéologique, nous devrions arriver à nous entendre parce qu'il faut faire la preuve que ces immeubles peuvent apporter un plus. Je l'ai toujours dit, je le répète, il ne s'agit pas pour nous d'une obsession. Si on peut faire de la hauteur, là où c'est utile, là où cela peut être beau et où c'est écologique, il n'y a pas de raison de s'en priver.

C'est dans cet état d'esprit que nous avancerons, comme nous le faisons pour "Masséna-Bruneseau". Je voudrais d'ailleurs dire à Christophe NAJDOVSKI, qui cite le 11e arrondissement, très bel arrondissement de Paris - ce n'est pas Patrick BLOCHE qui dira le contraire -, comme le plus dense sans immeubles de grande hauteur, que c'est sans doute le plus dense sans immeuble de grande hauteur, mais avec très peu d'espaces verts.

Nous sommes en train d'essayer de reconquérir, comme nous le pouvons, toutes les parcelles possibles et imaginables - Patrick BLOCHE le sait bien - pour faire des espaces verts. Si, par endroit, et sans être dans l'obsession, nous pouvons faire des immeubles de grande hauteur, avec la qualité architecturale et environnementale que nous avons, et qu'en plus cela peut permettre d'avoir des espaces verts, un espace public plus généreux au sol, je crois que nous pourrons faire une ville plus accueillante et plus intéressante pour ses habitants.

Je vais conclure sur la concertation, puisque beaucoup d'entre vous l'ont évoquée comme un sujet important. Là aussi, je tiens à dire que depuis la fin des années 90, nous avons profondément évolué en matière de concertation. Nous ne sommes plus à l'époque de l'urbanisme sauvage, dans lequel on décidait de raser l'existant, de déplacer des populations. Nous avons fort heureusement tourné cette page. Je crois que beaucoup nous en savent gré.

Nous avons pu mettre en place des concertations, avec comités de concertation, avec garants de la concertation dans les différents territoires d'aménagement. C'est sur "Masséna-Bruneseau" d'ailleurs que l'expérience a été vraiment la première et la plus efficace sous la précédente mandature.

Nous partons de cette base et de cet existant, mais nous voulons aussi, comme nous le faisons actuellement sur "Masséna-Bruneseau", comme nous le faisons sur notamment "Clichy Batignolles", mettre en place de nouvelles formes de concertation, qui vont compléter ce dispositif auquel les associations ont beaucoup contribué.

Nous voulons le compléter en mettant en place des ateliers participatifs avec les habitants ou avec les futurs habitants, puisque par définition à "Bercy-Charenton" il y a peu d'habitants aujourd'hui. Nous voulons mettre en place des dispositifs permettant de faire travailler beaucoup plus les jeunes, les habitants de la métropole, à la fabrication de ces quartiers.

Si j'en crois le succès, sur une initiative et une proposition d'Annick LEPETIT, de la journée portes ouvertes qui a eu lieu il y a maintenant deux semaines à "Clichy-Batignolles", nous aurons aussi des initiatives de cette nature pour faire porter la construction de ce nouveau quartier par un ensemble d'acteurs très importants, qui sont absolument indispensables à la réflexion et à la fabrication de la ville de l'après Kyoto.

Je termine sur l'amendement qui a été présenté par l'Exécutif : nous avons - je remercie Christophe NAJDOVSKI de retirer son vœu - la question de la Foire du Trône qui est bien sûr posée.

Pour l'avoir évoquée avec le Maire de Paris et avec les forains, lorsque nous sommes allés récemment à la dernière édition de la Foire du Trône, il y a un souhait partagé de trouver un emplacement qui soit digne de la métropole, sur lequel nous devons travailler avec les forains.

Oui, le site de "Bercy-Charenton" fait partie des sites sur lesquels nous devons étudier cela. Ce n'est pas le seul site, parce qu'il faut effectivement que cela puisse se faire avec l'accord également des professionnels. Si nous voulons que cela réussisse, ils doivent absolument travailler avec nous. Ils en ont la volonté, nous aussi, et c'est donc le sens du vœu que nous avons présenté avec l'Exécutif et qui se substitue au vœu présenté par Christophe NAJDOVSKI.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Madame la Maire du 17e, vous avez souhaité la parole ?

Mme Brigitte KUSTER, maire du 17e arrondissement. - Oui, quelques précisions.

C'était un projet de délibération qui touchait le 12e arrondissement, mais dans la réponse, qui a été beaucoup plus large de Mme HIDALGO, certains faits ont été évoqués sur lesquels j'aimerais revenir, concernant entre autres la concertation sur les terrains "Clichy-Batignolles", et l'opération qui s'est déroulée il y a une quinzaine de jours à l'initiative de la S.E.M.A.V.I.P.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Je suis désolé, mais nous sommes sur un projet de délibération relatif à l'aménagement de Bercy, dans le 12e arrondissement...

Mme Brigitte KUSTER, maire du 17e arrondissement. - Je ne peux pas laisser passer… comme si la mairie d'arrondissement ne faisait rien, comme si les élus… On parle d'ateliers participatifs, ce serait bien aussi qu'on écoute de temps en temps les élus du 17e ! Beaucoup de propositions qui ont été faites sont à ce jour sans retour.

Je veux bien qu'on entende certaines choses mais peut-être aussi, de temps en temps, rétablir la réalité et notamment par rapport aux annonces du Président de la République sur ces terrains, que vous n'avez absolument pas évoquées.

Vous citez Mme LEPETIT à tour de bras, mais la cité judiciaire, nous la devons surtout et avant tout au Président de la République ! Le prolongement de la 14, c'est le Président de la République ! L'arrêt à Cardinet, c'est le Président de la République et je souhaitais le préciser !

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Attention, Madame. On va finir par croire que les élus du 17e ne servent à rien, si c'est le Président qui fait tout…

Nous aurons d'autres occasions de revenir sur ces débats tout à fait importants. Je prends acte du retrait des amendements n^{os} 49 et 50 présentés par Christophe NAJDOVSKI au bénéfice de l'amendement n° 50 bis présenté par l'Exécutif.

La parole est à M. Sylvain GAREL pour une explication de vote.

M. Sylvain GAREL. - Nous allons voter ce projet de délibération puisqu'il y a eu un accord sur le vœu présenté par Christophe NAJDOVSKI, mais nous sommes un peu inquiets sur ce que deviendra ce quartier entre des barres, des immeubles encore plus hauts et une bretelle de périphérique, mais la concertation commence et nous nous exprimerons à ce sujet.

Une deuxième remarque plus générale : si dans leurs interventions, nos collègues pouvaient éviter de mettre les mots écologie, vert, éco-quartier, éco-machin à toutes les sauces… Au bout d'un moment, cela ne veut rien dire.

Il n'y a pas d'immeubles de grande hauteur écologiques, ou alors on n'a pas la même définition de l'écologie. C'est sans doute cela qui nous différencie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le projet d'amendement n° 50 bis déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet d'amendement n° 50 bis est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DU 73 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération amendé est adopté. (2009, DU 73).

Mes chers collègues, nous allons suspendre la séance.

Suspension et reprise de la séance.

(La séance, suspendue à douze heures trente minutes, est reprise à quatorze heures trente-cinq minutes, sous la présidence de M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint).

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Mes chers collègues, nous reprenons la séance.

2009, DVD 82 - Mise en oeuvre d'une priorité bus à Paris (Programme 2009-2013). Première tranche lignes 62, 64 et 92. - Demande des subventions correspondantes au Syndicat des Transports d'Ile-de-France et à la Région Ile-de-France.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DVD 82 relatif à la mise en œuvre d'une priorité bus à Paris (Programme 2009-2013). Première tranche pour les lignes 62, 64 et 92. - Demande des subventions correspondantes au Syndicat des transports d'Ile-de-France et à la Région Ile-de-France.

Je donne la parole à Mme Laurence DOUVIN, pour le groupe U.M.P.

Mme Laurence DOUVIN. - Merci, Monsieur le Maire.

La mise en place des bus Mobilien, qui a été décidée par le plan de déplacement d'Ile-de-France, concourt à l'évidence à offrir aux utilisateurs parisiens, et franciliens d'ailleurs, un système de transports urbains de surface performant et qui circule dans des conditions qui favorisent sa rapidité.

Dans cette optique, la priorité bus, qui a été installée à titre expérimental depuis 2005 sur les lignes 26, 91 et 96, donne des résultats qui nous sont présentés comme encourageants. J'en prends acte et nous sommes donc favorables à ce dispositif.

Je relève que ces effets connaissent pourtant une limite, apparemment quand il y a croisement des lignes Mobilien, qui ont donc vocation à être également prioritaires. Comme on peut penser qu'il s'agit d'un cas qui est destiné à se reproduire, je voudrais savoir comment il va être arbitré, car dans la mesure où on nous propose de développer le système sur trois autres lignes, et ensuite sur huit autres, il me paraît important de savoir comment lever cet inconvénient, s'il peut l'être. C'est bien là tout l'intérêt d'une expérimentation d'ailleurs.

Parmi les lignes concernées par cette délibération figure la ligne 92. Celle-ci a fait l'objet, sur son tronçon qui est situé avenue Mac-Mahon mis en sens unique, d'une protestation répétée et argumentée des habitants, qui était d'ailleurs relayée régulièrement par le conseil de quartier concerné, et qui a débouché sur une action en justice. Le Tribunal administratif a donné raison aux plaignants et a annulé l'arrêté municipal de mise en sens unique de l'avenue. Le Maire de Paris s'apprête, paraît-il, à prendre un nouvel arrêtée.

Je voudrais dire que le groupe U.M.P. demande régulièrement une évaluation des politiques municipales, et il ne l'obtient pas parce que le Maire refuse apparemment d'évaluer sa politique.

Nous demandons également fréquemment des expérimentations - nous en demanderons encore aujourd'hui - avant de réaliser des aménagements qui sont coûteux et souvent difficilement réversibles. Nous ne sommes pas entendus non plus, en tout cas pas jusqu'ici en dépit d'arguments de bon sens évidents.

Pourquoi ? Je voudrais bien le savoir, puisqu'il y a un certain nombre de difficultés quotidiennes réelles et que la vie est bien celle que nous connaissons sur le terrain.

En ce qui concerne la question qui nous est posée, je voudrais dire que n'ayant pas obtenu de réponse sur le bien-fondé de la mise en sens unique de l'avenue Mac-Mahon, j'ai fini par déposer une question orale le 29 septembre dernier. Je viens de recevoir cette semaine la réponse, neuf mois après, le temps d'une grossesse et pour un accouchement un peu difficile puisqu'il paraît que les aménagements effectués sur la totalité de la ligne ont permis le gain de six minutes pour un bus, dont quatre minutes dans la partie 16e arrondissement.

C'est dire ce qu'il reste comme gain sur le reste du parcours, dont l'avenue Mac-Mahon ne constitue qu'une petite partie. C'est d'ailleurs bien ce qu'a retenu le Tribunal quand il déclare que le Maire de Paris n'établit pas, que cette mesure, qui fait partie de celles qu'il peut légalement prendre, n'était pas de nature à entraîner des sujétions excessives et des contraintes disproportionnées pour les riverains où la circulation générale.

Je cite toujours le jugement en déclarant : "qu'il n'a pas recherché - il s'agit du Maire de Paris - si des mesures moins contraignantes pour les personnes auraient permis de servir les objectifs poursuivis". Cette décision doit être regardé comme entachée d'une erreur d'appréciation.

Monsieur le Maire, allez-vous continuer dans le même sens ? Ou bien vous rendre à la réalité, qu'il faut continuer, certes, la politique de partage de l'espace public au profit des transports collectifs ou des circulations douces, mais avec pragmatisme et en tenant compte des situations locales, et d'un bilan avantages et inconvénients qui se base sur des réalités et non sur une obstination dépassée.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

(M. Denis BAUPIN, adjoint, remplace M. Christophe NAJDOVSKI au fauteuil de la présidence).

M. Denis BAUPIN, adjoint, président. - Merci, Madame DOUVIN.

Pour le pragmatisme et le soutien à l'excellent programme Mobilien, je donne la parole à Mme LEPETIT.

Mme Annick LEPETIT, adjointe, au nom de la 3e Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

Effectivement, le projet de délibération sur lequel nous nous apprêtons à voter, vise à autoriser le Maire de Paris à demander des subventions au S.T.I.F. et à la Région pour équiper trois lignes de bus Mobilien d'un système automatisé de priorité aux feux.

Je rappelle brièvement ce qu'est la priorité aux feux pour un bus. A l'arrivée, à proximité d'un feu tricolore, le vert se déclenche et évite l'arrêt du bus, ce qui permet une régularité et une circulation améliorée des bus. Sur le plan technique, le bus est équipé d'un GPS et cela se fait évidemment automatiquement. J'en profite pour répondre à la question qui m'a été posée par Mme DOUVIN, cela se fait au fur et à mesure de l'arrivée des bus.

Trois lignes sont d'ores et déjà prévues pour 2009, et deux lignes par an le seront à partir de 2010. Bien sûr, les subventions sont conséquentes et nous devons, pour des raisons de calendrier, voter à ce Conseil de Paris ce projet de délibération.

Je pense que la priorité aux feux des bus est une bonne chose. Elle sera évaluée, notamment par la R.A.T.P., puisque c'est aussi son rôle, qui nous fera savoir les résultats.

Concernant l'avenue Mac-Mahon, Madame DOUVIN, vous avez raison, il faut tenir compte des remarques qui proviennent des habitants, qui proviennent du terrain. C'est la raison pour laquelle, au moment de son réaménagement, quand la question a été posée sur la mise en sens unique, il me semble que cette décision a été prise dans le cadre d'une réunion de terrain, où vous étiez vous-même présente, cela avait lieu le 3 mars 2004. Cela fait donc déjà un petit moment et l'objectif de cette proposition était justement de fluidifier le carrefour Ternes - Mac-Mahon - Niel et d'améliorer la circulation des bus.

Alors, vous avez dit vous-même que vous lisiez le compte rendu du Tribunal administratif. Ce n'est pas tant sur le bus et la circulation du bus que porte la remarque, mais plutôt sur le sens unique.

Bien sûr, la Ville de Paris entend faire appel de cette décision du T.A. (Tribunal administratif) et plaider en faveur de la pertinence de ce choix d'aménagement qui a reçu quand même l'agrément de tous les partenaires et, je le précise, bien sûr, l'agrément, à l'époque, de la mairie du 17e.

Nous allons, c'est vrai, refaire des comptages, afin de mieux évaluer l'évolution du trafic rue d'Armaillé et avenue Carnot pour comparer la circulation avant et après les travaux qui ont été réalisés sur l'avenue Mac-Mahon.

Dès que nous aurons réalisé ces comptages, nous vous les ferons parvenir et, a priori, un nouvel arrêté corrigeant les erreurs signalées par le Tribunal administratif devrait être pris cet été.

Il n'empêche que, malgré tout, et c'est la R.A.T.P. qui nous en faisait part, il a été observé une amélioration de la circulation des bus. Donc finalement, la mise du bus en site propre est une bonne chose et je pense qu'avec le système de priorité aux feux - j'en viens à notre délibération -, cette amélioration sera concrètement traduite dans les faits.

M. Denis BAUPIN, adjoint, président. - Merci, Madame la Maire.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DVD 82.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2009, DVD 82).

2009, DVD 101 - Approbation du programme 2009 d'itinéraires cyclables, d'aires de stationnement et de contresens cyclables. - Autorisation à M. le Maire de Paris de signer avec la Région d'Ile-de-France un contrat Réseau Vert 2009-2011 et de solliciter les subventions correspondantes.
Vœu déposé par le groupe "Les Verts" relatif à une étude en vue du prolongement de la piste cyclable avenue de Gravelle pour la desserte de la Ferme de Paris (12e).

M. Denis BAUPIN, adjoint, président. - Nous passons maintenant à l'examen du projet de délibération DVD 101 relatif à l'approbation du programme 2009 d'itinéraires cyclables, d'aires de stationnement et de contresens cyclables, sur lequel le groupe "Les Verts" a déposé le vœu référencé n° 82 dans le fascicule.

Je donne la parole à M. Christophe NAJDOVSKI.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Ce projet de délibération vient dans le droit fil de précédents projets de délibération que nous avions voté sous l'ancienne mandature et qui portaient déjà la mention "contrat de réseau vert avec la Région Ile-de-France pour développer les itinéraires cyclables à Paris".

Nous nous félicitons, bien entendu, que la Ville poursuive son engagement en la matière, avec ce programme de réalisation de contresens cyclables, d'itinéraires cyclables et d'aires de stationnement.

Pour ce qui est des contresens cyclables tout d'abord, un décret de juillet 2008 enjoint les collectivités à généraliser les contresens cyclables d'ici l'an prochain, d'ici 2010. Nous souhaitons savoir si la Municipalité parisienne - je le suppose - s'inscrit dans cet objectif et selon quelle méthode elle mettra en place cette généralisation des contresens cyclables. Il y a un programme de 40 kilomètres pour l'année 2009 et un programme de 100 kilomètres l'an prochain. Nous espérons, bien entendu, que d'ici un an, nous pourrons arriver à cette généralisation, comme l'ont fait beaucoup de grandes villes de France.

Pour ce qui est des itinéraires cyclables, nous avons clairement une interrogation sur la qualité de certains projets qui consistent en la réalisation de bandes cyclables décalées le long du stationnement entre la file de stationnement et la circulation générale. C'est le cas de l'itinéraire Bièvres, de la liaison Concorde - porte de Champerret, de l'itinéraire sur le boulevard de l'Hôpital, ainsi que de la liaison Saint-Lazare - Batignolles.

Nous souhaitons que la Ville privilégie la réalisation de pistes cyclables séparées du reste de la circulation et protégées, de manière à inciter un maximum de personnes à utiliser ces itinéraires cyclables.

Nous pensons que le fait de réaliser des bandes cyclables entre une file de stationnement, même si on nous dit qu'il y a le dégagement nécessaire par rapport au risque d'ouverture des portières et, d'un autre côté, la circulation générale, sans véritable protection, ne sera pas de nature à inciter un certain nombre de gens à utiliser le vélo comme mode de déplacement, compte tenu du fait que beaucoup de personnes considéreront que leur sécurité n'est pas suffisamment assurée.

Nous pensons donc qu'il est préférable que la Ville réalise, certes, des aménagements qui sont plus coûteux, mais plus sécurisants pour la catégorie des usagers qui hésitent à se lancer et on sait que la question de la sécurité est un déterminant extrêmement important dans la pratique du vélo.

J'en profite également pour présenter le vœu que j'ai déposé en Commission.

Il concerne une demande d'étude pour le prolongement de la piste cyclable Gravelle dans le bois de Vincennes. Il s'agit d'un prolongement d'une piste existante et je souhaite que la Ville puisse étudier un prolongement jusqu'à la ferme de Paris, qui est un équipement municipal qui existe dans le bois de Vincennes, qui est relativement mal desservi aujourd'hui et relativement méconnu.

Aujourd'hui, si nous avions ce prolongement, nous pourrions avoir une bonne desserte de cet équipement qui pourrait être accessible depuis Paris d'un côté ou depuis Joinville-le-Pont de l'autre pour un public venant de banlieue.

Voilà, à ce stade, ce que je souhaitais dire, à la fois sur la question des contresens cyclables, pour lesquels, évidemment, nous encourageons vivement l'Exécutif à mettre en œuvre ces contresens et notre interrogation sur la qualité des itinéraires cyclables qui seront choisis et réalisés.

Je vous remercie.

M. Denis BAUPIN, adjoint, président. - Merci, Monsieur NAJDOVSKI.

Je donne la parole à Mme DOUVIN.

Mme Laurence DOUVIN. - Merci, Monsieur le Maire.

Il nous est proposé là une nouvelle série d'aménagements cyclables qui sont éligibles aux subventions de la Région. Nous sommes très attentifs à ces aménagements qui sont évidemment nécessaires pour compléter le réseau existant et favoriser la progression des trajets en vélo. Pour autant, je me situerai un petit peu dans la même ligne que M. NAJDOVSKI : les questions de sécurité ne nous paraissent pas bien traitées dans ce projet de délibération. Elles sont pourtant essentielles et, on le constate tous les jours en observant la difficile cohabitation entre les modes, les transgressions au code de la route qui sont en augmentation et le nombre d'incidents qui s'accompagnent d'une montée d'agressivité.

Ce chiffre des accidents est déjà trop élevé, mais il ne tient pas compte des innombrables incidents qui émaillent la vie quotidienne des utilisateurs de la voirie.

Et donc je voudrais intervenir en faveur de la sécurité des cyclistes, parce qu'installer des bandes cyclables décalées avec, d'un côté, la circulation et, de l'autre, les portières des véhicules en stationnement, nous semble vraiment une mauvaise solution et une solution dangereuse pour les cyclistes.

Or, cette solution nous est proposée et M. NAJDOVSKI a cité un certain nombre d'emplacements, donc je ne vais pas les citer à nouveau ; c'est une solution qui ne nous semble pas bonne et nous ne pouvons pas nous contenter de la réponse qui consiste à dire que là où le système est déjà installé, par exemple boulevard de Grenelle ou boulevard Exelmans, on n'a pas dénombré d'accidents supplémentaires ; est-ce qu'il faut des accidents pour rendre la vie plus dangereuse ? Non ! Il faudrait vraiment constater que c'est une mauvaise pratique et une mauvaise décision. Pour rendre la pratique du vélo plus sûre, ce n'est certainement pas ainsi qu'il faut procéder.

Il vaut mieux une révision des arbitrages que nous demandons ; plutôt qu'un effet de manche aux kilomètres de bandes cyclables, nous préférons des trajets sécurisés qui soient préservés de la circulation générale et soucieux, ainsi, de permettre aux pratiquants d'arriver à bon port.

De même, il reste des questions souvent posées et pas résolues. Celle, par exemple, en matière de sécurité routière, des tourne à droite pour les autres véhicules motorisés à la sortie des ponts et qui coupent perpendiculairement une bande cyclable.

Nous venons d'ailleurs de recevoir un document général d'orientations pour la sécurité à Paris pour les années 2009-2012. Nous avons, avec une certaine surprise, reçu ce document et constaté que nous avions été totalement tenus à l'écart de la préparation dudit document, comme si la sécurité routière n'intéressait pas l'ensemble des conseillers de Paris.

Si, néanmoins, comme il est indiqué dans ce document, la Ville de Paris en venait à créer un comité de pilotage, d'animation et de suivi "de la politique de sécurité routière à Paris", il est fort vraisemblable que l'ensemble des groupes serait intéressé.

Nous voterons donc pour ce projet de délibération, mais nous vous demandons de tenir compte des réserves que nous émettons en faveur d'une meilleure sécurité.

M. Denis BAUPIN, adjoint, président. - Merci, Madame DOUVIN.

Pour vous répondre, je donne la parole à Mme LEPETIT.

Mme Annick LEPETIT, adjointe, au nom de la 3e Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

Tout d'abord, peut-être pour remettre les choses dans leur contexte, le projet de délibération qui est sous nos yeux permet d'autoriser M. le Maire de Paris à signer avec la Région un contrat dit "Réseau vert" d'une durée de 3 ans, 2009-2011, et d'approuver le programme 2009 d'aménagements cyclables et de création de stationnement, ce qui autorisera, de fait, le Maire à solliciter les subventions correspondantes, puisque c'est le cadre et c'est justement l'essence même du contrat "Réseau vert" signé avec la Région.

Deuxièmement, je voudrais rassurer M. NAJDOVSKI sur la généralisation des doubles sens cyclables puisqu'effectivement, il l'a rappelé, un décret ministériel est paru l'été dernier. La Municipalité parisienne, bien sûr, s'inscrit pleinement dans la généralisation des doubles sens cyclables. Et d'ailleurs, dans le projet de délibération que je vous propose de voter, la première phase de généralisation est inscrite.

Les arrondissements concernés s'étaient inscrits depuis longtemps dans cette politique et nous avons eu avec eux un certain nombre de réunions techniques : les 2e, 11e, 18e et 20e arrondissements où commenceront les premiers aménagements cyclables. Nous poursuivrons en 2010 dans les autres arrondissements. Et cela nous le verrons dans le cadre du schéma d'orientation du réseau cyclable que nous sommes en train de remettre à jour et pour lequel nous aurons une discussion à l'automne, en septembre ou en octobre à un prochain Conseil de Paris et nous pourrons élargir nos débats sur le réseau cyclable parisien et la sécurité des pistes cyclables, entre autres. Mais en tout état de cause, sachez que toutes les pistes cyclables qui sont évoquées dans cette délibération seront et sont en train, d'ailleurs, d'être discutées avec les arrondissements.

Puisque Mme DOUVIN est intervenue, je lui rappelle qu'il y a eu une réunion le 2 juillet avec la mairie du 17e pour justement étudier de près l'aménagement qui concerne la rue de Rome et donc nous aurons l'occasion, bien sûr, d'en reparler.

Le détail des programmes 2010 et 2011 sera élaboré, bien sûr, en cohérence avec ce schéma d'orientation et nous aurons l'occasion d'y revenir.

En tout état de cause, sachez que non seulement notre volonté est intacte mais surtout que nous souhaitons être précurseurs dans ce domaine. Au-delà du linéaire, nous allons travailler sur la sécurité sur des pistes cyclables. Cela concerne quelquefois un lien entre deux avenues ou entre deux rues, un lien sur un carrefour, parce qu'il est clair qu'à Paris, on le voit, quand on pratique le vélo, nous avons des pistes cyclables qui quelquefois s'arrêtent un peu au milieu d'un carrefour ou avant un pont et posent des problèmes aux cyclistes et notamment des problèmes de sécurité.

Donc, nous aurons ce débat puisqu'encore une fois, rien ne sera fait sans la concertation. Mais je vous invite à ce que nous soyons tous précis dans ce domaine. En tout cas, je parle du domaine de la sécurité, je suis heureuse car nous avions eu ce débat il y a quelques mois quand nous avions fait une campagne sur le partage de l'espace public où je considérais que chacun était responsable - qu'il soit conducteur de vélo ou conducteur d'auto, conducteur de deux-roues à moteur ou piéton - de la sécurité de l'autre et qu'il s'agissait de mieux partager l'espace public.

A l'époque, tout le monde n'était pas sur cette ligne. En tout cas, en entendant les deux intervenants, je vois que la sécurité pour les cyclistes est mise en avant. Je m'en réjouis car toutes les campagnes de sensibilisation et tous les aménagements les plus précis que nous ferons n'empêcheront jamais le non respect des règles de conduite. C'est vrai que c'est de la pédagogie, qu'il faut le répéter, profitons de ce débat pour le faire. En tout état de cause, cette délibération propose des aménagements qui, à mon avis, sous condition d'être encore débattus avec les élus d'arrondissement sont parfaitement sécurisés.

M. Denis BAUPIN, adjoint, président. - Sauf erreur, vous n'avez pas donné votre avis sur le vœu.

Mme Annick LEPETIT, adjointe, rapporteure. - Excusez-moi, j'ai un petit peu répondu à Christophe NAJDOVSKI, en tout cas sur la première partie de son vœu. Il est difficile d'adopter le vœu qu'il nous propose dans la mesure où l'ensemble des aménagements n'ont pas encore été définis. C'est d'ailleurs, je crois, la raison pour laquelle le Conseil d'arrondissement du 12e n'a pas adopté ce vœu.

Et en ce qui concerne plus précisément la fermeture à la circulation de certaines voies autour du lac de Gravelle, je lui réponds que, premièrement, il faut que nous mesurions les reports de trafic même si, bien sûr, l'idée est séduisante et on a eu l'occasion d'en discuter lors de la 3e Commission. Et deuxièmement, les élus parisiens ne peuvent prendre unilatéralement une telle décision car nous devons nous concerter avec les communes voisines, notamment à travers le Comité des bois auquel participent les communes de Joinville-le-Pont, de Saint-Mandé, de Charenton-le-Pont, etc., qui donneront leur avis sur la proposition qui est faite dans ce vœu.

Je propose que nous revoyions cela à la rentrée au moment de la présentation du schéma d'orientation du réseau cyclable parisien.

M. Denis BAUPIN, adjoint, président. - Monsieur NAJDOVSKI, vous avez la parole.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint. - Oui, je veux bien prendre acte de l'engagement d'Annick LEPETIT et de l'Exécutif sur le fait que la question du prolongement de la piste Gravelle sera mise à l'ordre du jour de la révision du schéma directeur qui est en cours. Donc, très bien.

Sur la question de la fermeture des portions de voie à la circulation, situées dans le Bois de Vincennes, je voulais simplement dire que justement l'idée, c'est de les mettre à l'ordre du jour d'une prochaine réunion du Comité des bois dans lequel siègent les communes limitrophes. Donc, dans la mesure où cette question peut être mise à l'ordre du jour, bien entendu, il s'agit de reconcerter avec elles. Je demandais simplement une étude, mais je veux bien également, là encore, en prendre acte, à condition que cette question soit tout simplement étudiée et, ensuite, débattue.

Donc, Je retire mon vœu.

M. Denis BAUPIN, adjoint, président. - Alors, il y a deux demandes d'explication de vote dont M. GAREL pour le groupe "Les Verts".

M. Sylvain GAREL. - Merci, Monsieur le Maire.

Bien sûr, nous allons voter ce projet de délibération. Et nous nous réjouissons des avancées pour le vélo qu'elle contient, même si nous regrettons que le vœu de Christophe NAJDOVSKI n'ait pu être voté immédiatement.

Cela dit, quand même, sur les contresens cyclables, nous regrettons qu'il ait fallu quand même beaucoup de temps pour que cela se mette en place. C'est une décision qui maintenant date d'il y a un an. Il y a six mois, nous avons voté un vœu pour que cela soit expérimenté sur la Butte Montmartre. Pour l'instant, il ne s'est encore rien passé.

Je ne voudrais pas que d'études en consultations, en Conseil, en réunion de comité, etc., on perde beaucoup de temps. Il faut aller vite. On le voit, il y a de plus en plus de gens qui utilisent le vélo. Cela se voit maintenant à l'oeil nu, surtout avec les beaux jours et il faut mettre à la disposition des cyclistes, très rapidement, des moyens de circuler en sécurité dans Paris.

Je vous remercie.

M. Denis BAUPIN, adjoint, président. - Merci, Monsieur GAREL.

Madame CUIGNACHE-GALLOIS, vous avez la parole.

Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS. - Monsieur le Maire, nous voulons simplement dire que nous approuvons totalement cette délibération qui nous paraît empreinte de bon sens. C'est effectivement une bonne décision pour les cyclistes et qui nous paraît sécuritaire.

Effectivement, moi, à l'inverse de ce que vient d'être dit, je pense qu'il faudra beaucoup de pragmatisme pour la mettre sur pied. Et, éventuellement, s'il y a des endroits où cela ne s'avère pas forcément heureux, je crois qu'il faudra que l'on sache, à ce moment-là, décider à tel ou tel endroit que l'on pourrait modifier ces itinéraires mais, sur le principe, nous sommes totalement favorables à ces itinéraires et nous le voterons.

M. Denis BAUPIN, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DVD 101.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2009, DVD 101).

2009, DVD 178 - Approbation du principe d'aménagement de la place de la République à Paris (3e, 10e et 11e) dans le cadre de la maîtrise d'oeuvre suite à concours et approbation des objectifs du programme résultant de la première phase de concertation du 15 décembre 2008 au 15 mars 2009.

M. Denis BAUPIN, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DVD 178 relatif à l'approbation du principe d'aménagement de la place de la République à Paris (3e, 10e et 11e) dans le cadre de la maîtrise d'oeuvre suite à concours et approbation des objectifs du programme résultant de la première phase de concertation du 15 décembre 2008 au 15 mars 2009, sur lequel le groupe U.M.P.P.A. a déposé les amendements n^{os} 83 et 84.

Je donne, pour commencer, la parole à M. AIDENBAUM.

M. Pierre AIDENBAUM, maire du 3e arrondissement. - Monsieur le Maire, je voudrais témoigner et me faire, à cet égard, le porte-parole également des maires du 10e et du 11e arrondissement, pour dire combien la qualité de la concertation sur la place de la République a été bonne et les moyens mis en œuvre pour que chacun puisse s'exprimer, proposer et répondre à la question qui était posée : quelle place de la République voulons-nous pour demain ?

Et je tiens personnellement à remercier Annick LEPETIT et toute son équipe pour toute cette période.

Par cette question et par les contributions remises, s'est exprimée la volonté de redonner à ce lieu sa vocation d'une grande place de Paris et d'en faire un espace de haute qualité urbaine.

Grâce à une information qualitative et à la mobilisation soulevée par un tel projet, la concertation a été riche et originale. Elle s'est poursuivie au plan parisien comme au plan local avec tous, et ce, de différentes façons : contribution en ligne, registre en mairie, expositions fixes et itinérantes, marche commentée avec des élus mais aussi des riverains, des personnes à mobilité réduite, des jeunes, permanences enfin qui ont été tenues dans les mairies d'arrondissement et en particulier dans la mairie du 3e, sous l'égide de l'ALU 3, l'Atelier Local d'Urbanisme, qui a aidé les gens à réfléchir à ce projet.

Le 3e a pris naturellement toute sa part à initier une commission inter-conseils de quartier qui ont beaucoup travaillé sur ce projet. Cela a été un exemple de démocratie participative tout à fait exemplaire. Toutes les instances locales ont souhaité y participer et j'en veux pour preuve la restitution du Conseil local du handicap du 3e, par exemple, et du Conseil de la jeunesse de l'Atelier Local d'Urbanisme - j'en ai parlé il y a quelques instants - mais aussi d'associations de commerçants.

Et ne nous y trompons pas, au-delà du succès que traduit l'engouement pour cette concertation, c'est l'intérêt des Parisiens pour l'un des lieux les plus symboliques de la Capitale qui s'est ainsi affirmé ainsi que le désir profond d'être associés au développement urbain de demain.

Je terminerai sur les multiples préconisations, dans les grandes lignes, qui se sont fait jour, qui ont été regroupées par thème et qui ont été prises en compte dans le programme.

Tout d'abord, un lieu symbolique, un espace de manifestation et d'événements pour Paris.

Un espace de convivialité, de rencontre, d'animation, de solidarité pour tous les usagers de la place, que ce soit sur des terrasses, des jardins, des animations culturelles, manèges, marché.

Une place où sera donnée une priorité aux piétons.

Une place de cohabitation pacifique de tous les modes de transport qui ne prennent pas toute la place ; je pense naturellement au métro, aux bus, aux voitures, aux taxis, aux livraisons, aux autocars, aux motos et, surtout, comme je le disais, aux piétons et aux vélos.

Enfin, j'ajouterai qu'il nous appartiendra de faire vivre ce projet tout au long de sa réalisation et qu'il m'apparaît nécessaire que soient organisés des points d'étape, des expositions s'adressant à toutes celles et à tous ceux qui se sont mobilisés sur ce projet.

Je voulais terminer juste sur un point qui a été soulevé, qui avait été le fait qu'une soi-disant expérimentation avait été faite par un élu U.M.P. du 10e arrondissement qui, un matin, a bloqué toute la place de la République. Je voulais… hélas, cela s'adressera plutôt à M. le Préfet de police puisqu'en conseil d'arrondissement, l'élu U.M.P. du 3e arrondissement a fait savoir que cette manifestation, qui a bloqué la place pendant plus d'une heure, a été faite avec l'accord du Préfet de police.

Je voulais simplement le signaler pour m'étonner de l'accord du Préfet de police. Peut-être en saurai-je plus après que M. le Préfet de police m'ait répondu.

Je vous remercie.

(M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, remplace M. Denis BAUPIN au fauteuil de la présidence).

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Je donne la parole à M. BAUPIN.

M. Denis BAUPIN, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Je voulais intervenir à mon tour pour souligner l'importance du réaménagement de la place de la République, sur lequel nous avions déposé un vœu à un précédent Conseil, pour souhaiter que réellement ce réaménagement de la place de la République soit à la hauteur des attentes de nos concitoyens. C'est un projet auquel nous avions déjà pensé au cours de la précédente mandature et qui concerne, évidemment, une place extrêmement importante, névralgique dans l'organisation de l'espace et qui est aujourd'hui extrêmement perturbée par des flux automobiles très importants.

Donc, l'idée de faire se rejoindre les deux terre-pleins centraux de la place de la République pour en faire un seul terre-plein et en faire réellement une place est une étape importante, de même que l'élargissement des trottoirs autour de la place sont des éléments qui vont permettre de faire en sorte que ce qui était devenu simplement un carrefour puisse ressembler plus fortement à une place.

Il est important aussi que cette place permette aux transports collectifs de se déplacer dans de meilleures conditions. Beaucoup de lignes Mobilien et de lignes de bus circulent sur la place de la République.

Cela va permettre aussi de prolonger le travail qui a été fait sur le boulevard de Magenta, qui a permis de réduire de façon importante la circulation automobile et d'améliorer le déplacement des transports collectifs, des bus notamment, des taxis, des cyclistes et puis d'améliorer la qualité de vie sur le boulevard de Magenta, d'améliorer d'ailleurs la commercialité aussi sur ce boulevard. Contrairement à ce que l'on peut lire ici ou là, il y a plus de commerces aujourd'hui qui fonctionnent sur ce boulevard.

C'est un projet en lien avec la remise à double sens des grands boulevards et donc qui doit évidemment intégrer dès maintenant la possibilité de cette remise à double sens.

Enfin, je me permets d'ajouter qu'il faut intégrer, dans cette réflexion aussi, le fait que, si un jour, comme on peut l'espérer, puisque c'est au Plan de déplacements de Paris, un tramway des gares se mettait en place, il aurait vocation à passer par la place de la République, très probablement entre la Gare de Lyon, la Gare de l'Est et la Gare du Nord… Très probablement, il aurait vocation à passer sur la place de la République et sur le boulevard de Magenta en utilisant les boulevards Beaumarchais, Filles du Calvaire et du Temple, entre les deux.

Il y a donc, dans la réflexion que l'on doit prendre en compte, aussi la possibilité qu'à terme on puisse aller encore plus loin dans le fait de donner la priorité sur cette place aux déplacements alternatifs par rapport à l'automobile.

Merci.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - La parole est à Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS.

Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS. - Monsieur le Maire, mes chers collègues.

Nous pensons aussi que la place de la République mérite des efforts d'aménagement. Elle est, en effet, difficilement lisible pour les piétons et aussi pour les automobilistes qui sont souvent perdus dans leur direction par un défaut de signalisation. C'est une place qui demande à être plus accueillante. Elle est sale et, malheureusement, parfois abandonnée aux squatteurs, actuellement en tout cas, en raison du squat de la Bourse du Travail. Il faut, avant toute chose, se préoccuper de ces deux points.

Dans l'exposé des motifs, vous indiquez que sa perception dans la ville est restée celle d'un espace circulatoire que l'on traverse.

Je peux comprendre votre volonté d'en faire aussi un lieu où l'on s'arrête, mais comment peut-on reconnaître qu'il s'agit d'un axe important de circulation et ne pas en tenir compte dans les objectifs retenus ?

Au lieu de procéder à un réaménagement pragmatique et de bon sens, vous entendez en changer la nature par dogmatisme. Croyez-vous réellement qu'en favorisant les bouchons place de la République, on pourra y apporter une quelconque amélioration ?

Parce que, avec les objectifs retenus et les orientations de projet qu'ils impliquent, ce sont les embouteillages qui en seront les principales conséquences.

Le test grandeur nature mené en mai par Serge FEDERBUSCH en a donné les signes avant-coureurs.

(Mouvements divers sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

Oui, c'est vrai ! Oui.

Ecoutez, c'était un test et il s'est avéré...

Lorsque l'on s'attaque à un site de cette ampleur, je crois...

(Mouvements divers sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

Lorsque l'on s'attaque à un site de cette ampleur, je crois effectivement que la mise en place préalable de tests prolongés constitue une étape indispensable. Elle permettrait d'éclairer de façon décisive la phase de concertation et d'éviter de se lancer dans une mauvaise direction.

Alors, bien entendu, il est possible de trouver une meilleure organisation de la place de la République, d'y faciliter un meilleur partage entre les automobilistes, les piétons et les cyclistes, mais je crois qu'il faut savoir tenir compte des réalités propres à une grande Capitale et de la nécessité de certains axes de circulation pour traverser Paris.

Pour conclure, je voudrais signaler que je trouve assez cocasse que les mairies de la majorité municipale des 3e et 4e arrondissements étudient la réouverture à la circulation d'une partie de la rue Rambuteau, qui est piétonne depuis 1977, tandis que dans le même temps, l'Exécutif entend changer la destination de la place de la République, qui est un espace circulatoire important depuis le XIXe siècle.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes Centre et Indépendants et U.M.P.P.A.).

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - La parole est à M. François VAUGLIN, pour le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés.

M. François VAUGLIN. - Ce projet de délibération rappelle le propos de Louis Bonnier sur la place de la République, qui considérait en 1910 que "l'on s'était borné à l'installation d'une statue et de quatre mâts décoratifs sans qu'il n'ait rien été essayé pour le cadre architectural". Je crois que nous avons là source d'inspiration sur le travail qui nous attend.

Pourtant, s'il est un lieu de l'Est parisien où l'histoire et l'architecture, le patrimoine et les usages populaires ont rendez-vous, c'est à la République, et c'est un joli symbole.

Je ne reviens pas sur le constat : une place presque entièrement vouée à la voiture au mépris de son patrimoine, des cyclistes, et plus encore des piétons ; tout cela vient d'être évoqué.

Mais à mon tour, je voudrais saluer la démarche engagée par l'Exécutif et par Annick LEPETIT, et plus particulièrement la concertation nourrie et variée, d'autant plus exemplaire qu'elle a permis de mettre en évidence un consensus autour du diagnostic et des enjeux partagés.

Donc, créer un lieu de convivialité et d'échanges, favoriser et sécuriser les circulations douces, clarifier les liaisons dessus/dessous, tisser les liens avec les quartiers environnants - cela me semble être un point très important -, et bien sûr, mettre en valeur le patrimoine.

Les objectifs portés par ce projet de délibération répondent pleinement à cet enjeu.

Je souhaite y ajouter un vœu qui m'est cher car nous partageons le souhait d'améliorer le paysage urbain et les circulations douces. Alors, saisissons cette occasion pour que les espaces verts y soient ouverts et non fermés, ce qui est une spécialité parisienne qui ne ferait que reproduire le cloisonnement de l'espace.

Apportons un soin particulier aux enseignes et affichages autour de la place, car leur qualité actuelle ne contribue pas à la mise en valeur du patrimoine architectural, ni même à la commercialité des lieux, car cette place a aussi une fonction commerciale et économique.

Ouvrons le paysage urbain sur les superbes perspectives qui existent depuis cette place mais qui sont actuellement inaccessibles aux promeneurs.

Il est possible de relever l'ensemble de ces défis. La très belle et ambitieuse rénovation de la place des Terreaux à Lyon, conduite par Christian DREVET et Daniel BUREN, nous montre le chemin.

Face à l'histoire, et en présence d'un tel patrimoine, pour réussir à embellir, mes chers collègues, il faut oser !

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - La parole est à Mme Claude-Annick TISSOT, pour le groupe U.M.P.P.A.

Mme Claude-Annick TISSOT. - Merci, Monsieur le Maire.

Si vous le permettez, dans mon intervention, je présenterai également les deux amendements que nous souhaitons déposer sur le projet de délibération.

Je commencerai par rappeler, bien sûr, l'adhésion totale des élus U.M.P.P.A. au réaménagement de la place de la République. D'ailleurs, ma participation personnelle au jury de concours aux côtés de M. AIDENBAUM ou de M. BLOCHE, qui a récemment sélectionné les cinq candidats appelés à présenter un projet, en témoigne.

Néanmoins, que constatons-nous ?

Si les attendus de ce projet de délibération mettent en exergue le consensus autour du diagnostic et des enjeux de cet aménagement, il passe carrément à la trappe les mises en garde et les suggestions de l'opposition municipale.

Jetée aux oubliettes, l'opposition municipale ! Tant pis pour la concertation que vient de louer M. AIDENBAUM sur ce projet, et tant pis pour la démocratie, me direz-vous…

Voilà pourquoi vous nous permettrez de rappeler une nouvelle fois devant notre Conseil la revendication forte qui est la nôtre, à savoir la nécessité d'une expérimentation de tout projet d'aménagement de l'espace public avant sa mise en œuvre.

Pour nous, il s'agit là d'une mesure de précaution qui nous paraît plus qu'essentielle afin d'éviter de rééditer le fameux fiasco de l'aménagement du boulevard Magenta qui, je le rappelle, comme je l'ai rappelé au dernier Conseil, en six ans, a été réaménagé trois fois en raison de sa dangerosité, avec un coût financier supplémentaire pour les Parisiens inadmissible, Monsieur BAUPIN.

Pour le réaménagement de la place de la République, toutes les hypothèses proposées par l'Exécutif dans les réunions publiques et le dossier de concours conduisent à fermer une part importante de la chaussée à la circulation, et en particulier, Monsieur BAUPIN, à neutraliser la traversée nord/sud.

Monsieur BAUPIN, vous l'avez d'ailleurs confirmé il y a quelques minutes : votre souhait est de réaliser un terre-plein central. Toutes les options tournent autour de cet aménagement privilégié.

Et à cette option que vous venez donc de confirmer, nous disons : danger !

Monsieur AIDENBAUM, je regrette que vous n'ayez pas - j'ai vu dans la presse que vous vous interrogiez sur les reports de la circulation de ce futur projet dans les quartiers avoisinants - été à nos côtés lors de la simulation que nous avons effectivement organisée le mardi 16 juin de 8 heures 30 à 9 heures 15, c'est-à-dire pendant 45 minutes, et qui a démontré, croyez-moi, Monsieur AIDENBAUM, que la suppression du carrefour giratoire central, qui permet donc de traverser la place du Nord au Sud et d'éviter d'en faire le tour a provoqué en quelques minutes - c'est bien simple : en dix minutes - une paralysie totale de la circulation et a engendré avec des embouteillages indescriptibles la saturation des rues adjacentes.

Donc la réponse aux questions que vous vous étiez posées dans la presse, vous les auriez trouvées ce matin-là.

Au risque de me répéter, Monsieur le Maire, je poserai toujours la même question : pourquoi donc cette obstination de l'Exécutif à vouloir refuser toute expérimentation pourtant ni coûteuse, ni difficile à mettre en œuvre ? On l'a vu mardi matin. D'ailleurs, je peux vous donner la réponse de la Préfecture de police : il y avait effectivement des policiers à nos côtés au moment où nous avons bloqué la circulation centrale de la place de la République.

M. Pierre AIDENBAUM, maire du 3e arrondissement. - La police vous a aidé à bloquer.

Mme Claude-Annick TISSOT. - A cette question qui reste sans réponse, Monsieur AIDENBAUM, à ce refus délibérément obstiné, nous proposons donc, je dirais, avec la même obstination, deux amendements à l'article premier de ce projet de délibération.

Premier amendement, il s'agit d'ajouter : le principe de l'expérimentation des cinq solutions proposées par les équipes avant le choix du lauréat final est acté. Il s'agit donc de tester chacun des projets avant que le jury ne se prononce sur son choix.

Deuxième amendement, il s'agit, toujours dans le même état d'esprit, d'ajouter : l'arrêté pris par le Préfet de police, de mise en application du projet le sera à titre réversible.

Cet additif porte bien sûr, cette fois-ci sur le projet final.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Pouvez-vous conclure, s'il vous plaît ?

Mme Claude-Annick TISSOT. - Je conclus en disant solennellement que ces deux amendements reflètent une réelle inquiétude devant la volonté de la Mairie de Paris d'entreprendre le réaménagement de l'une des plus grandes places de la Capitale, sans que la moindre étude préalable fiable n'ait été réalisée.

Voilà ma conclusion, Monsieur le Maire.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Je donne la parole à Mme Annick LEPETIT pour répondre à l'ensemble des orateurs.

Mme Annick LEPETIT, adjointe, au nom de la 3e Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

En tout cas, je me réjouis qu'il y ait eu beaucoup d'inscrits sur ce projet de délibération.

Effectivement, il est important et son objectif principal est de redonner à la place de la République son caractère populaire, convivial, d'intégrer les nouvelles mobilités urbaines, de mieux partager l'espace public et d'incarner les valeurs républicaines.

J'invite tous les conseillers de Paris, et même au-delà, à lire le projet de délibération qui vous est proposé, puisqu'il a le mérite d'être extrêmement clair sur les orientations que nous voulons donner pour l'aménagement de cette grande place parisienne, avec bien sûr le souhait qui est, j'en suis certaine, partagé par beaucoup d'entre nous, de faire une grande place populaire du XXIe siècle digne de ce nom.

Pour cela, je n'y reviendrai pas puisque beaucoup d'intervenants l'ont dit, et notamment les arrondissements riverains, la concertation a été importante pour la bonne raison que beaucoup y ont participé. Enormément de propositions, de remarques ont été faites, à la fois par les conseils de quartier, qui ont travaillé très fortement sous la houlette des trois mairies d'arrondissement mais aussi, au-delà bien sûr des arrondissements concernés par la place de la République. Vous l'avez d'ailleurs dit : "tous les Parisiens, même au-delà, se sentent concernés par cette place, par le futur de cette place". Les contributions, à travers le site Internet de la Ville notamment, ont été tout à fait nombreuses.

Concernant le diagnostic, puisque nous avons commencé la concertation avec comme base le diagnostic, je me rends compte, quelles que soient les sensibilités politiques des uns et des autres, qu'il est largement partagé. Je m'en réjouis, car cela veut dire que malgré les critiques qui peuvent être faites ici ou là sur le sérieux des comptages observés par la Direction de la Voirie et des Déplacements, qu'en tout cas le diagnostic, dont font partie d'ailleurs les comptages, a été approuvé non seulement par les élus mais aussi par les habitants.

C'est en partant de ce diagnostic que nous avons souhaité mettre en place un jury de concours. Vous y faisiez allusion tout à l'heure, Madame Claude-Annick TISSOT, puisque vous y participez. Nous avons eu plus de 72 candidatures, ce qui montre que tous les professionnels, les architectes, les urbanistes et les paysagistes sont passionnés par le réaménagement de cette place de la République et nous avons eu beaucoup de dossiers à partir desquels nous avons fait une sélection de cinq équipes. Nous aurons d'ici la fin de l'année - le jury en tout cas devra se prononcer - à choisir une équipe qui sera celle qui travaillera sur l'aménagement proprement dit de la place.

Nous aurons donc au préalable cinq préprojets, cinq esquisses, qui tiendront compte non seulement des orientations inscrites dans ce projet de délibération, mais aussi de toute la matière grise que la concertation a produite puisque nous avons mis en annexe toutes les propositions de nos concitoyens.

Je crois qu'en matière de travail, nous ne pouvons pas aujourd'hui, mais nous aurons l'occasion d'en reparler, dire que tel ou tel aménagement a été choisi, dire que d'emblée les voitures ne pourront plus y circuler ou que tel ou tel n'aura pas sa place, parce que pour le moment les projets sont loin d'être finalisés. Mais ce qui compte, c'est bien évidemment le travail de base que nous donnons aux équipes qui vont nous restituer leur réflexion sur le futur aménagement.

Je vais répondre aux deux amendements, même si j'ai commencé un peu à le faire. Ces deux amendements sont donc proposés par le groupe U.M.P.P.A.

D'abord, concernant l'expérimentation, vous avez fait une simulation - cela m'étonne de vous, compte tenu de vos propos souvent un peu donneurs de leçons concernant le respect des règles - vous avez décidé de bloquer un matin, même si cela n'a pas été très long, j'en conviens, la circulation place de la République, comme cela au détriment de l'information des Parisiens.

C'est quand même quelque chose d'un peu curieux, et je sais que, ici, certains se réjouiront du fait que vous pouvez comme cela enfreindre certaines règles. Ensuite, je le dis gentiment, mais cette simulation fait quand même sourire tous les techniciens de la Direction de la Voirie et des Déplacements, et bien sûr la Préfecture de police, parce qu'elle n'a pas de signification proprement dit.

Si dans n'importe quel espace parisien aujourd'hui, ou non parisien d'ailleurs, on s'amuse tout à coup, sans prévenir, à bloquer la circulation, c'est clair que vous allez créer un embouteillage surtout à 8 heures du matin. Et cette simulation n'a rien à voir, mais strictement rien à voir avec des projets d'aménagement. Quand vous faites des projets d'aménagement, vous ne regardez pas uniquement le prisme de l'automobile.

Ce que je me permets de vous reprocher un petit peu, c'est que vous l'avez fait à coup de conférences de presse, de communiqués pour dire que la circulation en tant que telle n'était pas prise en compte ou pas bien prise en compte et que vous nous demandez une expérimentation. Mais votre expérimentation porte uniquement sur la circulation des voitures. Pourquoi partir à chaque fois - puisque vous faite le même amendement pour la place de Clichy - de la question de la voiture ? Comme si c'était l'alpha et l'oméga de l'aménagement parisien, ou même de la circulation parisienne ?

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste et élus du Parti de gauche, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

Vous êtes vous-mêmes contradictoires. On le voit à travers les votes que vous avez faits, que ce soit pour le tramway, que ce soit pour les pistes cyclables. Je le sais pour avoir rencontré les vingt maires d'arrondissement. Tous les maires aujourd'hui demandent à avoir des pistes cyclables et donc une place de la voiture réduite, par rapport à ce qu'elle était hier, ou même encore aujourd'hui.

Donc, pourquoi tout à coup, dès lors qu'il s'agit d'aménagement de places, certes conséquents, faut-il systématiquement partir de la place de la voiture ? D'autant qu'il n'a jamais été question que la place de la République soit totalement fermée à la voiture ou dédiée uniquement aux piétons. En revanche, et c'est la moindre des choses, il faut que les piétons, les vélos, la convivialité dont nous parlions les uns et les autres, puissent devenir prioritaires sur cette place de la République.

Excusez-moi, Monsieur le Maire, c'est vrai je suis longue mais c'est parce que ce débat nous passionne tous et qu'il est important. Nous aurons l'occasion, c'est certain, d'y revenir.

Je n'ai pas répondu au deuxième amendement qui demande un arrêté réversible du Préfet. J'ignorais jusqu'à ce jour que nous pouvions rendre réversible les arrêtés. Donc, bien sûr je demande le retrait de cet amendement, qui ne paraît pas franchement très clair du point de vue réglementaire.

J'ajoute quand même - peut-être que M. le Représentant du Préfet de police voudra le dire lui-même - mais que la Préfecture de police en tant que telle est représentée dans le jury, et elle sera présente dans le choix de l'équipe qui réalisera définitivement l'aménagement de la place.

Enfin, si je peux encore rassurer pour que ce projet de délibération soit voté unanimement, dans le programme nous avons également repris les contraintes liées aux véhicules de secours et aux véhicules prioritaires. Je le souligne, parce que cela pouvait être une inquiétude. Je tiens d'ores et déjà à vous dire que ces véhicules prioritaires auront et pourront circuler sur la place de la République.

Quant au reste, encore une fois, laissons travailler les professionnels. Et je suis absolument certaine que les uns et les autres voudront contribuer et donner leur avis au retour que nous aurons de l'équipe choisie.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Je donne la parole à M. le Préfet de police.

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - Merci, Monsieur le Maire.

Effectivement, la Préfecture de police suit ce dossier avec un intérêt très étroit, d'autant plus qu'il s'agit d'une des voies de compétence préfectorale et d'un noeud important de communication, et située elle-même entre des voies de compétence préfectorale.

Ultérieurement, mais uniquement en temps opportuns, le Préfet devra donner son avis et prendre un arrêté pour régir les règles de la circulation. Pour l'instant, il apprécie ce dossier et l'appréhende sans aucun préjugé ni a priori.

Le Préfet de police remercie la Ville de Paris d'avoir bien voulu l'associer à la préparation et à la consultation, notamment à travers un siège au sein du jury, qui est chargé de retenir le coordinateur de la maîtrise d'œuvre. Il est clair que la participation à ce jury ne vaudra pas avis définitif du Préfet de police, mais il est très important que l'on travaille de manière très étroite, afin d'éviter tout malentendu et tout décalage.

Simplement, je voudrais également préciser que sur la question de la manifestation, comme toutes les manifestations, celle qui a été déclarée - comme cela devrait être le cas pour toutes les manifestations… Il y a eu plusieurs dizaines de manifestations sur la place de la République depuis le début de l'année, aucune n'a été interdite ; il n'y avait aucun motif juridique d'interdire celle-ci. C'est un rassemblement qui a été déclaré, il a un peu débordé sur la voie publique et je précise que les policiers qui étaient présents n'étaient pas aux côtés des manifestants, ils encadraient la manifestation pour des raisons d'ordre public.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Je mets d'abord aux voix, à main levée, la proposition d'amendement n° 83 déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition d'amendement n° 83 est repoussée.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition d'amendement n° 84 déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition d'amendement n° 84 est repoussée.

Mme Claude-Annick TISSOT. - Une explication de vote.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Il y a eu la réponse de l'Exécutif, Madame. Là, nous en sommes au vote ; on ne peut pas faire d'explication de vote pendant le vote.

Nous avons commencé les procédures de vote…

M. Jean-François LAMOUR. - Vous pouvez lui laisser deux secondes !

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Très rapidement, 30 secondes.

Allez-y, Madame !

M. Jean-François LAMOUR. - Merci.

Mme Claude-Annick TISSOT. - Monsieur le Maire, une explication de vote sur ce projet de délibération.

Je trouve que la façon dont l'opposition est traitée est tout à fait exécrable, un bon exemple de la façon dont vous traitez l'opposition municipale et notre groupe votera contre ce projet de délibération.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DVD 178.

Qui est pour ?

Contre ?

Les groupe U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants.

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2009, DVD 178).

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

Désignation de représentants du Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal, dans divers organismes.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Mes chers collègues, je vous propose de procéder à la désignation, au scrutin secret, des représentants du Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal, dans les organismes suivants :

Jury appelé à procéder à la sélection du maître d'œuvre qui sera chargé de la construction d'un ensemble d'équipements composé d'une école polyvalente de 12 classes, d'un collège de 24 divisions, d'un gymnase, de deux salles de sport et d'un lieu d'appel des agents de la propreté, 141 à 153, boulevard Macdonald (19e) (R. 41) :

Titulaires :

M. Roger MADEC ;

Mme Colombe BROSSEL ;

M. Ian BROSSAT ;

M. Jean-Jacques GIANNESINI ;

Mme Anne-Constance ONGHENA.

Suppléants :

M. François DAGNAUD ;

Mme Halima JEMNI ;

M. Pierre MANSAT ;

Mme Claude-Annick TISSOT ;

Mme Delphine BURKLI.

Jury relatif à la passation d'un marché de maîtrise d'œuvre urbaine sur le secteur d'aménagement "Bercy-Charenton" (12e) (R. 42) :

Titulaires :

Mme Michèle BLUMENTHAL ;

Mme Annick LEPETIT ;

M. Pierre MANSAT ;

M. Patrick TREMEGE ;

M. Pierre-Yves BOURNAZEL.

Suppléants :

M. Christian SAUTTER ;

M. Christophe NAJDOVSKI ;

M. Alain LHOSTIS ;

Mme Christine LAGARDE ;

Mme Claude-Annick TISSOT.

Commission spéciale en vue de l'analyse des propositions et l'audition des candidats à la conclusion des conventions d'occupation temporaire du domaine public pour l'exploitation des centres sportifs Jean-Bouin et Géo-André (16e) (R. 44) :

Mme Anne HIDALGO ;

M. Jean VUILLERMOZ ;

M. Pierre MANSAT ;

M. Jean-Yves MANO ;

Mme Marie Annick BARTHE ;

M. Julien BARGETON ;

M. Gilles ALAYRAC ;

Mme Isabelle GACHET ;

M. Daniel MARCOVITCH ;

M. Ian BROSSAT ;

M. Yves CONTASSOT ;

Mme Liliane CAPELLE ;

M. Claude GOASGUEN ;

M. Bernard DEBRE ;

Mme Danièle GIAZZI ;

Mme Céline BOULAY-ESPERONNIER ;

M. Pierre AURIACOMBE ;

M. Pierre GABORIAU ;

Mme Valérie SACHS.

Commission d'appel d'offres du Groupement de commandes pour la réalisation d'études sur le secteur d'aménagement "Bercy Charenton" (12e) (R. 45) :

Titulaire :

Mme Camille MONTACIÉ.

Suppléant :

M. Julien BARGETON.

Commission d'appel d'offres du Groupement de commandes pour la passation de marchés de maîtrise d'œuvre et d'études et diagnostics complémentaires aux fins de conception de l'opération d'aménagement des berges du canal de Saint-Denis entre le rond point des Canaux à Paris et le pont de Stains à Aubervilliers (R. 46) :

Titulaire :

Mme Camille MONTACIÉ.

Suppléant :

M. Julien BARGETON.

Y a-t-il d'autres candidatures ?

Il n'y en a pas.

Le scrutin est ouvert.

(Les votes sont recueillis).

2009, DVD 179 - Approbation du principe et des modalités de passation d'un marché de travaux de voirie et d'un marché de travaux d'éclairage public relatifs à l'aménagement de la place de Clichy (8e, 9e, 17e et 18e).

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DVD 179 relatif à l'approbation du principe et des modalités de passation d'un marché de travaux de voirie et d'un marché de travaux d'éclairage public relatifs à l'aménagement de la place de Clichy (8e, 9e, 17e et 18e), sur lequel le groupe U.M.P.P.A. a déposé l'amendement n° 85.

Je donne la parole à M. Jacques BRAVO, maire du 9e arrondissement, pour le groupe socialiste.

M. Jacques BRAVO, maire du 9e arrondissement. - Merci, Monsieur le Maire.

Je fais un rêve, en saluant la qualité du travail de concertation réalisé avec les quatre maires, puisque c'est une des rares places de Paris qui met en jeu quatre arrondissements… Je veux m'exprimer avec les quatre maires concernés et, réciproquement, je crois que chacun aurait pu dire ce que je vais dire.

Je tiens d'abord à saluer les travaux énormes et remarquables de la DVD (Direction de la Voirie et des Déplacements), car dans l'esprit des aménagements déjà réalisés boulevard Rochechouart ou boulevard de Clichy, et malgré une emprise très importante de l'automobile sur la place de Clichy, ces services ont élaboré un projet équilibré qui fait une place très importante aux circulations douces, tout en permettant de fluidifier des flux automobiles.

J'aime bien faire la preuve par neuf sur ce beau projet et j'irai très vite sur neuf satisfecit.

Premièrement, la situation actuelle est jugée inacceptable par tous les participants. Il est temps d'agir.

Deuxièmement, c'est une reconfiguration du terre-plein central dans la continuité de ce qui a été déjà fait sur le boulevard de Clichy et, de l'autre côté, boulevard des Batignolles.

Troisièmement, les trottoirs sont élargis au Sud comme au Nord de la place.

Quatrièmement, la longueur des traversées piétonnes est raccourcie.

Cinquièmement, travail sur l'éclairage public.

Sixièmement, renforcement de la végétalisation.

Septièmement, solution sur le cheminement des cyclistes avec l'accord de leurs associations.

Huitièmement, une meilleure sécurisation.

Enfin, neuvièmement, un dégagement automobile satisfaisant de la part de l'ensemble des participants aux quatre réunions de concertation que nous avons tenues les quatre arrondissements. Je tiens à dire, sur ce terrain, que c'est une concertation tout à fait remarquable et je remercie M. Denis BAUPIN qui avait lancé cette concertation dans la mandature précédente et Annick LEPETIT qui a pris le relais. C'est une vraie concertation avec les acteurs économiques de nos quartiers, les riverains, les parents d'élèves, les quatre mairies d'arrondissement, suivie par une nouvelle phase qui a démarré en novembre 2008 et qui s'est terminée le 28 avril 2009.

Consultation également par le site internet concertation avec la R.A.T.P., avec la Préfecture de police.

Bref, c'est un beau grand projet, c'est une concertation intense et réussie. Pour toutes ces raisons, je veux marquer notre grande satisfaction ; le "notre" n'est pas un pluriel de majesté, certainement celle du maire du 18e, du maire du 9e et dans la réalité des travaux, les maires du 17e et du 8e l'exprimaient également et j'en dirai un mot tout à l'heure.

Je veux marquer notre grande satisfaction de ce projet de délibération qui est l'acte de naissance d'une nouvelle place de Clichy, nouvelle génération, offrant un cadre de vie sans commune mesure avec l'existant à ses riverains et à ses usagers.

Nous avons souhaité un aménagement de qualité pour tous, nous y sommes parvenus et j'invite tous mes collègues à voter ce projet de délibération en vous donnant rendez-vous dans un délai d'un peu plus d'un an pour constater sur place le changement.

Et quelle n'a pas été ma surprise de voir surgir le vœu n° 85, qui parle d'expérimentation avant le début des travaux, de réversibilité, de voir avec le Préfet, etc. ?

Chers collègues, je le dis très simplement, il y a deux types d'expérimentation. Un type d'expérimentation vise des expertises qui demanderaient à être complétées, et je le dis très simplement depuis que l'on travaille sur ce sujet, tout a été entrepris par les services. Donc si c'est une demande de report pour expertise complémentaire, c'est totalement dépassé.

Mais cela peut être aussi un deuxième type d'expérimentation : c'est le report hypocrite, quand on ne veut pas dire oui et que l'on n'ose pas dire non. Moi, je dis oui et je félicite l'Exécutif pour ce très beau grand projet !

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste et élus du Parti de gauche, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - La parole est à Mme Laurence DOUVIN, pour le groupe U.M.P.P.A.

Mme Laurence DOUVIN. - Merci, Monsieur le Maire.

L'aménagement de la place Clichy comporte de nombreux aspects positifs. Il est d'ailleurs, comme le disait M. BRAVO, le fruit d'un long travail qui a réuni les maires des arrondissements concernés, y compris sous la précédente mandature.

Les aspects positifs consistent notamment en un réaménagement urbain nécessaire et plus esthétique, l'élargissement du terre-plein, un éclairage renouvelé, plus de place pour les circulations douces et les piétons.

En ce qui concerne le 17e - je voudrais vous prier d'excuser Brigitte KUSTER qui devait être avec nous, mais comme l'horaire de la Commission a été changé, elle ne peut pas l'être -, nous nous en félicitons et nous rappelons que nous sommes toujours en attente du résultat des études sur la requalification de l'avenue de Clichy et sur la circulation des flux entrants et sortants avec l'avenue de Clichy et l'avenue de Saint-Ouen.

Pour autant, et quand on observe ces plans non plus du seul point de vue d'un arrondissement riverain mais de celui de la circulation parisienne, les choses prennent un autre aspect qui est celui de l'intérêt collectif compris au sens de l'ensemble de Paris et même du Grand Paris.

Là, comme pour la place de la République, il y a d'autres considérations qui entrent en jeu et, parmi elles, la nécessité de ne pas faire de cette place un nœud d'engorgement, comme nous avons pu en voir créés régulièrement ; je prendrai l'exemple des abords de la gare du Nord. Et quand j'entends M. BAUPIN se congratuler du résultat des aménagements du boulevard Magenta, je me dis qu'il est définitivement sur une autre planète que la nôtre.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

Avec la place Clichy, nous sommes proches d'une entrée de Paris. Nous devons donc compter, avec les flux qui découlent de cette simple constatation qui s'impose à nous. Paris n'ayant pas vocation à devenir une forteresse, nos inquiétudes portent sur le débouché de la rue de Douai. En effet, les véhicules ne pourront plus traverser directement la place si les terre-pleins sont réunis ; le passage se fera nécessairement par le boulevard de Clichy déjà plus qu'encombré et imposant le tour de la place. Où est alors le gain s'il doit s'accompagner d'un encombrement permanent générant encore plus de pollution ?

Alors, le principe d'une simulation fait sourire Mme LEPETIT. Eh bien nous estimons, nous, qu'un engorgement définitif est désastreux, est nettement plus grave qu'une simulation d'un moment qui essaie de prouver quelque chose.

Réduire la place de la voiture dans Paris, oui, mais pas n'importe où et pas n'importe comment. Paris n'est pas une bourgade et la place de la République comme la place Clichy sont des points de passage où la fluidité motorisée - je suis désolée - doit être aussi importante ; elle l'est. Le nier est nier la réalité et condamner la Capitale à un immobilisme évidemment dommageable pour les Parisiens, les Franciliens et les visiteurs.

C'est la raison pour laquelle, d'un point vu parisien global, nous émettons des réserves et nous demandons donc que le principe de l'expérimentation et de l'aménagement de la place soit acté et réalisé avant le début des travaux. Il sera si facile alors, mes chers collègues, si l'expérimentation est concluante, de s'en réjouir et de pérenniser les choses. C'est également pour cette raison que le maire du 8e présentera notre amendement.

Enfin, dernier point, en ce qui concerne la sécurité des vélos, je suis étonnée que sur une place aussi encombrée, il soit décidé de faire circuler les cyclistes dans des couloirs de 3,75 mètres. Nos réserves s'expriment aussi sur cette question dans un contexte qui n'est déjà pas facile mais qui va être encore densifié.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Pour répondre, je donne la parole à Mme Annick LEPETIT.

Mme Annick LEPETIT, adjointe, au nom de la 3e Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

En effet, il s'agit de la deuxième phase des travaux concernant la place de Clichy, puisqu'il y a déjà eu un aménagement, qui portait davantage d'ailleurs sur le sud de la place où étaient concernés les 8e et 9e arrondissements. Ces aménagements ont été réalisés en 2006. Et d'ailleurs, mais je me tourne vers Denis BAUPIN, nous n'avons pas eu depuis 2006 beaucoup de récriminations, notamment concernant la circulation des voitures, pour avoir élargi les trottoirs sur la place de Clichy.

Quoi qu'il en soit, nous devons poursuivre ces aménagements. Je ne reviens pas, Jacques BRAVO l'a fait remarquablement, sur les réunions de concertation et les réunions de travail que nous avons eues avec les quatre maires d'arrondissement, puisque cette place de Clichy concerne comme riverains quatre arrondissements. Je crois que nous avons travaillé en bonne intelligence, que ce soit, bien sûr, entre maires mais aussi avec les habitants.

Nous avons tenu compte, bien évidemment, des remarques. Cette place de Clichy, elle aussi, doit être rééquilibrée concernant notamment la circulation des cyclistes. Nous prenons donc bien soin qu'ils puissent, à la fois en fonction de leur choix et du trajet qu'ils vont emprunter, soit rouler sur une piste cyclable, donc emprunter une piste cyclable, soit à un moment donné pouvoir la traverser plus aisément qu'aujourd'hui.

J'attire votre attention sur le fait qu'en termes d'embouteillage, certes pas toutes les fins d'après-midi, mais tout de même, la place de Clichy reste un lieu extrêmement encombré. Par conséquent, si l'idée est de faire une expérimentation, comme cela, en posant deux ou trois barrières - parce qu'on me dit qu'il faut faire des expérimentations mais on ne me dit pas exactement comment -, et si cet aménagement ne concernait encore une fois que le flux des voitures, je vous le dis - ce n'est même pas la peine de la faire ! - nous aurions droit un gigantesque embouteillage.

J'ai donc du mal à comprendre pourquoi vous insistez tant sur ces expérimentations qui, vous le savez, ne peuvent amener que des embouteillages supplémentaires qui, bien évidemment, énerveront les automobilistes et les riverains.

(Mouvements divers sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

Donc, c'est le but du jeu. Vous me convainquez ! Ça y est, je suis convaincue, je suis persuadée maintenant…

(Mouvements divers sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

… et je l'entends dire du président du groupe U.M.P.P.A. : effectivement, c'est le but recherché !

Je n'y vois pas beaucoup d'intérêt. J'avais le sentiment que, compte tenu du vote unanime qui s'est fait dans les quatre arrondissements, chaque maire d'arrondissement avait la volonté, au contraire, de mieux aménager cette place et la volonté de faire en sorte, là encore, que l'espace public soit mieux partagé, que ce ne soit pas uniquement les voitures, que l'on voit souvent d'ailleurs garées en double file, voire en triple file, notamment le vendredi soir et le samedi soir, mais que l'on puisse quand même faire en sorte que cette place qui, d'ailleurs, vit beaucoup la nuit, soit un peu plus agréable à la fois pour celles et ceux qui la traversent mais aussi, bien évidemment, pour les riverains qui l'habitent.

Enfin, pour répondre à l'amendement qui a été déposé, au-delà de ce que j'ai dit tout à l'heure concernant la place de la République, je veux juste quand même spécifier que la place de Clichy n'est pas une voie sous la tutelle du Préfet de police. L'arrêté sera signé par le Maire.

En conséquence, l'amendement que vous nous proposez pour que l'arrêté du Préfet de police soit réversible, je ne peux évidemment pas le soutenir, puisque je pense que l'on ne s'adresse pas forcément à la bonne personne.

Enfin, le principe de l'expérimentation de l'aménagement en fonction des travaux, je crois que nous avons eu l'occasion d'en parler et des simulations sérieuses ont été faites. Elles ont été données à la fois en réunions publiques mais aussi dans les réunions de travail.

Donc, je ne peux pas, Monsieur le Maire, approuver cet amendement.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Je donne la parole à M. François LEBEL, maire du 8e arrondissement, pour une explication de vote.

M. François LEBEL, maire du 8e arrondissement. - Je vous remercie.

Explication de vote, effectivement, puisque, avant même que je ne l'expose, Mme LEPETIT avait répondu aux arguments que je m'apprêtais à donner pour cet amendement.

Je m'étonne également d'ailleurs, c'est un peu nouveau, de la prise de parole de M. BRAVO qui s'est fait en quelque sorte le petit télégraphiste des lauriers donnés à l'adjointe.

M. Jacques BRAVO, maire du 9e arrondissement. - C'est primaire !

M. François LEBEL, maire du 8e arrondissement. - Oui, c'est vrai, c'est totalement primaire. C'est totalement primaire, vous auriez pu le faire après !

Bref ! Cette affaire semble effectivement complètement bouclée, alors qu'au départ, et vous êtes bien placée pour le savoir, Madame LEPETIT, les quatre arrondissements étaient globalement assez d'accord sur les améliorations évidentes que ces travaux allaient apporter, d'un point de vue général, à la place.

Vous avez fait en sorte, vous êtes en train de faire en sorte de nous braquer sur cette affaire en refusant tout ce que l'on peut vous proposer, y compris des choses vraiment peu contraignantes, comme ce que l'on demande, c'est-à-dire un essai en vraie grandeur, avec des séparateurs modulaires. Cela ne coûte pas cher, c'est léger, c'est facile.

Evidemment, pour pouvoir botter en touche, vous nous dites que l'on ne s'intéresse qu'à l'automobile ! Je ne vois pas en quoi le fait de poser des séparateurs modulaires, qui détermineront la place des uns et des autres, des voitures comme des autres utilisateurs de la voie publique, peut être rejeté d'une pichenette ! Qu'est-ce que c'est que cet a priori ?

Je ne comprends pas. Vous ne voulez pas ! Vous considérez que tout ce que l'on a fait, c'est bouclé, c'est terminé, tout le monde est d'accord et c'est par nature parfait. Je suis navré de vous dire que, pour rassurer tout le monde, car quand même, Madame LEPETIT, nous étions tous là aux réunions de concertation, il y a quand même eu de petites interventions, des gens qui étaient un peu inquiets, moi-même je suis un peu inquiet par les reports de circulation dans les petites rues du 8e arrondissement. Le meilleur moyen de faire taire ces préventions, c'est de faire cette petite expérimentation.

Seulement, vous devez avoir effectivement la vérité révélée, donc il y aura pas - j'ai bien compris - d'expérimentation. Eh bien, tant pis ! Cela nous permettra ensuite de dire que les travaux, extrêmement coûteux, car ils seront quand même coûteux, que vous allez réaliser et qui seront par nature parfaits, que l'on ne pourra pas en changer un millimètre s'il apparaissait qu'il fallait déplacer de 1,50 mètre ou de 50 centimètres telle et telle bordures de trottoir, cela coûterait des fortunes.

Non, ce que vous avez dit est parfait, nous avons tort ! Très bien, nous ne voterons pas. Hélas, hélas, nous ne voterons pas ce projt de délibération, alors que nous étions tout à fait prêts au départ à le faire.

C'est tout à fait dommage et je dois dire que votre position butée me déçoit un petit peu.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Madame LEPETIT, mais très court, s'il vous plaît !

Mme Annick LEPETIT, adjointe, rapporteure. - Merci, Monsieur le Maire.

Je voudrais répondre quand même à M. François LEBEL, puisque je n'ai pas assisté au conseil du 8e arrondissement et donc je ne sais pas exactement ce qu'il y a été dit.

Mais, Monsieur LEBEL, les propositions ou la proposition que vous faites, pour rassurer celles et ceux qui seraient inquiets par un changement, par des travaux… C'est logique, il y a toujours une forme d'inquiétude dès lors que l'on change, mais je connais aussi beaucoup d'habitants, comme vous, Monsieur le Maire, qui sont inquiets du fait que la place de Clichy est sans arrêt impraticable pour les vélos, pour les piétons et même, d'une certaine manière, pour les voitures, quand, aux heures de circulation dense, elles s'accumulent les unes derrière les autres.

Je ne vois pas concrètement, et vous le savez comme moi, Monsieur le Maire, pour les aménagements qui vont être faits, comment vous pouvez faire une simulation - encore une fois, elle ne peut être basée que sur le flot des voitures et donc des plots pour empêcher la circulation de la voiture - sans qu'il y ait les aménagements qui vont avec.

Lorsque les travaux ont été faits sous la précédente mandature, qui consistaient principalement à élargir les trottoirs du sud de la place et à améliorer les traversées piétonnes, vous n'avez pas demandé de simulation. Ces travaux ont été faits et, par conséquent, on voit bien qu'à l'usage, tout le monde y trouve sa place justement. Là, encore une fois, ce n'est pas du tout que je ne le veuille pas par dogmatisme, c'est tout simplement que c'est extrêmement compliqué matériellement et qu'en plus, l'aboutissement de cette expérimentation n'irait pas du tout, ne nous donnerait pas une valeur concrète sur le futur aménagement. Il est là le problème dans votre demande d'expérimentation, que ce soit sur la Place de la République d'ailleurs ou que ce soit sur la Place Clichy.

On n'est pas dans une expérimentation comme on peut le faire, par exemple, sur les zones de livraison. Moi, je suis prête à faire toutes les expérimentations que vous voulez, à condition qu'elles soient concrètes et qu'elles aient une réalité par rapport à la suite. Mais si c'est une expérimentation pour d'emblée créer un peu plus d'embouteillage, franchement, je n'en vois pas l'intérêt.

C'est la raison pour laquelle je ne peux pas approuver cet amendement. Et je trouve d'hommage, franchement, compte tenu - et je conclus là, Monsieur le Maire - compte tenu des réunions de travail que nous avons eues et des réunions de concertation, et le fait que nous ayons tenu compte le plus possible des remarques que vous avez pu nous faire, je trouve dommage que vous ne votiez pas ce projet de délibération.

M. François LEBEL, maire du 8e arrondissement. - Pas autant que moi.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition d'amendement n° 85 déposée par le groupe U.M.P.P.A, assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition d'amendement n° 85 est repoussée.

Je mets à présent aux voix, à main levée, le projet de délibération DVD 179.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2009, DVD 179).

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste et élus du Parti de gauche, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

2009, SG 151 - Fixation d'un tarif spécifique de redevance pour l'occupation temporaire du domaine public sur l'avenue des Champs-Elysées (8e).

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Nous examinons maintenant le projet de délibération SG 151 relatif à la fixation d'un tarif spécifique de redevance pour l'occupation temporaire du domaine public sur l'avenue des Champs-Élysées (8e).

Je donne la parole à M. François LEBEL, pour le groupe U.M.P.P.A..

M. François LEBEL, maire du 8e arrondissement. - Merci.

Je vais être très bref. Je suis un peu étonné par ce projet de délibération qui nous a été présenté, qui a été établi avant même la commission instituée par le Maire de Paris, la commission ad hoc, destinée à évaluer les manifestations qui doivent ou ne doivent pas intervenir sur les Champs-Élysées.

La commission en question, présidée par le Secrétariat général, s'est tenue une semaine après, alors que la présence même du projet de délibération prouve que la décision était déjà prise d'accepter l'animation en question. Alors, je trouve là qu'il y a dans les dates une certaine contradiction qui me laisse à penser que je perds mon temps à la commission instituée par le Maire de Paris et présidée par le secrétariat général.

Pour rentrer plus en détail dans le projet de délibération, je m'inquiète du terme "fixation d'un tarif spécifique". Est-ce à dire que c'est à la tête du client et que parce que "Vogue Covers", que je ne connais pas, est censée être une société riche, on va lui faire payer 30.000 euros de redevance ?

J'ose espérer - et c'est sur ce sujet que je voudrais avoir une confirmation ferme - que tous les organisateurs d'une manifestation sur les Champs-Élysées seront soumis exactement au même tarif et que la redevance forfaitaire en question n'est pas l'objet d'un bazar public entre la Mairie de Paris et l'exposant, ce qui sur le plan du droit administratif poserait quand même quelques questions.

Donc, je voudrais obtenir, Monsieur le Maire… Madame LEPETIT… Non, ce n'est pas elle qui va répondre. Si, c'est vous, Madame LEPETIT ?

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Oui, c'est moi.

M. François LEBEL, maire du 8e arrondissement. - J'aimerais que vous m'assuriez que ces 30.000 euros - et j'estime que c'est une somme qui se justifie parfaitement - soient appliqués avec la même rigueur à tous ceux et toutes celles qui prétendent utiliser les Champs-Elysées à leur profit, qu'il s'agisse de la société "Vogue Paris" ou de n'importe quelle autre société à but lucratif.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Madame LEPETIT, vous avez la parole.

Mme Annick LEPETIT, adjointe, au nom de la 3e Commission. - Oui, Monsieur LEBEL, je vais tenter de vous répondre. Concernant la Commission des Champs-Elysées, qui est effectivement présidée par le Secrétariat général - et vous y est êtes avec Mme Lyne COHEN-SOLAL et les commerçants -, une réunion s'est tenue en décembre 2008. La commission a donné un avis favorable au dossier Vogue. Ce sont, en tout cas, les informations qui m'ont été données par le Secrétariat général.

La seule réserve - parce qu'une réserve a été émise - portait sur la limitation du caractère publicitaire de cette opération. Et cette demande a été satisfaite car la Ville s'est assurée que les "unes" de Vogue qui seront exposées sur les Champs-Elysées seront des "unes" anciennes qui datent des années 50, 60 et non des "unes" récentes. Par conséquent, il n'y aura pas d'affichage publicitaire en tant que tel.

Ensuite, sur la redevance, il est proposé d'adopter justement une redevance spécifique et forfaitaire de 30.000 euros. Cela a été vu avec "Vogue" qui a accepté ce montant adapté à son budget global pour cette opération. Il s'agit, bien sûr, de préserver les intérêts de la collectivité parisienne, tout en permettant à cette manifestation de se tenir. Je crois, j'espère, en tout cas, que cette réponse va dans le sens des questions et de l'inquiétude dont vous faisiez part, Monsieur le Maire.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Monsieur GAREL ?

M. Sylvain GAREL. - Oui. Enfin, ce n'est pas de la publicité, mais c'est de la publicité pour "Vogue" quand même. C'est encore une fois détourner les limitations publicitaires qui existent dans certains endroits, et nous ne sommes pas, nous, d'accord avec cela.

Il y a un règlement local de publicité dont on va parler tout à l'heure, et il n'est pas normal de détourner les interdictions qui existent à Paris pour faire de la publicité dans des endroits où ce n'est pas autorisé.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Monsieur LEBEL, vous avez la parole.

M. François LEBEL, maire du 8e arrondissement. - Je vous remercie.

Madame LEPETIT, là, vous n'avez pas du tout, excusez-moi, répondu à la question. Je n'ai pas, nous n'avons pas mis en cause le montant des 30.000 euros. Ce que nous mettons en cause, la question que nous vous posons, c'est de savoir s'il s'agit là d'une redevance négociée, ce qui paraît quand même curieux en droit administratif, ou s'il s'agit d'un tarif, et la Ville est parfaitement en droit d'en exiger un, d'en établir un qui sera appliqué au demandeur, la société "Vogue Paris", comme à toutes les autres sociétés à but lucratif qui demanderont à s'installer sur les Champs-Élysées ?

Parce que, si ce n'est pas le cas, évidemment, le Tribunal administratif risque de s'interroger sur cette espèce d'arrangement sur la location de la voie publique. Donc, ce que je vous demande simplement, c'est de me dire est-ce que ce tarif sera appliqué à tout le monde, selon les règles républicaines ?

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Madame LEPETIT, très rapidement.

Mme Annick LEPETIT, adjointe, rapporteure. - Oui, Monsieur LEBEL, je vous ai répondu. Je vous ai dit qu'il s'agissait d'une redevance spécifique et forfaitaire qui a été négociée. Si cela avait été le tarif habituel, d'après les calculs qui ont été faits, ce serait beaucoup moins que celui de 30.000 euros.

Deuxièmement, j'en profite - mais Lyne COHEN-SOLAL en dira un mot - il s'agit là d'une rétrospective qui concerne la naissance de "Vogue Paris", c'est-à-dire depuis 1920. Il s'agit aujourd'hui d'un magazine emblématique qui fait partie de notre patrimoine culturel. Je n'y vois en aucun cas un caractère publicitaire.

Enfin, Monsieur LEBEL, ne croyez pas qu'il y aura des expositions chaque mois sur les Champs-Élysées. Nous sommes là sur une demande spécifique, une autorisation spécifique et une redevance spécifique.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Madame COHEN-SOLAL, vous avez la parole.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, ajdointe. - Juste un mot pour ajouter à ce que vient de dire ma collègue Annick LEPETIT à M. LEBEL, et en réponse à Sylvain GAREL, il faut bien noter que cette manifestation n'est pas une manifestation commerciale.

La Ville a établi un tarif pour les manifestations commerciales qui vous sera proposé en 2e Commission demain. Pour la manifestation dont nous parlons, celle de Vogue, il s'agit d'une manifestation, nous en avons parlé longuement ensemble, qui s'intègre aux défilés de haute-couture qui auront lieu en octobre. C'est donc sur Paris, capitale de la mode que Vogue va se greffer.

Nous avons travaillé la mise en valeur du bas des Champs-Élysées pour cette période exceptionnelle dans Paris, où des acheteurs du monde entier vont être présents. Bien entendu, nous demandons à Vogue de participer et de payer une redevance pour cette exposition de photos de mode. Ce n'est pas une redevance commerciale comme pour les manifestations commerciales. Vous le savez bien, et nous nous sommes posés la question plusieurs fois en Commission : il n'est pas normal que les Champs-Élysées soient occupés sans que les sociétés paient une redevance qui se trouve ici prévue dans le projet de délibération.

Je réponds à Sylvain GAREL qu'il ne s'agit en aucun cas de publicité puisque nous avons fait un choix permettant de mettre en valeur des photos de mode, et en aucun cas une publicité pour "Vogue".

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération SG 151.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Les groupes U.M.P. et "LesVerts".

Le projet de délibération est adopté. (2009, SG 151).

Vœu déposé par le groupe "Les Verts" relatif à la mise en œuvre du vœu adopté concernant la rue de Croulebarbe, dans le 13e arrondissement.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 86 dans le fascicule, déposé par le groupe "Les Verts", relatif à la mise en œuvre du vœu adopté concernant la rue de Croulebarbe, dans le 13e arrondissement.

La parole est à Yves CONTASSOT, pour une minute.

M. Yves CONTASSOT. - Le Conseil du 13e arrondissement, il y a un peu plus d'un an, puis le Conseil de Paris il y a un an, ont voté dans les deux cas à l'unanimité que des aménagements soient faits pour réduire l'insécurité dans la rue de Croulebarbe.

Or, un an après, nous constatons, hélas, que rien n'a été fait.

Selon certaines informations, ce serait plus ou moins de la faute du 13e arrondissement, qui n'aurait pas fait les demandes. Si c'est cela qu'on nous oppose comme argument, ce n'est pas très recevable dans la mesure où cela voudrait dire qu'il y a une autonomie totale des arrondissements, ce qui serait assez préjudiciable, on l'a vu dans d'autres domaines, notamment en matière de logement social.

Je souhaite que ces aménagements - et je crois que le maire du 13e est sans doute d'accord - soient faits et qu'on profite des périodes de fermeture des établissements scolaires pour le faire. Sinon, cela veut dire qu'il faudra attendre une année de plus avec tous les risques d'accidentologie dans cette rue.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - La parole est à Mme Annick LEPETIT pour vous répondre.

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Nous avons adopté un vœu au mois de juin 2008 pour que soit étudiée la possibilité d'installer un ralentisseur pour ralentir la vitesse des véhicules rue de Croulebarbe.

La mise en place d'un ralentisseur n'est pas envisageable pour des raisons exclusivement techniques. Je sais que les services locaux de la DVD ont étudié d'autres projets. Je m'engage, Monsieur CONTASSOT, à ce que nous puissions répondre aux questions de sécurité sur cette rue.

Je sais qu'une étude a été réalisée en 2006 ; il y a un débit moyen de véhicules par jour qui est assez faible - 86 véhicules par heure. Il n'empêche que nous trouverons des aménagements techniques dans les semaines qui viennent pour qu'il y ait davantage de sécurité, notamment pour les traversées des enfants.

Je suis donc d'accord avec ce vœu.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe "Les Verts" n° 86, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2009, V. 248).

Vœu déposé par le groupe "Les Verts" relatif au réaménagement de la rue Rambuteau.
Vœu déposé par le groupe Centre et Indépendants relatif au projet de réhabilitation de la rue Rambuteau.
Vœu déposé par l'Exécutif.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Je vous propose d'examiner conjointement les vœux référencés n^{os} 87, 88 et 88 bis dans le fascicule, déposés respectivement par les groupes "Les Verts", Centre et Indépendants et l'Exécutif, relatifs au réaménagement de la rue Rambuteau.

La parole est à M. Jacques BOUTAULT, pour le groupe "Les Verts".

M. Jacques BOUTAULT, maire du 2e arrondissement. - Le moins que l'on puisse dire est que le projet de rouvrir à la circulation automobile une portion de la rue Rambuteau, qui longe la rue Beaubourg, a suscité un certain émoi dans la population, voire une incompréhension des riverains. Cet axe est piéton depuis 1977 et si l'on comprend bien l'idée d'assurer une continuité urbaine de la rue Rambuteau telle que cela était envisagé, idée qui a prévalu à ce projet de remise en circulation automobile, on pourrait peut-être au contraire imaginer que la continuité urbaine de la rue Rambuteau se définisse plutôt comme une continuité piétonne. Ce qui serait logique dans un quartier du centre de Paris où la présence de l'automobile reste excessive et nuit au déplacement des piétons et des vélos en toute sécurité.

C'est la raison pour laquelle nous ne sommes pas contre le fait qu'une concertation ait lieu, mais qu'elle se fasse en cohérence avec les objectifs voulus par les Parisiens et les Parisiennes lors des élections municipales, c'est-à-dire qu'elle réaffirme le caractère piéton des centres-villes en évaluant les conséquences d'une mise en zone piétonne de la rue Rambuteau et alentour. C'est l'objet du vœu que "Les Verts" ont déposé.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - La parole est à Mme Édith CUIGNACHE-GALLOIS, pour le groupe Centre et Indépendants.

Mme ÉDITH CUIGNACHE-GALLOIS. - Quelle ne fut pas notre surprise quand nous avons appris par la presse, puis par notre collègue qui siège au Conseil du 4e arrondissement, que sous des mots assez amusants de continuité urbaine ou de restaurer l'unité, on nous parle de remettre à la circulation une rue qui est historiquement piétonne depuis plus de 30 ans, depuis que Beaubourg est le quartier Beaubourg, alors que vous pensez quasiment couper la circulation place de la République… je dois dire que je trouve cela assez fou et paradoxal.

Nous sommes totalement opposés à cette disposition et notre groupe souhaite que la Ville de Paris s'engage à préserver le caractère piéton du tronçon de cette rue qui longe Beaubourg.

Je vous remercie.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Pour répondre aux deux orateurs, la parole est à Mme Annick LEPETIT.

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Merci Monsieur le Maire.

Pour répondre aux deux orateurs ainsi qu'aux vœux qu'ils ont déposés, je propose un vœu de l'Exécutif dans lequel ils vont retrouver, à la fois une partie de leurs considérants et de leurs propositions. Je l'ai dit rapidement, puisque ce sujet, je pense, doit être apaisé.

Je pense qu'il faut d'abord poursuivre la concertation sur le réaménagement de la rue Rambuteau en présentant différentes hypothèses. Il faut que soient précisées les études en cours sur l'amélioration de la qualité de l'espace public, le positionnement du mobilier urbain, les circulations sur l'ensemble du quartier, ce qui est notamment demandé dans le vœu proposé par le groupe "Les Verts".

Et bien sûr, et cela rejoint les deux vœux, que soit affirmée la volonté de préserver le caractère piétonnier de la rue Rambuteau qui est située, puisque c'est une partie de la rue Rambuteau, entre la rue Beaubourg et la rue Saint-Martin.

J'espère que ce vœu pourra réunir les souhaits qui ont été exposés, ainsi que, bien évidemment, permettre que la concertation se poursuive de façon sereine et apaisée.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Quel est l'avis de l'Exécutif sur les vœux nos 87 et 88 ?

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Puisque je propose un vœu qui rassemble les deux vœux présentés, je propose à chacun de ceux qui les ont présentés de bien vouloir les retirer.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Monsieur GAREL, retirez-vous ou maintenez-vous votre vœu ?

M. Sylvain GAREL. - Nous venons de découvrir ce vœu n° 88 bis, et je ne vois pas pourquoi nous pourrions voter un vœu qui dit : on poursuit toutes les hypothèses, y compris l'hypothèse que la rue Rambuteau ne soit plus piétonnière, et à la fin, on dit qu'on réaffirme le caractère piétonnier de la rue.

C'est un vœu qui nous dit : ça peut ne pas être piétonnier, mais cela pourrait être piétonnier. C'est donc un vœu qui dit tout et son contraire. Donc, pour nous, il ne signifie rien…

Écoutez… vous dites : "présentant les différentes hypothèses". On sait que parmi les différentes hypothèses, il y en a au moins une qui est que la rue Rambuteau soit rouverte entièrement à la circulation. Si vous ne levez pas cette hypothèse, on ne peut pas adopter ce vœu qui dit qu'il y a une hypothèse possible, qui est celle que la rue Rambuteau redevienne ouverte aux voitures.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjointe, président. - Maintenez-vous votre vœu ?

M. Sylvain GAREL. - Oui, sauf si vous retirez ce premier alinéa de votre vœu.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjointe, président. - Madame CUIGNACHE-GALLOIS, maintenez-vous ou retirez-vous votre vœu ?

Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS. - Je dois dire, Monsieur le Maire, que je rejoins exactement ce qui vient d'être dit. Je prends connaissance également à l'instant de ce vœu et je ne le trouve également pas très clair. Je vais faire comme M. GAREL, c'est-à-dire que je vais maintenir mon vœu.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjointe, président. - Très bien.

Madame LEPETIT, vous avez la parole. En ajoutant que ce vœu a été distribué sur les tables à 11 heures, me précise-t-on.

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Oui, mais nous irons vite, Monsieur LAMOUR, ne vous inquiétez pas, mais que voulez-vous, je n'y peux rien, il n'y a pas de vœu de votre groupe.

Je veux bien sur la première proposition que l'on mette la virgule après la rue Rambuteau. Je suis complètement d'accord pour qu'on le fasse, si cela peut faire en sorte que nous votions unanimement ce vœu, tant mieux. Mais il est évident qu'à partir du moment où la concertation se poursuit, il y aura différentes hypothèses présentées. Cela va de soi.

En aucun cas, et d'ailleurs le troisième alinéa le dit, il ne sera stipulé que ce bout de rue doit être rendu à la circulation automobile, puisque justement on réaffirme le caractère piétonnier de la rue. Toutefois, je veux bien qu'on mette la virgule après la rue Rambuteau et qu'on enlève "en présentant les différentes hypothèses".

M. Christophe NAJDOVSKI, adjointe, président. - Sous réserve de cette modification du premier alinéa du vœu, les vœux en question des deux groupes sont-ils retirés ou bien maintenus ?

M. Sylvain GAREL. - Retiré.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjointe, président. - Il est retiré.

Madame CUIGNACHE-GALLOIS, votre vœu ?

Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS. - J'aimerais bien avoir une précision dans ce cas-là sur ce qu'on considère le réaménagement de la rue Rambuteau, parce que je ne comprends pas pour le coup. Excusez-moi, ce n'est vraiment pas de la mauvaise foi mais je ne comprends pas ce que cela veut dire.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjointe, président. - Le premier alinéa devient : "soit poursuivie la concertation sur le réaménagement de la rue Rambuteau" suivi d'un point. Le reste est inchangé. Dans ces conditions, est-ce que vous maintenez ou retirez votre vœu ?

Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS. - Je vais le retirer dans ces conditions.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjointe, président. - Vous le retirez. Très bien.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de vœu amendé, déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de vœu est adopté à l'unanimité. (2009, V. 249).

Vœu déposé par MM. Denis BAUPIN, Sylvain GAREL, Jacques BOUTAULT et les éluEs du groupe "Les Verts" relatif à l'expérimentation du "tourne à droite" cycliste.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjointe, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 89 dans le fascicule, déposé par le groupe "Les Verts", relatif à l'expérimentation du "tourne à droite" cycliste.

Monsieur Denis BAUPIN, vous avez la parole.

M. Denis BAUPIN, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

(Mouvements divers dans l'hémicycle).

Eh bien, moi, il m'arrive de tourner à droite à vélo, uniquement !

Un intervenant. - Bienvenue au Gouvernement, alors !

M. Denis BAUPIN, adjoint. - Je vais me faire le plaisir d'abord de dire que ce vœu vise à faire progresser l'idée de code de la rue, c'est-à-dire de faire en sorte qu'on adapte les règles en ville aux différents usagers, notamment d'expérimenter en France ce qui se passe dans d'autres pays qui est l'autorisation du "tourne à droite" pour les cyclistes aux feux rouges.

Il y a déjà des adaptations du Code de la route qui ont été effectuées et intégrées en ce qui concerne l'obligation des double sens cyclable dans les rues à 30 kilomètres heures et en ce qui concerne les zones de rencontre. Là, il s'agit donc d'adapter le Code de la route pour permettre ce "tourne à droite" des cyclistes aux feux rouges.

Je précise par avance, pour ceux qui parmi les élus qui sont uniquement motivés par la priorité partout à l'automobile, que cette expérimentation est aussi étudiée dans des villes comme Bordeaux, qui ne sont pas connues comme étant uniquement pilotées par des anti-automobilistes. C'est la raison pour laquelle nous souhaitons que la Ville de Paris se propose pour expérimenter sur son territoire le "tourne à droite" aux feux rouges pour les cyclistes.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjointe, président. - Pour vous répondre, je donne la parole à Mme Annick LEPETIT.

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Cette expérimentation s'inscrit d'ailleurs, comme l'a dit Denis BAUPIN, dans la démarche code de la rue, et en plus elle est totalement en phase avec la mise en œuvre de la généralisation des double sens cyclables dans les zones 30, qui était l'objet d'un débat que nous avions tout à l'heure à propos d'une délibération sur les aménagements cyclables 2009.

Les mesures que vous proposez dans ce vœu sont défendues par un certain nombre de villes, mais aussi par le Club des villes et territoires cyclables auquel adhère la Ville de Paris.

Je précise qu'avant de demander l'autorisation de la délégation interministérielle à la sécurité routière, puisqu'il faut son autorisation, nous devons définir les modalités de mise en œuvre à Paris. Je pense au choix des carrefours que nous expérimenterons. Il faut également que nous en évaluions les coûts puisqu'il faut ajouter des feux spécifiques à l'intention des cyclistes.

Ne me demandez pas le mois prochain cette expérimentation tout de suite parce qu'il faut un peu de délai pour faire ces études, mais en tout cas je suis d'accord pour que nous votions ce vœu.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjointe, président. - Une explication de vote pour le groupe U.M.P.P.A. par Mme DOUVIN.

Mme Laurence DOUVIN. - Merci, Monsieur le Maire.

Je pense que ce vœu est tout à fait intéressant, surtout s'il est fait sous la forme d'une expérimentation. Je crois qu'il n'y a pas véritablement d'inconvénient à ce qu'il y ait un "tourne à droite" pour les cyclistes dans la mesure où les piétons restent prioritaires et sécurisés.

En revanche, je pense, et je regrette que le représentant de la Préfecture de police se cache derrière le paravent pour téléphoner pendant ce temps, qu'il serait tout à fait souhaitable que pour ce qui est du respect des feux rouges par les cyclistes, celui-ci soit effectif et assorti d'une verbalisation quand elle ne l'est pas. Autant il est bon que les cyclistes puissent profiter du "tourne à droite" aux feux rouges, autant quand il n'y a pas de "tourne à droite" il doit y avoir respect des feux de signalisation.

Je vous remercie.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjointe, président. - La parole est à Mme CUIGNACHE-GALLOIS pour une explication de vote du groupe Centre et Indépendants.

Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS. - Monsieur le Maire, je voulais faire un aveu public : je n'ai pas réussi à convaincre mon groupe de voter pour ce vœu, donc nous nous abstiendrons. Personnellement, je lui souhaite bon vent parce que j'y étais plutôt favorable. Mais nous nous abstiendrons, car c'est la loi de ma majorité qui compte.

(Rires dans l'hémicycle).

M. Christophe NAJDOVSKI, adjointe, président. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe "Les Verts", assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le groupe Centre et Indépendants et M. LEBEL

La proposition de vœu est adoptée. (2009, V. 250).

Vœu déposé par M. François LEBEL, Mme Martine MÉRIGOT de TREIGNY et les membres du groupe U.M.P.P.A. relatif à la dépose et à la repose des îlots directionnels et des feux de signalisation situés sur l'avenue des Champs-Elysées.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjointe, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 90 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif à la dépose et à la repose des îlots directionnels et des feux de signalisation situés sur l'avenue des Champs-Elysées.

Je donne la parole à M. François LEBEL.

M. François LEBEL, maire du 8e arrondissement. - Décidément, Madame LEPETIT, je suis navré mais les affaires de gros sous sur les Champs-Elysées sont de plus en plus à l'ordre du jour.

Tout le monde sait bien évidemment que l'arrivée du Tour de France sur les Champs-Elysées est un événement de portée mondiale. Tout le monde sait aussi que la société "ASO", l'organisateur de cet événement, exige de la Ville de Paris la dépose des mobiliers axiaux de sécurité et de signalisation pour les piétons, ceci pour des raisons d'esthétique télévisuelle.

Il faut savoir que l'enlèvement et la repose de ces mobiliers axiaux de sécurité pour les piétons coûte entre 60.000 et 90.000 euros à chaque fois, selon que les refuges sont retirés le jour ou la nuit.

Comme évidemment la Ville de Paris ne veut pas payer deux fois, c'est-à-dire la repose après le 14 juillet et la dépose pour l'arrivée du Tour de France, l'avenue des Champs-Elysées se trouve être le site parisien probablement le plus accidentogène de tout Paris, puisqu'en pleine saison touristique les piétons n'ont strictement aucune protection pour traverser les Champs-Elysées entre la place de l'Etoile et la place de la Concorde.

C'est la raison pour laquelle nous avons déposé le vœu, afin que le Maire de Paris exige que le démontage et le remontage des mobiliers de sécurité axiaux sur les Champs-Elysées soient pris en charge exclusivement par le demandeur, c'est-à-dire l'organisateur du Tour de France, étant entendu que cette prestation sera très largement compensée par le droits de télévision considérables que touche la société "ASO" et pas la Ville de Paris.

Je vous remercie.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjointe, président. - Madame LEPETIT, vous avez la parole.

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Monsieur LEBEL, aujourd'hui, la Ville de Paris est, en effet, en discussion avec "A.S.O.", la société organisatrice du Tour de France. Deux solutions sont envisagées : soit "A.S.O." prend en charge la dépose et repose de ces mobiliers, car ce n'est pas à la Ville, comme vous l'avez très bien dit, de le faire, soit ces mobiliers ne seront pas déposés, et je crois d'ailleurs savoir que ces mobiliers ne seront pas enlevés pour des raisons de sécurité. Vous l'avez dit d'ailleurs, au départ, on aurait pu penser que c'était pour la sécurité des cyclistes. Eh bien non, c'est pour des soucis d'esthétique pour les images télévisées.

Bien évidemment, nous acceptons votre vœu et nous poursuivons les discussions avec la société organistrice du Tour de France.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - M. Sylvain GAREL souhaite une explication de vote, très rapide, s'il vous plaît.

M. Sylvain GAREL. - Oui, cela va être très rapide.

Simplement pour dire que nous allons, bien sûr, voter ce vœu et qu'une troisième hypothèse pourrait être envisagée : supprimer le défilé militaire du 14 juillet.

(Mouvements divers dans l'hémicycle).

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée à l'unanimité. (2009, V. 251).

Vœu déposé par M. Jean TIBERI, Mme Chantal BACH et M. Christian SAINT-ETIENNE relatif à la sécurisation des alentours du marché Mouffetard.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 91 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif à la sécurisation des alentours du marché Mouffetard, dans le 5e arrondissement.

Je donne la parole à Mme Marie-Chantal BACH.

Mme Marie-Chantal BACH. - Monsieur le Maire, il s'agit de la sécurisation des alentours du marché Mouffetard.

Considérant la forte affluence que génère le marché Mouffetard du dimanche matin auprès des familles du 5e et du 13e arrondissements comme des touristes et considérant l'importance des risques d'accident corporel lié au partage de l'espace public entre les véhicules motorisés et l'ensemble des piétons et à la demande de nombreux riverains et commerçants, nous suggérons une réunion de concertation organisée avec les habitants, les commerçants, les services techniques de la Mairie de Paris et le Préfet de police et qu'un bilan de cette expérience soit réalisé dans les six mois avec les interlocuteurs précités.

Nous émettons donc le vœu que l'espace public situé entre le bas de la rue Mouffetard, les rues Quénu, Censier, Bazeilles et Pascal, soit intégré dans l'opération "Paris Respire" et que les rues de cette zone soient fermées à la circulation automobile, sauf pour les véhicules de secours et de la collecte des déchets, les dimanches entre 9 heures et 14 heures.

Je vous remercie.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Madame LEPETIT, vous avez la parole.

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Monsieur le Maire, sur le fond, je suis, bien sûr, favorable à l'adoption de ce vœu, même si je m'étonne un peu qu'une telle proposition soit portée par Jean TIBERI et, en l'occurrence, par Marie-Chantal BACH en Conseil de Paris. D'abord parce que j'avais eu l'occasion d'adresser à la fin du mois de mars dernier à l'ensemble des maires d'arrondissement concernés par "Paris Respire" une lettre pour leur demander les évolutions qu'ils souhaitaient pour ces opérations ; je n'ai jamais eu de réponse de la part du maire du 5e.

Ensuite, parce que le contenu même de ce vœu est une reprise d'une proposition qui a été faite par le Maire de Paris et surtout d'un vœu de Lyne COHEN-SOLAL qui l'avait fait d'ailleurs adopter à l'unanimité, je le précise, du Conseil d'arrondissement du 5e.

Bien sûr, nous y sommes favorables, et nous allons d'étudier la faisabilité de cette demande. En tout état de cause, cela sera intégré à la réflexion globale que nous menons actuellement sur l'ensemble des opérations "Paris Respire", avec les services de la Ville, mais aussi, je le précise, les services de la Préfecture de police.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - J'ai une demande d'explication de vote de Mme Lyne COHEN-SOLAL.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe. - Merci.

C'est une demande d'explication de vote pour le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés.

Je voulais juste dire que je suis surprise que M. TIBERI, Mme BACH et M. SAINT-ETIENNE présentent un vœu qui reprend exactement mot pour mot le programme de Bertrand DELANOË pour le 5e arrondissement en 2008. Je suppose qu'ils ont voté ce programme et donc voté pour ma liste ; c'est vraiment agréable de l'apprendre très tardivement, mais tant mieux !

Nous avons demandé plusieurs fois, et précisément lors de la campagne de 2008, que cette partie du 5e soit fermée à la circulation pendant les marchés du dimanche matin parce que c'était très accidentogène. Donc, c'est le vœu que nous avions déposé au Conseil du 5e arrondissement qui est repris ici.

Je suis étonnée qu'il n'ait pas été noté que ce vœu a été adopté à l'unanimité du Conseil du 5e arrondissement ; cela aurait été la moindre des courtoisies vis-à-vis des élus et vis-à-vis des habitants.

Le groupe socialiste et radical de gauche votera donc ce vœu qui vient de notre programme.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée à l'unanimité. (2009, V. 252).

2009, DU 162 - Engagement d'une procédure de révision simplifiée du Plan Local d'Urbanisme de Paris sur le site de la Samaritaine (1er). - Approbation des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation.
Vœu déposé par M. Jacques BOUTAULT et les éluEs du groupe "Les Verts" relatif au devenir des anciens salariés de la Samaritaine.
Vœu déposé par M. Ian BROSSAT et les élus du groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif aux anciens salariés de la Samaritaine.
Vœu déposé par M. Jacques BOUTAULT et les éluEs du groupe "Les Verts" relatif aux conséquences des travaux sur le voisinage.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Mes chers collègues, nous reprenons les affaires de la 8e Commission.

Nous examinons le projet de délibération DU 162 relatif à l'engagement d'une procédure de révision simplifiée du Plan local d'urbanisme de Paris sur le site de la Samaritaine, sur lequel les amendements n^{os} 51 et 53 ont été déposés par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche et l'amendement n° 52 par le groupe "Les Verts".

La parole est tout d'abord à Mme Marinette BACHE, pour le groupe M.R.C.

Mme Marinette BACHE. - Merci, Monsieur le Maire.

Juste une courte intervention pour saluer les évolutions fondamentales constatées sur le devenir de la Samaritaine.

Que de chemin parcouru, en effet, depuis le 6 juin 2008, lorsque les représentants du personnel de cet établissement avaient présenté un avant-projet de réaménagement de ce grand magasin historique pour Paris !

Que de chemin parcouru depuis le vœu présenté par l'Exécutif municipal en juillet 2008, invitant les responsables de la Samaritaine à présenter un vrai projet à l'Hôtel de Ville devant le comité de site prévu à cet effet !

Dans le premier projet, il était prévu un hôtel de 14.000 mètres carrés et un pôle de bureaux de 26.000 mètres carrés, des commerces et seulement 2.400 mètres carrés réservés aux logements sociaux.

Je ne rappellerai pas l'historique depuis la fermeture de ce grand magasin en juin 2005 ; chacun le connaît. J'interviendrai juste pour saluer le travail qui a été fait depuis.

Aujourd'hui, il nous est proposé un projet de révision afin de concilier tous les sujets que la Municipalité s'était engagée à traiter en priorité, à savoir le commerce, l'emploi, le logement social, les crèches et le rayonnement de Paris.

Le commerce : un pôle commercial comprendra donc une surface alimentaire de proximité qui faisait cruellement défaut dans ce quartier.

Le logement, ensuite : seuls 2.400 mètres carrés étaient prévus, comme je viens de le dire ; aujourd'hui, la réalisation de 7.000 mètres carrés est envisagée, permettant à cet arrondissement de combler en partie son déficit de logements sociaux, et j'ajouterai tout de suite que nous voterons le vœu présenté par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche concernant la création de logements très sociaux. En effet, lorsque, comme les élus du groupe M.R.C., on est attaché à la mixité sociale, on ne peut que reconnaître que ce quartier se prête tout particulièrement à la création de logements très sociaux.

Est également prévue dans ce programme la création de 60 places de crèche supplémentaires, un pôle d'activité prévoyant un hôtel, un centre de conférences et de rencontres internationales, ainsi que des bureaux qui contribueront à la création d'environ 2.200 emplois et en cette période de crise, nous y sommes particulièrement sensibles.

Tout le programme qui nous est présenté aujourd'hui a bien été élaboré afin de revitaliser ce lieu historique au cœur de Paris et apportera de nouveaux services aux habitants du quartier, tout en préservant le patrimoine remarquable qu'est le site de la Samaritaine.

Un bon équilibre donc et un projet ambitieux au service des Parisiennes et des Parisiens.

Pour toutes ces raisons, vous l'avez compris, les élus du groupe M.R.C. voteront, bien évidemment, ce projet de délibération.

(M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, remplace M. Christophe NAJDOVSKI au fauteuil de la présidence).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

La parole est à M. Jacques BOUTAULT.

M. Jacques BOUTAULT, maire du 2e arrondissement. - Merci, Monsieur le Maire.

Je serai peut-être même encore plus court, en tout cas, je vais tenter de l'être, pour vous présenter l'amendement et les deux vœux relatifs à ce projet de délibération DU 162 que "Les Verts" ont déposés.

L'amendement concerne la volonté que souhaitent voir concrétisée les élus du groupe "Les Verts", que l'offre de logement social qui sera prévue dans le futur projet de conversion de la Samaritaine soit conforme à la demande.

Or, on sait que, aujourd'hui, il y a beaucoup plus de demandeurs P.L.A.-I., PLUS, que de logements prévus pour cette partie de la population.

L'amendement au projet de délibération vise à rapprocher l'offre de logement très social PLUS et P.L.A.-I. dans le projet de la Samaritaine au niveau du pourcentage des demandeurs parisiens. C'est l'amendement que nous défendons.

Nous souhaitons aussi permettre une revitalisation du site de la Samaritaine qui soit compatible avec les enjeux patrimoniaux du site, qui sont importants, tout en maintenant une animation et une activité commerciale qui permette l'emploi salarié.

Nous souhaitons également que soit réalisé un projet architectural qui affiche une architecture créative contemporaine et agréable à vivre pour l'usager quotidien du lieu.

Deux vœux suivent cette demande. Le premier concerne l'avenir des salariés de la Samaritaine auxquels je faisais allusion,. Pas moins de 1.500 salariés travaillaient sur le site au moment de sa fermeture et le principe d'une priorité d'embauche avait été acté pour les salariés. Cette priorité d'embauche concernait la création d'un nouveau grand magasin. Nous souhaitons néanmoins que les adaptations qui ont eu lieu permettent de sauvegarder l'emploi des anciens salariés et que ceux qui le souhaitent puissent être prioritairement embauchés.

Puis, enfin, un vœu demande que la Ville de Paris s'assure que l'opérateur mettra tout en œuvre pour limiter les nuisances liées aux travaux, pour le voisinage. Nous devons en outre nous assurer d'une indemnisation correcte en cas de dommage, puisque vous savez que l'ancien magasin a une partie de ses locaux appuyés au 10-12, rue Baillet, ainsi que le 8 bis et le 8 de la même rue. Au total, ce sont 22 familles qui sont concernées par des nuisances éventuelles.

C'est l'objet du vœu n° 56 qu'a déposé le groupe "Les Verts".

Merci beaucoup.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Monsieur BOUTAULT.

La parole est à Mme Valérie SACHS, en espérant qu'elle prendra exemple sur M. BOUTAULT qui n'a pas utilisé tout son temps de parole. Comme cela, on avance plus vite !

Mme Valérie SACHS. - Merci, Monsieur le Maire, Mes chers collègues.

Après le naufrage en 2005 du grand magasin mythique, après un certain flottement, voire une certaine désinformation, puis un dialogue de sourds entre le groupe L.V.M.H., les partenaires sociaux et, dans une certaine mesure, Paris, nous nous félicitons qu'un accord ait pu être trouvé. En juin 2008, la direction de la Samaritaine avait présenté un avant-projet d'aménagement du site, avec 26.000 mètres carrés dédiés à des espaces de bureaux, à peu près la même surface pour des commerces, un hôtel de luxe de 14.000 mètres carrés et des logements sociaux sur 3 à 4 % de la surface totale. Ce pourcentage était insuffisant pour convaincre l'Exécutif parisien.

Elaborée avec les services de la Ville et le Comité de site de la Samaritaine, composé de représentants de L.V.M.H., des syndicats et des élus, la nouvelle mouture prévoit un hôtel de grand standing d'une centaine de chambres côté Seine, et un centre de conférence internationale. La place dévolue aux bureaux a été revue à la baisse. Le pôle commercial de 24.000 mètres carrés devient donc l'activité majeure du site et comprendra une enseigne alimentaire de proximité. 7.000 mètres carrés de logements sociaux, contre 2.000 initialement prévus, ont été validés et l'installation d'une crèche de 60 berceaux a finalement été ajoutée au projet. Il conviendrait d'attribuer en priorité les futurs logements sociaux aux salariés travaillant sur les lieux, aux familles et aux personnes âgées seules du quartier, aux étudiants.

A ceux qui dénonçaient la spéculation immobilière, la réalisation d'un nouvel hôtel de luxe, d'une galerie marchande et d'un centre d'affaires répond au besoin de Paris de relancer croissance et création d'emplois. Le nouveau projet, d'une superficie d'environ 67.000 mètres carrés devrait créer 2.200 emplois, plus qu'il n'en restait sur le site de la Samaritaine au moment de sa fermeture.

Ce projet, respectueux des enjeux patrimoniaux, plus social, proche du quotidien des Parisiens, ne doit pas occulter le besoin de croissance de la collectivité parisienne. Il doit créer une vraie respiration pour le 1er arrondissement, un emplacement de rêve, un pôle d'activité économique rentable, au service de ses habitants, et l'occasion d'être moteur pour repenser plus globalement la rue de Rivoli. Quatre ans seront nécessaires pour découvrir le nouveau visage de la Samaritaine, qui redynamisera l'un des plus beaux quartiers historiques situés au cœur de notre Capitale.

Le groupe Centre et Indépendants soutiendra la procédure de révision simplifiée du P.L.U.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

La parole est à Mme Seybah DAGOMA.

Mme Seybah DAGOMA, adjointe. - Monsieur le Maire, mes chers collègues, depuis la fermeture au public du site de la Samaritaine le 15 juin 2005, la Mairie de Paris a recherché dans la concertation avec tous les acteurs concernés une solution pour permettre le renouvellement urbain de ce site historique, symbolique et vital économiquement pour tout le Centre de Paris.

Aujourd'hui, cette solution est acceptable.

Au nom des habitants du 1er arrondissement, je m'en réjouis vivement et je tiens à exprimer ma gratitude aux élus, au premier rang desquels figurent Anne HIDALGO et Lyne COHEN-SOLAL, à l'ensemble des élus du 1er arrondissement, aux associations de riverains, à la Direction de la Samaritaine et j'y ajoute également les fonctionnaires de la Ville, pour avoir trouvé la voie d'un compromis audacieux et équilibré.

Ce projet de délibération permet de prendre acte de la mise en révision simplifiée du Plan local d'urbanisme sur le site de la Samaritaine, d'approuver les objectifs poursuivis pour cette procédure et d'approuver les modalités de concertation.

Le détail du programme, qui a été rappelé par Marinette BACHE et Valérie SACHS, porte sur les 67.000 mètres carrés environ.

En tant qu'élue du 1er arrondissement, je serai attentive au respect de ces engagements et en particulier au 7.000 mètres carrés qui concernent le logement.

En tant qu'adjointe au Maire de Paris en charge de l'économie sociale et solidaire, je suis très heureuse qu'il soit déjà acté qu'une place importante serait faite à l'insertion dans ce projet. Bien entendu, vous pouvez compter sur ma détermination et sur ma totale coopération pour mettre en lien les différentes structures d'insertion par l'activité économique parisiennes et la Direction de la Samaritaine.

Au total, les deux objectifs principaux sont remplis.

Premièrement, permettre une revitalisation de la Samaritaine compatible avec les enjeux patrimoniaux de valorisation de la création architecturale contemporaine, notamment grâce à une réduction de l'obligation de reconstitution des surfaces commerciales existantes, tout en maintenant une capacité d'attractivité commerciale et d'animation.

Deuxièmement, contribuer à la réduction des déficits constatés dans le quartier, en créant des logements sociaux en proportion significative et un équipement de petite enfance sur le site.

J'ajoute qu'il est déjà prévu que des plaquettes d'information seront mises à disposition du public pour informer les habitants, les associations et les conseils de quartier du contenu du projet et qu'une prochaine réunion publique de concertation sera annoncée par voie de presse et d'affichage. Naturellement, d'autres actions pourront être menées si nécessaire, notamment à l'endroit des habitants du 1er arrondissement.

En bref, il s'agit bien d'une opération d'intérêt général qui revitalisera un site majeur situé au cœur de Paris. Je crois que cela correspond à ce que les Parisiens attendent de nous.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

La parole est au président BROSSAT.

M. Ian BROSSAT. - Merci, Monsieur le Maire.

En demandant au Conseil de Paris d'engager une révision simplifiée du P.L.U., la Municipalité est sur le point de clore un long chapitre, celui de la fermeture de l'un des grands magasins historiques de la Capitale, et d'en ouvrir un autre.

Je ne vous cacherai pas que le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche aurait souhaité un autre épilogue.

Je crois que toute la majorité municipale rêvait d'ailleurs d'une autre issue.

En 2006, lors de la révision générale du P.L.U., nous avions, en effet, voté dans l'idée de pérenniser des emplois et des activités du grand magasin sur ce site.

Comme l'exposé des motifs de ce projet de délibération le rappelle, nous avons dû renoncer en partie à ce projet. A l'examen des exigences couplées de conservation patrimoniale, de sécurité, il était impossible de refaire un grand magasin comparable à ce qu'était la Samaritaine.

Ceci étant, je veux dire qu'il y a l'esprit et il y a la lettre.

A défaut de pouvoir respecter la lettre, il faut rester le plus près possible de l'esprit d'un quartier, de l'esprit de ce qu'était la Samaritaine.

C'est pour cette raison que la Ville de Paris avait refusé les premières propositions alternatives de la Direction de la Samaritaine en 2008. Le programme brillait, en effet, par la médiocrité de ses intentions en termes d'équipements publics et de logement social ; Marinette BACHE le rappelait tout à l'heure. Or, dans un arrondissement qui s'est déjà beaucoup embourgeoisé au détriment de toute mixité, il appartient à notre Ville de garantir les équilibres et la diversité. C'est donc très heureusement et très légitimement que la Ville avait refusé ce premier projet.

Le second programme soumis à la ville en 2009 n'est pas parfait mais il est nettement meilleur. En triplant la place dévolue aux logements sociaux, en augmentant la part des commerces par rapport à celle des bureaux, en intégrant une crèche - Seybah DAGOMA le rappelait à l'instant -, le projet répond à une partie des inquiétudes que notre groupe avait exprimées.

Néanmoins, ce programme ne va pas encore jusqu'au fond des choses. C'est pourquoi nous proposons deux amendements et un vœu qui ont pour but de garantir aux Parisiennes et aux Parisiens la continuité de l'esprit propre à ce quartier, un esprit d'échange et de mixité.

En ce qui nous concerne, il s'agit de s'assurer là de ce que nous avions déjà réclamé ailleurs, comme dans le cadre des Halles, à l'autre bout de l'arrondissement. Le 1er arrondissement ne doit pas devenir un ghetto de commerces et d'hôtels de luxe, il doit rester au cœur de Paris un espace de mixité. Je crois en effet qu'il est très important de réaffirmer ici l'une des convictions de cette majorité municipale et dire entre autres choses que les logements très sociaux n'ont pas vocation à se concentrer exclusivement au nord et à l'est de Paris.

C'est ainsi que notre premier amendement concerne justement l'offre de logement social et que nous demandons qu'une place soit faite à des logements très sociaux dans le projet.

C'est ainsi également que notre second amendement inscrit la diversité commerciale dans les objectifs de ce projet de délibération. Il s'agit de lier ici la question de l'emploi et celle du logement pour que l'un et l'autre répondent au même esprit, à la même mixité, à la même diversité.

Enfin, parce que nous n'oublions pas les salariés de la Samaritaine et que nous n'oublions pas les promesses que notre ville leur avait faites, nous proposons également un vœu qui demande que ceux qui n'auraient pas aujourd'hui encore retrouvé d'activité puissent bénéficier d'une priorité d'embauche sur le site. Ces salariés ont des droits, nous avons des devoirs à leur égard et nous aimerions ainsi que la Ville s'en souvienne et leur dise que nous sommes toujours à leur côté.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Monsieur le Président.

La parole est à Mme HIDALGO.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, au nom de la 8e Commission. - Nous allons nous partager la parole avec Lyne COHEN-SOLAL. Je voudrais remercier l'ensemble des orateurs et oratrices des groupes du soutien qu'ils apportent à ce projet.

C'est vrai, tous l'ont dit, Marinette BACHE, Ian BROSSAT et Seybah DAGOMA, nous venons de loin puisque, rappelons-nous, en juin 2005, c'est sur décision de la Préfecture de police, pour des raisons de sécurité, que le site a dû être fermé. Je rappelle ici que la Ville s'est alors mobilisée, et notamment Christian SAUTTER et Lyne COHEN-SOLAL ont été aux avant-postes de cette mobilisation, notamment pour le reclassement des salariés de la Samaritaine.

Nous avons ensuite travaillé avec la direction de L.V.M.H. parce qu'à partir du moment où ils ont commencé à préciser leurs propositions, où effectivement nous avons convenu ensemble que le bâtiment, notamment sur Seine, était un bâtiment qui pouvait difficilement accueillir une activité de commerce, une activité autre que celle d'un hôtel, nous nous sommes mis à travailler, nous avons refusé les uns et les autres plusieurs des propositions qui ne nous semblaient pas respectueuses de la vitalité et de la mixité, à la fois sociale et de fonction que nous voulons maintenir dans ce coeur de Paris.

Nous avons réussi à trouver finalement un projet qui est un compromis très positif pour Paris et pour ce quartier en particulier. D'ailleurs, Seybah DAGOMA l'a dit, le conseil d'arrondissement du 1er a, dans sa totalité, voté aussi pour ce projet. Le maire du 1er arrondissement a bien sûr été associé à tout ce travail.

Le projet sur lequel nous aboutissons aujourd'hui est un projet mixte. Il y aura un hôtel sur un site exceptionnel, qui est notamment le très beau bâtiment donnant sur la Seine. Puis, nous avons demandé qu'il y ait des surfaces commerciales permettant d'accueillir des commerces très diversifiés et très variés. Je crois que nous avons tous conscience, et nous avons fait partager cette conviction, que le coeur de Paris était aussi un coeur de Paris dans lequel le commerce devait être un commerce populaire.

Il y a notamment, on le voit bien, les week-ends, sur ce site, des personnes qui viennent de partout, d'Île-de-France, les Halles sont à proximité et il y a besoin de commerces extrêmement diversifiés. C'est ce choix-là qu'il faut faire valoir.

La question du logement, sur laquelle nous avons réussi - cela a été souligné par plusieurs d'entre vous - à obtenir 7.000 mètres carrés de logements sociaux et très sociaux. Je me permets de dire dans cette intervention que bien sûr, nous acceptons l'amendement déposé par le groupe communiste et parti de gauche évoquant l'idée qu'il y ait des logements sociaux et très sociaux. Cette formulation nous paraît importante. En tous les cas, c'est un objectif que nous partageons, et nous émettons un avis favorable sur ce point.

Nous demanderons au groupe "Les Verts" de retirer leur amendement n° 52 qui est repris par cet amendement du PC, et qui nous paraît avoir une formulation plus pertinente et plus réelle. En effet, dans l'amendement déposé par "Les Verts", vous parlez de logements véritablement sociaux de type P.L.U.S., etc. Nous préférons la formule de logement social et très social qui nous paraît plus pertinente. L'objectif, et notamment la formulation proposée par l'amendement du PC, devrait nous voir converger.

En ce qui concerne les autres équipements, il nous semblait aussi très important d'accueillir un équipement de proximité comme une crèche. Nous savons que le 1er arrondissement a vraiment besoin de ce type d'équipements puisque c'est un arrondissement central qui continue à gagner en population, notamment en jeunes familles avec de jeunes enfants.

Je crois donc que le travail qui a été fait nous permet aujourd'hui d'aboutir à un compromis acceptable dont nous pouvons être fiers parce que ce n'était pas évident d'aboutir à ce résultat-là.

La création de près de 2.200 emplois sur ce site est aussi une très bonne nouvelle pour Paris.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Madame COHEN-SOLAL, vous avez la parole.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, au nom de la 2e Commission. - Quelques mots après Anne HIDALGO, qui a répondu très largement aux interventions et aux projets déposés.

Naturellement, il s'agit là d'un site qui était entièrement commercial et effectivement, le chemin a été long depuis quatre ans, presque jour pour jour, où nous avons appris la fermeture du site Samaritaine. Et naturellement, le symbole de la Samaritaine, au cœur même de Paris, devant le Pont-neuf, est un lieu totalement exceptionnel pour Paris.

Il s'agit maintenant de faire en sorte que ce lieu redémarre. Naturellement, vous l'avez tous dit, le projet a été revu en concertation. Et je dois dire que le comité de site Samaritaine nous a été extrêmement utile. Je remercie d'ailleurs les élus qui, lors de la mandature précédente, avaient demandé l'existence d'un comité de site Samaritaine avec les représentants des salariés de La Samaritaine, de L.V.M.H., des élus, des riverains, de se réunir. Ce comité a très bien fonctionné. En tout cas, je dois dire, avec Anne HIDALGO, que nous sommes heureuses de le présider : c'est extrêmement intéressant, et nous sommes arrivées à des résultats qui peuvent être considérés comme de bons résultats même si c'est un compromis, toujours.

En ce qui nous concerne, nous devons continuer ce dialogue. Nous n'avons pas terminé de travailler. Nous devons encore faire preuve de grande vigilance pour qu'il n'y ait pas de retard à ce projet. La Samaritaine est arrêtée depuis quatre ans, ce qui est très long.

Nous devons en faire un chantier exemplaire, avec aussi une certaine impatience pour que la redynamisation de ce centre de Paris reprenne le plus tôt possible avec des logements, avec un équipement public, ce qui n'était pas donné d'avance, mais le dialogue a permis que nous y arrivions. Avec des commerces, et un hôtel qui est combiné avec un centre de conférences et de rencontres internationales qui nous semble intéressant pour ce lieu de Paris. 2.200 emplois à la clef, c'est bien entendu important de le noter.

Je voulais remercier tous ceux qui ont participé à ce dialogue, les élus locaux comme Seybah DAGOMA, qui a aussi travaillé sur les emplois et les représentants des groupes.

Nous accepterons le vœu n° 54 concernant le devenir des anciens salariés de La Samaritaine déposé par le groupe "Les Verts", comme le vœu n° 55, qui concerne l'accord passé avec La Samaritaine et les anciens salariés pour une priorité d'embauche, déposé par le groupe communiste.

Je donne un avis favorable à ces deux vœux et je vous remercie naturellement de voter maintenant l'engagement de procédure et de révision simplifiée du Plan local d'urbanisme qui nous permettra d'arriver à la réalisation de ce projet. Merci.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste et élus du Parti de gauche, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Monsieur BOUTAULT ?

M. Jacques BOUTAULT, maire du 2e arrondissement. - Une explication de vote pour dire pourquoi nous maintenons l'amendement n° 52 relatif à la création de logements PLUS et PLAI dans le projet. Parce que notre rédaction qui stipule que nous souhaitons créer des logements véritablement sociaux du type PLUS et PLAI, nous paraît plus contraignante et même plus claire que celle de nos camarades communistes qui parlent de créer "notamment des logements très sociaux".

C'est la raison pour laquelle nous maintenons notre amendement qui est plus clair, mieux rédigé, plus contraignant.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Madame HIDALGO, vous avez la parole pour une explication.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, rapporteure. - Non, je regrette. La formulation du logement social et très social est la formulation la plus claire qui soit. Le mot "véritablement" est un mot sorti d'un vocabulaire qu'on a vu souvent employé ici sous la précédente mandature pour qualifier le logement social, mais qui n'a pas une qualité juridique particulière.

Il me semble, sauf à vouloir vraiment marquer des différences, mais chacun est libre de le faire, que l'amendement proposé par le Parti communiste est parfaitement clair quant à la volonté que nous partageons d'avoir du logement très social et social sur ce site.

Donc, j'émettrai un avis défavorable à l'amendement n° 52 déposé par le groupe "Les Verts".

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - La parole est au Président BROSSAT.

M. Ian BROSSAT. - Juste un mot, si vous me permettez une boutade. L'amendement que nous présentons est peut-être moins clair, mais il est plus utile puisque, lui, sera voté.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Bon, la sagesse a parlé mais, pour l'instant, nous sommes sur l'amendement n° 51.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition d'amendement n° 51 déposée par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition d'amendement n° 51 est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition d'amendement n° 52 déposée par le groupe "Les Verts", assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition d'amendement n° 52 est repoussée.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition d'amendement n° 53 déposée par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition d'amendement n° 53 est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu référencée n° 54 déposée par le groupe "Les Verts", assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2009, V. 232).

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu référencée n° 55 déposée par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2009, V. 233).

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu référencée n° 56 déposée par le groupe "Les Verts", assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2009, V. 234).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DU 162 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération amendé est adopté. (2009, DU 162).

2009, DU 166 - Objectifs poursuivis et modalités de concertation concernant les travaux d'investissement routiers dans le cadre de l'aménagement du site 110 à 122, rue des Poissonniers (18e).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous examinons le projet de délibération DU 166 relatif aux objectifs poursuivis et modalités de concertation concernant les travaux d'investissement routiers dans le cadre de l'aménagement du site 110 à 122, rue des Poissonniers, dans le 18e arrondissement.

La parole est à Mme Claudine BOUYGUES.

Mme Claudine BOUYGUES. - Monsieur le Maire, cela fait plusieurs années que nous travaillons sur ce projet d'aménagement du 110-122, rue des Poissonniers. Et cette opération est menée en partenariat avec Multivest, un investisseur privé, qui a racheté en 2003 des entrepôts qui appartenaient initialement à R.F.F., au 94-108, rue des Poissonniers, pour y réaliser des surfaces commerciales dont Métro et Shurgard.

Nous avons demandé à Multivest, dans le cadre de cette opération, d'intégrer un restaurant administratif pour les agents de la Ville de Paris qui travaillent dans le 18e, ainsi que des bureaux de la D.P.P.

En 2003, Multivest avait également racheté un terrain nu qui est situé au 110, rue des Poissonniers. C'est dans une logique de cohérence que la réflexion a porté sur un projet d'ensemble qui regroupe le terrain d'un hectare vendu par la S.N.C.F. et la parcelle Multivest.

Une première réunion de concertation, qui a eu lieu en décembre 2006, a permis de valider le programme de l'opération, à savoir : la construction de logements sur la parcelle du 110, rue des Poissonniers, de locaux d'activité le long des voies de chemin de fer, de logements sociaux au 122, rue des Poissonniers, ainsi qu'un gymnase, un centre d'animation et un square.

Les trois rangées d'arbres qui existent actuellement sur le site seront ainsi préservées et valorisées.

Par la suite, un accord a été conclu avec la S.N.C.F pour que la Ville de Paris rachète toute la partie nord de l'emprise, de manière à réaliser les logements sociaux et les équipements publics ; Multivest rachetant la partie sud, de manière à réaliser ces logements ainsi que les bâtiments d'activité; le tout devant être desservi par une nouvelle voirie.

Le programme initial a lui aussi évolué puisque Multivest construira à la place des logements, une résidence pour personnes âgées dépendantes de 100 chambres, intégrant un accueil de jour de 15 places, une maison d'accueil spécialisée de 35 places ainsi qu'un foyer d'accueil médicalisé de 45 places, notamment qui concerneront donc des personnes handicapées vieillissantes, ainsi qu'une pépinière d'entreprises qui sera située le long des voies de chemin de fer.

Côté ville, le programme a lui aussi un peu évolué puisque 90 logements sociaux seront construits par Paris Habitat, intégrant en rez-de-chaussée une crèche de 60 berceaux ainsi qu'un commerce alimentaire de type supérette, un gymnase permettant d'accueillir des compétitions Handisport, un centre d'animation et la création d'un nouveau jardin dont la superficie devrait être de plus de 6.000 mètres carrés.

Un certain nombre de personnes avait demandé la conservation des bâtiments en meulière, qui existent actuellement, mais leur faible surface, trois plateaux de 70 mètres carrés pour le pavillon qui se trouve le long de la rue des Poissonniers, la difficulté de les rendre compatibles avec le Plan climat, notamment par rapport à l'isolation thermique, le fait que nous voulons élargir le trottoir tout le long du futur jardin, jardin que nous voulons, je le rappelle, le plus grand possible, rendent impossible cette conservation.

L'enjeu sur ce secteur est ainsi de créer un vrai cœur de quartier. Les commerces de proximité qui seront réinstallés répondront à la demande des habitants du quartier. La rue des Poissonniers sera également animée par une véritable façade commerciale.

La pépinière d'entreprises permettra de créer de l'emploi. Le nouveau jardin viendra compléter celui qui existe déjà rue Boinod. La résidence pour personnes âgées dépendantes viendra également pallier le manque cruel de logements pour ce public, 20 % de ces logements seront conventionnés, de sorte qu'ils soient accessibles à des personnes âgées disposant de faibles revenus.

Je voudrais ici souligner la qualité du travail partenarial réalisé avec Multivest, 110-122, rue des Poissonniers. Complètera une série d'aménagements réalisés ou en projet, rue des Poissonniers, je pense notamment aux rénovations engagées par la S.I.E.M.P rue du Nord et rue Émile-Chaîne et la rénovation du 131-133, rue des poissonniers…

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Une minute.

Mme Claudine BOUYGUES. - C'est une reconversion, nous l'avons dit, qui porte déjà sur les entrepôts 94-108, rue des Poissonniers et l'ensemble de rénovations des barres de l'allée Andrézieux notamment.

Je veux également insister sur le fait que nous souhaiterions terminer cette opération dans la mandature. Comme c'est une priorité, je pense qu'il faudra que nous accélérions nos efforts et que nous les amplifiions pour arriver à ce but.

Je vous remercie. Je pense que les réunions de concertations qui auront lieu en septembre prochain et l'enquête publique nous permettront de présenter aux habitants l'état d'avancement de ce projet qui est un projet structurant pour ce quartier. Merci beaucoup.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

La parole est à Mme HIDALGO, pour répondre.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, au nom de la 8e Commission. - Très rapidement, parce que je ne vais pas reprendre tous les éléments que Claudine BOUYGUES a fort justement rappelés sur ce projet. C'est un projet très, très important pour Paris et pour le 18e arrondissement. Je me réjouis que le travail avance et je voudrais rendre hommage à la Direction de l'urbanisme notamment, mais aussi à la Direction de la voirie de la Ville qui sont extrêmement présentes.

Le projet de délibération qui est examiné aujourd'hui est un acte important puisque c'est celui qui normalement doit concerner la réalisation de la future voirie publique. On sait à quel point, au-delà de toute la rénovation des équipements, des bâtiments, la création de nouveaux équipements publics, de logements, la question de la voirie et de l'aménagement de cette voirie est essentielle pour que ce quartier retrouve vraiment une véritable signature et une place dans un 18e profondément renouvelé, grâce, en grande partie, à l'énergie des élus de cet arrondissement et de son maire en particulier.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste et élus du Parti de gauche, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DU 166.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2009, DU 166).

2009, DU 59 - GPRU "Site des Olympiades" (13e). - Signature avec l'ASL Olympiades d'un avenant n° 2 à la convention du 2 septembre 2008 entre la Ville de Paris et l'ASL relative au réaménagement de l'accès Nationale.

2009, DU 60 - GPRU "Site des Olympiades" (13e). - Signature, avec l'ASL Olympiades, d'une convention relative aux charges de fonctionnement du site pour l'année 2009.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Mes chers collègues, je vous propose d'examiner conjointement les projets de délibération DU 59 et DU 60 relatifs au GPRU "Site des Olympiades", dans le 13e arrondissement.

La parole est à Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS.

Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire, mes chers collègues, ces deux projets de délibération qui concernent le projet de rénovation du quartier des Olympiades vont me permettre de poser quelques questions à l'Exécutif sur l'aménagement de la partie Sud-Est du 13e arrondissement.

La dalle des Olympiades est caractéristique, comme celle de Beaugrenelle, dans le 15e, de choix urbanistiques du début des années soixante-dix, dont l'usage a montré les limites.

La demande des résidents et des riverains est simple ; il s'agit de désenclaver l'accès à ces tours par une réfection des accès. C'est chose faite pour l'accès Tolbiac et les travaux de l'accès par la rue Nationale sont ceux visés par ce projet de délibération.

Cette rénovation va donc, évidemment, dans le bon sens, même si, en discutant avec les habitants, on s'aperçoit vite que des interrogations subsistent.

Ce désenclavement vis-à-vis des rues avoisinantes que va permettre cette rénovation en appelle un autre : le désenclavement de tout le sud-est du 13e, des quartiers Olympiades et de la Z.A.C. "Masséna" par rapport au reste de l'arrondissement, par-delà l'avenue d'Italie et par rapport à Ivry-sur-Seine et au Kremlin-Bicêtre, par-delà le périphérique.

Nous entrons ici dans le domaine du grand Paris et du rapport entre notre ville et ses voisines immédiates.

J'aimerais donc avoir votre sentiment sur la question et quelques précisions sur les grandes orientations de votre politique d'urbanisme à venir dans ces quartiers.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

La parole est donc à Mme Anne HIDALGO.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, au nom de la 8e Commission. - Je ne vais pas reprendre ici, à l'occasion de ces deux projets de délibération, toute la proposition en matière d'urbanisme que nous avons. Ce matin, si vous étiez là, vous m'auriez entendu évoquer, à l'occasion du dossier Bercy-Charenton, souvent les dossiers Masséna-Bruneseau et Clichy-Batignolles. Je ne vais pas revenir sur ce sujet.

En revanche, oui, cette rénovation du site des Olympiades est en marche. Je vous remercie, Madame CUIGNACHE-GALLOIS, de dire que cette rénovation va dans le bon sens. Oui, il y a un projet de liaison, de désenclavement et de relation entre les différents quartiers du 13e arrondissement et notamment le nouveau quartier de Masséna et le futur nouveau quartier Masséna-Bruneseau.

Oui, nous travaillons dans l'esprit de Paris métropole et notamment d'une relation très forte avec le maire d'Ivry. D'ailleurs, il était présent la semaine dernière à la réunion que nous avons eue dans le 13e arrondissement avec le maire du 13e arrondissement et à laquelle participaient de nombreux conseillers de quartier du 13e et également des habitants et des conseillers de quartier d'Ivry avec le maire d'Ivry. Tout cela se fait dans un esprit qui est celui qui consiste à ne plus imaginer notre avenir parisien sans l'imaginer au sein de la métropole et sans avoir un travail sur les questions urbaines avec les communes riveraines.

Si vous voulez d'autres éléments plus précis, je suis prête à vous donner des comptes rendus notamment des réunions que nous avons animées avec Jérôme COUMET dans le 13e arrondissement pour parler de l'avenir urbain de ce sud-est du 13e arrondissement. Le maire du 13e étant parfaitement au fait, je suis sûr qu'il aura aussi à cœur de vous apporter ces éléments s'ils vous ont échappé.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DU 59.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2009, DU 59).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DU 60.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2009, DU 60).

2009, DAC 88 - Signature d'un avenant à la convention signée avec l'association "Halle Saint-Pierre" (18e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 340.000 euros.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DAC 88 relatif à la signature d'un avenant à la convention signée avec l'association "Halle Saint-Pierre" pour l'attribution d'une subvention de 340.000 euros.

Je donne la parole à Mme Danielle FOURNIER.

Mme Danielle FOURNIER. - Merci, Monsieur le Maire.

Ce projet de délibération nous propose de verser le complément du montant de la subvention qui est attribuée à la Halle Saint-Pierre qui est de 680.000 euros.

Ce lieu consacré à l'art naïf, à l'art populaire, à l'art brut, présente des expositions qui touchent des publics très divers, aussi bien les touristes qui viennent du monde entier, que des Parisiens, que des habitants du 18e, jeunes ou adultes ; ce type d'art a vocation à s'adresser à tous sans exclusive.

Depuis de nombreuses années, depuis même l'ouverture en 1985 de la Halle Saint-Pierre, ce lieu s'est doté d'un service animation pour répondre à ces demandes d'un public diversifié et dans le projet de délibération, il est souligné que beaucoup de propositions visent le public de l'enseignement primaire et des collèges.

Nous pensons que cette attention aux jeunes et cette formation de ceux qui formeront le public de demain est très importante.

Or, le conseil d'administration de la Halle Saint-Pierre du 25 juin dernier - c'est tout récent - a mis à l'ordre du jour la suppression du service animation.

Dans la mesure où les charges, semble-t-il, restent stables, cette évolution, en termes de personnel et d'orientation, même générale, semble difficile à comprendre et encore plus à accepter. En effet, la Ville de Paris déploie des efforts quotidiens et assidus pour rendre l'art et la culture accessibles au plus grand nombre et nous savons tous qu'il ne suffit pas de décréter qu'il faut aller au musée ; un patient travail de médiation est nécessaire pour accompagner les publics et plus particulièrement les jeunes. C'est d'ailleurs une des vocations de ce lieu et c'est bien mentionné dans la convention qui lie la Ville à l'association.

D'autre part, en cette période de crise, il nous semble indispensable d'être vigilant avec les emplois culturels. Souvent fragiles, ils correspondent à des métiers dont l'utilité en termes de lien social n'est plus à démontrer. Les supprimer, c'est s'engager doublement dans une mauvaise voie.

C'est pourquoi l'annonce de la suppression du service animation nous inquiète, d'autant qu'elle s'inscrit dans un contexte de déficit structurel et de climat social tendu.

Au cours des dernières années, ont été prises plusieurs décisions de licenciement et les recours devant les prud'hommes sont très nombreux dans cette structure.

Force est de constater aussi que le contexte général n'est pas à la discussion, puisque depuis 2008, depuis les dernières élections municipales, les élus de la Ville qui nous représentent n'ont été convoqués qu'à un seul conseil d'administration, un seul autre s'étant tenu juste avant leur nomination. Deux C.A. en un an et demi ne semblent pas garantir la fluidité du dialogue, ni la mise en œuvre d'une attitude ouverte et constructive.

Pour terminer, nos réserves et nos inquiétudes portent non sur le projet artistique de ce lieu, mais sur la gestion au sens large. Il nous semble qu'on ne peut se contenter de penser des expositions, de les programmer, sans penser leur rencontre avec les publics et donc sans l'intervention des animateurs et des animatrices en l'occurrence, dont le rôle est essentiel.

C'est pourquoi nous nous abstiendrons sur ce projet de délibération.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame la Présidente.

La parole est à M. Pierre-Yves BOURNAZEL.

M. Pierre-Yves BOURNAZEL. - Merci, Monsieur le Maire.

La Halle Saint-Pierre est une belle association et c'est même une vitrine pour notre arrondissement et pour notre Ville.

Je rappelle que c'est la Ville de Paris qui est propriétaire des locaux qu'utilise l'association de la Halle Saint-Pierre et que les charges locatives n'ont cessé d'augmenter ces dernières années alors que la subvention n'a pas bougé.

Je trouve, Madame FOURNIER, qu'il est un peu inconvenant de votre part d'attaquer cette association qui est bien obligée, face à une situation financière bien compliquée, de trouver de nouvelles marges de manœuvre.

Or, cette association, son principal intérêt, ce sont quand même les expositions. Il existe trois musées d'art naïf en France dont celui-ci. Il est donc bien évident que la direction de l'association a dû faire des coupes, et elle a choisi l'animation parce qu'elle s'est aperçue que les deux emplois qui avaient été créés il y a quelques années ne correspondaient pas à une attente.

Par exemple, durant le mois de juillet, sur 56 créneaux possibles pour l'animation, 9 ont été remplis. C'est bien la preuve que la vocation d'animation, qui pourrait être réelle, ne fonctionne pas pour cette association.

Evidemment, nous voterons le projet de délibération pour soutenir cette association qui n'a pas besoin, en plus des difficultés financières qu'elle traverse, d'avoir des élus qui se mettent en travers de son action et qui critiquent. Encore une fois, c'est une association qui fait un travail remarquable, qui est une vitrine pour l'arrondissement et qui subit l'augmentation du loyer de la part de la Ville de Paris.

Ce serait un peu schizophrène de reprocher à une association de ne pas faire des coupes dans son budget, au moment où elle est en situation budgétaire compliquée. Vous n'étiez pas au Conseil d'administration du 25 juin, mais l'expert-comptable nous a expliqué que dans deux ou trois ans, l'association pouvait très bien mettre la clef sous la porte. C'est la réalité et il fallait bien pour la direction trouver des solutions budgétaires. Elle les a trouvées.

Nous espérons, plutôt que de critiquer l'association, que vous serez un soutien à la rentrée pour cette association, notamment dans les nouvelles expositions qu'elle va présenter au public.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Monsieur BOURNAZEL.

La parole est au Président BROSSAT.

M. Ian BROSSAT. - Merci, Monsieur le Maire.

Je crois qu'ici l'attachement à la Halle Saint-Pierre, à ce lieu, ne fait pas débat. Je crois que cet attachement fait l'unanimité. Simplement, on a le droit d'avoir des interrogations sur la gestion de la Halle Saint-Pierre.

Ces interrogations existent depuis longtemps, elles n'ont pas disparu, elles demeurent, et avant de dire qu'il faut augmenter la subvention de la Halle Saint-Pierre, comme je viens de l'entendre, on gagnerait à y regarder sans doute de plus près. Je dirais que la dernière réunion du Conseil d'administration m'a plutôt confirmé dans l'idée qu'on avait intérêt à rester vigilant.

Je voudrais en particulier, comme Danielle FOURNIER l'a fait tout à l'heure, rappeler qu'un des points forts de la Halle Saint-Pierre, c'est la relation avec les publics scolaires, c'est la relation avec les écoles. D'ailleurs, dans ce projet de délibération que nous devons voter aujourd'hui, il est explicitement mentionné dans les considérants que, je cite : "beaucoup de propositions visent le public de l'enseignement primaire et les collèges".

Or, la direction de la Halle Saint-Pierre envisage très prochainement la suppression, Danielle FOURNIER l'a dit, du service animation, qui est précisément chargé de tout ce travail de relations avec les publics scolaires, avec les enfants.

Les deux postes qui sont consacrés à l'animation seront supprimés dont, comme par hasard, celui de la déléguée du personnel. Je dis "comme par hasard" parce qu'on sait qu'à la Halle Saint-Pierre, on a des relations conflictuelles avec les représentants du personnel, et ce n'est pas par hasard si on a eu toute une série de difficultés aux Prud'hommes, Danielle FOURNIER l'a dit à l'instant.

Lorsqu'on interroge la direction de la Halle Saint-Pierre, on nous explique qu'après tout, toute cette question des relations avec les publics scolaires, cela n'est pas l'essentiel, cela n'est pas le cœur de l'activité de la Halle Saint-Pierre.

Il y a donc un certain paradoxe à insister sur cet aspect pour arracher une subvention de la Ville de Paris, subvention conséquente tout de même puisqu'il s'agit de 680.000 euros par an, et de l'autre à nous expliquer que cette dimension est marginale. Il y a tout de même un paradoxe, une contradiction, que j'ai du mal à résoudre.

Pour toutes ces raisons, nous nous abstiendrons sur ce projet de délibération.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Monsieur le Président.

Je donne la parole à M. Christophe GIRARD.

M. Christophe GIRARD, adjoint, au nom de la 9e Commission. - Incontestablement, c'est une association qui a une forme d'indépendance, comme toute association, mais qui divise les membres de son Conseil d'administration. Il est vrai qu'il est difficile d'y voir clair sereinement. Cependant, j'écoute évidemment chaque point de vue et je vais répondre aux trois intervenants, puisqu'il y a des nuances entre deux d'un côté et un autre par ailleurs.

En 2007, on a eu un rapport d'inspection qui a pointé un certain nombre de dysfonctionnements et formulé les préconisations pour le corriger. Un dialogue alors constructif a été engagé avec la direction des affaires culturelles et des améliorations, nous semble-t-il en toute bonne foi, ont pu être apportées : meilleure direction du lieu, assainissement des comptes et meilleure gestion des ressources humaines.

Différentes pistes sont par ailleurs toujours exploitées par l'association, conformément à nos demandes : externalisation des activités de la cafétéria, gestion des stocks de la librairie et recherches de partenariats privés. Evidemment vous me direz qu'en ce moment la recherche de partenaires privés est un peu plus compliquée.

Je crois tout à fait que la Direction des Affaires culturelles reste très mobilisée, et je l'en remercie.

Je voudrais dire à Pierre-Yves BOURNAZEL que 680.000 euros de subventions - aujourd'hui on votera pour la moitié, c'est-à-dire pour 340.000 euros -, cela n'est pas une petite somme et il faudrait vraiment très mal gérer cette association pour mettre la clef sous la porte dans trois ans. Avoir trois fois 680.000 euros au moins, et ensuite mettre la clef sous la porte dans trois ans me paraîtrait en effet relever d'un dysfonctionnement très grave, et je ne crois pas que ce sera le cas.

La Direction des Affaires culturelles m'a confirmé tout à l'heure que suite à la réunion de la 9e Commission le service d'animation de la Halle Saint-Pierre qui s'occupe des actions en faveur du très jeune public, maternelle et primaire, serait menacé de disparition. Il semblerait que cette décision ait été envisagée par la direction de la Halle Saint-Pierre en raison du déficit budgétaire qu'il occasionne.

Je suis très surpris par cette information qui est, selon moi, en contradiction avec la politique menée avec Colombe BROSSEL et Daniel POURTAUD, afin de resserrer les liens entre les écoles et les établissements culturels parisiens.

Je demande donc à la Direction des Affaires culturelles d'organiser au plus vite et au mieux - je pense à la rentrée en septembre - une réunion avec la Halle Saint-Pierre, sa direction, pour suivre cette question de près, afin que les animations et les rencontres pour les enfants ne soient évidemment pas supprimées.

Je n'ose vous demander un renforcement, qui serait peut-être excessif, mais qu'en tout cas, leur suppression ne soit pas envisagée.

Je demande à chacun, en effet, d'être très vigilant au sein du Conseil d'administration. Vous avez vos convictions. Il est très difficile pour moi d'avoir un point de vue totalement objectif, car les informations que vous faites remonter ne sont pas que complémentaires, elles sont parfois contradictoires. Mais nous serons vigilants et nous avons bien l'intention de continuer à soutenir cette association qui mène un travail important, intéressant.

D'ailleurs, j'encourage la mairie du 18e à participer peut-être, s'il y avait des difficultés financières, sur l'euro par habitant, à contribuer peut-être au soutien de cette association qui fait un travail local, de proximité également, pas seulement sur tout le territoire parisien.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Monsieur le Maire.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DAC 88.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2009, DAC 88).

2009, DAC 89 - Octroi d'une garantie d'emprunt au profit de l'association "Philharmonie de Paris" (19e) pour la réalisation d'une salle philharmonique. - Signature du ou des contrats de prêts et la convention fixant les modalités de fonctionnement de la garantie avec l'association "Philharmonie de Paris".

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons maintenant à l'examen du projet de délibération DAC 89 relatif à de l'octroi d'une garantie d'emprunt au profit de l'association "Philharmonie de Paris", pour la réalisation d'une salle philharmonique, sur lequel l'Exécutif a déposé l'amendement n° 57.

Je donne la parole à M. Christophe GIRARD.

M. Christophe GIRARD, adjoint, au nom de la 9e Commission. - C'est un point qui semble technique mais qui n'est pas anodin, car il s'agit de sommes évidemment considérables et je sais que l'adjoint aux Finances sera particulièrement attentif et vigilant…

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - C'est pour cela qu'il est présent !

M. Christophe GIRARD, adjoint, rapporteur. - Le financement de la Philharmonie est assuré à 45 % par la Ville, à 45 % par l'Etat et, nous l'espérons, à 10 % par la Région Ile-de-France.

Le projet de délibération qui vous est proposé concerne la garantie de l'emprunt au profit de l'association "Philharmonie de Paris" qui porte le projet.

L'association, l'Etat et la Ville ont souhaité s'entourer des meilleures garanties pour financer ce projet très ambitieux. Le début du remboursement de l'emprunt a finalement été fixé à 2013 et non 2014, afin de réduire au maximum les coûts.

C'est pourquoi nous proposons un amendement de l'Exécutif rectifiant la date de démarrage du remboursement de l'emprunt. Je m'en tiens là. Simplement, peu de gens savent que rembourser plus tôt, c'est en général faire des économies, contrairement à ce que l'on croit.

Je ne rappelle pas les grandes lignes du projet, je pense que vous le connaissez et que vous le soutenez.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Très bien.

Je mets à présent aux voix, à main levée, le projet d'amendement n° 57 déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet d'amendement n° 57 est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DAC 89 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération amendé est adopté à l'unanimité. (2009, DAC 89).

2009, DAC 167 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Théâtre Silvia Monfort" (15e) pour l'attribution du solde de la subvention de fonctionnement. - Montant : 772.000 euros. - Signature d'une convention relative à l'attribution d'une subvention d'équipement. - Montant : 20.000 euros.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DAC 167 relatif à la signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Théâtre Silvia Monfort" dans le 15e, pour l'attribution du solde de la subvention de fonctionnement.

Je donne la parole à Mme Hélène MACÉ de LÉPINAY.

Mme Hélène MACÉ de LÉPINAY. - Merci, Monsieur le Maire.

Lors de la dernière séance, j'avais demandé que la subvention du Théâtre Silvia Monfort vienne rapidement devant nous. Je suis donc satisfaite, Monsieur le Maire, alors que d'autres théâtres d'arrondissement attendent avec impatience le vote de la seconde partie de leur subvention, que le Théâtre Silvia Monfort bénéficie d'un traitement de faveur.

Mais ce traitement de faveur n'est qu'apparent, car si la subvention que nous allons voter est en hausse de 300.000 euros, c'est pour compenser l'indemnité de départ de Régis SANTON et le coût des salaires des deux nouveaux directeurs depuis leur arrivée au théâtre.

Il est également prévu une subvention de 22.000 euros pour aider à la production des deux premiers spectacles de la nouvelle saison. C'est la première fois, mes chers collègues, qu'une aide au projet est versée au lieu et non aux compagnies. Vous me direz, Monsieur le Maire, si c'est une exception ou une première.

En réalité, l'augmentation de la subvention au Théâtre Silvia Monfort n'est donc pas véritablement un encouragement aux nouveaux directeurs du théâtre, Laurence de MAGALHAES et Stéphane RICORDEL.

Je veux rappeler que le 30 juin Régis SANTON a quitté le théâtre dont il avait pris les rênes en avril 1991 et qu'il avait ouvert le 6 janvier 1992. Après 18 saisons, qui ont accueilli 750.000 spectateurs, après de grands succès et quelques échecs, il quitte le chapiteau voulu par Silvia Monfort qui est maintenant, grâce à lui et ses équipes, bien ancré dans le 15e arrondissement et dans le paysage parisien.

Nous voulons lui dire toute notre gratitude.

Nous accueillons avec bonheur les deux directeurs que le Maire de Paris a choisis pour lui succéder, mais nous continuons de regretter la méthode avec laquelle ils ont été désignés. Le maire du 15e arrondissement a été traité avec un mépris inimaginable dans une ville démocratique dont les élus majoritaires ne cessent de donner des leçons de morale !

Nous nous réjouissons d'accueillir deux artistes confirmés qui veulent mettre en œuvre un projet diversifié et ambitieux, qui se veut ouvert à la jeune création, qui veut développer des liens avec le quartier, avec les autres théâtres de Paris et d'Ile-de-France et accentuer l'ouverture internationale.

Je souhaite que la Municipalité renouvelle l'année prochaine son aide exceptionnelle au Théâtre Silvia Monfort, afin que les directeurs et leur équipe soient encore confortés.

Je souhaite un grand succès à Laurence de MAGALHAES et Stéphane RICORDEL. Je souhaite qu'ils apportent un nouveau souffle aux Morillons et qu'ils deviennent des acteurs privilégiés de la politique culturelle dynamique que le maire du 15e arrondissement et son adjointe à la culture développent dans notre arrondissement.

Merci.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame MACÉ de LÉPINAY.

Je donne la parole, pour vous répondre, à M. Christophe GIRARD.

M. Christophe GIRARD, adjoint, au nom de la 9e Commission. - Ecoutez, cela va être toute la vérité, puisque Mme MACÉ de LÉPINAY a choisi d'être porte-parole de M. GOUJON.

Donc, contrairement, d'abord, à ce qu'a dit Mme MACÉ de LÉPINAY, les nouveaux directeurs, qui étaient sollicités par le Ministère de la Culture pour diriger l'école Fratellini, qui avaient été sollicités par un certain nombre de villes, dont Bordeaux, dont Marseille et d'autres villes dans le monde, ont été très mal accueillis par M. GOUJON, puisque, lorsqu'ils sont arrivés à la mairie du 15e où ils étaient seuls, accueillis par 10 personnes à peu près, on leur a dit : "Vous n'êtes pas les bienvenus !"

Si cela s'appelle encourager des directeurs qui sont des gens absolument...

Mme Hélène MACÉ de LÉPINAY. - Ecoutez ce que l'on dit !

M. Christophe GIRARD, adjoint, rapporteur. - Non, non, je vous ai écoutée, Madame MACÉ de LÉPINAY. Donc, je vais dire toute la vérité de ce qui s'est passé, jusqu'au bout.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Rien que la vérité !

M. Christophe GIRARD, adjoint, rapporteur. - Malheureusement, la vérité n'est peut-être pas forcément celle que vous allez préférer.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Toute la vérité et rien que la vérité !

M. Christophe GIRARD, adjoint, rapporteur. - Donc, d'abord, ils ont été très mal accueillis, ce qui est assez inadmissible dans une ville comme Paris, je pense, où il y a une tradition d'accueil des artistes et de respect des artistes, qui n'a rien à voir avec les majorités, les minorités, les oppositions, au Conseil de Paris ou dans les arrondissements.

Moi, je pensais, au contraire, que vous seriez très heureux dans le 15e d'avoir une nouvelle…

Mme Hélène MACÉ de LÉPINAY. - C'est ce que j'ai dit !

M. Christophe GIRARD, adjoint, rapporteur. - Oui, oui ! Je ne vous ai pas interrompue, je n'ai pas fait de commentaires, je vous ai écoutée très attentivement ; je vais répondre à chaque phrase et chaque point.

Et je vais venir sur un point beaucoup plus grave qui s'est produit au dernier Conseil d'arrondissement du 15e.

Lorsque la somme évoquée, en effet, qui est une somme importante, à laquelle la majorité du 15e, son maire et certains élus ont contribué… car, quand on met de l'huile sur le feu et que l'on encourage un directeur avec lequel le Conseil d'administration, le président, M. LATARJET, qui est un homme très respectable, très, très respectable dans le domaine de la culture, négocie tranquillement son départ parce que, en effet, dans les théâtres, il y a renouvellement des directeurs… Après 17 ans, c'est une chose naturelle ; cela se fait dans les opéras, dans les théâtres, dans les musées. C'est la vitalité de la culture qu'il y ait des renouvellements. Donc, après le bilan qu'a eu M. Régis SANTON, il était tout à fait naturel qu'on puisse envisager son remplacement, on ne l'a pas fait dans la précédente mandature, c'est vous dire combien on prenait le temps de réfléchir et de faire les choses progressivement.

M. BROSSMANN est parti du Châtelet et a été remplacé par M. CHOPLIN.

M. VIOLETTE est partie du Théâtre de la Ville il y a peu de temps, remplacé également.

La Maison des Métallos voit également le remplaçant de M. PAQUET, dont je vous donnerai le nom tout à l'heure, dans les jours qui viennent.

Il est donc naturel qu'il y ait des mouvements à la tête des théâtres, et ce n'est pas la fin du mouvement, d'ailleurs, puisque nous avons l'intention de continuer à stimuler le paysage.

Quel n'a pas été notre étonnement, lors du dernier Conseil d'arrondissement, lorsque l'adjointe à la Culture que vous venez de citer avait obtenu, je ne sais par quelle méthode et de quelle manière, des chiffres confidentiels, car vous ne savez pas si M. SANTON et les directeurs ont envie que soient mis sur la place publique, devant les citoyens qui assistent à un Conseil d'arrondissement, les montants pour lesquels ils ont mené des négociations avec un conseil d'administration souverain.

Le droit du travail protège les gens et chaque citoyen a le droit de souhaiter ne pas voir divulguer ces choses, et M. SANTON n'avait peut-être pas très envie qu'on divulgue le montant de ses indemnités, important, mais qui correspond aux années qu'il a passées au théâtre Silvia Monfort, c'est notre façon de le remercier, pas seulement par des mots mais de façon sonnante et trébuchante.

Etrange méthode qu'une élue puisse obtenir… - je ne sais pas ce que l'association fera, si elle portera plainte, si elle voudra qu'une enquête soit menée -, mais la fameuse élue, Mme FONLLADOSA, a donc révélé en Conseil d'arrondissement ces chiffres et a ensuite trouvé une manière républicaine de demander au nouveau directeur d'aller voir la vidéo de ce fameux Conseil d'arrondissement pour bien entendre ce qu'elle avait pu dire sur les rémunérations.

Tout cela me paraît relever d'un autre temps et d'une autre méthode que des méthodes républicaines respectueuses du secret, des personnes et du droit du travail.

Peut-être que des gens ont ce type d'habitude. En tout cas, ce ne sont pas nos habitudes et je pense que l'association saura en effet s'en souvenir et être particulièrement vigilante.

Ensuite, concernant les leçons que vous nous donnez quant à la participation du 15e, qui vient de décider, si ce n'est le Maire de Paris sur la recommandation d'Anne HIDALGO et de moi-même, que le maire du 15e arrondissement, son représentant ou sa représentante, puisse siéger au conseil d'administration ? Pourquoi ne l'avez-vous pas fait dans la précédente mandature, avant 2001, pourquoi n'avez-vous pas demandé la réforme des statuts pour que le maire de l'arrondissement, en l'occurrence M. GALY-DEJEAN, puisse siéger au conseil d'administration du théâtre Silvia Monfort ? Pourquoi ne l'avez-vous pas fait ? Je vous pose la question.

En tout cas, sachez que ce qui s'est passé n'est pas convenable, mais je pense que l'élue en question saura en répondre.

J'ai eu l'occasion, à plusieurs reprises d'ailleurs, au Conseil de Paris, de dire que j'écrivais à Philippe GOUJON pour l'informer d'un certain nombre de choses et je lui ai demandé un droit de réponse dans le journal "Info 15" afin de rectifier un certain nombre d'informations erronées communiquées aux habitants du 15e au sujet du théâtre Silvia Monfort et de la bibliothèque Vaugirard, d'ailleurs de surcroît. Ce droit de réponse m'a été refusé par lettre recommandée du directeur de cabinet de Philippe GOUJON, M. RAGU.

Ce projet de délibération démontre, s'il fallait encore le prouver, l'attachement de la Ville au théâtre Silvia Monfort. Malgré le contexte budgétaire difficile, un effort considérable est fait par l'attribution d'une subvention exceptionnelle dont le montant vous a été donné, de 300.000 euros, ce qui porte le montant global de la subvention de fonctionnement du théâtre en 2009 à 1.200.000 euros, à laquelle s'ajoutent deux aides au projet pour des spectacles étrangers - plus 22.000 euros - et une subvention d'équipement de 20.000 euros.

Cette subvention exceptionnelle permet de donner un nouveau souffle au théâtre, de l'accompagner dans la période de transition qu'il connaît depuis le début du mois de mars avec l'arrivée d'une nouvelle direction unanimement désignée par le conseil d'administration, et déjà saluée par la presse.

Je souhaite d'ailleurs rappeler les raisons qui ont poussé le conseil d'administration à choisir le projet de Mme de MAGALHAES et de M. RICORDEL.

Ce projet, qui a fait l'unanimité, conjugue une programmation pluridisciplinaire, une ouverture à tous les publics, une inscription dans un réseau francilien, mais aussi international.

Ce n'est pas un projet de cirque contemporain, mais c'est un projet adapté au théâtre, respectueux de son histoire, ambitieux sur le plan artistique, inventif et populaire.

D'ores et déjà, les nouveaux directeurs ont travaillé sur la programmation de la saison 2009/2010 qui va démarrer le 22 septembre prochain, et ils seront en mesure de la présenter au public et à la presse le 19 septembre.

En trois mois, les nouveaux directeurs ont réussi à bâtir une programmation pluridisciplinaire de qualité et à mobiliser de nouveaux partenaires prêts à soutenir le théâtre.

Ainsi, l'O.N.D.A., l'Office national de diffusion artistique, ARCADIE, O.D.I.A. Normandie, l'Office de diffusion et d'information artistique de Normandie, Culture France, l'ambassade de Chine, l'ambassade de Norvège ont confirmé leur soutien financier à certains spectacles de la saison.

La Région Ile-de-France a également été sollicitée, ainsi que le dispositif pour la création artistique et le multimédia, sollicité pour le sur titrage des spectacles.

D'autre part, Mme de MAGALHAES et M. RICORDEL ont déjà tissé des partenariats avec d'autres établissements culturels parisiens et franciliens, inscrivant pleinement le théâtre au coeur de "Paris Métropole" : le Théâtre de la Ville, la Ferme du Buisson à Noisiel, le Théâtre Gérard Philipe de Saint-Denis, l'Échangeur à Bagnolet, et j'en oublie, puisqu'il y a également le théâtre de Vidy, dirigé par René GONZALEZ à Vidy, Lausanne.

Je pense que l'on est sur un dossier important et je me souhaite vraiment que le 15e puisse maintenant enterrer ses vieux réflexes et adhérer au projet, qui est une bonne nouvelle pour le 15e arrondissement et pour Paris.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste et élus du Parti de gauche, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Très bien.

La parole est à Mme MACÉ de LÉPINAY pour une explication de vote.

Mme Hélène MACÉ de LÉPINAY. - Merci, Monsieur le Maire.

Je constate que M. GIRARD n'a pas du tout écouté ce que j'ai dit et je le regrette.

En revanche, il a donné une information totalement mensongère en prétendant que l'on avait révélé je ne sais quoi : c'est écrit en toutes lettres dans le projet de délibération : "Une subvention exceptionnelle d'un montant de... il y a le montant…, sera versée en 2009 au titre des indemnités de départ du directeur". Il ne faut pas dire n'importe quoi, Monsieur GIRARD, il vaut mieux lire les papiers avant d'accuser des élus de je ne sais quoi.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Calmons-nous.

Veux-tu dire deux mots ?

M. Christophe GIRARD, adjoint, rapporteur. - Oui.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Alors deux mots.

M. Christophe GIRARD, adjoint, rapporteur. - Contrairement à Mme MACÉ de LÉPINAY, je ne vais pas m'énerver du tout.

Mme FONLLADOSA, l'adjointe à la Culture, a donné des détails qui ne sont pas les détails...

Mme Hélène MACÉ de LÉPINAY. - C'est marqué.

M. Christophe GIRARD, adjoint, rapporteur. - Non. Ce ne sont pas les détails indiqués dans le projet de délibération.

Vous permettez ? Ne vous énervez pas.

Mme Hélène MACÉ de LÉPINAY. - Je croyais que vous étiez transparent : je suis très étonnée.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Du calme.

Monsieur le Maire, répondez brièvement sans provocation.

M. Christophe GIRARD, adjoint, rapporteur. - Il n'y a pas de provocation. Je trouve la méthode peu recommandable, mais je veux bien qu'on demande à M. PANDRAUD d'arbitrer.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DAC 167.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2009, DAC 167).

2009, DAC 274 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Paris-Ateliers" (13e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 2.205.000 euros.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous examinons le projet de délibération DAC 274 relatif à la signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Paris-Ateliers", dans le 13e, pour l'attribution d'une subvention de 2.205.000 euros.

Je donne la parole à Mme Geneviève BERTRAND, Présidente de la 9e Commission.

Mme Geneviève BERTRAND. - Merci, Monsieur le Maire.

Y a-t-il dans le monde une seule autre ville qui propose, autant que la Ville de Paris, le développement d'activités permettant aux citoyens de participer à l'offre culturelle de la Ville en favorisant la formation aux pratiques amateurs dans les disciplines artistiques, artisanales, et dans les métiers d'art ?

C'est exactement ce que fait "Paris-Ateliers", l'ex A.D.A.C., Association pour le Développement de l'Animation culturelle à Paris, créée en 1977, et recentrée en 2004, après un audit, sur son coeur d'activité : l'encouragement à la pratique artistique amateur.

Depuis mars 2005, l'association "Paris-Ateliers" propose, ordonnés autour de 15 pôles artistiques de référence regroupant les métiers d'art, les arts plastiques, les métiers des récits et de l'image à destination des adultes, des adolescents, et même des enfants, pas moins de 160 ateliers où sont enseignées par des professionnels de haut niveau plus de cent disciplines artistiques dans quarante sites parisiens. Trente-sept de ces sites font l'objet de locations et trois sont accueillis dans les musées de la Ville.

Je tiens à souligner, pour l'avoir constaté à l'occasion de journées portes ouvertes, qu'au bouillonnement d'activités artistiques s'ajoute une caractéristique sans doute très parisienne, celle de l'accueil de talents étrangers élèves et enseignants, très spécialisés dans les arts d'ailleurs. Je pense en particulier à la calligraphie arabe et à la miniature persane.

Désormais, l'association "Paris Ateliers" axe ses activités selon trois lignes de force. La première, le développement de la pratique artistique. La deuxième, la diversification des publics. Il faut noter que pour la saison 2008-2009, ce sont pas moins de 5.433 personnes qui fréquentent les ateliers. Et enfin, troisièmement, le développement de partenariats de terrain.

A ce titre, j'aimerais demander à M. Christophe GIRARD, qui est, je crois, membre du très "select" conseil culturel de l'établissement public La Monnaie de Paris, si un partenariat ne pouvait être envisagé avec La Monnaie de Paris, qui possède de si vastes locaux, précisément au moment où son dynamique président directeur général, M. Christophe BEAUX, entreprend de diversifier les activités artistiques de son établissement et de l'intégrer dans la Ville, à l'emplacement magnifique qu'on lui connaît, dans l'esprit des réalisations de l'île de Murano au large de Venise.

Pour conclure, le groupe Centre et Indépendants votera avec enthousiasme le complément de subventions de fonctionnement de 2.205.000 euros, complétant la première tranche qui a été votée dès décembre 2008, portant à un niveau inchangé depuis 2005 la subvention de fonctionnement à 4.410.000 euros, tout en soulignant que, sur un budget global de 7.095.000 euros, les contributions des usagers s'élèvent à 2.570.000 euros.

Je tiens, pour finir tout à fait, à saluer ici le travail magnifique réalisé par M. Jean-Yves LANGLAIS, son directeur général, et toutes les équipes qui mettent tout leur cœur, tous leurs talents et tout leur tact à cette très belle entreprise.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

Je donne la parole à M. Christophe GIRARD.

M. Christophe GIRARD, adjoint, au nom de la 9e Commission. - Je crois que ce sera bref, car Mme la Présidente, Geneviève BERTRAND, de la 9e Commission, a dit les choses avec beaucoup d'honnêteté, et elle encourage de surcroît ceux qui se donnent beaucoup de mal. C'est le cas, en effet, de Jean-Yves LANGLAIS.

Je salue d'ailleurs l'arrivée du nouveau président de "Paris Ateliers" qui est Philippe HARDY et qui remplace Philippe CHAMPI qui souhaitait quitter cette fonction.

Je trouve l'idée de Mme BERTRAND excellente en effet. Je crois que rapprocher "Paris ateliers" et la Ville en général de l'établissement de La Monnaie, qui sous la présidence de Christophe BEAUX - qui porte d'ailleurs très bien son patronyme - est une très bonne idée…

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - C'est vrai.

M. Christophe GIRARD, adjoint, rapporteur. - Madame HIDALGO me le souffle, et je répète.

(Rires dans l'hémicycle).

C'est une très bonne idée, car en effet c'est un établissement d'abord unique en termes d'architecture, puisque c'est le seul bâtiment Louis XVI de Paris, qui est situé à un endroit exceptionnel, et qu'en effet il y mène une politique agressive, audacieuse, culturelle.

Je crois que la Ville a tout à fait intérêt à s'en rapprocher. Donc, je retiens l'idée de Mme Geneviève BERTRAND et je vous demande de bien vouloir voter ce projet de délibération DAC 274 qui est la signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Paris ateliers" pour l'attribution d'une subvention modeste de 2.205.000 euros !

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Je vous remercie pour votre modestie !

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DAC 274.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2009, DAC 274).

2009, DAC 294 - Signature avec l'établissement public de coopération culturelle "104 Cent Quatre" (19e) d'une convention d'objectifs relative à l'attribution d'une subvention. - Montant : 5.250.000 euros.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DAC 294 relatif à la signature, avec l'établissement public de coopération culturelle "Le 104", d'une convention d'objectifs relative à l'attribution d'une subvention d'un montant - plus cela va, plus cela monte - de 5.250.000 euros.

Je donne la parole à Mme Danielle FOURNIER pour cinq minutes. L'adjoint aux finances est parti.

Mme Danielle FOURNIER. - C'est parti mais cela sera plus court que cinq minutes.

Au Conseil de juillet de l'année dernière, nous avions eu l'occasion d'évoquer à l'occasion du vote de la subvention de fonctionnement du "104", à la fois son montant, et effectivement il est important, et surtout aussi l'évolution du mode de gestion de l'équipement public que nous avons voté alors, et qui est passé d'un établissement public local sous forme d'une régie personnalisée à caractère industriel et commercial, c'est-à-dire un E.P.I.C., qui est devenu un E.P.C.C., un établissement public de coopération culturelle. J'avais fait part alors des réserves de mon groupe sur cette forme de logique politique, qui se met en place à travers ce mode de fonctionnement.

Le fonctionnement étant très coûteux, 8 millions d'euros, on ouvre l'établissement à des missions qui ne sont pas de service public de la culture, pour équilibrer le budget et on multiplie ou on recherche, par exemple, des locations qui peuvent être rentables.

Pour ma part, je trouve la recherche de l'équilibre indispensable et nécessaire. C'est d'ailleurs le type de gestion même qui l'implique de manière impérative.

Mais je déplore qu'il ne soit pas fait de différences entre les différentes structures qui louent les espaces du "104", par exemple entre structures associatives et sociétés, et que seule la différence soit faite dans les tarifs sur le temps de location, c'est-à-dire entre ce qui relève des salons et ce qui relève des événements. Cela pénalise les associations qui doivent consacrer alors une part très importante de leurs subventions publiques au versement de la location de tel ou tel espace du "104".

Plus largement, dans le contexte de crise et en tenant compte de l'analyse des besoins, je m'interroge sur ce type d'équipements gros consommateurs de budget de fonctionnement, alors que d'autres équipements plus modestes, plus souples, bénéficiant de subventions déjà elles aussi bien plus modestes, ne sont pas forcément stabilisées.

Oui, nous allons voter ce projet de délibération mais j'aurais aimé que ce soit sans inquiétude sur la possibilité d'ouverture du "104" à des structures plus petites, notamment associatives, ce qui sera assez difficilement le cas.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Je donne la parole à M. Christophe GIRARD.

M. Christophe GIRARD, adjoint, au nom de la 9e Commission. - Merci beaucoup, Danielle FOURNIER, et je tiens à la remercier pour son assiduité aux réunions du Conseil d'administration du 104, car elle n'en a pas manqué une seule.

Cet établissement culturel ouvert seulement en octobre dernier a besoin en effet du soutien et des contributions des membres de son Conseil d'administration.

"Le 104", j'aimerais vous le rappeler ou vous en informer, a accueilli 300.000 visiteurs depuis son ouverture, que ce soit pour des rencontres avec les artistes en résidence, des ouvertures d'ateliers, des visites guidées ou des grands événements fédérateurs, comme la Foire d'art contemporain, le festival Sonic Protest consacré aux musiques hors normes, l'installation de la Villa Arpel de Tati, le week-end "La traversée" qui s'est clôturé par un grand bal populaire ou le festival "Paris en toutes lettres".

Le "104" a su tisser de nombreux partenariats avec des institutions culturelles parisiennes, comme l'IRCAM, chère à Pierre BOULEZ, le Théâtre du Rond-Point, dirigé par Jean-Michel RIBES ou le festival d'automne également brillamment dirigé et soutenu par la Ville de Paris et l'Etat. Mais également avec les centres sociaux, les centres d'animation, les régies de quartier, les jardins partagés et les enseignants du 18e et du 19e arrondissement. Vous savez que le "104" est à la frontière par la rue d'Aubervilliers du 18e arrondissement.

Les équipements inaugurés au sein du "104" entre novembre 2008 et le 5 mai 2009, la Maison des petits et la librairie Le Merle Moqueur connaissent un succès important et contribuent à l'ancrage de l'établissement dans son quartier.

Lors du dernier Conseil d'administration du 24 juin, nous avons eu un débat intéressant sur des points concrets de la vie du "104" : les coûts de chauffage, les dispositifs de sécurité, le personnel d'accueil et les tarifs de location.

Il me semble en effet important que nous soyons tous attentifs au développement du projet du "104", établissement culturel d'un genre nouveau qui se cherche, en étant particulièrement vigilant au premier mois d'ouverture et en étant prêt à des ajustements dès que nécessaire.

Lors du dernier Conseil d'administration, nous avons ainsi adopté une délibération modifiant certains tarifs de location d'espaces. Nous avons ainsi baissé le tarif plancher pour l'accueil des salons et expositions de 4 à 3 euros H.T. le mètre carré.

La possibilité de prendre en compte le critère des capacités financières du demandeur sur le modèle du fonctionnement du "100", atelier en commun avec Charenton dans le 12e, a également été évoquée. Avec une subvention de 8 millions d'euros pour une année pleine de fonctionnement, la Ville a assigné des objectifs ambitieux à la direction du "104" en matière de recettes propres, qui doivent représenter 30 % du budget, qu'il s'agisse des recettes de billetterie ou du mécénat et de la location d'espaces commerciaux. Cet objectif de 30 % de recettes propres est d'autant plus difficile à atteindre en période de crise économique et de récession.

Cependant, il est important de trouver le juste équilibre entre les activités commerciales et la mission de service public du "104". Nous l'avons affirmé pendant le conseil d'administration, il est nécessaire de distinguer les tarifs accordés aux associations pour des manifestations à but non lucratif et les tarifs accordés aux entreprises pour des salons ou des événements ; la différence est évidemment importante.

L'équipe du "104" fait des efforts particuliers en ce sens en fonction des demandes reçues.

D'autre part, je tiens à rappeler que le Cinq est un espace spécifique conçu pour les habitants du quartier et les associations locales. Il s'étend sur 500 mètres carrés, avec quatre ateliers ouverts sur une grande amplitude horaire, loués à un tarif symbolique de 2 euros de l'heure pour tout travail individuel, collectif ou associatif ayant trait à la pratique artistique amateur, à la création et à l'animation locale.

C'est un espace privilégié de relation avec le public du quartier, un lieu d'accueil, de renseignement et de promotion de la vie culturelle locale.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DAC 294.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2009, DAC 294).

2009, DAC 326 - Signature d'un avenant à la convention signée avec l'association "Cité Européenne des Récollets" (10e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 50.000 euros.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DAC 326 relatif à la signature d'un avenant à la convention signée avec l'association "Cité Européenne des Récollets" (10e) pour l'attribution d'une subvention de 50.000 euros.

Je donne la parole à Mme la Présidente Danielle FOURNIER.

Mme Danielle FOURNIER. - Monsieur le Maire, merci.

Je souhaite attirer l'attention non pas sur le montant de cette subvention, mais sur le mode de fonctionnement imposé à cette association et d'ailleurs à l'ensemble de celles qui sont installées dans ce lieu.

En effet, la Ville verse une subvention à la Cité Européenne des Récollets qui accueille, entre autres, l'association 4D et la revue "Cassandre/Horschamp".

Ce qui pose problème, ce n'est pas la diversité des thématiques, au contraire. Action artistique recherche sur la société et environnement s'articulent au sein de la Cité qui est un lieu de découverte et de rencontres assez pointues dans divers domaines.

Mais ces associations installées dans la Cité des Récollets paient un loyer à la R.I.V.P. pour leurs bureaux, loyer qui est d'ailleurs en hausse sensible et qui fait craindre un possible départ d'une des associations locataires des Récollets ; je pense à Cassandre/Horschamp. Cette association, comme les autres, lorsqu'elle intervient dans la chapelle pour des activités ouvertes aux habitants, des activités extérieures donc, doit acquitter un loyer à la Cité des Récollets, dont on nous dit dans le projet de délibération que le plus gros poste de dépenses est justement constitué par des locations immobilières.

Je n'oublie pas non plus que la Maison de l'architecture d'Ile-de-France est installée dans les Récollets et intervient elle aussi dans la programmation de la chapelle.

Donc mon interrogation est double.

La Ville ne peut-elle pas intervenir pour encadrer les loyers versés par les associations à la R.I.V.P. et éviter les augmentations qui les mettent en péril et qui peuvent les conduire à quitter ce lieu et le travail qui a été entrepris de synergie entre différents domaines ?

Ne sommes-nous pas devant une situation bien complexe, où les locations sont, on pourrait dire, en cascade, ce qui complique terriblement la gestion du lieu ?

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame la Présidente.

Je donne la parole à M. Christophe GIRARD.

M. Christophe GIRARD, adjoint, au nom de la 9e Commission. - J'essaie de réduire mon intervention.

L'association "Cité Européenne des Récollets" dispose d'un espace de 250 mètres carrés au sein de cet ensemble. Par ailleurs, une convention avec l'Ordre des architectes lui permet d'utiliser une semaine par mois, à titre onéreux, la chapelle des Récollets pour des rencontres et des expositions.

Elle organise également des événements culturels et participe activement à la vie culturelle parisienne. Ainsi, elle a pris part à l'opération "Paris en toutes lettres" en accueillant une douzaine de manifestations et, en particulier, un très bel exercice d'admiration de Philippe BESSON qui a rendu hommage à Verlaine et Rimbaud. Les associations présentes sur le site du couvent des Récollets souffrent néanmoins des loyers élevés pratiqués par la R.I.V.P.

J'ai d'ailleurs écrit en ce sens avec Anne HIDALGO, la première adjointe, en décembre 2008, au président de la R.I.V.P. afin de l'alerter sur cette situation qui fragilise les associations, attirant notamment son attention sur la situation de Cassandre.

Je souhaite que des discussions soient poursuivies, afin que le couvent des Récollets puisse rester ce lieu de résidence et de création formidable pour Paris et incontournable sur la scène internationale.

Nous allons évidemment dans le sens de l'intervention de Mme FOURNIER, puisque nous partageons ce point de vue. Le maire du 10e, M. FÉRAUD, est également partie prenante.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Une explication de vote de M. Ian BROSSAT.

M. Ian BROSSAT. - Une explication de vote de M. Alain LHOSTIS au nom du groupe Communiste et élus du Parti de Gauche.

M. Alain LHOSTIS. - S'agissant du couvent des Récollets, je voudrais quand même faire un bref historique de cette affaire et rappeler que la décision qui a été prise de sauver ce bâtiment, sous le Gouvernement Jospin, a permis d'y conserver des activités culturelles extrêmement différenciées, même si l'occupation des lieux n'a pas été celle qui était forcément au départ souhaitée, notamment au niveau de l'arrondissement. Mais je rappelle que si la R.I.V.P. est en charge de la gestion du lieu dans le cadre d'un bail emphytéotique, il lui a été imposé un certain nombre d'obligations, et notamment qui vont dans le sens de ce qui a été souhaité par l'intervention précédente.

Actuellement, puisque ce débat a eu lieu également dans l'arrondissement, nous sommes très attentifs, au sein de la municipalité d'arrondissement, à demander la réunion du groupe de pilotage sous l'égide du Préfet de Paris qui doit voir si les engagements pris par la R.I.V.P. au moment de la mise à disposition des locaux dans le cadre du bail emphytéotique sont bien respectés, tout particulièrement l'activité en direction des quartiers environnants au travers d'une certaine coordination des activités culturelles en leur direction.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, cher collègue.

Je mets à présent aux voix, à main levée, le projet de délibération DAC 326.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2009, DAC 326).

2009, DAC 448 - Signature d'un avenant et d'une convention avec l'établissement public "La Maison des Métallos" pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement et d'une subvention d'équipement. - Montant : 1.100.000 euros.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DAC 448 relatif à la signature d'un avenant et d'une convention avec l'établissement public "La Maison des Métallos" pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement et d'une subvention d'équipement d'un montant de 1.1000.000 euros.

Je donne la parole à M. Philippe DUCLOUX.

M. Philippe DUCLOUX. - Merci, Monsieur le Maire.

En tant que conseiller de Paris et également élu du 11e arrondissement et siégeant au conseil d'administration de "La Maison des Métallos", j'ai le plaisir d'accompagner la vie foisonnante de ce lieu culturel singulier à Paris, avec, bien entendu, Patrick BLOCHE, président du conseil d'administration.

Sauvée en 2001 par la Ville de Paris, grâce à la mobilisation des associations, des riverains et des élus du 11e arrondissement, "La Maison des Métallos" porte en elle l'histoire des métallurgistes et des luttes d'émancipation sociale du XXe siècle.

Manufacture pour la fabrication d'instruments de musique, puis haut lieu du syndicalisme, "La Maison des Métallos" est devenue en 2007 un établissement culturel inédit, espace de création, de mixité sociale et d'engagement citoyen.

Inaugurée en novembre 2007 par Bertrand DELANOË, après une période de préfiguration de trois ans, La Maison des Métallos est un espace dédié au spectacle vivant, à la diffusion des savoirs et au débat public. Elle réunit dans un même lieu des activités habituellement séparées pour les inscrire dans une dynamique de frottement et de décloisonnement, la création artistique, la pratique amateur, les rencontres philosophiques, les débats citoyens et les partenariats associatifs.

Je souhaite ici saluer le travail accompli par Gérard PAQUET et toute son équipe depuis les premiers mois de la préfiguration jusqu'à aujourd'hui, insufflant énergie et générosité pour faire de "La Maison des Métallos" un lieu ouvert sur le quartier et le tissu associatif local, tout en étant ouvert sur le monde.

En cette période de difficulté budgétaire, je me réjouis ici, ce soir, du maintien de la subvention de fonctionnement de "La Maison des Métallos" au même niveau que l'année 2008, qui était la première année pleine d'ouverture, soit 2 millions d'euros, et de l'attribution d'une subvention exceptionnelle d'équipement de 100.000 euros. C'est un effort non négligeable que je tiens à saluer.

Cette subvention permettra à "La Maison des Métallos" de poursuivre pleinement le développement de son projet, d'affirmer son identité et son rayonnement au cœur du 11e arrondissement, mais, plus largement, au cœur de Paris.

A l'heure du départ à la retraite de Gérard PAQUET, son directeur, les conseillers de Paris seront appelés, lors de ce Conseil, à désigner, sur proposition du Maire de Paris, un nouveau directeur ou une nouvelle directrice pour La Maison des Métallos.

Christophe GIRARD, notre adjoint à la culture, sera peut-être en mesure de nous dévoiler dès maintenant le nom du candidat retenu qui saura, je l'espère, donner une nouvelle dynamique à "La Maison des Métallos" tout en restant fidèle à sa vocation sociale et populaire.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, cher collègue.

Je donne la parole à M. Christophe GIRARD.

M. Christophe GIRARD, adjoint, au nom de la 9e Commission. - Je vais être très rapide. Remercier beaucoup Philippe DUCLOUX pour son intervention et, en effet, vous donner le nom du nouveau directeur puisque la décision a été prise ce matin. Il s'agit de Philippe MOURRAT qui a débuté sa carrière à Romans à l'âge de 24, dirigeant une Maison de quartier, puis un équipement culturel municipal pendant 10 ans. Il est ensuite devenu administrateur de la Compagnie Théâtre de la Jacquerie, implantée à Villejuif.

Responsable du développement culturel, puis chef de projet à La Villette depuis 1994, il a piloté plusieurs manifestations et actions culturelles innovantes, notamment "Les Rencontres de La Villette", grand rendez-vous national et international de la danse Hip Hop des cultures urbaines et de tous les arts du spectacle vivant impliqués dans une démarche de transformation sociale.

Donc, la dimension sociale et populaire indiquée par Philippe DUCLOUX, je crois qu'elle est plus que respectée. Et dans les bonnes nouvelles concernant la nomination de Philippe MOURRAT, c'est que la dimension numérique également est prise en compte dans son projet et qu'avec le Théâtre de la Gaieté Lyrique qui ouvrira fin 2010, début 2011, il y aura des liens qui s'établiront.

Et déjà, le nouveau Directeur, Philippe MOURRAT, travaillera de façon proche avec le Théâtre de la Ville, Emmanuel DEMARCY-MOTA, ainsi que le Théâtre Monfort avec Laurence de MAGALHAES et Stéphane RICORDEL, puisqu'une sorte de nouveau réseau va se mettre en place entre une nouvelle génération de directeurs pour une dynamique, en effet, culturelle, populaire, partagée, de grande qualité.

Paris a besoin de ces renouvellements et je vous demande donc d'accueillir, évidemment, Philippe MOURRAT avec beaucoup d'enthousiasme à la tête de "La Maison des Métallos".

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste et élus du Parti de gauche, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Madame FOURNIER ?

Mme Danielle FOURNIER. - Une petite explication de vote.

Des félicitations à Philippe MOURRAT pour sa nomination et une demande de précision aussi sur l'évolution des statuts, puisque tu as évoqué les évolutions. Nous avions demandé une évolution des statuts de la Maison des Métallos et la nomination d'une personnalité qualifiée supplémentaire. Nous n'avons pas d'éléments de réponse jusqu'à présent.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Ce n'est pas une explication de vote.

M. Christophe GIRARD, adjoint, rapporteur. - Non, mais juste en 2 mots.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - La prochaine vous vous inscrivez, c'est plus simple.

M. Christophe GIRARD, adjoint, rapporteur. - La réponse est très simple. C'est que, bien évidemment, vous comprendrez que je souhaite m'en référer au Président du Conseil d'administration qui est Patrick BLOCHE et les administrateurs car, sur cette nomination et sur l'association, rien n'est fait sans que chaque membre du Conseil d'administration ne soit partie prenante et associé aux décisions.

On est dans une sorte de cogestion assez rare. Et d'ailleurs, j'ai prévenu le Comité des Métallos de la décision et du choix, et ils s'en sont réjouis. Donc, l'évolution des statuts se fera dans le même état d'esprit, après 21 réunions quand même de concertation pilotées, entre autres, par Mme HIDALGO et nous-mêmes.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DAC 448.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2009, DAC 448).

2009, DAC 452 - Fixation du montant de la rémunération des vacations de pose des modèles physiques exerçant dans les ateliers des Beaux-arts.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DAC 452 relatif à la fixation du montant de la rémunération des vacations de pose des modèles physiques exerçant dans les ateliers des Beaux-arts.

Je donne la parole à Mme Marinette BACHE.

Mme Marinette BACHE. - Merci, Monsieur le Maire.

Je voudrais, à un double titre, saluer ce projet de délibération. Le premier concerne l'augmentation significative des revenus bruts des modèles de la Ville de Paris, qui n'a rien de négligeable puisque cela fait un peu plus de 19 % d'augmentation. Cela montre bien qu'il y avait là un véritable problème et que vous avez su, Monsieur le Maire, en être à l'écoute.

Le deuxième me permet de saluer la référence au vœu que nous avions déposé, ce qui montre le suivi méthodique du dossier, mais également votre souci de précision et de vérité.

Je me permets, bien évidemment, de profiter de cette occasion pour vous demander, Monsieur le Maire, des précisions quant aux autres volets du vœu adopté lors du dernier Conseil de Paris, à savoir, d'une part, les avancées sur le plan de l'égalité d'accès aux prestations sociales de la Ville de Paris, comme l'accès aux restaurants administratif, par exemple; et, d'autre part, l'inscription de la mention "modèle vivant" sur les fiches de paie de la Ville de Paris.

Je vous remercie par avance de me faire connaître où en sont vos réflexions sur ce sujet.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame la Présidente.

Je donne la parole pour vous répondre à M. Christophe GIRARD.

M. Christophe GIRARD, adjoint, au nom de la 9e Commission. - Alors, rapidement, vous savez que le mouvement des modèles avait commencé en octobre 2008. Nous avons tout mis en œuvre pour y répondre au plus vite et au mieux, je crois, dans le respect des métiers et des personnes.

Ainsi, ce projet de délibération qui n'arrive qu'en juillet, certes, mais néanmoins, seulement quelques mois après le début du mouvement, permet d'homogénéiser la rémunération des modèles sur la base horaire pratiquée dans d'autres établissements, notamment l'École nationale supérieure des Beaux-arts de Paris; en l'occurrence, 13 euros 31 centimes, au lieu des 11 euros 11 centimes actuellement pratiqués. Je pense que c'est une avancée notable, respectueuse et je suis certain que les modèles apprécieront cette décision.

Le taux de vacation correspondra à une séance de trois heures et sera rémunéré 53 euros 24 centimes. Il tiendra ainsi compte, en plus des trois heures de pose effective, du temps de repos, des vestiaires et des congés payés. La revalorisation prendra effet à partir du 1er septembre prochain. Cette revalorisation constitue, je crois, une réelle avancée.

Sur les autres points que vous évoquez, je souhaite pouvoir, pour être tout à fait complet, demander à la Direction des Affaires culturelles et à la DRH, des précisions exactes car je serais trop imprécis dans ma réponse aujourd'hui. Si vous m'accordez l'été pour vous apporter une réponse, j'en serai évidemment satisfait, à moins qu'en direct, pendant que je parle, on m'apporte une réponse.

En revanche, il y a une indication à laquelle je peux vous répondre, la mention "modèle vivant" sur la fiche de paie a été faite. Dorénavant, le métier est indiqué et je crois que cela aussi, c'est une avancée qui n'était pas très compliquée à obtenir, mais qui est aujourd'hui avérée.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DAC 452.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2009, DAC 452).

Vœu déposé par le groupe "Les Verts" relatif au cinéma La clef - Images d'Ailleurs (5e).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 58 dans le fascicule, déposé par le groupe "Les Verts" relatif au cinéma La clef - Images d'Ailleurs (5e).

Je donne la parole à Mme la Présidente FOURNIER.

Mme Danielle FOURNIER. - Le cinéma La Clef - Images d'Ailleurs, dans le 5e, a été créé en 1990. Il est consacré à la diffusion du cinéma de culture noire (Afrique, Caraïbes, Amérique) à Paris. Le lieu propose non seulement du cinéma, mais aussi des débats, des rétrospectives, des expositions.

Or, le Comité d'entreprise de la Caisse d'Épargne Ile-de-France, qui est propriétaire des lieux, a annoncé sa décision de vendre cet espace, et, en janvier dernier, n'a donc pas reconduit le contrat d'occupation dont bénéficiait l'association. Donc, comme de nombreuses autres structures Art et Essai, cette association est aussi dans une situation financière difficile et, du coup, elle se trouve dans l'impossibilité d'exercer son activité, ce qui est vraiment fort regrettable.

Donc, nous avons un vœu en deux temps. Tout d'abord, nous demandons à la Ville de Paris de solliciter le Comité d'entreprise de la Caisse d'Épargne Ile-de-France dont la Direction vient d'être renouvelée, pour qu'elle nous donne les intentions qu'elle a quant à la future utilisation du lieu.

Et dans un deuxième temps, nous demandons que la Ville, en concertation avec les différents acteurs, notamment l'association, envisage une solution qui permette à une programmation Art et Essai de perdurer.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Je donne la parole à M. Christophe GIRARD.

M. Christophe GIRARD, adjoint. - C'est très, très bien. Les deux souhaits exprimés en conclusion du vœu étant déjà mis en œuvre, je suis favorable au vœu des "Verts".

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe "Les Verts", assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2009, V. 235).

Vœu déposé par les groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants relatif à la bibliothèque l'Heure Joyeuse. Vœu déposé par l'Exécutif.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons à l'examen des vœux référencés n^{os} 59 et 59 bis dans le fascicule, déposés par les groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants et l'Exécutif relatifs à la bibliothèque l'Heure Joyeuse.

Je donne la parole à Jean TIBÉRI, Maire du 5e arrondissement. Une minute.

M. Jean TIBERI, maire du 5e arrondissement. - Une minute ? Bon !

Simplement - chacun est au courant de cette affaire - j'ai reçu il y a quelque temps une lettre de M. GIRARD m'annonçant le départ de la bibliothèque l'Heure Joyeuse, j'ai la lettre sous les yeux, en disant qu'il fallait que ses activités soient accueillies par une médiathèque dans le 10e arrondissement.

D'ailleurs, cette décision était confirmée par la fin de sa lettre disant : "Le Secrétaire général a confié à la Direction de l'Urbanisme une expertise afin d'évaluer la potentialité des locaux qui seront ainsi libérés".

Donc, Monsieur l'adjoint, les termes étaient d'une clarté, hélas, forte.

Alors, nous ne pouvions pas accepter, c'était une bibliothèque qui existe depuis 80 ans dans le 5e et que j'avais fait aménager dans de nouveaux locaux modernes, rue des Prêtres-Saint-Séverin, depuis 35 ans, à la satisfaction de tout le monde. C'est un établissement de proximité.

Et j'apprends, sans qu'il y ait eu concertation, une fois de plus, que cette bibliothèque devait partir.

Alors, j'ai protesté. Nous avons émis un vœu pour le maintien de cette bibliothèque, bien entendu, que tout le monde souhaite et M. GIRARD m'a envoyé une lettre, une deuxième lettre contredisant totalement la première, ce dont je me réjouis…

Oui ! Dans la première, vous avez dit qu'elle partait et là, vous dites qu'elle reste. Alors, je m'en réjouis. "Nous n'avons pas envisagé la bibliothèque de l'Heure Joyeuse, elle joue un élément essentiel d'équipement de proximité", ce dont nous nous réjouissons.

Il semble qu'il n'y ait plus de problème. Je souhaite que l'on vote le vœu et l'Exécutif a, je crois, déposé un texte nouveau, disant que "en dialogue avec le maire d'arrondissement du 5e" - si on pouvait préciser, ce ne serait pas mal ! - "une réflexion soit menée sur l'évolution et la place de cet établissement, ouvrant ainsi la voie à sa modernisation." Donc, je souhaite qu'il y ait confirmation de votre volonté nouvelle et que, sous l'autorité du Secrétaire général, si on pouvait rajouter "en liaison avec le maire du 5e arrondissement, etc."

Voilà ! Moi, je souhaite que les choses soient clarifiées, que l'on vote mon vœu et, moi, je suis prêt à voter le vœu que M. GIRARD proposait, s'il nous confirme bien que cette interprétation est claire, définitive, que, par rapport à la première qui était claire aussi mais dans le mauvais sens, cette bibliothèque soit maintenue dans le 5e. S'il y a des travaux de modernisation, qu'on les fasse, tant mieux !

Il y a un problème de fond, vous voudriez la mettre dans le 10e ! Si on pouvait la mettre dans des locaux libres du 5e, ce serait encore mieux. Si vous pouviez nous apporter ces précisions, Monsieur l'Adjoint, j'en serais très heureux.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Pour vous répondre, la parole est à M. Christophe GIRARD.

M. Christophe GIRARD, adjoint. - Avant de vous faire une proposition, que je crois être très constructive, je vais vous faire un certain nombre de propositions qui nous permettraient éventuellement de voter votre vœu.

Je crois d'abord qu'il n'y a pas de contradiction entre mes deux lettres, je vous explique pourquoi.

La Direction des Affaires culturelles mène un travail avec le Bureau des bibliothèques qui est un travail d'étude sur les collections de la Ville quand elles sont, de surcroît, des collections très particulières sur des sujets thématiques, qui n'appartiennent pas à telle ou telle bibliothèque mais qui appartiennent à l'ensemble du réseau des bibliothèques de Paris. Donc, je comprends qu'il y ait un attachement des élus, du personnel des bibliothèques, à un fonds spécifique pour une bibliothèque spécifique, mais il est clair qu'il y a un caractère universel à tout document qui appartient non pas à une bibliothèque mais à toutes les bibliothèques de la Ville de Paris.

Donc, je voudrais vous rassurer sur le fait qu'il est naturel et normal que la Direction des Affaires culturelles, épaulée par le Secrétariat général, lorsqu'ils ont des projets à mettre en œuvre dans la ville, qu'ils m'en informent et que j'adhère ou que le projet politique ensuite adhère ou n'adhère pas à ce projet, et que j'en informe, évidemment, le maire de l'arrondissement. C'est ce que j'ai voulu faire.

La seule concession que je fais sur ma première lettre, seule erreur de français et de syntaxe, c'est que j'aurais dû, en effet, utiliser un conditionnel et non un futur dans la dernière phrase, j'en conviens.

Cependant, ce que je vous demande, moi, je suis prêt à faire voter votre vœu mais, en toute sincérité, je vais vous dire pourquoi. Lorsque vous êtes intervenu en 9e Commission, il se trouve que le matin même et la veille, Mme Lyne COHEN-SOLAL, qui est élue du 5e arrondissement, m'avait fait exactement les mêmes remarques et les mêmes inquiétudes sur le départ de cette bibliothèque ou de la transformation de cette bibliothèque. Elle m'a dit que cela lui paraissait totalement incongru et étrange que l'on puisse avoir, sans avoir une concertation suffisante, un projet qui modifie profondément le fonds et l'avenir de cette bibliothèque.

Lyne COHEN-SOLAL et vous m'ayant convaincu que, en effet, cette bibliothèque était très importante dans l'arrondissement, je demande à la Direction des Affaires culturelles et au…

M. Jean TIBÉRI, maire du 5e arrondissement. - Sens de l'humour très extraordinaire !

M. Christophe GIRARD, adjoint. - Non ! J'essaie d'être constructif. Vous savez, j'essaie d'être juste. Je pense que, quand il y a unité des élus d'un arrondissement pour dire : "Voilà, votre projet qui est de prendre en partie un fonds qui irait, en effet, dans un fonds plus global dans un autre arrondissement...

M. Jean TIBÉRI, maire du 5e arrondissement. - Ce n'est pas le fonds, ce sont les activités.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Laissez parler l'homme de l'art !

M. Christophe GIRARD, adjoint. - Monsieur TIBÉRI, je vais essayer que nous votions votre vœu, mais, pour cela, j'ai besoin de donner quelques explications.

Donc, fort des arguments à la fois de Lyne COHEN-SOLAL, conseillère de Paris, adjointe au Maire, élue d'opposition dans votre arrondissement, de vous-même en 9e Commission, je me suis dit : "Il doit y avoir quand même une justesse du propos", que j'ai souhaité regarder de près.

J'ai donc dit à la Direction des Affaires culturelles : "Nous allons revoir ce projet pour Saint-Lazare, peut-être d'une autre façon, mais, en revanche, ce que je souhaite, c'est que l'Heure Joyeuse qui a, en effet, une partie de ses réserves dans le 19e, si une partie de ses réserves pouvait être affectée dans un lieu plus approprié, cela me paraîtrait quand même plus utile pour les Parisiens." Et ensuite, que des travaux puissent être envisagés, car cette bibliothèque, vous l'avez dit vous-même, depuis 1974, elle a beaucoup vieilli, elle mérite un meilleur accès. Je crois qu'en effet, on peut tout à fait envisager qu'elle soit modernisée, améliorée. Et je défendrai, comme me l'a demandé Mme Lyne COHEN-SOLAL et comme vous me l'avez demandé, que cette bibliothèque connaisse, en effet, dans le 5e arrondissement, un avenir qui soit un véritable avenir.

Je propose que l'on vote les deux vœux mais j'ai deux ou trois conditions à vous proposer.

C'est qu'évidemment, une fois que l'on aura voté votre vœu, vous preniez l'engagement d'enlever les affiches mises par un certain nombre de personnes sur les panneaux dans beaucoup...

M. Jean TIBÉRI, maire du 5e arrondissement. - Je n'ai mis aucune affiche !

Mme Lyne COHEN-SOLAL peut sourire, je n'ai mis aucune affiche. Si je mets une affiche, je l'aurais mise moi-même.

M. Christophe GIRARD, adjoint. - Attendez, moi, j'essaie de faire en sorte que, sur ce sujet-là, il y ait une paix des Sioux. Donc, si nous pouvions réussir à modifier votre vœu et à le faire voter, je serais assez heureux pour la lecture publique à Paris et dans le 5e arrondissement. Je crois que c'est le vœu des élus du 5e arrondissement dans leur unité et leur majorité.

Donc, prenons acte ! Tout arrive.

Moi, ce qui me gêne évidemment dans votre vœu, c'est : "Considérant la décision de la Mairie de Paris de transférer les activités, etc." Il n'y a pas de décision de transférer, il y avait le projet d'un transfert d'une partie des activités.

Si vous enlevez cette phrase et, ensuite, évidemment, l'autre phrase qui me gêne, c'est : "Considérant que le Maire et les élus du 5e arrondissement n'ont pas été informés du projet". Moi, j'ai le sentiment que j'ai commencé à vous informer.

M. Jean TIBÉRI, maire du 5e arrondissement. - C'est une décision.

M. Christophe GIRARD, adjoint. - Non, un projet.

M. Jean TIBÉRI, maire du 5e arrondissement. - La lettre est là !

M. Christophe GIRARD, adjoint. - Vous voulez que l'on lise la lettre ? Elle parle de projet.

M. Jean TIBÉRI, maire du 5e arrondissement. - Lisez-la.

M. Christophe GIRARD, adjoint. - Je veux la lettre.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - S'il vous plaît, Monsieur le Maire, laissez poursuivre Christophe GIRARD qui répond.

M. Christophe GIRARD, adjoint. - Je l'ai !

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Il répondra. Mais attendez ! Il répondra.

M. Christophe GIRARD, adjoint. - Pour que l'Assemblée comprenne bien.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Eclaircissez le débat !

M. Christophe GIRARD, adjoint. - Pour que l'Assemblée comprenne bien.

J'écrivais donc à M. Jean TIBÉRI le 22 juin dernier, donc il y a à peu près 15 jours de cela, 3 semaines de cela, pour lui indiquer qu'il y avait un projet de réhabilitation à l'hôpital Saint-Lazare qui verrait la construction d'une médiathèque. Donc, je l'informais de cette opération parce que cela l'intéresse et parce que, en effet, cela touche ensuite éventuellement à la bibliothèque de l'Heure Joyeuse.

Après réflexion et en cohérence avec le projet global de réhabilitation du site à forte dimension jeunesse, il semble, je ne dis pas "j'affirme", il semble pertinent que cette nouvelle médiathèque "puisse", subjonctif, puisse, pas qu'elle va, puisse accueillir les activités de la bibliothèque l'Heure Joyeuse.

En effet, ce sont "des" activités, j'en conviens, pas "les" activités, mais "des" activités. Pas "les" activités.

M. Jean TIBÉRI, maire du 5e arrondissement. - "Les" activités, cela veut dire "la bibliothèque".

M. Christophe GIRARD, adjoint. - Je suis d'accord.

Donc, "puisse", donc c'est une étude, ce n'est pas toute la bibliothèque. Il n'est pas question de fermer la bibliothèque, le Maire de Paris me l'a rappelé, il n'a jamais été question de fermer cette bibliothèque.

M. Jean TIBÉRI, maire du 5e arrondissement. - Relisez la fin !

M. Christophe GIRARD, adjoint. - Mais attendez, Monsieur TIBÉRI, mais vous êtes terrible, vous allez contre vous-même ! C'est étrange quand même !

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Laissez parler !

M. Christophe GIRARD, adjoint. - "Par ailleurs," blablablabla... voilà : "permettra de donner à voir aux chercheurs comme à un large public un panorama unique de l'édition pour enfants du XVIIIe siècle à nos jours."

Voilà, c'était sortir un fonds qui n'appartient pas...

M. Jean TIBÉRI, maire du 5e arrondissement. - Et la suite ?

M. Christophe GIRARD, adjoint. - Mais, Madame BACH, vous êtes terrible, vous vous faites du mal ! J'essaie de faire en sorte que votre vœu soit voté.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Ne te laisse pas interrompre, continue !

M. Christophe GIRARD, adjoint. - "Enfin, le Secrétariat général a confié à la Direction de l'Urbanisme une expertise afin d'évaluer la potentialité…". Potentialité, cela veut dire ce qui est potentiel, ce n'est pas ce qui est avéré, pas ce qui est fait, c'est ce qui est éventuellement possible. Cela s'appelle une "potentialité des locaux qui seront libérés". En effet, je suis d'accord…

D'ailleurs, je vous ai écrit pour vous dire, je vous l'ai même dit en 9e Commission, qu'un conditionnel était mieux adapté qu'un futur.

Il me semble que si vous acceptez de modifier… ou alors je veux bien, en effet, que l'on retoque votre vœu, puisque vous n'aurez pas la majorité, et que l'on adopte le vœu...

La majorité, c'est idiot ! Je vous propose qu'on modifie votre vœu.

Madame BACH, soyez silencieuse.

Mme Marie-Chantal BACH. - Je n'ai rien dit ! Pour une fois.

M. Christophe GIRARD, adjoint. - Je suis en échange avec M. TIBÉRI.

Si M. TIBÉRI accepte de retirer le premier paragraphe de son vœu, qui est : "Considérant la décision de la mairie de Paris de transférer", on laisse le deuxième paragraphe : "Considérant que cette bibliothèque figure sur la liste d'inventaire", on retire le troisième paragraphe : "Considérant que le maire et les élus du 5e n'ont pas été informés du projet".

Je parle avec M. TIBERI ! Vous êtes très agités au huitième rang.

"Considérant que l'Heure Joyeuse, qui a fêté…", c'est en effet un bon argument : il y a une histoire, on s'y attache.

"Considérant que la bibliothèque accueille un public nombreux de jeunes lecteurs…", très bien.

"Jean TIBÉRI, Chantal BACH, Christian SAINT-ÉTIENNE...", j'aurais aimé que l'on rajoute Lyne COHEN-SOLAL, mais l'accepterez-vous ? Je vous le demande.

M. Jean TIBERI, maire du 5e arrondissement. - Cela fait dix fois que vous le citez. Vous allez subjuguer.

M. Christophe GIRARD, adjoint. - Elle m'a convaincu comme vous.

Émettre le vœu que la bibliothèque de l'Heure Joyeuse, non pas, soit maintenue, mais soit renforcée dans sa mission dans le 5e arrondissement.

Voilà ce que je vous propose.

Si vous acceptez tout cela, et d'associer le nom de Mme Lyne COHEN-SOLAL, on aurait réussi une belle opération.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Monsieur TIBÉRI, voulez-vous dire quelques mots ?

M. Jean TIBERI, maire du 5e arrondissement. - L'important, pour moi, c'est que la bibliothèque reste.

Je vois bien que M. GIRARD est gêné : cela fait 50 fois qu'il cite Mme COHEN-SOLAL. Je vois bien que sa première lettre a semé un trouble, quelque part, et je ne lui en veux pas. Il a dû faire l'objet d'interventions diverses. Je ne cherche pas la mort du pécheur : j'ai constaté que c'est en partant de cette lettre.

Je veux bien dire que les activités n'ont pas eu lieu, qu'il n'y a pas eu de l'intention de la mairie, peut-être, mais il y a quand même votre lettre. Comment faire pour annuler cette lettre ?

M. Christophe GIRARD, adjoint. - C'est très simple. Il y a ma deuxième lettre et ensuite il y a un vœu. Le vœu sera le dernier document faisant foi.

M. Jean TIBERI, maire du 5e arrondissement. - Je ne suis pas hostile à ce que vous intégriez Mme COHEN-SOLAL : cela veut dire qu'elle se joint à notre démarche et je m'en réjouis, et trouver une formule disant qu'il y a eu une petite erreur d'interprétation dans la première lettre, au moins.

M. Christophe GIRARD, adjoint. - Suite à... Non, qu'une différence d'appréciation.

M. Jean TIBERI, maire du 5e arrondissement. - Je ne veux pas la mort du pécheur mais...

M. Christophe GIRARD, adjoint. - Je pèche tellement que je serais mort depuis longtemps… et à Saint-Nicolas-du-Chardonnet.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Reste avec nous.

Répondez, Monsieur le Maire.

M. Christophe GIRARD, adjoint. - A la suite d'appréciations différentes… après tout voilà : on s'est exprimés, vous avez votre langue, j'ai la mienne. Mon écriture, la vôtre.

M. Jean TIBERI, maire du 5e arrondissement. - La vôtre est subtile, mais elle est intéressante.

M. Christophe GIRARD, adjoint. - La mienne n'annule pas la vôtre, et la vôtre n'annule pas la mienne.

M. Jean TIBERI, maire du 5e arrondissement. - C'est de la philosophie…

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - On vous laisse tous les deux ? Que fait-on ?

M. Christophe GIRARD, adjoint. - Si cela convient à M. TIBERI.

M. Jean TIBERI, maire du 5e arrondissement. - On est d'accord.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Personne ne voulant la mort du pécheur, que faisons-nous ?

M. Jean TIBERI, maire du 5e arrondissement. - M. Christophe GIRARD ne croyait pas que c'était simplement pour cela… Si nous sommes inquiets dans le 5e… Je vais accepter cela.

Il y a eu des précédents. On nous a supprimé deux ludothèques, dans le 5e, un restaurant pour le troisième âge. Et je dis à notre Assemblée que j'apprends aujourd'hui que la mairie a l'intention de supprimer un centre de P.M.I. dans le 5e. Cela fait beaucoup de suppressions d'équipements.

M. Christophe GIRARD, adjoint. - Ce n'est pas moi !

M. Jean TIBERI, maire du 5e arrondissement. - Ce n'est pas vous. C'est pour cela que je ne veux pas vous pénaliser, et c'est pourquoi j'accepte votre proposition.

M. Christophe GIRARD, adjoint. - Moi non plus, je ne veux pas vous pénaliser.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Il faut clore. On a échangé.

M. Jean TIBERI, maire du 5e arrondissement. - On est d'accord.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Christophe, acceptes-tu le vœu n° 59 ?

M. Christophe GIRARD, adjoint. - Non, je l'ai amendé d'un commun accord avec M. le Maire.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - C'est le vœu n° 59 amendé dans le sens que Christophe GIRARD a dit avec votre soutien.

M. Jean TIBERI, maire du 5e arrondissement. - Voilà.

M. Christophe GIRARD, adjoint. - On retire celui de l'Exécutif.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Le vœu n° 59 bis déposé par l'Exécutif est donc retiré.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par les groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants, amendée par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2009, V. 236).

Vœu déposé par M. Jean-Jacques GIANNESINI, Mme Anne-Constance ONGHENA et les élus du groupe U.M.P.P.A. relatif à la préservation des ateliers d'artistes du 40, rue des Solitaires.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 60 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif à la préservation des ateliers d'artistes du 40, rue des Solitaires.

La parole est à M. Jean-Jacques GIANNESINI.

M. Jean-Jacques GIANNESINI. - Merci, Monsieur le Maire, je vais aller un peu plus vite qu'avant.

L'association des Ateliers d'Artistes de Belleville a été créée en 1990. Elle regroupe près de 200 artistes dans les 10e, 11e, 19e, et 20e arrondissements.

Aujourd'hui, certains ateliers sont menacés par le phénomène d'embourgeoisement urbain. En effet, certains propriétaires sont tentés de réaliser des plus-values immobilières en transformant les ateliers en lofts. C'est le cas pour les ateliers situés au 40, rue des Solitaires. Si ces ateliers étaient transformés, cela porterait non seulement un préjudice pour le patrimoine artisanal et industriel dont ils sont les témoins, mais aussi, c'est la disparition d'artistes qui travaillent et qui vivent de leur métier.

Il est de notre devoir de les protéger et c'est pour cela que je vous demande, et demande au maire de Paris, d'user de son droit de préemption et de mettre en œuvre tous les moyens à sa disposition pour assurer la pérennité de ces ateliers.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Je donne la parole à M. Christophe GIRARD.

M. Christophe GIRARD, adjoint. - On a quand même affaire à un vœu un peu démagogique, me semble-t-il. Quand le vœu parle de phénomène d'embourgeoisement de Belleville alors que l'on sait qu'il y a plus de 35 % de logements sociaux dans le 19e et que par ailleurs, votre groupe n'encourage pas le logement social dans le 6e ou dans le 7e, cela me fait un peu sourire.

(Protestations sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

Vous êtes terribles ! J'écoute, vous n'écoutez point.

La Mairie de Paris, vous devez quand même le savoir, ne possède plus le droit de préemption sur cette adresse : immeubles privés. On ne peut rien faire.

Donc, évidemment, je suis obligé d'émettre un avis défavorable sur une adresse privée sur laquelle nous n'avons aucun droit de préemption.

En revanche, évidemment, j'encourage les trois artistes concernés à présenter une demande d'atelier d'artiste auprès de la Direction des Affaires culturelles que nous suivrons avec la plus grande attention, comme nous le faisons pour toutes les demandes, en particulier quand elles sont soutenues par des élus qui connaissent bien ces artistes, pour qu'en effet, leur dossier soit traité le plus clairement et le plus précisément possible.

Je ne peux pas accéder à votre demande de soutenir ce vœu, mais en revanche, la Ville s'engage à aider les artistes dans leur recherche comme elle le fait pour tous les artistes qui respectent la procédure des demandes.

(M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, remplace M. Pierre SCHAPIRA au fauteuil de la présidence).

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur GIANNESINI, souhaitez-vous répondre à M. GIRARD ?

M. Jean-Jacques GIANNESINI. - Juste un mot, merci, Monsieur le Maire.

Je trouve un peu regrettable que la Mairie de Paris ne puisse pas faire quelque chose car le propriétaire souhaite vendre. Quand un propriétaire souhaite vendre, si la Ville veut préempter, elle peut.

J'ai quelque exemples, si vous voulez, Monsieur GIRARD, on pourra en parler après. Si vous le voulez, la Ville pourra préempter.

Vous en tirez toutes les conséquences. Vous préférez donner des ateliers d'artiste à des artistes, qui ne seront peut-être même pas dans le 19e. Ce sera un départ d'artistes du 19e arrondissement : chacun fait ce qu'il a à faire.

En tout cas, je dirai donc à ces artistes ce qu'il en est aujourd'hui, merci.

M. Christophe GIRARD, adjoint. - Je suis obligé de signaler à M. GIANNESINI que cet immeuble privé est en copropriété depuis plus de 10 ans, et donc, la Mairie ne possède pas le droit de préemption pour cette raison. Donc, n'allez pas dire des choses fausses aux artistes.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Je vous propose maintenant de mettre aux voix le vœu n° 60 avec un avis... Monsieur GIRARD, avec un avis ?

M. Christophe GIRARD, adjoint. - Défavorable.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Je mets donc aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

2009, SGRI 25 - Signature avec la Municipalité de Jéricho d'un accord portant sur un projet de coopération décentralisée dans le domaine de l'eau "Soutien à une gestion durable de l'eau".

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Nous examinons le projet de délibération SGRI 25 relatif à la signature avec la Municipalité de Jéricho d'un accord portant sur un projet de coopération décentralisée dans le domaine de l'eau "Soutien à une gestion durable de l'eau", sur lequel l'Exécutif a déposé l'amendement n° 65 ter.

La parole est à M. SCHAPIRA.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, au nom de la 9e Commission. - Oui, c'est un amendement tout simple.

Le M.A.E. s'est désisté de cette opération à Jéricho sur l'accès à l'eau. L'A.F.D. se substitue.

C'est simplement ce point.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Monsieur le Maire.

Je mets donc aux voix, à main levée, le projet d'amendement n° 65 ter déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet d'amendement n° 65 ter est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération SGRI 25 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération amendé est adopté. (2009, SGRI 25).

2009, SGRI 53 - Signature d'une convention avec l'association "Acted" pour l'attribution d'une subvention pour son action d'assistance aux populations civiles sri-lankaises. - Montant : 50.000 euros.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Nous examinons maintenant le projet de délibération SGRI 53 relatif à la signature d'une convention avec l'association "Acted" pour l'attribution d'une subvention de 50.000 euros pour son action d'assistance aux populations civiles sri-lankaises.

Je donne la parole à M. le Président BROSSAT.

M. Ian BROSSAT. - Merci, Monsieur le Maire.

La guerre civile qui a déchiré le Sri Lanka pendant 25 ans vient de se terminer. Pourtant, l'urgence humanitaire ne fait que commencer. Aujourd'hui, ce sont des centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants qui sont déplacés, réduits à la faim et à la soif. Leur survie est clairement menacée, si l'on en croit les différents rapports des O.N.G. et des organisations internationales.

Au mois de mai dernier, à mon initiative, le groupe Communiste et des élus du Parti de Gauche avait présenté un vœu pour qu'une aide d'urgence soit débloquée dès que la situation le permettrait. Je veux saluer ici le travail rapide et précieux de la Ville qui propose, par ce projet de délibération, d'accorder 50.000 euros à "Acted", une O.N.G. française.

L'heure est, en effet, à l'action humanitaire et je me réjouis que notre vœu soit donc suivi d'effet et que nous ayons, aujourd'hui, le plaisir de voter cette subvention.

Je vous remercie.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Monsieur le Président.

Pour répondre, je donne la parole à M. SCHAPIRA.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, au nom de la 9e Commission. - Je remercie M. BROSSAT de ses remerciements.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Après vous avoir remercié tous deux, je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération SGRI 53.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2009, SGRI 53).

Vœu déposé par MM. Denis BAUPIN, Sylvain GAREL et les éluEs du groupe "Les Verts" pour un soutien de la Ville de Paris au peuple iranien en lutte pour ses droits et sa liberté.
Vœu déposé par M. Ian BROSSAT et les élus du groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif aux manifestations populaires en Iran.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Nous passons maintenant à l'examen des vœux référencés n^{os} 66 et 67 dans le fascicule, déposés par les groupes "Les Verts" et Communiste et élus du Parti de Gauche, relatifs aux manifestations populaires en Iran.

Je donne la parole à M. Denis BAUPIN.

M. Denis BAUPIN, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Je pense que tous, ici, nous sommes au courant, évidemment, de ce qui se passe en Iran et du véritable coup d'Etat qui vient d'avoir lieu, puisqu'on a parlé, dans un premier temps, de trucage électoral, mais quand on regarde ce qui se passe réellement, c'est véritablement un coup d'Etat qui a lieu en Iran.

La population iranienne se mobilise très largement aujourd'hui contre ce coup d'Etat et pour faire respecter ses droits, ses droits à un scrutin libre et à choisir ses propres dirigeants. Des manifestations ont lieu très régulièrement à Paris et il nous apparaissait très important que le Conseil de Paris lui-même exprime sa solidarité avec le peuple iranien, comme le font beaucoup d'autres Villes à travers le monde, beaucoup d'autres pays.

Voilà donc l'objet de ce vœu.

Je ne veux pas être plus long, mais il me paraît important que nous exprimions notre solidarité. J'ai cru comprendre qu'une initiative était déjà prévue demain soir qui va dans le même sens. Evidemment, s'il faut modifier le texte du vœu pour l'adapter pour prendre en compte cette nouvelle initiative qui aura lieu demain soir ; plutôt qu'une banderole, j'ai cru comprendre que ce serait un écran, etc.

Nous souhaitons évidemment que le Conseil de Paris, malgré tout, exprime clairement son soutien.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Monsieur BAUPIN.

Je donne maintenant la parole à M. le Président BROSSAT.

M. Ian BROSSAT. - Je serais plus court, puisque ce que Denis BAUPIN a dit à l'instant rejoint complètement ce que nous portons dans notre vœu.

J'approuve évidemment ce qu'il a dit et je souhaite donc que ce vœu puisse être voté.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Monsieur le Président.

La parole est à M. SCHAPIRA pour vous répondre.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint. - Evidemment, nous partageons la même appréciation de la situation, qu'il s'agisse du déroulement des élections ou de la répression violente des manifestations, des manifestations pacifiques, qui ont suivi.

En soutien à ces manifestants courageux qui ont bravé les interdictions au nom de leur liberté et de la démocratie, nous avons décidé d'apporter notre soutien aux manifestations qui se tiennent depuis plusieurs semaines à Paris.

J'ai, pour ma part, participé à toutes les manifestations depuis 15 jours : celles qui se sont passées place d'Iéna, celle qui s'est passée devant les marches de l'Opéra et la marche faubourg Saint-Antoine, les manifestations pour la libération d'une jeune femme qui travaille dans une O.N.G. qui s'appelle Silva HAROTONIAN ; nous avons participé, en tous les cas, pour ma part, j'y ai participé.

J'ajoute que nous sommes en contact depuis le début avec des associations indépendantes qui veulent la démocratie en Iran - vous la connaissez, elle s'appelle "Where Is My Vote" -, avec le soutien et l'accord du président de la ligue des Droits de l'Homme iranienne, qui est un proche de Shirin EBADI que nous avons reçue ici il y a quelques années.

Nous avons pris l'initiative demain soir, et je vous y invite, de projeter un clip - c'est plus qu'un clip, cela va durer sept à huit minutes, peut-être un peu plus - d'images non violentes - c'est ce que les organisateurs ont voulu - des manifestations qui se sont déroulées et qui se déroulent toujours, malgré la situation, à Téhéran. Demain soir, à 18 heures 15, nous réaliserons une projection sous une tente sur le parvis de l'Hôtel de Ville.

Voilà ce que je voulais vous dire, mais après tout, je pense que compte tenu des décisions que nous avons prises, des contacts que nous avons eus, le vœu peut être retiré.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Vous parlez des 2 vœux ?

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint. - Oui.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Quelle est la réaction des deux groupes auteurs des deux vœux ?

Monsieur BAUPIN, vous avez la parole.

M. Denis BAUPIN, adjoint. - J'ai du mal à comprendre toute la conclusion de M. SCHAPIRA. S'il s'agit du dernier alinéa du vœu concernant la banderole, on peut le retirer puisqu'il y a une initiative et que ce n'est pas une banderole. Mais, à mon avis, que le Conseil de Paris prenne position en soutien au peuple iranien me paraît quelque chose qui est important comme signal, donc je ne vois pas où est le problème.

Notre souhait, c'est qu'en amendant éventuellement ce vœu, évidemment il soit soumis au vote.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Monsieur SCHAPIRA, vous avez la parole.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint. - J'ai l'habitude, quand je travaille sur ce genre de vœu, d'abord de comprendre la parole de mes interlocuteurs. J'avais cru comprendre que ce vœu était retiré, parce qu'il y avait un certain nombre de points plusieurs fois demandés et cela m'a été confirmé.

Voilà. Je vous dis ce qu'on a fait. On n'a pas attendu le Conseil de Paris et on a fait un certain nombre de choses. On a pris un certain nombre d'initiatives et je pensais que cela suffisait et que j'avais l'accord du président GAREL pour le retrait de ce vœu.

M. Sylvain GAREL. - Monsieur le Maire, j'avais toujours compris qu'il y aurait un vœu de l'Exécutif, que l'on ait un vœu à voter. Je pense que c'est important, comme l'a dit Denis, qu'il y ait un vote de notre assemblée par rapport au soutien au peuple iranien. Je pense en plus que c'est un vote qui peut être unanime.

Comme il n'y a pas de vœu, je pense qu'on peut voter notre vœu et celui des communistes.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Monsieur SCHAPIRA, dans l'idée émise par M. BAUPIN de supprimer le dernier alinéa.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint. - Ecoutez, la prochaine fois, la parole donnée, j'aime cela ! Je vous le dis, quand je donne ma parole, je travaille dans ces conditions-là, sinon c'est toujours limite.

Je comprends que compte tenu de l'absence d'un certain nombre d'entre nous à des manifestations, il faille évidemment manifester que le Conseil de Paris soit présent.

(Mouvements divers dans l'hémicycle).

Je retire ce que je viens de dire ! Mais sur la parole donnée, je ne retire pas.

Donc, je pense que la banderole, il faut retirer le dernier alinéa, que le premier alinéa convient. J'avoue que le deuxième alinéa, je ne l'ai pas lu parce que je ne pensais pas qu'on devait en discuter. Sur le deuxième alinéa, je veux bien qu'on dise : "annulation du scrutin" - mais pour qui nous prenons-nous ? - "et l'organisation de nouvelles élections".

Je pense que si on avait un vœu, qui est que : "Le Maire de Paris exprime au nom de tous les Parisiens notre solidarité avec les centaines de milliers de manifestants iraniens qui font preuve d'une grande dignité et de beaucoup de courage", je pense que cela irait. Voilà.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Sur la proposition de M. SCHAPIRA, qui est de supprimer le deuxième et le troisième alinéa du vœu et de se contenter du premier, y a-t-il consensus entre les groupes concernés ?

Monsieur le Président BROSSAT ?

M. Ian BROSSAT. - La majorité se porte bien, et en l'occurrence je suis en accord total avec ce que Denis BAUPIN a dit tout à l'heure. Notre démarche est la même.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Monsieur BAUPIN, acceptez-vous que le vœu en reste au premier alinéa, c'est-à-dire que : "Le Maire de Paris exprime au nom de tous les Parisiens notre solidarité…" ?

M. Denis BAUPIN, adjoint. - Je trouve que c'est un peu faible par rapport à la situation dans laquelle on est. La demande qui est là est celle des associations et du collectif, avec lesquelles Pierre SCHAPIRA nous a expliqué tout à l'heure que la Mairie de Paris était en contact pour projeter un film demain.

C'est la même demande. Exprimer sa solidarité dans la situation. On est quand même dans une situation de coup d'Etat dans laquelle on peut exprimer un souhait.

M. Jérôme DUBUS. - La Ville de Paris n'est pas un Etat !

M. Denis BAUPIN, adjoint. - Attendez, quand vous proposez des vœux pour condamner les propos d'AHMADINEJAD, etc. sur un certain nombre de choses, nous ne sommes pas un Etat non plus et nous avons voté des vœux concernant des situations internationales sans se sentir un Etat.

Ce vœu a été déposé il y a une semaine. Le texte n'est donc pas très nouveau. Je ne vais pas me battre pendant des heures sur ce point, mais je ne vois pas quelle est la difficulté de dire que nous pensons que ces élections sont des élections frauduleuses, alors que c'est quelque chose qui a été exprimé dans des communiqués de presse. Je pense que la Ville de Paris l'a dit, l'Etat français l'a dit, l'Union européenne l'a dit. Partout, il a été dit que les élections ont été frauduleuses. On ne dit pas des choses qui sont extraordinairement nouvelles en exprimant cela.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Monsieur SCHAPIRA, je voudrais juste faire une remarque : est-ce que le cas échéant nous pourrions en revenir à la proposition d'origine, c'est-à-dire supprimer seulement le troisième alinéa ? Vous êtes d'accord ?

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint. - Je suis d'accord.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Dans ces conditions, le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche retire son propre vœu ? C'est assez compliqué.

M. Ian BROSSAT. - Nous le maintenons.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Très bien.

Le vœu n° 66 avec l'amendement de suppression du troisième alinéa, c'est-à-dire l'alinéa sur la banderole, et avec l'avis favorable de l'Exécutif.

Nous sommes bien d'accord, Monsieur SCHAPIRA ?

Je mets donc aux voix, à main levée, la proposition de vœu référencée n° 66 déposée par le groupe "Les Verts", amendée par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2009, V. 239).

Quant au vœu n° 67 avec la suppression du paragraphe sur la banderole, l'Exécutif donne-t-il un avis favorable, Monsieur SCHAPIRA ?

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint. - On dit non.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - En supprimant l'alinéa sur la banderole ?

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint. - En supprimant l'alinéa sur la banderole, oui.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - D'accord.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu référencée n° 67 déposée par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, amendée par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2009, V. 240).

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la politique de coopération de la Ville de Paris avec la Méditerranée.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 68 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif à la politique de coopération de la Ville de Paris avec la Méditerranée.

La parole est à M. DUBUS.

M. Jérôme DUBUS. - Très rapidement, je me suis entretenu tout à l'heure de ce vœu avec M. SCHAPIRA. Il m'a demandé de l'exprimer rapidement ce soir. Il répondra par écrit, m'a-t-il dit, donc je retire ce vœu et j'attends la réponse écrite de M. SCHAPIRA.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Parfait.

Vœu déposé par le groupe "Les Verts" relatif à l'Union générale des étudiants de Palestine.
Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif à l'Union générale des étudiants palestiniens.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Nous passons à l'examen des vœux référencés n^{os} 69 et 70 dans le fascicule, déposés respectivement par les groupes "Les Verts" et Communiste et élus du Parti de Gauche, relatifs à l'Union générale des étudiants palestiniens.

Je donne la parole au Président GAREL.

M. Sylvain GAREL. - L'Union générale des étudiants de Palestine est une association qui est installée depuis fort longtemps en France et qui rassemble, comme son nom l'indique, des étudiants palestiniens. Comme vous le savez, il y a la fois des Palestiniens de Palestine mais aussi des Palestiniens qui sont des Français d'origine palestinienne, puisque c'est un peuple qui, aujourd'hui, par la force de l'histoire et la force des armes malheureusement, a été obligé de s'exiler pour beaucoup d'entre eux.

Elle joue un rôle important pour l'accueil de ces étudiants. Suite à des problèmes sur lesquels je ne reviendrai pas, parce que je n'ai qu'une minute pour présenter ce vœu, ce groupe n'a plus de locaux à Paris. Je pense qu'il est important de montrer notre intérêt pour ce qui se passe dans cette partie du monde, où depuis plus de soixante ans un conflit très meurtrier se poursuit, que la Ville de Paris intervienne pour aider l'Union générale des étudiants de Palestine à retrouver un local.

Je vous remercie.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Monsieur le Président.

La parole est au président BROSSAT, pour une minute.

M. Ian BROSSAT. - Je ne voudrais pas donner l'impression qu'il y a un axe privilégié entre mon groupe et le groupe des "Verts".

(Mouvements divers dans l'hémicycle).

Peut-être sur certaines questions internationales, et en particulier sur la Palestine.

En tout état de cause, le vœu que nous présentons poursuit le même objectif que celui présenté par Sylvain GAREL. Il s'agit effectivement de permettre à L'Union générale des étudiants palestiniens, que j'ai eu l'occasion de rencontrer il y a peu, de bénéficier d'un local à Paris. Avec cette spécificité des étudiants palestiniens qu'ils n'ont pas d'interlocuteur au même titre que les Etats qui bénéficient d'une ambassade et qui ont une existence réelle, ce qui n'est pas le cas de l'Autorité palestinienne aujourd'hui.

Voilà, c'est l'objectif poursuivi par ce vœu.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Monsieur le Président.

Pour répondre, je donne la parole à M. SCHAPIRA.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint. - Les Palestiniens en France et notamment la déléguée générale de la Palestine, que ce fut Leila SHAHID ou Hind KHOURY, que nous rencontrons très, très souvent, ont des interlocuteurs. Il n'y a aucun problème.

J'ai eu ces deux vœux, la mairie n'a pas été saisie par l'association. J'en ai parlé avec la déléguée générale. Je dois vous dire qu'il est très difficile d'accorder des locaux à des étudiants étrangers, quels qu'ils soient.

Donc, je m'en suis entretenu, d'ailleurs, avec Ian BROSSAT et Sylvain GAREL. Je proposais que nous étudiions les possibilités de pouvoir les aider à trouver un local à Paris. Je prends cet engagement. Et je vous demandais à tous les deux si vous aviez accepté de retirer votre vœu.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Monsieur le Président GAREL, quelle est votre réponse ?

M. Sylvain GAREL. - Ma réponse, c'est que l'engagement du Maire adjoint à aider l'Union général des étudiants de Palestine à avoir un local à Paris me satisfait.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci de cet hommage à la loyauté de l'Exécutif municipal.

Monsieur le Président BROSSAT, vous avez la parole.

M. Ian BROSSAT. - Ecoutez, comme je suis, moi aussi, un partisan du respect de la parole donnée, je retire ce vœu.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Bien, je vous remercie tous deux.

Vœu déposé par le groupe "Les Verts" relatif au soutien du comédien et réalisateur Birman ZARNAGAR.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Nous allons donc, maintenant, examiner le vœu référencé n° 71 dans le fascicule, déposé par le groupe "Les Verts", relatif au soutien au comédien et réalisateur birman ZARNAGAR.

Je donne la parole à M. le Président GAREL, pour une minute.

M. Sylvain GAREL. - Merci, Monsieur le Maire.

Là aussi, je vais être très bref, de toute façon, je n'ai qu'une minute et s'il fallait parler du régime birman et de tout ce qu'il fait subir à son peuple, il faudrait malheureusement des heures.

On connaît, bien sûr, le cas d'AUNG SAN SUU KYI et nous étions intervenus pour la faire citoyenne d'honneur de la Ville Paris lors de la précédente mandature. Malheureusement, sa situation, comme vous le savez, est loin d'être réglée. Il y a bien d'autres prisonniers qui sont détenus pour des raisons politiques.

Nous avons été alertés par des groupes parisiens d'Amnesty international sur un réalisateur qui s'appelle ZARNAGAR qui, pour avoir simplement dénoncé le fait que son pays n'était pas intervenu d'une façon efficace et réelle pour aider des sinistrés du cyclone Nargis, a été condamné à 35 ans de prison. Vous voyez dans quel type de régime on se trouve.

Comme vous le savez, on a pu le voir avec AUNG SAN SUU KYI, 35 ans de prison en Birmanie, c'est 35 ans de prison, ce n'est pas 34, il n'y a pas de libération conditionnelle. Donc, ça veut dire que c'est quelqu'un qu'on a condamné à mort, de fait, à mourir dans une prison. Donc, je souhaiterais que la Ville de Paris intervienne auprès des autorités birmanes.

Je sais bien - on me l'a déjà dit et j'en suis très conscient -, les autorités birmanes se fichent un peu des interventions du Gouvernement français ou de tous les Gouvernements, mais peut-être qu'à force de parler de certains dossiers, comme on l'a fait pour AUNG SAN SUU KYI, peut-être qu'un jour des groupes comme Total arrêteront de soutenir le régime birman et feront en sorte que ce régime s'effondre.

Je vous remercie.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Monsieur le Président.

La parole est à M. SCHAPIRA.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

J'ai parlé avec Sylvain GAREL, évidemment, sur le cas de ce réalisateur birman. J'ai proposé, parce que la formulation "sous la protection de la Ville de Paris", je n'arrive toujours pas à comprendre ce que cela veut dire. On l'a employé dans d'autres circonstances.

C'est vrai qu'il y a un certain nombre de gens, d'intellectuels notamment, qui sont en prison. Par contre, ce que je proposais, c'est que le Maire écrive à l'ambassadeur de Birmanie en France, puisqu'il est là, et demande à Bernard KOUCHNER, au Ministre des Affaires Étrangères, d'intervenir fortement pour que le procès soit revu concernant ce réalisateur. Voilà ce que je propose, mais "sous la protection de la Ville de Paris", moi je ne suis pas d'accord, je crois que tu en étais d'accord !

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Sylvain GAREL ?

M. Sylvain GAREL. - Il faudra que l'on retravaille là-dessus. D'ailleurs, j'aimerais bien à cette occasion que notre idée de Commission pour les citoyens d'honneur de la Ville se réunisse bientôt et qu'on parle aussi...

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint. - Elle s'est réunie quand même.

M. Sylvain GAREL. - Oui, une fois.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint. - Mais on a mis ensemble les bases.

M. Sylvain GAREL. - Oui, mais ce serait peut-être bien maintenant qu'on passe au travail concret.

Je pense qu'il faudrait aussi qu'on discute de cette appellation "sous la protection de", moi, cela me semblait une bonne idée. C'est vrai que notre Conseil a un mauvais souvenir d'une personne qu'on a mise sous protection et cela a causé des polémiques, même si je ne regrette rien à ce sujet. Ce qui m'importe, c'est la situation de ZARNAGAR et, là aussi, s'il y a un engagement du Maire de Paris à écrire, avec j'espère le fait que les Présidents de groupe recevront copie de ce courrier…

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint. - Chaque fois.

M. Sylvain GAREL. - … ce sera - je pense - déjà un premier pas. Il faudra qu'on prenne d'autres initiatives en sa faveur parce que je crains qu'il ne soit pas libéré dans l'année.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Donc, vous retirez le vœu, Monsieur le Président ?

M. Sylvain GAREL. - Oui.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Parfait.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint. - Monsieur le Maire ?

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Monsieur SCHAPIRA ?

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint. - Simplement, j'ai pris l'initiative de réunir une commission avec les Présidents de groupe concernant les citoyens d'honneur. Elle se réunira dès qu'on aura des propositions, bien évidemment.

C'était l'engagement que nous avions pris ensemble.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Monsieur le Maire.

Vœu déposé par le groupe "Les Verts" relatif à la coopération internationale de la Ville de Paris et à la sécurité routière.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Nous passons au dernier vœu rapporté par M. SCHAPIRA, il s'agit du vœu référencé n° 72 dans le fascicule, déposé par le groupe "Les Verts", relatif à la coopération internationale de la Ville de Paris et à la sécurité routière.

La parole est à M. le Président GAREL.

M. Sylvain GAREL. - Merci, Monsieur le Maire.

Vous avez peut-être lu comme moi - et j'ai été effaré en lisant cela il y a quelques semaines - un rapport de l'Organisation mondiale de la santé, qui pour la première fois s'est penchée sur les conséquences de la violence routière au niveau mondial.

Les chiffres qui sont publiés sont absolument terrifiants. 1,2 million de morts, 20 à 50 millions de blessés chaque année dans le monde, avec deux points qui sont extrêmement importants dans ces calculs, c'est que 90 % de ces victimes se trouvent dans des pays pauvres et que l'essentiel des personnes qui sont blessées ou tuées sur les routes sont des piétons et des cyclistes. On a là une situation tout à fait incroyable.

Il faut savoir que, dans ce même rapport, il est dit qu'entre 20 et 49 ans, c'est la deuxième cause de mortalité chez les hommes dans le monde. Donc, la violence routière - et ses conséquences - est tout à fait dramatique.

Cela m'a donné l'idée que la Ville, parce qu'elle a réussi à faire baisser, comme dans la France entière, d'une façon considérable ces conséquences dans notre pays et dans notre ville... Je vous rappelle qu'en France, en 1973, il y avait encore 16.000 morts par an. On est aujourd'hui tombé à un peu plus de 4.000 et on pourrait encore d'ailleurs faire diminuer ce chiffre. Donc, on peut faire baisser, d'une façon extrêmement importante, le nombre de victime sur les routes.

Je pense que la Ville qui a une expertise, qui a des ingénieurs, qui a des techniciens pourrait, via l'A.I.M.F, proposer une nouvelle sorte de coopération internationale pour faire baisser les conséquences de la violence routière dans les villes avec lesquelles nous travaillons dans l'hémisphère sud.

Je vous remercie.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Monsieur le Président.

La parole est à M. SCHAPIRA pour vous répondre.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint. - Merci, Monsieur le Président, Monsieur le Maire.

Effectivement, je ne reviens pas sur ce que vous avez dit concernant les accidents qui sont extrêmement nombreux. Evidemment, je suis favorable pour que la proposition soit faite aux membres de l'A.I.M.F au prochain bureau.

Je dois dire que comme cela m'a intéressé, ce que vous disiez en cette 9e commission, j'ai interrogé l'A.I.M.F et, effectivement, il y a déjà eu ce genre d'actions qui ont été abandonnées, je ne sais pas pourquoi. Cela m'a permis de découvrir.

Sur ce point, on pourrait d'ailleurs s'inspirer, avec l'Association internationale des maires francophones, d'une initiative qu'elle avait prise - c'est de cela que je parlais - avec la municipalité de Bamako. Il s'agissait de la formation des chauffeurs de taxis qui s'étaient vu ensuite attribuer un certificat, enfin, bref. Donc, Il y avait toute une action de formation des chauffeurs.

Je suis évidemment entièrement d'accord pour relancer ces projets qui avaient eu lieu il y a quelques années.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe "Les Verts", assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2009, V. 241).

2009, DAC 449 - Acceptation d'un don de 32.000 euros pour l'acquisition un ouvrage rare destiné à la Bibliothèque Historique de la Ville de Paris.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Nous passons maintenant à l'examen du projet de délibération DAC 449 relatif à l'acception d'un don de 32.000 euros pour l'acquisition d'un ouvrage rare destiné à la Bibliothèque Historique de la Ville de Paris.

Je donne la parole à Mme MACÉ de LÉPINAY, pour 5 minutes.

Mme Hélène MACÉ de LÉPINAY. - Merci, Monsieur le Maire.

Nous voterons, bien entendu, ce projet de délibération qui permet à la Ville d'acquérir un manuscrit unique. Je crois qu'il faut souligner, en cette occasion, la grande générosité de deux mécènes, la Fondation Breslauer et l'Association du Mécénat de l'Institut, qui offrent, comme vous l'avez dit, Monsieur le Maire, 32.000 euros pour permettre à la Bibliothèque Historique de la Ville de Paris d'acquérir un ouvrage majeur pour l'histoire de Paris au XVIIIe siècle. Qu'ils soient donc remerciés !

Mais c'est pour moi, Monsieur le Maire, l'occasion de vous interroger sur le fonctionnement actuel de la B.H.V.P. Depuis l'arrivée de sa nouvelle conservatrice, nous avons été alertés sur des pratiques curieuses, et en particulier sur l'élimination de livres et de collections complètes des rayonnages de la bibliothèque. Comment cette institution, bibliothèque patrimoniale par excellence, riche de fonds anciens, de fonds littéraires, architecturaux, d'histoire de l'art, de photographies, d'estampes et de périodiques, lieu de ressources formidable pour la recherche et moteur elle-même de recherches historiques peut-elle être traitée de manière aussi brutale ?

Comment, sous prétexte qu'ils existeraient dans d'autres institutions parisiennes, des ouvrages peuvent-ils être purement et simplement éliminés, sans avoir été proposés à d'autres bibliothèques françaises ou étrangères ?

Les collections de la B.H.V.P. ont été constituées pour et par les Parisiens. Une bibliothèque patrimoniale ne peut pas "désherber" son fonds sans contrôle, même si ce ne sont pas, et c'est heureux, des ouvrages rares qui sont concernés.

Nous votons aujourd'hui pour un enrichissement.

Je demande une communication sur la politique actuelle de la B.H.V.P. et je demande que, en vertu du parallélisme des formes, un projet de délibération nous soit présenté pour que notre Conseil avalise, en toute connaissance de cause et si elles sont justifiées, les éliminations d'ouvrages opérées par les responsables de la bibliothèque.

Je vous remercie.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Madame.

Pour vous répondre, je donne la parole à Mme Danièle POURTAUD.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, au nom de la 9e Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

Pour répondre à votre intervention, Madame MACÉ de LÉPINAY, je voudrais, bien entendu, m'associer à vos remerciements concernant le don qui est fait par les deux mécènes pour enrichir les fonds de la B.H.V.P.

Je répondrai maintenant de manière un peu plus détaillée à vos observations concernant ce qu'il est coutume d'appeler, effectivement, le "désherbage", puisque c'est le terme consacré au sein des collections de la B.H.V.P.

Je vais vous donner un certain nombre de précisions qui sont techniques mais, à mon avis, elles permettent de lever toute ambiguïté.

D'abord, quelles sont les règles qui s'appliquent ?

Depuis le 1er juillet 2006, selon le Code général de la propriété des personnes publiques, le CG3P pour les connaisseurs, les règles sont différentes selon que les biens concernés relèvent du domaine public ou du domaine privé de ces personnes publiques. J'espère que tout le monde a suivi !

Parmi les biens meubles qui sont inaliénables, figurent - je cite : "les collections de documents anciens rares ou précieux des bibliothèques".

Donc, ces documents, qui constituent le fonds patrimonial d'une bibliothèque, ne sont pas désherbés ou détruits, pas plus à la B.H.V.P. que nulle part ailleurs.

Deuxièmement, la détermination du caractère ancien, rare ou précieux d'un document relève de l'expertise des conservateurs des bibliothèques. Ce sont donc uniquement les documents n'entrant pas dans ces catégories qui peuvent faire l'objet d'un désherbage dans les neuf bibliothèques spécialisées de la Ville de Paris.

Il est vrai qu'une polémique, dont vous venez de vous faire l'écho, a été lancée récemment par un article dans la Tribune de l'Art. Je m'en suis, bien sûr, inquiétée auprès de la Direction des Affaires Culturelles et auprès des responsables de la B.H.V.P. Les vérifications nécessaires ont été faites et je suis en mesure de vous rassurer : les procédures prévues ont été respectées.

Mais, puisque vous demandez par ailleurs une communication de la politique de la B.H.V.P., la nouvelle directrice de la B.H.V.P. a été chargée, d'ici la fin 2009, de rédiger une charte des collections qui précisera les domaines qui constituent le cœur des missions de ces bibliothèques.

Cette démarche devra aussi aider à résoudre le problème de l'engorgement des magasins, en donnant la possibilité de désherber les fonds grâce à une politique de conservation partagée.

En clair, les bibliothèques patrimoniales de la Ville agiront de manière concertée. Les documents éliminés dans certaines bibliothèques restent disponibles dans d'autres pour les usagers présents ou futurs, mais, je le répète, en aucun cas, il ne s'agit de documents ayant un caractère patrimonial.

Voilà, Monsieur le Maire, ce que je pouvais répondre à cette intervention.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Madame la Maire.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DAC 449.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2009, DAC 449).

Ce projet est adopté et adopté, même, je crois, à l'unanimité, sauf erreur de ma part.

Désignation de représentants du Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal, dans divers organismes. (Suite).

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Mes chers collègues, je vous informe que les scrutins sont clos.

(Il est procédé au dépouillement).

Les scrutins étant clos, je vous annonce les résultats de ces scrutins :

Jury appelé à procéder à la sélection du maître d'œuvre qui sera chargé de la construction d'un ensemble d'équipements composé d'une école polyvalente de 12 classes, d'un collège de 24 divisions, d'un gymnase, de deux salles de sport et d'un lieu d'appel des agents de la propreté, 141 à 153, boulevard Macdonald (19e) (R. 41) :

Nombre d'inscrits : 163

Nombre de votants : 45

Non participation au vote : 118

Bulletins blancs ou nuls : 0

Suffrages exprimés : 45

Majorité absolue : 23

Pour : 45

Jury relatif à la passation d'un marché de maîtrise d'œuvre urbaine sur le secteur d'aménagement "Bercy-Charenton" (12e) (R. 42) :

Nombre d'inscrits : 163

Nombre de votants : 43

Non participation au vote : 120

Bulletins blancs ou nuls : 0

Suffrages exprimés : 43

Majorité absolue : 22

Pour : 43

Commission spéciale en vue de l'analyse des propositions et l'audition des candidats à la conclusion des conventions d'occupation temporaire du domaine public pour l'exploitation des centres sportifs Jean-Bouin et Géo-André (16e) (R. 44) :

Nombre d'inscrits : 163

Nombre de votants : 44

Non participation au vote : 119

Bulletins blancs ou nuls : 1

Suffrages exprimés : 43

Majorité absolue : 22

Pour : 43

Commission d'appel d'offres du Groupement de commandes pour la réalisation d'études sur le secteur d'aménagement "Bercy Charenton" (12e) (R. 45) :

Nombre d'inscrits : 163

Nombre de votants : 42

Non participation au vote : 121

Bulletins blancs ou nuls : 1

Suffrages exprimés : 41

Majorité absolue : 21

Pour : 41

Commission d'appel d'offres du Groupement de commandes pour la passation de marchés de maîtrise d'œuvre et d'études et diagnostics complémentaires aux fins de conception de l'opération d'aménagement des berges du canal de Saint-Denis entre le rond point des Canaux à Paris et le pont de Stains à Aubervilliers (R. 46) :

Nombre d'inscrits : 163

Nombre de votants : 43

Non participation au vote : 120

Bulletins blancs ou nuls : 0

Suffrages exprimés : 43

Majorité absolue : 22

Pour : 43

Les candidatures proposées sont adoptées. (2009, R. 41, R. 42, R. 44, R. 45, R. 46).

2009, DU 29 - Modification du règlement local de la publicité, des enseignes et préenseignes applicable à Paris.
Vœu déposé par le groupe "Les Verts" relatif au processus d'élaboration du RIP.
Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la consultation des maires d'arrondissement lors de l'installation de panneaux publicitaires à l'occasion d'un chantier de construction ou d'aménagement.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Nous examinons maintenant le projet de délibération DU 29 concernant la modification du règlement local de la publicité, des enseignes et préenseignes applicable à Paris, sur lequel le groupe "Les Verts" a déposé l'amendement n° 61 et le groupe Centre et Indépendants, l'amendement n° 63 bis.

C'est bien "bis" ?

C'est curieux, je croyais que c'était réservé à l'Exécutif, non ?

Je donne la parole à Mme Laurence DOUVIN, pour 5 minutes.

Mme Laurence DOUVIN. - Merci, Monsieur le Maire.

Mes chers collègues, nous avons longuement discuté du règlement local de publicité en décembre 2007 dans cette Assemblée. Il y a eu vice de forme dans la procédure. Celle-ci reprend donc pour une mise en conformité indispensable.

Nous voterons, bien évidemment, favorablement pour qu'elle reprenne. Un groupe de travail va se réunir.

Nous estimons que, depuis la fin de l'année 2007, il y a des éléments nouveaux. J'en citerai deux.

Tout d'abord, évidemment, le contexte économique, avec une crise qui génère des pertes de recettes considérables. Je rappelle, bien sûr, la baisse des droits de mutation, une baisse non anticipée, malgré nos prédictions. Les conséquences sur les finances de la Ville s'imposent. On voit bien qu'elles entraînent une recherche effrénée d'économies dans tous les domaines et une quête non moins résolue de recettes nouvelles.

Au titre de celles-ci, pourraient, bien sûr, figurer les recettes de publicité, ce qui appellera de notre part une vigilance toute particulière.

Vigilance notamment en ce qui concerne les nouveaux moyens de déplacement.

Sur Vélib', il est tout à fait malsain, et nous l'avions dit, de jumeler le marché de la publicité et celui de Vélib'. D'abord, on ne peut oublier qu'il a coûté aux Parisiens, du fait du Maire de Paris, 7 millions d'euros parfaitement indus lors de l'extension aux communes limitrophes qui pouvaient particulièrement bien assumer cette charge.

Ensuite, parce que les frais d'exploitation...

M. Jean-Pierre CAFFET. - C'est le Grand Paris.

Mme Laurence DOUVIN. - Attendez ! Le Grand Paris, c'est une chose. Faire payer aux Parisiens quelque chose qu'ils n'ont pas à payer, c'en est une autre !

Ensuite, parce que les frais d'exploitation du système Vélib' ont explosé et qu'ils posent un sérieux problème de prise en charge entre l'entreprise et la Ville. La Ville, autrement dit, les contribuables parisiens !

Des chiffres et des accords, qui sont aujourd'hui plus que discrets, doivent être mis sur la place publique et vus au grand jour. Bien d'autres villes ont adopté un système qui fonctionne très bien, sans jumelage du marché de location des vélos en libre-service avec celui de la publicité.

Ensuite, deuxième raison, en période de crise, on recherche des remèdes qui ne sont pas toujours sans conséquence.

Ainsi, par exemple, un publicitaire peut très bien ne pas hésiter à mettre sur son déroulant dix affiches au lieu de cinq pour gonfler ses propres recettes.

Tout ceci, mes chers collègues, incite simplement à la plus grande prudence qui sera de mise dans l'année à venir lors de la discussion au sein du groupe de travail, puisqu'il s'agit de parvenir à un équilibre entre le soutien à l'activité économique et commerciale par la publicité et le développement en même temps d'un environnement écologique et apaisé.

Le second point que je voulais souligner, c'est la recherche d'une économie qui intègre le développement durable et notamment les économies d'énergie.

A l'heure où le président de la République souhaite que le Grand Paris soit un modèle de réalisation de développement durable, et au moment où Paris, notre ville, cherche à développer la notion d'écoquartier, comme par exemple aux Batignolles, comment ne pas être plus exigeants en matière de publicité lumineuse et notamment de déroulants lumineux ? Là aussi, les discussions du groupe de travail seront l'occasion peut-être de progresser par rapport au texte précédent.

Enfin, et c'est l'objet de notre vœu, le vœu n° 63, j'aborderai le marché des palissades de chantier.

Chaque fois qu'il y a un chantier, il y a maintenant pose de panneaux publicitaires. Il convient donc de se préserver des abus et d'associer plus étroitement les maires d'arrondissement, ainsi d'ailleurs que les conseils de quartier. C'est le sens de notre vœu n° 63, où nous demandons que le Maire soit systématiquement consulté.

Je dirai, enfin, que le règlement local de publicité ne peut que se situer dans la perspective des suites qui vont être données au rapport du sénateur DUPONT qui vient d'être rendu au Gouvernement et doit donner lieu à un projet de loi à l'automne.

Je rappelle que ce rapport a pour intitulé : "Cinq pistes pour limiter les abus de la publicité extérieure".

La Ville ne peut pas, sans arrêt, se situer dans un calendrier qui ne soit pas coordonné avec la politique nationale.

J'ajouterai enfin, pour terminer, que quelles que soient les mesures adoptées, la Ville devra impérativement se doter des moyens de contrôle nécessaires. Ces moyens n'existent que très peu aujourd'hui. Nous devrons donc mobiliser les compétences des différentes directions concernées, de manière à faire de Paris un lieu exemplaire d'application de développement durable en équilibre avec l'essor économique.

Je vous remercie.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Madame DOUVIN, et merci surtout d'être restée dans la limite des cinq minutes.

Je donne maintenant la parole à Mme la Présidente BACHE, également pour cinq minutes.

Mme Marinette BACHE. - Moins que cela, Monsieur le Maire.

Nous devons donc relancer la procédure de Règlement local de publicité. Ce R.L.P. dont Paris avait cherché à se doter prenait en compte la volonté de notre Ville de protéger l'espace urbain et la qualité de vie des Parisiens, sans attenter à son dynamisme commercial.

Je veux rappeler combien le travail qui avait été effectué pour parvenir à la délibération votée le 17 septembre 2007 avait été long et sérieux, 7 réunions du groupe de travail formé de membres du Conseil de Paris, de représentants de l'Etat ayant voix délibérative et de membres qualifiés désignés par le Préfet avec voix consultative.

Je tiens à souligner que ce R.L.P. avait été voté à l'unanimité de notre Assemblée après avis favorable de la Commission des sites.

Cependant, certains professionnels usent de divers moyens pour empêcher ce nouveau Règlement local de publicité qui protégera mieux notre Ville et ses habitants de trop d'agressions publicitaires de s'appliquer rapidement.

Je passerai sur les démêlés judiciaires que nous connaissons tous, pour dire tout simplement que j'approuve la décision du Maire de Paris de relancer l'ensemble de la procédure de R.L.P. ; c'est la meilleure voie pour obtenir rapidement l'application à Paris d'un nouveau règlement.

Etant donné notre unanimité sur l'ensemble de ces bancs en 2007, étant donné la volonté de notre Municipalité, étant donné également les déclarations gouvernementales sur le sujet, j'ai confiance dans la possibilité d'aboutir.

Ce projet de délibération se fixe un délai d'un an.

Compte tenu des différentes réunions nécessaires, ce délai me semble raisonnable.

Les élus du groupe M.R.C. attachent un intérêt particulier à quelques points comme le format des enseignes, la limitation de la pollution sonore et lumineuse, la qualité esthétique du mobilier urbain et la protection de certaines zones, tant la proximité des écoles que les quartiers historiques de Paris.

Je terminerai en espérant que le groupe de travail soit constitué dans la diversité du Conseil et en lui souhaitant, sous l'impulsion de Danièle POURTAUD, un bon travail.

Je vous remercie.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Madame la Présidente.

La parole est à M. Jacques BOUTAULT, pour cinq minutes.

M. Jacques BOUTAULT, maire du 2e arrondissement. - Monsieur le Maire, chers collègues, les élus du Conseil de Paris avaient voté, en décembre 2007, un Règlement local de publicité qui avait fait l'objet de groupes de travail au sein desquels se sont déroulés de nombreux débats. Ces groupes de travail avaient été menés par Jean-Pierre CAFFET et avaient abouti à un Règlement local de publicité qui était un compromis qui nous semblait acceptable compte tenu que certaines de ces orientations allaient dans un sens. Il nous semblait favorable aux désirs des Parisiens qui souhaitent un environnement qui ne soit pas pollué par des affichages publicitaires en trop grand nombre et en trop grande surface. Il permettait, en outre, de mieux protéger notre patrimoine urbanistique parisien.

D'autres mesures ne nous semblaient pas aller si loin, mais nous avions accepté ce compromis au nom de notre volonté de pouvoir aboutir.

Il s'avère que le Règlement local de publicité qui avait été voté par les élus parisiens s'est vu attaqué pour vice de forme, pas en raison de la façon dont le travail a été mené, mais en raison d'une carence de l'Etat qui n'avait pas convoqué dans les bonnes formes la Commission des sites et paysages qui devait valider le document avant qu'il ne passe devant le Conseil de Paris afin d'être voté dans les mêmes termes.

L'Etat avait également commis une faute en acceptant que siège dans les groupes de travail une association qui n'avait pas un objet purement parisien, puisque c'était une association d'obédience nationale et qu'à ce titre, elle n'était pas, semble-t-il, habilitée à participer à nos groupes de travail, ce que je regrette. Mais ces maladresses de l'Etat n'ont pas échappées aux afficheurs et aux annonceurs qui s'en sont emparés pour attaquer le R.L.P. devant le Tribunal administratif.

Je le regrette d'autant plus que les élus, eux, avaient fait leur travail tout à fait correctement.

Le Tribunal administratif a jugé que le R.L.P. devait être rediscuté par les élus du Conseil de Paris et que, pour que cela puisse se faire, des groupes de travail puissent se réunir à nouveau.

Mais le Conseil d'Etat, par la suite, a annulé la décision du Tribunal administratif, considérant que le R.L.P. n'était pas attaquable sur le fond. C'est la raison pour laquelle nous avions défendu en septembre 2008 l'idée que le Maire de Paris signe néanmoins ce R.L.P., prenant un risque juridique faible qu'il soit à nouveau annulé, puisque, sur le fond, le Conseil d'Etat n'avait rien trouvé à redire.

Maintenant, nous avons pris acte de la décision du Maire de Paris de recommencer le travail, de remettre l'ouvrage sur le métier. Mais nous souhaitons que la Ville s'engage à ce que le groupe de travail qui va se réunir à nouveau ne remette pas en cause le R.L.P. qui avait été voté en décembre 2007 par l'ensemble du Conseil de Paris. Nous devrons donc recommencer à discuter sur cette base pour l'améliorer encore et non pas repartir de l'ancien R.L.P. de 1986.

Le groupe "Les Verts" a déposé un amendement qui vise à ce que le R.L.P. soit plus protecteur de l'environnement et qu'il ne permette pas aux afficheurs de s'acharner à vouloir vendre de l'espace public aux multinationales, comme cela est dit ou sous-entendu dans le projet de délibération, puisqu'on parle d'éviter une surenchère qui nuit à la perception des messages publicitaires.

Les Parisiens souhaitent simplement que cette surenchère publicitaire soit limitée. Elle représente une pollution pour le paysage urbain et une atteinte à la liberté de pouvoir se promener dans les rues sans être assailli par des messages commerciaux de tous ordres. C'est l'objet de l'amendement que nous avons déposé, qui porte le n° 61 dans la liasse.

Je vous remercie.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Monsieur le Maire. Vous avez parlé cinq minutes et cinq secondes ; j'admire la précision !

La parole est à Mme Laurence GOLDGRAB.

Mme Laurence GOLDGRAB. - Merci, Monsieur le Maire.

Les élus radicaux s'étaient déjà exprimés à de nombreuses reprises concernant le Règlement local de la publicité, puisqu'en 2001, c'est un élu radical du 11e qui avait demandé la révision du R.L.P., mais c'est, aujourd'hui, au nom du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés que je parlerai.

Comme vous le savez, le syndicat des publicitaires U.P.E. et le Syndicat national de l'enseigne et de la signalétique - Synafel - ont contesté devant le Tribunal administratif le projet de R.L.P. approuvé par le Conseil de Paris lors de ses séances des 17 et 18 décembre 2007, après avis favorable de la Commission départementale des sites, siégeant en formation de publicité en date du 28 décembre 2007.

Selon eux et comme l'a dit Jacques BOUTAULT, la Préfecture n'aurait pas convoqué la Commission des sites dans les bonnes formes et aurait commis une faute dans la composition du groupe de travail. La Préfecture, donc, a commis plusieurs séries de fautes, semble-t-il. Je demanderai à Danièle POURTAUD, d'ailleurs, des éclaircissements sur ces fautes qui ont retardé et qui retardent le processus d'adoption du R.L.P.

Ces syndicats, je le regrette, ont attendu la fin des travaux du groupe de travail pour dénoncer ces irrégularités dans le but manifeste de retarder l'entrée en vigueur du projet de R.L.P. qui pourtant, avait réussi à trouver un juste équilibre entre un contrôle plus cohérent de l'espace publicitaire et de la liberté commerciale, ce qui a été rappelé également.

A les écouter, ces publicitaires, la ville ressemblerait à un vaste espace publicitaire ne tenant aucunement compte de la liberté de conscience des habitants, et encore moins du respect de l'environnement.

Réaffirmons que nous ne voulons pas être des individus formatés par la publicité. Aujourd'hui, le citoyen est très souvent et trop souvent réduit au simple rôle de consommateur, ce qui annihile de fait toute liberté de choix. Il se retrouve contraint de subir ce qui lui est imposé. En permanence sollicité par des panneaux publicitaires qu'il ne peut éviter dans la rue ou les transports en commun, le citoyen ne dispose plus de son libre arbitre. Nous ne voulons pas de cette société-là : les élus parisiens ne doivent pas céder à l'intimidation des publicitaires.

Pour cela, la Ville propose aujourd'hui de relancer la procédure d'élaboration d'un nouveau règlement local de publicité, sans attendre le résultat des procédures administratives, et nous nous en félicitons.

Prévoyant entre autres une interdiction des panneaux d'affichage de 12 mètres carrés, réduisant ainsi leur taille à un maximum de 8 mètres carrés, l'arrêt des panneaux déroulants la nuit entre minuit et 7 heures du matin, l'interdiction de toute publicité à moins de 50 mètres des établissements scolaires, le Règlement local de la publicité voté en 2007 avait fait preuve d'une grande avancée en termes de respect de l'environnement et des libertés individuelles.

Mettons à profit ce délai supplémentaire pour améliorer le Règlement de publicité à Paris, mieux protéger notre patrimoine, réfléchir et adapter le nouveau R.L.P. à l'évolution des technologies, la publicité intrusive telle que nous l'avons dénoncée en mars dernier lors d'un vœu sur la publicité numérique dans le métro est absolument intolérable. Les nouvelles technologies doivent être mises au service des Parisiennes et des Parisiens, et non l'inverse.

Profitons-en aussi pour réfléchir à la place qui devrait être accordée à l'affichage associatif et culturel dans l'espace public. J'ai la certitude que Danièle POURTAUD, adjointe en charge de ce dossier, fera les meilleurs efforts pour faire aboutir rapidement le nouveau règlement, et ceci, dans le respect de toute procédure juridique.

Je vous invite donc également, comme tous les autres intervenants, à voter ce projet de délibération, mais en marquant notre volonté inébranlable d'améliorer le cadre de vie des Parisiens et préserver leur liberté de choix.

Merci.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - La parole est à M. Alexis CORBIÈRE.

M. Alexis CORBIÈRE. - Des paroles fortes et claires ont déjà été prononcées par les orateurs précédents, notamment pour ce qui est des raisons factuelles du débat que nous avons et du vote qui va suivre.

Toutefois, au nom de mon groupe, Communiste et Parti de Gauche, je voudrais indiquer ce qui a déjà été exprimé, mais le dire à nouveau, dans la continuité du débat que le Maire de Paris, notamment hier, a engagé lorsqu'il évoquait le travail du dimanche et le type de société que cela entraîne.

Je crois que parler de la publicité à Paris, c'est aborder une fois de plus le même sujet : dans quel monde voulons-nous vivre, dans quelle ville voulons-nous vivre, et quel type de société, de rapports humains voulons-nous établir ? Voulons-nous faire République, où les valeurs partagées entre nous sont celles qui nous rassemblent : liberté, égalité et fraternité, ou voulons-nous mettre des valeurs marchandes dans chacune de nos relations.

C'est dans cet esprit que la commission qui va se mettre en place devra travailler. C'est un débat majeur qui vise à ce que…, car nous le savons, la publicité qui a pour but de prendre les têtes a surtout pour objectif de prendre les portefeuilles. Ce débat doit avoir lieu sereinement. Il y a un acquis - les travaux menés en 2007.

Il faut partir de cet acquis pour l'améliorer.

Quel type d'améliorations ?

Là encore, je ne le dis certainement pas pour viser ma camarade, mon amie, Danièle POURTAUD, qui va mener la commission, mais le débat, même si Danièle POURTAUD est très compétente pour le mener, ne doit pas être seulement pris sous l'aspect du patrimoine, car certes, il faut réglementer la publicité à Paris, notamment dans les quartiers qui ont une forte valeur patrimoniale, mais aussi sur l'ensemble des quartiers parisiens.

Je crois que ce sera un des enjeux de la commission : voir de quelle manière, en partant des acquis et du compromis trouvé en 2007, je reprends les mots de M. BOUTAULT, de voir si on ne peut pas améliorer pour qu'il ait d'autres quartiers qui visent à ce que la réglementation soit plus coercitive.

En deux mots, pour donner quelques pistes, notamment sur le format des publicités, notamment sur les publicités lumineuses qui fonctionnent encore le soir, on pourrait là aussi limiter la consommation d'électricité.

Ma collègue évoquait les nouveaux types de publicité, la publicité numérique : il y a là beaucoup de pistes sur lesquelles il faudra travailler. Nous arriverons à mettre en place une commission qui, en un an, améliorera encore ce qui a été fait.

Je conclus sur le fait que le vœu et le souhait de notre groupe est que le groupe de travail qui se mette en place englobe chacun des groupes ici présents, et notamment le nôtre. Je crois que nous trouverons les conditions à ce que mon souhait soit exaucé.

C'est sur ces mots que je conclurai mon intervention en indiquant que nous voterons pour le projet de délibération qui est proposé.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - La parole est à Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE, pour cinq minutes.

Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE. - Engagé en 2003, annoncé pour 2004, et finalement reporté en 2007 après trois années de gestation sur fond de tiraillements au sein de votre exécutif, le Règlement local de la publicité parisien accuse aujourd'hui un vrai temps de retard.

Six ans se sont donc écoulés depuis l'annonce de la révision du R.L.P., six ans au fil desquels les Parisiens ont subi une augmentation de la pression publicitaire liée à la prolifération des panneaux énergivores sur l'espace public et à l'apparition de nouveaux types de dispositifs, dont la forme et l'implantation font souvent preuve d'un manque de discernement.

Monsieur le Maire, il est temps de mieux encadrer ce foisonnement, il est temps de sortir le R.L.P. de l'enlisement dans lequel il a sombré et d'élaborer un règlement parisien qui intègre le Grenelle de l'Environnement et réponde aux légitimes attentes de nos concitoyens en matière d'amélioration de leur cadre de vie.

Ceci étant dit, le processus d'élaboration qui nous est imposé est peu satisfaisant dans sa forme. Ce processus antérieur aux lois de décentralisation est si archaïque qu'il n'autorisera pas le Conseil de Paris à amender en séance le projet de R.L.P. élaboré par le groupe de travail, privant de fait notre Assemblée d'un véritable débat démocratique.

Si la réglementation en vigueur ne confère pas une grande latitude aux élus parisiens pour l'élaboration d'un règlement pourtant municipal, nous sommes surpris, Monsieur le Maire, que vous n'ayez pas confié le pilotage de ce dossier à votre première adjointe en charge de l'urbanisme, alors que nous sommes là sur un sujet qui touche à l'urbanisme, au développement économique, au commerce, mais aussi aux finances et à l'environnement, et donc aux champs de compétences de nombre de vos adjoints. Il est curieux que ce projet pourtant transversal relève désormais de la seule neuvième commission.

Dans le même registre, je m'étonne que vous n'ayez pas jugé utile d'associer les Parisiens à travers une démarche de démocratie participative, à l'image de ce qui a été fait pour la téléphonie avec la création de la conférence parisienne "ondes et santé".

Fort heureusement, nous pouvons espérer que les avancées du Grenelle 2 de l'environnement nous permettront, le moment venu, de soumettre le R.L.P. à enquête publique.

S'agissant du fond, notre groupe entend porter des propositions visant à limiter l'impact des dispositifs publicitaires sur le cadre de vie de nos concitoyens et sur le paysage parisien.

Nous interviendrons en faveur de la diminution de l'emprise des dispositifs publicitaires, en particulier dans les arrondissements périphériques, sur la préservation des axes paysagers, et notamment la protection des quais de Seine dans tous les arrondissements, sur la limitation de la publicité dans et aux abords des espaces verts protégés.

Nous demandons la création de zones de tranquillité autour des écoles telles que décrites dans le cadre du rapport du sénateur Ambroise DUPONT. Cette mesure évitera d'avoir, comme ce fut le cas aux abords de l'école Boucicaut, des panneaux de 12 mètres carrés vantant les marques de bière.

Enfin, nous soutiendrons les initiatives de nature à diminuer l'impact énergétique des dispositifs lumineux et des systèmes déroulants, dont la généralisation appelle une réglementation plus restrictive.

Vous le savez, le principe du défilement accentue la pression publicitaire et se révèle particulièrement énergivore puisque la consommation quotidienne d'un panneau équivaut à celle d'un foyer.

Vous en conviendrez, Monsieur le Maire, ce R.L.P. n'aura de sens que s'il est partagé par les communes riveraines et réellement appliqué et respecté. Or, les engagements pris en 2007 n'ont pas été tenus.

Ainsi, qu'est devenue votre promesse de concertation auprès des communes limitrophes pour mettre en cohérence les prescriptions relatives aux enseignes sur les toits terrasses et aux dispositifs publicitaires implantés de part et d'autre du périphérique ?

Quel nouveaux moyens avez-vous mobilisés pour mettre un terme aux multiples infractions que nous subissons dans nos arrondissements, qu'il s'agisse des panneaux apposés sur les bâtiments monuments historiques, des affiches qui ne font l'objet d'aucune redevance, comme sur la passerelle Bargues, ou de la floraison d'affichettes sauvages sur les plots à certains carrefours très fréquentés.

Aujourd'hui, c'est souvent l'impunité qui prévaut.

Monsieur le Maire, nous prenons acte de vos récentes déclarations sur le thème : il faut dépolluer Paris sur le plan visuel.

Vous pouvez, de notre côté, prendre acte de notre volonté d'agir pour que Paris dispose d'un R.L.P. qui prenne en compte l'amélioration de l'environnement des Parisiens et le dynamisme commercial de la Capitale.

Monsieur le Maire, mes chers collègues, soyons pragmatiques et ambitieux et agissons pour faire de Paris un lieu exemplaire d'application d'un développement durable en équilibre avec le développement économique.

Merci.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Madame.

La parole est à M. Jérôme DUBUS.

M. Jérôme DUBUS. - Mes chers collègues, je suis inquiet pour la Ville de Paris parce que les contentieux se multiplient et que vous les perdez. Après le P.L.U., après l'annulation de deux zones du P.L.U., après l'annulation d'un couloir de bus avenue Mac-Mahon, voilà que le R.L.P. est par terre. En attendant évidemment la remunicipalisation de l'eau..

(Mouvements divers dans l'hémicycle).

… et en attendant les contentieux que les locataires ont mené contre un certain nombre de bailleurs sociaux.

Contrairement à ce que vous avez dit, Monsieur BOUTAULT, le contentieux qui était devant le Conseil d'Etat était à la fois sur le fond et sur la forme. Le Conseil d'Etat s'est polarisé sur la forme, et va vraisemblablement annuler ce R.L.P. pour des raisons de forme, mais le fond n'a pas été examiné. Reste donc un certain nombre de contentieux potentiels sur un nouveau R.L.P. C'est cela que nous voulons éviter, pour qu'enfin Paris se dote d'un R.L.P.

M. Jean-Pierre CAFFET. - Comment fait-on ?

M. Jérôme DUBUS. - Je vais vous expliquer !

M. Jean-Pierre CAFFET. - Je prends des notes !

M. Jérôme DUBUS. - La plupart des villes se sont dotées d'un R.L.P. : Nantes, Bordeaux, Lille, Marseille, depuis longtemps, sans contentieux et donc ils sont devenus applicables, car il y avait une volonté de négociation à la base. En moyenne, l'affichage dans ces villes, l'affichage des 12 mètres et des 8 mètres a été baissé en moyenne de 30 %. A Paris c'était 50 % et c'est bien cette version "hard" voulue par M. BOUTAULT, qui avec 60 amendements a complètement dénaturé le texte initial, qui a provoqué ces contentieux.

Je vous mets en garde sur la suite que vous allez donner à cette nouvelle négociation. Le projet initial du 4 septembre 2006 était acceptable, pas celui qui est sorti avec 60 amendements supplémentaires. L'équilibre entre les nécessaires contingences économiques et le respect du paysage urbain a été complètement dénaturé.

Paris a voulu être exemplaire, et Paris est aujourd'hui à la traîne, car il n'y a plus de R.L.P. à Paris.

L'objectif aujourd'hui est donc de trouver un équilibre entre les contraintes économiques et la nécessaire volonté de respecter le paysage urbain. Encore faut-il être d'accord sur le constat.

J'ai entendu Bertrand DELANOË dire qu'il fallait dépolluer Paris. Mais de quoi parle-t-on ? Paris est une ville où la pression publicitaire est faible par rapport à d'autres capitales européennes.

Allez-vous balader un peu en Europe et vous verrez comment cela se passe.

L'autorégulation de la publicité à Paris a bien marché, car il y a une tendance naturelle à la décélération du nombre de panneaux. Ce sont 4.000 panneaux de 12 mètres carrés et 8 mètres carrés en 1998 et 2.300 aujourd'hui, soit une baisse de 45 % en dix ans. Un très bon résultat !

Autre chose, le contexte économique n'est plus celui de 2006 ou de 2007. La crise frappe très lourdement les annonceurs avec des baisses de chiffres d'affaires de 30 à 40 %. Or, 55 % du chiffre d'affaires parisien en matière de publicité est fait avec des annonceurs locaux. Et derrière ces panneaux, il y a des entreprises. Et derrière ces entreprises, il y a des emplois. Et derrière des emplois, il y a des salariés. Prenons garde à conserver dans ce domaine le sens des responsabilités.

Voilà pourquoi le Comité doit travailler en toute indépendance, et nous n'accepterons pas d'être verrouillés par le texte initial qui avait été voté par le Conseil de Paris, et qui fait l'objet d'un vœu de M. BOUTAULT qui veut verrouiller la discussion au préalable.

J'ajoute que ce texte, celui qui a été voté par le Conseil de Paris, est d'abord obsolète par rapport à la crise financière et, deuxièmement, il comportait des dispositions hautement contestables. D'abord sur le micro affichage, qui garantit une animation de quartier, des recettes pour les commerces de proximité et souvent le seul moyen à un prix abordable pour les activités culturelles et les spectacles de s'exprimer.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Il vous reste trente secondes, Monsieur DUBUS.

M. Jérôme DUBUS. - J'ai été interrompu pendant une minute.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - L'interruption a bien entendu été prise en compte.

M. Jérôme DUBUS. - Je dirai également sur le micro affichage qu'il faut donc le rétablir.

Deuxièmement, les dépenses de mise en conformité, pour changement d'enseignes qui sont imposés au commerce parisien, doivent faire l'objet d'une exonération à due proportion des droits d'enseigne à concurrence des frais engagés. C'est en tout cas ce que nous proposons.

Enfin, se pose la situation du grand afficheur qui a signé le contrat Vélib', Jean-Claude DECAUX. Je n'ai pas le temps d'y revenir mais nous aurons l'occasion de le faire.

Dernier point, la révision de la loi de 1979, qui va commencer au Sénat au mois de septembre ou d'octobre prochain, va simplifier les modes d'élaboration des règles du règlement local de publicité. Il faudra aussi là le prendre en compte.

En conclusion, il est donc urgent d'intégrer tous ces paramètres qui changent la donne. C'est ce que feront nos représentants avec pragmatisme, mais avec la volonté absolue de vouloir respecter contingence économique et exigence environnementale, pour qu'enfin Paris se dote d'un règlement local de publicité non attaquable et qui ne soit pas un nid à contentieux.

Je vous remercie.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Monsieur DUBUS.

Je vais maintenant donner la parole à M. POZZO di BORGO. Il s'agit de défendre l'amendement n° 63 bis et il ne dispose donc que de trois minutes.

Monsieur le Sénateur.

M. Yves POZZO di BORGO. - Oui, il y avait aussi l'intervention. Elle n'est pas intégrée ? Vous savez qu'on s'était inscrits, rayés et réintégrés...

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Non, mais ce n'est pas possible, on ne peut pas se substituer à quelqu'un d'autre, vous le savez.

M. Yves POZZO di BORGO. - D'accord.

Je remercie M. DUBUS, parce que vous avez été très clair sur ce problème. Je le dis à mes collègues de gauche, qui ne sont peut-être pas d'accord avec lui, mais vous avez bien posé le problème et je vous en remercie.

Puisque je n'ai droit qu'à défendre mon vœu, j'abandonne tout ce qu'il y avait avant. Simplement, je crois qu'aujourd'hui nous avons un débat, mais l'essentiel du débat se fera en groupe de travail. Nous avons évidemment quelques remarques et propositions à formuler, mais comme je n'ai qu'à défendre le vœu, je ne les ferai pas.

En revanche, en ce qui concerne le groupe de travail, le groupe Centre et Indépendants souhaiterait que les grands groupes, en nombre, soit représentés, mais que les autres groupes un peu moins importants mais forts en intellect soient aussi représentés.

Mme HIDALGO a parlé des représentations de l'ensemble des groupes du Conseil de Paris. J'ai cru comprendre que Mme POURTAUD n'y verrait pas non plus d'opposition. Nous espérons donc qu'une solution pourra rapidement être trouvée, afin que nous puissions siéger, que la plupart des groupes puissent siéger au sein de ce groupe de travail.

L'objet de notre amendement est que le groupe de travail soit composé de neuf membres représentant chacun des groupes au Conseil de Paris, dans une répartition de six pour la majorité et de trois pour l'opposition, avec un minimum d'un représentant par groupe.

Je m'arrête là, puisque, Monsieur le Maire, je n'ai qu'à défendre cet amendement.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Monsieur POZZO di BORGO.

Pour répondre à toutes ces interventions, je donne la parole à Mme Danièle POURTAUD.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, au nom de la 9e Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

Je commencerai d'abord par remercier vraiment l'ensemble des orateurs, peut-être une petite nuance pour certains, qui se sont vraiment intéressés à cette discussion. Je crois que la qualité des interventions montre à quel point cette question de la publicité dans l'espace public est importante pour les élus parisiens. C'est d'ailleurs une préoccupation constante également pour nos concitoyens.

Je vais essayer d'articuler mes réponses autour de deux points.

Le premier, dans lequel je vais essayer de répondre à la question : pourquoi on recommence ? Et le second qui sera plus sur le fond, quelles sont nos attentes et nos objectifs par rapport à ce nouveau R.L.P.

Pourquoi on recommence ? Cela a été dit par un certain nombre d'orateurs, notre Assemblée s'était prononcée en décembre 2007 sur un nouveau R.L.P., sur un premier R.L.P. Malheureusement, nous avons fait le constat qu'il fallait remettre l'ouvrage sur le métier. Pourquoi ? Dès son adoption, cela a été rappelé par Jacques BOUTAULT et d'autres orateurs, le nouveau R.L.P. avait fait l'objet de recours de certains publicitaires et il est très vite apparu que plusieurs vices de forme entachaient la procédure d'élaboration et d'adoption du texte.

Je vais préciser pour Mme GOLDGRAB qui me l'a demandé, il y avait à la fois une erreur à la fin de la procédure sur la présidence de la commission des sites par le Préfet au lieu du Préfet de police, mais il y avait aussi une erreur dès le début sur le choix par le Préfet d'une association qui ne correspondait pas aux critères que la loi fixe pour les associations qui peuvent siéger au sein du groupe de travail.

J'ai, bien entendu, comme mon collègue Jacques BOUTAULT, regretté que nous n'ayons pas tenté l'expérience, voire l'aventure, en appliquant quand même ce R.L.P. et en laissant les tribunaux statuer. Simplement, je lui dirai que nous ne sommes jamais certains, effectivement, de perdre devant une instance, mais, en revanche, ce dont on peut être certain, c'est que les procédures durent toujours plusieurs années.

Nous avons considéré qu'il était préférable de relancer la totalité de la procédure et d'aboutir, j'espère d'ici un an, à un texte sécurisé juridiquement.

Je pense que ce sera plus efficace pour atteindre notre objectif commun qui est d'avoir le plus rapidement possible un nouveau R.L.P. qui s'applique à Paris.

Je pense effectivement qu'il est important d'avoir un nouveau R.L.P. le plus rapidement possible et je vais maintenant revenir sur toutes les questions qui touchent plus au fond qui ont été évoquées.

Je voudrais quand même préciser tout de suite que j'ai bien entendu un certain nombre des intervenants qui me pressent, comme le font d'ailleurs certaines associations par voie de presse, de prendre des engagements sur ce à quoi nous aboutirons.

Je ne peux évidemment pas, à ce stade, préjuger les résultats des travaux du groupe de travail qui, je vous le rappelle, est paritaire Etat/Ville et qui réunit également des associations et des professionnels.

Je vais me contenter donc de réaffirmer les objectifs de l'Exécutif sur le fond.

Notre objectif majeur, c'est une diminution importante de la publicité extérieure à Paris. Nous répondrons ainsi à une question, à mon avis, citoyenne, voire éthique, qui limite l'emprise de la publicité dans l'espace public.

Je pense que cela rejoint des préoccupations qui ont été exprimées par Alexis CORBIÈRE et Laurence GOLDGRAB.

Pour faire miens les propos du Maire de Paris en 2007 - cela a été également cité -, il faut "dépolluer le paysage visuel parisien", mais je peux également citer la déclaration récente de la ministre Chantal JOUANNO qui parlait de remettre la publicité à sa place.

Nos objectifs restent identiques à ceux de 2007 qui avait permis d'aboutir à un R.L.P. novateur et ambitieux, avec trois principes phares : une simplification des zones, une réduction importante de la pollution visuelle et une protection des Parisiens.

Quelques précisions sur ces principes phares.

Simplification des zones, avec élargissement des zones interdites et à publicité restreinte ; je rappelle qu'aujourd'hui, il n'y a pas moins de huit zones à Paris avec des réglementations différentes, ce qui rend l'application et le contrôle particulièrement complexes.

Deuxième principe, réduction importante de la pollution visuelle ; en 2007, nous avions supprimé les zones à publicité élargie, en particulier aux portes de Paris, et restreint très fortement la publicité sur les boulevards des Maréchaux, ce qui répondait aux préoccupations exprimées en particulier par Alexis CORBIÈRE au nom du groupe Communiste et des élus du Parti de Gauche, puisque, comme vous le savez, chers collègues, les ceintures H.L.M. des boulevards des Maréchaux abritent 10 % de la population parisienne et ce sont des quartiers, je crois, populaires.

Nous avions également prévu la fin des dispositifs publicitaires de 4 par 3.

Tous ces éléments restent aujourd'hui nos objectifs. J'espère que ces précisions et la fermeté avec laquelle j'essaie de m'exprimer répondent à tous mes collègues qui s'inquiètent de cet envahissement publicitaire et de l'assujettissement de nos concitoyens à la société de consommation exprimée par la publicité.

Troisième objectif, la protection des Parisiens, avec trois préoccupations citoyennes auxquelles nous devrons répondre :

- protection des sites historiques ; c'est traditionnellement l'objectif des R.L.P. ;

- protection des enfants ; cela a été repris par certains orateurs. Ensemble, en 2007, nous avions inventé l'interdiction de 50 mètres autour des écoles ; cela reste un de mes objectifs et, là encore, je veux rassurer Alexis CORBIÈRE, parce qu'avec cette disposition, nous touchons tous les quartiers, et en particulier les quartiers populaires.

Mais je réponds également à Laurence GOLDGRAB, dont je partage les craintes, cet objectif était déjà le nôtre en 2007 ;

- protection contre les dispositifs intrusifs utilisant les nouvelles technologies qui, outre leur côté agressif, pourraient menacer les libertés individuelles. Je reprends, là encore, les arguments de Laurence GOLDGRAB ; nous avons eu récemment un débat au Conseil de Paris à propos des expérimentations dans les couloirs de la R.A.T.P. et je pense qu'éclairés par ces débats, nous pourrons, au sein du groupe de travail, être très vigilants sur ce sujet.

Je voudrais faire une observation générale qui est ressortie encore de toutes les interventions : depuis 2007, les esprits ont, me semble-t-il, mûri ; que ce soit à travers le Grenelle de l'environnement, le rapport sénatorial du sénateur Ambroise DUPONT, les déclarations récentes de la ministre Chantal JOUANNO, j'ai l'impression que tout le monde s'accorde à considérer qu'il est important de limiter l'impact de la publicité et, en particulier, de protéger les alentours des écoles, de réduire les formats et même d'encadrer les nouvelles technologies de publicité ; là encore, je cite la ministre.

Néanmoins, à ce stade, je voudrais quand même dire à mes collègues qui nous ont demandé de tenir compte du Grenelle de l'environnement et du calendrier législatif que je ne comprends pas très bien que l'on me demande, d'un côté, d'aller le plus vite possible parce qu'il y a urgence à réglementer la publicité à Paris et, de l'autre côté, d'attendre que le Gouvernement et le Parlement aboutissent sur un nouveau texte. Je pense que cela répondra à certaines observations de Mme de CLERMONT-TONNERRE, voire de M. DUBUS sur ce sujet.

Je vais répondre peut-être précisément à quelques observations de certains de mes collègues.

Mme DOUVIN n'est pas là, mais peut-être cela lui sera-t-il transmis ; j'avoue que j'ai trouvé ses remarques assez contradictoires, parce que d'une part, elle s'appuie sur des considérations sur les finances de la Ville pour, me semble-t-il, nous faire une sorte de procès d'intention qui serait que la Ville, soumise à des contraintes financières, serait tentée d'être plus laxiste à l'égard de la publicité. D'autre part, elle nous fait part de préoccupations concernant le calendrier national ; cela voudrait dire que d'un côté, elle nous soupçonne d'être plus laxistes et de l'autre côté, elle s'arrangerait bien de nous voir repousser l'examen de notre R.L.P. pour attendre que le calendrier national aboutisse.

Je n'ai pas tout à fait suivi et je dirai que j'ai trouvé également qu'il y avait des contradictions entre l'intervention de Mme DOUVIN et celle de M. DUBUS qui, lui aussi, nous appelle à être encore plus volontaristes et, en même temps, qui nous fait observer que, pour la situation économique, en particulier des petites entreprises qui, si j'ai bien compris, représentent 55 % de l'affichage à Paris, que tout cela mériterait que, peut-être, on attende ou que l'on soit moins ambitieux, etc. En même temps, il nous appelle à plus d'ambition. J'ai du mal à suivre.

Puisque je répondais à M. DUBUS, je voudrais lui dire que pour ce qui est du micro affichage - je pense qu'il parle des inserts -, c'est la loi qui l'interdit. Il faudra, peut-être là, à nouveau, vous tourner vers le législateur.

Je crois que j'ai répondu à l'ensemble des orateurs et des remarques plus précises.

Je voudrais vraiment remercier tous les orateurs qui m'ont assurée à la fois de leur mobilisation mais de leur soutien.

Je voudrais quand même terminer sur une note optimiste en disant que forte du consensus qu'il m'a semblé déceler dans les propos du sénateur Ambroise DUPONT, de la Ministre et de certains propos sur ces bancs, je pense que nous devrions pouvoir arriver à faire avancer les choses assez vite au sein du groupe de travail. Si tous les partenaires sont de bonne volonté et raisonnables, avec le souci d'aboutir à un équilibre comme celui que nous avions trouvé en 2007, je pense que nous devrions pouvoir aboutir d'ici un an avec un R.L.P. à nouveau ambitieux et toujours novateur.

Voilà, Monsieur le Maire.

Si j'ai bien compris, je dois répondre également à l'amendement de M. POZZO di BORGO.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Vous pouvez simplement nous dire, sur chacun des amendements, si vous êtes favorable ou défavorable.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe. - Il faut quand même que je prenne une minute pour répondre à M. POZZO di BORGO, puisque c'était un amendement un peu conséquent.

Sur l'amendement du groupe Centre et Indépendants, cet amendement me pose deux problèmes.

Premièrement, le nombre de membres du groupe de travail n'est pas fixé par le projet de délibération. Il est vrai que nous avions projeté de désigner six membres, comme cela avait été fait pour le groupe de travail de 2003 à 2007.

Deuxième remarque, il ne vous aura pas échappé que ce groupe de travail est composé à parité d'élus et de représentants de l'Etat.

Cet amendement ayant été porté à ma connaissance ce matin, je n'ai pas pu interroger M. le Préfet et obtenir son accord.

Néanmoins, je suis prête à accepter l'esprit de votre vœu. J'ai compris, d'ailleurs, qu'il recevait un assentiment assez large sur différents bancs, donc je veux bien en accepter l'esprit, sinon la lettre et m'engager à ce qu'effectivement, demain, soit proposé au Conseil la désignation non plus de 6 mais de 9 élus qui pourront, dans ce cas, être répartis entre les groupes, comme vous l'aviez souhaité.

Donc, évidemment, je vous demande de retirer votre amendement parce qu'on ne peut pas mettre cela dans la délibération.

Ensuite, sur le deuxième amendement, donc l'amendement déposé par Jacques BOUTAULT et les élus du groupe "Les Verts", qui propose une nouvelle rédaction d'un paragraphe de l'article 2, je crois que cela correspond tout à fait aux objectifs que nous partageons, donc, je l'ai indiqué dans mon intervention, il n'y a aucune raison de ne pas l'accepter.

En revanche, pour le vœu relatif au processus d'élaboration du règlement local de publicité, c'est-à-dire le vœu n° 62, chers collègues, je crois là aussi m'être exprimée dans mon intervention, en disant que ce serait assez risqué, à mon sens, en termes de conformité à la procédure, de préjuger, en quelque sorte, d'un travail qui, en fait, ne peut pas être pris en compte officiellement, puisque nous recréons le groupe de travail qui n'était pas fondé sur des bases juridiques correctes.

Donc, après tous les engagements que j'ai pris, je vous demande de bien vouloir le retirer.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Le vœu n° 63 ?

Mme Danièle POURTAUD, adjointe. - Il est un petit peu...

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - C'est le vœu de Mme KUSTER et du groupe U.M.P.P.A.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe. - Absolument. En fait, ce vœu est un petit peu différent parce qu'il prend prétexte du réexamen du R.L.P. pour demander que l'on demande leur avis aux maires d'arrondissement concernant les dispositifs publicitaires qui envahissent les bâches et les palissades de chantier.

Je voudrais répondre à Mme KUSTER, qui n'est pas là, que je partage ses préoccupations, mais que le Code de l'environnement prévoit que "les supports de publicité sous forme d'affichage devant être implantés sur le domaine public ou sur le domaine privé suivent un processus déclaratif".

Effectivement, cela fait partie des réflexions du sénateur Ambroise DUPONT, mais pour l'instant il n'est pas dans la loi que ce soit soumis à autorisation.

Donc, il est difficile de prévoir, même dans le R.L.P. un processus d'instruction de la publicité apposée sur les palissades de chantier qui soit différent des mécanismes prévus par les textes, par le Code de l'environnement.

Donc, je me permets de vous renvoyer, pour la modification législative, sur le législateur et le Gouvernement.

En revanche, comme nous sommes d'accord sur l'objectif, qui est de limiter la pollution publicitaire, si le groupe - puisque Mme KUSTER n'est pas là - accepte un amendement à leur vœu, qui consisterait à modifier le terme "consulté", s'agissant des maires d'arrondissement, par "informé", je suis prête à accepter cet amendement. Sinon, je suis obligée de le refuser, il est contraire à la loi.

Mme Claude-Annick TISSOT. - Tout à fait oui.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Madame TISSOT, de votre assentiment.

Je vous en prie ? Vous n'aviez rien d'autre à préciser ?

Mme Claude-Annick TISSOT. - Que c'était simplement l'assentiment du groupe.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Oui, l'assentiment du groupe, j'ai bien compris.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition d'amendement n° 61 déposée par le groupe "Les Verts", assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition d'amendement n° 61 est adoptée à l'unanimité.

Je m'adresse maintenant au groupe "Les Verts" pour savoir s'il maintient ou s'il retire, à la demande de Mme POURTAUD, le vœu n° 62 ?

M. Jacques BOUTAULT, maire du 2e arrondissement. - Je pense que la parole de Danièle POURTAUD engage l'adjointe au Maire de Paris chargée du patrimoine et du R.L.P., donc je retire le vœu n° 62.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Très bien. Merci, Monsieur BOUTAULT.

S'agissant du vœu n° 63, amendé, il s'agit de remplacer le mot "consulté" par le mot "informé".

Je mets donc aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., amendée par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée à l'unanimité. (2009, V. 237).

Je m'adresse à M. POZZO di BORGO pour savoir s'il accepte de retirer l'amendement n° 63 bis, après les explications et les engagements de Mme POURTAUD ?

M. Yves POZZO di BORGO. - Oui, je suis tout à fait d'accord de retirer l'amendement. Je sais que la liste sera donnée demain.

Simplement, et je vous fais confiance, comme d'ailleurs le maire du 2e, sur votre capacité à défendre auprès du Préfet de région la liste des 9 membres. Je sais très bien que ce sera un petit problème et je compte sur vous. Et je retire, évidemment, l'amendement pour que l'on reste dans la logique de l'Exécutif.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Monsieur le Sénateur.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DU 29 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération amendé est adopté à l'unanimité. (2009, DU 29).

Ce qui est de bon augure pour la suite des travaux.

M. Jean-Pierre CAFFET. - Cela ne veut rien dire !

(Rires dans l'hémicycle).

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Je suis optimisme, Monsieur le Président CAFFET !

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à une communication prochaine sur la politique municipale dans le domaine de l'histoire.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 64 dans le fascicule, déposée par le groupe U.M.P.P.A., relatif à une communication prochaine sur la politique municipale dans le domaine de l'histoire.

Je donne la parole à Mme MACÉ de LÉPINAY.

Mme Hélène MACÉ de LÉPINAY. - Merci, Monsieur le Maire.

Mon vœu est très simple. Il part de constatations objectives.

La Ville de Paris dispose d'institutions nombreuses qui se préoccupent de l'histoire.

Mais le président de la Commission des travaux historiques vient de démissionner.

Le Conseil de Paris n'a jamais été informé de l'activité du Comité d'Histoire dont nous avons approuvé la création.

Des ouvrages essentiels n'ont plus aucune diffusion, alors que, s'ils n'ont pas le caractère de publication grand public, ils ont un profond intérêt pour les organismes de recherche ou les universités françaises ou étrangères. C'est ainsi qu'un ouvrage récent, pourtant primé par l'Institut de France, n'a jamais reçu aucune diffusion.

Pire, les crédits de publication de la Commission des travaux historiques ont été supprimés, tandis que le Comité d'Histoire n'a pour l'instant aucun moyen de publier ou de diffuser ses travaux.

Paris a une longue tradition d'intérêt pour l'étude de son histoire. Nos concitoyens sont avides de connaître le passé de leur quartier et de leur ville, comme en témoigne le succès de certains éditeurs ou la première édition du Salon "Paris se livre" à la mairie du 15e.

Quels moyens la Ville de Paris met-elle en œuvre pour encourager la recherche historique et diffuser les fruits de ses travaux ? Cette matière vaut bien l'objet d'une communication.

Je vous remercie, Monsieur le Maire.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Madame.

Pour vous répondre, je donne la parole à Mme Danièle POURTAUD.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Je voudrais commencer par remercier Mme MACÉ de LÉPINAY de son vœu qui va me donner l'occasion de présenter au Conseil de Paris le Comité d'Histoire et ses importants travaux pour Paris.

Le Comité d'Histoire, dont la création et la composition sont parus au B.M.O. le 10 juillet 2007, a repris, comme vous le savez, Madame MACÉ de LÉPINAY, les activités de l'Association pour l'action artistique de la Ville de Paris et de l'Association pour la nouvelle histoire de Paris, dont les statuts et le fonctionnement n'étaient pas totalement satisfaisants ni sur le plan juridique ni financier, pour parler par euphémisme.

Les missions du Comité d'Histoire sont les suivantes :

- encourager la recherche historique relative à Paris et en établir l'état ;

- favoriser la diffusion de ses connaissances au sein de la communauté scientifique et à destination de tous les Parisiens ;

- promouvoir une expression diversifiée de l'Histoire de Paris.

- prendre en compte les attentes des Parisiens en proposant de nouveaux thèmes.

A ce titre, différentes activités ont ainsi été proposées ou vont l'être courant de l'année 2009 :

- trois cycles de conférence sur l'exposition universelle, le Comité parisien de libération et "gouverner et administrer Paris" ;

- deux séminaires scientifiques sur "Paris, ville industrielle" et "gouverner et administrer Paris" ;

- un guide de recherche, ainsi que la préparation du prix Augustin Thierry, qui fut un des premiers historiens à travailler sur les sources ;

- un programme d'archives orales ;

- une exposition. Je vous invite, d'ailleurs, si vous ne l'avez pas encore fait, à vous rendre au Bassin de la Villette pour voir cette passionnante exposition consacrée au Bicentenaire des bassins et des canaux. Enfin, il y a trois ouvrages qui sont prêts à être publiés et c'est l'objet d'un des points de votre question et donc de ma réponse.

Sur les ouvrages, le Comité d'histoire a passé un marché d'impression pour les publications. Ce marché est en cours d'attribution. Pour la diffusion, ne vous inquiétez pas, une grille tarifaire et les modalités seront présentées au Conseil de Paris à la rentrée. Alors, maintenant, vous avez fait allusion - j'imagine - à l'ouvrage d'Abraham Bosse. Cet ouvrage sera remis sur le marché dès que nous aurons les nouveaux marchés dont je viens de parler.

Et, par ailleurs, vous demandiez aussi, effectivement, que le Maire de Paris fasse une communication sur la manière dont le Comité d'histoire travaille. Ce que je peux vous répondre et vous proposer, c'est que le secrétaire général du Comité d'histoire, Frédéric TRISTRAM, vienne devant la 9e Commission à la rentrée, dès la séance de septembre. La présidente de la 9e Commission, Mme BERTRAND, en est d'accord, et il pourra donc à la fois nous exposer sa méthode, ses projets et répondre à toutes nos questions.

Enfin, puisque dans votre vœu vous faites référence à la démission du Président de la Commission des travaux historiques, cela me donne l'occasion de remercier publiquement M. Bernard BILLAUD pour le travail qu'il a accompli dans ses missions, et je crois que le Maire a prévu de le faire également personnellement.

Voilà, j'espère avoir répondu à l'ensemble des questions ou des points que vous aviez soulevés dans votre vœu.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Permettez-moi, avant de vous donner la parole, Madame, de joindre mon hommage personnel à l'hommage que Mme POURTAUD vient de rendre au travail de M. BILLAUD, parce que tous ceux qui s'intéressent à l'histoire de Paris savent que, depuis plusieurs décennies, M. BILLAUD à cette fonction comme à d'autres fonctions qu'il a occupées à l'Hôtel de Ville, a développé une activité et un zèle particulièrement désintéressé et particulièrement précieux dans ce domaine.

Madame MACÉ de LÉPINAY, vous souhaitiez ajouter quelque chose ?

Mme Hélène MACÉ de LÉPINAY. - Oui, bien sûr, Monsieur le Maire, je m'associe aussi à l'hommage que vous rendez à M. BILLAUD dont nous savons qu'il a travaillé beaucoup. C'est d'ailleurs pour cela que je regrette que certains ouvrages édités par la Commission des travaux historiques n'aient plus aucun diffuseur actuellement.

Je veux simplement remercier aussi Mme POURTAUD de sa réponse, mais je veux lui dire qu'il ne s'agit pas de faire une grille tarifaire pour diffuser des ouvrages, il faut avoir un diffuseur, c'est indispensable. Or, apparemment, ce n'est pas encore prévu. Et donc, c'est bien dommage que tout ce qui est fait en matière d'histoire à la Ville ne soit pas diffusé.

De la même façon, il est très dommage que cette exposition que vous nous vantez et qui est magnifique sur la Villette n'ait pas de catalogue. Je regrette aussi d'ailleurs que le catalogue de l'exposition très passionnante qui se trouve actuellement au musée du Maréchal Leclerc-Jean-Moulin et qui n'a fait l'objet d'aucune publicité - heureusement, la presse l'a remarquée et en a beaucoup parlé - ne soit pas disponible. Je me suis laissé dire que le catalogue avait été mis purement et simplement au pilon.

Je dis qu'il y a des problèmes dans l'édition des livres concernant Paris et je constate que certains éditeurs privés gagnent très bien leur vie en éditant des livres sur notre ville. Je suis triste que la Ville de Paris ne soit pas capable d'éditer, elle-même, les travaux de ces nombreux scientifiques qui travaillent dans nos musées, dans nos bibliothèques et dans les associations historiques. Voilà !

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Madame POURTAUD, vous avez la parole.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire, je ne vais pas rallonger le débat. J'ai répondu tout à l'heure que nous avions parfaitement conscience des carences actuelles et que donc des marchés sont en cours. Voilà ! Je ne peux pas aller plus vite que la musique.

Dès que tous ces points seront réglés, j'en informerais personnellement Mme MACÉ de LÉPINAY. Mais, en tout cas, nous avons bien la préoccupation de diffuser l'ensemble des travaux déjà prêts ou à venir des historiens sur Paris.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci.

Compte tenu des explications de Mme POURTAUD et, notamment, du débat prévu à la Commission des Affaires culturelles en septembre, le groupe U.M.P.P.A. retire-t-il son vœu ?

Mme Hélène MACÉ de LÉPINAY. - Non, il n'y a pas de raison de le retirer. Je pense que tout le monde va le voter, bien sûr.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Quel est l'avis de l'Exécutif, Madame POURTAUD ?

Mme Danièle POURTAUD, adjointe. - Je ne peux pas accepter ce vœu, Monsieur le Maire. Je propose que cela se passe en 9e Commission, ce qui me paraît quand même être l'endroit adéquat. Donc... Voilà !

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Je mets donc aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Vœu déposé par Mme Marie-Claire CARRÈRE-GÉE et les élus du groupe U.M.P.P.A. relatif au site de la Ferme de Montsouris et de la carrière du Chemin de Port-Mahon. Vœu déposé par l'Exécutif.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Nous passons à l'examen des vœux référencés n° 65 et n° 65 bis dans le fascicule, déposés respectivement par le groupe U.M.P.P.A. et l'Exécutif, relatifs au site de la Ferme de Montsouris et de la carrière du Chemin de Port-Mahon.

Je donne la parole à Mme CARRÈRE-GÉE.

Mme Marie-Claire CARRÈRE-GÉE. - Merci, Monsieur le Maire.

Le site de la Ferme de Montsouris et la carrière du Chemin de Port-Mahon, rue de la Tombe-Issoire, fait partie intégrante du patrimoine historique parisien. La carrière souterraine, vous le savez, est déjà protégée au titre des monuments historiques, mais la Ferme de Montsouris ne l'est pas encore, et c'est pourtant la dernière des fermes de ville, qui se comptaient autrefois par dizaine dans Paris.

Cette ferme a été préservée des opérations immobilières du XXe siècle, mais elle est aujourd'hui menacée puisque, vous le savez également, un promoteur veut construire sur le site. Depuis des années, la Ville tergiverse et il faut bien dire qu'il me semble que le promoteur n'a pas été confronté à une parole extrêmement claire de la Ville. Cette société persiste à vouloir construire et j'ai pensé que personne ne lui a encore dit que la Ville de Paris n'accepterait jamais de construction sur ce site.

A l'occasion de la dernière campagne pour les élections municipales, toutes les listes, la mienne, bien sûr, mais celle conduite par Pierre CASTAGNOU également et celle de René DUTREY, évidemment aussi, se sont engagées pour protéger, sauver cette ferme. Il me semble que le moment est venu d'assumer ses responsabilités et transformer ces engagements en action, en prenant les décisions qui s'imposent, pour en finir avec une situation où les bâtiments depuis des années sont squattés, se dégradent inexorablement et où les riverains impuissants subissent une lente dégradation de leur environnement.

Par ce vœu, nous demandons au Maire de Paris de solliciter le Ministère de la Culture pour obtenir le classement de l'ensemble du site, donc la Ferme et la carrière - la carrière, c'est déjà fait -, sous la protection du régime des Monuments historiques. Et nous demandons également, conformément aux engagements pris par l'actuelle Municipalité, que la Ville prenne toute disposition utile pour, je cite le programme de la liste de Pierre Castagnou, "acquérir et restaurer" le site de la Ferme Montsouris.

Merci, Monsieur le Maire.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Avant de donner la parole à Mme POURTAUD, je voudrais, si vous le permettez, rectifier un point de votre intervention. Il n'est pas juste de dire que nous n'avons pas expliqué au promoteur depuis 2001, depuis la première mandature, qu'il ne pourrait pas construire. Cela, je peux vous assurer, pour m'être beaucoup occupé de ce dossier, notamment avec M. CAFFET qui était adjoint à l'Urbanisme, que nous avons, au contraire, dit très clairement au promoteur que notre intention était de refuser systématiquement les permis de construire et c'est d'ailleurs ce qui a été fait. Mais nous nous sommes trouvés face à quelqu'un qui a cru, pour diverses raisons sur lesquelles je n'insisterais pas, qu'il pourrait passer outre.

M. Jean-Pierre CAFFET. - Je le confirme.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Madame POURTAUD, vous avez la parole.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Je voudrais tout d'abord rappeler à Mme CARRÈRE-GÉE que c'est à la demande du Maire du 14e de l'époque, notre regretté collègue et ami Pierre Castagnou et de son équipe dans laquelle j'avais l'honneur d'être depuis 2001, que la Ville a mis une protection "Ville de Paris" sur la Ferme et sur le porche, c'est-à-dire les bâtiments présentant un intérêt patrimonial du site. C'est cette protection qui a empêché la démolition de la Ferme et cette protection a été validée par la Cour administrative d'appel.

Par ailleurs, j'allais effectivement vous rappeler également, comme vient de le dire Bernard GAUDILLÈRE, que le promoteur a été parfaitement informé de la position de la Ville, puisque la Ville a refusé des permis de construire et qu'il y a même maintenant un arrêt du Conseil d'Etat qui explique que l'on ne pourra pas mettre de fondations, même sous forme de micro pieux dans la carrière.

Je vous rappelle également, Madame CARRÈRE-GÉE, qu'à plusieurs reprises, à la demande du maire du 14e arrondissement, Pierre Castagnou, la Ville a proposé de préempter et que le promoteur s'y est toujours opposé.

Mais vous savez bien, en tout cas vous devriez savoir si vous aviez étudié le dossier, que l'architecte des Bâtiments de France a jugé que les autres bâtiments n'avaient pas d'intérêt patrimonial, puisque ces dernières années il en avait autorisé la démolition. La demande de classement aux Monuments historiques des autres bâtiments n'a donc aucune chance d'aboutir, et je suis sûre que vous le savez.

J'observe, par ailleurs, qu'elle n'est en rien suspensive par rapport à des permis de démolir. Et cela aussi, je pense que vous le savez.

En revanche, l'ensemble du site repose sur des carrières, les carrières de Port-Mahon, qui sont elles classées Monuments historiques.

Les associations de défense de la Ferme et des carrières s'inquiètent des conséquences pour les carrières et donc, en raison de l'instabilité des sols pour la sécurité des édifices voisins, d'une éventuelle démolition des bâtiments non protégés. Je rappelle que la protection des Monuments historiques d'une carrière classée est de la responsabilité du Ministère de la Culture.

C'est pourquoi je propose au Conseil de Paris de demander au Maire d'agir dans deux directions. Que le Maire de Paris alerte le Ministre de la Culture sur les risques de dommages irréversibles pesant sur les carrières et l'interroge sur les moyens de protéger durablement ce monument historique classé, qui serait menacé par la démolition des bâtiments de surface.

Deuxième point que nous proposons, c'est de demander au Maire que dans cette attente, conformément au décret du 30 mars 2007 sur les Monuments historiques, la Ville ne délivre aucun des permis de démolir, y compris sur les bâtiments non protégés, sans l'accord formel du Ministère de la Culture chargé de la protection des carrières.

Je crois que de cette manière nous agirons plus efficacement pour protéger les carrières, qu'en nous payant de mots, puisque vous savez aussi bien que moi que la demande de classement, je l'ai déjà dit, n'est pas suspensive.

Voilà pourquoi je vous appelle, Madame CARRÈRE-GÉE, à retirer votre vœu et à voter celui de l'Exécutif qui, je crois, va dans le sens que nous souhaitons tous, c'est-à-dire la protection de la carrière et de la Ferme.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Madame CARRÈRE-GÉE, quelle est votre réponse à cette offre ?

Mme Marie-Claire CARRÈRE-GÉE. - Si vous me permettez, j'utiliserai quelques mots pour répondre.

Lorsque j'ai vu que l'Exécutif avait déposé un contre-vœu sur le sujet, j'ai eu d'abord un mouvement de satisfaction : je me suis dit que le mouvement, qui s'était concrétisé pendant la campagne électorale, d'unité pour sauver la Ferme allait se poursuivre et que vous vouliez simplement tirer le bénéfice politique d'une action de protection. C'eût été de bonne guerre, j'aurais bien volontiers voté votre vœu et évidemment retiré le mien.

Puis j'ai lu votre vœu, et c'est une grosse déception pour moi. Il s'agit d'un vœu totalement politicien, qui va de fait aboutir à la délivrance d'un permis de démolir, bref à l'abandon de la Ferme Montsouris, et cela en tentant bien sûr - c'est là aussi de bonne guerre mais c'est vraiment très décevant - de reporter la faute sur le Ministère de la Culture.

L'A.B.F. ne peut décider et agir qu'au titre de sa compétence, et l'A.B.F. est incompétent en matière de géologie et de mécanique des sols. La seule protection efficace est une protection au titre des Monuments historiques.

Plutôt que de m'inviter à étudier le dossier - je le connais comme nous tous, et je ne vous fais pas un procès en incompétence - vous devriez faire maintenant ce qui aurait dû être fait lorsque vous avez pris une décision indiquant que la Ville préempterait si le promoteur vendait : motiver cette décision. Il est temps de reprendre ce type de décision avec la motivation adéquate. Quand une telle décision n'est pas motivée, il n'est pas totalement étonnant qu'elle se fasse retoquer par le juge administratif.

Vraiment, je maintiens notre vœu et j'insiste vraiment, s'il y a une opposition claire à toute construction de la part du Maire de Paris et du Ministre de la Culture, cela peut aboutir, le combat n'est pas perdu. Il peut et il doit y avoir des échanges directs entre le Maire de Paris et le Ministre de la Culture pour protéger et sauver la dernière ferme de ville de Paris.

On doit pouvoir y arriver, et ce n'est pas parce que le promoteur attend depuis des années, et qu'il essaie de trouver toutes les failles qu'il parviendra à ses fins, car si justement il y a un engagement sans faille de la Ville et du Ministère, je crois que l'on y arrivera.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Excusez-moi, mais je crois qu'il faut conclure.

Mme Marie-Claire CARRÈRE-GÉE. - C'est fait. Merci.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Madame.

M. DUTREY a demandé la parole pour une explication de vote, au nom du groupe "Les Verts".

M. René DUTREY. - Très rapidement, ce que je trouve absolument fantastique dans ce dossier - que je suis activement depuis maintenant trente ans, puisque j'étais scout à la ferme de la Tombe-Issoire jusqu'en 1988 et que j'ai connu l'Abbé Keller, je peux vous le dire - c'est que tout le monde a toujours été pour la protection de la ferme et pour la protection de la carrière de Port-Mahon. Tout le monde !

Du côté de l'Etat, entre autres, on a toujours entendu un discours comme quoi, et de l'U.M.P., il fallait sauver la ferme, que le Ministère de la Culture allait certainement entendre nos revendications. Malgré tout, ce bâtiment, cette carrière est classée, le sol est classé, c'est-à-dire que l'on ne peut pas mettre une pierre l'une sur l'autre au-dessus de cette carrière, et pourtant des autorisations de travaux ont été délivrées par le Ministère de la Culture en un temps, et on peut dire que le Ministère de la Culture est en carence sur ce dossier puisqu'il ne protège pas le patrimoine.

Je suis désolé, du côté de la Ville de Paris, tout n'a pas été fait, entre autres juridiquement. La Ville a perdu un nombre de contentieux impressionnant sur ce dossier parce qu'elle s'est mal défendue. C'est le premier point.

Deuxième point, par rapport à ce que vous disiez, Monsieur GAUDILLÈRE, tout à l'heure à Mme POURTAUD, nous n'avons pas tout exprimé au promoteur la SOFERIM, en tout cas nous n'avons pas exprimé notre opposition. Quand la Ville de Paris a décidé de donner sous mandat public à la SOFERIM la réalisation des Magasins généraux, cela a été la possibilité financière pour la SOFERIM de refaire une affaire à Paris et de s'en sortir et d'éviter de vendre les terrains de la Tombe-Issoire. Il ne fallait peut-être pas donner en mandat public les magasins généraux à la SOFERIM si on avait voulu vraiment exprimer un rapport de force par rapport à ce promoteur.

Je souhaite vraiment qu'il y ait une chorale de louanges sur l'ensemble des bancs de l'Assemblée pour sauver cette carrière, que tout le monde veut sauver depuis trente ans mais qui, petit à petit en tout cas, se dégrade et les bâtiments au-dessus se dégradent, et je crois que bientôt il n'y aura plus rien à sauver, donc le dossier pourra être clos.

En tout cas, ce que je souhaiterais c'est un véritable rapport de force direct envers ce promoteur, la SOFERIM, de la part de la Ville de Paris. Je me fais très peu d'illusions sur le classement Monuments historiques. Ce bâtiment, à part peut-être la ferme, mais le reste des bâtiments ne correspond pas aux critères, c'est dommage, de classement des monuments. On a donc un vœu qui demande au Ministère de classer Monuments historiques et on sait très bien que cela ne va pas marcher.

On a un vœu de l'Exécutif qui dit qu'on délivra des permis que sous condition du Ministère de la Culture, c'est-à-dire on ouvre les parapluies. J'ai envie de dire : rien de nouveau sous le soleil. Pendant ce temps, la carrière se dégrade. Pour le groupe "Les Verts", comme on est de bonne volonté, on va voter les deux vœux.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Très bien. Merci de cet esprit de synthèse.

La parole est à Mme POURTAUD.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe. - Quand même une observation, si vous le permettez, Monsieur le Maire, mais il ne faut pas dire que la Ville va pouvoir délivrer des permis de démolir sur la ferme. La ferme a une protection "Ville de Paris". Je sais que René DUTREY connaît l'importance de la protection "Ville de Paris". Il n'y aura pas de permis de démolir délivré sur la ferme, et c'est d'ailleurs ce qui a sauvé la ferme depuis des années.

En revanche, je répète que la proposition de classement aux Monuments historiques - René DUTREY vient de le reconnaître sur les autres bâtiments - n'a aucune chance d'aboutir : cette demande n'est pas suspensive. Et donc, si vous craignez des événements rapides, je vous invite vraiment à voter notre vœu, dans lequel nous demandons au Maire de Paris de ne pas délivrer de permis de démolir. Et je vous invite, Madame CARRÈRE-GÉE, à user de tout votre entregent auprès du Ministre de la Culture pour l'amener à ne pas délivrer d'autorisations, puisque dans notre vœu nous demandons au Maire de Paris de ne pas les délivrer tant qu'il n'y aura pas d'autorisation du Ministère de la Culture, qui a la responsabilité de protéger les carrières.

C'est quand même à l'Etat d'assumer ses responsabilités dans cette affaire. Plutôt que de vous payer de mots avec l'histoire des Monuments historiques, si vous voulez réellement protéger cette carrière, usez de votre entregent pour que le Ministère de la Culture demande à ses services de ne pas accepter...

D'ailleurs, ce n'est pas du tout quelque chose de sécurisé juridiquement.

C'est vraiment important que l'on s'y mette tous pour essayer d'aboutir au résultat que nous souhaitons. Voilà, je ne comprendrais pas… - Je me tourne vers René DUTREY - je ne comprends pas pourquoi son groupe veut voter deux vœux alors que lui-même reconnaît que la protection Monuments historiques n'a aucune chance d'aboutir et qu'elle n'est pas suspensive.

La voie que nous proposons est beaucoup plus courageuse et volontariste, en demandant au Maire de Paris de ne pas délivrer de permis de démolir. Chacun prend ses responsabilités.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Je crois que tous les arguments ont été échangés et que nous pouvons passer au vote, mes chers collègues.

Je mets d'abord aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Je mets maintenant aux voix, à main levée, le projet de vœu n° 65 bis déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de vœu est adopté. (2009, V. 238).

2009, DAC 234 - Apposition d'une plaque commémorant l'installation du siège du gouvernement de la Catalogne en exil entre 1948 et 1954 au 10 de la rue de Washington (8e).

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Mes chers collègues, nous examinons maintenant le projet de délibération DAC 234 relatif à l'apposition d'une plaque commémorant l'installation du siège du gouvernement de la Catalogne en exil entre 1948 et 1954 au 10 de la rue de Washington (8e).

Je donne la parole à M. le Sénateur POZZO di BORGO pour cinq minutes, ou moins.

M. Yves POZZO di BORGO. - Moins.

Nous voterons ce projet de délibération. Evidemment, mon courant de pensée et mon parti politique a toujours condamné la dictature, notamment celle du général Franco, qui a été une dictature assez dure, mais heureusement, qui n'existe plus en Europe.

Mais je voudrais quand même indiquer à notre collègue la maire adjointe compétente, qu'il est quand même important de rappeler certaines choses et que pour le devoir de mémoire, je crois que la vérité doit sortir.

Je comprends que le Gouvernement catalan souhaite honorer ceux qu'il considère comme ses grands ancêtres, mais je crois qu'il est quand même important de rappeler que les historiens Stanley PAYNE et Javier TUSELL ont dénombré plus de 7.000 membres du clergé assassinés, principalement en 1936, dont une part très importante en Catalogne. Ils évoquent ainsi le massacre de pas moins de 13 évêques, de 4.184 prêtres, de 2.365 moines et de 283 religieuses dans un silence assourdissant du gouvernement de Catalogne.

Le philosophe Pascal avait raison de dire que la guerre civile est le pire des maux, l'horreur a été réciproque jusqu'à la fin des combats.

Sans vouloir créer de polémique, je tenais juste à ce que l'on rappelle que certains avaient commis des crimes de guerre impardonnables, et que, quelle que soit la cause défendue, la violation des Droits de l'Homme est une chose inexcusable.

J'en profite pour dire que l'on a une fâcheuse tendance à occulter les persécutions commises contre les chrétiens au XXe siècle, et aujourd'hui encore, comme si c'étaient des victimes de seconde zone. Je sais bien qu'ils tendent la joue, pas nous, mais eux, et je pense notamment ces dernières années au cas du Soudan, dans la région du Darfour, des tribus protestantes Karen en Birmanie, des communautés catholiques en Chine, qui sont vraiment très persécutées, ou bien des chrétiens orthodoxes d'Irak ou de Turquie.

Si le général Franco, héritier de cette dictature qui était très contestée et surtout qui n'existe plus en Europe, a muselé les Catalans et les Basques, je suis obligé de reconnaître que certains républicains espagnols ont massacré des chrétiens à cause de leur foi et cela mériterait d'être rappelé.

Cela ne veut pas dire que je ne voterai pas le projet de délibaration, je le voterai car il est nécessaire. Cela fait partie de notre histoire et je crois qu'il est nécessaire.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Monsieur le Sénateur.

Je donne la parole à Mme Catherine VIEU-CHARIER pour vous répondre.

Mme Catherine VIEU-CHARIER, adjointe, au nom de la 9e Commission. - Nous n'allons pas faire le comptage douloureux des massacres des uns et des autres dans cette guerre civile qui a été déclenchée par un coup de force du dictateur Franco.

Votre argument, Monsieur POZZO di BORGO, ne tient pas au regard de la suite de l'Histoire.

Il revient au vainqueur, en général, de pacifier. Or, ce qui s'est passé durant les longues années qui ont suivi la fin de la guerre d'Espagne jusqu'à la mort du général Franco a été une chape de plomb sur l'Espagne, des assassinats, des enfermements, des tortures, et je rappellerai que Puig Antich a été garrotté au milieu des années 1970 alors même que Paul VI avait réclamé sa grâce.

M. Yves POZZO di BORGO. - J'ai manifesté.

Mme Catherine VIEU-CHARIER, adjointe, rapporteure. - Si le Vatican s'y met avec le groupe communiste, vous pouvez vous réjouir, Monsieur POZZO di BORGO, de tout cela.

Donc, les choses sont douloureuses et le poids du sang, à mon avis, est bien lourd dans la balance du régime de Franco et n'a cessé réellement qu'après la mort de celui-ci.

Simplement, je voudrais rappeler que lorsque le délégué du gouvernement de la Catalogne en France a écrit au maire pour qu'une plaque soit apposée, plaque qui va rappeler la férocité de la répression menée contre les républicains espagnols, nous avons été tout à fait, comment dirais-je, favorables.

Cela rappelle non seulement les souffrances, bien sûr, des républicains espagnols, et notamment des catalans, mais cela rappelle aussi l'histoire tragique de Lluis Companys, président du gouvernement de Catalogne, réfugié en France, arrêté par la police militaire allemande, livré au gouvernement de Madrid, condamné à mort et fusillé en 1940.

Nous sommes donc très fiers de permettre au gouvernement catalan en exil de pouvoir avoir aujourd'hui un rappel de ce moment historique et de pouvoir demain inaugurer cette plaque.

Voilà.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Madame.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DAC 234.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2009, DAC 234).

2009, DAC 525 - Apposition de deux plaques commémoratives en hommage au Comité Parisien de la Libération.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DAC 525 relatif à l'apposition de deux plaques commémoratives en hommage au Comité parisien de la Libération.

Je donne la parole à Mme Odette CHRISTIENNE.

Mme Odette CHRISTIENNE. - Chacun sait que la Libération de Paris a marqué l'histoire du XXe siècle.

Cette Libération a été célébrée à travers le monde, et pour l'Europe, ce fut le symbole du début de la victoire sur le nazisme.

Paris, ville compagnon de l'Ordre de la Libération, a tenu, au début du troisième millénaire, à mettre en œuvre un travail sur son passé récent, écoutant les témoins acteurs de la période 1933 - 1945 et conduit une politique forte de mémoire avec le concours des associations, des familles et des institutions.

Parmi les actions, elle a donné une place importante aux monuments, à l'apposition de plaques marquant les résistances et les déportations, et a attribué les noms de résistants et de combattants de la Seconde Guerre mondiale à des places et des rues.

Chacun sait l'importance de ces "armes du souvenir", ces supports de commémoration, ces jalons qui permettent, à travers Paris, de lire son histoire.

Nous savons que les cérémonies évoluent en même temps que l'on met en évidence les lieux de mémoires et déterminent ainsi des parcours mémoriels instructifs, en particulier pour les jeunes générations. Tel est le cas aujourd'hui pour l'histoire du C.P.L.

Ainsi en est-il pour la Bourse du travail à l'occasion de la commémoration du 65e anniversaire de la Libération de la Capitale, où le C.P.L. sera mis en valeur par l'évocation de son rôle. Aussi, le choix de la Bourse du travail était intéressant à plus d'un titre.

A l'initiative du C.P.L., les salariés parisiens se sont exprimés dès le 10 août et les militants des syndicats ont combattu le 20 et le 22 août pour reprendre ces lieux.

Pour le 60e anniversaire, le 24 août, à 11 heures 45, Edgar FISSON, secrétaire général de la Commission administrative de la Bourse du travail de Paris, accueillait pour la première fois un Maire de Paris à l'occasion de la cérémonie annuelle en hommage aux nombreux syndicalistes fusillés ou morts en déportation.

Tous, nous étions précédemment, à 11 heures, à l'inauguration par Bertrand DELANOË de la place Charles-Tillon. A la Bourse du travail, André CARREL, du C.P.L., prit solennellement la parole.

Sous le patronage du Maire, la Commission administrative de la Bourse du travail avait organisé, avec la participation de l'Institut d'histoire sociale de la C.G.T. et du musée de Champigny, une exposition sur : "Syndicalisme et Résistance".

Nous sommes heureux de voir qu'après cette visite du Maire, la mise en valeur des engagements des combattants du C.P.L. et des syndicalistes en 2004, une plaque spécifique pourrait être apposée, rappelant les acteurs du C.P.L.

Je m'exprimerai sur l'histoire du C.P.L. dans le cadre d'un deuxième projet de délibération le concernant.

Rappelons, cependant, qu'il a joué un rôle fondamental dans la Libération de la capitale, puis un rôle non négligeable dans l'organisation du ravitaillement et du retour des déportés et qu'il avait alors son siège à la Bourse du travail.

On a peu parlé du C.P.L. pendant longtemps. Il faut dire que 30 ans après les faits, les enjeux passionnels de l'histoire et de la mémoire avaient ressurgi. Pendant un quart de siècle, ont rivalisé la mémoire gaulliste et la mémoire communiste pour l'écriture du passé. Actuellement, de part et d'autre, on admet qu'opposer le rôle de la France libre et celui de la Résistance intérieure n'a pas de sens.

De même, on n'oppose plus les différents groupes de résistants de l'intérieur. On se souvient, comme l'a écrit récemment André CARREL, que la Résistance fut d'abord une prise de conscience d'hommes et de jeunes allant du gaulliste au communiste et au chrétien, les uns vivant en zone libre et les autres en zone occupée, pour lutter contre un ennemi à deux visages.

D'ailleurs, la naissance des Comités départementaux de Libération, dont le C.P.L. à Paris, résultait d'une réflexion à la fois au sein des organisations de Résistance et, à Alger, au sein du Comité français de la Libération nationale, embryon du futur Gouvernement provisoire de la République du Général de Gaulle.

En lisant ces plaques, hommage au C.P.L., on comprendra que malgré la complexité des rapports des groupes résistants si divers, s'est affirmée une solidarité de combat et qu'ils encouraient tous, d'ailleurs, les mêmes risques.

La réunion du C.P.L. étant clandestine, le lieu était inconnu jusqu'à la dernière minute et on y était conduit par un camarade ; c'était valable pour tous, de Georges Bidault à Alexandre Parodi.

Tous avaient la volonté de vivre libre, de chasser l'occupant et aussi un idéal humaniste, car ils souhaitaient l'émancipation sociale.

Alors, au-delà des hommages aux combattants, cette plaque est aussi un signe d'espoir par la proclamation de valeurs fondamentales de notre République.

Quant à la plaque de l'Hôtel de Ville, n'est-il pas normal qu'une instance glorieuse qui, en ces temps si singuliers, a assuré le rôle de Conseil municipal à Paris et de Conseil général de la Seine, soit honorée par une inscription dans le couloir du Conseil ? Cet oubli doit, 65 ans après, être réparé.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Madame.

La parole est au Président BROSSAT.

M. Ian BROSSAT. - Merci, Monsieur le Maire.

Mme Odette CHRISTIENNE, qui était mon proviseur, a dit des choses avec lesquelles je suis en plein accord.

Le présent projet de délibération nous invite à voter en faveur de la double apposition d'une plaque commémorant la naissance du Comité parisien de la Libération, dans le couloir du Conseil de Paris et sur la Bourse du travail dans le 10e arrondissement.

C'est donc l'occasion de saluer ici le rôle historique et symbolique du C.P.L. depuis 66 ans, depuis 1943, car au plus profond de l'occupation allemande de notre ville, des hommes et des femmes se sont levés pour lutter contre le nazisme, ils ont organisé la Libération de Paris, assuré les missions d'un Conseil municipal jusqu'en 1945 et ils en ont entretenu la mémoire depuis lors, jusqu'à aujourd'hui. Leur rassemblement fut divers, à l'image du peuple de Paris, rassemblant aussi bien des communistes et des gaullistes, des syndicalistes de la C.G.T. et de la C.F.D.T., des personnalités issues de la S.F.I.O. et du monde associatif.

L'énergie de ces hommes et de ces femmes à s'entendre et à lutter ensemble doit être une inspiration pour nous tous.

Le travail de la mémoire est une donnée essentielle de l'identité d'une ville, de son caractère, et un moyen de mieux vivre ensemble. Je veux ici, d'ailleurs, saluer le travail acharné de mon amie Catherine VIEU-CHARIER qui ne ménage ni son temps, ni ses efforts pour travailler en ce sens.

Je suis d'ailleurs heureux de voir la Ville rendre ainsi justice à ces héros.

Pour toutes ces raisons, le groupe Communiste et des élus du Parti de Gauche votera ce projet de délibération avec enthousiasme.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Monsieur le président.

Je donne donc maintenant la parole à Mme Catherine VIEU-CHARIER.

Mme Catherine VIEU-CHARIER, adjointe, au nom de la 9e Commission. - Après cette pluie d'éloges, que dire, qu'ajouter ?

Je voudrais, plus sérieusement, vous lire quand même la liste ; c'est important.

D'abord, il y aura une cérémonie le 25 août dans les couloirs de l'Hôtel de Ville et j'encourage, bien évidemment, tous les élus à y assister et, ensuite, une cérémonie aura lieu à la Bourse du travail le 26 août, puisque c'est généralement ce jour-là que se déroule la cérémonie de Libération de la Bourse du travail.

Cette direction clandestine du C.P.L. était composée d'André Tollet, Léo Hamon, Roger Deniau, Marie-Hélène Lefaucheux - je tiens à dire qu'elle était la seule femme ; la parité n'existait pas -, André CARREL - qui vit toujours et qui, j'espère, sera avec nous ce jour-là -, Georges Maranne, Arnaud Meynial et Jean Mons. C'était vraiment, comme le disait Aragon, ceux qui croyaient au ciel et ceux qui n'y croyaient pas.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Madame.

Madame TISSOT ?

Mme Claude-Annick TISSOT. - Monsieur le Maire, une explication de vote.

Le groupe U.M.P.P.A. s'associe, bien entendu, à l'hommage qui vient d'être rendu à ces héros de la Résistance. Nous voterons, bien évidemment, ce projet de délibération.

Je vous remercie.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DAC 525.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2009, DAC 525).

2009, SG 168 - Subvention à l'association "Les amis du Musée de la Résistance nationale". - Montant : 15.000 euros.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du projet de délibération SG 168 relatif à l'attribution d'une subvention de 15.000 euros à l'association "Les amis du Musée de la Résistance nationale".

Je donne la parole à Mme Odette CHRISTIENNE.

Mme Odette CHRISTIENNE. - L'écriture de l'histoire de Paris nous tient à cœur et il nous tient à cœur également que les Parisiens, plus particulièrement les jeunes, s'approprient cette histoire qui, souvent, est aussi celle de notre pays.

La subvention sollicitée par l'association des amis du Musée de la Résistance nationale a pour but de permettre la réalisation de travaux contributifs à cet objectif.

L'histoire n'est jamais achevée, particulièrement celle des périodes complexes marquées par les guerres.

D'évidence, la paix revenue, certain faits, sans être totalement occultés, ne donnent lieu qu'à peu d'études et quand on y fait référence, noyés dans la masse des écrits, ils paraissent mineurs.

Ainsi en est-il du Comité parisien de Libération, cette institution qui a été pourtant essentielle pour notre Ville, et à plus d'un titre, pendant la période 1943-1945 et au-delà.

Rappelons son importance.

En 1943, il fallait répondre à l'évolution de la situation nationale et internationale. Pour ne citer qu'une des questions fondamentales qui se posaient alors aux Français en lutte, une fois sortis du joug allemand, qu'allait-il se passer à la Libération ? La France serait-elle assujettie à l'AMGOT, c'est-à-dire à une sous-administration américaine ?

La réaction consista à mettre en place dans chaque département des Comités Départementaux de Libération. Ces C.D.L., créés en 1943, résultaient d'une réflexion à la fois au sein des organisations de Résistance et au sein du Comité français de Libération nationale d'Alger du Général de Gaulle. Le C.P.L. en faisait partie et les C.D.L. furent officialisés dans la clandestinité.

La création était particulièrement délicate à Paris, non seulement capitale, mais aussi où l'influence de la classe ouvrière et du parti communiste français était plus forte qu'ailleurs. Le C.P.L. fut donc mis en place plus tardivement, en octobre 1943.

Chacun sait combien les problèmes entre groupes de résistants furent multiples en cette période, dont, désormais, personne n'oserait nier les désaccords et les rivalités. Malgré cela, il y avait une forte solidarité dans la lutte, car les résistants partageaient un goût indéfectible de la liberté et de l'indépendance de leur pays mais également un idéal d'humanisme et d'émancipation sociale.

André CARREL dit du C.P.L. qu'il fut un "rassemblement composite et solidaire, improbable, impensable avant la guerre". La composition du bureau, que Catherine VIEU-CHARIER vient de lire et qui figure sur la plaque commémorative, en témoigne.

Quels furent les domaines d'intervention du C.P.L. ? Structure de résistance civile à côté de la structure de résistance militaire, F.F.I. et COMAC, le C.P.L. avait en charge de discuter de tout ce qui concernait la résistance parisienne, le ravitaillement, l'obtention d'armes pour les structures combattantes, et les grèves dans les entreprises et la lutte armée.

Pour reprendre d'autres propos d'André CARREL, "s'il y eut des débats houleux ou de franches engueulades, toutes les décisions furent prises à l'unanimité". Mais il y avait une évidence : la volonté que la Résistance ne soit pas considérée comme un simple relais.

Les membres du C.P.L. avaient chacun le souci d'affirmer un pouvoir politique lors de l'insurrection parisienne, pour éviter d'être vassalisés par les Etats-Unis, après s'être libérés du nazisme.

A travers ce court exposé, on comprendra la complexité des actions pour la Libération de Paris et de la région parisienne, mais aussi les enjeux politiques sous-jacents, car le C.P.L., comme les autres C.D.L., avait développé un véritable projet politique de reconstruction du pays et de la République et, entre autres, avait à cet effet collaboré avec le groupe de noyautage de l'administration publique (NAP).

Cette complexité demande que soient éclairés par des travaux le contexte de la création du C.P.L., son action avant et après l'insurrection parisienne, enfin, comme l'a dit un historien, de pouvoir "mettre de l'ordre dans les chaos d'informations, afin de comprendre l'Histoire et de pouvoir en rendre compte rationnellement".

Oui, le temps est venu d'écrire l'histoire du C.P.L. Pour cela, il faut conjuguer les points de vue les plus divers, ceux des mémoires et des archives, ou du moins les croiser. Pour ce faire, les archives sont indispensables.

Il me paraît d'une extrême importance qu'un guide des archives soit publié, à l'instar de ce qui a déjà été fait au cours de la précédente mandature pour la Commune de Paris. Cet outil sera précieux pour les chercheurs, présents et à venir, et pour tous ceux qui s'intéressent au sort de la Capitale pendant la Deuxième Guerre mondiale et ses suites.

L'association des "Amis du Musée de la Résistance nationale", a qui cette subvention devrait être attribuée, a d'ailleurs été un partenaire très efficace dans la réalisation de diverses opérations concernant le 60e anniversaire de la Libération de Paris et nous savons que la subvention qui lui sera attribuée pour l'élaboration du guide des archives du C.P.L. est justifiée.

Je tiens également à souligner que le Comité d'Histoire de la Ville de Paris coopérera à ce projet sous l'autorité de Frédéric TRISTRAM. Aussi, soutenons-nous l'association dans sa demande de subvention.

(Applaudissements sur les bancs des groupes du Mouvement républicain et citoyen, socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste et élus du Parti de gauche et "Les Verts").

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Madame.

Je donne maintenant la parole à Mme Catherine VIEU-CHARIER.

Mme Catherine VIEU-CHARIER, adjointe, au nom de la 9e Commission. - Après ce brillant exposé historique relatant les nécessités d'un travail autour du C.P.L., je vais vous dire rapidement en quoi cela va consister.

Il y aura une subvention d'un montant de 15.000 euros qui permettra d'élaborer ce fameux guide des sources sur le C.P.L.

D'une part, une recension des archives disponibles, tant au niveau Musée de la Résistance nationale que dans toutes autres institutions.

Deuxième chose : la description et l'organisation de ces sources de manière à produire un guide facilement utilisable par tous.

Troisième chose : la mise en forme de cet inventaire, afin d'être communicable par support électronique et de pouvoir faire l'objet d'une publication qui sera prise en charge par le Comité d'Histoire de la Ville de Paris.

Cette rédaction sera faite par M. Charles RIONDET, qui est titulaire d'un master de l'École nationale des Chartes et qui prépare une thèse sur le C.P.L., sous la direction conjointe de Mme TARTAKOWSKY, professeur à l'université de Paris VIII, et de Mme Christine NOUGARET, professeur à l'École nationale des Chartes.

Vous savez à peu près tout maintenant et je vous demande, évidemment, de voter ce projet de délibération avec enthousiasme.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Bien.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération SG 168.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2009, SG 168).

Mes chers collègues, la séance est suspendue. Elle reprendra demain à 9 heures avec l'examen de la 2e Commission.

Suspension et reprise de la séance.

(La séance, suspendue le mardi 7 juillet 2009 à vingt heures quarante minutes, est reprise le mercredi 8 juillet 2009 à neuf

heures cinq minutes, sous la présidence de M. François DAGNAUD, adjoint).

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Mes chers collègues, je propose que nous commencions nos travaux. Merci à vous d'être là à l'heure.

2009, DDEE 183 - Modalités d'organisation à titre expérimental de la Fête du Bois dans le Bois de Boulogne (16e) pour l'année 2009.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous commençons par l'examen du projet de délibération DDEE 183 relatif aux modalités d'organisation de la Fête du Bois dans le Bois de Boulogne pour l'année 2009.

La parole est à M. Yves CONTASSOT.

M. Yves CONTASSOT. - Merci.

Ce sera plus rapide que le procès de la fraude électorale, ne t'inquiète pas...

L'ex Fête à Neu-neu, qui s'appelle maintenant la Fête au Bois, est une fête que je connais bien puisque j'ai eu il y a quelques années à traiter ce dossier. Nous avions eu les pires difficultés à faire en sorte que les redevances dues soient payées. Nous avions dû menacer de ne pas donner l'autorisation pour que les arriérés soient reversés à la Ville.

Cette année, pour la deuxième année, il y a une expérimentation avec un changement de lieu. Ce qui nous pose problème, c'est évidemment les conditions dans lesquelles tout cela s'organise et s'exécute. En effet, on le sait bien, toute fête foraine, sur un lieu qui n'a pas été au départ conçu pour ce type d'activité, génère des difficultés et des dégradations, surtout dans un espace fragile comme peut l'être un espace vert.

Ce qui nous choque, c'est que les forains refusent de payer ce qu'ils devraient payer, notamment pour la remise en état du site, puisque l'année dernière, ils auraient dû payer au total 239.000 euros compte tenu des dégradations, et ils ont refusé. Le secrétariat général de la Ville a transigé, a fait une transaction avec eux pour diviser en gros par deux, un peu plus que par deux, cette somme pour la ramener à 109.000 euros.

Dans cette période, où nous avons examiné avant-hier un budget modificatif qui a mis en évidence des tensions, c'est le moins que l'on puisse dire, sur le plan financier, on ne peut que s'interroger sur le fait que des organisateurs qui perçoivent auprès des forains eux-mêmes les sommes dues, car elles sont encaissées, ces sommes, ne reversent pas à la Ville ce qui était prévu, et bénéficient de largesses aussi importantes.

Si toute personne qui doit de l'argent à la Ville peut négocier un peu plus de 50 % d'abattement sur sa quittance, à ce moment-là, je pense que les recettes de la Ville auront beaucoup de difficultés.

Nous ne sommes pas d'accord avec cette orientation, même si cette année, on nous dit que ce sera un peu plus de 109.000 euros et que cela passera à 150.000 euros, on est très loin des coûts pour la Ville et des recettes attendues.

Alors nous souhaitons que ce soit revu et que l'Exécutif revienne sur ce montant qui, encore une fois, semble avoir été négocié en dehors du champ politique, faute de quoi nous serions amenés à voter contre ce projet de délibération qui représente une subvention déguisée de plus de 100.000 euros à des forains qui, encore une fois, à des organisateurs, je le précise, sachant que les forains eux-mêmes, souvent, paient très longtemps avant que la Ville n'encaisse les recettes.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

La parole est à Mme Lyne COHEN-SOLAL pour vous répondre.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, au nom de la 2e Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

Yves CONTASSOT a raison : il faut faire extrêmement attention aux conditions dans lesquelles les espaces publics sont mis à disposition de commercialités privées, enfin en tout cas, d'occupations commerciales privées, de la part de forains comme d'autres lieux ou d'autres activités commerciales.

D'ailleurs, il y a d'autres projets de délibération dans ma délégation qui prévoient des changements de tarifs, par exemple pour les vente au déballage, sur laquelle personne n'est inscrit, mais c'est une révision très importante de ces ventes au déballage.

Ce n'est pas très facile de gérer ce genre de manifestation foraine, vous en savez quelque chose et moi aussi. Donc, ce que nous avons voulu faire, c'est essayer d'arriver à quelque chose de plus clair pour l'avenir, pour cela il faut souvent aussi éclaircir le passé.

La convention d'occupation du domaine public proposée ici sera signée entre les forains et la Ville de Paris sur des termes clairs, aussi bien sur les méthodes d'occupation du domaine public, que sur l'argent que la Ville attend. Donc, les forains ne pourront plus nous dire qu'ils ne s'attendaient pas à payer telle somme, ce qui a toujours été une façon pour eux de renégocier tout le temps.

Nous avons voulu mettre noir sur blanc, comme nous le faisons pour la Foire du Trône, pour la Fête à Neu-Neu désormais, les conditions d'occupation du domaine public et, naturellement, la redevance minimale exigée par la Ville, quitte, ensuite, à regarder aussi tout ce que, comme pour la Foire du Trône, les forains versent pour remettre en état le lieu.

Je le reconnais, ce n'est pas très facile, on avance progressivement.

Je vous demande de prendre en compte le fait qu'il y a un progrès déjà et que nous allons continuer à progresser avec ses partenaires commerciaux que sont les forains, qui sont un peu spéciaux, je le reconnais, mais qui sont aussi des gens dont l'activité est appréciée par les Parisiens.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Nous passons aux opérations de vote après ces interventions et explications.

Je mets donc aux voix, à main levée, le projet de délibération DDEE 183.

Qui est pour ?

Contre ? Le groupe "Les Verts".

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2009, DDEE 183).

Je vous remercie.

Vœu déposé par Mme Claudine BOUYGUES et les élus du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, relatif au maintien des commerces indépendants de proximité à Paris.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous examinons maintenant le vœu référencé n° 73 dans le fascicule, déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, relatif au maintien des commerces indépendants de proximité à Paris.

La parole est à Mme Claudine BOUYGUES.

Mme Claudine BOUYGUES. - Monsieur le Maire, je voudrais effectivement attirer l'attention du Conseil et faire en sorte que notre Conseil s'exprime, après le Maire de Paris, sur la proposition de loi qui est débattue depuis hier à l'Assemblée nationale et qui porte sur le fait que les gens vont devoir travailler le dimanche, ce qui constitue vraiment une mesure qui revient sur des droits acquis depuis très longtemps et sur laquelle je pense utile qu'après le Maire, notre Assemblée puisse se positionner. Dans la mesure où, dorénavant, le Conseil de Paris n'aura plus son mot à dire, alors que jusqu'ici, il émettait tout de même un avis avant la décision de M. le Préfet de Paris. C'est donc le Préfet qui décidera tout seul si Paris doit être une commune touristique dans sa totalité ou quelles seront les zones touristiques situées dans la Capitale.

En fait, il s'agit, très simplement, de permettre aux grandes enseignes d'imposer le travail du dimanche toute l'année à leurs salariés, même si leur activité ne relève ni du domaine culturel, ni de l'accueil des touristes. Comme si le dimanche, à Paris, les touristes n'avaient pas assez de possibilités de s'épanouir au cours de promenades ou de visites dans les sites culturels de Paris et comme s'il fallait absolument les envoyer dans les temples de la consommation et des biens matériels, de peur qu'ils ne sachent pas comment s'occuper.

Je voudrais dire aussi que cette disposition fera peser une menace réelle sur la vie familiale - je pense notamment aux familles monoparentales - dans le domaine sportif, culturel ou associatif.

De plus, si on tient compte…

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Je vais vous inviter à conclure ; vous avez largement dépassé votre temps de parole.

Mme Claudine BOUYGUES. - Je voudrais insister sur l'influence que cela aura sur l'emploi, qui risque d'être effectivement une influence catastrophique.

Notre groupe socialiste, radical de gauche et apparentés souhaite que le Maire de Paris s'adresse à M. DARCOS, Ministre du Travail et des Relations sociales, afin de lui signifier l'opposition ferme de la majorité des élus parisiens à toute généralisation du travail du dimanche qui menacerait la pérennité des commerces indépendants de proximité de notre ville et les droits des salariés.

Merci.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

D'abord, pour répondre, Madame COHEN-SOLAL, vous avez la parole.

Nous passerons ensuite aux explications de vote demandées.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe. - Merci, Madame BOUYGUES, de cette proposition.

Nous en avons parlé déjà lundi, cette proposition de loi du député Richard MAILLÉ, dont la discussion commence à l'Assemblée nationale, on peut dire que c'est un texte qui est très idéologique et quasiment inintéressant et dangereux pour la France, parce que qu'est-ce que cette proposition de loi "Maillé" nous rapportera ? Elle rapportera de légaliser un travail du dimanche dans des endroits où, pour l'instant, les gens travaillaient de manière illégale...

M. Jérôme DUBUS. - Ce n'est pas cela !

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Mme COHEN-SOLAL a seule la parole, Monsieur DUBUS, s'il vous plaît.

J'ai cru comprendre que le débat a traversé aussi les rangs de l'U.M.P., donc acceptez la confrontation d'idées quand même.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe. - Je le répète, c'est une mesure sans aucun intérêt pour la France.

D'abord, comme l'a dit Mme Claudine BOUYGUES, sur le plan de l'emploi, c'est extrêmement dangereux ; on sait que quand les grandes surfaces créent un emploi, il en disparaît trois dans les commerces indépendants et petits commerces, trois contre un créé dans la grande surface. Merci.

On sait que sur le plan de la relance il n'y aura pas de véritable relance. Même la patronne du M.E.D.E.F. est extrêmement sceptique sur l'effet relance de la proposition de loi "Maillé" ; alors, excusez-moi, quel intérêt de faire travailler tous les Français ou presque le dimanche si même la relance n'est pas admise par le M.E.D.E.F. ?

(Mouvements divers dans l'hémicycle).

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Est-ce que Mme COHEN-SOLAL pourrait, Président LAMOUR, intervenir tranquillement, comme tous les orateurs ?

Vous avez demandé une explication de vote ; vous pourrez prendre la parole tout à l'heure.

Madame COHEN-SOLAL, vous poursuivez.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe. - On l'a dit et vous savez parfaitement que c'est une position que nous avons constante.

Cela fait huit ans que je suis adjointe au commerce auprès de Bertrand DELANOË, cela fait huit ans que nous disons la même chose ; je ne vois pas pourquoi, aujourd'hui, on ne dirait pas ce que l'on pense.

Quand il y a une position idéologique de la droite, nous avons le droit de dire que nous sommes contre et les raisons pour lesquelles nous sommes contre. Nous l'avons dit en matière d'emploi, nous l'avons dit en matière de relance, nous l'avons dit sur le plan écologique, nous l'avons dit sur le plan environnemental.

(Mouvements divers).

M. Jean-Pierre CAFFET. - Ne vous énervez pas comme cela, Monsieur LAMOUR, on dirait que cela vous gêne !

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Madame COHEN-SOLAL, je vous invite à répondre.

Monsieur LAMOUR, pouvez-vous simplement…

M. Jean-François LAMOUR. - Mme COHEN-SOLAL s'adresse à moi !

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Elle a tort et vous avez tort de l'interrompre.

Madame COHEN-SOLAL, vous répondez au vœu déposé, point barre !

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe. - Je continue.

… que nous sommes contre sur le plan de l'emploi, sur le plan de la relance, sur le plan de l'environnement et surtout sur le plan sociétal.

En outre, cette proposition de loi met la Ville de Paris hors du droit commun, c'est-à-dire qu'à Paris, nous, élus, n'aurons le droit de donner d'avis sur rien dans cette affaire. C'est exemplaire de la façon dont le Gouvernement considère la Ville de Paris. Il nous paraît essentiel pour la Ville de Paris de savoir si tous les commerces sont ouverts tous les dimanches, naturellement sur le plan de l'emploi, sur le plan de la vie en commun, sur les services publics.

Or, nous n'aurons aucun avis à donner, voilà ce qui est scandaleux à nos yeux et qui devrait l'être aussi pour vous ! Donc nous devons dire et redire, et c'est pour cela que je donne un avis favorable au vœu présenté par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, que nous sommes contre cette mesure et demander au Maire de Paris de prendre toutes les dispositions pour que tout le Gouvernement sache combien nous sommes opposés à cette mesure dangereuse et inefficace.

Merci.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste et élus du Parti de gauche, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Je suis saisi de quatre demandes d'explication de vote.

Nous démarrons par M. GAREL.

M. Sylvain GAREL. - Merci, Monsieur le Maire.

Bien sûr, nous allons voter en faveur de ce vœu.

Tout d'abord, je suis vraiment réjoui, et c'est extrêmement sincère, d'entendre mes collègues socialistes, que ce soit Claudine BOUYGUES ce matin ou Martine AUBRY à la télévision, ce matin aussi d'ailleurs, maintenant dire qu'il faut sortir d'une société du tout consommation ; je pense que c'est une vraie évolution et en tant qu'"écolo" on ne peut que s'en réjouir.

Deuxièmement, je pense qu'en plus de tous les arguments qui ont été avancés par mes deux collègues pour condamner le travail le dimanche, il y en a un autre, on le voit bien : tout le monde voit que dans une ville comme Paris, mais c'est valable aussi pour d'autres grandes villes, l'ouverture de grandes surfaces le dimanche va fragiliser le commerce de proximité. Cela veut dire inciter des gens à aller faire leurs courses en banlieue et donc à utiliser des transports et pas toujours en commun.

Bien entendu, lorsque votre commerce de proximité est fermé, vous n'avez plus comme moyen de vous ravitailler que d'aller loin en banlieue.

Je pense que tout ce qui peut fragiliser le commerce de proximité est très mauvais, à la fois pour la vie des Parisiens, mais aussi pour celle de la planète.

Merci.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Madame NAMY-CAULIER, vous avez la parole, au nom du groupe U.M.P.P.A.

Mme Martine NAMY-CAULIER. - Chers collègues, je crois qu'il faut être un peu lucide.

En 2009, résister au dimanche au travail est une posture complètement anachronique, anti-économique et qui sape les effets potentiels de relance de la proposition de loi.

Arrêtez l'hypocrisie !

Madame COHEN-SOLAL, pourquoi, tant que vous y êtes, ne fermez-vous pas aussi la Tour Eiffel ?

Le travail du dimanche existe déjà à Paris. Ce n'est pas à vous que je vais l'apprendre, compte tenu du nombre de dérogations que nous soumet le Maire de Paris ici même.

D'ailleurs, personne ne s'y retrouve entre les incohérences flagrantes du système actuel et les multiples dérogations.

Quelle incongruité ! Paris, dont les créations emblématiques sont achetées dans les succursales étrangères des firmes hexagonales pour cause de magasins, par exemple, fermés sur les Champs-Elysées.

Oui au maintien et à la dynamisation du commerce et de l'artisanat de proximité !

Mais, Madame COHEN-SOLAL, vous êtes bien mal placée pour mettre ce thème en avant dans ce vœu, alors que, parallèlement, la Ville de Paris supprime des subventions aux associations de commerçants et artisans ou les ampute de moitié, comme vous nous l'avez annoncé pour les prochaines illuminations de Noël lors de la 2e Commission. Le budget supplémentaire chiffre le tout à 90.000 euros.

Non, cette proposition de loi n'est pas défavorable aux commerces alimentaires, au contraire, ils sont protégés. Les grandes surfaces alimentaires en sont exclues. Nos commerces alimentaires de proximité peuvent étendre à 13 heures, au lieu de midi actuellement, leur autorisation d'ouverture.

Avec ce vœu, vous donnez dans la confusion.

La proposition de loi prévoit-elle la généralisation du travail le dimanche ? Non !

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe. - Oui.

Mme Martine NAMY-CAULIER. - Non ! En aucun cas ! En aucun cas ! Le dimanche est et restera une journée exceptionnelle. Le principe du repos dominical y est écrit d'ailleurs noir sur blanc. Sachez lire !

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Madame NAMY-CAULIER, vous arrivez au terme de votre temps de parole, s'il vous plaît.

Je vous demande de conclure.

Mme Martine NAMY-CAULIER. - Les autorisations sont limitées et ciblées. Certaines zones commerciales, seules, pourront être classées en zone d'activité. Pour les zones touristiques actuelles, le projet de loi, en étendant l'emploi des salariés le dimanche à tous les commerces de détail clarifie enfin la législation.

Vous nous parlez des droits des salariés. Bien au contraire, les salariés auront droit au repos compensateur dans les P.U.C.E., au doublement du salaire journalier, au travail sur la base du volontariat réversible.

En conclusion, dans la conjoncture actuelle, il y a urgence, car personne ne souhaite un été ponctué de fermetures de commerces, de licenciements portant sur plusieurs milliers d'emplois. Au contraire, tout doit être fait en cette période de crise...

(Mouvements divers sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste et élus du Parti de gauche, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

Tout doit être fait...

Monsieur CONTASSOT, laissez-moi terminer !

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Madame, je vous demande de conclure, s'il vous plaît. Vous avez largement dépassé le temps de parole imparti pour une explication de vote.

Mme Martine NAMY-CAULIER. - Monsieur le Maire, je termine. Le sujet est important.

(Mouvements divers sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste et élus du Parti de gauche, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

Laissez-moi terminer !

Si je peux terminer…

Merci, Monsieur le Maire.

Au contraire, tout doit être fait en cette période de crise pour sauvegarder l'emploi. L'évolution du travail le dimanche est nécessaire pour des raisons économiques et des motifs liés aux transformations sociales et culturelles de la société.

En conséquence...

(Mouvements divers sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste et élus du Parti de gauche, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

En conséquence...

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Cela fait trois fois que vous concluez, Madame ! S'il vous plaît.

Mme Martine NAMY-CAULIER. - Je termine, Monsieur CONTASSOT, je termine !

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Cela fait plus de 3 minutes ! Je vais vous couper le micro !

Mme Martine NAMY-CAULIER. - Je termine !

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - C'est 2 minutes, je suis désolé ! Respectez les règles du jeu quand même, au moins ici !

M. Sylvain GAREL. - Ce n'est plus une explication de vote, c'est une intervention.

M. Jean-Pierre CAFFET. - Laissez-la !

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Vous mélangez les choses, Madame, je crois. Je vous repasse la parole tout à l'heure pour présenter votre vœu. Là, vous êtes en explication de vote.

Mme Martine NAMY-CAULIER. - En conséquence, le groupe U.M.P.P.A. se prononcera contre un vœu qui relève de la malhonnêteté intellectuelle, en prêtant à confusion, et qui est bien davantage une offensive partisane que la réelle défense du commerce et de l'artisanat de proximité.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Nous poursuivons avec l'explication de vote du groupe M.R.C.

Madame BACHE ?

Je rappelle qu'en ce qui concerne les explications de vote, il est prévu 2 minutes au Règlement intérieur, et je demande à tout le monde de respecter ce temps de parole. Merci.

Mme Marinette BACHE. - Oui, Monsieur le Maire.

Eh bien, on vient de le voir, oui, ce vœu est un vœu idéologique. Oui, il s'agit d'un affrontement entre la droite et la gauche. Et les élus du M.R.C. l'assument comme tel.

Et nous rappelons notre opposition totale à la généralisation du travail du dimanche. Il ne faut pas faire semblant de confondre un équipement culturel ou de loisir, comme la Tour Eiffel, avec le commerce.

Tout ceci est dans la droite ligne de tout ce qui se passe pour remettre en cause le droit du travail, pour le plier aux volontés du MEDEF. Le Gouvernement, en revanche, n'a aucun intérêt pour le pouvoir d'achat. Il intervient simplement pour faire que les salariés soient au service du patronat et il s'agit là d'une précarisation de plus.

Donc, je rappelle l'attachement des élus du groupe M.R.C. aux conditions de vie des salariés, à leur droit au repos, à leur droit aux loisirs, à leur droit de vivre en famille et, bien évidemment, je voterai et les élus du groupe M.R.C. voteront le vœu déposé par le groupe socialistes et apparentés.

(Applaudissements sur les bancs des groupes du Mouvement républicain et citoyen, socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste et élus du Parti de gauche et "Les Verts").

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Dernière explication de vote demandée : M. Jean-Pierre CAFFET ?

M. Jean-Pierre CAFFET. - Ce que je veux dire d'abord, c'est que je partage ce qui a été dit par mes collègues de la majorité municipale sur la généralisation du travail du dimanche parce que c'est bien de cela dont il s'agit, mais je voudrais attirer l'attention sur la situation parisienne et ce que le texte, en examen en ce moment même à l'Assemblée nationale, comporte comme conséquences à Paris.

Ce texte transforme la commune de Paris en une zone touristique sur l'ensemble du territoire parisien.

(Mouvements divers sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

Sur l'ensemble du territoire parisien !

(Mouvements divers sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

Et ce qu'a dit le Maire hier dans son communiqué, c'est qu'il y avait à l'heure actuelle cette zone touristique, qu'il n'était pas hostile à regarder s'il pouvait y en avoir d'autres.

(Mouvements divers sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

Vous me permettez de m'exprimer ? !

M. Jean-François LAMOUR. - Oui, bien sûr !

M. Jean-Pierre CAFFET. - Merci.

Donc, il n'y a pas une hostilité générale à l'examen d'extension peut-être de zones touristiques en fonction des besoins. Première chose.

Deuxième chose, ce texte de loi crée un statut d'exception à Paris, Monsieur LAMOUR… d'exception à Paris ! Puisque le Conseil municipal...

M. Jean-François LAMOUR. - Ce n'est pas la première fois.

M. Jean-Pierre CAFFET. - C'est le 3132-26 du Code du travail qui doit probablement dater pratiquement de l'Ancien Régime et ce statut d'exception est maintenu. Et le Conseil municipal et les élus de Paris n'auront pas leur mot à dire ! N'auront pas leur mot à dire !

J'attire votre attention sur ce sujet.

Chers collègues de l'opposition, ce serait, comme l'a dit le Maire et je reprends son terme : "une forfaiture"… une forfaiture de voter ce texte à l'Assemblée nationale et au Sénat !

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - C'est un débat qui se poursuivra, nul n'en doute.

Nous passons au vote sur le vœu présenté par le groupe socialiste.

(Applaudissements sur les bancs des groupes, Communiste et élus du Parti de Gauche, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2009, V. 242).

Je vous remercie.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif aux subventions aux associations de commerçants.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 74 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif aux subventions aux associations de commerçants.

Madame NAMY-CAULIER, je vous rappelle que c'est 1 minute pour la présentation des vœux.

Vous avez la parole.

Mme Martine NAMY-CAULIER. - Merci, Monsieur le Maire.

Nous constatons quand même une chose absolument étonnante, surtout après tout ce que nous venons d'entendre dire : la baisse, voire la suppression des subventions allouées pour les animations 2008 et 2009 aux associations de commerçants, tout particulièrement la baisse annoncée pour celles de fin d'année.

Comme je vous l'ai dit, Mme Lyne COHEN-SOLAL nous a annoncé en 2e Commission qu'elles allaient être amputées de moitié.

Je rappelle combien les illuminations de Noël participent à la convivialité, à l'accueil de Paris en tant que ville touristique et incite Parisiens et visiteurs étrangers à faire leurs achats dans nos magasins de proximité. D'ailleurs, de nombreuses associations participent au dispositif "Paris illumine Paris" qui devrait bientôt devenir "Les commerçants illuminent Paris", comme dispositif, puisque la Ville se retire !

Que vont devenir les commerçants ? Toutes ces professions sont touchées actuellement, particulièrement touchées par le contexte économique et défavorable. Ils font, eux, ces commerçants et artisans, la qualité de vie de nos quartiers et ils maintiennent un grand lien social.

C'est maintenant ou jamais que la Ville doit soutenir, dans cette période, l'ensemble des arrondissements de Paris, l'ensemble des acteurs économiques, artisans, commerçants de proximité de Paris, à travers leurs illuminations.

A ce titre, moi-même, Jean-François LEGARET, Jean TIBÉRI, Jean-Pierre LECOQ, Rachida DATI, François LEBEL, Martine MÉRIGOT de TREIGNY, Philippe GOUJON, Claude GOASGUEN et Brigitte KUSTER, et tous les élus du groupe U.M.P.P.A. émettons le vœu que le Maire de Paris maintienne pour le moins le niveau des subventions allouées précédemment aux associations de commerçants de quartier, tant pour les illuminations de fin d'année que pour les animations réalisées depuis de nombreuses années par ces associations.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci, Madame.

La parole est à Mme Lyne COHEN-SOLAL pour vous répondre.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe. - Je voudrais dire d'abord que ce vœu qui est déposé dans certains arrondissements de droite - d'ailleurs pas dans le 5e, je vous le signale -, je considère qu'il est inacceptable.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Cela a été voté.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe. - Non, il n'a pas été voté.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Si, dans certains arrondissements.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe. - Oui, je l'ai dit. Mais je dis simplement que cela n'a pas été voté partout. Je peux le signaler quand même ? Merci.

Donc, ce vœu est pour nous inacceptable.

D'abord, parce qu'il prétend que nous aurions supprimé en 2008 et 2009 des subventions aux associations qui ont fait des illuminations. C'est faux !

Attendez, vous permettez que je continue ! Je vous ai entendus largement ! Bien. Alors, maintenant, c'est à moi de parler.

D'autre part, il prétend que nous aurions baissé aussi de façon brutale et préoccupante le montant des subventions, ce qui est faux. La ligne des subventions aux associations de commerçants est restée la même en 2008 et 2009, et nous les avons votées Conseil après Conseil depuis le début de l'année. Les associations sont prévenues en amont dans les mois de septembre et octobre du montant des subventions que nous allons proposer au Conseil de Paris de l'année suivante, ce qui laisse pleinement le temps à chacune d'ajuster les projets.

Nous avons, en revanche, assisté à un phénomène sur les illuminations. Pour aider une association à investir, nous essayons de travailler avec elle et non pas de verser des subventions sans regarder. Donc, nous travaillons avec elle. Nous avons demandé d'investir dans du matériel basse consommation. Nous avons proposé une subvention importante la première année pour investir.

Ensuite, une fois que l'on a investi, on n'est pas obligé de payer la même somme. On ne paye pas la même somme tout le temps. Ces subventions ne sont pas une rente ! Vous avez une façon de concevoir les choses qui est incroyable. La Ville n'est pas là pour verser une rente aux associations de commerçants : elle travaille avec elles sur la façon d'illuminer la Ville, et nous regardons ce que cela coûte chaque année. Chaque année !

M. Jean-François LAMOUR. - On va leur expliquer.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Continuez comme cela.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Mme COHEN-SOLAL a la parole.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe. - Vous avez une drôle de façon de considérer les gens, vous ! Je trouve que l'on peut faire confiance aux gens et travailler de manière respectueuse.

Ensuite, je voudrais préciser que certains maires qui signent ce vœu, qui parlent de baisse brutale des subventions de leurs arrondissements, ont vu leur enveloppe augmenter. Par exemple, dans le 6e arrondissement, nous sommes passés de 50.000 à 72.000 euros, pour le 7e arrondissement, de 47.000 à 59.000 euros, pour le 15e de 109.000 à 118.000 euros. Regardez les chiffres avant de parler !

Et les illuminations coûtent très chères. Lors d'une réunion qui s'est tenue à la Chambre de commerce au mois de juin, il a été annoncé aux associations que la ligne globale pour la subvention aux associations allait être revue en baisse en 2010.

Oui, revu en baisse. C'est vous qui demandez des économies, alors ne venez pas vous étonner maintenant ! Lundi, vous vous êtes étonnés que l'on ne fasse pas assez d'économie ! On ne fait pas assez d'économies et quand on en fait un peu, vous protestez. Il faudrait quand même que vous examiniez la façon paradoxale dont vous réfléchissez.

Ensuite, nous proposons d'étudier la mutualisation des commandes, c'est-à-dire que nous proposons, quand dix associations peuvent commander ensemble, de baisser le coût que cela représente pour mettre en place ces illuminations. Nous avons des économies d'échelle à envisager. Nous allons imaginer des solutions plus économiques pour avoir le même rendement.

Je vous rappelle que l'on a voté à deux reprises des vœux lors de Conseil de Paris pour travailler avec les commerçants à d'autres idées, moins onéreuses que les illuminations, que les sempiternelles ampoules qui traversent nos rues. Il y a des choses peut-être plus intelligentes, plus modernes, plus économiques à faire. Nous voulons travailler sur cela parce qu'aussi nous pourrions économiser l'argent de la Ville.

Vous parlez des commerces de proximité qui font la qualité de la vie des quartiers. Je suis d'accord avec cela, mais alors pourquoi, quand nous avons proposé des zones de protection dans le P.L.U., le Préfet, donc le représentant du Gouvernement a demandé au Tribunal administratif d'annuler cette disposition. Il a fallu que nous fassions...

(Mouvements divers sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

C'était une aide au commerce de proximité. Aujourd'hui, la Cour d'appel nous a donné raison, heureusement ! Nous nous inquiétons de l'avenir des commerces de proximité et de leurs salariés en particulier. Nous en avons parlé juste avant, c'est bien plus grave que de faire de Paris une grande zone où tout le monde travaillera le dimanche aux dépens des commerces de proximité, que de demander de subventionner ces commerces quelques jours à Noël.

Alors réfléchissez quand même aux conséquences. Il y a des mesures que vous allez voter à l'Assemblée nationale, et ne venez pas à la Ville essayer de réclamer des bouts de subventions qui vraiment ne répondront pas au problème.

Merci.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste et élus du Parti de gauche, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci, beaucoup.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe. - Avis défavorable.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Oui, on a bien compris que l'avis était défavorable. Alors, explication de vote de Sylvain GAREL.

M. Sylvain GAREL. - Très brièvement, Monsieur le Maire, d'abord pour dire effectivement que nous avons voté plusieurs vœux déjà, d'un pour essayer de diversifier les animations qui ont lieu autour de Noël dans les quartiers commerçants et deux pour limiter la durée des illuminations. C'est normal que si les illuminations durent moins longtemps elles coûtent aussi moins cher.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci de cette précision.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Donc, cela va baisser.

2009, DRH 38 - Création d'un emploi de directeur des achats.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous passons maintenant à l'examen du projet de délibération DRH 38 concernant la création d'un emploi de directeur des achats.

La parole est à M. ALPHAND.

M. David ALPHAND. - Merci.

Mon intervention fait suite aux échanges que nous avons eus en 1ère Commission la semaine dernière, et qui ne se sont pas avérés concluants puisque M. GAUDILLÈRE n'avait pas été en capacité de me répondre la semaine dernière. Peut-être que Mme ERRECART le sera aujourd'hui.

Il s'agit d'une question importante puisque ce projet de délibération renvoie à la création d'une direction des achats. Or, le premier acte fort de cette Direction des Achats et le premier achat qu'elle va réaliser, c'est un achat de compétence, en l'occurrence l'achat de la compétence d'un directeur.

Alors, la première question concernant cet achat de compétence, est quel est le support budgétaire dédié à ce poste de direction ? Comment est-il gagé, s'il l'est ? Est-ce une création de poste purement et simplement ? Est-ce que l'on va ajouter un nouveau directeur dans l'organigramme de la Ville de Paris ou est-ce que l'on en supprime un autre ailleurs ?

Ce n'est pas une question qui est insignifiante, au contraire parce que nous devons tenir la dépense budgétaire, plus encore en période de crise. Malgré toutes nos recherches dans les documents budgétaires qui nous ont été soumis, nous n'avons pas trouvé trace ailleurs de cette création d'un poste de directeur des achats, y compris dans la délibération dont je vais donner la référence parce qu'elle est importante : la DF DRH 2009-55 et le projet de délibération emploi.

Il y a là, nous semble-t-il, mais peut-être me contredirez-vous dans quelques instants, Madame ERRECART, un manque de transparence de la part de l'Exécutif.

Deuxième point - en effet, ma question en comportera trois - l'exposé des motifs de ce projet de délibération évoque une structuration en termes de personnels. Tout à fait, en toute simplicité, je vous dirai que j'ai un peu de mal à comprendre ce que veut dire une "structuration en termes de personnels". J'aimerais que cet exposé des motifs présente clairement les effectifs qui seront consacrés à cette Direction des Achats.

En clair, va-t-on créer de l'emploi ou est-ce que l'on va réussir à économiser certains postes budgétaires grâce à cette création de Direction des Achats ? C'est donc ma deuxième question qui porte sur les effectifs.

Et la troisième question : comment va être mesurée, va être évaluée la performance de cette Direction des Achats ? Et les échanges que nous avons eus en 1ère Commission la semaine dernière, nous amènent à faire une proposition concernant les indicateurs de performance. Ils ont été en réalité livrés par l'intervenant que l'Exécutif nous a proposé d'écouter la semaine dernière, mais celui-ci a indiqué que les espérances de gains en 2010 pourraient être de 7 à 9 millions d'euros, grâce à cette Direction des Achats, en 2011 de 22 à 26 millions d'euros et en 2012 de 54 à 62 millions d'euros.

Ce sont des espérances de gains très significatives, si on les rapporte aux efforts éperdus pour économiser 23 millions en dépenses de fonctionnement, qui est le plan d'économie budgétaire proposé dans sa grande largesse par l'Exécutif parisien. On regrette, quand on voit ces 23 millions d'euros, que la Direction des Achats n'est pas été créée plus tôt. C'est donc cette batterie d'indicateurs de performance que nous souhaitons pouvoir examiner lors des prochaines débats budgétaires.

Merci.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci, Monsieur ALPHAND.

La parole est à Mme Maïté ERRECART pour vous répondre.

Mme Maïté ERRECART, adjointe, au nom de la 2e Commission. - D'abord, je vais vous répondre sur la question du support budgétaire. Nous avons à l'heure actuelle 38 supports budgétaires pour les directeurs et 37 sont utilisés. Il y a donc un poste libre et c'est ce poste qui accueillera le nouveau directeur des achats.

Pour ce qui est de la question du déploiement de cette Direction des Achats, d'abord je rappelle que cette nouvelle direction présente un enjeu extrêmement important, puisqu'elle assure, à terme, à peu près 1,5 milliard d'achats. C'est donc un volume extrêmement important qui va permettre à la Ville de mieux négocier ses achats.

Ce qui a été prévu, du point de vue de la constitution de cette direction, c'est effectivement de la former par étape, car il s'agit évidemment d'assurer une continuité des prestations, et donc il ne faut pas prendre trop de risques en la matière.

Nous avons décidé effectivement de déployer cette direction des achats en trois étapes. L'objectif cible des effectifs est de l'ordre de 280 personnes, mais dans un premier temps la première vague va simplement concerner à peu près une centaine de personnes. C'est 100 à 110 personnes, puisqu'en fait on s'est limité notamment à des achats qui vont concerner la formation, par exemple, mais également à toutes les acquisitions qui étaient déjà concentrées en grande partie à la DALIAT et qui concernaient les questions de bureautique, de papier et toute une série de prestation de ce type.

Donc, nous avons une démarche ambitieuse mais néanmoins pragmatique et prudente puisque je vous dis que nous envisageons donc de déployer la Direction des Achats sur trois ans. La première phase va se mettre en place dès le 1er octobre sous la forme du transfert d'un certain nombre de personnels qui se consacrent aujourd'hui à cette tâche dans les directions concernées.

Évidemment, c'est tout un processus de discussion que nous avons eu avec les agents et leurs représentants, car cela perturbe, on peut le comprendre tout à fait, et cela percute les organisations existantes.

Nous avons eu des discussions, des échanges, soit dans le cadre de comités de suivi, soit dans le cadre de C.T.P. central de la Ville ou de C.T.P. de direction.

Les personnels ont été sollicités pour rejoindre cette direction des achats. 80 % ont accepté de se rendre dans cette direction des achats ; 20 %, pour des raisons diverses, ont préféré s'orienter autrement. Nous compléterons les effectifs de cette direction donc en faisant appel à candidature.

Dernière chose que vous évoquez, troisième question, la question de l'évaluation des performances.

Effectivement, l'indicateur que vous avez cité, à savoir la perspective que nous puissions faire des économies substantielles dans la création de cette direction, c'est bien sûr un des indicateurs, mais je pense que nous en aurons d'autres. Ces indicateurs-là sont en cours d'élaboration.

Vous savez par exemple que nous avons le souci d'être tout à fait performants du point de vue des marchés avec les P.M.E., donc un indicateur portera certainement sur ce point et il y aura aussi des indicateurs dans la qualité de nos relations avec les fournisseurs, puisque tout cela vise à ce que nous ayons une politique encore plus correcte vis-à-vis de nos fournisseurs.

Vous souhaitez effectivement être informés de ces indicateurs de performance, donc je m'engage au nom de l'Exécutif, dès que nous serons au point et dès que la direction sera en place, pour vous les adresser.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DRH 38.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2009, DRH 38).

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif à l'offre de restauration collective proposée aux personnels de la collectivité parisienne.
Vœu déposé par les groupes M.R.C., Communiste et élus du Parti de Gauche et "Les Verts" relatif aux inégalités dans l'accès aux prestations de restauration proposées aux agents de la Ville et du Département de Paris.
Vœu déposé par l'Exécutif.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous examinons maintenant les vœux référencés, dans le fascicule, n° 75 déposé par le groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, n° 76 par les groupes M.R.C., Communiste et élus du Parti de Gauche et "Les Verts" et n° 76 bis par l'Exécutif, relatifs à l'offre de restauration collective proposée au personnel de la collectivité parisienne.

Madame PIGEON, vous avez la parole, pour nous présenter le vœu n° 75.

Mme Frédérique PIGEON. - Merci, Monsieur le Maire.

Ce vœu est relatif à la restauration collective des personnels de la collectivité parisienne. En effet, le problème qui nous a été posé récemment par certains agents de la Ville est que certains ne peuvent bénéficier de la restauration collective compte tenu de leurs horaires.

Les solutions qu'ils prônent sont les tickets restaurants ou la prime panier repas. Notre point de vue est que le ticket restaurant constitue la fin de la restauration collective et moins de 300 emplois.

On ne peut pas régler un problème en en créant un autre.

Par ailleurs, deuxième aspect, de notre point de vue, c'est que la restauration collective de l'A.S.P.P. est vectrice de santé publique.

Aussi, nous partageons le point de vue de la C.G.T. A.S.P.P. : la restauration collective doit être préservée, l'augmentation de l'offre doit être réalisée pour augmenter l'offre au personnel.

Pour notre groupe, Jean-Pierre CAFFET, Julien BARGETON et moi-même proposons de pousser quatre axes forts pour répondre aux besoins de la restauration des agents : une grille tarifaire et un menu social, des horaires d'ouverture élargis, de nouveaux restaurants collectifs à l'instar de celui du 18e, pourquoi pas dans le 19e et dans le 20e arrondissement, et continuer dans le sens de la qualité et de la diversité alimentaire.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Mme Marinette BACHE, puis M. Ian BROSSAT, vont nous parler du vœu n° 76, j'imagine.

Mme Marinette BACHE. - Le vœu M.R.C., P.C., P.G., et "Verts" a pour objet de permettre à l'ensemble du personnel de la Ville de Paris d'accéder à la restauration collective, ce qui n'est pas le cas actuellement, ou, à défaut, de rechercher une solution pour leur permettre de se restaurer convenablement et ceci dans des conditions financières semblables à l'ensemble de leurs collègues.

Actuellement, pour des raisons d'éloignement ou pour le fait d'horaires décalés, atypiques ou de nuit, un certain nombre d'agents n'ont pas accès aux différents points de restauration collective, et nous avons d'ailleurs tendance à penser, mais il faudra en discuter avec les organisations syndicales représentatives, que l'élargissement des plages méridiennes dont il est question ne peut régler le problème, car cela reviendrait à exiger des agents un volet horaire sur leur zone de travail plus important alors que beaucoup habitent loin, souvent en banlieue.

D'autre part, la restauration collective soumise à conventionnement avec d'autres administrations aboutit toujours à un tarif supérieur à revenu égal, bien évidemment, à celui qui est proposé par l'A.S.P.P. Nous pensons que le principe d'homogénéisation des tarifs valables pour nos cantines scolaires doit être également valable pour nos agents.

Voilà tout simplement l'objet de ce vœu, qui est de permettre à tous nos agents un accès égal à un repas équilibré, et ceci, à un prix correct pour tous.

Nous sommes disposés à rechercher ensemble à atteindre cet objectif.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Monsieur Ian BROSSAT, vous avez la parole.

M. Ian BROSSAT. - Juste un mot pour confirmer ce que vient de dire ma collègue Marinette BACHE : il s'agit bien d'atteindre un objectif d'égalité d'accès à la restauration pour l'ensemble des agents de la Ville, objectif d'égalité qui n'est pas atteint du fait d'un certain nombre de contraintes, en particulier des contraintes horaires qui empêchent un certain nombre d'agents d'y avoir accès. Je voulais y insister.

Je vous remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Pour répondre à l'ensemble de ces intervenants et donner l'avis de l'Exécutif sur ces vœux, et présenter, j'imagine, celui de l'Exécutif, la parole est à Mme Maïté ERRECART.

Mme Maïté ERRECART, adjointe. - Merci aux différents rapporteurs qui attirent finalement notre attention sur les conditions de restauration des personnels de la Ville.

Évidemment, en préambule, je vais rappeler que les services municipaux et départementaux occupent près de 1.800 adresses dans Paris intra muros et représentent à peu près 50.000 agents.

C'est dire toute la complexité du problème de la restauration de ces agents compte tenu de leur dispersion et des cycles et rythmes de travail qui ont été évoqués par les orateurs précédents.

Pour y répondre, l'offre actuelle, particulièrement diversifiée, propose l'accès à 112 restaurants, dont 23 gérés par l'A.S.P.P., qui est l'association subventionnée par la Ville pour cette gestion spécifique de la restauration interne, et 89 restaurants conventionnés dépendant de grandes entités comme la préfecture de police, l'A.P.-H.P., la R.A.T.P., auxquels les personnels parisiens peuvent aussi avoir accès.

Le choix de la Ville de Paris a été de privilégier la restauration collective pour deux raisons.

D'abord, elle assure un bon rapport qualité/prix pour les agents et elle peut prendre en compte les aspects santé évoqués.

Cela permet également de mettre en place des tarifs qui tiennent compte des différents niveaux de revenu des agents.

La Ville, de ce fait, s'est interdit de développer des formes de prise en charge individuelle comme les tickets restaurant qui, d'une part, ne sont pas actuellement compatibles en droit avec une offre de restauration collective, mais surtout, qui constitueraient une menace directe pour la restauration collective. Les salariés de l'A.S.P.P., d'ailleurs, n'ont pas manqué de réagir aux demandes de leurs collègues de la Ville de créer des chèques restaurant. Ils ont bien vu la menace que pourrait représenter le fait d'avoir un double système.

Cette offre collective ne cesse de s'étendre pour couvrir davantage de sites et d'agents. Nous avons donc ouvert, depuis 2005, trois restaurants, dans le 13e, le 15e et le 18e arrondissement. Des investissements considérables ont été réalisés dans des équipements plus anciens pour améliorer l'accueil. Les restaurants de l'Hôtel de Ville et de Morland en sont la preuve. D'ailleurs, vous savez que nous sommes en cours de travaux en ce qui concerne le restaurant de l'Hôtel de Ville.

Enfin, le restaurant de Morland a été ouvert le soir, de 19 heures à 21 heures 30, pour tenir compte des contraintes horaires de certains agents.

Cette offre actuelle, croisée avec les implantations des services, permet de constater qu'environ 90 % des agents sont situés à moins d'un quart d'heure de marche d'un restaurant conventionné ou propre à l'A.S.P.P. Ce temps d'accès n'a rien d'excessif.

Pour ceux qui sont à une distance supérieure, il faut que vous sachiez qu'ils disposent, dans le cadre du protocole d'aménagement et de réduction du temps de travail, d'un délai de route inclus dans le temps de travail, pour se rendre sur le lieu de restauration le plus roche proposé par la Ville.

Il y a donc déjà une prise en compte réelle de la diversité que j'ai évoquée.

Parallèlement, et pour ce qui ne peuvent ou ne veulent pas se rendre dans ces restaurants, les agents se voient proposer des cuisines aménagées sur leur lieu de travail. Un gros effort a été fait aussi pour que ces cuisines soient confortables.

Au total, la fréquentation actuelle des seuls restaurants de l'A.S.P.P. indique qu'environ 9.000 à 10.000 agents fréquentent quotidiennement ces centres, le nombre de cartes actives, c'est-à-dire d'agents utilisant au moins une fois par semaine un restaurant administratif étant de 25.000.

Pour ce qui concerne les restaurants conventionnés, la fréquentation moyenne est d'environ 2.000 agents par jour.

Bien entendu, et pour répondre à l'une des remarques faites, ces restaurants, eux-mêmes gérés par des associations ou des Comités d'entreprises ou des entreprises, imposent logiquement leurs règles aux bénéficiaires extérieurs et, en particulier, le moyen de paiement qui ne peut être la carte professionnelle Ville de Paris utilisée par nos agents dans les seuls restaurants de l'A.S.P.P.

Elles peuvent proposer, certes, des tarifications sensiblement différentes d'un restaurant à l'autre, même si la subvention A.S.P.P. est égale.

Alors, il est évident qu'on ne peut totalement se satisfaire de la situation et j'entends bien que certains agents, de par leurs horaires et, plus rarement, de leur site, considèrent qu'ils ne sont pas traités de manière équitable dans le cadre de cette prestation sociale qu'est l'accès à la restauration collective.

Même si nous n'avons pas à rougir, la Ville de Paris, toutes prestations sociales confondues, est dans la moyenne des prestations assurées par les collectivités territoriales. Il est effectivement encore nécessaire de progresser.

C'est pourquoi je propose un vœu de l'Exécutif qui détermine deux axes d'amélioration du service.

Le premier axe consiste à réfléchir, dans le cadre de la renégociation de la convention de l'A.S.P.P. - nous sommes justement dans cette phase et nous devons aboutir par le vote d'une délibération certainement au mois de novembre - sur des solutions innovantes, notamment sur l'élargissement des horaires d'ouverture des restaurants. Les restaurants de l'A.S.P.P. ferment aujourd'hui à 14 heures ; il est possible qu'en gagnant un quart d'heure, nous ayons encore la possibilité de couvrir certaines personnes qui n'y ont pas accès facilement pour des contraintes horaires.

En revanche, je fais tout à fait confiance aux partenaires qui siègent à l'A.S.P.P., aux élus, aux organisations syndicales, pour évoquer la question tarifaire.

Il faut savoir d'ailleurs que déjà, des tarifs extrêmement bas sont proposés par l'A.S.P.P. ; vous avez évoqué la question du menu social. Il faut savoir que le droit d'entrée pour la catégorie qui a les indices les plus bas est de 0,11 euro et les plats commencent à 1,69 euro ; on est donc dans quelque chose qui, déjà, représente une restauration tout à fait accessible, mais s'il y a des efforts encore à faire, je fais tout à fait confiance à la fois aux élus - et j'en vois ici qui siègent au sein de l'A.S.P.P. - et aux organisations syndicales pour encore faire des efforts en la matière. Donc premier axe : renégociation avec l'A.S.P.P.

Deuxième axe : continuer à assurer la couverture du territoire par l'A.S.P.P. - vous avez évoqué le 19e et le 20e -, mais également par d'autres structures conventionnées ; nous sommes actuellement en train de travailler avec les caisses des écoles. Vous savez qu'on a un réseau de caisses des écoles extrêmement important et développé dans Paris. Ces caisses des écoles assurent la restauration des personnels des écoles. La question sera peut-être de voir si, par extension, on peut encore imaginer d'autres solutions pour faciliter l'accès à cette restauration le midi.

En conséquence, je propose donc aux rapporteurs de substituer le vœu de l'Exécutif qui reprend largement leurs propositions.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - La proposition me paraît honnête.

Je me tourne vers les auteurs des vœux n^{os} 75 et 76 pour leur demander s'ils retirent leurs vœux.

Ian BROSSAT ?

M. Ian BROSSAT. - Mon groupe accepte toujours les propositions honnêtes, donc nous retirons ce vœu.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci. Je n'en doutais pas.

Le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés ?

M. Jean-Pierre CAFFET. - Idem, la réponse de l'Exécutif me convient, donc retrait du vœu.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous allons pouvoir nous prononcer sur le vœu n° 76 bis tel qu'il nous a été présenté par Maïté ERRECART, que je remercie pour les explications qu'elle a fournies sur un sujet important.

Je mets donc aux voix, à main levée, le projet de vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de vœu est adopté à l'unanimité. (2009, V. 243).

Je vous remercie.

Vœu déposé par le groupe "Les Verts" relatif à l'accessibilité numérique des sites Internet et des applications informatiques de la Ville.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 77 dans le fascicule, déposé par le groupe "Les Verts", relatif à l'accessibilité numérique des sites Internet et des applications informatiques de la Ville.

La parole est à M. Yves CONTASSOT.

M. Yves CONTASSOT. - Merci.

Il s'agit, en deux mots, de faire en sorte que la Ville soit, dans ce domaine, tout à fait exemplaire et qu'elle, dans toute la mesure du possible, évidemment, essaye d'anticiper les échéances qui sont fixées par les textes réglementaires et que l'on s'aligne sur les meilleurs, pour qu'à la fin du premier semestre 2011, tous les sites de la Ville, aussi bien Mairie de Paris que mairies d'arrondissement et tous les autres satellites, si je peux me permettre cette expression, soient totalement accessibles à l'ensemble des personnes souffrant de handicap, quel qu'il soit.

Le deuxième point, c'est évidemment, que dans toute la mesure du possible, en interne, on ait le même niveau d'exigence et, enfin, que la 2e Commission du Conseil soit tenue informée régulièrement de l'état d'avancement des choses.

Voilà donc rapidement l'esprit du vœu.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

La parole est à Mme Maïté ERRECART.

Mme Maïté ERRECART, adjointe. - Merci.

Je dis tout de suite au rapporteur que je ne peux que souscrire à l'esprit du vœu, évidemment.

Certes, nous avons un décret sur l'accessibilité des sites publics qui prévoit que nous devons permettre cette accessibilité pour le 16 mai 2012.

Je dois dire, néanmoins, que l'arrêté qui fixe le référentiel qui doit servir de base à ces questions d'accessibilité n'est toujours pas publié. Pour autant, je pense que nous serons effectivement au rendez-vous du souhait du vœu qui est d'être le plus rapidement possible en conformité pour ce qui concerne notamment les sites de la Ville et les applications facilitant les démarches des Parisiens.

En effet, la Ville a développé un logiciel, "Lutèce", qui est un logiciel libre pour la création de sites Internet qui respecte déjà toutes les recommandations du référentiel général qui devrait être adopté pour les administrations.

Par exemple, les marchés d'acquisition des systèmes d'informations destinés au public comportent tous une obligation d'atteinte de niveau bronze d'accessibilité, qui permet en particulier aux personnes handicapées de les consulter via des aides techniques : terminal braille, logiciel lecteur d'écran, synthèse vocale.

Le dernier exemple en date est le nouveau catalogue en ligne des bibliothèques.

La Ville a introduit également dans ses marchés de maintenance une clause pour que le titulaire du marché opère les corrections nécessaires suite à une éventuelle modification du référentiel d'accessibilité, comme, par exemple, dans le marché de maintenance du portail Internet et du portail intranet en 2006.

Ainsi, l'équipe de "Paris.fr" vient d'améliorer l'outil de vocalisation du site. Toutes les pages du site peuvent être désormais lues et téléchargées sur fichier MP3.

Pour autant, il faut savoir que la problématique de l'accessibilité n'est pas que technique, mais aussi éditoriale et les webmestres de la Ville sont sensibilisés à ce que les pages soient pensées en fonction des divers handicaps.

On vient d'ailleurs de réaliser un doublage en langage des signes de deux vidéos pratiques "Etat civil" et "comment se servir d'un Vélib'".

Là, c'est pour tout le volet qui concerne les informations accessibles pour les Parisiens.

En ce qui concerne les applications informatiques de la Ville à usage interne, la problématique n'est pas la même. Nous ne réfléchissons pas en termes d'accessibilité générale, mais en termes d'adaptation de poste de travail au handicap de chaque agent.

Ainsi, la mission handicap de la D.R.H. étudie l'aménagement de chaque poste, en adjoignant des dispositifs d'agrandissement (logiciel agrandisseur, écran de grande taille), des matériaux de transcription en braille, des dispositifs d'amplification si nécessaire.

Vous savez d'ailleurs que la Ville a mis en place un plan d'embauche de personnes handicapées depuis à peu près 2004-2005 - François DAGNAUD doit savoir à quelle date on a commencé à développer cela -. Nous comptons désormais 5,6 % de personnes handicapées employées à la Ville. C'est un véritable effort qui a été réalisé.

Nous avons une problématique qui est plutôt de faire de l'adaptation sur chaque poste, plus que sur l'ensemble. C'est pour cela que je demanderais bien au rapporteur de retirer le deuxième alinéa du délibéré du vœu, puisqu'il ne s'agit pas de faire une démarche générale, mais de faire des démarches d'adaptation poste par poste pour ce qui concerne les applicatifs internes. Si le rapporteur accepte cette suppression, j'émets évidemment un avis favorable à ce vœu.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Je me tourne vers Yves CONTASSOT ; sommes-nous d'accord ?

M. Yves CONTASSOT. - D'accord.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Je mets donc aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe "Les Verts", amendée par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée à l'unanimité. (2009, V. 244).

Vœu déposé par le groupe "Les Verts" relatif à l'application du Plan de protection de l'atmosphère.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous examinons maintenant le vœu référencé n° 78 dans le fascicule, déposé par le groupe "Les Verts", relatif à l'application du Plan de protection de l'atmosphère.

La parole est à M. Yves CONTASSOT.

M. Yves CONTASSOT. - Vous le savez, le Plan de protection de l'atmosphère, sur lequel nous avons émis un avis tout à fait négatif, compte tenu de son insuffisance, s'est traduit par un arrêté interpréfectoral notamment qui prévoit la mise en place de plans de déplacements pour des sites grands générateurs de trafic, et la Ville est évidemment concernée.

Cela faisait partie d'ailleurs de ce qui était inclus à la fois dans le Plan de déplacements pour Paris et dans le Plan climat.

Ce que nous aurions aimé, je dois le dire et nous sommes un peu au regret de le dire, c'est que la Ville soit tout à fait exemplaire en matière de délai, de respect des procédures, et que, là encore, on s'inspire de ce qui se fait sans doute de mieux en matière de P.D.E. Il y a une méthodologie et des expérimentations très précises dans ce domaine.

Nous avons appris d'ailleurs hier, je dois dire, que la Ville avait déposé un dossier auprès de la D.R.I.R.E., sans qu'aucun élu ne connaisse, à ma connaissance en tout cas, le contenu de ce dossier, y compris avec, semble-t-il, le début du plan d'actions, ce qui est quand même assez curieux puisque le Conseil de Paris n'a pas été saisi ni les commissions du Conseil.

Moi, je le regrette.

Je le regrette parce que, dans ce domaine, si le personnel n'est pas associé et si les élus ne sont pas associés non plus, on se demande un peu quelle sera l'efficacité dans la mise en œuvre.

Donc, c'est le sens de notre vœu, que l'on corrige, si j'ose dire, le tir, pour que très rapidement à la fois l'ensemble du personnel, l'ensemble des agents et nous-mêmes puissions vraiment en débattre.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

La parole est à Mme Maïté ERRECART.

Mme Maïté ERRECART, adjointe. - Je remercie le rapporteur de nous permettre de faire un point sur un sujet important : la mise en place du Plan de déplacements de l'administration parisienne.

En fait, contrairement à ce qu'a dit Yves CONTASSOT, la Ville n'est pas si en retard que cela, puisque nous devions déposer un diagnostic pour le 30 juin et que ce diagnostic a été déposé le 2 juillet, comme vient de le dire Yves CONTASSOT.

Ce Plan de déplacements a fait un état des lieux de la situation. Il faut savoir que, dans le cas de Paris, vous l'avez dit, nous sommes une grande collectivité, 50.000 agents. C'est un chiffre peut-être que vous ne connaissez pas : nous avons 37 % de nos agents qui habitent Paris intra muros mais nous en avons 33 % en petite couronne, 25 % en grande couronne et même 5 % hors Ile-de-France.

Evidemment, le diagnostic a consisté déjà à bien repérer tout ce qui concerne les déplacements entre domicile et travail, avec cette complexité que je viens d'évoquer.

Il a fallu, par ailleurs, mener des travaux préparatoires pour voir ce qu'il se passait aussi en termes de déplacements à titre professionnel, c'est-à-dire pour les besoins du service et aussi la question des livraisons.

Pour ce faire, il y a un comité de pilotage qui a été mis en place par l'administration qui s'est réuni et qui a travaillé notamment avec quatre directions : la DPE, la DALIAT, la DPA et la DFPE, pour examiner l'ensemble de la question.

Tout cela se traduit donc par un diagnostic qui a été finalisé et transmis.

La suite prévue est que nous allons avoir des groupes de travail qui vont se mettre en place. Trois groupes de travail se mettent en place pour réfléchir, justement, aux mesures que nous pouvons prendre à partir de ce diagnostic.

Parallèlement, nous allons saisir les organisations syndicales de cette question dès la rentrée pour que nous leur présentions le diagnostic et nous allons travailler avec eux, là encore, sur les mesures qui sont à prendre.

Donc, il y aura effectivement une démarche où nous allons associer largement les agents de la Ville.

Il faut savoir que, dans cette phase, nous sommes maintenant accompagnés, comme le souhaite le vœu d'ailleurs, par une assistance à maîtrise d'ouvrage. Je crois que c'est une filiale de la R.A.T.P. qui connaît très bien, évidemment, ces sujets, qui va nous accompagner.

Je suis persuadée que nous serons à peu près dans les temps. Je dis bien "à peu près" parce que, comme le dit Yves CONTASSOT, effectivement, le temps presse et je pense que nous serons à même de présenter un projet de délibération sur les nouvelles mesures au premier semestre ou à la fin du premier trimestre 2010.

Donc, nous serons, je pense, de ce point de vue-là, pas très loin des échéances qu'il est nécessaire de tenir, puisque je crois qu'il y avait un calendrier qui prévoyait que c'était le 31 décembre. On ne sera peut-être pas prêts à présenter le projetde délibération au 31 décembre mais, je pense, dans les mois qui suivent.

D'après mes informations, nous sommes quand même une collectivité qui, pour l'instant, est l'une des meilleures du point de vue du travail qui a été effectué. C'est un travail très lourd, évidemment, de prendre en compte l'ensemble des déplacements qui sont générés par la Ville et de trouver des solutions pour les réduire.

J'espère qu'avec ces informations, le rapporteur du vœu se trouve rassuré.

Je voudrais simplement dire que, pour ce qui concerne, en revanche, le suivi par les élus, je pense que ce suivi existe déjà dans le Plan climat. Donc, là, de la même façon, je suggérerais au rapporteur de retirer le deuxième alinéa pour ne pas créer une nouvelle structure de suivi mais que cela puisse être fait dans le cadre du Plan climat.

Sous cette réserve-là, je donne mon avis positif pour adopter ce vœu.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. Yves CONTASSOT.

M. Yves CONTASSOT. - Si on pouvait simplement trouver une formule un peu plus souple que le comité de pilotage du Plan climat qui est une structure très lourde, avec 50 ou 60 personnes, pour suivre un dossier qui a une vocation à être limité dans le temps, donc que ce soit un sous-groupe du comité de pilotage !

Mme Maïté ERRECART, adjointe. - Je ne peux pas répondre pour Denis BAUPIN qui suit...

M. Yves CONTASSOT. - Mais qu'on ait une structure un peu spécifique et, si on est d'accord sur l'esprit, on trouvera des modalités.

Mme Maïté ERRECART, adjointe. - Je pense que, effectivement, on peut avoir un groupe de travail qui se mette en place le temps que nous élaborions ce Plan de déplacements d'entreprise.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci. Donc, on ne va pas modifier la lettre mais on a bien retenu l'esprit proposé sur le deuxième alinéa, qui est donc assoupli dans l'esprit évoqué par Maïté ERRECART, nous sommes d'accord.

Dans ces conditions, le vœu est retiré.

Non ? Oui, pardon ! Il va être adopté, pardonnez-moi.

Donc, dans ces conditions, je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe "Les Verts", assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Abstention du groupe U.M.P.P.A.

La proposition de vœu est adoptée. (2009, V. 245).

Merci, Madame ERRECART.

Désignation de représentants du Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal, au sein du Groupe de travail sur le règlement local de la publicité, des enseignes et préenseignes applicable à Paris (R. 43).

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Mes chers collègues, je vous propose de procéder à la désignation, au scrutin secret, des représentants du Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal, dans l'organisme suivant :

Groupe de travail sur le règlement local de la publicité, des enseignes et préenseignes applicable à Paris (R. 43) :

- Mme Danièle POURTAUD, représentant M. le Maire de Paris, Président ;

- Mme Dominique BERTINOTTI ;

- M. Jérôme COUMET ;

- M. Jacques BOUTAULT ;

- M. Alexis CORBIERE ;

- Mme Karen TAIEB ;

- Mme Laurence DOUVIN ;

- Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE ;

- Mme Catherine BRUNO.

Y a-t-il d'autres candidatures ?

Il n'y en a pas.

Le scrutin est ouvert.

(Les votes sont recueillis).

2009, DASCO 77 - Signature de conventions avec le CROUS de Paris et la CIUP pour l'attribution de subventions pour la mise en place de services d'accueil des étudiants étrangers - Montant total : 110.000 euros.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DASCO 77 relatif à la signature de conventions avec le CROUS de Paris et la CIUP pour l'attribution de subventions pour la mise en place de services d'accueil des étudiants étrangers.

La parole est à Mme Olivia POLSKI.

Mme Olivia POLSKI. - Monsieur le Maire, mes chers collègues.

Paris est la plus grande ville universitaire d'Europe, comptant 300.000 étudiants, parmi lesquels environ 45.000 qui viennent de l'étranger. Ceci est évidemment extrêmement positif pour le rayonnement de nos institutions d'enseignement supérieur et de recherche, ainsi que pour les futurs échanges que le séjour d'étudiants étrangers sur notre territoire favorise. C'est aussi fidèle à notre tradition française de terre d'accueil.

Nous nous devons, bien sûr, de les accueillir correctement et de les aider à faire face aux nombreuses difficultés qu'ils peuvent rencontrer et qui peuvent perturber leur scolarité parisienne.

C'est pourquoi la dernière mandature a créé dès 2002 une plate-forme de travail regroupant les différents acteurs concernés par le séjour des étudiants étrangers. Ce travail a débouché sur la signature d'une charte pour améliorer leurs conditions d'accueil.

Je me réjouis des résultats obtenus depuis 2003, à savoir la mise en place de deux services destinés à accompagner les étudiant dans leurs démarches administratives et sociales, en partenariat avec le C.R.O.U.S. et la C.I.U.P., c'est-à-dire la Cité internationale universitaire de Paris.

Ils peuvent ainsi désormais trouver à la Cité internationale les services de la Préfecture de police destinés à la délivrance des titres de séjour exclusivement pour les étudiants - plus de 16.000 visites ont eu lieu d'ailleurs en 2008 -, ainsi que des services de la Caisse d'Allocation Familiale, de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie et du Ministère du Travail. Ces services apportent des informations essentielles relatives à la santé, à la réglementation et aux mutuelles. Le C.R.O.U.S. les informe également sur l'aide au logement et la recherche d'emploi.

Un site Internet en français, anglais et espagnol a été mis en ligne afin de faciliter leurs démarches, ainsi qu'un service par mail qui fonctionne du printemps jusqu'à fin août, pour répondre aux courriers électroniques des primo-arrivants.

Les cinq accueillants de la C.I.U.P., la Cité internationale, ainsi que les deux du C.R.O.U.S. sont des étudiants maîtrisant plusieurs langues afin de faciliter les contacts.

Pour conclure, je tiens à saluer le travail extrêmement important réalisé en faveur des étudiants étrangers sur Paris de M. l'adjoint au Maire de Paris, M. Didier GUILLOT, et je vous invite à voter, chers collègues, favorablement ces deux subventions de 30.000 euros pour le C.R.O.U.S. de Paris et de 80.000 euros pour la Cité internationale de Paris, qui serviront à poursuivre ce service indispensable d'orientation, d'accueil et d'ouverture.

Je vous remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

La parole est à l'excellent adjoint Didier GUILLOT.

M. Didier GUILLOT, adjoint, au nom de la 2e Commission. - Oui, que dire après tout cela ? J'avoue que je n'ai plus grand-chose à ajouter à l'intervention de Mme la Conseillère.

Simplement quelques chiffres encore pour compléter ce qui vient d'être dit. D'abord, il faut savoir que sur l'ensemble des étudiants étrangers qui viennent étudier en France, 60 % d'entre eux le font en Ile-de-France. C'est donc quelque chose d'extrêmement important comme plateforme. Que cette initiative avait été initiée par le Conseil parisien de la vie étudiante. J'en profite d'ailleurs pour annoncer qu'il va redémarrer ses travaux à la rentrée.

Par ailleurs, je crois qu'il est très intéressant d'aller voir sur place comment tout cela fonctionne. Ce qui est frappant, quand on voit la plateforme fonctionner avec l'ensemble de ces services publics, aussi bien d'ailleurs d'Etat que les mutuelles, que les services de la Ville de Paris ou du C.R.O.U.S., on peut vraiment mesurer ce que la notion de service public veut dire, et un service public qui vient directement auprès des usagers.

C'est vraiment quelque chose, j'ai envie de dire d'exceptionnel. Si cette façon de fonctionner et de rassembler les services publics, en allant directement auprès des usagers, pouvait trouver d'autres applications dans d'autres secteurs, je crois que ce serait vraiment une très bonne idée, car on a vraiment l'ensemble des services à la disposition des étudiants étrangers.

Par ailleurs, j'en profite tout de même pour dire qu'il y a une petite baisse depuis deux ans du nombre d'étudiants étrangers qui viennent étudier en France et en particulier sur Paris, ce qui n'est d'ailleurs pas sans lien avec un certain nombre de réformes des multiples lois sur l'immigration qui ont été prises depuis 2002, qui jouent sur le climat et on ne peut que le regretter, dans la mesure où effectivement comme cela a été dit l'attractivité de Paris et de l'université parisienne joue beaucoup sur ces échanges qui sont absolument essentiels.

Je rappelle que l'idée même d'université, qui a tout de même quelques siècles, c'est d'abord l'échange du savoir, l'échange des connaissances et l'échange dans les deux sens. On parle souvent de la mobilité que l'on va favoriser, et on favorise la mobilité des étudiants français à l'étranger, mais cette mobilité passe dans les deux sens et est essentielle à l'échange des savoirs, à la qualité de la recherche, et effectivement au développement de l'université, en particulier à Paris.

Voilà. J'invite évidemment à voter ce projet de délibération.

J'ajoute enfin, pour compléter les chiffres, que les dix nationalités les plus représentées sont l'Algérie, la Tunisie, le Maroc, le Brésil, la Chine, le Mexique, la Colombie, les Etats-Unis, la Russie et le Liban.

L'ensemble de ce dispositif mérite vraiment notre soutien.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci de cet appel.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DASCO 77.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2009, DASCO 77).

(Mme Colombe BROSSEL, adjointe, remplace M. François DAGNAUD au fauteuil de la présidence).

Vœu déposé par M. Sylvain GAREL et les éluEs du groupe "Les Verts" relatif au tourisme d'affaires à Paris.
Vœu déposé par l'Exécutif.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe, présidente. - Nous passons à l'examen des vœux référencés nos 79 et 79 bis dans le fascicule, déposés par le groupe "Les Verts" et l'Exécutif, relatifs au tourisme d'affaires à Paris.

La parole est à M. GAREL.

M. Sylvain GAREL. - Merci, Madame la Maire.

Je pense que s'il y a un domaine où notre collectivité ne prend pas bien la mesure de l'impact de la crise écologique, en particulier climatique et énergétique, c'est bien le domaine du tourisme.

Le tourisme, comme vous le savez, c'est la première source d'emplois à Paris et ce n'est pas à Christian SAUTTER, qui va me répondre tout à l'heure, que je vais l'apprendre. Je pense que nous n'anticipons pas de la bonne façon la crise que va connaître le tourisme dans les années à venir. Bien sûr, on ne peut pas dire si c'est dans un an, cinq ans ou quinze ans. Il y a une crise ponctuelle, il y a la crise économique, mais il est certain, qu'à cause de la raréfaction du pétrole et à cause de la nécessaire et inéluctable taxation du kérosène qui remplit les réservoirs des avions, les prix des billets d'avion vont augmenter fortement dans les années à venir.

Il est clair que cela impactera d'une façon considérable l'industrie du tourisme à Paris. Pour l'instant, les professionnels, cela on peut le comprendre, mais malheureusement aussi un peu notre ville, font par rapport à cette catastrophe annoncée un peu la politique de l'autruche : on ne veut rien savoir. J'en tiens pour preuve les rapports que je lis en tant qu'administrateur et même membre du Bureau de l'Office du tourisme, mais aussi parce qu'ils n'ont pas vraiment de direction contraire à ce sujet, où ils multiplient ce que j'appelle les comités exotiques, essayant de convaincre les Chinois, les Indiens, les Brésiliens, les Japonais, les Thaïlandais - excusez-moi mais je pense que c'est un sujet qui mérite un peu plus d'une minute - de venir...

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - C'est à la tête du client !

M. Sylvain GAREL. - Ecoutez, l'explication de vote a duré sept ou huit minutes tout à l'heure.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe, présidente. - Monsieur LEGARET, restons calmes.

Monsieur GAREL, je vous invite...

M. Sylvain GAREL. - Je ne crois pas être polémique, je pense que je pose un vrai sujet, qui est le sujet de l'avenir du tourisme à Paris, et qui je crois nous concerne tous.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe, présidente. - Monsieur GAREL, tous les sujets nous concernent tous, mais je vais vous inviter…

Je peux terminer une phrase quand même !

Je vais vous inviter à conclure, s'il vous plaît. Merci.

M. Sylvain GAREL. - Donc, je pense qu'il faut absolument plutôt aujourd'hui chercher à convaincre les gens qui peuvent venir autrement qu'en avion, c'est-à-dire essentiellement les Européens, de venir ou de revenir à Paris, plutôt que ceux qui doivent, malheureusement pour pouvoir se déplacer, prendre l'avion, et cela va devenir de plus en plus difficile parce que de plus en plus cher.

Le vœu que je propose est un vœu spécifiquement sur le tourisme d'affaires, c'est l'autre volet. Malheureusement, je n'ai pas vraiment le temps de développer. C'est celui de la responsabilisation des organisateurs de congrès. Les congrès réunissent pour certains plusieurs milliers de personnes à Paris. C'est très bien pour l'activité touristique, mais d'un point de vue environnemental cela pose des problèmes.

Nous souhaitons donc qu'il y ait une compensation par rapport à cette question, une compensation de l'énergie utlisée, et aussi que l'on réfléchisse à développer la visioconférence pour éviter que des milliers de personnes prennent l'avion pour se rendre à Paris ou ailleurs.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur GAREL.

Je vais donc donner la parole à M. Christian SAUTTER pour répondre.

M. Christian SAUTTER, adjoint. - Madame la Maire, je remercie M. GAREL, d'une part d'attirer l'attention sur le tourisme d'affaires, et d'autre part de plaider pour une orientation plus affirmée en direction du développement durable.

Le tourisme d'affaires est moins connu que le tourisme de loisirs, et c'est bien normal, mais je rappellerai qu'il représente 44 % des nuitées parisiennes, c'est-à-dire des nuits passées à Paris, qu'il engendre 4,8 milliards d'euros de retombées économiques et que 58.000 emplois - je crois que cela n'est pas négligeable - en dépendent directement.

Les congrès, sur lesquels M. GAREL insiste, représentent 10 % du tourisme d'affaires. Par exemple, je crois que nous pouvons tous être fiers que l'Office du tourisme, auquel vous avez rendu hommage implicitement, ait gagné en juin dernier le Congrès de la Société européenne d'hypertension : ce seront 8.000 participants qui se réuniront au Palais des Congrès du 10 au 14 juin 2016. Il faut donc une perspective éloignée.

Je mentionnerai à ceux qui l'ignorent - je l'ignorais jusqu'à tout récemment - que se tient actuellement à Paris le Congrès mondial de la gérontologie et de la gériatrie, qui s'occupe principalement de la maladie d'Alzheimer qui réunit en ce moment 6.000 participants au Palais des Congrès. Certains congrès, et je pense la plupart des congrès, ont une vocation utile d'échanges d'information et de progrès.

Sur la dimension durable, je dirai d'abord que les étrangers constituent 37 % des personnes qui assistent aux congrès, soit 220.000 personnes, c'est beaucoup de monde et personnellement je m'en réjouis, dont - c'est un point sur lequel vous insistiez - une grande majorité d'Européens, et l'accès par train est favorisé quand cela est possible. Je rappelle aussi que les membres qui participent à des Congrès ont un accès facilité aux transports en commun grâce à un partenariat avec la R.A.T.P. et un tarif attractif.

Je trouve donc que l'orientation vers davantage de développement durable doit être renforcée, et c'est pourquoi je propose un vœu qui est à peu près dans le même esprit que celui de M. GAREL, dans lequel il est mentionné que l'Office du tourisme et des congrès de Paris incite les organisateurs de congrès à donner une dimension durable à leurs événements, que les organisateurs de congrès soient incités à effectuer des bilans carbone de leurs congrès et à compenser leurs émissions, et enfin, que les participants français et européens soient incités à utiliser le train plutôt que l'avion.

Je pense que le vœu n° 79 bis, sous une forme un peu différente, reprend grosso modo l'esprit du vœu de M. GAREL, et je l'incite à retirer son vœu pour voter le vœu de l'Exécutif.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur SAUTTER.

Monsieur GAREL, retirez-vous votre vœu ?

M. Sylvain GAREL. - Je vais retirer mon vœu.

Cela dit, j'aimerais que l'on ait régulièrement un bilan de cette action d'incitation et de voir comment on incite les organisateurs de congrès et quelles sont les conséquences de ces incitations.

Mme Colombe BROSSEL, adjoint, président. - Pour une très courte réponse, la parole est à M. Christian SAUTTER.

M. Christian SAUTTER, adjoint. - Une très courte réponse, Madame la Maire.

Premièrement, l'Office du tourisme a recruté un spécialiste de ces questions.

Deuxièmement, M. GAREL fait partie du Conseil d'administration, et je lui fais confiance pour qu'il pose la question aussi souvent que possible.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe, présidente. - Merci.

Le vœu n° 79 est retiré.

Je mets donc aux voix, à main levée, le projet de vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de vœu est adopté à l'unanimité. (2009, V. 246).

Je vous en remercie.

Vœu déposé par M. Jérôme DUBUS et les élus du groupe U.M.P.P.A. relatif à l'Agence de développpement économique de Paris.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe, présidente. - Nous passons maintenant à l'examen du vœu référencé n° 80 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif à l'Agence de développement économique de Paris.

Je donne la parole à M. DUBUS.

M. Jérôme DUBUS. - Merci, Madame le Maire.

C'est un vœu qui se veut constructif sur la refondation de l'Agence de développement économique de Paris.

Vous savez que jusqu'à maintenant, nous étions dans une structure qui, de 2001 à 2008, était une structure, certes étendue, qui s'appelait le CODEV, qui n'était pas une agence économique de développement.

Je rappelle que tous les départements franciliens sont dotés aujourd'hui d'une agence de développement économique. L'un des derniers était la Seine-Saint-Denis, et M. BARTOLONE, en tant que Président du Conseil général, a fondé une Agence de développement économique en Seine-Saint-Denis.

Celle de Paris existe mais ne fonctionne pas ou peu, et vous aviez, dans votre programme municipal, ce qui était une bonne idée, décidé de refonder cette agence économique en mettant à sa tête un chef d'entreprise de stature internationale et en la dotant d'un conseil d'entrepreneurs et d'ambassadeurs économiques.

Depuis un an et demi, nous n'avons pas entendu parler de cette promesse. Je vous rappelle à votre promesse en souhaitant que cette agence soit créée ou refondée, puisque c'était le terme que vous aviez employé, assez rapidement.

Il me semble, en période de crise, que ce serait le moment de donner un signal fort aux entrepreneurs parisiens.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur DUBUS.

Pour répondre, je donne la parole à M. Christian SAUTTER.

M. Christian SAUTTER, adjoint. - Madame la Maire, je voudrais exprimer à l'égard de M. DUBUS un peu de gratitude et beaucoup de critiques.

D'abord la gratitude, car je le remercie de suivre avec beaucoup d'attention l'exécution du programme sur lequel Bertrand DELANOË et son équipe ont été largement élus en mars 2008.

Les critiques, je crois que vous souhaitez, vous ne l'avez pas repris dans votre exposé oral, un débat sur la politique de développement économique et de l'emploi.

Je rappelle que nous avons eu ce débat au mois de mai, et nous l'aurons à nouveau à l'occasion du budget primitif pour l'année 2010, au mois de décembre.

Vous avez centré, et c'est tout à fait clair, votre question sur l'Agence de développement économique de Paris qui existe, qui s'appelle "Paris Développement", qui a été fondée par la Ville de Paris et par la Chambre de commerce et qui, contrairement à ce que vous avez énoncé, fonctionne.

Je rappellerai d'abord que son Conseil d'administration est composé de 24 membres. Il y a 8 élus, dont Mme NAMY-CAULIER et M. COURTOIS, Mme SACHS y venant en plus, si je puis dire, bénévolement. Il y a 8 personnalités du monde des affaires et 8 chefs d'entreprise nommés par la Chambre de commerce et d'industrie de Paris. Vous voyez que le Conseil comprend 16 entrepreneurs sur 24 membres. Cela ressemble déjà au Conseil des entrepreneurs que vous souhaitez.

Je peux mentionner aussi que M. ROBINET-DUFFO, que vous connaissez bien, qui est le président du MEDEF Paris, participe de façon très assidue aux assemblées générales.

Alors, vous disiez que cette agence ne fonctionnait pas. Je vais vous transmettre par le truchement d'un huissier le rapport d'activité de l'année 2008.

Je dirai très rapidement, parce qu'on est mercredi matin, que cette agence a deux missions : une mission d'attractivité pour faire venir des entreprises étrangères à Paris, une mission que je pilote particulièrement et une mission d'innovation, gestion d'incubateurs, de pépinières et d'événements, correspondance avec les pôles de compétitivité que suit mon collègue et ami Jean-Louis MISSIKA.

Un seul chiffre pour vous montrer que ces 30 salariés travaillent bien, car l'an dernier, vous le verrez dans le rapport, 2.700 emplois ont été créés ou maintenus à Paris grâce à cette agence.

Cela dit, et vous avez raison d'y insister, on peut faire mieux, et on va faire mieux. On peut faire mieux parce que, dans le budget 2009, je ne me souviens pas si vous l'avez voté, 400.000 euros ont été ajoutés pour renforcer la mission d'attractivité et avoir une équipe de jeunes spécialistes qui prospecte particulièrement les pays émergents, dont on parle beaucoup aujourd'hui, ceci, évidemment, sans doublons avec l'Agence française des investissements internationaux, avec l'Agence régionale de développement, avec Paris Ile-de-France capitale économique, le MEDEF international, et bien évidemment la Chambre de commerce, qui est tout à fait partenaire et extrêmement active.

Un point sur lequel vous m'interrogez, c'est le souhait et l'engagement pris de nommer un chef d'entreprise de stature internationale à la tête de cette agence de développement. Je peux vous dire que nous y travaillons et que vous aurez bientôt des nouvelles en la matière.

Je demande donc le rejet de votre vœu qui me semble d'une critique trop exacerbée par rapport à la réalité.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur SAUTTER.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Vœu déposé par M. Ian BROSSAT et les élus du groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, relatif à la situation des salariés de Radio France Internationale.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe, présidente. - Nous passons maintenant à l'examen du vœu référencé n° 81 déposé par le groupe Communiste et des élus du Parti de Gauche, relatif à la situation des salariés de Radio France Internationale.

La parole est à M. Ian BROSSAT.

M. Ian BROSSAT. - Merci, Madame la Maire.

Ce vœu porte effectivement sur la situation des salariés de Radio France Internationale, qui protestent depuis plus de sept semaines contre la suppression programmée de 206 emplois. Ils étaient encore devant l'Hôtel de Ville il y a quelques jours et avaient organisé un studio ouvert pour protester contre la situation qui leur est faite.

Chacun connaît ici le travail, la qualité et l'indépendance de cette radio. Ces suppressions d'emplois nous interpellent à double titre, d'abord car ce sont des emplois parisiens et parce que la Ville de Paris a une longue tradition de défense de l'indépendance de la presse.

Nous souhaitons donc par ce vœu que le Maire de Paris interpelle le nouveau Ministre de la Culture et de la Communication pour lui signifier l'attachement des Parisiennes et des Parisiens à Radio France Internationale et à ses emplois, je vous remercie.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur BROSSAT.

Je donne la parole à M. Christian SAUTTER pour vous répondre.

M. Christian SAUTTER, adjoint. - Madame la Maire, je veux dire d'emblée que l'Exécutif soutient ce vœu pour deux raisons.

La première raison est qu'il y a, comme l'a dit M. BROSSAT, 206 salariés qui sont menacés de licenciements, qu'une grève a été lancée le 10 mai dernier et que la direction de Radio France Internationale a l'air absolument incapable de trouver les voies d'une négociation, ce qui est une forme d'incapacité, et je dirai même de mépris.

Comme M. BROSSAT l'a dit aussi, nous sommes très attachés, en tout cas le Conseil de Paris dans sa majorité, et peut-être dans son unanimité, est très attaché à la qualité de l'audiovisuel public, et je pense très fermement qu'affaiblir Radio France Internationale, c'est étouffer la voix internationale de la France, ce qui est paradoxal à un moment où le chef de l'Etat semble avoir de grandes ambitions en la matière.

Ce conflit social à Radio France Internationale s'inscrit dans une politique d'ensemble définie par la loi sur l'audiovisuel du 5 mars 2009, qui remet en cause les conventions collectives à France Télévisions et progressivement dans l'ensemble de l'audiovisuel public, et qui envisage un plan de 900 suppressions de postes à France Télévisions dont évidemment souffriront de nombreux salariés parisiens. Ce plan a été annoncé le 3 juin dernier. Donc, j'invite le plus grand nombre de nos collègues à voter ce vœu.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur SAUTTER.

Monsieur LAMOUR, vous voulez la parole pour une explication de vote ?

M. Jean-François LAMOUR. - Oui, merci, Madame la Maire. Parce que je ne peux pas laisser dire, effectivement, ces contrevérités. En 2007, le Président de la République a réaffirmé sa volonté de réformer, voire même de redynamiser notre audiovisuel extérieur.

C'est ainsi d'ailleurs que France 24 et R.F.I. vont enfin pouvoir travailler ensemble et mettre en place une mutualisation de moyens qui ne sera que favorable, qui ne sera que...

On vous a laissé parler, Monsieur BAUPIN, en tout cas, vos collègues. Donc, laissez-moi parler.

L'Etat, d'ailleurs, a recapitalisé également R.F.I. à hauteur de 17 millions d'euros. Ce plan de réorganisation - et ce plan de relance - qui, je le rappelle, concerne 206 postes, verra également la création de 34 nouveaux postes. Donc, vous le voyez, Monsieur BROSSAT, contrairement à ce que vous laissez entendre et à ce que laisse entendre une poignée de manifestants qui effectivement sont même venus sur le Parvis de l'Hôtel de Ville, c'est tout le contraire qui se passe actuellement.

L'Etat, le Gouvernement réaffirme son soutien à R.F.I., réaffirme que l'audiovisuel en direction des autres continents est une priorité pour nous, mais il faut que cela se fasse dans le cadre d'une évolution des médias, qui est en pleine mutation. Et c'est tout le sens de la réforme en cours et surtout de l'engagement financier du Gouvernement aux côtés de R.F.I. Donc, bien évidemment, nous allons nous opposer à ce vœu.

Merci, Madame la Maire.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur LAMOUR.

Un mot de Ian BROSSAT ?

M. Ian BROSSAT. - Je vais prendre un engagement, c'est de distribuer les propos de M. LAMOUR aux salariés de Radio France Internationale qui sont en lutte depuis sept semaines maintenant, et je suis convaincu qu'ils seront profondément rassurés.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe, présidente. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe Communiste et les élus du Parti de Gauche, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2009, V. 247).

2009, DEVE 125 - Signature d'une convention avec l'association "AIRPARIF" relative à une étude d'estimation des sources de particules atmosphériques en Ile-de-France. Montant : 80.000 euros.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe, présidente. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DEVE 125 concernant la signature d'une convention avec l'association "AIRPARIF" relative à une étude d'estimation des sources de particules atmosphériques en Ile-de-France.

Je donne la parole à Mme Fabienne GASNIER.

Mme Fabienne GASNIER. - Je vous remercie.

Je voudrais revenir sur la convention passée avec "AIRPARIF" pour une étude des sources de particules atmosphériques en Ile-de-France. Nous avons abordé ce sujet en Commission, mais je voudrais avoir plus de précisions car certaines réponses m'ont semblée incomplètes.

Il est précisé que Paris, comparée aux autres capitales étrangères, possède de nombreuses particularités ayant des conséquences en termes d'émission de particules. Pour ne donner que quelques exemples qui sont repris par le projet de délibération : forte proportion d'automobiles Diesel, important trafic de poids lourds Diesel.

Une autre particularité essentielle qu'il faut ajouter, c'est le fort développement des deux-roues motorisés. Leur nombre a doublé en 10 ans avec une augmentation exponentielle ces dernières années. Il est donc très important de connaître l'impact spécifique de ces deux-roues sur l'émission de particules.

Or, dans l'exposé des motifs, la Ville considère que cette étude permettra de distinguer le poids relatif des diverses sources potentielles de particules. Celle-ci devrait donc pouvoir nous permettre d'observer dans quelle mesure le report des automobilistes vers les deux-roues motorisés a-t-il influencé l'émission globale de particules à Paris. Je voudrais m'assurer que l'étude conduite par "AIRPARIF" nous éclairera sur ce point car il importe d'en analyser l'efficacité réelle en termes de lutte contre la pollution.

Je vous remercie.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe, présidente. - Merci, Madame GASNIER.

La parole est à M. BAUPIN pour répondre.

M. Denis BAUPIN, adjoint, au nom de la 4e Commission. - Je remercie Mme GASNIER pour son intervention, même si elle porte plus sur les deux-roues motorisés que sur l'étude d''AIRPARIF".

Vous l'avez rappelé, ce qui était souligné dans cet exposé des motifs sur l'étude, ce sont les différences avec les autres grandes capitales. Le développement du deux-roues motorisés n'est pas une différence avec les autres grandes villes, car on constate un développement des deux-roues motorisés dans toutes les grandes villes.

J'avais d'ailleurs dans le précédent mandat organisé une journée de travail à l'Hôtel de Ville avec des représentants d'Amsterdam, de Londres, de Barcelone, de Rome, etc., qui connaissent les mêmes difficultés. Donc, ce n'est pas un sujet très différent, mais évidemment il doit être traité dans cette étude de particules.

Vous avez évoqué parce que tout le monde dit cela : "augmentation exponentielle du nombre de deux-roues motorisés". Je ne sais pas ce que vous entendez par "exponentielle". Pour avoir fait quelques mathématiques à d'autres époques, je sais à peu près ce que c'est qu'une exponentielle. Franchement, l'augmentation du nombre de deux-roues motorisés n'est pas exponentielle, elle est régulière. Elle est à peu près de 5 % par an depuis 1997, c'est-à-dire à une époque bien antérieure à la mandature précédente. Il y a une augmentation régulière des deux-roues motorisés, mais, je pense qu'il faut arrêter de raconter partout "exponentielle, exponentielle" comme si c'était un phénomène exceptionnel…

Par contre, l'augmentation du nombre de cyclistes, par exemple, est exponentielle à Paris depuis l'installation de Vélib'.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur BAUPIN, pour ce rappel de mathématiques.

(Rires dans l'hémicycle).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DEVE 125.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2009, DEVE 125).

2009, DEVE 28 - Signature d'un avenant à la convention avec l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) et les associations gestionnaires d'espaces info énergie parisiens, EDIF, IDEMU et PPV.93 pour l'attribution d'une subvention. - Montant total : 356.423 euros.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe, présidente. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DEVE 28 relatif à la signature d'un avenant à la convention avec l'ADEME et les associations gestionnaires d'espaces info énergie parisiens.

Je donne la parole à Mme GASNIER.

Mme Fabienne GASNIER. - Je vous remercie.

Le Plan climat adopté en Conseil de Paris en octobre 2007 prévoyait la création d'une Agence parisienne du climat. L'ADEME vient de rendre un audit sur les différents conseillers info énergie, mais le lancement de l'Agence parisienne du climat demeure toujours très flou. La fin de l'année 2009 avait était évoquée, on annonce désormais le début 2010 sans aucune certitude.

Quant à la structure que celle-ci pourrait prendre, nous souhaiterions connaître la forme envisagée car, sur ce point, nous n'avons aucune précision. Toujours est il que dans l'attente de sa mise en place, vous nous proposez aujourd'hui de signer une convention de trois ans avec trois associations donc : Energies durables en Ile-de-France, l'Institut de l'écologie en milieu urbain et Partenaires pour la ville à Saint-Denis.

On ne comprend pas bien pourquoi une convention de trois ans, si la mise en œuvre opérationnelle est prévue pour le courant de l'année 2010. Est-ce une simple précaution ou faut-il s'inquiéter d'un nouveau report d'autant de l'Agence ?

Cette dispersion du réseau parisien de gestion des espaces info énergie est handicapante. Elle entraîne un manque d'identification et de lisibilité de l'action de la Ville en matière de développement durable. La Municipalité ne peut continuer à se reposer sur des associations pour ces missions qu'elle s'est elle-même fixée et qu'elle tarde encore à assumer, car les demandes de renseignements - et de conseils - des Parisiens sont de plus en plus nombreuses et la réussite du Plan climat, un plan ambitieux voté à l'unanimité de ce Conseil, dépend beaucoup de la capacité de la Ville à se mobiliser pour y répondre de façon efficace.

Dans cette perspective, nous souhaiterions donc avoir quelques éclaircissements et connaître l'agenda prévisionnel de la mise en route de l'Agence parisienne du Plan climat. Je vous remercie.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe, présidente. - Merci, Madame.

Je donne la parole à M. Denis BAUPIN pour répondre.

M. Denis BAUPIN, adjoint, au nom de la 4e Commission. - Merci, Madame la Maire.

D'abord, pour qu'il n'y ait pas d'ambiguïté avec Mme GASNIER, c'est bien sur un an que l'on s'engage au travers de ce projet de délibération. Il faut bien comprendre qu'en la matière, la Ville de Paris est un partenaire de l'ADEME mais n'est pas - et de loin - seul décideur. Et l'organisation du travail des trois associations qui hébergent les E.I.E. est un travail qui est mené parfois même sans que la Ville de Paris soit réellement associée et directement négocié entre l'ADEME et ces associations.

Et donc, ce que nous souhaitons, c'est que l'on remette en vigueur le comité de pilotage qui inclut non seulement l'ADEME, la Ville de Paris, les associations, mais aussi la Région Ile-de-France, et qu'une réunion puisse avoir lieu à l'automne qui nous permette d'y voir plus clair sur cette organisation, notamment suite à l'audit - que vous avez rappelé - que l'ADEME vient de faire en ce qui concerne l'ensemble des E.I.E. d'Ile-de-France, pas simplement Paris, mais sur l'Ile-de-France.

Je vous confirme que notre volonté est d'améliorer le fonctionnement de ces E.I.E., de trouver la meilleure structuration possible pour la plus grande efficacité de ce dispositif, pour mettre en œuvre le Plan climat sur le territoire parisien et, plus globalement, sur l'ensemble des politiques énergétiques que la Ville partage évidemment avec l'ADEME. Donc, c'est dans ce cadre que nous réfléchissons au meilleur dispositif en ce qui concerne l'Agence parisienne du climat dont vous avez rappelé qu'elle sera mise en place à la fin de l'année 2009 ou au début de l'année 2010.

Aujourd'hui, le statut que nous avons retenu comme étant le statut le plus rapide à mettre en place et nous laissant le maximum de souplesse, sachant que les évolutions pourraient venir par la suite, est un statut associatif. Et donc le Maire de Paris a écrit à un certain nombre de partenaires potentiels sur la création de cette Agence et nous sommes en train de regarder comment ces partenaires pourraient s'inscrire dans ce travail (et ils sont très nombreux à Paris - et tant mieux d'ailleurs -) et servir de relais dans un certain nombre de domaines sur la mise en œuvre du plan climat sur le territoire. Voilà l'état du travail.

Aujourd'hui, nous essayons de voir comment mettre en place le maximum de synergies entre ces politiques de sobriété énergétique et les politiques de développement des énergies renouvelables sur le territoire et donc de faire en sorte que l'on ait réellement un pôle très performant pour la Ville, pour être vraiment le lieu où convergeraient les moyens, les efforts, la visibilité, en ce qui concerne la mise en œuvre du plan climat.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur BAUPIN.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DEVE 28.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2009, DEVE 28).

2009, DEVE 124 - Avis du Conseil de Paris sur le projet de Plan Régional pour la Qualité de l'Air en Ile-de-France présenté par le Conseil Régional d'Ile-de-France.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe, présidente. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DEVE 124 concernant l'avis du Conseil de Paris sur le projet de Plan Régional pour la Qualité de l'Air en Ile-de-France présenté par le Conseil Régional d'Ile-de-France, sur lequel l'Exécutif a déposé l'amendement n° 91 bis.

Avant de donner la parole à M. Denis BAUPIN pour une présentation de l'amendement, je vais donner la parole à Mme Fabienne GASNIER.

Mme Fabienne GASNIER. - Le plan régional de la qualité de l'air en Ile-de-France doit fixer les objectifs à conduire sur le sujet pour les cinq ans à venir.

Le projet de la Région nous est soumis pour avis. Il va dans le bon sens, c'est certain, mais comme vous le soulignez vous-même, c'est une évocation de grands principes. Ses recommandations sont trop générales pour véritablement tenir lieu de plan.

Nous sommes donc principalement en accord avec les propositions que vous avancez. Néanmoins, nous ne soutenons pas votre idée de confier le pilotage par les collectivités territoriales de toutes les questions de la qualité de l'air. Bien évidemment, chaque collectivité doit s'impliquer et être responsable, mais mener sa propre politique de façon isolée n'a pas de sens. L'air, par définition, circule et ne s'arrête pas aux frontières de chaque collectivité. De fait, il faut développer une approche globale.

Le cadre du Grand Paris apparaît, à cet effet, tout désigné. C'est dans cette perspective qu'il faut raisonner et inscrire notre action.

La mise en place d'un Préfet du Grand Paris, mais aussi, pourquoi pas, la structure de Paris métropole, sont tout à fait adaptés pour répondre à ce défi que constitue le développement durable et auquel participe le plan de la qualité de l'air.

Une réforme législative apparaît, en ce sens, inadaptée et apporterait plus de dispersion qu'elle n'offrirait de cohérence.

Je vous remercie.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe, présidente. - Merci.

La parole est à M. BAUPIN pour répondre et présenter, si besoin est, l'amendement.

M. Denis BAUPIN, adjoint, au nom de la 4e Commission. - Je dois vous avouer ne pas avoir vraiment compris le sens de l'intervention de Mme GASNIER, qui ne correspond pas du tout à ce qui avait été dit en Commission…

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - C'était clair.

M. Denis BAUPIN, adjoint, rapporteur. - Très bien ! Monsieur LEGARET, puisque vous avez tout compris, vous allez m'expliquer !

Je vois que je ne suis pas le seul à ne pas avoir saisi quel était le sens de cette intervention. Vous dites que vous regrettez que l'on demande aux collectivités de disperser… Excusez-moi, mais je n'ai pas lu cela dans le projet de délibération auquel j'ai largement travaillé.

Aujourd'hui, notre volonté, au travers de l'avis que nous émettons sur le P.R.Q.A. est de faire en sorte que ce P.R.Q.A., comme vous l'avez souligné, ne se contente pas de grands principes et, surtout, se traduise par la suite par une révision du P.P.A.

Excusez-moi de tous ces sigles les uns derrière les autres, mais ce sont les différents plans qui sont prévus à la loi sur l'air de 1996 qui prévoyait un emboîtement de plans qui sont devenus de plus en plus compliqués, notamment en Ile-de-France, puisque, dorénavant, le P.R.Q.A., c'est-à-dire les grands principes, est un niveau du Conseil régional et le P.P.A. qui les décline est mis en place par l'Etat.

Je rappelle que lors du précédent P.P.A., la Ville de Paris, comme le Conseil régional, avait émis un avis défavorable sur ces plans, les considérant comme insuffisamment ambitieux.

Je vous confirme que nous souhaitons, au travers de cet avis, demander à l'Etat un P.P.A. adapté au P.R.Q.A. Je vous confirme, s'il y avait une ambiguïté, qu'évidemment, nous pensons que la politique en matière de qualité de l'air doit être pilotée au niveau le plus pertinent et qu'en effet, il y a un niveau régional évident en matière de qualité de l'air, comme il y a un niveau d'agglomération en matière de politique de déplacement, donc on n'a pas de désaccord sur ces choses-là. Je ne sais pas exactement où vous avez vu des différences.

J'en profite pour dire que suite à la demande - je peux dire - unanime des membres de la 4e Commission, lorsque nous avons examiné ce projet de délibération, qui souhaitaient que l'on insiste plus fortement sur la question des deux-roues motorisés, sujet que vous avez d'ailleurs évoqué il y a quelques instants sur une autre délibération, j'ai proposé que l'on fasse un amendement, l'amendement n° 91 bis, sur ce projet de délibération, permettant d'attirer particulière l'attention sur la question des deux-roues motorisés qui est, indéniablement, un sujet en matière de pollution de l'air, notamment parce que les normes environnementales concernant les deux-roues motorisés sont aujourd'hui insuffisantes et très en retard par rapport à celles qui concernent les quatre-roues motorisés. Ainsi, aujourd'hui, contrairement à ce que beaucoup de nos concitoyens pensent, lorsqu'ils passent d'une voiture à un scooter ou une moto, ils polluent plus, en tout cas en ce qui concerne la pollution de l'air au niveau local, ce qui n'est pas exactement la même chose sur les gaz à effet de serre.

En l'occurrence, l'intérêt environnemental de l'utilisation du deux-roues motorisé n'est absolument pas évident.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur BAUPIN.

Je mets aux voix, à main levée, le projet d'amendement n° 91 bis déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet d'amendement n° 91 bis est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DEVE 124 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération amendé est adopté. (2009, DEVE 24).

Je vous en remercie.

2009, DEVE 22 - Autorisation à M. le Maire de Paris de signer avec l'association La Fayette Accueil la convention mettant à sa disposition une parcelle de terrain située 22-26 rue Politzer (12e) pour un usage de jardin partagé et d'insertion.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe, présidente. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DEVE 22 concernant une autorisation à M. le Maire de Paris de signer avec l'association La Fayette Accueil la convention mettant à sa disposition une parcelle de terrain située 22-26 rue Politzer (12e) pour un usage de jardin partagé et d'insertion.

Je donne la parole à M. Sylvain GAREL.

M. Sylvain GAREL. - Merci, Madame la Maire.

Ce projet de délibération propose de répondre à la sollicitation de l'association "La Fayette Accueil", qui a souhaité créer un jardin partagé destiné à des personnes en voie d'insertion sur une friche de 430 mètres carrés dans le 12e arrondissement. Ce jardin collectif et d'insertion intègre les principes du programme "Main verte" : jardinage biologique, ouverture aux habitants du quartier, animation régulière.

En effet, dans les ateliers, un animateur est présent en permanence et encadre différents publics, en particulier des adultes bénéficiaires de minima sociaux, et trois à cinq ateliers de jardinage seront proposés chaque semaine en fonction des saisons, en concertation avec les autres acteurs du quartier comme les écoles ou les associations.

Ouvert à tous, ce jardin sera un enrichissement pour les participants et pour la vie locale du quartier.

De fait, au-delà de la pratique du jardinage écologique et biologique, l'objectif est social ; il s'agit d'encourager les participants à développer un projet de vie et, par une activité structurante et valorisante, de leur redonner confiance, de les aider à rompre leur isolement, pour retrouver une autonomie et des réseaux de solidarité.

On sait que quand on arrive à partager des savoirs et des savoir-faire, tout change dans l'image de soi et le rapport aux autres, et cela ouvre la possibilité de se projeter dans le temps et de construire des projets.

C'est pourquoi nous sommes très attentifs au travail de cette association et approuvons particulièrement la mise à disposition de cette parcelle pour ce projet urbain de dimension modeste, mais très ambitieux, en matière d'attention aux habitants et de développement du lien social.

Nous souhaitons que d'autres jardins conjuguant écologie et solidarité soient mis en place au bénéfice de tous.

Je vous remercie.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur GAREL, pour ce soutien.

Pour répondre, je donne la parole à Denis BAUPIN.

M. Denis BAUPIN, adjoint, au lieu et place de Mme Fabienne GIBOUDEAUX, adjointe, au nom de la 4e Commission. - Je supplée, en l'occurrence, Fabienne GIBOUDEAUX qui ne peut pas être là aujourd'hui pour des raisons de santé. Je dois avouer que je n'aurais pas pu faire mieux que ce que vient de faire Sylvain GAREL en défense de ce projet de délibération et en illustration de tout l'intérêt de ce projet qui unit à la fois des objectifs environnementaux et des objectifs sociaux.

Je ne peux que vous inviter à voter ce projet de délibération.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe, présidente. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DEVE 22.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2009, DEVE 22).

Vœu déposé par les groupes Communiste et élus du Parti de Gauche et "Les Verts" relatif à la fermeture de l'usine Château d'eau (16e).
Vœu déposé par l'Exécutif.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe, présidente. - Nous passons à l'examen des vœux référencés n^{os} 92 et 92 bis dans le fascicule, déposés par les groupes Communiste et des élus du Parti de Gauche et "Les Verts" et par l'Exécutif, relatifs à la fermeture de l'usine Château d'eau (16e).

Je donne la parole à Ian BROSSAT qui n'est pas là… A Emmanuelle BECKER ?

Finalement, à Yves CONTASSOT…

M. Yves CONTASSOT. - C'est finalement moi qui vais le présenter.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe, présidente. - Vous faites très bien Ian BROSSAT !

C'est une blague…

M. Yves CONTASSOT. - Mais on a beaucoup de proximité.

Il s'agit d'une difficulté suite à l'arrêt d'une activité d'embonbonnage - j'ai appris ce mot avant-hier - concernant des réserves d'eau en bonbonne de 800.000 litres.

Il y a des difficultés sociales, comme souvent quand il y a ce genre d'opération, et le sens du vœu est évidemment de faire en sorte que la Mairie de Paris soit la plus attentive possible, dans le mesure où c'est elle qui est à l'initiative de l'activité, au sort des salariés.

Nous avons vu le vœu de l'Exécutif, à l'issue duquel nous avons accepté de retirer notre vœu et de le voter, mais simplement, sur l'ensemble des salariés concernés, on souhaiterait que ce ne soient pas les responsables syndicaux qui fassent les frais de cette opération et que, donc, la Ville soit particulièrement vigilante et interventionniste, si je puis dire, même dans une société privée, pour que l'on n'en profite pas à chaque fois pour régler les comptes des syndicalistes.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur CONTASSOT.

C'est bon pour Ian BROSSAT ? Cela a été présenté ou pas ?

M. Ian BROSSAT. - Evidemment, je rejoins ce que vient de dire Yves CONTASSOT, puisque nous présentons ce vœu ensemble.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe, présidente. - Merci.

Je donne donc la parole à Mme Anne LE STRAT pour répondre.

Mme Anne LE STRAT, adjointe. - Merci, Madame la Maire.

Merci de m'interpeller sur cette question, en effet assez sensible.

Très brièvement pour que l'ensemble de l'Assemblée délibérante soit au courant de ce dossier.

Un contrat de 10 ans a été signé en 2000 entre la S.A.G.E.P. et Château d'eau pour fournir en eau de secours les Parisiens en cas de crise grave. Une des contraintes de ce contrat était de mettre toujours à disposition éventuelle 40.000 bonbonnes d'eau s'il y avait nécessité.

De fait, cela depuis déjà quelques années, ce stock de sécurité n'a jamais été assuré. Nous avons régulièrement interpellé Château d'eau sur ce point. Il y a eu aussi des conflits sociaux, sur lesquels d'ailleurs je suis intervenue, au grand dam de la Direction de Château d'eau qui considérait qu'en tant que présidente d'Eau de Paris, je n'avais pas à m'immiscer dans les affaires de gestion de cette société privée.

Mais c'est vrai que, sachant qu'il y a un lien contractuel avec Eau de Paris, nous ne pouvions pas être totalement insensibles à la façon dont Château d'eau menait l'exploitation de ce contrat et assurait des conditions de travail décentes aux salariés.

Il se trouve que, pour de nombreuses raisons, d'abord parce que le contrat n'était pas satisfaisant, parce qu'il ne nous semble pas non plus pertinent que la Ville de Paris continue à assurer un plan d'eau de secours par des bonbonnes de 20 litres d'eau peu transportables, nous avons décidé de ne pas renouveler ce contrat et de travailler avec la DPP pour un nouveau plan de secours avec les différents services de la Ville, qui soit beaucoup plus efficace.

J'ai présenté ce matin, d'ailleurs, à la mairie du 9e tout un ensemble d'équipements facilement transportables et mobilisables, qui peuvent être directement connectés au réseau d'eau potable, pour fournir de l'eau et un accès à l'eau aux personnes les plus démunies ainsi qu'en cas de crise.

Nous sommes donc en train de réfléchir plus globalement à un dispositif plus efficace et plus adéquat pour la politique d'eau de secours de la Ville de Paris.

Je rappelle qu'Eden Springs - parce que Château d'eau est passé dans les mains de Danone puis d'Eden Springs - est le leader européen des bonbonnes d'eau dans les administrations et entreprises. Nous considérons, à juste titre, que c'est à eux de devoir assurer le redéploiement des activités et donc du personnel au sein de l'entreprise comme la loi les y oblige d'ailleurs.

Néanmoins, nous sommes extrêmement vigilants, même si nous ne renouvelons pas ce contrat, à un bon reclassement du personnel au sein de cette entreprise. Par conséquent, nous interviendrons auprès de cette entreprise en ce sens, comme nous l'avons déjà fait.

Néanmoins, ce que je peux vous dire, c'est que, sur les 7 personnes qui restent et qui sont concernées par cette possible disparition d'activité, 6 ont bénéficié d'une proposition de reclassement. Et la personne qui, pour l'instant, n'a malheureusement pas encore d'offre intéressante n'est, à ma connaissance, pas discriminé à cause d'une appartenance syndicale.

Les syndicalistes, à ma connaissance, n'ont pas fait l'objet d'une particulière vindicte de la part de l'entreprise, mais nous serons extrêmement vigilants sur ce point.

Je ne vais pas reprendre le vœu ; je vais juste rappeler que, dans les considérants et dans ce que nous proposons, nous reprenons les points qui ont été abordés et par mes prédécesseurs et par moi-même.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe, présidente. - Merci, Madame LE STRAT.

Je me retourne donc vers les auteurs du vœu n° 92 pour leur demander s'il est maintenu ou retiré ?

Il faut qu'il y en ait un qui réponde.

M. Ian BROSSAT. - Nous retirons notre vœu et nous voterons le vœu de l'Exécutif.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe, présidente. - Merci.

Je mets donc aux voix, à main levée, le projet de vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de vœu est adopté. (2009, V. 253).

2009, DEVE 3 - DVD 37 - Approbation du principe de l'aménagement de l'emprise située entre le boulevard périphérique et les futurs îlots de la ZAC Claude-Bernard (19e) et des modalités de passation du marché de maîtrise d'oeuvre.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe, présidente. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DEVE 3 - DVD 37 concernant l'approbation du principe de l'aménagement de l'emprise située entre le boulevard périphérique et les futurs îlots de la Z.A.C. Claude-Bernard, dans le 19e arrondissement, sur leque l'Exécutif a déposé l'amendement n° 92 ter.

C'est M. Sylvain GAREL qui a la parole.

M. Sylvain GAREL. - Merci, Madame la Maire.

Ce projet de délibération s'inscrit dans le vaste projet du G.P.R.U. Paris Nord-Est entre la porte de la Villette et la porte de la Chapelle et plus précisément sur l'emprise située entre le boulevard périphérique et la Z.A.C. "Claude-Bernard".

Dans cet aménagement, outre la construction de logements, de bureaux, de commerces, est prévue la création d'une passerelle sur le périphérique et aussi la création d'une forêt linéaire de part et d'autre du périphérique, ainsi qu'une réserve écologique au nord de ce périmètre. Ces espaces, quand ils seront aménagés, vont créer un véritable corridor écologique.

En effet, outre la réserve qui fonctionnera comme les deux autres exemples que nous avons dans Paris, le jardin Saint-Vincent de Montmartre et le jardin naturel du 20e, il y aura la création du premier fragment de forêt linéaire urbaine.

Elle sera, par endroits, accessible, à d'autres, non, et fonctionnera comme une forêt naturelle. Ce sera donc un aménagement exemplaire qui, nous l'espérons, n'a pas vocation à rester unique, mais à accompagner la mutation nécessaire du périphérique dont nous souhaitons qu'il devienne à terme un boulevard plutôt qu'une autoroute urbaine.

Je vous remercie.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur GAREL.

Je donne la parole à M. Denis BAUPIN pour répondre, qui en profitera pour présenter l'amendement.

M. Denis BAUPIN, adjoint, au lieu et place de Mme Fabienne GIBOUDEAUX, adjointe, au nom de la 4e Commission. - Oui, l'amendement est un amendement technique, qui vise uniquement à modifier les conditions de la note d'intention et...

Mme Colombe BROSSEL, adjointe, présidente. - Si c'est technique, c'est technique, voilà !

M. Denis BAUPIN, adjoint, au lieu et place de Mme Fabienne GIBOUDEAUX, adjointe, rapporteure. - Exactement.

En revanche, je voulais en profiter, en effet, sur l'intervention de Sylvain GAREL, et encore une fois en remplacement de Fabienne GIBOUDEAUX, pour insister sur l'intérêt de ce projet de forêt linéaire qui a un certain nombre d'ambitions sur le territoire, notamment en ce qui concerne la création d'un corridor écologique, pour assurer la gestion alternative pour les eaux pluviales, pour permettre de structurer territorialement l'espace public à l'échelle du périphérique, pour faire évoluer l'image du périphérique. On a beaucoup de débats dans la période sur la question du paysage urbain à Paris et faire en sorte que le paysage qui entoure le périphérique ne soit pas simplement constitué de tours, de barres et de ces choses aussi moches, mais, au contraire, puisse évoluer vers quelque chose de plus paysager est évidemment quelque chose d'important.

Et puis, aussi, évidemment, par-dessus le périphérique et au-delà du périphérique, permettre d'améliorer les liens entre Paris et ses voisins.

Donc, ce projet de forêt linéaire s'inscrit dans cette philosophie-là, dans un contexte urbain, évidemment, complexe et très contraint, mais permet, malgré tout, de faire en sorte que nous puissions porter une vision un peu plus écologique de ce territoire et notamment, je le redis, en matière de corridor écologique parce que les besoins en matière de protection de la biodiversité se trouvent partout, sur l'ensemble du territoire.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur BAUPIN.

Je mets aux voix, à main levée, le projet d'amendement n° 92 ter déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet d'amendement n° 92 ter est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DEVE 3 - DVD 37 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération amendé est adopté. (2009, DEVE 3 - DVD 37).

2009, DEVE 102 - Lancement et signature d'un appel d'offres ouvert pour la mise en oeuvre de la Campagne Ampoules.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe, présidente. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DEVE 102 relatif au lancement et à la signature d'un appel d'offres ouvert pour la mise en œuvre de la Campagne Ampoules.

Je donne la parole à M. René DUTREY sur ce sujet.

M. René DUTREY. - L'Union européenne, par une décision du 8 décembre 2008, a interdit la vente de toutes les ampoules incandescentes de 25 watts à 100 watts à partir du 12 septembre 2012.

L'Europe n'est pas toujours synonyme de dérégulation ou de régression. Quelquefois, elle peut faire de grandes choses ! C'en est la preuve.

La Ville de Paris, pour accompagner cette mesure européenne, et totalement dans les objectifs du Plan climat, a prévu une action de distribution de 300.000 ampoules aux Parisiens les plus modestes, afin d'atteindre un double objectif :

- premièrement, bien sûr, économiser de l'énergie ; et ce n'est pas qu'un peu puisque 300.000 ampoules basse tension, cela représente énormément d'énergie économisée ;

- deuxièmement, bien sûr, permettre des économies d'énergie aux foyers parisiens.

Voilà une mesure qui, contrairement à toutes les caricatures que l'on peut quelquefois entendre sur l'écologie, relie parfaitement objectifs environnementaux et objectifs sociaux. C'est, à ce titre, une mesure extrêmement symbolique et je voudrais remercier l'Exécutif, Denis BAUPIN, Olga TROSTIANSKY, de la mettre en œuvre. C'est un symbole.

Sur un symbole, on peut construire, on peut aller plus loin. Je crois que d'autres mesures, que ce soit l'augmentation des budgets pour distribuer plus d'ampoules ou d'autres mesures du même type, devront être étudiées et mises en œuvre. Et je fais complètement confiance à M. BAUPIN pour le faire.

Je vous remercie.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe, présidente. - Merci, il sera évidemment accompagné de Mme TROSTIANSKY.

Alors, Monsieur BAUPIN, vous avez la parole pour répondre.

M. Denis BAUPIN, adjoint, au lieu et place de Mme Fabienne GIBOUDEAUX, adjointe, au nom de la 4e Commission. - Merci à René DUTREY de cette présentation et de ses mots sympathiques.

Il a dit l'essentiel. Notre objectif est bien de montrer qu'on peut être à la fois la ville lumière, et en même temps avoir une vision plus sobre et plus responsable sur l'utilisation de cette lumière. Avec cette opération pour les ampoules basse consommation, ce que nous voulons réussir à faire c'est non seulement permettre à des ménages, qui sont des précaires énergétiques aujourd'hui sur le territoire parisien, de pouvoir s'éclairer à moindre coût mais aussi d'adresser un signal à l'ensemble de la population parisienne, qu'il y a un avantage très clair à utiliser ce type d'ampoule plutôt que les ampoules à incandescence. Elles ont l'inconvénient à la fois évidemment de gaspiller l'énergie, mais en plus de coûter plus cher, y compris à ceux qui en sont les utilisateurs.

Juste quelques chiffres, sans vouloir vous submerger de telles données, il faut bien voir qu'avec cette opération où la Ville de Paris mettra 250.000 euros, nous allons permettre aux ménages concernés d'économiser 2 millions d'euros, c'est-à-dire près de dix fois plus, chaque année, en matière de consommation énergétique. On est donc vraiment sur une opération extrêmement bénéficiaire, dont le facteur multiplicateur en matière d'économie est considérable. C'est près de 20 Gigawatt par an d'économie d'énergie et 1.600 tonnes de CO2 qui seront évités chaque année.

Comme l'a rappelé René DUTREY, et c'est pour cela que je suis content de porter cette opération avec Olga TROSTIANSKY, nous sommes sur une opération qui est vraiment à la conjonction des objectifs environnementaux que nous avons, des objectifs sociaux en matière de lutte contre l'exclusion, et nous faisons la démonstration que quand on économise l'énergie, c'est bon en matière sociale. J'ajouterai en plus que c'est bon d'un point de vue économique, puisque évidemment cela permet aussi de créer des emplois dans tout le secteur concerné, à la fois de fabrication des ampoules et dans le domaine énergétique.

Dernier élément d'indication, nous travaillerons dans les semaines qui viennent, d'ici à la fin de l'année avec Olga TROSTIANSKY, pour voir quel sera exactement le dispositif de distribution de ces ampoules. Comme je m'y suis engagé en 4e Commission et dans le discussion qu'on a pu avoir avec les mairies d'arrondissement, évidemment les mairies d'arrondissement seront associées à ce dispositif pour qu'on trouve la façon la plus décentralisée et cohérente possible.

Dernier élément - je ne l'ai pas oublié -, c'est qu'il n'y aura pas que distribution d'ampoules, il y aura en même temps une information qui sera donnée aux personnes concernées sur le meilleur usage de ces ampoules, y compris dans l'ensemble de ces implications.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur BAUPIN.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DEVE 102.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2009, DEVE 102).

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif au "Plan 1.000 caméras pour Paris". Vœu déposé par le groupe "Les Verts" relatif au plan "1.000 caméras" pour Paris.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe, présidente. - Nous passons à l'examen des vœux référencés n^{os} 93 et 94 dans le fascicule, déposés respectivement par les groupes socialiste, radical de gauche et apparentés et "Les Verts", relatifs au plan "1.000 caméras pour Paris".

Je donne la parole à M. Jérôme COUMET qui n'est pas là, et ce sera donc à M. Yves CONTASSOT.

M. Yves CONTASSOT. - Je regrette que personne au nom du groupe socialiste ne reprenne le vœu déposé par le groupe socialiste, mais c'est comme cela.

Nous avons eu le débat effectivement dans le Conseil du 13e arrondissement, et il nous est apparu que les premières réunions qui avaient eu lieu étaient tout à fait insuffisantes dans un domaine qui touche à la fois à la démocratie et au vivre ensemble sur le territoire parisien. Nous sommes convenus, de manière extrêmement unanime au sein de la majorité, qu'il fallait poursuivre ce débat, l'approfondir également et ne pas se contenter de regarder où et comment on installait les caméras.

C'est le sens du vœu qui dit qu'il y a débat. Il y a débat sur l'efficacité : est-ce que la vidéosurveillance sert réellement en matière de prévention ou est-ce que cela ne sert qu'à élucider ensuite des délits et identifier des auteurs. Deuxièmement, comment tout cela va-t-il fonctionner ? Il y a, semble-t-il, des discussions entre l'Hôtel de Ville et la Préfecture sur une charte. Ce que nous souhaitons, c'est évidemment que s'il y a une charte, celle-ci soit soumise au Conseil de Paris et qu'elle ne soit pas simplement discutée entre un élu ou plusieurs ou l'administration et la Préfecture.

Voilà le sens de ce vœu. Il nous semble tout à fait raisonnable. Nous souhaitons donc qu'il soit adopté dans les mêmes conditions au Conseil de Paris qu'au Conseil du 13e arrondissement.

(Applaudissements de M. BAUPIN).

Mme Colombe BROSSEL, adjointe, présidente. - Merci.

Je donne donc la parole à M. Didier GUILLOT sur le vœu n° 94 et je donnerai ensuite la parole au représentant du Préfet de police.

M. Didier GUILLOT, adjoint. - Monsieur le Maire, chers collègues, je prends la parole au nom de mon collègue, Georges SARRE.

Le groupe "Les Verts" nous propose un vœu dépassionné, mesuré et à certains égards constructif sur la vidéoprotection. Je remercie M. CONTASSOT et toute la majorité municipale du 13e arrondissement.

Ce vœu souligne avec honnêteté intellectuelle que l'Exécutif municipal a obtenu de la Préfecture de police des réunions de concertation dans les vingt arrondissements. Elles ont permis de débattre tant de la pertinence de la vidéoprotection que du choix de la Préfecture de police en matière d'emplacement des caméras.

A l'issue de ces réunions, les maires d'arrondissement ont formulé des propositions d'ajouts, de suppression et de déplacements des caméras qui ont pour une très forte majorité été retenues par le Préfet de police.

La cartographie issue de la concertation tient donc largement compte des avis recueillis, en particulier les caméras de proximité de lieux fréquentés par des publics fragiles sont déplacées ou supprimées, comme l'avait souhaité le Conseil de Paris en adoptant le vœu du groupe socialiste et radical de gauche et apparentés, présenté avec un avis favorable de l'Exécutif en mai 2009. La phase opérationnelle du plan préfectoral peut donc commencer sans retard.

Enfin, la Municipalité s'est accordée avec la Préfecture de police pour qu'une charte éthique synthétise et rappelle les garanties de respect des libertés publiques et individuelles, offerte par la loi en matière de vidéosurveillance. La connaissance et la possibilité de faire valoir ces garanties seront accrues par la mise en œuvre d'un comité d'éthique, nommé à parité par le Maire de Paris et le Préfet de Police. Il a vocation à renforcer l'effectivité des garanties légales données aux libertés publiques et privées. Il a donc au premier chef vocation à les faire connaître et partant à en débattre.

Autrement dit, lorsque vous organisez un CICA dans le 13e, la Préfecture de police viendra, la Mairie de Paris viendra, mais aussi un membre ou plusieurs du Comité d'éthique, ce qui ne pourra rendre votre initiative que plus constructive et intéressante.

La conséquence est simple : il faut signer le plus vite possible la charte éthique, puisque c'est à elle qu'est adossé le Comité d'éthique. Il faut la signer rapidement, après un tour de table avec les groupes du Conseil, car tant qu'il n'y a pas de charte, il n'y a pas de comité, et tant qu'il n'y a pas de Comité d'éthique, il manque un acteur à la table du débat éthique que vous souhaitez.

Enfin, la charte éthique ne peut pas faire l'objet d'une délibération du Conseil de Paris, puisqu'elle a vocation à faire connaître les garanties offertes en matière de liberté publique et privée, mais offerte par quoi ? Par la loi. Car vous n'ignorez pas que la question des libertés publiques et privées est constitutionnellement du domaine législatif.

La charte n'est donc pas une contre loi ou une super loi qu'un Conseil de Paris, qui s'arrogerait des pouvoirs législatifs, pourrait voter. Elle apporte comme valeur ajoutée non négligeable de faire connaître leurs droits aux citoyens et la mise en œuvre du Comité d'éthique qui aidera les citoyens à ce que ces droits ne restent pas des mots creux, mais soient pleinement effectifs.

Par conséquent, la mise en œuvre du plan n'empêche personne de continuer à débattre et donc l'essentiel de ce vœu pourra être exaucé, ce qui pourrait conduire, je trouve, à son retrait. A défaut, avis défavorable de l'Exécutif, car je ne peux pas retarder davantage la nomination de l'un des acteurs essentiel du débat, à savoir le Comité d'éthique.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur GUILLOT.

Un mot de la part du représentant du Préfet de police.

M. LE REPRESENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - Merci, Madame la Maire.

Ce vœu est déjà exaucé, puisque le Préfet de police avait laissé le choix à chaque maire d'arrondissement du format dans lequel il souhaitait que la concertation s'établisse : conseil local de prévention, CICA ou autres. Certains maires avaient choisi de faire un CICA, d'autres des conseils de prévention, et dans toutes les assemblées on a de toute façon évalué et évoqué à la fois la question de l'implantation des caméras et la question des garanties.

Néanmoins, si le maire du 13e arrondissement souhaite faire un deuxième débat, comme l'ont souhaité d'ailleurs ses collègues du 3e et du 19e arrondissements, la Préfecture de police y est prête et s'y rendra, et on pourra détailler encore les questions d'habilitation, de traçabilité, de délimitation dans le temps de la conservation et de modalités d'usage des caméras.

S'agissant du Comité d'éthique et de la charte, je rappelle que le Préfet de police avait souhaité la signer et la mettre en place dès le début de la concertation, mais tel n'avait pas été le vœu de M. SARRE. Maintenant, il n'y a plus de raisons de retarder plus avant cette nomination et cette désignation, et elle pourra intervenir dès la rentrée.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe, présidente. - Merci beaucoup.

Yves CONTASSOT ?

M. CONTASSOT. - Il y a une demande de retrait et il faut bien que je m'exprime par rapport à cela. J'ai du mal à comprendre comment on peut dire qu'on est d'accord avec l'intégralité du vœu, et dire qu'on ne veut pas le voter. Je dois dire que cela me paraît assez étonnant. Quand on est d'accord avec un vœu, on exprime vraiment le sens de la démarche en disant qu'on est d'accord jusqu'au bout. On ne dit pas : je suis d'accord sur tout, et surtout ne le votons pas ! Il y a là une incohérence absolue. Je peux comprendre que cela gène tel ou tel individuellement mais il me semble qu'il est nécessaire que le Conseil de Paris, comme le Conseil du 13e l'a fait, exprime sa volonté de voir s'approfondir cette concertation, y compris donner des garanties, car j'ai du mal à comprendre qu'une charte ne pourrait pas faire mieux que la constitution. On l'a fait dans bien des domaines, des chartes. On a eu un débat assez long sur la téléphonie mobile. Heureusement qu'il y a eu une charte et que nous ne nous sommes pas contentés de la loi. La charte va au-delà de la loi, nécessairement : elle ne peut pas aller en deçà, c'est une évidence. Ces arguments ne me semblent donc pas tout à fait recevables.

Je maintiens donc ce vœu avec conviction, en vous demandant d'avoir la même cohérence qu'au sein du Conseil du 13e arrondissement.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur CONTASSOT.

Je mets donc aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe "Les Verts", assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Vœu déposé par Mme Véronique DUBARRY, M. Jacques BOUTAULT et les éluEs du groupe "Les Verts" relatif à la formation des agents du G.P.I.S.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe, présidente. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 95 dans le fascicule, déposé par le groupe "Les Verts", relatif à la formation des agents du G.P.I.S.

C'est M. GAREL qui intervient.

M. Sylvain GAREL. - En place de Mme DUBARRY et de M. BOUTAULT, qui ont déposé le vœu au nom de notre groupe.

Comme vous le savez, des agents du Groupe parisien inter-bailleurs de surveillance ont depuis 2004 pour fonction d'assurer la surveillance, entres autres agents, dans 55.000 logements.

Ces agents interviennent souvent et il semblerait que leur formation ne soit pas toujours à la hauteur des tâches qu'ils doivent effectuer. Nous souhaitons à travers ce vœu que leur formation soit renforcée, et en particulier, quelque chose qui nous est très cher, qu'on les forme à la gestion non violente des conflits qui peut être très efficace lorsqu'on a à faire ce genre d'activité, c'est-à-dire permettre à des gens qui vivent parfois un peu dans une très grande promiscuité, de pouvoir vivre dans la tranquillité.

Nous souhaitons par ce vœu que cette formation soit renforcée et qu'elle intègre la gestion non violente des conflits.

Je vous remercie.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe, présidente. - Merci.

Je donne la parole à M. Georges SARRE pour répondre.

M. Georges SARRE, adjoint. - Madame la Maire, chers collègues, le G.P.I.S. respecte la loi qui, jusqu'à présent, reste la meilleure garante des libertés publiques et privées.

Dans ce cadre, les agents du G.P.I.S. ne représentent pas des forces de maintien de l'ordre et n'ont pas vocation à avoir des contacts physiques avec les usagers. Ils ne sont pas habilités à cela et ne disposent, comme vous le savez, d'aucune arme.

Madame DUBARRY, vous êtes renseignée sur le contenu de la formation des agents. Dès lors, vous savez sûrement qu'ils sont formés à l'environnement juridique de leur profession, droit pénal appliqué ou règlement intérieur des immeubles d'habitation, procédure pénale, etc.

Voilà la meilleure manière de garantir les libertés publiques et individuelles, des agents qui connaissent la loi.

Vous appelez les agents du G.P.I.S. à apprendre à régler les conflits de façon non violente, bien sûr, mais dès l'instant qu'ils n'ont pas de contacts physiques avec les personnes qu'ils sont amenés à évincer des parties communes des immeubles, ils doivent appeler la police en cas de refus. Ils ne font que de la gestion non violente des conflits. Ils sont formés pour cela à la communication, à la prévention et au dialogue. Ils sont tant formés qu'ils reçoivent 119 heures de formation pluridisciplinaire, soit 87 heures de plus que les 32 heures inscrites dans leur convention collective.

En somme, je vous invite, chers collègues, à ne pas confondre violence et autorité. Bien sûr, le dialogue des agents du G.P.I.S. avec les occupants des parties communes inclut le rappel à la loi et l'injonction autoritaire de quitter les lieux. Il n'en est pas pour autant acte de violence.

Comme le disait Lacordaire : "Entre le fort et le faible, c'est la liberté qui opprime, c'est la loi qui affranchit".

Je voudrais, pour finir, vous rassurer pleinement : en cinq ans de fonctionnement et après plus de 6.000 interventions, le G.P.I.S. déplore un nombre de plaintes pour violence égal à... Combien ? Quel chiffre donnez-vous ?

Eh bien, la réponse est zéro.

En revanche, les agents du G.P.I.S., eux, sont victimes de violences : près de 80 blessés l'an dernier.

Par conséquent, au vu de ces informations, j'espère que tous seront rassurés et je ne doute pas que Mme DUBARRY retirera son vœu qui est parfaitement légitime et qui est déjà exaucé.

Je vous remercie.

(M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, remplace Mme Colombe BROSSEL au fauteuil de la présidence).

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Sylvain GAREL ?

M. Sylvain GAREL. - C'est un peu compliqué quand la réponse n'a pas tellement à voir avec la question posée.

Je ne suis pas satisfait de cette réponse.

On demande qu'il y ait une formation complémentaire à la non-violence. On nous dit qu'il n'y a pas de contacts physiques et on nous dit après que plusieurs dizaines d'agents sont blessés. C'est donc qu'il y a eu des contacts physiques. Je ne comprends pas bien la réponse.

Nous allons donc maintenir notre vœu.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe "Les Verts", assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Vœu déposé par Mme Brigitte KUSTER, M. Hervé BENESSIANO et les élus du groupe U.M.P.P.A. relatif au manque de personnel et de gardiennage dans l'enceinte du parc Martin Luther King.
Vœu déposé par Mme Brigitte KUSTER, M. Jérôme DUBUS et les élus du groupe U.M.P.P.A. relatif au manque de personnel et de gardiennage dans le square Emile Borel.
Vœu déposé par l'Exécutif.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Je vous propose d'examiner les vœux référencés n^{os} 96 et 97 dans le fascicule, déposés par le groupe U.M.P.P.A. et le vœu référencé n° 97 bis déposé par l'Exécutif, relatifs à la sécurité dans deux espaces verts du 17e.

Je donne la parole à M. Hervé BENESSIANO.

M. Hervé BENESSIANO. - Si vous me permettez, je vais présenter les vœux n^{os} 96 et 97 dans la foulée, puisque l'objet est à peu près le même.

Le vœu n° 96 : depuis l'ouverture du parc Martin Luther King, l'insécurité due aux phénomènes de bandes, les agressions verbales et parfois physiques dont ont été victimes des femmes seules, souvent, et les jeunes ados qui fréquentent régulièrement le parc, ont pour conséquence de créer un climat tel que la population locale hésite de plus en plus à s'y rendre à certaines heures de la journée comme les fins de matinée ou surtout, les fins d'après-midi et les week-ends.

C'est pourquoi les élus du groupe U.M.P.P.A. vous demandent que les équipes d'agents d'accueil et de surveillance, les A.A.S., qui ont pour mission de faire respecter le règlement des parcs et promenades, soient renforcées et sédentarisées sur le parc Martin Luther King.

Par ailleurs, que les effectifs de la D.P.P. soient déployés et présents sur les grands parcs et jardins de l'arrondissement, notamment sur le parc Martin Luther King, et notamment, comme je l'indiquais, en fin d'après-midi et pendant les week-ends.

Je vous présente le vœu n° 97 en même temps : cela permettra peut-être à Georges SARRE de nous faire une réponse globale.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Si possible, assez rapidement. Je vous rappelle qu'il y a une cérémonie pour les Comoriens, l'avion…

M. Hervé BENESSIANO. - Le vœu n° 97 concerne le manque de personnel et de gardiennage dans le square Emile Borel.

De nombreux riverains constatent des dégradations au sein du square et un climat d'insécurité. L'absence régulière d'équipages de la D.P.P. de la Mairie de Paris au sein de cet espace vert qui n'est toujours pas fermé chaque soir comme tous les squares de Paris, sous prétexte que quelques individus s'y opposent, la livraison prochaine du nouveau square de la rue André-Bréchet, qui devra être fermé chaque soir et qui comportera une clôture de moins de 1,5 mètre, ce qui nécessitera donc une attention particulière ; pour toutes ces raisons, les élus du groupe U.M.P.P.A. vous demandent :

Premièrement, que les équipes d'agents d'accueil et de surveillance, les A.A.S., qui ont pour mission de faire respecter le règlement des parcs et promenades, soient renforcées sur ce secteur ;

Deuxièmement, qu'en attendant l'attribution en 2010 de correspondants de nuit souhaités par la municipalité du 17e arrondissement et les nombreux partenaires du contrat local de sécurité de l'arrondissement, notamment dans le secteur G.P.R.U. "Porte Pouchet", des patrouilles de nuit d'agents de la D.P.P. puissent être déployés chaque soir au sein du square Emile Borel.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. Georges SARRE.

M. Georges SARRE, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Je serai aussi complet que possible, et c'est pourquoi je répondrai distinctement aux deux questions.

Tout d'abord, la question du 17e arrondissement qui est présentée au départ par Mme Brigitte KUSTER.

Je suis prêt à examiner avec les élus de l'arrondissement les problèmes qui ont été soulignés et être aux côtés de ceux-ci pour faire reculer l'insécurité dans les espaces verts du 17e arrondissement.

Mais les vœux que vous déposez sont inutilement accusatoires à l'endroit des services municipaux.

Il ne faut pas confondre les prérogatives de la Ville et celles de la police nationale. La Ville est prête à assumer toutes ses responsabilités mais rien que ses responsabilités.

Il y a de vrais problèmes d'insécurité dans le parc Martin Luther King, des problèmes graves, de violences, d'attroupements armés, qui appellent un renforcement de la présence de la police nationale. Je dis bien "de la police nationale".

La DPP est naturellement prête à concourir à des actions coordonnées, mais pas à se substituer à la police. Elle n'en a pas les prérogatives juridiques, elle n'en a pas la formation.

Et dois-je rappeler qu'en dehors du bâton de défense, nos inspecteurs ne sont pas armés ? C'est d'ailleurs très bien ainsi.

Quant au square Emile Borel, ce sont des opérations de prévention situationnelle qui sont les plus urgentes sur la base de l'audit réalisé par la DPP et je souhaite qu'elles soient mises en œuvre. Nous pouvons aussi y prévoir des opérations coordonnées DPP/police.

Je suggère qu'une cellule de veille du conseil de sécurité d'arrondissement, puisqu'il est en place, puisse mobiliser tous les partenaires sur les problématiques particulières des espaces verts.

Je vous propose donc un vœu de l'Exécutif qui me paraît factuel, de bonne volonté et, en même temps, qui ne prétend pas faire des inspecteurs de sécurité de la Ville de Paris ni des agents d'accueil et de surveillance, des substituts aux effectifs de la police nationale.

Je vous remercie.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

M. Georges SARRE, adjoint. - Je demande un vote sur le vœu de l'Exécutif.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Oui. Déjà, dans un premier temps, Monsieur BENESSIANO, retirez-vous vos vœux ?

M. Hervé BENESSIANO. - J'ai vu le vœu proposé par l'Exécutif, le n° 97 bis. Je considère qu'il va dans un bon sens : demander de travailler davantage entre D.P.P., mairie d'arrondissement et commissariats me paraît être une bonne chose, si ce n'est que je dirais simplement d'un mot à M. SARRE : vous avez raison, la sécurité doit être assurée par la police nationale à partir d'un certain niveau.

Ce qui n'empêche pas qu'aujourd'hui, il n'y a pas au niveau de la D.P.P. la présence minimale qui est attendue. Là aussi, il faut que chacun prenne toutes ses responsabilités, la police nationale, bien entendu, mais également les services de la Ville de Paris. Aujourd'hui, des gardiens de square sont seuls face à la situation et, je peux déjà le dire, lorsqu'il en est fait appel, la police nationale intervient de manière ponctuelle.

Il faudra sûrement qu'il y ait une meilleure organisation. Je crois que c'est dans ce sens que va votre vœu, que j'ai lu attentivement, le n° 97 bis.

A ce titre-là, nous retirerons nos deux vœux, n° 96 et n° 97, adopterons le n° 97 bis mais, encore une fois, à titre conservatoire et nous verrons si la pratique simplement et l'exécution de ce vœu n° 97 bis suffit à répondre à l'attente de la population des quartiers nord du 17e arrondissement.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci, Monsieur BENESSIANO.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de vœu est adopté. (2009, V. 254).

Vœu déposé par M. Yves POZZO di BORGO et les élus du groupe Centre et Indépendants relatif à la protection des espaces verts du 7e arrondissement lors de la période estivale.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 98 dans le fascicule, déposé par le groupe Centre et Indépendants, relatif à la protection des espaces verts du 7e arrondissement lors de la période estivale.

Je donne la parole à M. Yves POZZO di BORGO.

M. Yves POZZO di BORGO. - C'est un vœu qui a une valeur... On a pris l'exemple du 7e, du Champ de Mars et de l'avenue de Breteuil, mais c'est à valeur d'exemple général.

Je me suis permis de relancer le débat non pas sur la fermeture du Champ de Mars mais de vouloir étudier la possibilité du Champ de Mars comme un véritable problème de sécurité. J'ai dit à M. SARRE, on était d'accord : il ne s'agit pas de dire que l'on ferme le Champ de Mars mais de voir si on peut étudier la possibilité et puis on verra bien après ce qu'on décide. C'est un petit peu ça, je crois que c'était un peu l'accord qu'on avait l'année dernière.

Mais on s'est rendu compte que, quand il y a de l'activité policière qui est bonne, c'est ce qui se passe à l'heure actuelle, on voit très bien que cela part ailleurs. Nous constatons que pour les gens du 7e arrondissement, la police a bien cadré tout ce qui s'est passé, notamment les risques qu'on avait de manifestation. Le travail a bien été fait, aussi bien par la DPP d'ailleurs que par la police. Seulement, on a bien vu que beaucoup de gens, quand ils ont vu qu'ils ne pouvaient pas faire ce qu'ils voulaient sur le Champ de Mars, sont allés sur l'avenue de Breteuil.

Et le vœu vise à demander que la réflexion qui est menée actuellement conjointement par les élus, M. SARRE et, je crois aussi, Mme GIBOUDEAUX, la Direction de la Ville sur l'affaire des espaces verts et la police...

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Monsieur POZZO di BORGO, s'il vous plaît, arrivez à votre conclusion !

M. Yves POZZO di BORGO. - D'accord, oui.

Donc, ce qu'on souhaite simplement, si vous voulez, c'est que la réflexion qui est faite au Champ de Mars soit étendue à d'autres espaces verts. C'est simple.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. Georges SARRE, pour une réponse, s'il vous plaît assez rapide.

M. Georges SARRE, adjoint. - Les choses sont simples et claires.

Un, en ce qui concerne le grand jardin, des efforts ont été fournis, 200 policiers, 40 agents de la DPP. Cela a donné…

M. Yves POZZO di BORGO. - C'est du bon travail.

M. Georges SARRE, adjoint. - Oui, c'est du bon travail. Cela a donné des résultats.

Ensuite, il y a un autre endroit qui manifeste des besoins. Nous prenons l'engagement, en sollicitant la Préfecture de police, de faire en sorte que, - et, bien entendu, la DPP est dans le coup -, le travail va être fait.

Mais il est vrai qu'à cette saison, tous les ans, nous avons des problèmes, c'est presque récurrent, et nous ferons en sorte que les choses s'améliorent progressivement.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci. Que proposez-vous sur le vœu ?

M. Georges SARRE, adjoint. - Je suis pour le vœu.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Je mets donc aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe Centre et Indépendants, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée à l'unanimité. (2009, V. 255).

Vœu déposé par Mme Annick LEPETIT, M. Patrick KLUGMAN, Mme Isabelle GACHET et les élus du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif à l'insécurité dans le 17e arrondissement.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 99 dans le fascicule, déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, relatif à l'insécurité dans le 17e arrondissement.

Je donne la parole, assez rapidement, à M. Patrick KLUGMAN.

M. Patrick KLUGMAN. - Je mets mes pas dans ceux de M. SARRE.

Effectivement, nous revenons sur le problème de l'insécurité dans le 17e arrondissement et, pour lutter contre du trafic de crack, pour lutter contre un doublement des violences physiques en 2008, contre l'explosion des menaces, nous réclamons un meilleur bilan, une connaissance accrue des effectifs de la police nationale qui devrait être déployée dans le 17e arrondissement.

Nous rappelons à cet égard au Conseil que, déjà, nous avons fait voter un vœu pour connaître le bilan de la présence des effectifs de police dans l'arrondissement qu'à ce jour, nous ignorons toujours.

C'est pourquoi nous présentons très rapidement le vœu que les acteurs locaux, notamment les associations qui ont présenté le Plan crack dans le 17e, soient mieux associées au Conseil de sécurité et que la mairie du 17e arrondissement saisisse à nouveau le Préfet de police pour connaître le bilan des effectifs dans le 17e arrondissement, et notamment, Monsieur BENESSIANO, effectivement, dans l'impasse Chalabre et aux alentours du square Claire-Motte et de la Tour Borel.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. SARRE.

M. Georges SARRE, adjoint. - Je vais au plus court et à l'essentiel.

Je propose donc à Mme LEPETIT et à notre collègue d'amender légèrement son vœu en remplaçant : "Le Conseil de Paris émet le vœu que la mairie du 17e arrondissement implique de manière plus approfondie les acteurs locaux dans le cadre de son Conseil de sécurité, intégrant dans le nouveau contrat les propositions des partenaires locaux."

Je demande la disparition de cela et nous mettons à la place en tant qu'Exécutif : "Le Conseil de Paris émet le vœu que la Maire du 17e arrondissement propose à l'ensemble des acteurs associatifs de l'arrondissement de siéger au Conseil de sécurité du 17e arrondissement où devront être examinées les propositions de partenaires locaux."

Quant au fait qu'il soit nécessaire de connaître les effectifs de police dans cet arrondissement, nous en sommes convaincus, comme d'ailleurs dans les dix-neuf autres.

Voilà, chers collègues, ce que je pouvais répondre aussi rapidement que possible.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Monsieur le Repésentant du Préfet de police, vous avez la parole.

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - Merci, Monsieur le Maire.

Vous attirez l'attention de la Préfecture de police sur la persistance de phénomènes de violence dans cet arrondissement, en distinguant violence crapuleuse et violence non crapuleuse.

Cette distinction, si elle n'est pas un absolu, est pertinente et correspond à une évolution de fond.

Il faut en tenir compte, car on ne peut lutter efficacement contre des phénomènes de délinquance que si on comprend bien les mécanismes qui y conduisent et qui conduisent à la violence.

Mais on constate en la matière, d'une part, une évolution divergente et, d'autre part, un paradoxe.

D'abord, la délinquance crapuleuse a très fortement baissé dans cet arrondissement en sept ans, avec 350 faits l'an dernier contre 775, soit moins 55 % en sept ans.

En revanche, comme dans le reste de la Capitale, les violences non crapuleuses augmentent : coups et blessures dans le voisinage, dans les espaces publics mais aussi privés et violences intrafamiliales.

Le paradoxe, c'est que les violences qui baissent le plus, les violences crapuleuses, sont celles qui connaissent un taux d'élucidation le plus faible et qui se passent sur les espaces publics. Ce n'est donc pas un problème policier en majorité, pour ce qui concerne l'augmentation des violences non crapuleuses.

Naturellement, nous pouvons faire encore plus et augmenter le taux d'élucidation, mais il faut d'autres réponses.

C'est la raison pour laquelle, même si la Préfecture de police continuera ses patrouilles sur le terrain avec les policiers affectés dans l'arrondissement et qui sont au nombre de 455, donc en nombre suffisant, et qui sont renforcés, il faut aussi apporter de nouvelles réponses. C'est pour cela que le Préfet de police a proposé à la Ville de Paris de dégager, lorsqu'il y a des racines sociales ou psychologiques à la violence, la présence d'intervenants sociaux ou de psychologues. Des intervenants sociaux, il en existe dans beaucoup de villes de banlieue, notamment Gagny, Bondy et trois ou quatre autres villes en Seine-Saint-Denis.

De la même manière, il convient de lutter très concrètement, quartier par quartier, contre les phénomènes de regroupements violents et menaçants, qui concernent souvent des mineurs et des jeunes majeurs.

Dans le cadre du contrat parisien de sécurité, le Préfet de police a proposé à M. SARRE, en accord avec le Procureur de la République et le Recteur d'académie, un suivi individualisé des mineurs auteurs de ce type de violence et coordonné avec la prévention spécialisée. Nous souhaitons vraiment mettre en place à l'échelle de l'ensemble des arrondissements de Paris, ce type d'action et nous souhaitons que vous vous associiez et que vous supportiez cette action.

Enfin, s'agissant du plan crack, je vous donnerai la liste des interpellations qui ont eu lieu depuis le début de l'année dans le 17e arrondissement, par exemple, et qui s'élèvent à plus d'une centaine.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Monsieur BENESSIANO, vous avez demandé une explication de vote, rapidement.

M. Hervé BENESSIANO. - La manière dont M. KLUGMAN a présenté son projet de vœu et la réponse que vient de faire à l'instant M. le Préfet nous incitent à voter contre le vœu, d'abord parce qu'il a été répondu, notamment sur les effectifs et concernant les problèmes en particulier, le Conseil de sécurité s'empare toujours de tous les problèmes d'actualité.

Cela veut dire que ce vœu, à nos yeux, est nul et non avenu. C'est la raison pour laquelle nous voterons contre.

(M. Didier GUILLOT, adjoint, remplace M. Jean VUILLERMOZ au fauteuil de la présidence).

M. Didier GUILLOT, adjoint, président. - Quel est l'avis de M. SARRE ?

M. Georges SARRE, adjoint. - Avis favorable.

M. Didier GUILLOT, adjoint, président. - Monsieur KLUGMAN, êtes-vous d'accord ?

M. Patrick KLUGMAN. - Je voudrais dire à M. SARRE que dans un souci d'indépendance, bien sûr, nous acceptons ces modifications.

Peut-être dire rapidement à M. le Préfet qu'en réunion publique, les représentants de la police… En conseil de quartier, on a tellement indiqué une baisse des effectifs, donc il y a une évolution inquiétante et c'est cette évolution qui inquiète les habitants et sur laquelle nous aurions souhaité être rassurés.

Si les effectifs sont en nombre suffisant, peut-être faudrait-il travailler sur leur visibilité auprès de la population.

Merci.

M. Didier GUILLOT, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe socialiste, radical de gauchet et apparentés, amendée par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2009, V. 256).

Vœu déposé par M. Ian BROSSAT et les élus du groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif aux relations entre policiers et habitants dans le quartier de la Goutte d'Or.
Vœu déposé par l'Exécutif.

M. Didier GUILLOT, adjoint, président. - Nous passons à l'examen des vœux référencés n° 100 et n° 100 bis dans le fascicule, déposés par le groupe Communiste et des élus du Parti de Gauche et l'Exécutif, concernant les relations entre policiers et habitants dans le quartier de la Goutte-d'Or.

Je donne la parole à Mme BECKER.

Mme Emmanuelle BECKER. - Le 15 juin 2009, un jeune Colombien victime d'une agression vient porter plainte au commissariat de la Goutte-d'Or dans le 18e.

Mis en garde à vue, il en ressort affligé de lésions à l'oreille interne et d'une perte d'audition de 40 %.

De tels agissements nuisent à la mission des fonctionnaires de police en général et affectent la confiance que les habitants d'un quartier portent aux représentants de l'ordre public.

C'est pourquoi nous souhaitons que le Maire de Paris intervienne auprès du Préfet de police de Paris pour qu'il communique au Conseil de Paris toutes les informations qui pourraient expliquer un tel engrenage et qu'il fasse en sorte que de tels comportements ne puissent plus se reproduire.

Je vous remercie.

M. Didier GUILLOT, adjoint, président. - Je donne la parole à M. Georges SARRE.

M. Georges SARRE, adjoint. - Merci beaucoup, Monsieur le Maire.

Chers collègues, je n'étonnerai personne en disant ceci : que l'on soit auteur ou victime, on doit sortir, au pire, d'un commissariat dans le même état que lorsqu'on y est entré.

Monsieur le Président BROSSAT, comme le disait Lénine, seule la vérité est révolutionnaire. Or, dans cette histoire, la vérité, on ne la connaît pas encore.

Je dois donc, tout en soutenant votre démarche, pour que la lumière soit faite et pour rappeler que nul n'est au-dessus des lois, apporter de sérieuses nuances rédactionnelles à votre vœu, si bien que je propose un vœu bis de l'Exécutif.

Le vœu de l'Exécutif se contente, sur les événements qui ont eu lieu dans la nuit du 14 au 15 juin, laissant M. GUTIERREZ avec une grave hypoacousie, certes, dans l'hypothèse d'une bavure, la confiance entre la population et la police serait altérée, mais tâchons avant tout de savoir la vérité.

Justement, c'est au Procureur de la République qu'il appartient d'informer le Maire de Paris des suites judiciaires et de la qualification des faits qui seront retenus en l'espèce.

Ce n'est qu'une fois que l'affaire aura été jugée au fond que l'on pourra, selon le verdict, dénoncer une violence policière inadmissible et demander au Préfet de police que cela ne se reproduise plus. Je serai alors, comme vous, parmi les premiers à faire entendre cette exigence.

Par conséquent, je vous invite, Madame, à retirer votre vœu au profit d'un vœu bis de l'Exécutif qui est pétri du même attachement aux droits de la personne humaine et aux droits du citoyen, notamment la présomption d'innocence qui, je le rappelle, est valable pour tous, y compris les policiers.

Je vous remercie.

M. Didier GUILLOT, adjoint, président. - Merci.

Je vais donner la parole à M. le Préfet, avant de demander à Mme BECKER si elle retire son vœu.

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - Merci, Monsieur le Maire.

Simplement pour répondre et apporter des éléments d'explication suite à la présentation un peu lapidaire des choses qui ne se sont pas passées comme elles ont été présentées par M. GUTIERREZ GONZALEZ dans la presse. Dès son dépôt de plainte à l'I.G.S., une enquête administrative a été ouverte, indépendamment de l'enquête judiciaire qui est en cours.

Tous les protagonistes ont été entendus, ce qui permet de reconstituer le fil des événements. Un équipage B.A.C. a été requis à 1 heure 30 ce jour-là pour une rixe sur la voie publique et a conduit les protagonistes au commissariat pour audition après dégrisement et visite médicale.

Premier élément, ce que le plaignant qualifie "d'agression unilatérale" correspond à une réalité plus complexe, dans la mesure où, en état d'ivresse publique manifeste, il avait abordé un groupe de jeunes pour leur acheter de la drogue avec insistance malgré leur refus initial. S'en sont suivis des coups réciproques.

Deuxièmement, les deux protagonistes principaux de l'altercation étaient tous les deux ivres et donc les policiers ne pouvaient pas présumer sans examen plus approfondi de leur implication respective. C'est souvent le cas d'ailleurs dans les affaires de coups et blessures réciproques.

Tout le monde a donc été conduit au commissariat.

Sur place, M. GUTIERREZ GONZALEZ s'est signalé par un refus de se soumettre aux opérations de dépistages et, par un comportement peu coopératif, c'est le cas de le dire, voire un ton souvent agressif à l'égard des policiers.

Troisièmement, les coups violents reçus par M. GUTIERREZ GONZALEZ pendant la bagarre, reconnus par l'auteur des faits, qui était aussi en état d'ivresse, sont sans doute à l'origine des conséquences auditives dont il est victime et donc elles ne sont pas forcément à imputer aux policiers. Ceci n'exonère naturellement pas la responsabilité des autres auteurs de la bagarre mais il s'est quand même un peu rapidement et abusivement dégagé de toute responsabilité dans cette affaire.

Enfin, au terme de l'enquête administrative au regard des incohérences et des omissions de M. GUTTIEREZ GONZALEZ, ces accusations ne sont pas établies.

Ce qui est regrettable, c'est que la version unilatérale de ce monsieur soit reprise pour argent comptant et ait donné lieu à quatre articles de presse. D'ailleurs, les policiers se réservent le droit de déposer plainte pour dénonciation calomnieuse.

Enfin, cette affaire dans laquelle l'alcool a sa part justifie une nouvelle fois la rigueur que les services de police appliquent dans la police des débits de boisson dans le 18e arrondissement, ainsi que M. BROSSAT en a saisi récemment le Préfet.

M. Didier GUILLOT, adjoint, président. - Madame BECKER, retirez-vous votre vœu ?

Mme Emmanuelle BECKER. - On parle du commissariat de la Goutte-d'Or dans le 18e arrondissement, commissariat qui a été saisi plusieurs fois par la C.N.D.S.

Sur cette affaire, Nicole BORVO, sénatrice de Paris, a saisi la C.N.D.S.

Il y a des problèmes dans ce commissariat, il ne faut pas s'en cacher. Il faudra mettre la clarté sur ce qui s'est passé exactement.

Au sujet du vœu n° 100 bis de l'Exécutif, nous retirons notre vœu au profit du vœu présenté par Georges SARRE.

Je vous remercie.

M. Didier GUILLOT, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de vœu est adopté. (2009, V. 257).

Vœu déposé par M. Ian BROSSAT, Mme Aline ARROUZE et les élus du groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif aux "contrôles au faciès".

M. Didier GUILLOT, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 101 dans le fascicule, déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, relatif aux "contrôles au faciès".

La parole est à Mme BECKER.

Mme Emmanuelle BECKER. - Selon une étude réalisée par deux chercheurs du C.N.R.S. et publiée dans le journal "Le Monde" daté du 30 juin 2009, les Parisiens ne sont pas tous égaux devant les contrôles de police. Les noirs ont six fois plus de risques d'êtres contrôlés que les blancs, et les arabes, sept ou huit fois plus.

Les scientifiques qui ont réalisé cette enquête ont observé anonymement plus de 500 contrôles de police entre 2007 et 2008, à la gare du Nord et aux Halles. Ils en concluent que les contrôles d'identité se font principalement sur l'apparence des gens contrôlés. Ces contrôles au faciès constituent une discrimination de fait qui touche de nombreux Parisiens. C'est pourquoi nous souhaiterions interpeller la Préfecture de police sur les dispositions qu'elle compte prendre pour mettre un terme à ces pratiques discriminatoires.

Je vous remercie.

M. Didier GUILLOT, adjoint, président. - La parole est à M. Georges SARRE.

M. Georges SARRE, adjoint. - Merci beaucoup, Monsieur le Maire.

Chers collègues, l'étude dont il est question dans ce vœu mérite qu'on s'y attarde. S'il était avéré que la discrimination ethnique était le fondement des contrôles d'identité effectués par la police, une grave remise en cause du principe républicain d'égalité serait commise, et la confiance entre la population et la police ne pourrait que s'en trouver ébranlée.

Il faut toutefois rester prudent. Cette étude financée par une fondation américaine arrive à point nommé dans le débat sur les statistiques ethniques. Elle semble sérieuse, mais ne porte que sur une période courte, entre octobre 2007 et mai 2008, et seulement deux sites très particuliers : la Gare du Nord et Châtelet Les Halles.

Enfin, à ce jour, aucun d'entre nous ne l'a lu dans sa totalité car il n'en a pas été fait de critiques scientifiques, mais une simple reprise journalistique. Je propose donc, dans un esprit républicain, de partager avec M. BROSSAT une inquiétude vigilante et exigeante à la lecture de l'article du Monde, et d'interroger M. le Préfet de police.

Et le vœu de l'Exécutif adopte une formulation prudente, respectueuse des forces de l'ordre. Je propose à M. BROSSAT que nous nous retrouvions sur cette formulation. Je voudrais éviter, en effet, que nous ne tombions dans une accusation automatique rendant trop promptement la police coupable de tous les maux. Loi avant tout.

Pour ma part, au quotidien, dans la mission qui est la mienne et celle des fonctionnaires de police qui font respecter la loi garante des libertés, et qui le font souvent au péril de leur intégrité physique, notre vigilance républicaine ne se confond donc pas avec un parti pris anti-policiers, elle n'en est que plus crédible.

Je vous remercie.

M. Didier GUILLOT, adjoint, président. - Je donne la parole à M. le Préfet de police.

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - Merci, Monsieur le Maire.

Je serais bref car le Préfet de police a déjà fait allusion à cette étude lundi après-midi. Simplement, il est important de rappeler que les contrôles d'identité actuellement à Paris sont particulièrement utiles pour lutter contre les ports d'armes prohibées qui jouent un rôle très important dans les violences et les bagarres entre bandes; que cette étude a porté sur deux sites, Châtelet et la Gare du Nord, comme l'a rappelé M. SARRE, qui sont particulièrement représentatifs et concernés par les problèmes de bandes.

Il y a forcément un lien entre les auteurs recherchés qui ont des profils policiers habituels. Les contrôles d'identité n'ont pas vocation de faire des sondages de population, ils sont forcément ciblés sur des infractions et les policiers recherchent les auteurs potentiels. Ils ont des renseignements, et effectivement, sur ces sites, il y a très régulièrement des bagarres et des groupes de jeunes de plusieurs dizaines de personnes.

Voilà ce que je voulais dire sur cette étude. Naturellement, nous l'avons reçue et nous la lisons attentivement. Les auteurs de l'étude française, même s'ils sont financés par une société américaine, seront reçus par l'Inspection Générale des Services et un véritable dialogue s'instaurera avec eux pour savoir comment ils ont mené cette étude et quels sont les biais éventuels qui peuvent expliquer les résultats.

M. Didier GUILLOT, adjoint, président. - Mme BECKER maintient-elle son vœu ?

Mme Emmanuelle BECKER. - Non, nous ne le maintiendrons pas et nous voterons celui qui est proposé par Georges SARRE.

Je souhaite dire qu'il ne faut pas caricaturer les propos que nous tenons, les communistes. Lorsque nous parlons de discrimination et de pratiques discriminatoires par la police, nous ne sommes pas en train de remettre en cause le fait qu'une police existe, et je pense qu'on ne peut pas réduire ce débat à cela, au risque de ne pas avoir un débat de fond.

Je vous remercie.

M. Didier GUILLOT, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de vœu est adopté. (2009, V. 258).

Désignation de représentants du Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal, au sein du Groupe de travail sur le règlement local de la publicité, des enseignes et préenseignes applicable à Paris (R. 43) (Suite).

M. Didier GUILLOT, adjoint, président. - Mes chers collègues, je vous informe que les scrutins sont clos.

(Il est procédé au dépouillement).

Le scrutin étant clos, je vous annonce les résultats de ce scrutin :

Groupe de travail sur le règlement local de la publicité, des enseignes et préenseignes applicable à Paris (R. 43) :

Nombre d'inscrits : 163

Nombre de votants : 20

Non participation au vote : 143

Bulletins blancs ou nuls : 0

Suffrages exprimés : 20

Majorité absolue : 11

Pour : 20

Les candidatures proposées sont adoptées (2009, R. 43).

Désignation de représentants du Conseil de Paris siégeant en formation de Conseil municipal, dans divers organismes.

M. Didier GUILLOT, adjoint, président. - Mes chers collègues, je vous propose à présent de procéder à la désignation de représentants du Conseil de Paris dans les organismes suivants :

Institut universitaire de formation des maîtres de Paris Conseil d'administration) (R. 47) :

- Mme Dominique BERTINOTTI.

Établissement public de la Maison des métallos (R. 48) :

- M. Philippe MOURRAT, pour être désigné en qualité de directeur par le président du Conseil de la Régie.

Les candidatures proposées sont adoptées. (2009, R. 47 à R. 48).

2009, SGRI 50 - Signature d'une convention avec l'Atelier parisien d'urbanisme (APUR) pour l'acceptation du titre de recettes du Ministère des Affaires Etrangères et Européennes pour la mise en oeuvre de la coopération entre la Ville de Paris et la Ville de Rio de Janeiro (2009-2010).

M. Didier GUILLOT, adjoint, président. - Mes chers collègues, je vous informe que le projet de délibération SGRI 50 est retiré de l'ordre du jour.

Adoption, par un vote global d'approbation de l'Assemblée, des projets de délibération n'ayant pas donné lieu à inscription.

M. Didier GUILLOT, adjoint, président. - Mes chers collègues, je vous propose maintenant de vous prononcer, à main levée, par un vote global d'approbation sur les projets de délibération n'ayant pas fait l'objet d'une inscription.

Ces projets de délibération sont adoptés et leur liste sera, selon l'usage, annexée au procès-verbal de la présente séance.

Clôture de la séance.

M. Didier GUILLOT, adjoint, président. - L'ordre du jour étant épuisé, la séance est donc levée.

Passez d'excellentes vacances.

(La séance est levée le mercredi 8 juillet 2009 à onze heures quarante cinq minutes).

Votes spécifiques.

M. Bruno JULLIARD ne prend pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2009, DJS 299 - Signature d'une convention triennale avec l'association Centre d'Information et de Documentation Jeunesse (15e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 68.000 euros.

M. Jean-Yves MANO, Mme Halima JEMNI, MM. Gauthier CARON-THIBAULT, René DUTREY, Jean TIBERI et Mme Roxane DECORTE ne prennent pas part au vote sur les projets de délibération suivants :

2009, DFPE 4 - Approbation et signature d'une convention d'organisation de la maîtrise d'ouvrage avec "Paris Habitat - OPH" pour la réalisation d'une crèche collective de 44 places, 48, rue Piat (20e). - Approbation du principe de déclassement du domaine public municipal des volumes de la crèche sise 42-44, rue Piat.

2009, DLH 29 - Location par bail emphytéotique, au profit de "Paris Habitat - OPH", de l'immeuble communal situé 72, rue du Ruisseau (18e).

2009, DLH 97 - Réalisation par "Paris Habitat - OPH" d'un programme d'acquisition réhabilitation de 22 logements PLUS et 1 logement PLA-I, répartis sur six arrondissements (12e, 13e, 15e, 17e, 18e et 20e), par la transformation de chambres en logements.

M. Pierre AIDENBAUM, Mmes Danièle POURTAUD, Marie-Pierre de LA GONTRIE, Dominique BERTINOTTI, Frédérique CALANDRA, Sandrine CHARNOZ, MM. Jean-Yves MANO, René DUTREY, Jean-François LEGARET et Mme Claude-Annick TISSOT ne prennent pas part au vote sur les projets de délibération suivants :

2009, DLH 46 - Location par bail emphytéotique, au profit de la RIVP, de l'immeuble communal situé 11, rue Voltaire (11e).

2009, DLH 69 - Location par bail emphytéotique, au profit de la RIVP, de l'immeuble communal situé 36, rue de Malte (11e).

2009, DU 137 - Réalisation d'une résidence étudiante par la RIVP sur une emprise du stade Jules Ladoumègue (19e).

2009, DPE 69 - Signature d'une convention avec la RIVP définissant les modalités financières pour la création du raccordement au réseau d'assainissement et pour la modification des réseaux d'eau potable afin de créer le branchement d'alimentation générale des futurs logements étudiants sur le site du stade Jules Ladoumègue (19e).

2009, DPVI 121 - Signature d'une convention avec la RIVP relative à des travaux d'aménagement d'un local 144, rue des Poissonniers (18e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 80.000 euros.

Mme Pascale BOISTARD ne prend pas part au vote sur les projets de délibération suivants :

2009, DLH 6 - Garantie de la Ville de Paris au prêt à l'amélioration souscrit par "Immobilière 3F" pour la réalisation d'un programme de travaux de réhabilitation de 636 logements du groupe immobilier "Didot" (14e).

2009, DLH 90 - Transfert au profit de l'ESH "Résidences Sociales Ile-de-France" des garanties d'emprunts initialement accordées par la Ville de Paris à la Société anonyme d'HLM "Immobilière 3F" pour le financement d'un programme d'acquisition amélioration de 15 PLA-I situé 54, rue du Roi de Sicile (4e).

M. Jean-Yves MANO ne prend pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2009, DLH 19 - Transfert au profit de l'ESH "Résidences Sociales d'Ile-de-France" de la garantie d'emprunt initialement accordée par la Ville de Paris à la SA d'HLM "France Habitation" pour le financement d'un foyer de travailleurs migrants situé au 124 rue Falguière (15e).

M. Jean-Yves MANO, Mmes Colombe BROSSEL, Gisèle STIEVENARD, Halima JEMNI, M. Daniel ASSOULINE, Mme Hélène BIDARD, M. Christophe NAJDOVSKI, Mme Roxane DECORTE, Mmes Emmanuelle DAUVERGNE et Anne TACHENE ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2009, DLH 91 - Octroi de la garantie de la Ville de Paris aux emprunts à contracter par la SGIM auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations en vue du financement complémentaire des programmes concernés par le remboursement anticipé des avances consenties par la Ville de Paris à la SGIM pour la réalisation de programme immobiliers à usage principal d'habitation.

Mmes Claudine BOUYGUES, Gisèle STIEVENARD, MM. Romain LEVY, François VAUGLIN, Mme Fabienne GIBOUDEAUX, MM. Rémi FERAUD, Ian BROSSAT, Pierre CHARON et Jérôme DUBUS ne prennent pas part au vote sur les projets de délibération suivants :

2009, DFPE 6 - Approbation et signature par la Société Immobilière d'Economie Mixte de la Ville de Paris (SIEMP), mandataire de la Ville, d'un avenant au marché de maîtrise d'oeuvre conclu pour la réalisation d'une crèche collective de 66 places et d'un logement de fonction intégrés à un immeuble de logements sociaux, 14-20, impasse Truillot (11e).

2009, DFPE 7 - Approbation et signature d'un avenant au marché de maîtrise d'oeuvre conclu par la SIEMP pour la réalisation d'une crèche collective de 66 places et d'un logement de fonction intégrés à un immeuble de logements étudiants, 3-5, rue Neuve, sur les lots B3 et B5 du secteur d'aménagement "impasse Dupuy" (18e).

2009, DLH 94 - Signature d'un avenant au bail emphytéotique, consenti à la SIEMP, portant location de 6 lots domaniaux dépendant de l'immeuble en copropriété situé 68, rue du Moulin Vert (14e).

MM. Didier GUILLOT, Ian BROSSAT, Sylvain GAREL, Pierre-Yves BOURNAZEL et Daniel VAILLANT ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2009, DAC 88 - Signature d'un avenant à la convention signée avec l'association "Halle Saint-Pierre" (18e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 340.000 euros.

Mme Anne HIDALGO et M. Claude DARGENT ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2009, DAC 167 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Théâtre Silvia Monfort" (15e) pour l'attribution du solde de la subvention de fonctionnement. - Montant : 772.000 euros. - Signature d'une convention relative à l'attribution d'une subvention d'équipement. - Montant : 20.000 euros.

M. Christophe GIRARD, Mmes Emmanuelle BECKER et Florence BERTHOUT ne prennent pas part au vote sur le projet de délibértation suivant :

2009, DAC 273 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Maison du Geste et de l'Image" (1er) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 400.000 euros.

Mmes Lyne COHEN-SOLAL, Danièle POURTAUD, M. Philippe MOINE et Mme Catherine DUMAS ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2009, DAC 274 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Paris-Ateliers" (13e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 2.205.000 euros.

MM. Christophe GIRARD, Roger MADEC, Mmes Firmine RICHARD, Léa FILOCHE, Danielle FOURNIER, M. Jean-Jacques GIANNESINI et Mme Hélène MACE de LEPINAY ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2009, DAC 294 - Signature avec l'établissement public de coopération culturelle "104 Cent Quatre" (19e) d'une convention d'objectifs relative à l'attribution d'une subvention. - Montant : 5.250.000 euros.

MM. Jacques BRAVO, David ASSOULINE, Mmes Danièle POURTAUD, Pauline VERON, Emmanuelle BECKER, MM. Jacques BOUTAULT, Georges SARRE, Mmes Hélène MACE de LEPINAY, Catherine DUMAS, Marie-Claire CARRERE GEE et M. Jean-Marie CAVADA ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2009, DAC 385 - Signature d'une convention avec l'association Théâtre de la Ville (4e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 300.000 euros.

MM. Patrick BLOCHE et Christophe GIRARD ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2009, DAC 448 - Signature d'un avenant et d'une convention avec l'établissement public "La Maison des Métallos" pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement et d'une subvention d'équipement. - Montant : 1.100.000 euros.

M. Sylvain GAREL, Mmes Laurence GOLDGRAB, Yamina BENGUIGUI, M. Jean-François LEGARET et Mme Hélène MACE de LEPINAY ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2009, SG 7 - Signature d'une convention avec l'association "Forum des Images" (1er) pour l'attribution d'une subvention pour l'organisation de la 9e édition de l'opération "Cinéma au clair de lune" du 5 au 23 août 2009. - Montant : 87.000 euros.

M. Philippe DUCLOUX, Mmes Pascale BOISTARD, Catherine VIEU-CHARIER, Géraldine POIRAULT-GAUVIN, Delphine BURKLI, M. Gauthier CARON-THIBAULT, Mmes Michèle BLUMENTHAL, Hélène BIDARD, Claude-Annick TISSOT, Martine NAMY-CAULIER, Isabelle GACHET, MM. David ASSOULINE, Patrick KLUGMAN et Mme Frédérique PIGEON ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2009, DRH 35 - Subvention complémentaire au titre de l'année 2009 à l'Association pour la Gestion des Oeuvres Sociales du Personnel des Administrations Parisiennes (AGOSPAP). Montant : 438.300 euros.

M. Denis BAUPIN ne prend pas part au vote sur les projets de délibération suivants :

2009, DEVE 10 - Signature d'une convention annuelle avec l'association Airparif, pour l'attribution d'une subvention. Montant : 356.640 euros

2009, DEVE 125 - Signature d'une convention avec l'association Airparif relative à une étude d'estimation des sources de particules atmosphériques en Ile-de-France. Montant : 80.000 euros.

Mme Anne LE STRAT, M. François VAUGLIN, Mme Annick OLIVIER, M. Alexis CORBIERE, Mme Aline ARROUZE, M. Jean-Didier BERTHAULT et Mme Céline BOULAY-ESPERRONNIER ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2009, DPE 74 - Signature des avenants de transfert substituant la Régie Eau de Paris à la SAGEP dans trois contrats liant la Ville de Paris à la SAGEP.

Mme Florence BERTHOUT ne prend pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2009, DPP 21 - Signature d'une convention avec l'Association de Prévention du Site de la Villette (19e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 3.500 euros.

Affaires diverses adoptées par un vote d'ensemble de l'Assemblée.

Les affaires diverses adoptées par un vote d'ensemble de l'Assemblée sont les suivantes :

2009, DEVE 10 - Signature d'une convention annuelle avec l'association Airparif, pour l'attribution d'une subvention. Montant : 356.640 euros.

2009, DEVE 8 - Adhésion de la Ville de Paris à l'association Energie Cités. Montant : 5.000 euros.

M. Denis BAUPIN, rapporteur.

2009, DPVI 68 - Subventions à trois associations : Aide fédération, le MRAP (Fédération de Paris), Enda Europe menant des actions sur le thème de la citoyenneté dans la lutte contre les discriminations. Signature des avenants n° 2 à la convention triennale 2007 conclue avec les associations Aide Fédération et MRAP. - Montant total : 34.500 euros.

Mme Yamina BENGUIGUI, rapporteure.

2009, DPVI 52 - Subventions à deux associations : Réseau Alpha et Fédération des Centres Sociaux de Paris, menant des actions spécifiques d'accès à la langue française. - Montant total : 9.300 euros.

2009, DPVI 53 - Subventions aux associations "Par ce qu'on sème", "Centre Alpha Choisy", (13e), "CETEC-A2F" (18e) menant des actions spécifiques d'accès à la langue française. - Montant total : 9.700 euros.

2009, DPVI 54 - Subvention à deux associations : Blow Up et Autremonde, et signature pour Autremonde d'une convention pluriannuelle 2009-2011. - Montant total : 23.000 euros.

2009, DPVI 56 - Subventions à 3 associations (Association service social familial migrant, Belleville en vue(s), Association de médiation interculturelle) en direction des foyers de travailleurs migrants parisiens (20e). - Montant total : 7.500 euros.

2009, DPVI 58 - Signature de conventions avec les associations "Ecole sous L'Arbre humanitaire internationale France" et "Alpha IV" (13e) pour l'attribution de subventions. - Montant total : 9.000 euros.

2009, DPVI 59 - Subventions à 4 associations (ASI, ARSD, Attention Chantier, Association Contre -Champ). - Montant total : 14.000 euros. - Signature d'une convention pluriannuelle 2009-2011 avec l'Association de solidarité internationale et de l'intégration et l'Association des Ressortissants de Sira Doundou et village environnants (Sénégal).

2009, DPVI 64 - Subventions à deux associations : Maison d'Haïti et Soutien Solidarité et Actions en faveur des émigrants (SSAE), menant des actions spécifiques d'accès aux droits. - Montant total : 23.000 euros.

2009, DPVI 65 - Subventions à six associations menant des actions spécifiques d'accès aux droits. - Montant total : 35.000 euros. - Signature avec l'association Diem d'une convention pluriannuelle 2009-2011.

2009, DPVI 66 - Subvention à l'association "Service Social Familial Migrant - ASSFAM" (19e) menant des actions spécifiques sur le thème de la citoyenneté. - Montant : 16.000 euros.

2009, DPVI 67 - Subventions à 3 associations (APASER, Culture 2+, AEPCR). - Montant total : 7.300 euros.

2009, DPVI 70 - Subvention à l'association "Form'Accueil" menant des actions spécifiques d'accès à la langue française. - Montant: 2.000 euros.

2009, DPVI 71 - Subvention à l'association "Raconte-Nous Ton Histoire" (10e). - Montant : 4.000 euros.

2009, DPVI 72 - Subventions à trois associations (Asfad, Dom'Asile, Droits Devant). - Montant total : 27.000 euros.

2009, DPVI 73 - Subvention à l'association "Gerfac" menant des actions spécifiques sur le thème de la citoyenneté. - Montant : 12.000 euros.

2009, DPVI 77 - Subventions à deux associations : Rajfire et Réseau Chrétien Immigré menant des actions spécifiques d'accès aux droits. - Montant total : 10.500 euros.

Mme Pascale BOISTARD, rapporteure.

2009, DDATC 40 - Modalités de passation d'un marché relatif au relevé géographique des panneaux, à la gestion de l'affichage associatif, et au nettoyage et à la maintenance du parc de vitrines municipales.

2009, DDATC 81 - Subvention - Fonds du Maire - à l'association "Maison des Femmes de Paris" (12e). - Montant : 1.000 euros.

2009, DDATC 92 - Subvention - Fonds du Maire - à l'association "Danube Social et Culturel" du 19e. - Montant : 10.000 euros.

2009, DDATC 98 - Subvention - Fonds du Maire - à l'association "Accueil Social Familial et Orientation des Sans Emploi du 16e - ASFOSE". - Montant : 1.000 euros.

2009, DDATC 99 - Signature d'une convention avec l'association "Espace 19" (19e) pour l'attribution d'une subvention - Fonds du Maire. - Montant : 10.000 euros.

2009, DDATC 100 - Signature d'une convention avec l'association "A chacun ses Vacances" du 7e pour l'attribution d'une subvention Fonds du Maire. - Montant : 4.000 euros.

2009, DDATC 104 - Subvention - Fonds du Maire - à l'association "Beccaria-Entraide" (12e). - Montant : 1.000 euros.

2009, DDATC 109 - Subvention - Fonds du Maire - à l'association "Entraide Scolaire Amicale du 9e". - Montant : 1.950 euros.

2009, DDATC 122 - Signature d'une convention avec l'association "Ateliers Villes" (13e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 30.000 euros.

2009, DDATC 127 - Subvention à l'association "Fraternité, j'écris ton nom...". - Montant : 15.000 euros.

M. Hamou BOUAKKAZ, rapporteur.

2009, DASCO 89 - Tarification, règlement intérieur des cours municipaux d'adultes de la Ville de Paris, création d'un fonds social pour le lycée municipal d'adultes.

2009, DASCO 97 - Subvention à l'Association Vitruve (20e) pour l'organisation de cinq classes vertes à Montsalvy (Cantal). - Montant : 11.000 euros.

2009, DASCO 107 - Signature d'une convention avec la caisse des écoles du 6e arrondissement pour l'assister dans l'élaboration de la procédure d'appel d'offres relative à son approvisionnement en denrées alimentaires.

2009, DASCO 108 - Signature de l'avenant modificatif pour l'année 2008, à la convention du 15 juillet 2004 relative à l'occupation de locaux scolaires municipaux par les services de l'Académie de Paris.

2009, DASCO 109 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'Association départementale des Pupilles de l'Enseignement Public à Paris (ADPEP 75) de mise à disposition de locaux scolaires municipaux situés dans l'immeuble 149, rue de Vaugirard (15e), loué par la Ville de Paris à l'AP-HP.

2009, DASCO 138 - Tarifs des activités proposées par le dispositif "action collégiens".

2009, DPA 182 - Signature d'un avenant n° 1 au marché de maîtrise d'oeuvre conclu avec le groupement conjoint composé de Mme Marion Echegut (mandataire), Bernard Merlin et Associés, JLR Ingénierie, la société Ethec et M. Jean Luc Lecocq relatif à la restructuration de l'école et à la création d'une 5e classe à l'école maternelle 44, rue Emile Lepeu (11e).

Mme Colombe BROSSEL, rapporteure.

2009, DASES 1 - Subvention à la Fondation Claude Pompidou (1er) pour la compensation de loyer au titre de 2008. - Montant : 20.000 euros.

Mme Liliane CAPELLE, rapporteure.

2009, DDEE 145 - Subvention à l'Association Tournon (6e) pour les illuminations de fin d'année 2008. - Montant : 5.000 euros.

2009, DDEE 168 - Subvention à l'association "Avron Concept" (20e) pour les illuminations de fin d'année 2008. - Montant : 5.000 euros.

2009, DDEE 112 - Subvention à l'Association de Paris pour la Promotion du Concours "un des Meilleurs Ouvriers de France" (12e). - Montant : 8.000 euros.

2009, DDEE 135 - Signature d'une convention de partenariat 2008 signée entre la ville et l'association MILA pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 25.000 euros.

2009, DDEE 150 - Subvention à l'association "La Milpa" (19e) pour le développement de ses activités en 2009. - Montant : 5.000 euros.

2009, DDEE 152 - Signature d'une convention avec l'association "Le hameau de Belleville Pyrénées Jourdain" (19e et 20e) dans le cadre d'un plan de dynamique du commerce de proximité en faveur du secteur de Belleville et des illuminations de fêtes de fin d'année 2008. - Montant : 45.000 euros.

2009, DDEE 158 - Subvention à la Fédération Nationale des Syndicats d'Architectes d'Intérieur (FNSAI) (9e). - Montant : 5.000 euros.

2009, DDEE 161 - Subvention à l'association "Ars Longa pour le projet - Les murs de son" (11e). - Montant : 6.000 euros.

2009, DDEE 164 - Subvention à l'association "Union des Commerçants, Industriels, Artisans et Prestataires de services du VIIe arrondissement" (UCIAP 7e) pour l'organisation d'une animation commerciale intitulée "les 7 jours du 7e" réalisée en octobre 2008. - Montant : 10.000 euros.

2009, DDEE 184 - DEVE 126 - DVD - Réforme de la tarification applicable aux activités commerciales organisées à titre temporaire sur le domaine public parisien.

2009, DDEE 188 - Autorisation donnée à Monsieur le Maire de Paris de signer les contrats de transaction entre la Ville de Paris et les commerçants du Carreau du Temple en vue de leur indemnisation suite à la fermeture du marché

2009, DDEE 189 - Augmentation progressive des droits de place du marché découvert Beauvau

2009, DDEE 191 - Signature des contrats de transaction entre la Ville de Paris et les commerçants du marché Riquet (19e) en vue de leur indemnisation suite à la fermeture du marché.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, rapporteure.

2009, DPE 57 - Approbation du principe et des modalités d'attribution de deux marchés pour la fourniture de balais pour engins du service technique de la propreté de Paris et de la direction des espaces verts et de l'environnement.

2009, DPE 59 - Signature de l'avenant n° 1 au marché passé avec le groupement Urbaine de travaux / Stop Graff pour l'enlèvement des graffiti à Paris, arrondissements de la rive droite (lot 1) et de l'avenant n° 1 au marché passé avec la société Korrigan pour l'enlèvement des grafitti à Paris, arrondissements de la rive gauche et ponts enjambant la Seine (lot 2).

2009, DPE 64 - Approbation des modalités d'attribution d'un marché pour la gestion des déchetteries et collecte des déchets encombrants (2 lots) et d'un marché pour la mise à disposition d'un dispositif intégré de déchetterie mobile.

2009, DPE 65 - Approbation du principe et des modalités d'attribution des marchés relatifs à la fourniture de gaz butane et propane, de gaz industriels et de gaz propane conditionné pour les engins auto tractés de la direction de la propreté et de l'eau de Paris (3 lots).

2009, DPE 70 - Signature d'un contrat de transaction pour l'indemnisation amiable du syndic de copropriété LEPINAY-MALLET pour des dommages occasionnés à la suite du stockage par les services municipaux de sel de déneigement dans une resserre mitoyenne.

2009, SGCP 7 - Reversement de l'écrêtement de 7 conseillers de Paris.

M. François DAGNAUD, rapporteur.

2009, DDATC 111 - Approbation et signature du contrat visant à payer à la société "EVER TEAM" les retenues de garantie correspondant à la fourniture de scanners pour les Mairies des 13e et 15e arrondissements, dans le cadre du marché notifié le 1er décembre 1997.

2009, DRH 21 - Signature d'une convention de mise à disposition contre remboursement auprès de l'ONEMA (Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques) de Mme Sylvie RAUZY.

2009, DRH 33 - Modification de la délibération 2008 DRH3 en date des 15, 16 et 17 décembre 2008 fixant la réglementation applicable en matière de remboursement des frais de déplacement et des frais de changement de résidence des agents de la Commune de Paris.

2009, DRH 34 - Modification de la délibération D 1335, en date du 28 septembre 1992, modifiée, relative à l'attribution d'une indemnité de sujétions et de responsabilité aux adjoints d'animation et d'action sportive, spécialité "animation périscolaire" de la Commune de Paris.

2009, DRH 35 - Subvention complémentaire au titre de l'année 2009 à l'Association pour la Gestion des Oeuvres Sociales du Personnel des Administrations Parisiennes (AGOSPAP). Montant : 438.300 euros.

2009, DRH 36 - Fixation des programmes limitatifs des épreuves A et B de sous-adminissibilité du concours organisé au titre de l'année 2010 pour l'accès au corps des professeurs de la Ville de Paris (discipline : éducation musicale dans les classes de niveau élémentaire des écoles de la Ville de Paris).

2009, DSTI 17 - Signature d'un marché relatif à la "maintenance du progiciel de gestion de l'Etat Civil CITY 2 et prestations complémentaires édité et distribué par la société DIGITECH".

2009, DSTI 31 - Signature d'un contrat de transaction avec Logica Management Consulting France pour la régularisation des créances issues de l'exécution des marchés relatifs à la mise en oeuvre, à partir du progiciel HR ACCESS, de la gestion administrative et de la paie de la Mairie de Paris, et à la réalisation de prestations complémentaires.

2009, DSTI 52 - Signature d'un contrat de transaction avec la société Capgemini France pour la régularisation des créances issues de l'exécution des marchés relatifs à la mise en oeuvre, à partir du progiciel HR ACCESS, de la gestion administrative et de la paie de la Mairie de Paris, et relatif à la réalisation de prestations complémentaires.

2009, DSTI 53 - Approbation du principe de la distribution de la solution "AIDA" - système d'information logement, propriété de la Ville de Paris, sous une licence de logiciel libre.

Mme Maïté ERRECART, rapporteure.

2009, DF 63 - Emprunt à contracter par la SAEMES auprès de la Caisse d'Epargne d'Ile de France, en vue du financement de la rénovation et la modernisation du parc de stationnement Pyramides situé sous la rue des Pyramides entre la rue Saint-Honoré et l'avenue de l'Opéra (1er).

2009, DF 64 - Admission en non-valeurs et remises gracieuses d'anciennes créances municipales irrécouvrables présentées au cours de l'exercice 2009.

2009, DF 66 - Avenant à la convention d'occupation temporaire du domaine public en date du 12 février 2009 modifiant l'article 3.3 de ladite convention relatif au nom de domaine attaché à la propriété domaniale dénommée "Le Bosquet", établissement de restauration libre service et de vente à emporter situé au Parc Floral, bois de Vincennes (12e).

2009, DF 67 - Signature des conventions relatives aux conditions d'occupation du domaine public de la Ville de Paris par les sociétés GC Pan European Crossing France, Level 3 Communications et SFR.

2009, DF 68 - Signature des avenants aux conventions-cadres relatives aux conditions d'occupation du domaine public de la Ville de Paris par les sociétés Colt Télécommunications France, Completel, 21st Century Communication France, Naxos, Neo Telecoms, Verizon France, Viatel Operations SA et TeliaSonera International Carrier France.

M. Bernard GAUDILLÈRE, rapporteur.

2009, DEVE 12 - Autorisation à Monsieur le Maire de Paris de signer avec l'association "Fleurs de Bitume" la convention mettant à sa disposition une parcelle de terrain, 23 rue du Cotentin (15e) pour un usage de jardin partagé.

2009, DEVE 38 - Signature avec la SEMAVIP, Paris Habitat-OPH et SCI Paris ZAC Porte Pouchet, une convention autorisant ces dernières à occuper à titre temporaire une portion du cimetière des Batignolles (17e) pour y installer une partie d'une emprise de chantier.

2009, DEVE 76 - Approbation des modalités de lancement d'un appel d'offres pour les travaux de remise en état des fontaines Lisière et Nymphées du Parc André Citroën (15e).

2009, DEVE 100 - Approbation et signature d'un avenant au marché de maîtrise d'oeuvre pour la remise en état des fontaines Lisière et Nymphées au Parc André Citroën (15e).

2009, DEVE 80 - Approbation des modalités de lancement d'un appel d'offres pour les travaux de reconstruction des voiries du Parc Montsouris (14e).

2009, DEVE 103 - Autorisation à M. le Maire de Paris de déposer une demande de permis de démolir le kiosque de gardes dans le jardin du Ranelagh, chaussée de la Muette (16e).

2009, DEVE 19 - Adhésion à l'association Natureparif. Montant : 2.000 euros.

2009, DEVE 90 - Subvention à l'association Mouvement pour les Droits et le Respect des Générations Futures (MDRGF). Montant : 8.970 euros.

2009, DEVE 99 - Indemnisation amiable de différents tiers, en réparation des dommages causés aux intéressés lors d'accidents dont la responsabilité incombe à la Ville de Paris.

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, rapporteure.

2009, CAB_MA 10 - Signature d'une convention avec l'association "Good Music Diffusion - GMD" pour l'attribution d'une subvention pour l'organisation de la deuxième édition des "Trophées des Arts Afro Caribéens". - Montant : 60.000 euros.

2009, CAB_MA 11 - Subvention à l'association "Réali" (3e) pour l'organisation de la 5e édition du festival de musique Gwo-Ka à Paris en 2009. - Montant : 14.000 euros.

2009, CAB_MA 14 - Subvention à l'association "L'Aiguillon" (11e) pour l'organisation d'un hommage international au grand poète Aimé CÉSAIRE. - Montant : 12.000 euros.

2009, CAB_MA 18 - Subvention à l'association "Afrikévents" pour l'organisation du salon "Labo Ethnik". - Montant : 5.000 euros.

2009, DAC 5 - Signature d'une convention avec l'association "Atchoum Animations et Spectacles" (20e) pour l'attribution d'une subvention d'équipement à la Comédie de la Passerelle. - Montant : 15.000 euros.

2009, DAC 15 - Signature avec l'association "Recherche Action-Théâtre Ouvert" (18e) d'un avenant à la convention du 12 février 2009 relative à l'attribution d'une subvention. - Montant : 70.000 euros.

2009, DAC 16 - Signature avec l'association "Les Métamorphoses singulières" (9e) d'un avenant à la convention triennale d'objectifs 2007-2009 relative à l'attribution d'une subvention au Grand Parquet (18e) et d'une convention relative à l'attribution d'une subvention d'équipement. - Montant total : 67.000 euros.

2009, DAC 44 - Signature avec l'association "L'étoile du nord" (18e) d'un avenant à la convention du 15 décembre 2008 pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 175.000 euros.

2009, DAC 73 - Subvention à l'association "L'Institut Mangala" (18e). - Montant : 4.000 euros.

2009, DAC 84 - Signature d'un avenant à la convention annuelle d'objectifs passée avec l'Association Orchestre des Concerts Lamoureux (20e) relatif au versement du solde de la subvention. - Montant : 87.500 euros.

2009, DAC 100 - Subvention à l'association "Compagnie du Troisième Oeil" pour le spectacle Oedipe présenté au Théâtre de la Tempête à la Cartoucherie (12e) en 2009. - Montant: 10.000 euros.

2009, DAC 107 - Signature d'une convention avec l'association "L'Esprit Jazz" (13e) pour l'attribution d'une subvention destinée à l'organisation de la 9e édition de son festival "Jazz à Saint-Germain-des-Prés". - Montant : 20.000 euros.

2009, DAC 115 - Signature de deux conventions avec l'association "Maison de la culture Yiddish-Bibliothèque Medem" (11e) pour l'attribution de subventions. - Montant : 70.000 euros.

2009, DAC 123 - Subvention à l'association "Orchestre romantique européen" (16e) au titre de ses activités, en 2009. - Montant : 10.000 euros.

2009, DAC 133 - Subvention à l'A.R.A.C. "Association de Recherche d'Animation Culturelle" (11e). - Montant : 7.000 euros.

2009, DAC 140 - Subvention à l'Association de la Médiathèque Musicale Mahler (8e). - Montant : 13.000 euros.

2009, DAC 149 - Subvention à l'association "Son Ré" (12e) au titre de ses activités parisiennes en 2009. - Montant : 20.000 euros.

2009, DAC 169 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Nouveau Théâtre de Novembre" (20e) pour l'attribution du solde de la subvention de fonctionnement au 20e Théâtre, et signature d'une convention pour l'attribution d'une subvention d'équipement. - Montant Total : 160.000 euros.

2009, DAC 171 Signature d'une convention pluriannuelle avec l'association "Ombre en lumière" (11e) dans le cadre de la politique de la ville. - Montant : 17.500 euros.

2009, DAC 196 - Subvention à l'association "Actuel-Art" (11e) pour l'organisation de ses activités 2009. - Montant : 7.000 euros.

2009, DAC 204 - Subvention à l'association "L'Itinéraire" (7e), au titre de 2009. - Montant : 16.000 euros.

2009, DAC 235 - Subvention à l'association "Mouvance d'Arts" (12e). - Montant : 12.000 euros.

2009, DAC 237 - Signature d'une convention avec l'association "Jeunes Talents" (2e) pour une subvention au titre de 2009. - Montant : 42.000 euros.

2009, DAC 246 - Subvention à l'association "Relief" (20e). - Montant : 3.000 euros.

2009, DAC 256 - Subvention à l'association "Atelier Anna Weill" pour le spectacle pour une alouette présenté au Théâtre Dunois (13e) en 2009. - Montant : 6.000 euros.

2009, DAC 264 - Subvention à l'association "Le Mystère Bouffe" (93). - Montant : 9.000 euros.

2009, DAC 271 - Subvention à l'association "Les Petits Riens" (19e). - Montant : 5.000 euros.

2009, DAC 273 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Maison du Geste et de l'Image" (1er) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 400.000 euros.

2009, DAC 290 - Subvention à l'association "Compagnie Le Chiendent" (17e). - Montant : 5.000 euros.

2009, DAC 291 - Subvention à l'association "Etant donné" (76000 Rouen). - Montant : 5.000 euros.

2009, DAC 293 - Subvention à l'association "International Dreems Associated I.D.A.-Dreems International Associes Compagnie Compagnie I.D.A. Mark Tompkins" (18e). - Montant : 8.000 euros.

2009, DAC 298 - Subvention à l'association "Opera fuoco" (5e) au titre de 2009. - Montant : 10.000 euros.

2009, DAC 305 - Subvention à l'association "MéMé BaNjO - Compagnie Lionel Hoche" (9e). - Montant : 6.000 euros.

2009, DAC 306 - Subvention à l'association "Anti-podes Compagnie Norma Claire" (20e). - Montant : 4.500 euros.

2009, DAC 308 - Subvention à l'association "Compagnie Post Retroguardia-Paco Dècina" (17e). - Montant : 9.000 euros.

2009, DAC 309 - Subvention à l'association "Compagnie Sisyphe Heureux" (94000 Champigny-sur-Marne). - Montant : 7.000 euros.

2009, DAC 312 - Subvention à l'association "Ensemble Zellig" (94270 Le Kremlin Bicêtre) au titre de 2009. - Montant : 5.000 euros.

2009, DAC 316 - Subvention à l'association "Motus (19e) au titre de 2009. - Montant : 10.000 euros.

2009, DAC 317 - Subvention à l'association "La Scène du Balcon" (2e). - Montant : 6.650 euros.

2009, DAC 325 - Subvention à la SARL Larueforaine (5e). - Montant : 20.000 euros.

2009, DAC 327 - Signature d'un avenant à la convention annuelle passée avec la Société coopérative d'intérêt collectif (SCIC SARL) "De rue et de cirque" (19e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 195.000 euros.

2009, DAC 328 - Subvention à l'association "Atelier Théâtre du Tourtour" (13e) pour l'organisation de "Mélomania". - Montant : 8.000 euros.

2009, DAC 329 - Subvention à l'association "Le Phalène" (10e). - Montant : 5.000 euros.

2009, DAC 330 - Signature d'une convention avec l'association "Culture et Bibliothèques pour Tous" (15e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 18.000 euros.

2009, DAC 333 - Signature d'un contrat de transaction avec la Société OTIS pour le règlement de prestations d'entretien et de travaux concernant des ascenseurs affectés à la Direction des Affaires Culturelles.

2009, DAC 334 - Subvention à l'association "Paris Culture 20" (20e) au titre de 2009. - Montant : 19.500 euros.

2009, DAC 335 - Subvention à l'association "Festival du Livre et de la Presse d'Ecologie" (18e). - Montant : 4.000 euros.

2009, DAC 337 - Signature d'une convention avec la Société à Responsabilité Limitée "Sauvage Productions" (19e) pour l'attribution d'une subvention au titre de ses activités en 2009. - Montant : 31.000 euros.

2009, DAC 338 - Signature d'une convention pluriannuelle avec l'association "Friches Théâtre Urbain" (17e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 50.000 euros.

2009, DAC 341 - Subvention à l'association "Les Concerts romantiques" (93260), pour l'organisation du festival "Les Journées romantiques" en 2009. - Montant : 4.000 euros.

2009, DAC 347 - Subvention à l'association "Le Sari Dévoilé" (3e). - Montant : 6.000 euros.

2009, DAC 350 - Signature d'une convention avec l'association "Centre Epinettes Famille Insertion Accueil (CEFIA)" (17e) pour l'attribution d'une subvention au titre de la politique de la Ville. - Montant : 3.000 euros.

2009, DAC 355 - Subvention à l'association "La Fabrique des Petits Hasards" (11e). - Montant : 4.000 euros.

2009, DAC 357 - Subvention à l'association "A Tire d'Ailes" (18e) au titre de la politique de la Ville. - Montant : 2.000 euros.

2009, DAC 385 - Signature d'une convention avec l'association Théâtre de la Ville (4e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 300.000 euros.

2009, DAC 393 - Subvention à l'association "Les Parvis Poétiques pour l'organisation du Festival Permanent des Poésies" (18e) en 2009. - Montant : 10.000 euros.

2009, DAC 400 - Subvention à la société "Instant Pluriel" (9e) pour un projet de saison musicale au Théâtre des Bouffes du Nord, au titre de 2009. - Montant : 10.000 euros.

2009, DAC 478 - Signature d'une convention avec la SARL "Chat Lunatic Productions" (1er) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 40.000 euros.

2009, DAC 513 - Sollicitation auprès de l'Etat, Ministère de la Culture et de la Communication - Direction Régionale des Affaires Culturelles, de l'octroi d'une subvention annuelle de fonctionnement pour le Conservatoire à Rayonnement Régional de Paris.

2009, DICOM 19 - Signature des conventions de partenariat pour le festival "Paris en Toutes Lettres".

2009, DPA 211 - Opération de réhabilitation et d'extension du cinéma "Le Louxor" (10e). - Approbation du principe de réalisation des travaux principaux et des modalités de consultation des marchés de travaux correspondants.

2009, DU 167 - Vente en l'état futur d'achèvement à l'Etat de locaux administratifs 19, rue Malte Brun (20e) dévolus au théâtre de la Colline.

2009, SG 7 - Signature d'une convention avec l'association "Forum des Images" (1er) pour l'attribution d'une subvention pour l'organisation de la 9e édition de l'opération "Cinéma au clair de lune" du 5 au 23 août 2009. - Montant : 87.000 euros.

2009, SG 73 - Signature d'une convention avec la SARL Théâtre le Brady pour l'attribution de subventions de fonctionnement et d'équipement. - Montant : 12.000 euros.

2009, SG 91 - Signature d'une convention avec l'association "Unifrance" pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 50.000 euros.

2009, SG 98 - Signature d'une convention avec l'association "Restaurants du coeur - les Relais du coeur de Paris" (10e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 7.000 euros.

2009, SG 100 - Signature d'une convention avec l'association "Cap Digital" (2e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 50.000 euros.

2009, SG 108 - Signature d'une convention avec l'association "Alliance" (7e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 20.000 euros.

2009, SG 120 - Subvention à l'Institut de recherche et d'innovation - IRI (4e) pour l'organisation d'un séminaire intitulé "regards signés" et le développement d'un site collaboratif destiné aux enseignants de cinéma. - Montant : 18.000 euros.

2009, SG 123 - Subvention à l'association Extra muros (Université Paris 13 - 93430 Villetaneuse) pour l'organisation de la quatrième édition du festival CinéBanlieue. - Montant : 5.000 euros.

2009, SG 125 - Subvention à l'association "Cinédoc" afin d'organiser deux manifestations mettant en valeur le cinéma expérimental et d'avant-garde. - Montant : 3.000 euros.

2009, SG 127 - Signature d'une convention avec l'association "Cinémathèque française" (12e) relative à l'attribution d'une subvention pour l'acquisition d'archives personnelles du réalisateur parisien Marcel Carné, détenues par la French Library de Boston. - Montant : 25.000 euros.

2009, SG 133 - Signature d'une convention triennale de coopération cinématographique avec le Centre National de la Cinématographie (CNC) et la Direction Régionale des Affaires Culturelles d'Ile-de-France (DRAC) pour la période 2009-2011 ainsi que l'avenant financier à cette convention pour l'année 2009.

2009, SG 141 - Signature d'une convention avec chaque société de production bénéficiant d'une aide de la Ville de Paris à la production aux films courts. - Montant : 270.000 euros.

2009, SG 147 - Signature d'une convention avec l'association "Cinéfondation" relative à l'attribution d'une subvention. - Montant : 10.000 euros.

2009, SG 148 - Signature d'une convention relative à l'attribution d'une subvention à l'association "Festival de films gays & lesbiens de Paris". - Montant : 23.000 euros.

2009, SG 154 - Signature d'une convention pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement à la SARL Studio 28 (18e). - Montant : 32.000 euros.

2009, SG 167 - Fixation du taux de la vacation des membres du comité de lecture de la Mission cinéma dans le cadre du fonds de soutien financier en faveur du court métrage.

M. Christophe GIRARD, rapporteur.

2009, DAC 187 - Subvention à l'association "Caravansérail et Cie" (10e) pour l'organisation de la 5ème édition du "New Bled Festival". - Montant : 19.000 euros.

M. Christophe GIRARD, Mme Pascale BOISTARD, rapporteurs.

2009, DAC 245 - Subvention à l'association "SIDVEM" (14e). - Montant : 3.000 euros.

2009, DAC 266 - Signature avec l'association "Regard'en France Compagnie" (12e) d'un troisième avenant à la convention relative à l'attribution d'une subvention de fonctionnement. - Montant : 40.000 euros.

2009, SG 99 - Subvention à l'association "Ciné-Ma Différence". - Montant : 2.000 euros.

M. Christophe GIRARD, Mme Véronique DUBARRY, rapporteurs.

2009, DAC 285 - DJS 335 - Subventions à l'Association pour le développement d'un espace artistique, culturel et civique à l'Entrepôt (14e). - Montant total : 16.000 euros.

M. Christophe GIRARD, M. Bruno JULLIARD, rapporteurs.

2009, DPA 157 - Approbation et signature de l'avenant n° 1 au marché de travaux signé avec la société "Eiffage Construction IDF Paris" relatif aux travaux de réalisation du carré historique du site de l'ancien hôpital Saint Lazare, 9 square Alban Satragne (10e).

M. Christophe GIRARD, M. Christophe NAJDOVSKI, rapporteurs.

2009, DAC 302 - Acceptation de divers dons manuels faits en faveur des collections des musées de la Ville de Paris.

M. Christophe GIRARD et Mme Danièle POURTAUD, rapporteurs.

2009, DAC 65 - DGRI 39 - Signature d'une convention avec la SARL "Le Tarmac de la Villette" (19e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant total : 65.000 euros.

2009, DAC 262 - SGRI 34 - Subvention au Théâtre du Soleil (12e) au titre de ses actions dans le domaine du développement culturel en 2009. - Montant : 15.000 euros.

M. Christophe GIRARD et M. Pierre SCHAPIRA, rapporteurs.

2009, DASCO 43 - Subventions à quatre associations étudiantes pour soutenir leurs projets - Montant total : 7.000 euros.

2009, DASCO 128 - Subvention à l'association TéléSorbonne (5e) - Montant : 9 000 euros.

2009, DASCO 129 - Subvention au Réseau Français des Etudiants pour le Développement Durable (3e) - Montant : 10 000 euros.

2009, DASCO 131 - Subvention à l'association Silhouette pour l'organisation de son festival - Montant : 8.000 euros.

M. Didier GUILLOT, rapporteur.

2009, DPA 246 - Signature d'un avenant n° 1 au marché de prestations intellectuelles signé avec la société "Fit Conseil" relatif à la coordination de prestataires, le contrôle qualité des livrables et l'intégration des données.

2009, DU 53 - Acquisition à Réseau Ferré de France du terrain de 17.633 m² situé à l'arrière des entrepôts Macdonald 141 à 221, boulevard Macdonald, 216 rue d'Aubervilliers, 33 quai de la Gironde (19e).

2009, DU 157 - Protocole transactionnel destiné à verser une indemnisation amiable à M. PALIX suite à une préemption de la Ville de Paris sur l'immeuble 47-49, rue Raymond Losserand (14e).

2009, DU 165 - Attribution de la dénomination "rue Ella Fitzgerald" à la voirie BH/19 située à Paris (19e).

Mme Anne HIDALGO, rapporteure.

2009, DU 32 - Aménagement de voirie compris dans le secteur "Eole/Evangile/Macdonald" (19e) : résiliation amiable du bail emphytéotique de la SAGI portant sur l'ensemble immobilier dit l'Envol, 223-225 boulevard Macdonald et 218-224 rue d'Aubervilliers (19e).

2009, DU 172 - Ilot Saussure (17e) : bilan de la concertation.

Mme Anne HIDALGO, Mme Annick LEPETIT, rapporteures.

2009, DU 105 - Signature d'un avenant au protocole d'accord entre la Ville de Paris et la SAS Paris Nord Est relatif à l'échange de certains droits immobiliers sur le site des entrepôts Macdonald : 141 à 221 boulevard Macdonald, 216 rue d'Aubervilliers, 33 quai de la Gironde (19e).

Mme Anne HIDALGO, M. Christian SAUTTER, rapporteurs.

2009, DJS 264 - Subvention à l'association "Groupe Amical Sportif de Clignancourt" (18e). - Montant : 3.500 euros.

2009, DJS 283 - Subvention à l'association "Groov' en Scène Projet Musical" (19e). - Montant : 3.500 euros.

2009, DJS 287 - Subvention à l'association "Jeunesse de Saint-Vincent de Paul" (10e). - Montant : 5.000 euros.

2009, DJS 296 - Subvention à l'association "Actions Jeunes" (17e). - Montant : 4.000 euros.

2009, DJS 299 - Signature d'une convention triennale avec l'association Centre d'Information et de Documentation Jeunesse (15e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 68.000 euros.

2009, DJS 314 - Subvention à l'association "Canal Marches" (20e). - Montant : 3.000 euros.

2009, DJS 315 - Subvention à l'association "Jules Verne Aventures" (5e) - Montant : 8.000 euros.

2009, DJS 316 - Subvention à l'association "M.U." (18e). - Montant : 2.000 euros.

2009, DJS 328 - Subvention à l'association "Jets d'Encre" (18e). - Montant : 10.000 euros.

2009, DJS 351 - Subvention à l'association "Relais Ménilmontant" (20e). - Montant : 3.000 euros.

2009, DJS 353 - Signature d'une convention de délégation de service public entre la Ville de Paris et l'association "Collectif d'Animation Socio-culturelle pour une Dynamique d'Actions Locales" pour la gestion du centre d'animation Vercingétorix (14e).

2009, DJS 354 - Signature d'une convention de délégation de service public entre la Ville de Paris et l'association "MJC PARIS 15 BRANCION" pour la gestion du centre d'animation Sohane Benziane (15e).

2009, DJS 363 - Subvention à l'association "Compagnie Niaba" (10e). - Montant: 1.500 euros.

2009, DJS 369 - Subvention à l'association Scouts Musulmans de France (Seine Saint-Denis) - Montant : 3.000 euros.

M. Bruno JULLIARD, rapporteur.

2009, SG 26 - DPVI 84 - Signature d'un avenant à la convention conclue avec l'association "Graines de Soleil" (18e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 15.000 euros.

2009, SG 34 - Subvention à l'association "Cippora" (17e). - Montant : 5.000 euros.

2009, SG 36 - Signature d'une convention avec l'association "Médecins du Monde" lui attribuant une subvention pour son action "Lotus Bus". - Montant : 42.000 euros.

2009, SG 46 - Subvention à l'Université Paris Diderot - Paris 7 pour l'organisation de conférences à l'occasion de la Journée internationale des femmes. - Montant : 2.500 euros.

2009, SG 137 - Subvention à l'Université Paris 1er - Panthéon Sorbonne pour l'organisation d'un colloque sur les viols en temps de guerre. - Montant : 3.000 euros.

2009, SG 143 - Subvention à l'association "Mouvement Ni Putes, Ni Soumises" (20e) pour ses actions de lutte contre les violences faites aux femmes. - Montant : 20.000 euros.

2009, SG 144 - Subvention à l'association "ProChoix" (11e) pour son action d'information. - Montant : 12.000 euros.

Mme Fatima LALEM, rapporteure.

2009, DASES 14 - Approbation d'une convention-cadre relative à la mutualisation des compétences et des moyens du Laboratoire d'Hygiène de la Ville de Paris (LHVP) et de 6 autres laboratoires publics d'Ile-de-France.

2009, DASES 15 - Approbation du principe et des modalités de passation d'une consultation ayant pour objet la fourniture et la livraison de produits acaricides et insecticides pour le Service Municipal d'Actions de Salubrité et d'Hygiène (SMASH) de la Ville de Paris.

2009, DASES 16 - Signature d'un avenant n° 3 à la convention passée avec l'Institut Pasteur pour l'attribution d'une subvention à l'équipe de recherche médicale dirigée par Gérard EBERL, lauréat 2006. Thème de recherche : "Développement et fonction des tissus lymphoïdes secondaires et tertiaires". - Annuité 2009. - Montant : 62.000 euros.

2009, DASES 17 - Signature d'un avenant n° 3 à la convention passée avec le CNRS (Délégation Paris B) pour l'attribution d'une subvention à l'équipe de recherche médicale dirigée par Alessandra PIERANI, lauréate 2006. - Thème de recherche : " Fonction et dysfonction des cellules transitoires au cours du développement du cortex cérébral. - Montant : 62.000 euros.

2009, DASES 18 - Signature d'un avenant n° 3 à la convention passée avec le CNRS (Délégation Paris B) pour l'attribution d'une subvention en faveur de l'équipe de recherche médicale dirigée par Thierry GALLI, lauréat 2006. - Annuité 2009. - Montant : 62.000 euros.

2009, DASES 19 - Signature d'un avenant n° 3 à la convention passée avec l'AP-HP (Hôpital Necker), pour l'attribution d'une subvention à l'équipe de recherche médicale dirigée par Younès BOUDJEMLINE, lauréat 2006. - Thème de recherche : "le remplacement des valves cardiaques par voie non chirurgicale. - Annuité 2009. - Montant : 62.000 euros.

M. Jean-Marie LE GUEN, rapporteur.

2009, DICOM 14 - Signature des conventions de partenariat pour l'opération "Paris-plages 2009".

2009, DVD 85 - Approbation du principe et des modalités de lancement d'un marché de maîtrise d'oeuvre conception-réalisation visant à améliorer la sécurité de huit passages souterrains de Paris d'une longueur supérieure à 300 mètres avant leur mise en conformité.

2009, DVD 112 - Approbation du principe et des modalités de passation d'un marché de travaux de mise en conformité du passage souterrain Parc des Princes du boulevard Périphérique (16e).

2009, DVD 139 - Approbation du principe et des modalités de passation d'un marché de travaux de comblement de la trémie de Charenton (ouvrages d'art OA 13 et OA 14) à Paris (12e) dans le cadre de l'extension du Tramway.

2009, DVD 140 - Approbation du principe et des modalités de passation d'un marché de démolition du viaduc routier de la Porte d'Ivry (13e) dans le cadre de l'extension du Tramway T3.

2009, DVD 141 - Approbation du principe de réalisation des travaux d'assainissement dans le cadre de l'extension du tramway T3 à Paris.

2009, DVD 142 - Approbation du principe de fourniture des dallages de bordures et de pièces spéciales pour l'extension du tramway T3 à Paris.

2009, DVD 146 - Approbation du principe de réalisation des travaux de voirie dans le cadre de l'extension du tramway T3 à Paris.

2009, DVD 152 - Approbation du principe de réalisation des travaux à Porte de Pantin (travaux d'ouvrages d'art et mise en oeuvre d'équipement de sécurité en tunnel routier) dans le cadre de l'extension du tramway T3 à Paris.

2009, DVD 153 - Approbation du principe de réalisation des travaux d'ouvrage d'art de franchissement du canal de l'Ourcq (19e) dans le cadre de l'extension du tramway T3 à Paris.

2009, DVD 154 - Approbation du principe de réalisation des travaux d'ouvrages d'art rue de la Clôture et boulevard Macdonald (19e) dans le cadre de l'extension du tramway T3 à Paris.

2009, DVD 155 - Extension du Tramway T3. Marché de travaux d'ouvrage d'art Porte de La Chapelle (18e).

2009, DVD 175 - Signature avec EGIS Rail d'un contrat de transaction valant solde de tout compte du marché d'ordonnancement, de pilotage et de coordination des travaux dans le cadre de la réalisation du Tramway des Maréchaux Sud à Paris (13e, 14e et 15e).

2009, DVD 186 - Signature d'une convention avec la RATP et le STIF relative à l'occupation domaniale, l'exploitation et la maintenance de la ligne de tramway et ses équipements dans le cadre du prolongement de la ligne de Tramway T2 à Paris- Porte de Versailles.

2009, DVD 194 - Signature d'un contrat de transaction relatif au marché de maîtrise d'oeuvre d'infrastructures dans le cadre du Tramway Maréchaux Sud pour le titulaire : Egis aménagement (mandataire), la société Grumbach et associés, Segic ingénierie, Michel Devignes paysagiste, Egis Rail et Egis Route.

2009, DVD 195 - Autorisation à M. le Maire de Paris de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés ainsi que toute décision concernant leurs avenants pour le projet d'extension du Tramway T3 à Paris.

2009, DVD 199 - Signature d'un avenant n° 1 au marché subséquent de maîtrise d'oeuvre pour l'extension du tramway T3 substituant la société Coteba à la société Coteba Développement.

2009, DVD 109 - Signature, avec Vinci Park CGST, de la convention de concession pour la modernisation et l'exploitation du parc de stationnement "Passy" (16e) pour une durée de 15 ans.

2009, DVD 187 - Signature, avec la société "Sanef Saba Parkings France", de la convention de concession pour la modernisation et l'exploitation du parc de stationnement "François 1er" (8e) pour une durée de 14 ans.

2009, DVD 205 - Signature de l'avenant n° 1 au contrat d'affermage du 26 juillet 2007 avec la société Vinci Park CGST pour proroger de trois mois l'affermage pour l'exploitation du parc de stationnement "Concorde" (8e).

2009, DVD 128 - Approbation du principe et des modalités de réalisation de travaux d'éclairage public et d'illumination à Paris (8 lots). - Signature des marchés correspondants.

2009, DVD 180 - Signature d'une convention avec la ville de Pantin relative à une assistance à maîtrise d'ouvrage pour une étude de reconnaissance de sols.

2009, DVD 209 - Signature d'un avenant n° 1 au marché de travaux de remplacement de portiques et de potences substituant la société Nord Signalisation à la société Nord Signalisation Services.

2009, DVD 201 - Indemnisation amiable de différents tiers, en réparation de dommages accidentels dont la responsabilité incombe à la Ville de Paris.

Mme Annick LEPETIT, rapporteure.

2009, DPE 61 - Signature d'une convention avec le Centre National de Recherche Scientifique relative à la participation des usagers dans les entreprises municipales - Le cas des entreprises de gestion de l'eau en Europe.

2009, DPE 74 - Signature des avenants de transfert substituant la Régie EAU DE PARIS à la SAGEP dans trois contrats liant la Ville de Paris à la SAGEP.

2009, DPE 63 - Approbation des modalités d'attribution d'un accord-cadre pour les travaux de réhabilitation d'ouvrages visitables du réseau d'assainissement parisien.

2009, DPE 62 - Signature d'une convention avec la RATP définissant les modalités techniques et financières des travaux de déviation de l'égout du boulevard Brune nécessaires au prolongement de la ligne de métro n° 4 ainsi que les modalités d'exploitation de l'ouvrage dévié à Paris (14e).

2009, DPE 68 - Signature d'une convention avec la R.A.T.P définissant les modalités financières pour la modification des réseaux d'eau potable pour la création des branchements d'alimentation générale et du réseau de secours incendie du site de maintenance et de remisage du tramway T3 situé au stade Jules Ladoumègue (19e).

2009, DPE 69 - Signature d'une convention avec la RIVP définissant les modalités financières pour la création du raccordement au réseau d'assainissement et pour la modification des réseaux d'eau potable afin de créer le branchement d'alimentation générale des futurs logements étudiants sur le site du stade Jules Ladoumègue (19e).

2009, DVD 64 - Signature d'une convention de partenariat et de financement avec l'établissement public EAU DE PARIS pour la réalisation d'une mission de maîtrise d'oeuvre pour la reconstruction des installations de pompage en Marne de Trilbardou.

2009, DVD 123 - Signature d'une convention constitutive d'un groupement de commandes pour la passation de marchés de maîtrise d'oeuvre et d'études et diagnostics complémentaires concernant l'aménagement des berges du canal Saint-Denis avec la Communauté d'agglomération Plaine Commune et la SEMAVIP.

Mme Anne LE STRAT, rapporteure.

2009, DLH 6 - Garantie de la Ville de Paris au prêt à l'amélioration souscrit par "Immobilière 3F" pour la réalisation d'un programme de travaux de réhabilitation de 636 logements du groupe immobilier "Didot" (14e).

2009, DLH 8 - Réaménagement de la dette de la SA d'HLM "Résidence Urbaine de France" envers la CDC et transfert au profit "d'Immobilière 3F" des garanties d'emprunts initialement accordées par la Ville de Paris à "Résidence Urbaine de France" suite à la cession de son patrimoine en Ile-de-France.

2009, DLH 19 - Transfert au profit de l'ESH "Résidences Sociales d'Ile-de-France" de la garantie d'emprunt initialement accordée par la Ville de Paris à la SA d'HLM "France Habitation" pour le financement d'un foyer de travailleurs migrants situé au 124 rue Falguière (15e).

2009, DLH 29 - Location par bail emphytéotique, au profit de "Paris Habitat - OPH", de l'immeuble communal situé 72, rue du Ruisseau (18e).

2009, DLH 46 - Location par bail emphytéotique, au profit de la RIVP, de l'immeuble communal situé 11, rue Voltaire (11e).

2009, DLH 52 - Indemnisation de différents tiers en réparation de dommages causés aux intéressés lors de sinistres dont la responsabilité incombe à la Ville de Paris en sa qualité de propriétaire.

2009, DLH 69 - Location par bail emphytéotique, au profit de la RIVP, de l'immeuble communal situé 36, rue de Malte (11e).

2009, DLH 78 - Approbation du principe de déposer la demande de permis de démolir portant sur la parcelle située au 28, rue David d'Angers (19e).

2009, DLH 83 - Modification des garanties accordées par la Ville de Paris aux emprunts PLA-I et ANPEEC à contracter par l'AFTAM en vue du financement du programme de restructuration du Foyer de Travailleurs Migrants "Tillier" comportant 210 logements PLA-I situé 22-24, rue Claude Tillier et 18-20, passage du Génie (12e).

2009, DLH 90 - Transfert au profit de l'ESH "Résidences Sociales Ile-de-France" des garanties d'emprunts initialement accordées par la Ville de Paris à la Société anonyme d'HLM "Immobilière 3F" pour le financement d'un programme d'acquisition amélioration de 15 PLA-I situé 54, rue du Roi de Sicile (4e).

2009, DLH 94 - Signature d'un avenant au bail emphytéotique, consenti à la SIEMP, portant location de 6 lots domaniaux dépendant de l'immeuble en copropriété situé 68, rue du Moulin Vert (14e).

2009, DLH 97 - Réalisation par "Paris Habitat - OPH" d'un programme d'acquisition réhabilitation de 22 logements PLUS et 1 logement PLA-I, répartis sur six arrondissements (12e, 13e, 15e, 17e, 18e et 20e), par la transformation de chambres en logements.

2009, DLH 111 - Autorisation à M. le Maire de Paris de déposer la demande de permis de démolir du bâtiment B situé 12-14 rue Pinel (13e).

2009, DLH 113 - Signature d'une convention avec l'Etat relative au contrôle des règles d'hygiène de l'habitat.

2009, DLH 115 - Octroi de la garantie de la Ville de Paris à un emprunt PEX à contracter par l'AFTAM auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations en vue du financement de l'achat du foyer de travailleurs migrants situé 20-22, rue Beccaria (12e).

2009, DU 64 - Mise en oeuvre d'une procédure de Déclaration d'Utilité Publique sur l'immeuble 23 rue Pajol, 62 rue Philippe de Girard (18e).

2009, DU 109 - Lutte contre l'habitat insalubre. - Mise en oeuvre de la procédure préalable à l'acquisition du bâtiment C au 208, rue du Faubourg Saint-Denis (10e) dans le cadre de la loi "Vivien". - Instauration du DPUR sur le bâtiment C dépendant de cet ensemble immobilier.

2009, DU 121 - Mise en oeuvre d'une procédure de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) sur l'immeuble 45, rue Sauffroy (17e).

2009, DU 160 - Constitution d'une servitude dite "de cour commune" au 1-5, rue de la Poterne - 14, rue Max Jacob et 45-47, boulevard Kellermann (13e).

M. Jean-Yves MANO, rapporteur.

2009, DASCO 59 - Signature d'une convention avec la "Cité Internationale Universitaire de Paris" relative à l'accueil de chercheurs étrangers pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 125.000 euros.

2009, DASCO 79 - Fixation des tarifs de restauration dans les écoles supérieures d'arts appliqués pour l'année scolaire 2009-2010.

2009, DASCO 132 - Subvention à l'Université Paris Diderot - Paris 7 (13e) pour l'organisation du 11e congrès national de la Société Française des Microscopies. - Montant : 5.000 euros.

2009, DDEE 160 - Signature d'une convention pluriannuelle avec l'association ASTS pour l'animation de deux Espaces Publics Numériques aux Olympiades (13e) et à la Porte de Montreuil (20e). - Attribution d'une subvention de fonctionnement. - Montant : 122.000 euros.

2009, DDEE 162 - Signature d'un avenant à la convention pluriannuelle avec la Fondation Garches pour l'animation d'un Espace Public Numérique prévoyant le versement pour 2009 d'une subvention de fonctionnement. - Montant : 68.000 euros.

2009, DDEE 163 - Signature d'un avenant à la convention pluriannuelle de partenariat 2008-2010 avec l'association LOREM animant un Espace Public Numérique (EPN) dans le 14e arrondissement et attribution de la subvention de fonctionnement correspondante. - Montant : 32.000 euros.

2009, DDEE 169 - Signature d'une convention avec l'association "Réseau 2000" pour l'animation de deux Espaces Publics Numériques et attribution de la subvention de fonctionnement correspondante. - Montant : 50.000 euros.

2009, DDEE 170 - Signature d'une convention avec l'association "Microlithe" pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 38.000 euros.

2009, DDEE 171 - Signature d'un avenant 2009 à la convention pluri-annuelle de partenariat 2008-2010 avec l'association "Casdal 14" animant un Espace Public Numérique (EPN) dans le 14e arrondissement et attribution de la subvention de fonctionnement correspondante. - Montant : 39.000 euros.

2009, DDEE 172 - Signature d'un avenant 2009 à la convention pluri-annuelle de partenariat 2008-2010 entre la Ville et l'association AGECA animant un Espace Public Numérique (EPN) (11e). - Attribution d'une subvention à cette association. - Montant : 45.000 euros.

2009, DDEE 174 - Signature des conventions de partenariat ou leurs avenants 2009 avec la Fédération des centres sociaux de Paris ainsi qu'avec les 10 centres sociaux animant des Espaces Publics Numériques (EPN) pour l'attribution de subventions. - Montant total : 539.000 euros.

2009, DPA 6 - Approbation des modalités de passation du marché de travaux relatif à la restructuration et à la mise aux normes de la bibliothèque de la Sorbonne (5e).

2009, DPA 189 - Signature d'un avenant n° 2 au marché de maîtrise d'oeuvre relatif à la restructuration et aux mises aux normes de la bibliothèque de la Sorbonne (5e).

M. Jean-Louis MISSIKA, rapporteur.

2009, DAJ 12 - Signature des marchés à conclure avec les attributaires désignés par la Commission d'appel d'offres le 23 juin 2009.

2009, DICOM 13 - Signature d'un marché relatif à la commémoration de la Libération de Paris le 25 août, sur le parvis de l'Hôtel de Ville de Paris, pour les années 2009 à 2011.

2009, DICOM 15 - Lancement, en procédure d'appel d'offres ouvert, d'un accord-cadre relatif à l'impression numérique sur supports.

Mme Camille MONTACIÉ, rapporteure.

2009, DFPE 4 - Approbation et signature d'une convention d'organisation de la maîtrise d'ouvrage avec "Paris Habitat - OPH" pour la réalisation d'une crèche collective de 44 places, 48, rue Piat (20e). - Approbation du principe de déclassement du domaine public municipal des volumes de la crèche sise 42-44, rue Piat.

2009, DFPE 8 - Signature d'un avenant à la convention avec l'association "La Maison de l'Enfance", gestionnaire du lieu d'accueil et d'information dénommé "La Maison de l'Enfance" situé 7, rue Serge Prokofiev (16e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 43.844 euros.

2009, DFPE 10 - Signature d'un avenant à la convention entre la Ville de Paris et l'association "Parler à d'autres", gestionnaire du lieu d'accueil enfants parents "Les P'tits, les Grands" (9e), pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 107.336 euros.

2009, DFPE 23 - Signature d'un avenant n° 1 à la convention passée avec l'association "Lire à Paris" concernant l'intervention de conteurs liseurs dans les Relais d'Assistantes Maternelles.

2009, DFPE 30 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Les Ateliers pour les Petits" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie du même nom (18e). - Montant : 129.910 euros.

2009, DFPE 48 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'Association Familiale Catholique Saint Pierre - Saint Dominique pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie, rue des Suisses (14e). - Montant : 55.680 euros.

2009, DFPE 73 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "La Cool Douche" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche parentale rue d'Alésia (14e). - Montant : 90.626 euros.

2009, DFPE 81 - Signature d'un avenant n° 1 à la convention passée avec l'association "Oeuvre Nouvelle des Crèches Parisiennes" (O.N.C.P.) pour l'attribution d'une subvention au profit de la crèche collective "Saint Ambroise" (11e). - Montant : 267.469 euros.

2009, DFPE 82 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Oeuvre Nouvelle des Crèches Parisiennes" (O.N.C.P.) pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective "Mail/Cléry" (2e). - Montant : 218.209 euros.

2009, DFPE 85 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "LES JEUNES HEURES" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche parentale (3e). Montant : 19 944 euros.

2009, DFPE 90 - Signature d'un avenant à la convention passée avec " l'Association Générale des Familles de Paris 12" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie "Croque Nuage" (12è). Montant : 70 684 euros.

2009, DFPE 95 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Oeuvre Nouvelle des Crèches Parisiennes" (O.N.C.P.) pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective "Le Petit Moulin"(14e). - Montant : 168.956 euros.

2009, DFPE 105 - Signature d'un avenant n° 3 à la convention passée avec l'"ASSOCIATION FAMILIALE NOTRE-DAME DE NAZARETH" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie "Les Gemeaux" (15e). Montant : 26.152 euros.

2009, DFPE 107 - Signature d'un avenant n° 3 à la convention passée avec l'association "Au Rendez-vous des bout'chou", halte-crèche, pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie (15e). Montant : 100.925 euros.

2009, DFPE 109 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Centre de Protection Maternelle et Infantile (P.M.I) LA GOUTTE DE LAIT SAINT LEON" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie (15e). Montant : 170.842 euros.

2009, DFPE 110 - Signature d'un avenant n° 1 à la convention passée avec l'association "Oeuvre Nouvelle des Crèches Parisiennes" (O.N.C.P.) pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective "Brançion" (15e). - Montant : 148.616 euros.

2009, DFPE 113 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Oeuvre Nouvelle des Crèches Parisiennes" (ONCP) pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective (16e). - Montant : 425.673 euros.

2009, DFPE 114 - Signature d'un avenant n° 1 à la convention passée avec l'association "Oeuvre Nouvelle des Crèches Parisiennes" (O.N.C.P.) pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective (16e). - Montant : 314.326 euros.

2009, DFPE 116 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Les Enfances" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche parentale (18e). - Montant : 84.769 euros.

2009, DFPE 122 - Signature d'un avenant n° 3 à la convention passée avec l'association "LES PETITS LOUPS-Crèche Parentale" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de sa crèche parentale (19e). Montant : 80.379 euros.

2009, DFPE 125 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Les 19e Rugissants" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de sa crèche parentale (19e). - Montant : 67.354 euros.

2009, DFPE 127 - Signature d'un avenant n° 3 à la convention passée avec l'association "Le Club des Petits Gavroches" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie du même nom (10e). - Montant : 110.034 euros.

2009, DFPE 128 - Signature d'un avenant n° 3 à la convention passée avec l'association "ABC Puériculture" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie "Coquin'ours" (8e). - Montant : 55.869 euros.

2009, DFPE 129 - Signature d'un avenant n° 1 à la convention avec l'association "ABC Puériculture" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective "Arc en Ciel" (15e). - Montant : 56.111 euros.

2009, DFPE 130 - Signature d'un avenant n° 1 à la convention avec l'association "ABC Puériculture" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective "Violet" (15e). - Montant : 80.527 euros.

2009, DFPE 131 - Signature d'un avenant n° 3 à la convention passée avec l'association "République Enfants" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche parentale du même nom (10e). - Montant : 85.073 euros.

2009, DFPE 133 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'association "ABC Puériculture" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective "Le 14e Ours" (14e). - Montant : 528.527 euros.

2009, DFPE 134 - Signature d'un avenant n° 3 à la convention passée avec l'association "ABC Puériculture" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la structure multi accueil "Quai des Ours" (10e). - Montant : 298.997 euros.

2009, DFPE 135 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "ABC Puériculture" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie "Calin'ours" (16e). - Montant : 40.769 euros.

2009, DFPE 136 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "ABC Puériculture" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie "Les Oursons" (16e). - Montant : 53.049 euros.

2009, DFPE 137 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "ABC Puériculture" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie "Teddy Club" (16e). - Montant : 97.904 euros.

2009, DFPE 138 - Signature d'un avenant n° 1 à la convention passée avec l'association "ABC Puériculture" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement du service de garde d'enfants à domicile au bénéfice des familles parisiennes (16e). - Montant : 65.560 euros.

2009, DFPE 139 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "ABC Puériculture" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie "La Cité des Ours" (18e). - Montant : 176.539 euros.

2009, DFPE 148 - Signature d'un avenant n° 1 à la convention passée avec l'association "Gan Yossef Crèche et Jardin d'Enfants" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche familiale "Gan Yossef" (20e). - Montant : 379.267 euros.

2009, DFPE 150 - Signature d'un avenant à la convention passée avec la Fondation "CASIP COJASOR" (Comité d'Action Sociale Israélite de Paris et Comité Juif d'Action Sociale et de Reconstruction) pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte garderie "Suzanne et David Levy" (20e). - Montant total : 244.938 euros.

2009, DFPE 163 - Signature d'un avenant n° 1 à la convention passée avec l'association "Gan Yossef Crèche et Jardin d'Enfants" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective "Gan Yossef" (20e). - Montant : 158.634 euros.

2009, DFPE 236 - Signature d'un avenant n° 3 à la convention passée avec l'association "OHEL ESTHER" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte garderie (19e). - Montant : 33.396 euros.

2009, DFPE 147 - Signature d'un avenant n° 3 à la convention passée avec l'association "Le Relais de Ménilmontant" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie "Le Petit Relais" (20e). - Montant total : 61.038 euros.

2009, DFPE 149 - Signature d'un avenant n° 3 à la convention passée avec l'association "Le Relais de Ménilmontant" pour attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie "Les lutins verts" (20e). - Montant total : 81.005 euros.

2009, DFPE 151 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Halte-Garderie les Poussins d'Annam" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie "Les poussins d'Annam" (20e). - Montant total : 76.169 euros.

2009, DFPE 153 - Signature d'un avenant n° 3 à la convention passée avec l'association "Les Apaches des Vignoles" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche parentale "Les Apaches" (20e). - Montant : 47.801 euros.

2009, DFPE 154 - Signature d'un avenant n° 3 à la convention avec l'association "Métramômes" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche parentale "Métramômes" (20e). - Montant : 69.734 euros.

2009, DFPE 155 - Signature d'un avenant n° 3 à la convention passée avec l'association "Lutin Lune" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche parentale du même nom (20e). - Montant : 37.263 euros.

2009, DFPE 168 - Signature d'un avenant n° 1 à la convention passée avec l'association "Le Dauphin Bleu" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective (18e). - Montant : 52.173 euros.

2009, DFPE 177 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Accueil des Tout Petits au Bon Conseil" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie du même nom (7e). - Montant : 13.209 euros.

2009, DFPE 183 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Pirouett" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche parentale "Pirouett" (13e). - Montant : 33.091 euros.

2009, DFPE 217 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Les 400 Coups" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche parentale "Les 400 Coups" (11e). Montant : 51.065 euros.

2009, DFPE 223 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Haut Comme 3 Pommes" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie "Haut Comme 3 Pommes" (11e). - Montant : 90.024 euros.

2009, DFPE 231 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Union départementale des associations familiales de Paris (U.D.A.F. de Paris)" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie "Necker" (15e). - Montant : 53.150 euros.

2009, DFPE 240 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Union Départementale des Associations Familiales de Paris - U.D.A.F. de Paris" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie "Jonquière" (17e). - Montant : 42.029 euros.

2009, DFPE 246 - Signature d'un avenant n° 3 à la convention passée avec l'Association familiale catholique de Saint-Honoré-d'Eylau pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie (16e). - Montant : 94.779 euros.

2009, DFPE 270 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'Association "Union Départementale des Associations Familiales de Paris - U.D.A.F. de Paris" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie "Jardin du Ranelagh" (16e). - Montant : 31.160 euros.

2009, DFPE 302 - Signature d'une convention avec l'Association franco-asiatique pour l'Enfance - AFAPE pour l'attribution d'une subvention pour la création d'un établissement d'accueil de la petite enfance "Bellot" (19e). - Montant : 698.804 euros.

2009, DFPE 314 - Signature d'une convention passée avec l'association "ABC Puériculture" pour une subvention d'équipement pour l'aménagemement de locaux situés 77, rue de la Chapelle - impase du Gué (18e) en vue de la création d'un établissement d'accueil collectif non permanent de type multi-acceuil de 30 places. - Montant : 338.429 euros.

2009, DFPE 315 - Signature d'une convention passée avec l'association "Crèche Laïque du Quartier Saint Fargeau" pour l'attribution d'une subvention pour la restructuration et l'extension de sa crèche située 33, rue du Télégraphe (20e). Montant : 1.834.801 euros.

2009, DFPE 327 - Approbation et signature avec Paris Habitat OPH de la convention de recouvrement des charges dues au titre du logement de fonction et des parkings de la crèche, 1, rue Marie-Louise Dubreil Jacotin (13e).

2009, DFPE 329 - Approbation et signature avec "Paris Habitat" de la convention de recouvrement des charges d'eau pour la crèche, 43, rue Victor Massé (9e).

2009, DFPE 330 - Signature avec "Paris Habitat" de la convention de recouvrement des frais de charges d'eau pour la crèche, Villa Saint- Fargeau (20e).

2009, DFPE 338 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Le Repaire des Lutins" pour l'attribution d'une subvention d'équipement pour la restructuration et l'extension de la crèche parentale située 19, rue Henri Duvernois (20e).

2009, DFPE 339 - Signature de la convention constitutive du groupement et approbation des modalités de passation et d'attribution d'un marché sur appel d'offres ouvert européen et signature d'un marché à bons de commande pour la fourniture et la livraison de produits textiles dans les établissements de la Ville et du Département de Paris accueillant des enfants.

2009, DFPE 340 - Signature d'un marché passé en application des articles 28 et 30 du code des marchés publics relatif à l'exploitation d'un établissement d'accueil collectif de petite enfance situé 9 rue Affre (18e).

2009, DFPE 342 - Approbation des modalités de passation et d'attribution de marchés sur appel d'offres ouvert européen ayant pour objet la fourniture et livraison de produits d'hygiène corporelle pour adultes et enfants pour les établissements de petite enfance de la Ville de Paris (2 lots) pour les années 2010 à 2014.- Signature des marchés en résultant.

2009, DU 19 - Echange sans soulte avec "Paris Habitat - OPH", de volumes immobiliers et terrain 40-48 rue Piat - 3 rue du Père J. Dhuit (20e). - Acquisition de l'emprise foncière 12-14, rue Botha auprès de "Paris Habitat - OPH" (20e). - Autorisation à "Paris Habitat - OPH" de déposer toutes demandes d'autorisations administratives nécessaires à la mise en oeuvre de l'opération.

2009, DPA 24 - Approbation du principe de construction d'une crèche collective 55 places 12-14, rue Botha (20e) et des modalités de passation du marché de maîtrise d'oeuvre.

2009, DPA 184 - Signature d'un avenant n° 1 au marché de travaux passé avec la société SCGE EXPLOITATION SARL, relatif à la restructuration des locaux pour création d'une mini crèche, 21 rue Vaucouleurs (11e).

2009, DPA 193 - Approbation et signature de l'avenant n° 1 au marché de travaux signé avec la société "Nouvelle Peny Launay" relatif à la création d'une crèche de 60 berceaux au 3 passage Delessert (10e).

M. Christophe NAJDOVSKI, rapporteur.

2009, DFPE 144 - Signature d'un avenant n° 3 à la convention passée avec l'association "A.J.H.I.R." (Aide aux Jeunes Handicapés pour une Insertion Réussie) pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie "Petit Prince Lumière" (20e). - Montant total : 106.344 euros.

2009, DFPE 188 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "APETREIMC" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie "Trotte-Lapins" (15e). - Montant : 185.821 euros.

2009, DFPE 189 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "APETREIMC" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie "Ram'Dam" (18e). - Montant : 209.533 euros.

M. Christophe NAJDOVSKI, Mme Véronique DUBARRY, rapporteurs.

2009, DDATC 93 - Renouvellement pour l'adhésion de la Ville de Paris à l'association France Qualité Publique et versement de la cotisation pour l'année 2009.

2009, SG 104 - Signature d'une convention avec l'association "Môm'artre" pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 28.000 euros.

2009, SG 161 - Signature d'une convention constitutive d'un groupement de commandes pour l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le programme Facile Famille, destiné aux services de la Ville de Paris et du Département de Paris et lancement de l'appel d'offre européen correspondant.

2009, SG 162 - Signature d'une convention d'objectifs avec l'association "Môm'rue Ganne" pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 9.000 euros.

M. Mao PENINOU, rapporteur.

2009, DAC 113 - Signature d'une convention avec l'association "Conseil International des Monuments et des Sites" (ICOMOS) (15e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 35.978 euros.

2009, DAC 118 - Signature d'une convention avec la fondation "Le Musée Clemenceau" (16e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 40.000 euros.

2009, DAC 242 - Subvention à l'association "Bibliothèque du Saulchoir" (13e). - Montant : 9.000 euros.

2009, DAC 336 - Signature avec l'Etat (Ministère de la Culture) de deux conventions portant résiliation des contrats correspondant au versement de fonds de concours en vue de la réalisation des travaux de restauration des couvertures de l'église Saint-Louis-en-l'Ile (4e) (Tranches conditionnelles n° 1 et n° 2).

2009, DAC 370 - Signature d'un contrat de transaction avec les Assurances Générales de France (AGF), relative au dégât des eaux survenu 4, rue du Havre (8e).

Mme Danièle POURTAUD, rapporteure.

2009, DPP 15 - Signature de conventions avec 13 associations dans le cadre du programme Ville Vie Vacances 2009 et attribution des subventions correspondantes. - Montant total : 63.530 euros.

2009, DPP 16 - Signature des conventions avec 16 associations dans le cadre du programme Ville Vie Vacances 2009 et attribution des subventions correspondantes. - Montant total : 41.450 euros.

2009, DPP 17 - Signature d'une convention avec la Photothèque des Jeunes Parisiens dans le cadre du programme Ville Vie Vacances 2009 pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 2.000 euros.

2009, DPP 20 - Signature d'une convention avec l'association "Jeunesse Feu Vert Fondation Robert Steindecker" et attribution de la subvention correspondante. - Montant : 15.000 euros.

2009, DPP 21 - Signature d'une convention avec l'Association de Prévention du Site de la Villette (19e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 3.500 euros.

2009, DPP 26 - Lancement d'un appel d'offres ouvert relatif à la surveillance de bâtiments, immeubles, équipements ou sites, communaux, départementaux ou conventionnés.

2009, PP 57 - Modification de la délibération n° 2002 PP 86 des 28 et 29 octobre 2002 portant attribution des indemnités pour travaux dangereux, insalubres, incommodes ou salissants à certains agents de la Préfecture de police.

2009, PP 58 - Approbation d'un projet de règlement amiable de diverses affaires mettant en cause la responsabilité de la Commune de Paris.

2009, PP 59 - Entretien des articles textiles des locaux administratifs de la Préfecture de police. - Autorisation de lancer un appel d'offres ouvert.

2009, PP 60 - Modification de la délibération n° 2008 PP 9 du 4 février 2008 portant attribution d'une prime de risques aux fonctionnaires du Laboratoire central de la Préfecture de police chargés d'assurer la permanence générale et l'astreinte chimique.

2009, PP 61 - Fixation de la liste des emplois rémunérés sur le budget spécial de la Préfecture de police, pouvant être pourvus soit par des agents titulaires PP, soit par des agents titulaires d'une autre administration détachés à la Préfecture de police, soit par des agents sous contrat de droit public en l'absence de corps de fonctionnaires.

2009, PP 63 - Signature des marchés à conclure avec les attributaires désignés par la Commission d'appel d'offres de la Ville de Paris.

2009, PP 64 - Approbation du principe de l'opération pour la fourniture d'équipements individuels de communications compatibles ANTARES au profit de la Brigade de sapeurs-pompiers de Paris.

2009, PP 65 - Individualisation d'une autorisation de programme de 7.251.000 euros TTC pour la réalisation des travaux de restructuration du centre de secours " Plaisance " de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris. - Autorisation à M. le Préfet de police de signer le marché correspondant.

2009, PP 66 - Dispositions fixant la nature, le programme des épreuves, les modalités et les règles générales d'organisation de l'examen professionnel de technicien en chef de la Préfecture de police.

2009, PP 67 - Modification de la délibération n° 2004 PP 72 des 7 et 8 juin 2004, fixant la nature, le programme des épreuves, les modalités et les règles générales d'organisation des concours externe et interne pour l'accès à l'emploi de technicien à la Préfecture de police.

2009, PP 68 - Signature de l'avenant n° 1 au marché de maîtrise d'oeuvre n° 07 72 074 00, notifié le 5 septembre 2007 au groupement DUBUS pour la construction du centre de secours pour la Brigade de sapeurs-pompiers de Paris, 39-45 rue Saint Just 94205 Ivry-sur-Seine. - Individualisation d'une autorisation de programme complémentaire de 83.900 euros TTC.

M. Georges SARRE, rapporteur.

2009, DDEE 175 - Signature de l'avenant n° 2 aux conventions 2008-2010 passées entre la Ville de Paris et les Unions départementales syndicales pour l'attribution du solde sur subventions pour 2009. - Montant total : 1.142.500 euros.

M. Christian SAUTTER, rapporteur.

2009, SGRI 14 - Adhésion de la Ville de Paris à la Fondation France-Israël.

2009, SGRI 27 - Subvention à l'Association d'Aide au Développement de l'Audiovisuel au Cambodge (AADAC) (3e). - Montant : 20.000 euros.

2009, SGRI 40 - Subvention à l'association "Maison des Journalistes" (15e). - Montant : 16.000 euros.

2009, SGRI 41 - Signature de l'avenant n° 1 à la convention conclue avec l'association "Cités et Gouvernements Locaux Unis" (CGLU) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 100.000 euros.

2009, SGRI 42 - Subvention à l'association "Résonances Humanitaires" (15e) pour renforcer son accueil sur Paris et l'accompagnement à la réinsertion professionnelle de personnes ayant effectué de longues missions dans l'humanitaire et dans la coopération internationale. - Montant : 5.000 euros.

2009, SGRI 43 - Signature d'une convention cadre avec la Fondation Alliance Française.

2009, SGRI 44 - Subvention à l'association "Cá et là, Troupe de Théâtre" située 8, rue Auguste Blanqui, 94400 Vitry-sur-Seine, pour l'édition 2009 du festival "Parfums de Lisbonne". - Montant : 2.000 euros.

2009, SGRI 45 - Subvention au Comité Français pour la Solidarité Internationale situé 32, rue le Peletier (9e) pour l'organisation de l'édition 2009 de la campagne "AlimenTERRE". - Montant : 5.000 euros.

2009, SGRI 46 - Subvention au Centre de Recherche et d'Information pour le Développement (CRID) situé 14, passage Dubail (10e), pour l'édition 2009 de la "Semaine de la Solidarité Internationale". - Montant : 5.000 euros.

2009, SGRI 47 - Subvention à l'association "Bibliothèque Sans Frontières", 60, rue Mazarine (6e). - Montant : 10.000 euros.

2009, SGRI 49 - Subvention à l'association "Mémoire de l'Avenir", 19, rue Max Dormoy (18e). - Montant : 2.000 euros.

M. Pierre SCHAPIRA, rapporteur.

2009, DPVI 43 - Signature d'un avenant à la convention avec l'association "Jeunes Amis du Marais - AJAM" (10e) pour l'attribution d'une subvention correspondante. - Montant : 150.000 euros.

2009, DPVI 62 - Quartier "La Chapelle - Porte d'Aubervilliers" (18e). - Subventions à 16 associations menant des actions au titre de la Politique de la Ville. - Deuxième enveloppe pour 2009. - Montant total : 61.800 euros.

2009, DPVI 83 - Quartier Amiraux Simplon (18e). - Subventions à 5 associations menant des actions au titre de la Politique de la Ville. - Deuxième enveloppe 2009. - Montant total : 16.500 euros.

2009, DPVI 121 - Signature d'une convention avec la RIVP relative à des travaux d'aménagement d'un local 144, rue des Poissonniers (18e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 80.000 euros.

Mme Gisèle STIEVENARD, rapporteure.

2009, DASES 7 - Signature d'avenants n° 2 aux conventions passées avec l'association "Mains Libres" permettant la prolongation de l'expérimentation relative à la bagagerie des Halles sise 101 rue Rambuteau (1er).

2009, DASES 11 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention triennale passée avec l'association "Collectif les Morts de la Rue" pour son action d'accompagnement des convois des défunts indigents. - Montant : 20.000 euros.

2009, SG 166 - Tarifs applicables aux bénéficiaires parisiens du RSA dans les équipements de la Ville.

Mme Olga TROSTIANSKY, rapporteure.

2009, DAC 106 - Subvention au Comité du 17e arrondissement de Paris de la Fédération Nationale des Anciens Combattants en Algérie, Maroc et Tunisie (FNACA). - Montant : 1.100 euros.

2009, DAC 221 - Subvention à la Fédération nationale des Anciens Combattants en Algérie Tunisie Maroc Comité du 16e arrondissement. - Montant : 800 euros.

2009, DAC 287 - Subvention à l'association "Les Amis de la Commission centrale de l'Enfance" (10e). - Montant : 10.000 euros.

2009, DAC 339 - Subvention au Comité de Liaison des Associations d'Anciens Combattants Déportés Résistants Veuves de Guerre du 3e arrondissement. - Montant : 1.000 euros.

2009, DAC 343 - Subvention au Comité d'entente des associations d'anciens combattants et victimes de guerre du VIe arrondissement. - Montant : 1.100 euros.

2009, DAC 352 - Subvention à l'Association républicaine des anciens combattants et victimes de guerre et des combattants pour l'amitié la solidarité, l'antifascisme et la paix (A.R.A.C. - 3e section). - Montant : 1.200 euros.

2009, DAC 354 - Subvention à l'Association nationale des Combattants Volontaires de la Résistance (A.N.C.V.R. 7e). - Montant : 500 euros.

2009, DAC 356 - Subvention au Comité d'entente des anciens combattants du 9e arrondissement C.E.A.C. (9e). - Montant : 600 euros.

2009, DAC 361 - Subvention à la Confédération des Associations et des Fédérations d'Anciens Combattants du Xe arrondissement de Paris C.A.F.A.C. (10e). - Montant : 950 euros.

2009, DAC 366 - Subvention à l'Union des associations des anciens combattants et victimes de guerre du 11e arrondissement (U.A.A.C.V.G. 11e). - Montant : 600 euros.

Mme Catherine VIEU-CHARIER, rapporteure.

2009, CAB_MA 16 - Subvention à l'association Groupement Culturel Marie-Galantais - GCMG pour l'organisation d'une manifestation festive et sportive à destination des jeunes et des familles. Montant : 5.000 euros.

2009, DJS 26 - Subventions à huit associations du 6e arrondissement. - Montant total : 13.000 euros.

2009, DJS 57 - Subventions à trois associations dont l'activité s'exerce dans le cadre de plusieurs arrondissements. - Montant total : 33.200 euros.

2009, DJS 85 - Signature d'une convention avec l'association " Entente Sportive Petits Anges 7e " pour l'attribution d'une subvention. Montant : 13 500 euros.

2009, DJS 86 - Signature d'une convention avec l'association "Paris Amicale Camou" (7e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 15.000 euros.

2009, DJS 90 - Signature d'une convention avec l'association "Union Sportive Olympiades Massif Central" (13e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 25.000 euros.

2009, DJS 91 - Signature d'une convention avec l'association "Football Club des Gobelins" (13e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 64.000 euros.

2009, DJS 100 - Signature d'une convention avec l'association "Olympique Paris XV" (15e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 12.000 euros.

2009, DJS 102 - Signature d'une convention avec l'association "Gym' Paris 15" (15e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 46.000 euros.

2009, DJS 103 - Signature d'une convention avec l'association "Neptune Club de France" (15e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 8.000 euros.

2009, DJS 111 - Signature d'une convention avec l'association "Club Sportif Paris 19e" (19e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 20.000 euros.

2009, DJS 112 - Signature d'une convention avec l'association "Amicale Manin Sport Paris" (19e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 13.000 euros.

2009, DJS 115 - Signature d'une convention avec l'association "Coopyr Sportif" (20e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 9.200 euros.

2009, DJS 130 - Signature d'une convention avec l'association "Sporting Club Nord Parisien" (19e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 10.000 euros.

2009, DJS 131 - Signature d'une convention avec l'Association "Comité Départemental de Roller Skating de Paris CDRS 75" (12e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 11.500 euros.

2009, DJS 132 - Subventions à quatre organismes locaux de Fédérations Nationales Sportives. - Montant total : 13.500 euros.

2009, DJS 143 - Subventions à quatorze associations du 11e arrondissement. - Montant total : 18.500 euros.

2009, DJS 144 - Subventions à quinze associations du 12e arrondissement. - Montant total : 18.362 euros.

2009, DJS 149 - Subventions à dix associations du 17e arrondissement. - Montant total : 10.900 euros.

2009, DJS 150 - Subventions à quatorze associations du 18e. - Montant total : 22.800 euros.

2009, DJS 153 - Signature d'une convention avec le Comité Départemental Olympique et Sportif de Paris (CDOSP) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 40.000 euros.

2009, DJS 176 - Subvention à la Fédération française de volley-ball, Choisy-le-Roi (Val-de-Marne) pour l'organisation d'une étape de la Ligue Mondiale au P.O.P.B le 3 juillet 2009. - Montant : 20.000 euros.

2009, DJS 189 - Signature d'une convention pluriannuelle avec l'association PUC Volley-ball pour l'attribution d'une subvention pour la saison sportive 2009-2010. - Montant : 1.175.700 euros.

2009, DJS 193 - Signature d'une convention pluriannuelle d'objectifs avec le Stade Français Paris pour l'attribution d'une subvention pour la saison 2009-2010. - Montant : 823.225 euros.

2009, DJS 226 - Signature d'une convention avec l'association "Club Populaire Sportif du 10e" pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 12.000 euros.

2009, DJS 246 - Signature d'une convention avec la "Fédération Française de Judo" (14e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 55.000 euros.

2009, DJS 255 - Signature d'un marché de maintenance du système logiciel Poséidon de surveillance des bassins installé dans les piscines parisiennes en régie directe.

2009, DJS 377 - Signature d'un marché article 30 relatif à l'organisation des centres sport découverte durant l'année 2009-2010, 2e consultation.

2009, DJS 378 - Approbation et signature de l'avenant de prolongation de la convention de délégation de service public relative à la gestion du Palais Omnisports de Paris-Bercy (12e).

2009, DJS 390 - Signature d'une convention d'occupation temporaire du domaine public avec la Ligue de Paris de Tennis en vue de l'exploitation des tennis Flandrin (16e) et Péreire (17e).

2009, DJS 392 - Lancement et signature d'un marché à bons de commande sur appel d'offres relatif à la fourniture de petits matériels sportifs pour divers établissements de la Ville de Paris.

2009, DJS 396 - Autorisation à la SEM "PariSeine" de signer cinq contrats de transaction avec les Sociétés Forclim IDF Pilliot, SGTE, France Sols, Baudin Châteauneuf et SER Construction, dans le cadre de la délégation de maîtrise d'ouvrage relative à la restructuration de la piscine Keller (15e).

2009, DJS 406 - Délibération rectificative relative à la création d'une commission spéciale d'élus pour l'audition des candidats à l'attribution des conventions d'occupation temporaire du domaine public de la Ville de Paris pour les centres sportifs Jean-Bouin et Géo-André (16e).

2009, DPA 203 - Signature d'un avenant n° 1 au marché de travaux conclu avec la société Renover SAS et relatif à la modernisation des bains-douches 66, rue de Buzenval-27, rue des Haies (20e).

M. Jean VUILLERMOZ, rapporteur.

2009, DJS 79 - Signature d'une convention avec l'association "CAP SAAA" (15e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 33.000 euros.

2009, DJS 140 - Subvention au Comité Régional Ile-de-France du Sport Adapté (14e) - Montant : 6.000 euros.

M. Jean VUILLERMOZ, Mme Véronique DUBARRY, rapporteurs.

2009, DPA 76 - Approbation des modalités de passation d'un marché de travaux en appel d'offres ouvert relatif à la construction d'un centre sportif et d'un espace jeunes, Zac Pajol (18e).

M. Jean VUILLERMOZ et M. Bruno JULLIARD, rapporteurs.

En outre, l'Assemblée a pris connaissance de la communication suivante :

2009, DAJ 14 - Communication relative à la liste des marchés notifiés aux mois de mai et juin 2009.

Mme Camille MONTACIÉ, rapporteure.

Liste des membres présents.

M. Pierre AIDENBAUM, M. Gilles ALAYRAC, M. David ALPHAND, Mme Aline ARROUZE, M. David ASSOULINE, M. Daniel ASSOULINE, M. Pierre AURIACOMBE, Mme Marie-Chantal BACH, Mme Marinette BACHE, M. Julien BARGETON, Mme Marie-Annick BARTHE, M. Denis BAUPIN, Mme Emmanuelle BECKER, M. Hervé BENESSIANO, Mme Yamina BENGUIGUI, M. Jean-Didier BERTHAULT, Mme Dominique BERTINOTTI, Mme Geneviève BERTRAND, Mme Hélène BIDARD, M. Patrick BLOCHE, Mme Michèle BLUMENTHAL, Mme Pascale BOISTARD, M. Hamou BOUAKKAZ, Mme Céline BOULAY ESPERONNIER, M. Pierre-Yves BOURNAZEL, M. Jacques BOUTAULT, Mme Claudine BOUYGUES, M. Jacques BRAVO, M. Jean-Bernard BROS, M. Ian BROSSAT, Mme Colombe BROSSEL, Mme Catherine BRUNO, Mme Delphine BURKLI, M. Jean-Pierre CAFFET, Mme Frédérique CALANDRA, Mme Liliane CAPELLE, M. Gauthier CARON-THIBAULT, Mme Marie-Claire CARRÈRE-GÉE, M. Jean-Marie CAVADA, Mme Sandrine CHARNOZ, M. Michel CHARZAT, M. Pascal CHERKI, Mme Odette CHRISTIENNE, Mme Lyne COHEN-SOLAL, M. Yves CONTASSOT, M. Alexis CORBIÈRE, M. Thierry COUDERT, M. Jérôme COUMET, M. Daniel-Georges COURTOIS, Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS, M. Gérard d'ABOVILLE, M. François DAGNAUD, Mme Seybah DAGOMA, M. Claude DARGENT, Mme Virginie DASPET, Mme Rachida DATI, Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE, Mme Marie-Pierre de LA GONTRIE, Mme Françoise de PANAFIEU, Mme Marielle de SARNEZ, M. Bernard DEBRÉ, Mme Roxane DECORTE, M. Bertrand DELANOË, M. Alain DESTREM, Mme Laurence DOUVIN, Mme Véronique DUBARRY, M. Jérôme DUBUS, M. Philippe DUCLOUX, M. Michel DUMONT, M. René DUTREY, Mme Myriam EL KHOMRI, Mme Maïté ERRECART, M. Rémi FÉRAUD, Mme Léa FILOCHE, Mme Mireille FLAM, Mme Danielle FOURNIER, M. Pierre GABORIAU, Mme Isabelle GACHET, M. Sylvain GAREL, Mme Fabienne GASNIER, M. Bernard GAUDILLÈRE, M. Jean-Jacques GIANNESINI, Mme Danièle GIAZZI, M. Christophe GIRARD, M. Claude GOASGUEN, Mme Laurence GOLDGRAB, M. Philippe GOUJON, M. Didier GUILLOT, Mme Marie-Laure HAREL, M. Eric HÉLARD, Mme Anne HIDALGO, Mme Valérie HOFFENBERG, Mme Halima JEMNI, M. Bruno JULLIARD, M. Patrick KLUGMAN, Mme Brigitte KUSTER, Mme Fatima LALEM, M. Jean-François LAMOUR, Mme Anne-Christine LANG, M. Jean-Marie LE GUEN, Mme Anne LE STRAT, M. François LEBEL, M. Jean-Pierre LECOQ, M. Jean-François LEGARET, Mme Annick LEPETIT, M. Romain LEVY, M. Alain LHOSTIS, Mme Katia LOPEZ, Mme Hélène MACÉ de LÉPINAY, M. Roger MADEC, M. Jean-Yves MANO, M. Pierre MANSAT, M. Daniel MARCOVITCH, M. Jean-Baptiste MENGUY, M. Etienne MERCIER, Mme Martine MERIGOT de TREIGNY, M. Jean-Louis MISSIKA, M. Philippe MOINE, Mme Camille MONTACIÉ, M. Christophe NAJDOVSKI, Mme Martine NAMY-CAULIER, Mme Annick OLIVIER, Mme Anne-Constance ONGHENA, M. Mao PENINOU, Mme Frédérique PIGEON, Mme Géraldine POIRAULT-GAUVIN, Mme Olivia POLSKI, Mme Danièle POURTAUD, M. Yves POZZO DI BORGO, Mme Firmine RICHARD, M. Vincent ROGER, Mme Valérie SACHS, M. Christian SAINT-ETIENNE, M. Hermano SANCHES RUIVO, M. Georges SARRE, M. Christian SAUTTER, M. Pierre SCHAPIRA, Mme Danielle SIMONNET, M. Richard STEIN, Mme Gisèle STIEVENARD, Mme Anne TACHÈNE, Mme Karen TAÏEB, M. Pierre-Christian TAITTINGER, M. Jean TIBERI, Mme Claude-Annick TISSOT, M. Philippe TORRETON, M. Patrick TRÉMÈGE, Mme Olga TROSTIANSKY, M. Daniel VAILLANT, M. François VAUGLIN, Mme Pauline VERON, Mme Catherine VIEU-CHARIER, M. Jean VUILLERMOZ, Mme Sylvie WIEVIORKA.

Excusés : Mme Lynda ASMANI, Mme Florence BERTHOUT, M. Pierre CHARON, Mme Joëlle CHÉRIOUX DE SOULTRAIT, Mlle Emmanuelle DAUVERGNE, Mme Catherine DUMAS, Mme Fabienne GIBOUDEAUX, Mme Christine LAGARDE, M. Pierre LELLOUCHE.

Annexe n° 4 - Liste des questions écrites posées à M. le Maire de Paris et à M. le Préfet de police.

I - Questions du groupe U.M.P.PA.

QE 2009-114 Question de M. Claude GOASGUEN, Mme Danièle GIAZZI, M. Bernard DEBRÉ, Mmes Céline BOULAY-ESPERONNIER, Marie-Laure HAREL, M. Pierre GABORIAU, Mme Valérie HOFFENBERG, MM. Pierre AURIACOMBE, Eric HÉLARD et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris et à M. le Préfet de police relative aux dispositions mises en place pour faire face à la multiplication des dégradations et des vols dans le quartier du Trocadéro.

Libellé de la question :

"Depuis plusieurs mois, le quartier du Trocadéro est sujet à des dégradations répétées et en particulier à des effractions de parkings privés, malgré les dispositifs de contrôle d'accès, qui conduisent les délinquants à des vols sur véhicules.

Si les victimes de tels agissements ont naturellement porté plainte, il est indispensable, afin d'interrompre cette insécurité grandissante, de mettre en place un dispositif préventif efficace.

Les Conseillers du 16e arrondissement et les membres du groupe U.M.P.P.A. demandent au Préfet de police :

- Quelles dispositions la Préfecture de police a mises en place pour faire face à cette multiplication des dégradations et des vols dans ce quartier du Trocadéro ?"

Réponse non parvenue.

QE 2009-115 Question de M. Claude GOASGUEN, Mme Danièle GIAZZI, M. Bernard DEBRÉ, Mmes Céline BOULAY-ESPERONNIER, Marie-Laure HAREL, M. Pierre GABORIAU, Mme Valérie HOFFENBERG, MM. Pierre AURIACOMBE, Eric HÉLARD et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris et à M. le Préfet de police concernant le calendrier d'exécution des travaux de mise en sécurité et de redéploiement des services administratifs de la Mairie du 16e arrondissement et des dispositions prises par la Préfecture de police pour améliorer les démarches des usagers auprès de l'antenne de police hébergée dans les locaux de la Mairie.

Libellé de la question :

"A l'approche des vacances d'été, nombreux sont les Parisiens à se rendre à l'antenne de police hébergée à la mairie du 16e arrondissement pour effectuer les démarches nécessaires à l'obtention de papiers d'identité valables.

Or, les locaux de la mairie, exigus, ne permettent pas un accueil dans de bonnes conditions de ce public, contraint d'attendre dans un étroit couloir que les guichets de l'antenne de police, fortement sollicités, se libèrent pour effectuer leurs démarches.

En vue d'améliorer cet accueil, et dans un vaste programme de remise en sécurité et de redéploiement des services administratifs de la mairie du 16e arrondissement, un plan de travaux avait fait l'objet d'une délibération, adoptée par le Conseil de Paris en sa séance de juillet 2008. Or, la Ville de Paris n'a toujours pas indiqué dans quel calendrier ces travaux allaient être engagés, malgré une question écrite posée au Conseil de Paris en avril 2009, restée sans réponse.

Les Conseillers du 16e arrondissement et les membres du groupe U.M.P.P.A. demandent :

- au Maire de Paris :

S'il compte faire exécuter la délibération adoptée par le Conseil de Paris pour effectuer les travaux de mise en sécurité et de redéploiement des services de la Mairie.

- et au Préfet de police :

Quelles dispositions peuvent être prises, dans l'attente des travaux, pour permettre un meilleur service rendu aux administrés qui viennent accomplir les démarches administratives auprès des fonctionnaires de l'antenne de police ?"

Réponse non parvenue.

QE 2009-116 Question de M. Claude GOASGUEN, Mme Danièle GIAZZI, M. Bernard DEBRÉ, Mmes Céline BOULAY-ESPERONNIER, Marie-Laure HAREL, M. Pierre GABORIAU, Mme Valérie HOFFENBERG, MM. Pierre AURIACOMBE, Eric HÉLARD et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris concernant les dispositions prévues pour garantir la poursuite des activités sportives scolaires des 2.700 élèves sur le stade Jean Bouin (16e) durant la prochaine année scolaire.

Libellé de la question :

"Avec 2.700 élèves qui exercent leurs enseignements sportifs sur le stade Jean Bouin, et compte tenu de l'obstination du Maire de Paris à vouloir engager des travaux d'un coût pharaonique pour supprimer ce complexe multi sports à effet d'y implanter un stade de rugby professionnel, l'inquiétude est grande des professeurs de sport dans la programmation de leurs enseignements pour l'année scolaire 2009-2010.

Voilà pourquoi les Conseillers de Paris U.M.P. du 16e arrondissement ont déposé une question écrite au Conseil à l'ordre du jour de la séance d'avril 2009, restée sans réponse, et renouvelée chaque mois sans davantage de prise en compte par l'Exécutif parisien.

Les Conseillers du 16e arrondissement et les membres du groupe U.M.P.P.A. demandent au Maire de Paris :

- Quelles dispositions sont prévues pour garantir la poursuite des activités sportives scolaires des 2.700 élèves sur le stade Jean Bouin durant l'année scolaire prochaine ?"

Réponse (M. Jean VUILLERMOZ, adjoint) :

"L'auteur de la question fait part de sa préoccupation quant à la poursuite des activités sportives des scolaires durant la saison 2009-2010 dans le contexte de la construction du futur stade de rugby Jean Bouin.

La réalisation du stade de rugby supprimera en effet la piste d'athlétisme et le terrain de hockey sur gazon. Les travaux du stade devraient commencer en février 2010. Jusqu'à cette date les conditions de pratique sportive seront inchangées.

Les équipements actuels affectés par le nouveau stade seront reconstitués à proximité sur les pelouses A et C de l'hippodrome d'Auteuil. Par ailleurs outre un terrain de rugby implanté sur la pelouse A, un nouveau terrain de football sera créé. Les scolaires auront donc vocation à être relogés dans des conditions très satisfaisantes voire améliorées.

La Ville fait tous ses efforts pour diligenter l'aménagement des équipements sportifs sur les pelouses de l'hippodrome d'Auteuil. Le projet, qui doit être prochainement présenté à la Commission des Sites concerne l'ensemble des aménagements sportifs et paysagers. L'obtention des autorisations administratives conditionne le démarrage du chantier et par la suite la livraison des équipements.

Afin de prendre en compte en priorité les besoins des établissements scolaires, l'opération sera du reste phasée en vue d'implanter dans un premier temps sur la pelouse A d'Auteuil la piste d'athlétisme et le nouveau terrain de football.

S'il advenait que la concomitance des deux opérations ne soit pas tout à fait réalisée, la Ville mettrait en œuvre une solution d'accueil provisoire des scolaires sur plusieurs sites de relogement : le stade Hébert, le stade de la Muette, le stade Suzanne Lenglen, la Plaine de Jeux de Bagatelle. Il est à noter que les créneaux scolaires des 3 premiers équipements cités sont loin de bénéficier aujourd'hui d'un taux d'occupation de 100 %.

Les modalités d'affectation des activités sportives des établissements scolaires durant la 2e partie de l'année scolaire 2009-2010 seront définies en lien étroit avec le service compétent de l'Académie de Paris (division de l'organisation de la programmation scolaire) qui a la charge de la mise à disposition des établissements du second degré des plages horaires dans les équipements municipaux et bien entendu avec la mairie de l'arrondissement."

QE 2009-117 Question de M. Pierre-Christian TAITTINGER à M. le Maire de Paris sur l'application dans la Capitale, à partir de septembre 2009, des engagements du Grenelle de l'Environnement.

Libellé de la question :

"M. Pierre-Christian TAITTINGER demande à M. le Maire de Paris, comment s'applique dans la Capitale, à partir de septembre 2009, les engagements du Grenelle de l'Environnement, en particulier quelles mesures envisage la Municipalité pour faciliter l'adaptation urbaine au changement climatique, et de favoriser le développement des éco quartiers ?"

Réponse non parvenue.

QE 2009-118 Question de M. Pierre-Christian TAITTINGER à M. le Maire de Paris sur le plan de gestion arboricole retenu pour le bois de Boulogne pour la période 2009-2011.

Libellé de la question :

"M. Pierre-Christian TAITTINGER demande à M. le Maire de Paris quel plan de gestion arboricole pour le bois de Boulogne a été retenu pour la période 2009-2011 ? Quels objectifs fixés pour défendre et protéger le patrimoine arboré ?"

Réponse non parvenue.

QE 2009-119 Question de M. Pierre-Christian TAITTINGER à M. le Maire de Paris concernant le système d'aides, mis en place par l'ADEME, pour la réduction des points noirs du bruit des transports terrestres pour la période 2009-2011.

Libellé de la question :

"M. Pierre-Christian TAITTINGER demande à M. le Maire de Paris comment fonctionne le système d'aides, mis en place par l'ADEME pour la réduction des points noirs du bruit des transports terrestres pour la période 2009-2011 ?"

Réponse non parvenue.

QE 2009-120 Question de M. Pierre-Christian TAITTINGER à M. le Maire de Paris au sujet du programme de réalisations retenu pour 2010 par la SIEMP, pour la réhabilitation de son patrimoine.

Libellé de la question :

"M. Pierre-Christian TAITTINGER demande à M. le Maire de Paris quel programme de réalisation a été retenu pour 2010 par la SIEMP pour la réhabilitation de son patrimoine ?"

Réponse non parvenue.

QE 2009-121 Question de M. Pierre-Christian TAITTINGER à M. le Maire de Paris concernant la protection des espaces végétales et animales menacés d'extinction, dans le cadre de la rénovation et de la modernisation du bois de Boulogne.

Libellé de la question :

"M. Pierre-Christian TAITTINGER demande à M. le Maire de Paris si dans le cadre de la rénovation et de la modernisation du bois de Boulogne il envisage de protéger des espaces végétales, et animales menacés d'extinction ?"

Réponse non parvenue.

QE 2009-122 Question de M. Pierre-Christian TAITTINGER à M. le Maire de Paris sur les formes de communication envisagées par la Municipalité pour informer les parisiens de la mise en place de la Charte des Parisiens et du Comité des Territoires Parisiens.

Libellé de la question :

"M. Pierre-Christian TAITTINGER demande à M. le Maire de Paris quelle forme de communication envisage t-il d'utiliser à l'égard des Parisiens pour les informer de la mise en place de la charte des Parisiens et du Comité des Territoires Parisiens qu'ils pourront consulter sur tout projet intéressant les arrondissements ?"

Réponse non parvenue.

QE 2009-123 Question de M. Richard STEIN et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris relative à l'utilisation de la traction animale pour le travail forestier dans le bois de Vincennes et à son extension à d'autres lieux de la Capitale.

Libellé de la question :

"M. Richard STEIN, Conseiller du 17e arrondissement, attire l'attention de M. le Maire de Paris sur le fait qu'il y a quinze ans, la Mairie de Paris prenait une mesure écologique et très innovante pour l'époque : deux chevaux de trait étaient affectés au travail forestier dans le bois de Vincennes (en 2001, on s'est contenté de remplacer l'animal tué pendant la tempête et d'augmenter la capacité des attelages d'une unité).

Depuis de nombreuses collectivités se sont lancées dans l'utilisation de la traction animale, avec un grand succès tant au point de vue écologique, qu'économique et pédagogique, à Paris.

Aussi, M. Richard STEIN, Conseiller de Paris et les élus du groupe U.M.P.P.A. demandent à M. le Maire de Paris, pourquoi la traction équine n'a-t-elle pas été étendue à d'autres lieux de la Capitale (bois de Boulogne, grands parcs parisiens…), voire à d'autres utilisations que l'entretien des espaces verts ?"

Réponse (Mme Fabienne GIBOUDEAUX, adjointe) :

"Le nombre de chevaux et de personnels chargés de leur entretien est constant depuis la création d'un atelier de chevaux de trait dans le bois de Vincennes. Leurs attributions (bûcheronnage en éclaircie, débardage, transports) se sont élargies grâce à une professionnalisation des agents et des techniques, et à l'amélioration progressive du matériel.

Les nouvelles activités qui se sont développées sont l'arrosage des hautes tiges et le hersage des voies cavalières. A terme, il est prévu d'élargir les missions au ramassage des bacs d'ordures ménagères dans les conteneurs semi-enterrés qui seront installés dans les bois.

Toutefois, l'extension du dispositif est limitée par la difficulté de trouver des locaux adaptés pour une intervention sur la totalité du bois de Vincennes dans de bonnes conditions.

C'est d'ailleurs en partie pour ce motif que le dispositif n'a pas pu être mis en place dans le bois de Boulogne.

La volonté de la Municipalité est en tout état de cause de continuer à réfléchir pour développer le dispositif, dans des conditions respectueuses de l'animal et adaptées aux tâches qu'il est susceptible d'effectuer."

QE 2009-124 Question de M. Richard STEIN et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris concernant les dispositions envisagées pour trouver de nouveaux carrés réservés à la communauté juive dans les cimetières parisiens.

Libellé de la question :

"M. Richard STEIN, Conseiller du 17e arrondissement, souhaite interroger M. le Maire de Paris sur la réponse qui est faite par les services de la Ville à des habitants de confession juive désireux de retenir une concession dans le carré israélite d'un cimetière parisien.

En effet, un refus est opposé au motif (certainement exact) qu'il n'y a plus de place dans les carrés existants. Une alternative est alors proposée dans un carré mixte, ayant vocation à devenir, avec le temps, complètement israélite.

Il est évident que cette réponse est de nature à choquer une personne très pieuse, qui est par ailleurs dans le désarroi consécutif à un deuil, d'autant qu'aucun délai n'est donné sur la durée de la période transitoire.

Aussi, M. Richard STEIN, Conseiller de Paris et les élus du groupe U.M.P.P.A. demandent à M. le Maire de Paris quelles dispositions vont être prises afin de trouver de nouveaux carrés qui soient réservés à la communauté juive ?"

Réponse (Mme Fabienne GIBOUDEAUX, adjointe) :

"En matière d'attribution de sépulture, la législation française pose très clairement le principe de laïcité du cimetière communal au sein duquel les regroupements de tombes fondés sur des critères religieux ne doivent plus exister. Seules les sépultures privées peuvent comporter un emblème signalant les convictions religieuses du défunt ou de sa famille.

Selon l'article L. 2213-9 du CGCT, sont soumis au pouvoir de police du maire le mode de transport des personnes décédées, le maintien de l'ordre et de la décence dans les cimetières, les inhumations et les exhumations, sans qu'il soit permis d'établir des distinctions ou les prescriptions particulières à raison des croyances ou du culte du défunt ou des circonstances qui ont accompagné la mort.

Les circulaires successivement publiées par le Ministère de l'Intérieur, tout en rappelant le respect du principe de neutralité du cimetière, admettent néanmoins que le cimetière communal puisse comporter des "regroupements" de sépultures de coreligionnaires à la demande des familles, sans pour autant que cette pratique puisse être institutionnalisée.

Dans ce cadre législatif, la Municipalité parisienne s'attache à répondre au mieux aux vœux des familles, dans leur diversité, tout en s'efforçant de préserver les impératifs de bonne gestion de ses cimetières.

Ainsi, et dans la limite des espaces disponibles, des concessions sont proposées aux familles de confession juive soit au sein des "regroupements" de sépultures israélites, soit dans des divisions "mixtes", où un tel regroupement est en cours, soit enfin dans des divisions aujourd'hui peu exploitées, et où un tel regroupement est possible."

QE 2009-125 Question de M. Jérôme DUBUS et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Préfet de police sur la politique de sécurité, dans le cadre de la création d'une police d'agglomération parisienne.

Libellé de la question :

"Lors d'une intervention en décembre 2007, M. le Préfet de police faisait part aux Conseillers de Paris de la nécessité de conduire la politique de sécurité à l'échelle de l'agglomération.

La création d'une police d'agglomération parisienne vient d'être confirmée et son architecture présentée à la presse et aux syndicats.

Cette nouvelle organisation territoriale étendue aux quatre départements de la Petite Couronne et forte de 46.000 pompiers et policiers, garantit une approche globale de la sécurité intégrant l'évolution urbaine et sociologique francilienne.

Elle devrait s'accompagner d'une "mutualisation des moyens" pour reprendre les termes de M. le Préfet de police dans un récent article de presse.

Aussi, Jérôme DUBUS, Conseiller de Paris et les élus du groupe U.M.P.P.A. seraient heureux que puissent leur être précisés les effets éventuels pour Paris de ces redéploiements, en termes d'effectifs et de moyens."

Réponse non parvenue.

II - Questions du groupe Centre et Indépendants.

QE 2009-111 Question de Mme Geneviève BERTRAND et des membres du groupe Centre et Indépendants à M. le Maire de Paris relative aux politiques et aux moyens consacrés par la Ville de Paris et le Département de Paris dans les six domaines de la stratégie : économie générale, emploi, innovation et recherche incluant éducation et formation, intégration des marchés et réforme économique, cohésion, environnement.

Libellé de la question :

"A un an de l'échéance décennale de la stratégie de Lisbonne (2000-2010) élaborée par les Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UE au Conseil européen de Lisbonne en 2000, Mme Geneviève BERTRAND et les élus du groupe Centre et Indépendants demandent à M. le Maire de Paris s'il est possible de connaître les politiques et les moyens consacrés par la Ville et le Département de Paris en vue de mesurer les progrès réalisés - à l'échelle de la plus importante collectivité locale de France - dans les six domaines de la stratégie : économie générale, emploi, innovation et recherche incluant éducation et formation, intégration des marchés et réforme économique, cohésion sociale, environnement."

Réponse non parvenue.

QE 2009-112 Question de Mme Geneviève BERTRAND et des membres du groupe Centre et Indépendants à M. le Maire de Paris concernant le bilan de la campagne d'information "abuser des numéros d'urgence nuit gravement à ceux qui en ont besoin" lancée à l'automne 2008 par la Brigade des sapeurs pompiers de Paris.

Libellé de la question :

"Constatant que chaque appel injustifié aux numéros d'urgence 18 (pompiers), 17 (police), 15 (SAMU) et 112 (européen) retarde le secours d'une personne en véritable détresse, la Brigade des Sapeurs Pompiers de Paris (B.S.P.P.) a lancé à l'automne 2008 une campagne d'information intitulée "Abuser des numéros d'urgence nuit gravement à ceux qui en ont besoin".

Mme Geneviève BERTRAND et les élus du groupe Centre et Indépendants demandent à M. le Préfet de police de bien vouloir leur faire connaître l'impact de cette campagne et les suites qu'il apparaîtrait utiles de lui apporter."

Réponse non parvenue.

III - Questions du groupe du Mouvement républicain et citoyen.

QE 2009-126 Question de Mme Marinette BACHE à M. le Maire de Paris relative à la suppression de 3 postes d'assistantes sociales dans les secteurs scolaires des 8e, 16e, 9e et 11e arrondissements.

Libellé de la question :

"Trois postes d'assistantes sociales scolaires seraient supprimés, dans les secteurs scolaires 8e-16e, 9e et 11e arrondissements. Pour le poste du 11e, il s'agirait d'un glissement vers le 18e.

Ceci est loin d'être négligeable puisque chaque assistant socio-éducatif travaille sur un secteur d'environ 5 écoles avec un effectif variant entre 1.000 et 1.600 élèves parisiens des écoles maternelles et élémentaires.

Nous vous remercions de nous informer des démarches intervenues pour le maintien de ces postes et des suites données à la demande de l'intersyndicale vous demandant d'être reçus à cet effet."

Réponse non parvenue.

QE 2009-127 Question de Mme Marinette BACHE à M. le Maire de Paris sur l'avenir d'une partie des locaux de l'école Belleville (11e), pour la création de la "grande bibliothèque de Belleville".

Libellé de la question :

"Le Plan Lecture a été créé, il y a de nombreuses années. Son développement, notamment par les classes lectures, a eu lieu sous la précédente mandature sous l'impulsion d'Eric FERRAND.

Des initiatives spécifiques ont été prises, depuis 2001, à destination des quartiers du Nord, de l'Est et du Sud-est de Paris où se trouve la majeure partie des écoles classées Z.E.P.

Dans cet esprit a été crée un, outil original : "le Centre de ressources langue française", situé dans le 11e, aux confins des 10e, 19e et 20e arrondissements, très fréquenté par les enseignants qui y encadrent leurs élèves ainsi que par les enfants des centres de loisirs, encadrés eux par nos animateurs.

Un autre projet avait été mis en chantier et concerne l'avenir d'une partie des locaux de l'école Belleville, dans le 11e, pour la création de "la grande bibliothèque de Belleville", au coeur des quartiers de l'Est parisien où les besoins sont immenses en la matière.

Pourriez-vous me confirmer sa réalisation et surtout le calendrier qui avait été arrêté pour 2011 ?"

Réponse (Mme Colombe BROSSEL, adjointe) :

"Le projet d'actions visant à valoriser les écoles du boulevard de Belleville reste une priorité de la nouvelle mandature. Il s'agit d'élaborer un projet de nature à favoriser la mixité sociale tout en offrant de nouvelles activités au sein du quartier Fontaine au Roi déjà très dynamique.

La rentrée scolaire 2008/2009 a déjà vu la mise en place, à travers les cours municipaux d'adultes, d'un ensemble d'ateliers sur les thèmes de l'aide à la parentalité et de l'insertion professionnelle et scolaire. Ces ateliers forment un premier maillon significatif de ce programme.

La volonté de la Municipalité demeure de finaliser la réflexion en cours quant au type d'équipement susceptible d'accompagner ce projet, en concertation avec l'ensemble de la communauté éducative et la mairie du 11e arrondissement au sein d'un comité de pilotage qui sera mis en place à la rentrée."

QE 2009-128 Question de Mmes Marinette BACHE, Karen TAÏEB et des membres du groupe du Mouvement Républicain et Citoyen à M. le Maire de Paris relative aux actions de dératisation menées conjointement par les services sanitaires de la Préfecture de police et de la Mairie de Paris.

Libellé de la question :

"Notre groupe a été à l'initiative d'un voeu concernant la présence des rats à Paris, lors de la séance du Conseil de Paris de décembre 2008 (voeu n° 91).

Ce voeu a été adopté sous condition de ne pas donner une publicité excessive à ce phénomène. Nous avions donc retiré le deuxième paragraphe demandant l'instauration d'un numéro vert pour ce genre de problèmes et la diffusion de la création de ce numéro auprès des gardiens d'immeubles, de la population des zones concernées et dans les journaux municipaux.

Le Représentant du Préfet de police s'était alors engagé à ce que l'Unité de prévention se rende rue de Flandres, dans les quartiers et établissements signalés et à mettre en place une réunion de travail associant les services sanitaires de la Préfecture et le Service municipal, afin de voir comment travailler plus efficacement conjointement.

Merci de nous informer de l'état d'avancement de ce groupe, les résultats obtenus, et les plans d'actions de dératisations menés depuis ce voeu par le SMASH et les services de la Préfecture de police concernés."

Réponse non parvenue.

QE 2009-129 Question de Mme Marinette BACHE à M. le Maire de Paris sur l'avancement des réflexions concernant les conventions passées entre la Mairie de Paris et d'autres organismes afin de permettre l'accès de leur cantine au personnel municipal.

Libellé de la question :

"Nous vous remercions de nous communiquer la liste des différentes conventions passées entre la Mairie de Paris et les autres organismes afin de permettre l'accès de leur cantine au personnel municipal et les raisons pour lesquels ces conventionnements ne permettent pas un accès simplifié à l'aide des cartes d'accès "Ville de Paris" mais soit limité selon les services et nécessitent des formulaires spéciaux.

Nous souhaiterions également disposés des chiffres suivants :

- Nombre de personnels de la Ville de Paris à plein temps et nombre de personnels fréquentant en moyenne l'ensemble de nos restaurants administratifs.

- Nombre de personnels de la Ville fréquentant des cantines d'un organisme ne dépendant pas de la Ville mais bénéficiant d'un conventionnement.

- Estimation du nombre de personnel n'ayant pas accès à une cantine en moins de 10 minutes de son lieu de travail.

- Nombre de personnels travaillant dans des tranches horaires ne leur permettant pas l'accès à un service repas lors des plages habituelles de restauration.

Il semble que de nombreux services aient commencé à réfléchir sur le problème d'accessibilité aux cantines du personnel municipal.

Merci de nous informer de l'avancée de ces travaux et réflexions."

Réponse non parvenue.

IV - Question du groupe "PCF-PG".

QE 2009-113 Question de M. Ian BROSSAT à M. le Maire de Paris sur l'interdiction faite à plusieurs établissements festifs du quartier du Marais qui souhaitaient installer des enceintes à l'occasion de cette édition de la Fête de la Musique.

Libellé de la question :

"Le quartier du Marais, au Centre de Paris, est l'un des hauts lieux de dynamisme de la vie nocturne parisienne, et participe à l'attractivité de notre ville, à sa vitalité économique, à sa diversité culturelle.

C'est pourquoi j'ai pris connaissance avec étonnement et inquiétude d'interdictions faites à plusieurs établissements festifs du Marais qui souhaitaient installer des enceintes à l'occasion de cette édition de la Fête de la musique. D'autres interdictions avaient déjà été prononcées l'année précédente.

Plusieurs établissements installés de longue date se sont vus discriminés dans l'attribution des autorisations et l'ont fait savoir en installant des pancartes qui informaient les passants de ces interdictions.

Je souhaiterais donc connaître les raisons qui ont motivé ces refus, en totale contradiction avec l'élan festif qui s'est malgré tout manifesté dans le quartier du Marais et ce, sans incident."

Réponse non parvenue.

Liste des membres présents en Commission.

1ère Commission

MM. Jean-François LEGARET, Bernard GAUDILLÈRE, Yves POZZO di BORGO, Mme Geneviève BERTRAND, MM. David ALPHAND, Julien BARGETON, Jacques BRAVO, Jean-Pierre CAFFET, Pierre GABORIAU, Sylvain GAREL, Mme Camille MONTACIÉ, MM. Mao PENINOU et Daniel VAILLANT.

2e Commission

Mmes Claudine BOUYGUES, Hélène BIDARD, M. Jacques BOUTAULT, Mmes Lyne COHEN-SOLAL, Maïté ERRECART, MM. Didier GUILLOT, Jean-Louis MISSIKA, Mme Martine NAMY-CAULIER et M. Christian SAUTTER.

Excusées : Mme Seybah DAGOMA et Mme Valérie SACHS.

3e Commission

M. Claude DARGENT, Mmes Marie-Chantal BACH, Edith CUIGANCHE-GALLOIS, Laurence DOUVIN, Annick LEPETIT, MM. Christophe NAJDOVSKI et Jean VUILLERMOZ.

4e Commission

M. Daniel MARCOVITCH, Mme Aline ARROUZE, M. Denis BAUPIN, Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE, MM. Yves CONTASSOT, François DAGNAUD, Mmes Isabelle GACHET, Fabienne GASNIER et Claude-Annick TISSOT.

Excusée : Mme Fabienne GIBOUDEAUX.

5e Commission

Mmes Sylvie WIEVIORKA, Véronique DUBARRY, Marie-Laure HAREL, M. Mao PENINOU, Mme Frédérique PIGEON, M. Georges SARRE, Mme Danièle SIMONNET, Gisèle STIEVENARD et Geneviève BERTRAND.

Excusé : M. Hamou BOUAKKAZ

6e Commission

Mmes Karen TAÏEB, Geneviève BERTRAND, Pascale BOISTARD, Catherine BRUNO, Liliane CAPELLE, M. Gauthier CARON-THIBAULT, Mmes Véronique DUBARRY, Fatima LALEM, Martine MERIGOT de TREIGNY, Firmine RICHARD et Olga TROSTIANSKY.

7e Commission

M. Pierre AURIACOMBE, Mmes Marie-Annick BARTHE, Colombe BROSSEL, Emmanuelle BECKER, M. Hervé BÉNESSIANO, Mmes Michèle BLUMENTHAL, Anne-Christine LANG, Valérie HOFFENBERG, MM. Bruno JULLIARD, Richard STEIN, Mmes Catherine BRUNO, Karen TAIEB, Geneviève BERTRAND, MM. Jean VUILLERMOZ et Christophe NAJDOVSKI.

Excusés : Mme Fabienne GIBOUDEAUX et M. Jean-Baptiste MENGUY.

8e Commission

M. René DUTREY, Mme Anne HIDALGO, MM. Jean-Yves MANO, François VAUGLIN et Mme Géraldine POIRAULT-GAUVIN.

Excusés : M. Pierre MANSAT et Mme Anne TACHENE.

9e Commission

Mme Geneviève BERTRAND, MM. Thierry COUDERT, Philippe DUCLOUX, Sylvain GAREL, Christophe GIRARD, Mmes Laurence GOLDGRAB, Hélène MACÉ de LÉPINAY, Danièle POURTAUD, MM. Pierre SCHAPIRA, M. Jean TIBERI et Mme Catherine VIEU-CHARIER.

Excusée : Mme Catherine DUMAS.

Annexe n° 1 - Tableau des voeux et amendements déposés en Commission.

Commission Séance	n° Définitif	Groupe dépositaire	Auteurs	A V Vnr	n° délib	Objet	Affectation Adjoint
Débat budgétaire Ville et Département							
1ère	01	Exécutif		Lr	DF 56 DF 58	Budget Ville - Lettre rectificative n° 1	GAUDILLERE
1ère	02	Exécutif	EXECUTIF	Vnr	DF 56 DF 58	relatif aux relations financières entre l'Etat et la collectivité parisienne	GAUDILLERE
1ère	03	UMPPA	LAMOUR, LEGARET	Vnr	DF 56 DF 58	audits sur la situation budgétaire et financière de la collectivité parisienne et sur la gestion des personnels	GAUDILLERE
1ère	04	PS-RGA	BARGETON	Vnr	DF 56 DF 58	relatif au développement d'indicateurs permettant de mesurer la situation sociale des parisiens	GAUDILLERE
1ère	05	Verts	CONTASSOT, DUTREY	Vnr	DF 56 DF 58	relatif à l'accession des plus modestes au logement locatif privé	GAUDILLERE
1ère	06	Verts	FOURNIER	Vnr	DF 56 DF 58	relatif au maintien de la bibliothèque Vaugirard (15e)	GAUDILLERE
1ère	07	Verts	BOUTAULT	Vnr	DF 56 DF 58	relatif à la valorisation du critère "amélioration de la qualité" pour le développement du bio dans la restauration scolaire	GAUDILLERE
1ère	08	Exécutif		Lr	DF 57	Lettre rectificative - Etats spéciaux	GAUDILLERE
1ère	09	Exécutif	A LE STRAT	Lr	DPE 36	Lettre rectificative	LE STRAT
1ère	01G	Exécutif		Lr	DF 14 G DF 15 G	Budget département - Lettre rectificative n° 1	GAUDILLERE
Dossier prioritaire SGCP 6							
7e 4e	10	PS-RGA	AC LANG	V	SGCP 6	Application de nouveaux horaires d'ouverture dans les nouvelles structures d'accueil et demandes de logements sociaux pour les personnels municipaux de la Petite enfance.	NAJDOVSKI
7e 4e	10 bis	Exécutif		V	SGCP 6	Application de nouveaux horaires d'ouverture dans les nouvelles structures d'accueil et demandes de logements sociaux pour les personnels municipaux de la Petite enfance.	NAJDOVSKI
7e 4e	11	PS-RGA	R LEVY	V	SGCP 6	Harmonisation des commissions d'attribution des places en crèches	NAJDOVSKI

Commission Séance	n° Définitif	Groupe dépositaire	Auteurs	A V Vnr	n° délib	Objet	Affectation Adjoint
7e 4e	12	PS-RGA	D ASSOULINE	V	SGCP 6	Scolarisation des enfants de moins de 3 ans au mois de janvier	NAJDOVSKI
7e 4e	13	PCF-PG	E BECKER D SIMONNET	V	SGCP 6	Fonctionnement des commissions d'attribution des places en établissement de la Petite enfance	NAJDOVSKI
7e 4e	14	UMPPA CI	LAMOUR, ALPHAND, BENESSIANO, BURKLI, MERIGOT DE TREIGNY, ONGHENA, BRUNO	V	SGCP 6	Rapport de la mission d'information et d'évaluation sur la petite enfance	NAJDOVSKI
Autres dossiers - Conseil municipal							
6e	15	PS-RGA	KLUGMAN	Vnr	-	Respect du droit d'asile	BENGUIGUI
6e	16	PS-RGA PCF-PG MRC	P AIDENBAUM JP CAFFET I BROSSAT M BACHE	Vnr	-	Régularisation administrative des travailleurs sans papiers	BOISTARD
6e	17	PCF-PG	BROSSAT, SIMONNET	Vnr	-	Mesures à prendre en faveur des travailleurs sans papiers qui occupaient la Bourse du Travail	BOISTARD
6e	18	Verts	J BOUTAULT S GAREL	Vnr	-	Expulsion des sans papiers de la Bourse du Travail	BOISTARD
6e	19	PCF-PG	SIMONNET, MANSAT, CALANDRA	Vnr	-	Sites de relogement temporaire des résidents des Foyers de travailleurs migrants	BOISTARD
6e	20	PS-RGA	CARON-THIIBAULT, CHARNOZ	Vnr	-	Mise en œuvre d'une expérimentation de prévention des expulsions locatives	TROSTIANSKY
6e	21	PS-RGA	VAILLANT	Vnr	-	relatif à la création d'un carré aux biffins porte Montmatre	TROSTIANSKY
7e	22	Exécutif	BROSSEL	A	DASCO 61	Numérotation des articles du délibéré	BROSSEL
7e	23	Exécutif	BROSSEL	A	DASCO 83	Fixation de la tarification restauration adultes pour la caisse des écoles du 18ème arrondissement	BROSSEL
7e	24	UMPPA	JF LAMOUR JB MENGUY P AURIACOMBE H BENESSIANO V HOFFENBERG R STEIN PC TAITTINGER	Vnr	-	Prévention des poux dans les écoles parisiennes	BROSSEL
7e	25	PS-RGA	A LEPETIT P KLUGMAN I GACHET	Vnr	-	Maintien des postes de RASED et création de postes pour garantir une aide spécialisée dans le 17ème	BROSSEL

Commission Séance	n° Définitif	Groupe dépositaire	Auteurs	A V Vnr	n° délib	Objet	Affectation Adjoint
7e	26	UMPPA	P GOUJON JF LAMOUR JB MENGUY	Vnr	-	Ecole 99 Olivier de Serres (15ème)	BROSSEL
7e	26 bis	Exécutif		Vnr	-	Ecole 99 Olivier de Serres (15ème)	BROSSEL
7e	27	UMPPA	JF LAMOUR P GOUJON JB MENGUY	Vnr	-	Perspectives de capacité d'accueil des écoles du 15ème	BROSSEL
7e	28	UMPPA	TIBERI, BACH, SAINT-ETIENNE	Vnr		relatif au maintien d'une classe à l'école maternelle rue Buffon (5e)	BROSSEL
7e	29	Exécutif	JULLIARD	A	DJS 375	Montant de la subvention à l'association "Les P'tits Poulbots Œuvre des Gosses de la Butte " (18ème)	JULLIARD
7e	30	Exécutif	VUILLERMOZ	A	DJS 177	Dates du Triathlon de Paris	VUILLERMOZ
7e	31	UMPPA	C GOASGUEN	Vnr	-	Réfection du stade de la Muette (16ème)	VUILLERMOZ
7e	32	Exécutif	C NAJDOVSKI	A	DFPE 178	Rectification du montant de la subvention dans l'avenant	NAJDOVSKI
8e	33	PS-RGA	BERTINOTTI	V	DU 80	Restructuration des locaux administratifs 28-32, quai des Célestins (4e).	HIDALGO
8e	34	Verts	DUTREY	Vnr		Expérimentation de la baisse des seuils d'exposition aux ondes électromagnétiques	HIDALGO
8e	34 bis	Exécutif		Vnr		Expérimentation de la baisse des seuils d'exposition aux ondes électromagnétiques	HIDALGO
8e	35	PS-RGA Verts	CHERKI, DUTREY	Vnr	-	Expérimentation de la baisse des seuils d'exposition aux ondes électromagnétiques	HIDALGO
8e	36	PCF-PG	P VERON J BRAVO	Vnr	-	Ondes electromagnétiques	HIDALGO
8e	37	UMPPA	LAMOUR, GOUJON, DE CLERMONT-TONNERRE, POIRAULT-GAUVIN	Vnr	-	Difficultés liées au chantier Beaugrenelle et à l'entretien de la dalle du Front de Seine (15e)	HIDALGO
8e	38	Verts	GAREL	Vnr	-	Maintien de l'ouverture au public du passage de la Sorcière (18e)	HIDALGO
8e	39	Verts	CONTASSOT	Vnr	-	Dénomination d'un lieu en hommage à René Dumont	HIDALGO
8e	40	UMPPA	DUBUS	V	DLH 131	Réalisation d'opérations éligibles au titre du Prêt social location-accession	MANO
8e	41	Exécutif	MANO	A	DU 137	Modifications "techniques"	MANO
8e	42	PS-RGA	VAUGLIN	Vnr	-	Prévention de la surconsommation d'eau dans les copropriétés modestes	MANO

Commission Séance	n° Définitif	Groupe dépositaire	Auteurs	A V Vnr	n° délib	Objet	Affectation Adjoint
8e	43	PS-RGA	BRAVO, VERON	Vnr	-	Transformation en logements sociaux des bâtiments d'habitation issus du parc immobilier de "la Poste"	MANO
8e	44	PS-RGA	BLOCHE, VAUGLIN	Vnr	-	Création d'un passage sous l'immeuble 41, rue Richard Lenoir	MANO
8e	45	UMPPA	KUSTER, DUBUS	Vnr	-	Critères d'attribution des logements sociaux de "Paris-Habitat" dans le 17e	MANO
8e	46	UMPPA	KUSTER, DE PANAFIEU, DUBUS, BERTHAULT	Vnr	-	Situation des locataires de l'immeuble de la SIEMP du 228, rue de Courcelles (17e)	MANO
8e	47	PCF-PG	BROSSAT	Vnr	-	Expulsion des résidants de l'Hôtel Comète 116, rue Ordener	MANO
8e	48	PCF-PG	BROSSAT	Vnr		Réquisition de l'immeuble 69, rue de Sèvres	MANO
8e	49	Verts	NAJDOVSKI	A	DU 73	relatif aux orientations d'aménagement du secteur "Bercy-Charenton" (modification de l'annexe 1 relative aux objectifs poursuivis)	HIDALGO
8e	50	Verts	NAJDOVSKI	A	DU 73	relatif aux orientations d'aménagement du secteur "Bercy-Charenton" (amendement pages 5 et 6 de l'exposé des motifs)	HIDALGO
8e	50 bis	Exécutif		A	DU 73	relatif aux orientations d'aménagement du secteur "Bercy-Charenton"	HIDALGO
8e	51	PCF-PG	BROSSAT	A	DU 162	Création de logements sociaux sur le site de la Samaritaine	HIDALGO
8e	52	Verts	BOUTAULT, DUTREY	A	DU 162	Adapter l'offre de logements sociaux	HIDALGO
8e	53	PCF-PG	BROSSAT	A	DU 162	Projet de pôle commercial sur le site de la Samaritaine	HIDALGO
8e	54	Verts	BOUTAULT	V	DU 162	Devenir des anciens salariés de la Samaritaine	HIDALGO
8e	55	PCF-PG	BROSSAT	V	DU 162	Devenir des anciens salariés de la Samaritaine	HIDALGO
8e	56	Verts	BOUTAULT	V	DU 162	Conséquences des travaux sur le voisinage	HIDALGO
9e	57	Exécutif	EXECUTIF	A	DAC 89	Modification du 2e paragraphe de l'article premier du délibéré concernant la garantie d'emprunt au profit de l'association "Philharmonie de Paris"	GIRARD
9e	58	Verts	FOURNIER	Vnr	-	Pérennité du Cinéma La Clef - Images d'Ailleurs (5e)	GIRARD
9e	59	UMPPA CI	TIBERI, SAINT-ETIENNE, BACH	Vnr	-	Maintien de la bibliothèque de l'Heure Joyeuse dans le 5e arrondissement	GIRARD

Commission Séance	n° Définitif	Groupe dépositaire	Auteurs	A V Vnr	n° délib	Objet	Affectation Adjoint
9e	59 bis	Exécutif		Vnr	-	Maintien de la bibliothèque de l'Heure Joyeuse dans le 5e arrondissement	GIRARD
9e	60	UMPPA	GIANNESINI, ONGHENA	Vnr	-	Préservation des ateliers d'artistes du 40, rue des Solitaires (19e)	GIRARD
9e	61	Verts	BOUTAULT	A	DU 29	Modification du règlement local de publicité	POURTAUD
9e	62	Verts	BOUTAULT	V	DU 29	Processus d'élaboration du règlement local de publicité	POURTAUD
9e	63	UMPPA	KUSTER	V	DU 29	Consultation des maires d'arrondissement lors de l'installation de panneaux publicitaires sur les palissades de chantier	POURTAUD
9e	63 bis	CI	POZZO DI BORGO	A	DU 29	Règlement local de la publicité et de l'affichage	POURTAUD
9e	64	UMPPA	MACE DE LEPINAY	Vnr	-	Politique de la Ville dans le domaine de l'Histoire	POURTAUD
9e	65	UMPPA	CARRERE-GEE	Vnr	-	Site de la Ferme de Montsouris et de la carrière du Chemin de Port-Mahon	POURTAUD
9e	65 bis	Exécutif		Vnr	-	Site de la Ferme de Montsouris et de la carrière du Chemin de Port-Mahon	POURTAUD
9e	65 ter	Exécutif		A	SGRI 25	Projet de coopération décentralisée avec la Municipalité de Jéricho	SCHAPIRA
9e	66	Verts	BAUPIN, GAREL	Vnr	-	Soutien de la Ville de Paris au peuple iranien	SCHAPIRA
9e	67	PCF-PG	BROSSAT	Vnr	-	Soutien de la Ville de Paris au peuple iranien	SCHAPIRA
9e	68	UMPPA	DUBUS	Vnr	-	Politique de coopération de la Ville de Paris avec la Méditerranée	SCHAPIRA
9e	69	Verts	GAREL	Vnr	-	Mise à disposition d'un local associatif pour l'Union générale des étudiants de Palestine	SCHAPIRA
9e	70	PCF-PG	BROSSAT	Vnr	-	relatif à l'Union générale des étudiants palestiniens	SCHAPIRA
9e	71	Verts	GAREL	Vnr	-	Soutien au réalisateur birman Zarnagar	SCHAPIRA
9e	72	Verts	GAREL	Vnr	-	Sécurité routière : axe de la politique de coopération internationale de la Ville de Paris	SCHAPIRA
2e	73	PS-RGA	BOUYGUES	Vnr	-	relatif au maintien des commerces indépendants de proximité à Paris	COHEN-SOLAL

Commission Séance	n° Définitif	Groupe dépositaire	Auteurs	A V Vnr	n° délib	Objet	Affectation Adjoint
2e	74	UMPPA	NAMY-CAULIER, LEGARET, TIBERI, LECOQ, DATI, LEBEL, MERIGOT DE TREIGNY, GOUJON, GOASGUEN, KUSTER	Vnr	-	relatif aux subventions aux associations de commerçants,	COHEN-SOLAL
2e	75	PS-RGA	CAFFET, PIGEON, BARGETON	Vnr	-	relatif à l'offre de restauration collective proposée aux personnels de la collectivité parisienne	ERRECART
2e	76	MRC PCF-PG Verts	BACHE, BROSSAT, FOURNIER	Vnr	-	relatif aux inégalités dans l'accès aux prestations de restauration proposées aux agents de la Ville et du Département de Paris	ERRECART
2e	76 bis	Exécutif		Vnr	-	relatif aux inégalités dans l'accès aux prestations de restauration proposées aux agents de la Ville et du Département de Paris	ERRECART
2e	77	Verts	CONTASSOT	Vnr	-	relatif à l'acessibilité numérique des sites internet et des applications informatiques de la Ville de Paris	ERRECART
2e	78	Verts	Y CONTASSOT	Vnr	-	Application du plan de protection de l'atmosphère : plan de déplacement de l'administration parisienne (PDAP)	ERRECART
2e	79	Verts	GAREL	Vnr	-	relatif au tourisme d'affaire à Paris	SAUTTER
2e	79 bis	Exécutif		Vnr	-	relatif au tourisme d'affaire à Paris	SAUTTER
2e	80	UMPPA	DUBUS	Vnr		relatif à l'Agence de développement économique de Paris	SAUTTER
2e	81	PCF-PG	BROSSAT	Vnr	-	relatif à la situation des salariés de Radio France Internationale	SAUTTER
3e	82	Verts	C NAJDOVSKI	V	DVD 101	Etude en vue du prolongement de la piste cyclable avenue de Gravelle pour la desserte de la Ferme de Paris (12e)	LEPETIT
3e	83	UMPPA	CA TISSOT L DOUVIN	A	DVD 178	Aménagement de la place de la République : réversibilité de l'arrêté du PP	LEPETIT
3e	84	UMPPA	CA TISSOT L DOUVIN	A	DVD 178	Aménagement de la place de la République : principe d'expérimentation des cinq solutions proposées par les équipes avant le choix du lauréat final	LEPETIT
3e	85	UMPPA	B KUSTER F LEBEL ETC	A	DVD 179	Aménagement de la place de Clichy : principe d'expérimentation et réversibilité de l'arrêté du PP	LEPETIT
3e	86	Verts	Y CONTASSOT	Vnr	-	Mise en œuvre du vœu relatif à la circulation de la rue Croulebarbe (13e)	LEPETIT

Commission Séance	n° Définitif	Groupe dépositaire	Auteurs	A V Vnr	n° délib	Objet	Affectation Adjoint
3e	87	Verts	J BOUTAULT	Vnr	-	Maintien du caractère piéton d'une portion de la rue Rambuteau	LEPETIT
3e	88	CI	E CUIGNACHE GALLOIS	Vnr	-	Maintien du caractère piéton d'une portion de la rue Rambuteau	LEPETIT
3e	88 bis	Exécutif		Vnr	-	Maintien du caractère piéton d'une portion de la rue Rambuteau	LEPETIT
3e	89	Verts	D BAUPIN	Vnr	-	Expérimentation du "tourne à droite" cycliste	LEPETIT
3e	90	UMPPA	F LEBEL M MERIGOT DE TREIGNY	Vnr	-	Dépose et repose des îlots directionnels et des feux de signalisation sur l'avenue des Champs Elysées (8e)	LEPETIT
3e	91	UMPPA	TIBERI, BACH, SAINT-ETIENNE	Vnr	-	relatif à la sécurisation des alentours du marché Mouffetard (5e) .	LEPETIT
4e	91 bis	Exécutif		A	DEVE 124	relatif à l'avis sur le plan Régional de Qualité de l'air	BAUPIN
4e	92	PCF-PG Verts	I BROSSAT A ARROUZE Y CONTASSOT	Vnr	-	Fermeture de l'usine Château d'eau 16e	LE STRAT
4e	92 bis	Exécutif		Vnr	-	Elaboration d'un plan d'alimentation en eaux de secours pour les parisiens à partir de 2010	LE STRAT
4e	92 ter	Exécutif		A	DEVE 03 - DVD 37		LE STRAT
5e	93	PS-RGA	COUMET	Vnr	-	relatif au "Plan 1.000 caméras pour Paris"	SARRE
5e	94	Verts	CONTASSOT	Vnr	-	relatif au plan 1.000 caméras pour Paris	SARRE
5e	95	Verts	V DUBARRY J BOUTAULT	Vnr	-	Formation des agents du GPIS	SARRE
5e	96	UMPPA	B KUSTER H BENNESSIANO	Vnr	-	Manque de personnel et de gardiennage dans l'enceinte du parc Martin Luther King (17e)	SARRE
5e	97	UMPPA	B KUSTER J DUBUS	Vnr	-	Manque de personnel et de gardiennage dans le square Emile Borel (17e)	SARRE
5e	97 bis	Exécutif		Vnr	-	Manque de personnel et de gardiennage dans le square Emile Borel et le parc Martin Luther King (17e)	SARRE
5e	98	CI	Y POZZO DI BORGO	Vnr	-	Protection des espaces verts du 7e lors de la période estivale	SARRE
5e	99	PS-RGA	LEPETIT, KLUGMAN, GACHET	Vnr	-	relatif à l'insécurité dans le 17e arrondissement	SARRE
5e	100	PCF-PG	I BROSSAT	Vnr	-	Relations entre policiers et habitants dans le quartier de la Goutte d'or (18e)	SARRE

Commission Séance	n° Définitif	Groupe dépositaire	Auteurs	A V Vnr	n° délib	Objet	Affectation Adjoint
5e	100 bis	Exécutif		Vnr	-	Relations entre policiers et habitants dans le quartier de la Goutte d'or (18e)	SARRE
5e	101	PCF-PG	BROSSAT, ARROUZE	Vnr	-	relatif aux "contrôles au faciès"	SARRE
5e	101 bis	Exécutif		Vnr	-	relatif aux "contrôles au faciès"	SARRE
Conseil général							
2e	02G	PCF-PG	BROSSAT, LHOSTIS, ARROUZE	V	DDEE 56 G	relatif au champs d'activités des régies de quartier	DAGOMA
2e	03G	Exécutif	EXECUTIF	A	DDEE 71 G	Amendement technique modifiant l'exposé des motifs, le délibéré et la convention	MISSIKA
2e	04G	CI	SACHS	V	DDEE 72 G	relatif à la création d'un site internet qui constituerait la vitrine commune de l'ensemble des incubateurs, pépinières, pôles de compétitivité, jeunes entreprises innovantes et universitaires soutenus par la collectivité parisienne	MISSIKA
2e	04G bis	Exécutif		V	DDEE 72 G	relatif à la création d'un site internet qui constituerait la vitrine commune de l'ensemble des incubateurs, pépinières, pôles de compétitivité, jeunes entreprises innovantes et universitaires soutenus par la collectivité parisienne	MISSIKA
2e	05G	CI	SACHS	V	DDEE 63 G	relatif aux stages en entreprise dans le cadre des formations qualifiantes du PDAE	SAUTTER
3e	06G	PCF-PG	I BROSSAT	V	DVD 213 G	Déplafonnement du versement transport	LEPETIT
3e	07G	PCF-PG	I BROSSAT	V	DVD 213 G	Risque d'un recours au partenariat public-privé pour le finacement du plan de mobilisation des transports en Iles de France	LEPETIT
3e	07G bis	Exécutif		V	DVD 213 G	Risque d'un recours au partenariat public-privé pour le finacement du plan de mobilisation des transports en Iles de France	LEPETIT
6e	08G	CI	BRUNO	V	DASES 351 G	Actualisation de la charte départementale de prévention spécialisée	EL KHOMRI

Commission Séance	n° Définitif	Groupe dépositaire	Auteurs	A V Vnr	n° délib	Objet	Affectation Adjoint
6e	09G	CI	BRUNO	V	DASES 351 G	Réalisation d'un audit concernant les associations de prévention spécialisées parisiennes	EL KHOMRI
6e	10G	Verts	DUTREY	Vnr	-	Etude sur la surmortalité infantile dans les 12e, 18e et 19e arrondissements	LE GUEN
6e	11G	Verts	BOUTAULT	Vnr	-	Maintien dans le centre du CAPP Neuve Saint-Pierre	LE GUEN
6e	12G	PCF-PG	BROSSAT, BECKER	Vnr	-	Maintien dans le centre du CAPP Neuve Saint-Pierre	LE GUEN
6e	13G	PCF-PG	BROSSAT	V	DASES 321 G	Inscription d'une disposition nouvelle dans le formulaire de demande de RSA	TROSTIANSKY
6e	14G	UMPPA	DUBUS, MERIGOT DE TREIGNY, CHERIOUX DE SOULTRAIT, ROGER	Vnr	DASES 321 G-	Entrée en vigueur du RSA : Bilan	TROSTIANSKY
7e	15G	Exécutif	BROSSEL	A	DASCO 45 G	Fixation des tarifs adultes pour certains collèges	BROSSEL
7e	16G	PS-RGA	A LEPETIT P KLUGMAN I GACHET	Vnr	-	Développement de classes internationales dans les collèges du 17ème	BROSSEL

Annexe n° 2 - Budget supplémentaire d'investissement de la Ville de Paris pour 2009.

RECAPITULATION GENERALE DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME

	Missions	DEPENSES	RECETTES
01000	CABINET DU MAIRE	113 406,49	0,00
02000	SECRETARIAT GENERAL DE LA VILLE DE PARIS	33 909 851,50	4 315 728,00
03000	INSPECTION GENERALE	30 411,63	0,00
04000	SECRETARIAT GENERAL DU CONSEIL DE PARIS	350 000,00	0,00
05000	SYSTEMES ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	21 239 443,59	0,00
06000	INFORMATION ET COMMUNICATION	318 281,50	0,00
08000	PREVENTION ET PROTECTION	6 712 553,66	0,00
09000	AFFAIRES JURIDIQUES	938 457,67	428 410,00
10000	RESSOURCES HUMAINES	1 729 966,74	0,00
11000	DELEGATION A L'EVENEMENTIEL ET AU PROTOCOLE	-184 265,32	0,00
13000	ACHATS, LOGISTIQUE, IMPLANTATIONS ADM. ET TRANSPORTS	62 559 339,23	662 200,00
14000	DECENTRALISATION ET RELATIONS AVEC LES ASSOCIATIONS, LES TERRITOIRES ET LES CITOYENS	17 934 326,47	224 640,00
15000	POLITIQUE DE LA VILLE ET DE L'INTEGRATION	-1 775 705,31	0,00
21000	PATRIMOINE ET ARCHITECTURE	278 095 562,01	15 004 171,52
23000	ESPACES VERTS ET ENVIRONNEMENT	156 760 173,68	1 043 390,00
30000	FAMILLES ET PETITE ENFANCE	369 355 421,14	56 308 508,98
34000	ACTION SOCIALE, ENFANCE ET SANTE	-3 386 156,81	183 036,00
40000	AFFAIRES CULTURELLES	463 862 196,72	105 723 089,16
50000	FINANCES (SERVICES COMMUNS)	68 128 580,49	51 571 454,49
51000	FINANCES	8 578 648,46	0,00
55000	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI	15 652 024,73	40 500,00
60000	URBANISME	206 242 614,28	25 636 285,91
61000	VOIRIE ET DEPLACEMENTS	1 268 028 560,48	257 781 453,79
64000	PROPRETE ET EAU	116 463 390,50	32 574 802,59
65000	LOGEMENT ET HABITAT	14 535 593,31	225 000,00
80000	AFFAIRES SCOLAIRES	508 716 396,92	29 184 865,41
88000	JEUNESSE ET SPORTS	469 770 233,40	69 969 803,60
	MISSIONS ORGANIQUES	**4 084 679 307,16**	**650 877 339,45**
90000	DONS ET LEGS	20 021 411,42	154 472 328,00
90001	ETUDES	72 929 923,82	144 227 249,02
90002	GRANDS PROJETS DE RENOVATION URBAINE	176 717 977,39	13 645 384,41
90003	ACTION EN FAVEUR DES PERSONNES HANDICAPEES	33 396 644,71	3 323 200,00
90004	OPERATIONS SOUS MANDAT	52 706 183,76	79 476 374,07
90005	SCHEMA DIRECTEUR INFORMATIQUE	187 312 971,08	0,00
90006	COMPTE FONCIER	1 109 386 081,52	1 138 152 124,68
90007	AVANCES DE TRESORERIE	71 280 653,68	92 600 267,81
90010	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT	1 538 135 763,70	88 100,00
90011	AVANCES SUR MARCHES	28 787 152,00	28 787 152,00
	MISSIONS TRANSVERSALES	**3 290 674 763,08**	**1 654 772 179,99**
	TOTAL	**7 375 354 070,24**	**2 305 649 519,44**

VILLE DE PARIS	BUDGET PRINCIPAL	BUDGET SUPPLÉMENTAIRE
II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET		II
SECTION D'INVESTISSEMENT - CHAPITRES		A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire Budget précédent	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (RAR + VOTE)	TOTAL NOUVEAU BUDGET (BP + RAR + VOTE)
010	STOCKS (REGROUPEMENT DES COMPTES 31, 33, 35)						
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	33 017 607,00	5 589 076,27			5 589 076,27	38 606 683,27
204	SUBVENTIONS D'ÉQUIPEMENT VERSÉES	342 056 939,00	1 574 446,58	1 000 000,00	1 000 000,00	2 574 446,58	344 631 385,58
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	313 229 671,00	12 413 693,21	46 646 151,00	61 646 151,00	74 059 844,21	387 289 515,21
22	IMMOBILISATIONS REÇUES EN AFFECTATION						
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	575 460 650,00	11 952 349,01	9 004 179,00	9 004 179,00	20 956 528,01	596 417 178,01
	Total des dépenses d'équipement	1 263 764 867,00	31 529 565,07	56 650 330,00	71 650 330,00	103 179 895,07	1 366 944 762,07
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	410 000,00					410 000,00
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	708 200,00					708 200,00
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	996 566 502,00					996 566 502,00
18	COMPTE DE LIAISON AFFECTATION (BUDGETS ANNEXES REGIES NON PERSONNALISEES)						
26	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS	8 500 000,00					8 500 000,00
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	53 550 000,00		-1 000 000,00	-1 000 000,00	-1 000 000,00	52 550 000,00
020	DÉPENSES IMPRÉVUES	4 860 000,00					4 860 000,00
	Total des dépenses financières	1 064 594 702,00		-1 000 000,00	-1 000 000,00	-1 000 000,00	1 063 594 702,00
45...1	Total des opérations pour compte de tiers (9)	4 276 615,00	397 082,08	775 000,00	775 000,00	1 172 082,08	5 448 697,08
	Total des dépenses réelles d'investissement	2 332 636 184,00	31 926 647,15	56 425 330,00	71 425 330,00	103 351 977,15	2 435 988 161,15
040	*OPÉRATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS*	*6 500 000,00*					6 500 000,00
041	*OPÉRATIONS PATRIMONIALES*	*66 532 000,00*		*19 500 000,00*	*19 500 000,00*	*19 500 000,00*	86 032 000,00
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	*73 032 000,00*		*19 500 000,00*	*19 500 000,00*	*19 500 000,00*	92 532 000,00
	TOTAL	2 405 668 184,00	31 926 647,15	75 925 330,00	90 925 330,00	122 851 977,15	2 528 520 161,15
						+	+
	D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF OU ANTICIPE (1)					85 925 000,04	85 925 000,04
						=	=
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES					208 776 977,19	2 614 445 161,19

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire Budget précédent	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (RAR + VOTE)	TOTAL NOUVEAU BUDGET (BP + RAR + VOTE)
010	STOCKS (REGROUPEMENT DES COMPTES 31, 33, 35)						
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	59 500 000,00		190 269,00	190 269,00	190 269,00	59 690 269,00
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	1 577 398 399,00		-196 925 927,00	-181 483 494,00	-181 483 494,00	1 395 914 905,00
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
204	SUBVENTIONS D'ÉQUIPEMENT VERSÉES						
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES						
22	IMMOBILISATIONS REÇUES EN AFFECTATION						
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	11 000 000,00					11 000 000,00
	Total des recettes d'équipement	1 647 898 399,00		-196 735 658,00	-181 293 225,00	-181 293 225,00	1 466 605 174,00
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES (hors 1068)	103 505 500,00		93 500 000,00	93 500 000,00	93 500 000,00	197 005 500,00
1068	EXCÉDENTS DE FONCTIONNEMENT CAPITALISÉS (10)			117 851 647,19	117 851 647,19	117 851 647,19	117 851 647,19
138	AUTRES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT NON TRANSFÉRABLES						
18	COMPTE DE LIAISON AFFECTATION (BUDGETS ANNEXES REGIES NON PERSONNALISEES)						
26	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS						
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	78 867 400,00		1 800 108,00	1 800 108,00	1 800 108,00	80 667 508,00
024	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	100 000 000,00		19 353 400,00	19 353 400,00	19 353 400,00	119 353 400,00
	Total des recettes financières	282 372 900,00		232 505 155,19	232 505 155,19	232 505 155,19	514 878 055,19
45...2	Total des opérations pour compte de tiers (9)	3 536 615,00					3 536 615,00
	Total des recettes réelles d'investissement	1 933 807 914,00		35 769 497,19	51 211 930,19	51 211 930,19	1 985 019 844,19
021	*Virement de la section de fonctionnement (5)*	*127 765 000,00*		*138 690 000,00*	*138 247 567,00*	138 247 567,00	266 012 567,00
040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections (5)*	*277 563 270,00*		*-182 520,00*	*-182 520,00*	-182 520,00	277 380 750,00
041	*Opérations patrimoniales (5)*	*66 532 000,00*		*19 500 000,00*	*19 500 000,00*	19 500 000,00	86 032 000,00
	Total des recettes d'ordre d'investissement	*471 860 270,00*		*158 007 480,00*	*157 565 047,00*	157 565 047,00	629 425 317,00
	TOTAL	2 405 668 184,00		193 776 977,19	208 776 977,19	208 776 977,19	2 614 445 161,19
						+	+
	R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (1)						
						=	=
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES					208 776 977,19	2 614 445 161,19

Pour information :

Il s'agit pour un budget voté en équilibre de ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements.	AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DEGAGE PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (11)	344 532 504,93

VILLE DE PARIS	BUDGET PRINCIPAL	BUDGET SUPPLÉMENTAIRE
IV - ANNEXES		IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION		A1

A1 - PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1)

INVESTISSEMENT

Art. Chap (2)	Libellé	Non ventilable 01	0 Services généraux des administrations (sauf 01)	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement et formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse
	DEPENSES (3)	1 188 287 511,19	125 571 232,00	3 876 113,00	89 368 026,00	107 605 493,00	76 148 490,00
	Dépenses de l'exercice	1 156 360 864,04	125 571 232,00	3 876 113,00	89 368 026,00	107 605 493,00	76 148 490,00
001	SOLDE D'EXÉCUTION REPORTÉ	85 925 000,04					
020	DÉPENSES IMPRÉVUES	4 860 000,00					
040	*OPÉRATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS*	*6 500 000,00*					
041	*OPÉRATIONS PATRIMONIALES*	*7 000 000,00*	*13 810 000,00*	*17 000,00*	*7 122 000,00*	*4 300 000,00*	*4 783 000,00*
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES						
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	500 000,00					
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	996 510 002,00	42 000,00				
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 960 412,00	16 918 893,00	30 000,00	170 000,00	250 000,00	2 791 966,00
204	SUBVENTIONS D'ÉQUIPEMENT VERSÉES	1 000 000,00	16 697 013,00		3 340 000,00	4 170 000,00	787 952,00
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	13 010 560,00	9 761 239,00	542 604,00	9 956 661,00	12 102 751,00	9 862 625,00
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	35 094 890,00	68 342 087,00	1 286 509,00	68 287 750,00	86 482 742,00	57 922 947,00
26	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS	2 000 000,00					
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 000 000,00				300 000,00	
45	COMPTABILITÉ DISTINCTE RATTACHEE			2 000 000,00	491 615,00		
	Restes à réaliser - reports dépenses	31 926 647,15					
	RECETTES (3)	2 260 582 269,19	15 355 000,00	2 015 000,00	8 443 615,00	13 792 608,00	15 975 269,00
	Recettes de l'exercice	2 260 582 269,19	15 355 000,00	2 015 000,00	8 443 615,00	13 792 608,00	15 975 269,00
021	*VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT*	*266 012 567,00*					
024	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS						
040	*OPÉRATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS*	*277 380 750,00*					
041	*OPÉRATIONS PATRIMONIALES*	*7 000 000,00*	*13 810 000,00*	*15 000,00*	*7 122 000,00*	*4 300 000,00*	*4 785 000,00*
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	314 351 647,19				*5 500,00*	
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT				*1 200 000,00*	*7 712 000,00*	*190 269,00*
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	1 395 804 905,00					
23	IMMOBILISATIONS EN COURS						*11 000 000,00*
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	32 400,00	1 545 000,00			*1 775 108,00*	
45	COMPTABILITÉ DISTINCTE RATTACHEE			*2 000 000,00*	*121 615,00*		
	Restes à réaliser - reports recettes						
	SOLDE	1 072 294 758,00	-110 216 232,00	-1 861 113,00	-80 924 411,00	-93 812 885,00	-60 173 221,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé)
(2) S'il s'agit du Budget Supplémentaire ou de Décisions Modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP+DM+BS). Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que les restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01 - non ventilable.

VILLE DE PARIS	BUDGET PRINCIPAL	BUDGET SUPPLÉMENTAIRE
IV - ANNEXES		IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION		A1

A1 - PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1)

INVESTISSEMENT

5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagement et services urbains, environnement	9 Action économique	TOTAL	Art. Chap (2)
5 215 000,00	72 673 143,00	270 779 376,00	671 277 277,00	3 643 500,00	2 614 445 161,19	
5 215 000,00	72 673 143,00	270 779 376,00	671 277 277,00	3 643 500,00	2 582 518 514,04	
					85 925 000,04	001
					4 860 000,00	020
					6 500 000,00	040
2 900 000,00	14 200 000,00		31 900 000,00		86 032 000,00	041
			410 000,00		410 000,00	10
	28 000,00		180 200,00		708 200,00	13
	1 000,00			13 500,00	996 566 502,00	16
			9 896 336,00		33 017 607,00	20
	8 000 000,00	265 526 953,00	43 335 021,00	200 000,00	343 056 939,00	204
100 000,00	4 795 000,00	87 847,00	314 556 535,00	100 000,00	374 875 822,00	21
65 000,00	45 269 143,00	5 164 576,00	213 219 185,00	3 330 000,00	584 464 829,00	23
			6 500 000,00		8 500 000,00	26
			51 250 000,00		52 550 000,00	27
2 150 000,00	380 000,00		30 000,00		5 051 615,00	45
					31 926 647,15	
4 300 000,00	18 400 000,00	16 785 000,00	258 686 400,00	110 000,00	2 614 445 161,19	
4 300 000,00	18 400 000,00	16 785 000,00	258 686 400,00	110 000,00	2 614 445 161,19	
					266 012 567,00	021
			119 353 400,00		119 353 400,00	024
					277 380 750,00	040
2 900 000,00	14 200 000,00		31 900 000,00		86 032 000,00	041
			500 000,00		314 857 147,19	10
	4 200 000,00		46 388 000,00		59 690 269,00	13
				110 000,00	1 395 914 905,00	16
					11 000 000,00	23
		16 785 000,00	60 530 000,00		80 667 508,00	27
1 400 000,00			15 000,00		3 536 615,00	45
-915 000,00	-54 273 143,00	-253 994 376,00	-412 590 877,00	-3 533 500,00	0,00	

Annexe n° 3 - Budget supplémentaire de fonctionnement de la Ville de Paris pour 2009.

VILLE DE PARIS	BUDGET PRINCIPAL	BUDGET SUPPLÉMENTAIRE
II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET		II
SECTION DE FONCTIONNEMENT - CHAPITRES		A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire Budget précédent	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (RAR + VOTE)	TOTAL NOUVEAU BUDGET (BP + RAR + VOTE)
011	CHARGES À CARACTÈRE GÉNÉRALE	709 854 576,00	17 961 887,00	7 413 453,00	7 413 453,00	25 375 340,00	735 229 916,00
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILÉS	1 796 526 588,00		2 873 000,00	2 873 000,00	2 873 000,00	1 799 399 588,00
014	ATTÉNUATIONS DE PRODUITS	217 182 432,00		25 450 979,00	25 450 979,00	25 450 979,00	242 633 411,00
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	1 553 477 686,00	97 434,00	66 966 362,00	67 408 795,00	67 506 229,00	1 620 983 915,00
656	Frais de fonctionnement des groupes d'élus	3 666 000,00					3 666 000,00
	Total des dépenses de gestion courante	4 280 707 282,00	18 059 321,00	102 703 794,00	103 146 227,00	121 205 548,00	4 401 912 830,00
66	CHARGES FINANCIÈRES	107 764 395,00					107 764 395,00
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	227 530 800,00	18 074,00	26 914 000,00	26 914 000,00	26 932 074,00	254 462 874,00
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS (4)						
022	DÉPENSES IMPRÉVUES	4 207 872,00		-141 797,93	-141 797,93	-141 797,93	4 066 074,07
	Total des dépenses réelles de fonctionnement	4 620 210 349,00	18 077 395,00	129 475 996,07	129 918 429,07	147 995 824,07	4 768 206 173,07
023	*VIREMENT À LA SECTION D'INVESTISSEMENT (5)*	*127 765 000,00*		*138 690 000,00*	*138 247 567,00*	*138 247 567,00*	*266 012 567,00*
042	*OPÉRATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS (5)*	*277 563 270,00*		*-182 520,00*	*-182 520,00*	*-182 520,00*	*277 380 750,00*
043	*OPÉRATIONS D'ORDRE À L'INTÉRIEUR DE LA SECTION DE*						
	Total des dépenses d'ordre de fonctionnement	*405 328 270,00*		*138 507 480,00*	*138 065 047,00*	*138 065 047,00*	*543 393 317,00*
	TOTAL	5 025 538 619,00	18 077 395,00	267 983 476,07	267 983 476,07	286 060 871,07	5 311 599 490,07
						+	+
	D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)						
						=	=
	TOTAL DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULÉES					286 060 871,07	5 311 599 490,07

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire Budget précédent	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (RAR + VOTE)	TOTAL NOUVEAU BUDGET (BP + RAR + VOTE)
013	ATTÉNUATIONS DE CHARGES	11 696 000,00		6 780 000,00	6 780 000,00	6 780 000,00	18 476 000,00
70	PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES	279 742 105,00		8 184 050,00	8 184 050,00	8 184 050,00	287 926 155,00
73	IMPÔTS ET TAXES	2 537 217 444,00		46 821 178,00	46 821 178,00	46 821 178,00	2 584 038 622,00
74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	1 445 647 997,00		11 191 752,00	11 191 752,00	11 191 752,00	1 456 839 749,00
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	540 172 441,00		20 000 000,00	20 000 000,00	20 000 000,00	560 172 441,00
	Total des recettes de gestion courante	4 814 475 987,00		92 976 980,00	92 976 980,00	92 976 980,00	4 907 452 967,00
76	PRODUITS FINANCIERS	15 107 067,00		23 079,00	23 079,00	23 079,00	15 130 146,00
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	189 455 565,00		700 000,00	700 000,00	700 000,00	190 155 565,00
78	REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS						
	Total des recettes réelles de fonctionnement	5 019 038 619,00		93 700 059,00	93 700 059,00	93 700 059,00	5 112 738 678,00
042	OPÉRATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	6 500 000,00					*6 500 000,00*
043	OPÉRATIONS D'ORDRE À L'INTÉRIEUR DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT						
	Total des recettes d'ordre de fonctionnement	*6 500 000,00*					*6 500 000,00*
	TOTAL	5 025 538 619,00		93 700 059,00	93 700 059,00	93 700 059,00	5 119 238 678,00
						+	+
	R002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)					192 360 812,07	192 360 812,07
						=	=
	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULÉES					286 060 871,07	5 311 599 490,07

Pour information :

Il s'agit pour un budget voté en équilibre de ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissement	AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DEGAGE PAR LA SECTION D'INVESTISSEMENT (11)	344 532 504,93

(1) cf.état - Modalités de vote.
(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).
(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
(5) *DF 023 =RI 021 ; DI 040= RF 042 ; RI 040= DF 042 ; DI 041= RI 041 ; DF 043 = RF 043.*
(6) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissements, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.
(7) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.
(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
(10) Le compte 1068 n'est pas un chapitre, mais un article du chapitre 10.
(11) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 - RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 - DI 040.

VILLE DE PARIS	BUDGET PRINCIPAL	BUDGET SUPPLÉMENTAIRE
IV - ANNEXES		IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION		A1

A1 - PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1)

Art. Chap (2)	Libellé	Non ventilable 01	0 Services généraux des administrations (sauf 01)	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement et formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse
			FONCTIONNEMENT				
	DÉPENSES (2)	**837 005 450,07**	**1 048 222 289,00**	**49 638 345,00**	**411 968 968,00**	**264 587 048,00**	**232 097 657,00**
	Dépenses de l'exercice	**837 005 450,07**	**1 030 144 894,00**	**49 638 345,00**	**411 968 968,00**	**264 587 048,00**	**232 097 657,00**
011	CHARGES À CARACTÈRE GÉNÉRALE	11 810 000,00	194 692 725,00	4 311 645,00	37 854 594,00	32 299 459,00	75 713 565,00
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILÉS		365 661 001,00	39 386 700,00	277 630 508,00	134 364 800,00	141 925 092,00
014	ATTÉNUATIONS DE PRODUITS	128 496 549,00	114 136 862,00				
022	DÉPENSES IMPRÉVUES	4 066 074,07					
023	*VIREMENT À LA SECTION D'INVESTISSEMENT*	*266 012 567,00*					
042	*OPÉRATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS*	*277 380 750,00*					
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	5 011 115,00	337 757 506,00	5 940 000,00	96 250 366,00	97 646 789,00	13 760 000,00
658	Frais de fonctionnement des groupes d'élus	3 666 000,00					
66	CHARGES FINANCIÈRES	107 562 395,00	200 000,00			2 000,00	
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	33 000 000,00	17 696 800,00		233 500,00	274 000,00	699 000,00
	Restes à réaliser - reports dépenses		18 077 395,00				
	RECETTES (2)	**3 589 543 270,07**	**176 827 645,00**	**929 000,00**	**15 510 024,00**	**15 423 079,00**	**59 992 339,00**
	Recettes de l'exercice	**3 589 543 270,07**	**176 827 645,00**	**929 000,00**	**15 510 024,00**	**15 423 079,00**	**59 992 339,00**
002	RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTÉ	192 360 812,07					
013	ATTÉNUATIONS DE CHARGES		18 476 000,00				
042	*OPÉRATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS*	*6 500 000,00*					
70	PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES		18 342 338,00	649 000,00	12 648 847,00	10 469 707,00	31 395 303,00
73	IMPÔTS ET TAXES	2 073 744 711,00	260 000,00				
74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	1 315 916 597,00	2 690 626,00	280 000,00	1 737 826,00	725 000,00	11 914 700,00
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE		135 603 516,00		1 123 351,00	3 860 976,00	16 600 336,00
76	PRODUITS FINANCIERS	1 150,00	41 600,00			37 396,00	
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 020 000,00	1 413 565,00			330 000,00	82 000,00
	Restes à réaliser - reports recettes						
	SOLDE	**2 752 537 820,00**	**-871 394 644,00**	**-48 709 345,00**	**-396 458 944,00**	**-249 163 969,00**	**-172 105 318,00**

VILLE DE PARIS	BUDGET PRINCIPAL	BUDGET SUPPLÉMENTAIRE
IV - ANNEXES		IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION		A1

A1 - PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1)

5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagement et services urbains, environnement	9 Action économique	TOTAL	Art. Chap (2)
FONCTIONNEMENT						
896 699 372,00	314 308 477,00	38 997 525,00	1 187 420 911,00	30 653 448,00	5 311 599 490,07	
896 699 372,00	314 308 477,00	38 997 525,00	1 187 420 911,00	30 653 448,00	5 293 522 095,07	
1 104 667,00	20 292 156,00	10 415 625,00	323 079 645,00	5 693 948,00	717 268 029,00	011
43 897 500,00	257 316 321,00	17 261 900,00	508 531 766,00	13 424 000,00	1 799 399 588,00	012
					242 633 411,00	014
					4 066 074,07	022
					266 012 567,00	023
					277 380 750,00	042
851 637 205,00	36 500 000,00	10 730 000,00	154 366 500,00	11 287 000,00	1 620 886 481,00	65
					3 666 000,00	658
					107 764 395,00	66
60 000,00	200 000,00	590 000,00	201 443 000,00	248 500,00	254 444 800,00	67
					18 077 395,00	
0,00	168 900 000,00	260 698 392,00	1 016 845 681,00	6 930 060,00	5 311 599 490,07	
0,00	168 900 000,00	260 698 392,00	1 016 845 681,00	6 930 060,00	5 311 599 490,07	
					192 360 812,07	002
					18 476 000,00	013
					6 500 000,00	042
	48 900 000,00	2 450 000,00	160 899 060,00	2 171 900,00	287 926 155,00	70
			509 809 111,00	224 800,00	2 584 038 622,00	73
	120 000 000,00	900 000,00	2 425 000,00	250 000,00	1 456 839 749,00	74
		244 263 392,00	154 457 510,00	4 263 360,00	560 172 441,00	75
		13 000 000,00	2 050 000,00		15 130 146,00	76
		85 000,00	187 205 000,00	20 000,00	190 155 565,00	77
-896 699 372,00	-145 408 477,00	221 700 867,00	-170 575 230,00	-23 723 388,00	0,00	

Sommaire

Ouverture de la séance. 902

Condoléances. 902

Adoption de comptes rendus. 902

Dispositif mis en place par rapport à la grippe A. 902

Discussion budgétaire commune Ville et Département. 2009, DF 56 - Rapport de présentation du budget supplémentaire de 2009. - Budget supplémentaire d'investissement et de fonctionnement de la Ville de Paris pour 2009. - 1° - Budget d'investissement. - 2° - Budget de fonctionnement. Vœu déposé par l'Exécutif relatif aux relations financières entre l'Etat et la collectivité parisienne. Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à des audits sur la situation budgétaire et financière de la collectivité parisienne et sur la gestion des personnels. Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif au développement d'indicateurs permettant de mesurer la situation sociale des Parisiens. Vœu déposé par le groupe "Les Verts" relatif à l'accession des plus modestes au logement locatif privé. Vœu déposé par le groupe "Les Verts" relatif au maintien de la Bibliothèque Vaugirard. Vœu déposé par le groupe "Les Verts" relatif à la valorisation du critère "amélioration de la qualité" pour le développement du bio dans la restauration scolaire. 903

2009, DF 58 - Individualisation des autorisations de programme votées au budget supplémentaire d'investissement de la Ville de Paris pour 2009. 922

2009, DF 57 - Budget supplémentaire des états spéciaux des arrondissements pour 2009. - Adoption des états spéciaux d'arrondissement et ventilation des dépenses par chapitre et par nature. 922

2009, DF-DRH 55 - Créations, suppressions, transformations d'emplois et répartition par grade de certains corps dans les services municipaux pour 2009. 922

2009, DALIAT 26 - DF 23 - Budget supplémentaire du Service technique des Transports automobiles municipaux pour 2009. 922

2009, DPE 37-DF 21 - Budget annexe de l'assainissement de la Ville de Paris. - Budget supplémentaire pour 2009. . . .922

2009, DPE 36-DF 22 - Budget annexe de l'eau de la Ville de Paris. - Budget supplémentaire pour 2009. 922

2009, DEVE 108- DF 24 - Budget supplémentaire du fossoyage pour l'exercice 2009. 923

2009, PP 62 - Décision modificative n° 1 du budget spécial de la Préfecture de police pour 2009. 923

Suspension et reprise de la séance. 923

Vœu déposé par le socialiste, radical de gauche et apparentés relatif au respect du droit d'asile. 923

2009, DPVI 60 - Subvention à l'association "Génériques" menant des actions spécifiques pour favoriser l'intégration des étrangers à Paris par la valorisation de leurs cultures d'origine ou de la mémoire de l'immigration. - Montant : 37.000 euros. - Signature d'une convention de mise à disposition de locaux avec cette association. 924

Vœu déposé par les groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste et élus du Parti de gauche et du Mouvement républicain et citoyen relatif à la régularisation administrative des travailleurs sans papiers. Vœu déposé par le groupe communiste et élus du Parti de gauche relatif aux travailleurs sans papiers qui occupaient la Bourse du Travail. Vœu déposé par le groupe "Les Verts" relatif à l'expulsion des sans papiers de la Bourse du Travail. 925

Vœu déposé par Mme Danielle SIMONNET, M. Pierre MANSAT, Mme Frédérique CALANDRA et les élus du groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, soutenu par la majorité du Conseil du 20e arrondissement et adopté à l'unanimité, pour des sites de relogement temporaire des résidents des foyers de travailleurs migrants. 928

2009, CAS 1 - Actualisation du Règlement Municipal des Prestations d'Aide Sociale Facultative. 929

Vœu déposé par M. Gauthier CARON-THIBAULT, Mme Sandrine CHARNOZ et les élus du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, relatif à la mise en œuvre d'une expérimentation de prévention des expulsions locatives. 930

Vœu déposé par M. Daniel VAILLANT et les élus du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, relatif à la création d'un carré aux biffins porte Montmartre. 931

2009, DASCO 61 - Evolutions et fixations tarifaires des activités périscolaires. 932

2009, DASCO 83 - Fixation pour l'année scolaire 2009/2010 des tarifs de restauration scolaire pour les caisses des écoles des 1er, 2e, 3e, 4e, 5e, 6e, 7e, 8e, 9e, 10e, 11e, 12e, 13e, 14e, 15e, 16e, 17e, 18e, 19e et 20e arrondissements. 933

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la prévention des poux dans les écoles parisiennes. 935

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif au maintien des postes RASED actuels et à la création des postes en nombre suffisant pour garantir une aide spécialisée à tous les élèves qui en ont besoin dans le 17e arrondissement. 936

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'école 99 rue Olivier de Serres (15e). Vœu déposé par l'Exécutif. . . .937

Vœu déposé par MM. Jean-François LAMOUR, Philippe GOUJON, Jean-Baptiste MENGUY et les élus du groupe U.M.P.P.A. relatif aux perspectives de capacité d'accueil des écoles du 15e arrondissement. 938

Vœu déposé par M. Jean TIBERI, Mme Chantal BACH et M. Christian SAINT-ETIENNE relatif au maintien d'une classe de petite section à l'école maternelle du 15 bis, rue Buffon. 939

2009, DJS 375 - Subvention à l'association "Les P'tits Poulbots Oeuvre des Gosses de la Butte Montmartre" (18e). - Montant : 2.000 euros. 940

2009, DFPE 6 - Approbation et signature par la Société Immobilière d'Economie Mixte de la Ville de Paris (SIEMP), mandataire de la Ville, d'un avenant au marché de maîtrise d'oeuvre conclu pour la réalisation d'une crèche collective de 66 places et d'un logement de fonction intégrés à un immeuble de logements sociaux, 14-20, impasse Truillot (11e). 2009, DFPE 7 - Approbation et signature d'un avenant au marché de maîtrise d'oeuvre conclu par la SIEMP pour la réalisation d'une crèche collective de 66 places et d'un logement de fonction intégrés à un immeuble de logements étudiants, 3-5, rue Neuve, sur les lots B3 et B5 du secteur d'aménagement "impasse Dupuy" (18e). 941

2009, DFPE 141 - Signature d'une convention et d'un avenant avec l'association "Gan Ménahem" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective "Léa Frankforter" et du jardin d'enfants "Sinaï" (18e). - Montant : 226.273 euros. 942

2009, DFPE 337 - Approbation des modalités de passation et d'attribution de marchés sur appel d'offres ouvert européen ayant pour objet la fourniture et livraison de matériels de puériculture et de poussettes pour les établissements de Petite Enfance de la Ville de Paris (2 lots) pour les années 2010 à 2014 et signature des marchés. 944

Dépôt de questions d'actualité. 946

Suspension et reprise de la séance. 946

Examen des questions d'actualité. 946

I - Question d'actualité posée par le groupe communiste et élus du Parti de gauche à M. le Maire de Paris relative au maintien de la règle du repos dominical à Paris. 946

II - Question d'actualité posée par le groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris concernant la place de Paris dans le Grand Paris. 949

III - Question d'actualité du groupe du Mouvement républicain et citoyen relative à la démocratie locale. 951

IV - Question d'actualité du groupe Centre et Indépendants relative au projet CDG Express. 952

V - Question d'actualité du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relative aux inégalités d'accès aux soins à Paris. 953

VI - Question d'actualité posée par le groupe "Les Verts" à M. le Préfet de police concernant les dérives des forces de l'ordre. 954

Suspension et reprise de la séance. 957

2009, DJS 177 - Signature d'une convention avec la Fédération Française de Triathlon pour l'attribution d'une subvention pour l'organisation du Triathlon à Paris le 28 juin 2009. - Montant : 35.000 euros. 957

Vœu déposé par M. Claude GOASGUEN et les élus du groupe U.M.P.PA. relatif à la réfection du stade de la Muette. 958

2009, DRH 37 - DFPE 341 - DDEE 186 - Signature d'une convention "Développement des formations aux métiers de la petite enfance" avec l'Académie de Paris et la Région Ile-de-France. 959

2009, DASCO 120 - Signature d'une convention avec l'Association Agir et Vaincre l'Autisme relative à l'utilisation de locaux scolaires municipaux situés 4, rue David d'Angers (19e). 960

2009, DFPE 178 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "APETREIMC" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnment de la halte-garderie "Le Chalet" (10e). - Montant : 157.884 euros. 961

2009, DU 80 - Modification du calendrier de versement des sommes forfaitaires visées à l'article 2 du délibéré des 25 et 26 septembre 2006, délibéré approuvant la signature par M. le Maire de Paris de l'avenant à la convention d'affectation du 2 juillet 1991 concernant la restitution anticipée de la caserne Napoléon à la Ville de Paris. Vœu déposé par Mme Dominique BERTINOTTI et les élus du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, relatif à la restructuration des locaux de la Ville de Paris, des 28, 30 et 32, quai des Célestins (4e). 961

2009, SG 163 - Rénovation des Halles. - Signature d'avenants n° 1 à plusieurs marchés de prestations intellectuelles dans le cadre du réaménagement du quartier des Halles (1er). 962

Vœu déposé par le groupe "Les Verts" relatif à l'expérimentation de la baisse des seuils d'exposition aux ondes électromagnétiques. Vœu déposé par MM. CHERKI et DUTREY relatif à l'expérimentation de la baisse des seuils d'exposition aux ondes électromagnétiques. Vœu déposé par Mme VERON, M. BRAVO et la majorité du Conseil du 9e arrondissement relatif aux ondes électromagnétiques. Vœu déposé par l'Exécutif. 963

Vœu déposé par MM. Jean-François LAMOUR, Philippe GOUJON, Mmes Claire de CLERMONT-TONNERRE, Géraldine POIRAULT-GAUVIN et les élus du groupe U.M.P.P.A. relatif aux difficultés liées au chantier du centre commercial Beaugrenelle et à l'entretien de la dalle du Front de Seine. 967

Vœu déposé par M. Sylvain GAREL et les éluEs du groupe "Les Verts" pour maintenir ouvert au public le passage de la Sorcière. 969

Vœu déposé par M. Yves CONTASSOT et les éluEs du groupe "Les Verts" relatif à la dénomination d'un lieu en hommage à René Dumont. 970

2009, DLH 91 - Octroi de la garantie de la Ville de Paris aux emprunts à contracter par la SGIM auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations en vue du financement complémentaire des programmes concernés par le remboursement anticipé des avances consenties par la Ville de Paris à la SGIM pour la réalisation de programme immobiliers à usage principal d'habitation. 971

2009, DLH 131 - Majoration temporaire du montant des aides "Prêt Paris Logement 0 %" (PPL 0 %) et "Prêt Parcours Résidentiel (PPR). Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. 972

Suspension et reprise de la séance. 974

2009, SGCP 6 - Rapport de la Mission d'information et d'évaluation sur l'engagement de la collectivité parisienne auprès des familles en matière d'accueil des jeunes enfants de moins de trois ans. Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif à l'application de nouveaux horaires d'ouverture dans les nouvelles structures d'accueil et aux demandes de logements sociaux pour les personnels municipaux de la petite enfance. Vœu déposé par l'Exécutif relatif à l'application de nouveaux horaires d'ouverture dans les nouvelles structures d'accueil et aux demandes de logements sociaux pour les personnels municipaux de la petite enfance. Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif à l'harmonisation des commissions d'attribution des places en crèches. Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif à la scolarisation des enfants de moins de 3 ans au mois de janvier. Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif au fonctionnement des commissions d'attribution des places en établissement de la petite enfance. Vœu déposé par les groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants relatif au rapport de la mission d'information et d'évaluation sur la petite enfance. 974

2009, DU 137 - Réalisation d'une résidence étudiante par la RIVP sur une emprise du stade Jules Ladoumègue (19e). 997

Vœu déposé par M. François VAUGLIN et les élus du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, relatif à la prévention de la surconsommation d'eau dans les copropriétés modestes. 998

Vœu déposé par M. Jacques BRAVO, Mme Pauline VÉRON et les élus du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, relatif à la transformation en logements sociaux des bâtiments d'habitation issus du parc immobilier de la Poste. 999

Vœu déposé par MM. Patrick BLOCHE, François VAUGLIN et les élus du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, relatif à la création d'un passage sous l'immeuble du 41, rue Richard-Lenoir. 999

Vœu déposé par Mme Brigitte KUSTER, M. Jérôme DUBUS et les élus du groupe U.M.P.P.A. relatif aux critères d'attribution par la Mairie de Paris des logements sociaux de "Paris Habitat" dans le 17e arrondissement. 1000

Vœu déposé par Mmes Brigitte KUSTER, Françoise de PANAFIEU, MM. Jérôme DUBUS, Jean-Didier BERTHAULT et les élus du groupe U.M.P.P.A. relatif à la situation des locataires du 228, rue de Courcelles dans le 17e arrondissement. . . .1000

Vœu déposé par M. Ian BROSSAT et les élus du groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif au 116, rue Ordener dans le 18e arrondissement. 1001

Vœu déposé par le groupe communiste et élus du Parti de gauche relatif à la réquisition de l'immeuble 69, rue de Sèvres. 1002

2009, DU 73 - "Bercy-Charenton" (12e) : objectifs poursuivis et orientations générales d'aménagement, définition du périmètre d'étude, modalités de la concertation publique, prise en considération de l'opération, lancement de marchés de prestations intellectuelles. - Signature d'une convention constitutive d'un groupement de commandes. 1003

Suspension et reprise de la séance. 1009

2009, DVD 82 - Mise en oeuvre d'une priorité bus à Paris (Programme 2009-2013). Première tranche lignes 62, 64 et 92. - Demande des subventions correspondantes au Syndicat des Transports d'Ile-de-France et à la Région Ile-de-France. . .1010

2009, DVD 101 - Approbation du programme 2009 d'itinéraires cyclables, d'aires de stationnement et de contresens cyclables. - Autorisation à M. le Maire de Paris de signer avec la Région d'Ile-de-France un contrat Réseau Vert 2009-2011 et de solliciter les subventions correspondantes. Vœu déposé par le groupe "Les Verts" relatif à une étude en vue du prolongement de la piste cyclable avenue de Gravelle pour la desserte de la Ferme de Paris (12e). 1011

2009, DVD 178 - Approbation du principe d'aménagement de la place de la République à Paris (3e, 10e et 11e) dans le cadre de la maîtrise d'oeuvre suite à concours et approbation des objectifs du programme résultant de la première phase de concertation du 15 décembre 2008 au 15 mars 2009. . . .1014

Désignation de représentants du Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal, dans divers organismes. 1019

2009, DVD 179 - Approbation du principe et des modalités de passation d'un marché de travaux de voirie et d'un marché de travaux d'éclairage public relatifs à l'aménagement de la place de Clichy (8e, 9e, 17e et 18e). 1020

2009, SG 151 - Fixation d'un tarif spécifique de redevance pour l'occupation temporaire du domaine public sur l'avenue des Champs-Elysées (8e). 1023

Vœu déposé par le groupe "Les Verts" relatif à la mise en œuvre du vœu adopté concernant la rue de Croulebarbe, dans le 13e arrondissement. 1025

Vœu déposé par le groupe "Les Verts" relatif au réaménagement de la rue Rambuteau. Vœu déposé par le groupe Centre et Indépendants relatif au projet de réhabilitation de la rue Rambuteau. Vœu déposé par l'Exécutif. 1025

Vœu déposé par MM. Denis BAUPIN, Sylvain GAREL, Jacques BOUTAULT et les éluEs du groupe "Les Verts" relatif à l'expérimentation du "tourne à droite" cycliste. 1027

Vœu déposé par M. François LEBEL, Mme Martine MÉRIGOT de TREIGNY et les membres du groupe U.M.P.P.A. relatif à la dépose et à la repose des îlots directionnels et des feux de signalisation situés sur l'avenue des Champs-Elysées. 1028

Vœu déposé par M. Jean TIBERI, Mme Chantal BACH et M. Christian SAINT-ETIENNE relatif à la sécurisation des alentours du marché Mouffetard. 1028

2009, DU 162 - Engagement d'une procédure de révision simplifiée du Plan Local d'Urbanisme de Paris sur le site de la Samaritaine (1er). - Approbation des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation. Vœu déposé par M. Jacques BOUTAULT et les éluEs du groupe "Les Verts" relatif au devenir des anciens salariés de la Samaritaine. Vœu déposé par M. Ian BROSSAT et les élus du groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif aux anciens salariés de la Samaritaine. Vœu déposé par M. Jacques BOUTAULT et les éluEs du groupe "Les Verts" relatif aux conséquences des travaux sur le voisinage. 1029

2009, DU 166 - Objectifs poursuivis et modalités de concertation concernant les travaux d'investissement routiers dans le cadre de l'aménagement du site 110 à 122, rue des Poissonniers (18e). 1034

2009, DU 59 - GPRU "Site des Olympiades" (13e). - Signature avec l'ASL Olympiades d'un avenant n° 2 à la convention du 2 septembre 2008 entre la Ville de Paris et l'ASL relative au réaménagement de l'accès Nationale. 2009, DU 60 - GPRU "Site des Olympiades" (13e). - Signature, avec l'ASL Olympiades, d'une convention relative aux charges de fonctionnement du site pour l'année 2009. 1035

2009, DAC 88 - Signature d'un avenant à la convention signée avec l'association "Halle Saint-Pierre" (18e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 340.000 euros. 1036

2009, DAC 89 - Octroi d'une garantie d'emprunt au profit de l'association "Philharmonie de Paris" (19e) pour la réalisation d'une salle philharmonique. - Signature du ou des contrats de prêts et la convention fixant les modalités de fonctionnement de la garantie avec l'association "Philharmonie de Paris". . . .1038

2009, DAC 167 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Théâtre Silvia Monfort" (15e) pour l'attribution du solde de la subvention de fonctionnement. - Montant : 772.000 euros. - Signature d'une convention relative à l'attribution d'une subvention d'équipement. - Montant : 20.000 euros. 1039

2009, DAC 274 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Paris-Ateliers" (13e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 2.205.000 euros. 1041

2009, DAC 294 - Signature avec l'établissement public de coopération culturelle "104 Cent Quatre" (19e) d'une convention d'objectifs relative à l'attribution d'une subvention. - Montant : 5.250.000 euros. 1042

2009, DAC 326 - Signature d'un avenant à la convention signée avec l'association "Cité Européenne des Récollets" (10e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 50.000 euros. 1043

2009, DAC 448 - Signature d'un avenant et d'une convention avec l'établissement public "La Maison des Métallos" pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement et d'une subvention d'équipement. - Montant : 1.100.000 euros. 1044

2009, DAC 452 - Fixation du montant de la rémunération des vacations de pose des modèles physiques exerçant dans les ateliers des Beaux-arts. 1046

Vœu déposé par le groupe "Les Verts" relatif au cinéma La clef - Images d'Ailleurs (5e). 1046

Vœu déposé par les groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants relatif à la bibliothèque l'Heure Joyeuse. Vœu déposé par l'Exécutif. 1047

Vœu déposé par M. Jean-Jacques GIANNESINI, Mme Anne-Constance ONGHENA et les élus du groupe U.M.P.P.A. relatif à la préservation des ateliers d'artistes du 40, rue des Solitaires. 1050

2009, SGRI 25 - Signature avec la Municipalité de Jéricho d'un accord portant sur un projet de coopération décentralisée dans le domaine de l'eau "Soutien à une gestion durable de l'eau". 1051

2009, SGRI 53 - Signature d'une convention avec l'association "Acted" pour l'attribution d'une subvention pour son action d'assistance aux populations civiles sri-lankaises. - Montant : 50.000 euros. 1051

Vœu déposé par MM. Denis BAUPIN, Sylvain GAREL et les éluEs du groupe "Les Verts" pour un soutien de la Ville de Paris au peuple iranien en lutte pour ses droits et sa liberté. Vœu déposé par M. Ian BROSSAT et les élus du groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif aux manifestations populaires en Iran. 1052

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la politique de coopération de la Ville de Paris avec la Méditerranée. 1054

Vœu déposé par le groupe "Les Verts" relatif à l'Union générale des étudiants de Palestine. Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif à l'Union générale des étudiants palestiniens. 1054

Vœu déposé par le groupe "Les Verts" relatif au soutien du comédien et réalisateur Birman ZARNAGAR. 1055

Vœu déposé par le groupe "Les Verts" relatif à la coopération internationale de la Ville de Paris et à la sécurité routière. 1056

2009, DAC 449 - Acceptation d'un don de 32.000 euros pour l'acquisition un ouvrage rare destiné à la Bibliothèque Historique de la Ville de Paris. 1056

Désignation de représentants du Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal, dans divers organismes. (Suite). 1057

2009, DU 29 - Modification du règlement local de la publicité, des enseignes et préenseignes applicable à Paris. Vœu déposé par le groupe "Les Verts" relatif au processus d'élaboration du RIP. Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la consultation des maires d'arrondissement lors de l'installation de panneaux publicitaires à l'occasion d'un chantier de construction ou d'aménagement. 1058

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à une communication prochaine sur la politique municipale dans le domaine de l'histoire. 1066

Vœu déposé par Mme Marie-Claire CARRÈRE-GÉE et les élus du groupe U.M.P.P.A. relatif au site de la Ferme de Montsouris et de la carrière du Chemin de Port-Mahon. Vœu déposé par l'Exécutif. 1068

2009, DAC 234 - Apposition d'une plaque commémorant l'installation du siège du gouvernement de la Catalogne en exil entre 1948 et 1954 au 10 de la rue de Washington (8e). . . .1071

2009, DAC 525 - Apposition de deux plaques commémoratives en hommage au Comité Parisien de la Libération. 1072

2009, SG 168 - Subvention à l'association "Les amis du Musée de la Résistance nationale". - Montant : 15.000 euros. 1073

Suspension et reprise de la séance. 1074

2009, DDEE 183 - Modalités d'organisation à titre expérimental de la Fête du Bois dans le Bois de Boulogne (16e) pour l'année 2009. 1075

Vœu déposé par Mme Claudine BOUYGUES et les élus du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, relatif au maintien des commerces indépendants de proximité à Paris. 1076

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif aux subventions aux associations de commerçants. 1079

2009, DRH 38 - Création d'un emploi de directeur des achats. 1081

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif à l'offre de restauration collective proposée aux personnels de la collectivité parisienne. Vœu déposé par les groupes M.R.C., Communiste et élus du Parti de Gauche et "Les Verts" relatif aux inégalités dans l'accès aux prestations de restauration proposées aux agents de la Ville et du Département de Paris. Vœu déposé par l'Exécutif. 1082

Vœu déposé par le groupe "Les Verts" relatif à l'accessibilité numérique des sites Internet et des applications informatiques de la Ville. 1084

Vœu déposé par le groupe "Les Verts" relatif à l'application du Plan de protection de l'atmosphère. 1085

Désignation de représentants du Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal, au sein du Groupe de travail sur le règlement local de la publicité, des enseignes et préenseignes applicable à Paris (R. 43). 1087

2009, DASCO 77 - Signature de conventions avec le CROUS de Paris et la CIUP pour l'attribution de subventions pour la mise en place de services d'accueil des étudiants étrangers - Montant total : 110.000 euros. 1087

Vœu déposé par M. Sylvain GAREL et les éluEs du groupe "Les Verts" relatif au tourisme d'affaires à Paris. Vœu déposé par l'Exécutif. 1088

Vœu déposé par M. Jérôme DUBUS et les élus du groupe U.M.P.P.A. relatif à l'Agence de développpement économique de Paris. 1090

Vœu déposé par M. Ian BROSSAT et les élus du groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, relatif à la situation des salariés de Radio France Internationale. 1091

2009, DEVE 125 - Signature d'une convention avec l'association "AIRPARIF" relative à une étude d'estimation des sources de particules atmosphériques en Ile-de-France. Montant : 80.000 euros. 1092

2009, DEVE 28 - Signature d'un avenant à la convention avec l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) et les associations gestionnaires d'espaces info énergie parisiens, EDIF, IDEMU et PPV.93 pour l'attribution d'une subvention. - Montant total : 356.423 euros. 1092

2009, DEVE 124 - Avis du Conseil de Paris sur le projet de Plan Régional pour la Qualité de l'Air en Ile-de-France présenté par le Conseil Régional d'Ile-de-France. 1093

2009, DEVE 22 - Autorisation à M. le Maire de Paris de signer avec l'association La Fayette Accueil la convention mettant à sa disposition une parcelle de terrain située 22-26 rue Politzer (12e) pour un usage de jardin partagé et d'insertion. 1094

Vœu déposé par les groupes Communiste et élus du Parti de Gauche et "Les Verts" relatif à la fermeture de l'usine Château d'eau (16e). Vœu déposé par l'Exécutif. 1095

2009, DEVE 3 - DVD 37 - Approbation du principe de l'aménagement de l'emprise située entre le boulevard périphérique et les futurs îlots de la ZAC Claude-Bernard (19e) et des modalités de passation du marché de maîtrise d'oeuvre. 1096

2009, DEVE 102 - Lancement et signature d'un appel d'offres ouvert pour la mise en oeuvre de la Campagne Ampoules. 1097

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif au "Plan 1.000 caméras pour Paris". Vœu déposé par le groupe "Les Verts" relatif au plan "1.000 caméras" pour Paris. 1098

Vœu déposé par Mme Véronique DUBARRY, M. Jacques BOUTAULT et les éluEs du groupe "Les Verts" relatif à la formation des agents du G.P.I.S. 1099

Vœu déposé par Mme Brigitte KUSTER, M. Hervé BENESSIANO et les élus du groupe U.M.P.PA. relatif au manque de personnel et de gardiennage dans l'enceinte du parc Martin Luther King. Vœu déposé par Mme Brigitte KUSTER, M. Jérôme DUBUS et les élus du groupe U.M.P.PA. relatif au manque de personnel et de gardiennage dans le square Emile Borel. Vœu déposé par l'Exécutif. 1100

Vœu déposé par M. Yves POZZO di BORGO et les élus du groupe Centre et Indépendants relatif à la protection des espaces verts du 7e arrondissement lors de la période estivale. 1102

Vœu déposé par Mme Annick LEPETIT, M. Patrick KLUGMAN, Mme Isabelle GACHET et les élus du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif à l'insécurité dans le 17e arrondissement. 1102

Vœu déposé par M. Ian BROSSAT et les élus du groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif aux relations entre policiers et habitants dans le quartier de la Goutte d'Or. Vœu déposé par l'Exécutif. 1104

Vœu déposé par M. Ian BROSSAT, Mme Aline ARROUZE et les élus du groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif aux "contrôles au faciès". 1105

Désignation de représentants du Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal, au sein du Groupe de travail sur le règlement local de la publicité, des enseignes et préenseignes applicable à Paris (R. 43) (Suite). 1106

Désignation de représentants du Conseil de Paris siégeant en formation de Conseil municipal, dans divers organismes. 1106

2009, SGRI 50 - Signature d'une convention avec l'Atelier parisien d'urbanisme (APUR) pour l'acceptation du titre de recettes du Ministère des Affaires Etrangères et Européennes pour la mise en oeuvre de la coopération entre la Ville de Paris et la Ville de Rio de Janeiro (2009-2010). 1106

Adoption, par un vote global d'approbation de l'Assemblée, des projets de délibération n'ayant pas donné lieu à inscription. 1106

Votes spécifiques. 1106

Affaires diverses adoptées par un vote d'ensemble de l'Assemblée. 1108

Liste des membres présents. 1124

Annexe n° 4 - Liste des questions écrites posées à M. le Maire de Paris et à M. le Préfet de police. 1124

I - Questions du groupe U.M.P.PA. QE 2009-114 Question de M. Claude GOASGUEN, Mme Danièle GIAZZI, M. Bernard DEBRÉ, Mmes Céline BOULAY-ESPERONNIER, Marie-Laure HAREL, M. Pierre GABORIAU, Mme Valérie HOFFENBERG, MM. Pierre AURIACOMBE, Eric HÉLARD et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris et à M. le Préfet de police relative aux dispositions mises en place pour faire face à la multiplication des dégradations et des vols dans le quartier du Trocadéro. 1124

QE 2009-115 Question de M. Claude GOASGUEN, Mme Danièle GIAZZI, M. Bernard DEBRÉ, Mmes Céline BOULAY-ESPERONNIER, Marie-Laure HAREL, M. Pierre GABORIAU, Mme Valérie HOFFENBERG, MM. Pierre AURIACOMBE, Eric HÉLARD et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris et à M. le Préfet de police concernant le calendrier d'exécution des travaux de mise en sécurité et de redéploiement des services administratifs de la Mairie du 16e arrondissement et des dispositions prises par la Préfecture de police pour améliorer les démarches des usagers auprès de l'antenne de police hébergée dans les locaux de la Mairie. 1124

QE 2009-116 Question de M. Claude GOASGUEN, Mme Danièle GIAZZI, M. Bernard DEBRÉ, Mmes Céline BOULAY-ESPERONNIER, Marie-Laure HAREL, M. Pierre GABORIAU, Mme Valérie HOFFENBERG, MM. Pierre AURIACOMBE, Eric HÉLARD et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris concernant les dispositions prévues pour garantir la poursuite des activités sportives scolaires des 2.700 élèves sur le stade Jean Bouin (16e) durant la prochaine année scolaire. 1125

QE 2009-117 Question de M. Pierre-Christian TAITTINGER à M. le Maire de Paris sur l'application dans la Capitale, à partir de septembre 2009, des engagements du Grenelle de l'Environnement. 1125

QE 2009-118 Question de M. Pierre-Christian TAITTINGER à M. le Maire de Paris sur le plan de gestion arboricole retenu pour le bois de Boulogne pour la période 2009-2011. 1125

QE 2009-119 Question de M. Pierre-Christian TAITTINGER à M. le Maire de Paris concernant le système d'aides, mis en place par l'ADEME, pour la réduction des points noirs du bruit des transports terrestres pour la période 2009-2011. 1126

QE 2009-120 Question de M. Pierre-Christian TAITTINGER à M. le Maire de Paris au sujet du programme de réalisations retenu pour 2010 par la SIEMP, pour la réhabilitation de son patrimoine. 1126

QE 2009-121 Question de M. Pierre-Christian TAITTINGER à M. le Maire de Paris concernant la protection des espaces végétales et animales menacés d'extinction, dans le cadre de la rénovation et de la modernisation du bois de Boulogne. 1126

QE 2009-122 Question de M. Pierre-Christian TAITTINGER à M. le Maire de Paris sur les formes de communication envisagées par la Municipalité pour informer les parisiens de la mise en place de la Charte des Parisiens et du Comité des Territoires Parisiens. 1126

QE 2009-123 Question de M. Richard STEIN et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris relative à l'utilisation de la traction animale pour le travail forestier dans le bois de Vincennes et à son extension à d'autres lieux de la Capitale. 1126

QE 2009-124 Question de M. Richard STEIN et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris concernant les dispositions envisagées pour trouver de nouveaux carrés réservés à la communauté juive dans les cimetières parisiens. 1126

QE 2009-125 Question de M. Jérôme DUBUS et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Préfet de police sur la politique de sécurité, dans le cadre de la création d'une police d'agglomération parisienne. 1127

II - Questions du groupe Centre et Indépendants. QE 2009-111 Question de Mme Geneviève BERTRAND et des membres du groupe Centre et Indépendants à M. le Maire de Paris relative aux politiques et aux moyens consacrés par la Ville de Paris et le Département de Paris dans les six domaines de la stratégie : économie générale, emploi, innovation et recherche incluant éducation et formation, intégration des marchés et réforme économique, cohésion, environnement. 1127

QE 2009-112 Question de Mme Geneviève BERTRAND et des membres du groupe Centre et Indépendants à M. le Maire de Paris concernant le bilan de la campagne d'information "abuser des numéros d'urgence nuit gravement à ceux qui en ont besoin" lancée à l'automne 2008 par la Brigade des sapeurs pompiers de Paris. 1127

III - Questions du groupe du Mouvement républicain et citoyen. QE 2009-126 Question de Mme Marinette BACHE à M. le Maire de Paris relative à la suppression de 3 postes d'assistantes sociales dans les secteurs scolaires des 8e, 16e, 9e et 11e arrondissements. 1127

QE 2009-127 Question de Mme Marinette BACHE à M. le Maire de Paris sur l'avenir d'une partie des locaux de l'école Belleville (11e), pour la création de la "grande bibliothèque de Belleville". 1128

QE 2009-128 Question de Mmes Marinette BACHE, Karen TAÏEB et des membres du groupe du Mouvement Républicain et Citoyen à M. le Maire de Paris relative aux actions de dératisation menées conjointement par les services sanitaires de la Préfecture de police et de la Mairie de Paris. 1128

QE 2009-129 Question de Mme Marinette BACHE à M. le Maire de Paris sur l'avancement des réflexions concernant les conventions passées entre la Mairie de Paris et d'autres organismes afin de permettre l'accès de leur cantine au personnel municipal. 1128

IV - Question du groupe "PCF-PG". QE 2009-113 Question de M. Ian BROSSAT à M. le Maire de Paris sur l'interdiction faite à plusieurs établissements festifs du quartier du Marais qui souhaitaient installer des enceintes à l'occasion de cette édition de la Fête de la Musique. 1129

Liste des membres présents en Commission. 1129

Annexe n° 1 - Tableau des voeux et amendements déposés en Commission. 1130

Annexe n° 2 - Budget supplémentaire d'investissement de la Ville de Paris pour 2009. 1139

Annexe n° 3 - Budget supplémentaire de fonctionnement de la Ville de Paris pour 2009. 1143

La Secrétaire générale du Conseil de Paris
Directrice de la publication
Catherine SCHMITT